

DOCUMENTS

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE L'INQUISITION

DANS LE LANGUEDOC.

IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

A NOGENT-LE-ROTROU.

DOCUMENTS

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE L'INQUISITION

DANS LE LANGUEDOC

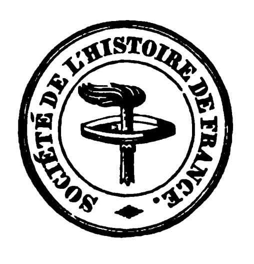
PUBLIÉS POUR LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

PAR

Mgr DOUAIS

ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

PREMIÈRE PARTIE : INTRODUCTION.



A PARIS

LIBRAIRIE RENOUARD

H. LAURENS, SUCCESSEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

RUE DE TOURNON, N° 6

MDCCCC

EXTRAIT DU RÈGLEMENT.

ART. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que la première partie des DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE L'INQUISITION DANS LE LANGUEDOC, *préparée par* Mgr C. DOUAIS, évêque de Beauvais, *lui a paru digne d'être publiée par la* SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Fait à Paris, le 20 *août* 1900.

Signé : Noël VALOIS.

Certifié :

Le Secrétaire de la Société de l'Histoire de France,

A. DE BOISLISLE.

INTRODUCTION.

L'Inquisition, qui a commencé à Toulouse en 1229, se rencontre encore dans le Languedoc[1] au xve, au xvie et même au xviie siècle[2]. Mais, à ces dates, elle était déjà fort

1. La dénomination de Languedoc est appliquée dans le présent ouvrage d'une manière uniforme au pays qui, aux débuts de l'Inquisition, s'appelait encore le comté de Toulouse. Mais celui-ci ne fut bientôt plus qu'une expression géographique. Il a paru naturel, et d'ailleurs fort commode, d'adopter une manière de parler commune à la fin du xiiie siècle et désignant une province bien nettement délimitée.

2. Je citerai comme exemples : pour le xve siècle, l'appel interjeté en cour de Rome par Jean Richard, précepteur de la maison de l'hôpital du Saint-Esprit de Millau, de la citation lancée contre lui par Pierre Turelure, inquisiteur, en juin 1440 (Doat, XXXV, fol. 165-182); la bulle d'Eugène IV à l'archevêque de Narbonne et aux évêques de Carcassonne, d'Agde, d'Alet et de Saint-Pons en faveur de cet inquisiteur, du 1er juillet 1441 (Doat, XXXV, fol. 184-185); la révocation des serments que Raymond *de Tilio*, inquisiteur, avait fait prêter aux officiers de l'Inquisition à Albi, à l'insu de l'évêque, du 4 décembre 1423 (Doat, XXXV, fol. 187-197); les poursuites exercées contre le vicomte Jean d'Uzès, qui, condamné, fut acquitté par une sentence de l'archevêque d'Embrun, agissant au nom du pape Pie II [1459-1462] (Arch. ducales d'Uzès, château d'Uzès, caisse 10, liasse 8); l'acte d'appel de Jean Rossinhol, religieux des frères Mineurs de l'Observance de Rodez, au nom de Charles de Verdun, religieux du même couvent, signifié « in domo inquisitionis Tholose » et en présence « venerabilis et religiosi viri fratris Galhardi de Petra, ordinis Beati Dominici,

affaiblie. La période de sa plus grande activité — et alors cette activité fut vraiment intense — répond au XIIIe et au

in sacra theologia professoris inquisitorisque sancte fidei catholice et heretice pravitatis in ducatu Acquitanie, » du 24 avril 1494 (Arch. des notaires de Toulouse, Chavalon, notaire, reg. de 1492 et années suiv.). Ce religieux avait été accusé, prêchant à Rodez, « multa dixisse et predicasse contra eosdem Mendicantes ac contra fidem catholicam. » — Pour le XVIe siècle, six arrêts du Parlement de Toulouse, 1521-1594 (Doat, XXXV, fol. 198-205); les *Ordonnances de la saincte Inquisition et court d'icelle seant à Toulose* (Doat, XXXI, fol. 13-17); le procès d'Antoine Dumas, marchand d'Albi (Arch. des notaires de Toulouse, Giraudat, notaire, reg. de 1545, fol. 127 v°), et quelques actes prouvant la pleine activité du tribunal : [12 juillet 1545] Joseph Corrège, inquisiteur de Carcassonne, et Bernard Sacratis, lieutenant de l'inquisiteur de Toulouse, nomment leurs procureurs pour présenter au roi certaines requêtes « concernans la foy et offices desd. inquisiteurs » (ibid., fol. 128); [12 juillet 1545] Dominique Melhan, commissaire député par l'inquisiteur de Toulouse, déclare avoir « ouy en matière de la foy contre toutz heretiques et faulteurs d'iceulx de la diocèse de Castres » Jean Combailh, régent des écoles de Mont réal, diocèse de Carcassonne (ibid., fol. 128 v°); [19 août 154' prise de possession de l'office d'inquisiteur par Esprit Rot (même notaire, reg. de 1547, fol. 197 v°); [26 mai 1550] Jac Fournier, prisonnier, fait présenter à frère Esprit Rotier, in teur, une nouvelle requête pour être élargi (même notair de 1550, fol. 70 v°); [11 juillet 1550] réception de Guillau Labarde comme greffier de l'Inquisition de Toulouse « jus ce que Me Gerauld Pagesi soit en liberté d'iceluy greffe (ibid., fol. 115); les lettres de Vidal de Becanis, de l'ann enjoignant à tous de faire connaitre ceux « du rolle des nouveaux chrestiens de Tholose » (Doat, XXXV, fol. 2 la forme du serment que les consuls des villes deva entre les mains des inquisiteurs, de l'année 1549 (Doa fol. 214); l'absolution accordée à Bernard Ycher par J rège, inquisiteur (Doat, XXXV, fol. 216-219); le Henri III, du 20 janvier 1575, confirmant Pierre de l'office d'inquisiteur (Doat, XXXV, fol. 220-221 XVIIe siècle, la poursuite par l'inquisiteur d'Avignon des Angles, diocèse de Nîmes (les Angles, cant.

XIVe siècle, et même, pour préciser, aux années qui vont du pontificat de Grégoire IX à celui de Jean XXII, du règne de saint Louis aux règnes de Philippe le Bel et de Philippe VI. Du moins, c'est l'idée que suggèrent les documents spéciaux qui nous sont parvenus; et, vraisemblablement, cette idée n'est pas fausse.

Cette période, en tout cas, a, aux yeux de l'historien et du légiste, une importance considérable et offre un intérêt qui ne se représente plus au même degré par la suite. L'on ne sera pas surpris que nous l'ayons prise comme un riche champ d'étude. Les faits n'appartiennent qu'à une ancienne

lès-Avignon, Gard), pour la capture duquel le présidial de Nîmes accorda le *pareatis*. Enfermé dans les prisons d'Avignon, le curé des Angles s'échappa et fut trouvé « pendu et estranglé aux cordes du clocher » de son église, « ce qui fut cause qu'on conduisit au Parlement de Tholose bon nombre de prisonniers » (lettre du P. Dufour, inquisiteur, au R. P. Ranquet, provincial et inquisiteur à Toulouse, datée d'Avignon le 17 mars 1654. Arch. de la Haute-Garonne, H Dominicains, Dominicains étrangers, 19). A cette date, le P. Rey était inquisiteur à Toulouse. On lit dans la même lettre : « Je crois que les edicts de paix pour la liberté des huguenots, qui lient les mains aux inquisiteurs dans les Estats du Roy, pour ne pouvoir proceder criminellement à la punition de leur impiété, ne les lient pas pour les pouvoir consoler et absouldre dans leur repentance. » Percin (*Monumenta conventus Tholosani ordinis FF. Praedicatorum, Inquisitio*, in-fol., Toulouse, 1693, p. 102-105) cite plusieurs exemples de poursuites au XVe, au XVIe et au XVIIe siècle. Le P. Ranquet avait été nommé inquisiteur en 1635 (Doat, XXXV, fol. 222). — Au moment où je mets sous presse, j'apprends que MM. Doinel, archiviste de l'Aude, de Félice et Weiss publient l'*Extrait des registres de parlement du jeudy vingt quatriesme d'avril mil cinq cens trente quatre après Pasques*, et l'*Extrait des procès, deppositions et registres de l'archevesché de Thoulouse et de l'inquisition en tant que touche les charges et suspitions de frère Arnauld de Badeto, soy disant inquisiteur*, 17 juin 1532-24 avril 1535 (Archives de l'Aude, H Notre-Dame de Prouille).

province de la France ; mais si on les considère, abstraction faite des personnes et des lieux, on ne manque pas de s'apercevoir qu'ils permettent de décrire en détail toute la procédure du trop fameux tribunal, ou même d'en reconstituer à grands traits l'histoire. Ces faits, en un mot, ont une portée générale, bien capable, ce semble, de captiver l'attention de l'historien des institutions anciennes.

Je voudrais faire passer ici sous les yeux du lecteur le tableau d'ensemble des documents, imprimés ou manuscrits, qui se rapportent à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc. Il ne s'agit pas cependant d'énumérer une par une les innombrables pièces appartenant à ce sujet, qui remplissent plus de vingt volumes ou registres. Je ne prétends pas dresser un catalogue bibliographique ni un inventaire sommaire, qui, aussi bien, risqueraient fort l'un et l'autre d'induire en erreur, car ils ne mettraient pas suffisamment en lumière la part qui revient à chacune des autorités agissant dans la poursuite inquisitoriale.

Ne perdons pas de vue, en effet, que l'inquisiteur ne fut qu'un juge délégué ; si les actes de ce juge dépassent considérablement en proportion numérique les lettres pontificales, les commissions des légats, les statuts des conciles, ou même les actes des évêques, juges ordinaires, ils ne sauraient les faire négliger sans un inconvénient grave : on s'exposerait, en ce cas, à montrer un juge faisant une poursuite et prononçant des sentences, sans indiquer la source de ses pouvoirs exceptionnels, la législation qu'il avait charge d'appliquer, la procédure qu'il devait suivre. Il n'est que juste d'ajouter que le bras séculier, dont la compétence fut reconnue par le saint-siège en ce qui regarde la pénalité extrême de l'hérétique, lequel s'était mis hors de l'Église, acheva, par la confiscation des biens et par l'application de

la peine du feu, un assez grand nombre de procès suivis de condamnation. La poursuite de l'hérétique établit ainsi des rapports spéciaux entre le roi de France ou ses officiers et les évêques ou les juges investis d'un pouvoir nouveau.

Dans ce tableau d'ensemble, il m'a donc paru que, au lieu de me borner aux actes des inquisiteurs, je devais faire connaître, ne serait-ce que pour les caractériser, les actes de chacune des autorités ecclésiastiques ou séculières qui ont eu part à cette poursuite : papes et légats, évêques et conciles, inquisiteurs, rois.

Il y a, en outre, des récits ou chroniques et des manuels écrits dans le Languedoc, qu'il est permis au juriste de négliger, mais auxquels l'historien doit attacher une réelle importance. J'en parlerai également dans la première partie de cette Introduction ayant pour titre : *Faits et documents. — Tableau d'ensemble*. La seconde partie sera consacrée à la description des registres ou pièces publiées ici pour la première fois.

PREMIÈRE PARTIE.

Faits et documents. — Tableau d'ensemble.

I. Actes des papes.

1. *Grégoire IX. — Les légats Romain de Saint-Ange et Jean, archevêque de Vienne* (1229-1241).

Les légats ont si souvent agi au nom du pape, et en vertu de leurs pouvoirs apostoliques, qu'on ne peut les séparer de lui. A les unir, on gagne de mieux saisir l'impulsion partie du centre même de la catholicité, c'est-à-dire de l'Église romaine, clef de voûte de l'unité ecclésiastique[1], invariablement invoquée dans les sentences des inquisiteurs. Ce principe a une application spéciale aux actes par lesquels l'Inquisition fut établie à Toulouse en l'automne de 1229, puisque ces actes émanèrent du cardinal Romain de Saint-Ange, légat.

C'est l'année précédente qu'envoyé pour traiter de l'affaire des Albigeois et du comte de Toulouse, réduit à merci, il avait été investi de pleins et universels pouvoirs[2]. Le sta tut *Cupientes*, édicté par le gouvernement du jeune roi po les provinces que le traité de Meaux venait de faire tomb en son pouvoir, portait (art. II) que les hérétiques, *po quam fuerint de haeresi per episcopum loci, vel*

1. Voy. Tocco (*l'Eresia nel medio evo*, in-12, Florence, 188 montre combien l'hérésie tendait à briser cette unité.

2. Voy. les lettres de Grégoire IX au roi de France et les de commission du pape, de mars-juillet 1228 (*Registres goire IX*, par M. Auvray, en cours de publication, n°s 2 232, 233, 234; Potthast, 8150, 8267).

aliam ecclesiasticam personam quae potestatem habeat, condemnati, seraient immédiatement punis[1]; et ne manquons pas de remarquer l'expression *vel per aliam ecclesiasticam personam*, c'est-à-dire tout juge délégué, l'évêque étant juge ordinaire dans son diocèse.

Au mois de novembre suivant, le légat réunit le fameux concile de Toulouse, auquel prirent part les archevêques de Narbonne, d'Auch et de Bordeaux, un grand nombre d'évêques et de prélats. Le cardinal y promulgua, en présence de Raymond VII, du sénéchal de Carcassonne, des comtes et des barons du pays, un décret en quarante-cinq articles, dont les principales dispositions assuraient la liberté à l'Église dans le comté de Toulouse et ne tendaient à rien de moins que l'extirpation de l'hérésie; ce légat ordonna, en effet, une *inquisitio* contre toute personne suspecte ou soupçonnée d'hérésie, avec la réserve expresse, qui peut-être n'était pas inutile[2], que celui-là seul pourrait être considéré comme hérétique qui aurait été jugé tel par une personne d'Église ayant qualité[3]. Il infligea directement lui-même des pénitences à des personnes trouvées coupables; mais il refusa de livrer les noms des accusateurs et garda pour lui les rôles qui les contenaient; ainsi il introduisit dans la procédure une pratique qui, bien que formant une exception, ne laissa pas d'être maintenue plus tard, moyennant certaines précautions, dont il sera parlé.

1. Voy. le texte dans Hardouin, *Acta concil.*, t. VII, col. 171 (Paris, Impr. royale, 1714).

2. En février 1204, Pierre II, roi d'Aragon, étant à Carcassonne, avait abusivement rendu une sentence déclaratoire d'hérésie contre Bertrand de Cimorre (Arch. de la Haute-Garonne, H Dominicains, 85).

3. Art. VIII. *Acta concil.*, VII, col. 176-183.

Nous ne voyons pas cependant qu'il ait nommé des juges spéciaux. C'est que l'*inquisitio contra haereticos*, inaugurée à Toulouse, fut d'abord strictement locale; elle peut être considérée comme une sorte d'essai.

Je n'irai pas toutefois jusqu'à prétendre que cet essai, qui semble avoir réussi, ait par lui-même amené le saint-siège à déléguer un juge contre l'hérésie dans chacune des grandes contrées de l'Occident. C'est à la vérité ce qu'il n'allait pas tarder à faire, et je me réserve d'exposer ailleurs les raisons de sa conduite[1]. Grégoire IX y préluda par une sentence d'excommunication fulminée, en février 1231, contre les hérétiques[2], voulant au surplus que l'édit d'Annibal, sénateur de Rome, fût gardé[3] et approuvant sa conduite dans la poursuite de certains clercs de Rome hérétiques, contre lesquels il venait de prononcer la dégradation[4]. Les premières nominations d'inquisiteurs faites directement par Grégoire IX sont du 3 février 1232; les nouveaux juges étaient pris dans l'ordre des frères Prêcheurs et destinés à l'Allemagne[5]. C'est peu de temps après, sinon au même moment, qu'Albéric, des frères Prêcheurs, recevait les pouvoirs pour la Lombardie[6]. Le pape, aussi bien, exhortait les archevêques et évêques à poursuivre les hérétiques conformément aux nouveaux statuts — ce fut, par exemple, l'archevêque de Tar-

1. Dans la première partie d'une Histoire de l'Inquisition, qui sera intitulée : *Origines historiques de l'Inquisition*.

2. *Registres*, n° 539; Raynaldi, *Annales*, 1231, §§ 14-15.

3. *Registres*, nos 540, 541; Raynaldi, *Annales*, 1231, §§ 16-17. Cf. *Registres*, n° 659.

4. Aragonius, *Vita Gregorii papae IX*, dans Muratori, *Rer. Ital. script.*, III, 578, col. I.

5. Potthast, 8859, 8866.

6. Lettres de Grégoire IX du 3 novembre 1232. Potthast, 9041.

ragone[1], l'archevêque de Mayence[2], l'archevêque de Sens[3], l'évêque d'Auxerre[4], etc. — ou même, il écrivait à tous les prélats du royaume de France pour leur annoncer qu'il envoyait vers eux les frères Prêcheurs avec la double mission de prêcher et de procéder contre les hérétiques[5].

Ces dernières lettres apostoliques sont du 13 mars 1233. Grégoire IX ne s'était pas encore occupé spécialement de la répression de l'hérésie dans le comté de Toulouse ; il semble que les actes du légat Romain de Saint-Ange l'en dispensaient. Quand il intervint, ce fut d'abord pour une cause particulière, je veux dire le procès des frères Niort, U., G. et G. Bernard, et de Bertrand, fils d'Othon (15 mars 1233)[6], qui, suspects d'hérésie, avaient perpétré un véritable forfait à l'égard de l'archevêque de Narbonne[7]. Mais, à partir de ce moment, le pape, on peut le dire, se multiplie pour atteindre le mal dans le comté : il confie aux prélats la dégradation des clercs tombés dans l'hérésie[8]; il donne com-

1. Potthast, 8932.
2. *Registres,* n° 936 ; Potthast, 9031.
3. *Registres,* n° 1078.
4. *Registres,* n° 1044.
5. Potthast, 9143.
6. *Registres,* n° 1170. Voy. dans Doat, XXI, fol. 34-50, l'enquête ou *inquisitio* sur le cas d'hérésie contre B. Othon, ses frères et leur mère, au cours de laquelle furent entendus l'archevêque de Narbonne, les archidiacres de Narbonne, du Razès et des Corbières, l'abbé de Lagrasse, le prieur de Prouille, le précepteur de la maison de l'Hôpital de Pexiora (Aude) et un grand nombre de curés.
7. *Registres,* n° 1284 ; Potthast, 9204.
8. 19 avril 1233 : « Gregorius... venerabilibus fratribus Bituricensi, Burdegalensi, Narbonensi, Auxitanensi, Viennensi, Arelatensi, Aquensi et Ebredunensi archiepiscopis et eorum suffraganeis... Quod si contra hereticam pravitatem... Laterani, XIII° kls. maii, anno septimo » (Doat, XXXI, fol. 19-20).

mission au prieur provincial de la province dominicaine de Provence de désigner des religieux pour entreprendre une *praedicatio generalis* contre l'hérésie (20 avril 1233); et Bernard Gui voyait dans cette lettre le premier titre des frères Prêcheurs à exercer l'Inquisition *in partibus Tholosanis, Albigensibus et Carcassonensibus atque Agennensibus*[1]; enfin, il impose la prison perpétuelle pour pénitence de leur faute aux hérétiques qui reviennent à l'Église[2]. Cette peine cependant allait passer par plusieurs fluctuations; on trouve, en effet, des exemples d'hérétiques condamnés à la prison temporaire[3], exemples rares cependant: la prison temporaire finit par être écartée.

Grégoire IX, en outre, encourage le zèle à procurer le bien de la paix et de la foi dans la terre d'Albigeois[4]; il approuve sans réserve le statut récent par lequel le comte de Toulouse Raymond VII ordonne la saisie des biens des hérétiques[5] et des biens de leurs défenseurs, receleurs, etc.[6];

1. Potthast, 9155, 9263. — La première province dominicaine de Provence s'étendait aux deux bassins de la Garonne et du Rhône, en aval de Valence. (Voy. Douais, *Acta capitulorum provincialium ordinis fratrum Praedicatorum*. Toulouse, Privat, in-8°, 1895.)

2. Lettre du 25 avril 1233 aux évêques suffragants de Narbonne (Potthast, 9161; Doat, XXXI, fol. 27-28).

3. Sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre (ci-après, p. 3).

4. Par exemple, par ses lettres du 9 juillet 1223, il accorda à Raoul de Narbonne des revenus en nature à prendre sur les monastères de Lagrasse, de Saint-Pons, de Caune, de Montoulieu et de Saint-Thibéry (*Registres*, n° 1457). Cf. n° 2155.

5. Le mot hérétique, il sera peut-être bon de le faire remarquer, a toujours ici le sens d'homme judiciairement convaincu d'hérésie.

6. Lettres du 13 janvier 1234 (*Registres*, n° 1719). Au mois de novembre suivant, il le félicita de son dessein d'extirper l'hérésie (*Registres*, n° 2283; Potthast, 9771).

il réclame contre la conduite des officiers royaux, en Albigeois, qui refusent, entre autres choses, de jurer la paix selon le concile de Toulouse de 1229, c'est-à-dire selon les statuts du légat Romain de Saint-Ange[1]; il exhorte le comte et la commune de Toulouse à fournir conduite, conseil et faveur aux frères Prêcheurs plus spécialement chargés de l'affaire de la foi[2]. Il règle aussi quelques affaires particulières qui lui sont déférées en appel ou autrement[3]. Enfin, pour mieux assurer l'exécution des constitutions apostoliques, il nomme, par ses lettres du 27 juillet 1233, l'archevêque de Vienne, Jean de Bournin (1219-1266), son légat, avec la mission d'extirper l'hérésie dans le comté de Toulouse, la Gascogne, la Catalogne, etc.[4]. Il est à noter d'ailleurs qu'il l'engage, et qu'il engage en même temps les évêques de Toulouse, Albi, Rodez, Agen et Cahors à procéder contre les hérétiques, en général, dans un grand esprit de justice, avec modération ou même douceur; le comte de Toulouse, en particulier, devra être traité avec des égards. Il paraît, en effet, que quelques inquisiteurs avaient excédé; du moins, c'est la plainte que Raymond VII lui avait fait parvenir[5]. Mais s'il réprima des ardeurs intempestives, ce ne pouvait être, dans sa pensée, au préjudice de la poursuite inquisitoriale, puisqu'il écrivait à son légat d'avoir à se transporter à Montpellier pour y juger les hérétiques qui y avaient été

1. *Registres*, n° 1909; cf. n°s 1916, 1919, 1920-1922; Potthast, 9452.

2. Potthast, 9904.

3. Potthast, 10598, 10599; Teulet, *Layettes*, n° 2712.

4. *Registres*, n° 1472; cf. n°s 1473-1486, 1913-1915, 1917, 1918, 1923; Doat, XXXI, fol. 33 (lettre de Grégoire IX au roi d'Aragon, 28 avril 1234).

5. *Registres*, n° 2218 (lettre du 18 novembre 1234).

conduits[1]; et le légat l'avait parfaitement compris, car il avait, à cet effet, délégué des inquisiteurs, par exemple Willem Arnaud, des frères Prêcheurs, et Étienne, des frères Mineurs[2]; si bien que Willem Arnaud, par exemple, se trouva avoir reçu la délégation inquisitoriale de deux sources également légitimes : le légat pontifical et le prieur de la province dominicaine, auquel le saint-siège en avait donné le pouvoir[3].

En résumé, le pape Grégoire IX consacra les statuts édictés par son légat en présence des évêques réunis à Toulouse, en 1229; il nomma des inquisiteurs, sinon par lui-même, du moins par ses représentants, le prieur provincial des frères Prêcheurs et l'archevêque de Vienne, ce qui, aussi bien, répondait à sa résolution de poursuivre partout et par des juges délégués le crime d'hérésie; il consacra un article important de la pénalité, je veux dire la prison per-

1. Potthast, 10300.

2. « Nos frater Guillelmus Arnaldi de ordine fratrum Predicatorum et frater Stephanus de ordine fratrum Minorum, inquisitores constituti a venerabili Johanne, Dei gratia sancte Viennensis ecclesie archiepiscopo, Apostolice Sedis legato, ad faciendam inquisitionem contra hereticos eorumque credentes in Tholosa, necnon in tota diocesi Tholosana » (sentence du 19 février 1238, n. st., Doat, XXI, fol. 149). Voy. d'autres sentences du 13 février précédent (Doat, XXI, fol. 163), du 2 mars de la même année (Doat, XXI, fol. 164 v°, fol. 166). Voy. de même les lettres de sauf-conduit accordées à divers hérétiques par les inquisiteurs Willem Arnaud et Étienne (Doat, XXI, fol. 169, 171).

3. Sentence d'excommunication fulminée, le 10 novembre 1235, contre les capitouls de Toulouse : « Caritati vestre volo fieri manifestum quod venerabilis in Christo pater R., prior Predicatorum in Provincia authoritate litterarum domini Pape constituit me judicem ad faciendum inquisitionem contra hereticos in Tholosana civitate... » (Doat, XXI, fol. 160).

pétuelle et non temporaire. S'il encouragea efficacement l'*inquisitio,* il voulut toutefois que cette juridiction nouvelle s'exerçât avec modération. Nous verrons, quand nous parlerons des inquisiteurs, quels furent les premiers résultats de l'institution et comment elle fut d'abord comprise.

2. *Innocent IV* (1243-1254).

Le pape Innocent IV, qui a été un des grands législateurs de l'Inquisition, s'inspira du même esprit que Grégoire IX. S'il s'empressa de casser la sentence d'excommunication fulminée par les inquisiteurs Ferrier et Guillaume Raymond contre le comte de Toulouse[1], il ne manqua pas d'enjoindre au prieur de la province dominicaine de Provence et aux inquisiteurs de poursuivre le crime d'hérésie, mais dans la forme que son prédécesseur avait déjà arrêtée[2]; il manda aux archevêques et évêques de leur donner conseil et aide[3]; il renouvela, en faveur du prieur provincial, la commission de choisir les inquisiteurs dans son ordre[4], donnant aux frères Prêcheurs, avec le pouvoir de refuser d'être exécuteurs des causes ordinaires ou assesseurs, la fonction supérieure de juger de la foi[5]; il chargea le prieur du couvent des frères Prêcheurs de Paris de nommer des inquisi-

1. *Registres d'Innocent IV,* par M. Berger, n° 697; Potthast, 11390; *Hist. génér. de Languedoc,* VIII, col. 1142-1143. Voy. cette sentence (*Ibid.,* col. 1143-1144).

2. Lettre du 10 juillet 1243 (Potthast, 11083; Doat, XXXI, fol. 60 v°).

3. Lettre du 10 juillet 1243 (Doat, XXXI, fol. 63-64. Inédite). Autre lettre du 23 janvier 1245 (Doat, XXI, fol. 69. Inédite). Autre lettre du 1er mars 1249 (Doat, XXXI, fol. 114-115). Autre lettre du 11 mai 1252 (*Layettes,* III, n°s 4000, 4001).

4. Lettre du 20 juillet 1243 (Doat, XXXI, fol. 97-100. Inédite).

5. Lettre du 9 février 1244 (*Registres d'Innocent IV,* n° 453).

teurs pour les terres du comte de Poitiers et de Toulouse[1] et même il autorisa le général des frères Prêcheurs à révoquer les inquisiteurs déjà nommés par le saint-siège et à leur en substituer d'autres[2], pouvoir qui tendait à maintenir cet ordre dans le privilège et l'avantage d'avoir la délégation inquisitoriale, sinon d'une manière exclusive, du moins habituellement. Et Innocent IV, en permettant aux inquisiteurs des provinces ecclésiastiques de Bordeaux, de Narbonne et d'Arles de citer dans des lieux sûrs pour eux les hérétiques qui leur dressaient des embûches, prit le moyen qui, inspiré par les circonstances, pouvait leur permettre d'exécuter le plus exactement possible leur difficile mandat[3]. Il reste d'ailleurs fidèle à lui-même. Nous le voyons donner au provincial dominicain d'Aragon et à saint Raymond de Peña-fort commission de députer des inquisiteurs de leur nation pour la partie de la province ecclésiastique de Narbonne appartenant à l'Aragon[4]. Il défend à l'évêque de Carcassonne de lancer l'interdit contre tout lieu suspect d'hérésie

1. Lettre du 24 octobre 1253 (Doat, XXXI, fol. 90. *Layettes*, III, nos 4111, 4113).

2. Lettre du 7 juillet 1246 (Doat, XXXI, fol. 73-74. Inédite).

3. Lettre du 18 novembre 1247 (*Registres*, no 3421; Potthast, 12766). — Cependant, il avait, jusqu'à la décision du concile de Lyon, suspendu sur un point l'exercice de l'Inquisition. Exposant leur devoir aux inquisiteurs des diocèses de Narbonne, Carcassonne, Béziers, Albi, Rodez, Elne et Mende, il distingua entre les hérétiques manifestes et les peines mineures, d'une part, — sur ce point les inquisiteurs durent procéder comme auparavant, — et les hérétiques condamnés à la prison, croix, confiscation des biens, pèlerinages majeurs, d'autre part; sur ce second point, les inquisiteurs durent surseoir jusqu'aux décisions du concile (bulle du 21 avril 1245. *Layettes*, no 3344).

4. *Registres*, no 4156; Potthast, 13057. — Le même jour, 20 octobre 1248, le pape informe de cette commission l'archevêque et les

compris dans la province dominicaine de Provence *ultra Rodanum*, à moins que *vigeat publica malitia*[1]. Il permet aux inquisiteurs de relever de toutes censures leurs domestiques et serviteurs[2].

Des dispositions aussi bienveillantes à l'égard des frères Prêcheurs répondaient à une situation particulière. Sous le pontificat d'Innocent IV, les esprits commencèrent à s'exciter contre les inquisiteurs, qui, au surplus, avaient éprouvé bien des difficultés du côté des agents royaux. Les évêques, nous le verrons plus loin, les défendirent, et le pape les soutint, maintenant du même coup l'Inquisition et, au tribunal de l'Inquisition, les frères Prêcheurs comme juges. Par là s'explique en partie le zèle qui lui inspira un si grand nombre de bulles.

Il ne se borne pas, d'ailleurs, à recommander en termes généraux la poursuite contre les hérétiques[3], ou même à encourager les juges, à l'occasion d'un vol et d'un brûlement de registres de l'Inquisition[4]. Mais encore il intervient dans

inquisiteurs de Narbonne (*Registres*, n° 4157). Quelques jours auparavant, le 6 octobre, il leur avait interdit de citer les sujets du roi d'Aragon (Potthast, 13040). Cette lettre n'avait fait qu'étendre les dispositions de la bulle du 19 mars précédent adressée à Pierre Durand et à Bernard de Caux, inquisiteurs, qui reçurent défense de citer devant eux les sujets du roi d'Aragon (Doat, XXXI, fol. 94 v°-95. Inédite). Voy. plus bas, p. xxj, note 3.

1. Potthast, 11092.

2. Lettre du 2 mai 1245 (Doat, XXXI, fol. 70. Inédite). Innocent IV favorisa les divers officiers du tribunal où siégeait le frère Prêcheur. Par exemple, il les exempta *a prestatione subsidii Imperii Romani* (*Registres*, n° 3423; Potthast, 12742). Mais il voulut que les serviteurs inutiles fussent supprimés (bulle du 14 mai 1249. Doat, XXXI, fol. 81. Inédite).

3. Lettre du 10 juin 1250 à l'archevêque de Narbonne et à ses suffragants (*Layettes*, III, n° 3877).

4. Lettre datée du 22 janvier 1248 (Potthast, 12830) dans l'*Hist.*

un assez grand nombre de cas particuliers : il révoque, nous l'avons vu, la sentence d'excommunication fulminée contre le comte de Toulouse par frères Ferrier et Guillaume Raymond, de l'ordre des frères Prêcheurs, inquisiteurs[1] ; à la demande de l'évêque d'Elne et de l'inquisiteur, il confirme une sentence antérieure condamnant deux hérétiques[2] ; il mande à Guillaume Raymond et à Pierre Durand, inquisiteurs, d'absoudre Guillaume Fort, bourgeois de Pamiers[3] ; à la prière du comte de Foix, il enjoint à l'archevêque de Narbonne d'avoir à punir six hérétiques, moyennant toutefois le conseil et l'avis des inquisiteurs[4] ; il donne commission à frère Algisius, son pénitencier, d'infliger à Arnaud de Xon, chevalier, du diocèse de Narbonne, à Willem Pons et Arnaud Bellion, ses sergents, une pénitence salutaire qui pourra être commuée[5] ; il remet en liberté plusieurs hérétiques ayant subi une peine qu'il regarde comme suffisante[6] ; il charge l'évêque d'Albi et l'abbé de Candeil de réintégrer dans la communion de l'Église Jean Fenassa, d'Albi, et Arsinde, sa femme, condamnés par Ferrier[7].

Il fait davantage encore. Il nomme légat l'élu d'Avignon, Zoën Tencarari (1242-1263), et l'annonce aux suffragants de Narbonne et aux évêques de Cahors, Rodez, Albi, Mende, le Puy, Lectoure, Agen, Bazas et Comminges[8]. Puis il lui

génér. de Languedoc, VIII, col. 1239, du 3 février 1248 dans Doat, XXXI, fol. 105 v°.

1. Bulle du 16 mai 1244 (*Registres*, n° 697 ; Potthast, 11390).
2. Bulle du 13 décembre 1244 (*Registres*, n° 799).
3. Bulle du 24 juin 1245 (Doat, XXXI, fol. 103-104. Inédite).
4. Bulle du 13 janvier 1248 (*Registres*, n° 3530).
5. Bulle du 21 février 1248 (*Registres*, n° 4093).
6. Bulle du 24 décembre 1248 (Doat, XXXI, fol. 152 v°). Publiée plus loin.
7. Bulle du 5 août 1249 (Doat, XXXI, fol. 169-170. Inédite).
8. Bulle du 19 juillet 1243 (*Registres*, n° 31).

commande de remettre en prison plusieurs hérétiques qu'un autre légat, *Sotanus,* avait délivrés contre la volonté des inquisiteurs[1]. Il étend, à toutes les terres du comte de Toulouse, la juridiction de l'évêque d'Agen, juge ordinaire seulement pour son diocèse. Le comte de Toulouse s'est plaint de la mollesse des juges, du retard dans les condamnations des hérétiques, vivants ou morts, d'où est résultée une recrudescence de l'hérésie : ce prélat poursuivra donc, mais avec le conseil de l'évêque diocésain et des inquisiteurs[2]. Au besoin, il remplacera les inquisiteurs actuels[3].

Le choix de l'évêque d'Agen Guillaume s'explique très bien par la confiance qu'il inspirait au comte de Toulouse. Et d'ailleurs son prédécesseur, Pierre de Reims (1245-1247), de l'ordre des frères Prêcheurs, écrivain estimé[4], avait déjà été honoré de lettres du pape l'exhortant à procéder contre les hérétiques dans la forme prescrite par l'évêque d'Albano, Pierre de Collemezzo (1245-1253)[5].

Ici nous touchons à la procédure inquisitoriale; de fait, les bulles d'Innocent IV relatives à la poursuite de l'hérésie dans le Languedoc contiennent de nombreuses dispositions

1. Bulle du 20 juillet 1243 (Doat, XXXI, fol. 65 v°-66). — A propos des prisonniers, je ferai remarquer que les exemples d'évasion ne sont pas rares. C'est sans doute la raison pour laquelle Innocent IV exhorta les archevêques de Narbonne, de Bordeaux et d'Arles à veiller à la garde des prisonniers (bulle du 1er mars 1249. Doat, XXXI, fol. 114-115). Voy., sur Zoën Tencarari, Hauréau, *Quelques lettres d'Innocent IV,* dans *Notices et extraits des manuscrits,* t. XXIV, 2e part. Voy. aussi M. Élie Berger, *Saint Louis et Innocent IV,* p. 64 et suiv. (Paris, Thorin, 1893, in-8°).

2. Bulle du 29 avril 1248 (Potthast, 12913; *Layettes,* III, n° 3649; *Registres,* n° 3867).

3. Bulle du 30 avril 1248 (*Registres,* n° 3868; *Layettes,* n° 3651).

4. Échard, *Script. ord. fr. Praed.,* I, col. 115-117.

5. Bulle du 24 juillet 1246 (*Registres,* n° 2043).

introduisant ou fixant des points de procédure qu'il est indispensable de faire connaître.

D'abord, que la forme prescrite par l'évêque d'Albano ait été appliquée après 1246, cela me paraît résulter de la copie qui en existait aux archives de l'Inquisition de la cité de Carcassonne et qui servit à Doat[1]. C'est une lettre dans laquelle l'évêque, répondant à une consultation du prieur provincial des frères Prêcheurs de Lombardie, éclaircissait les points douteux et traçait la marche à suivre : 1° convocation des habitants du lieu, temps de grâce, abjuration générale de l'hérésie, serment déféré à ceux qui se présenteront pour avouer, avec engagement, moyennant caution, de faire la pénitence canonique qui pourra leur être infligée, mais qui ne sera jamais la mort, la prison perpétuelle, ou un pèlerinage majeur, le cas de récidive excepté; 2° poursuite d'office contre ceux qui, suspects, ne se présenteront pas, et alors citation personnelle ou faite à l'église; si le prévenu ne répond pas, il sera puni comme il le mérite; s'il se présente, il prêtera serment, fera connaître ses ennemis mortels, qui seront écartés de l'instruction; 3° les témoignages écrits seront livrés, moins les noms des témoins, et, dans le cas de faute, la peine restera abandonnée à la prudence des inquisiteurs qui apprécieront.

Innocent IV, par ses bulles expédiées en Languedoc, confirma cette forme générale de la procédure en usage en Lombardie, ou se borna à y ajouter quelques dispositions. Par exemple, il enjoignit aux inquisiteurs de la province de Narbonne et de l'Albigeois de fixer un terme pour l'abjuration, lequel expiré, ils devaient appliquer les peines de droit[2] : on reconnaîtra là le temps de grâce. Mais la

1. Doat, XXXI, fol. 5 v°-9.
2. Bulle du 12 décembre 1243 (*Registres*, n° 317 ; Potthast, 11193).

lettre de l'évêque d'Albano, très générale, n'avait point prévu toutes les situations; elle restait muette sur la pénalité à infliger aux hérétiques notoires, en particulier sur le point de savoir si une peine ou pénitence pourrait être commuée en une autre peine ou pénitence. Or, par sa bulle du 20 janvier 1245, Innocent IV permit aux inquisiteurs de la province dominicaine de Provence, qui, je le rappelle, comprenait le comté de Toulouse dans ses limites, de commuer, du consentement des prélats, les pénitences infligées aux hérétiques[1]. Le 9 décembre 1247, il écrivait à l'archevêque d'Auch pour lui donner la faculté de commuer la prison en la croisade ou voyage d'outre-mer[2], et, le 2 mars 1248, il faisait savoir à l'évêque d'Albi que les hérétiques de la terre de Philippe de Montfort, déjà en prison, pourraient être autorisés à prendre la croix[3]; le 30 avril suivant, il conférait à l'évêque d'Agen le pouvoir de commuer, d'accord avec les inquisiteurs, certaines peines en la croisade[4]. Ainsi le principe de la commutation de la peine se trouva admis et consacré; en fait, il fut souvent appliqué. Le pape, cependant, écarta l'amende pécuniaire[5]; ce n'est que bien plus tard que l'aumône fut imposée comme pénitence; on ne la trouve pas dans les exemples assez fréquents de prisonniers

1. Doat, XXXI, fol. 68. Inédite.

2. *Registres,* n° 3508; *Layettes,* III, n° 3625. Dans les *Registres,* cette bulle est datée du 9 décembre.

3. *Registres,* n° 3677; Potthast, 12854.

4. *Registres,* n° 3866; Potthast, 12914; *Hist. génér. de Languedoc,* VIII, col. 1240. — Mais Innocent IV interdit à l'évêque d'Agen et à deux inquisiteurs de Toulouse d'imposer des pèlerinages dispendieux en Terre Sainte (bulle du 26 mai 1248. Doat, XXXI, fol. 80 v°-81. Inédite).

5. *Registres,* n° 5257; *Layettes,* III, n°s 3946, 4000, 4001. — Cette amende avait été précédemment admise par lui (bulle du 19 janvier 1245. Doat, XXXI, fol. 71).

En un mot, surveiller l'hérésie, mettre à l'abri des poursuites ceux qui voulaient faire acte d'orthodoxie, contenir le zèle des inquisiteurs en précisant et réglant rigoureusement la procédure, et par là même préparer la pacification du Languedoc, de la Garonne jusqu'au Rhône : telle fut la politique d'Innocent IV ; elle explique toute sa conduite à l'égard de l'Inquisition.

3. *Alexandre IV* (1254-1261).

Je m'arrêterai moins sur le pontificat d'Alexandre IV, qui, bien qu'il ait renouvelé l'excommunication contre les Cathares, Pathares, Pauvres de Lyon et tous autres hérétiques[1], n'a pas exercé sur l'Inquisition dans le Languedoc une action aussi décisive que son prédécesseur. Il semble qu'il ait voulu le reconnaître tout le premier, car il lui est arrivé plus d'une fois de renvoyer les inquisiteurs aux constitutions d'Innocent IV pour les questions de procédure[2].

« In primis intendit probare idem procurator (Guillelmus Davini) quod et vicecomitatus Fenoledesii cum suo territorio, jurisdictione et districtu et pertinentiis ab antiquissimis temporibus et per ipsa tempora, et etiam quamdiu dominus P. de Fenoleto, avus dicti domini P. de Fenoleto, militis, tenuit castrum, vicecomitatum et alia predicta, et diu post fuerunt situata in regno et infra fines regni Aragonie ac in districtu et de districtu Regis et regni et de regno Aragonie... » (Doat, XXXII, fol. 130 v°-131. Cf. fol. 51 v°-52). Voy. plus loin, p. 32, la sentence de Pons du Pouget.

1. Bulle du 25 avril 1260 (Potthast, 17840. Cf. 15425. Doat, XXXI, fol. 273-276).

2. Bulle du 28 juillet 1255 (Potthast, 15958). Cette bulle eut pour destinataires frère Raynier de Plaisance et les autres inquisiteurs de Lombardie. Mais nul doute que les inquisiteurs du Languedoc en aient suivi la direction, car ils en firent faire une copie; elle s'est retrouvée dans les archives de l'Inquisition de Carcassonne, d'où elle est passée dans Doat (XXXI, fol. 183 v°-

sants. L'hérésie avait pris une telle extension que dans bien des familles l'un des deux époux, le plus souvent le mari, lui appartenait; il n'y vit un motif de séparation que dans deux cas : si la partie catholique était gravement exposée à offenser Dieu, ou bien si la séparation devait amener l'hérétique à résipiscence[1]. La présence de l'hérésie dans la famille avait créé une autre situation non moins malheureuse, surtout pour la femme. On sait quelle était la conséquence de la condamnation pour hérésie : la prison perpétuelle entraînait la confiscation des biens; de même, et à plus forte raison, l'abandon au bras séculier. Il était arrivé que la dot de la femme avait suivi le sort des biens du mari. Innocent IV voulut d'abord réparer, pour le passé, et empêcher, dans l'avenir, une telle injustice; par sa bulle du 12 novembre 1247, adressée aux archevêques de Bordeaux, Narbonne et Arles, aux évêques de Toulouse, Cahors, le Puy, Mende, Albi et Rodez, il ordonna de rendre aux épouses catholiques les dots confisquées à cause ou à l'occasion de l'hérésie de leurs maris et de ne plus permettre qu'elles fussent saisies à l'avenir[2]. Sans aucun doute, un tel acte de haute sagesse honore la mémoire de ce pontife. Enfin, il arrêta à nouveau que l'inquisiteur ou les inquisiteurs du comté de Toulouse ne devraient ni ne pourraient en aucun cas citer, poursuivre ou frapper les sujets du roi d'Aragon[3].

1. Bulle du 12 mai 1246 en réponse à une consultation de l'archevêque de Narbonne et de ses suffragants (*Registres*, n° 1844).

2. *Registres*, n° 3422; Potthast, 12743.

3. Cette mesure s'explique par cette considération que le diocèse de Narbonne comprenait, par exemple, le château et la vicomté de Fenouillèdes (comm. de Fenouillet, Pyrénées-Orientales). C'est du moins ce que prétendirent les héritiers de Pierre de Fenouillet dans le procès qu'ils intentèrent à l'Inquisition devant le pape Boniface VIII en revision d'une sentence de Pons du Pouget.

En un mot, surveiller l'hérésie, mettre à l'abri des poursuites ceux qui voulaient faire acte d'orthodoxie, contenir le zèle des inquisiteurs en précisant et réglant rigoureusement la procédure, et par là même préparer la pacification du Languedoc, de la Garonne jusqu'au Rhône : telle fut la politique d'Innocent IV ; elle explique toute sa conduite à l'égard de l'Inquisition.

3. *Alexandre IV* (1254-1261).

Je m'arrêterai moins sur le pontificat d'Alexandre IV, qui, bien qu'il ait renouvelé l'excommunication contre les Cathares, Pathares, Pauvres de Lyon et tous autres hérétiques[1], n'a pas exercé sur l'Inquisition dans le Languedoc une action aussi décisive que son prédécesseur. Il semble qu'il ait voulu le reconnaître tout le premier, car il lui est arrivé plus d'une fois de renvoyer les inquisiteurs aux constitutions d'Innocent IV pour les questions de procédure[2].

« In primis intendit probare idem procurator (Guillelmus Davini) quod et vicecomitatus Fenoledesii cum suo territorio, jurisdictione et districtu et pertinentiis ab antiquissimis temporibus et per ipsa tempora, et etiam quamdiu dominus P. de Fenoleto, avus dicti domini P. de Fenoleto, militis, tenuit castrum, vicecomitatum et alia predicta, et diu post fuerunt situata in regno et infra fines regni Aragonie ac in districtu et de districtu Regis et regni et de regno Aragonie... » (Doat, XXXII, fol. 130 v°-131. Cf. fol. 51 v°-52). Voy. plus loin, p. 32, la sentence de Pons du Pouget.

1. Bulle du 25 avril 1260 (Potthast, 17840. Cf. 15425. Doat, XXXI, fol. 273-276).

2. Bulle du 28 juillet 1255 (Potthast, 15958). Cette bulle eut pour destinataires frère Raynier de Plaisance et les autres inquisiteurs de Lombardie. Mais nul doute que les inquisiteurs du Languedoc en aient suivi la direction, car ils en firent faire une copie; elle s'est retrouvée dans les archives de l'Inquisition de Carcassonne, d'où elle est passée dans Doat (XXXI, fol. 183 v°-

Il renouvela et confirma pour le maître général et le prieur de chaque province des frères Prêcheurs le pouvoir de rapporter la commission inquisitoriale et de nommer de nouveaux inquisiteurs pris dans l'ordre, qui, par ce seul fait, recevaient la délégation pontificale et, avec elle, le pouvoir de juger[1]. Il nomma lui-même le prieur des frères Prêcheurs de Paris inquisiteur dans le comté de Toulouse[2], non, je pense, que celui-ci se soit transporté sur les bords de la Garonne pour entendre des aveux et prononcer des sentences, mais parce qu'il pouvait être un instrument très utile, puissant même, car il était bien placé pour mener à bonne fin l'œuvre générale de la répression de l'hérésie. C'est ainsi qu'il lui envoya les pouvoirs d'accorder, par lui-même ou par ceux qu'il désignerait, une indulgence de trois ans en faveur des fidèles poursuivant les hérétiques et leurs fauteurs[3]; qu'il lui permit de déterminer le sens des statuts édictés contre les hérétiques, c'est-à-dire d'en donner une interprétation authentique ou faisant autorité[4]. Il lui confia le soin difficile de pourvoir à la juste correction de ceux qui auraient été relevés de la pénitence imprudemment ou par des gens sans mandat[5]. Il le prit souvent pour intermédiaire,

184). Cette observation pourrait s'appliquer à un grand nombre d'autres bulles d'Alexandre IV ou de chacun des papes du XIII[e] siècle qui ont contribué à fixer la marche de l'Inquisition, uniforme à peu près partout. Voy., par exemple, Potthast, 15986, et Doat, XXI, fol. 184 v°-185.

1. Bulle du 13 mai 1256 (Doat, XXXI, fol. 193 v°-194).

2. Cependant, on voit, par une bulle du 9 novembre 1256, qu'Alexandre IV lui confia l'affaire de l'Inquisition dans toute la France, les comtés de Toulouse et de Poitiers exceptés; en effet, il y avait déjà des inquisiteurs dans ces deux comtés (Potthast, 16611; Doat, XXXI, fol. 230-236).

3. Bulle du 8 mars 1255 (Doat, XXXI, fol. 179-180).

4. Bulle du 9 avril 1255 (Doat, XXXI, fol. 108 v°-181).

5. Bulle du 15 avril 1255 (Potthast, 15805; Doat, XXXI, fol. 182).

4. *Urbain IV* (1261-1264).

Urbain IV a peu légiféré sur l'Inquisition, soit que les circonstances ne l'aient pas amené à le faire, soit qu'il ait été absorbé par les intérêts de la Terre Sainte et l'inévitable croisade, soit que l'Inquisition, dans le Languedoc comme ailleurs, ait régulièrement suivi son cours. Le fait est qu'il adressa plusieurs lettres, soit aux inquisiteurs de Lombardie, qui semblent avoir alors éprouvé des embarras locaux considérables[1], soit aux inquisiteurs d'Aragon, dont il élargit les privilèges et auxquels, d'ailleurs, il envoya la réponse d'Alexandre IV, du 10 janvier 1260, aux inquisiteurs de Toulouse[2]. Je n'ai relevé que deux lettres qui aient eu pour destinataires les inquisiteurs du Languedoc[3]. La première est du 28 mars 1263. Urbain IV leur enjoint de ne pas inquiéter Guillaume Vital, de Limoux, Arnaud Embrin et Bernard Arnaud, frères, à cause de leur frère Bernard, qui a été empêché par l'âge d'accomplir le voyage d'outre-mer[4]. La seconde, du 2 août 1264, est adressée aux inquisiteurs des comtés de Toulouse et de Poitiers, de France et des pays hors de France, Avignon exceptée. Le pape rappelle les principes de la procédure : ne pas poursuivre sans les évêques, absoudre les prévenus qui avouent et acquiescent à une pénitence « arbitraire », s'adjoindre deux personnes pour entendre les accusés, ne pas révéler aux prévenus les noms des dépo-

1. Potthast, 18253, 18256, 18383, 18418, 18422.
2. Potthast, 18387, 18389, 18395, 18396.
3. A l'heure où j'écris ces lignes, un seul fascicule des *Registres d'Urbain IV*, par MM. Dorez et Guiraud, a paru. Il comprend la première et la deuxième année de ce pontificat (Paris, Thorin, in-8° raisin, 1892. *Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*).
4. Doat, XXXI, fol. 283 v°-284.

tion[1]. Il ne faudra pas refuser les sacrements de pénitence et d'eucharistie aux hérétiques qui seront livrés au bras séculier[2].

Enfin Alexandre IV, répondant à des doutes proposés par les inquisiteurs de Toulouse, exposa plusieurs points de droit et de procédure importants ou curieux : 1° Sera considéré comme relaps celui-là seul sur lequel pèsera un grave soupçon d'hérésie avant son abjuration, ou qui pourra être considéré comme retombé dans une erreur précédemment professée; 2° La divination et le sortilège n'appartiennent à la compétence de l'inquisiteur qu'autant que ces délits ont une relation directe avec la foi ou l'unité; 3° Si un hérétique, ayant engagé ses biens, meurt avant d'avoir accompli sa pénitence, les héritiers restent ses répondants responsables et devront satisfaire; 4° Il en va tout autrement dans le cas où l'hérétique meurt dans l'intervalle du temps qui sépare l'aveu de la sentence, la pénitence n'ayant pas été infligée, etc., etc.[3].

Cette bulle, c'est justice, doit être rangée à côté des grandes bulles de Grégoire IX, d'Innocent IV et de quelques-uns des papes qui vont suivre.

1. Bulle du 4 mai 1260 (Doat, XXXI, fol. 279).

2. Bulle du 30 avril 1260 (Potthast, 17845; Doat, XXXI, fol. 205). Il tempéra des pénitences (*Registres*, n° 773).

3. Bulle du 9 décembre 1257 (Doat, XXXI, fol. 244-249). — Alexandre IV accorda aux inquisiteurs quelques privilèges facilitant leur tâche : la faculté de prendre comme notaires des prêtres et autres clercs (bulle du 5 décembre 1257. Doat, XXXI, fol. 198 v°) — notez que ce privilège fut accordé le 24 avril 1260 aux inquisiteurs des pays soumis au roi de France (Doat, XXXI, fol. 271); — l'exemption à l'égard des délégués ou sous-délégués pontificaux, qui ne pouvaient frapper d'excommunication les inquisiteurs, ni quatre de leurs notaires (Potthast, 17097); le pouvoir pour les inquisiteurs de s'absoudre mutuellement des excommunications et irrégularités encourues, 27 avril 1260 (Doat, XXXI, fol. 277).

4. *Urbain IV* (1261-1264).

Urbain IV a peu légiféré sur l'Inquisition, soit que les circonstances ne l'aient pas amené à le faire, soit qu'il ait été absorbé par les intérêts de la Terre Sainte et l'inévitable croisade, soit que l'Inquisition, dans le Languedoc comme ailleurs, ait régulièrement suivi son cours. Le fait est qu'il adressa plusieurs lettres, soit aux inquisiteurs de Lombardie, qui semblent avoir alors éprouvé des embarras locaux considérables[1], soit aux inquisiteurs d'Aragon, dont il élargit les privilèges et auxquels, d'ailleurs, il envoya la réponse d'Alexandre IV, du 10 janvier 1260, aux inquisiteurs de Toulouse[2]. Je n'ai relevé que deux lettres qui aient eu pour destinataires les inquisiteurs du Languedoc[3]. La première est du 28 mars 1263. Urbain IV leur enjoint de ne pas inquiéter Guillaume Vital, de Limoux, Arnaud Embrin et Bernard Arnaud, frères, à cause de leur frère Bernard, qui a été empêché par l'âge d'accomplir le voyage d'outre-mer[4]. La seconde, du 2 août 1264, est adressée aux inquisiteurs des comtés de Toulouse et de Poitiers, de France et des pays hors de France, Avignon exceptée. Le pape rappelle les principes de la procédure : ne pas poursuivre sans les évêques, absoudre les prévenus qui avouent et acquiescent à une pénitence « arbitraire », s'adjoindre deux personnes pour entendre les accusés, ne pas révéler aux prévenus les noms des dépo-

1. Potthast, 18253, 18256, 18383, 18418, 18422.
2. Potthast, 18387, 18389, 18395, 18396.
3. A l'heure où j'écris ces lignes, un seul fascicule des *Registres d'Urbain IV*, par MM. Dorez et Guiraud, a paru. Il comprend la première et la deuxième année de ce pontificat (Paris, Thorin, in-8° raisin, 1892. *Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*).
4. Doat, XXXI, fol. 283 v°-284.

sants, mais les communiquer à des personnes prudentes, qu'il faut consulter avant de rendre la sentence, etc.[1].

5. *Les papes de Clément IV à Jean XXII* (1265-1334).

Déjà le pape Urbain IV, nous venons de le voir, ne s'était occupé qu'incidemment de l'Inquisition languedocienne; il ne fut pas amené par les circonstances à régler un point ou un autre ayant une importance notable pour le fonctionnement du tribunal ou à décider des doutes sur la procédure. La même observation s'applique en partie à l'action des pontifes qui lui succédèrent jusqu'à Clément V et à Jean XXII, terme de notre étude.

Clément IV (1265-1268) a laissé de nombreuses preuves de son zèle contre l'hérésie, en Italie[2], surtout dans la Lombardie et la marche de Gênes[3], la marche d'Ancône[4] et les Romagnes[5]. Il porta encore sa sollicitude en Bourgogne et en Lorraine[6] et aussi en France (*regnum Franciae*), ayant soin ici d'excepter les terres du comte de Poitiers et de Toulouse[7] et du roi de Sicile[8], c'est-à-dire tout le midi, Languedoc et Provence, dont les conditions politiques

1. Bulle du 2 août 1264. — Boutaric (*Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 443, note 7) a l'air de croire que cette procédure date d'Urbain IV. « Il détermine, dit-il, les modes de procéder de l'Inquisition au milieu du XIIIe siècle » (p. 443). Je n'ai pas besoin d'insister pour montrer qu'elle est antérieure à Urbain IV.

2. Potthast, 19423, 19428, 19433.

3. Doat, XXXI, fol. 296 v°-304, 304-306; Potthast, 19522, 19896.

4. Potthast, 19905.

5. Potthast, 19348.

6. Doat, XXXII, fol. 15-16.

7. Doat, XXXII, fol. 32 v°-39; Potthast, 19559.

8. Ibid.

pour le Languedoc; nous n'avons de lui que de rares actes relatifs à l'Italie[1].

Honorius IV (1285-1287), qui établit l'Inquisition en Sardaigne[2], s'occupa quelque peu de l'Inquisition dans le Languedoc. Ses actes, sans parler de la bulle par laquelle il donnait au prieur des frères Prêcheurs de Paris le pouvoir de créer des notaires pour l'Inquisition à Carcassonne[3], pour être rares, sont loin d'être dépourvus d'intérêt. D'abord, à propos d'un haut personnage ecclésiastique que nous retrouverons plus tard, Sanche dit Morlane, archidiacre de Carcassonne, hérétique, soutien des hérétiques et qui eût voulu dérober et brûler les livres de l'Inquisition, le pape écrivit à l'inquisiteur Jean Galand: il demanda l'envoi des dépositions faites contre Sanche Morlane[4]. Ensuite il s'opposa aux adversaires du tribunal[5], à l'origine même du mouvement qui, quinze ans plus tard, amena sur la scène l'agitateur Bernard Délicieux.

Nicolas IV (1288-1292), qui, pendant un court pontificat de quatre ans, déploya une extrême activité contre l'hérésie et encouragea si fort la poursuite inquisitoriale[6], qui rappela

1. Potthast, 21455, 21575.

2. *Registres d'Honorius IV*, publiés par M. Maurice Prou, n° 163 (Paris, Thorin, 1888, in-8° raisin. Coll. de l'École de Rome); Potthast, 22307.

3. Doat, XXXII, fol. 139-140; Potthast, 22548.

4. Bulle du 13 décembre 1285 adressée à Jean Galand, inquisiteur de Carcassonne (Doat, XXXII, fol. 136 v°-138).

5. Bulle du 5 novembre 1285 adressée à Jean Galand et Jean Vigouroux, inquisiteurs, leur mandant de procéder contre ceux de la ville et du diocèse de Carcassonne qui font obstacle à l'Inquisition (*Registres*, n° 173; Potthast, 22322; Doat, XXXII, fol. 132-133).

6. Notamment dans le Comtat, la ville d'Avignon et les provinces ecclésiastiques d'Arles, Aix et Embrun (*Registres de Nico-*

les constitutions de Frédéric II et condamna l'ordre des Apôtres[1], qui fulmina l'excommunication contre les hérétiques et leurs fauteurs[2] et édicta à nouveau la poursuite contre les chrétiens judaïsants et les Juifs d'abord convertis, mais revenus ensuite à la circoncision et au sabbat[3], qui renouvela les constitutions de ses prédécesseurs Innocent IV, Alexandre IV et Clément IV[4], n'eut que rarement à intervenir dans les affaires du Languedoc. Je signalais tout à l'heure le cas de cet archidiacre de Carcassonne qui, au lieu de combattre les hérétiques, les soutenait. Sa famille avait fourni à l'hérésie une autre recrue importante, Éléazar de Lagrave de Peyriac, chevalier. Condamné, celui-ci s'était évadé de prison, et, aux termes du droit, ses fils et ses neveux se trouvaient par là même exclus de toute charge. C'est ainsi que le pape fut prié de régulariser la situation de deux de ses neveux, dont le premier, Isarn Morlane, était archiprêtre de Carcassonne, et le second, Sanche Morlane, curé dans le diocèse[5]. Il leur fut accordé de pouvoir être promus à tous les ordres, charges et dignités[6].

las IV, par M. Langlois, nos 318, 319, 320, 321, 367, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 2028, 2029, 2124, 2125, 2293; Potthast, 22839, 22840, 22845, 23170, 23185, 23201). Cf. ses autres actes relatifs à l'Inquisition (*Registres,* 241, 322, 1362, 1363, 1364, 2095, 2356, 2357, 2777, 2778, 2779, 2913, 2914, 3378, 5425, 5723, 5724, 6896, 6924; Doat, XXXII, fol. 153-154, 160 vo, 105-112; Potthast, 22692, 23053, 23188, 23751, 23940, 23941).

1. *Registres,* no 4253.

2. *Registres,* no 434; Potthast, 22846.

3. *Registres,* no 322; Doat, XXXII, fol. 153-154.

4. *Registres,* nos 1362, 1363, 1364; Potthast, 23053. — Il s'agit dans ces bulles de l'Inquisition en Lombardie et dans la Marche de Gênes.

5. *Rector de Podio Therico.*

6. *Registres,* 4035, 4036. — Isarn Morlane, en faveur duquel Nicolas IV écrivit la première de ces deux bulles, n'est autre, je

On sait généralement que les hérétiques du Languedoc, je veux dire les néo-dualistes et les Cathares, entretenaient avec ceux de Lombardie des relations journalières et intimes. Mais ce que l'on sait moins, c'est que la poursuite inquisitoriale produisit un mouvement d'émigration languedocienne sur les rives du Pô à peu près continu. Plusieurs témoins signalèrent, dans leurs dépositions ou dans leurs aveux, des familles entières qu'ils y avaient rencontrées. Nicolas IV, ayant appris la présence dans le diocèse de Vérone de nombreux hérétiques originaires de France, entre autres d'un évêque hérétique, ordonna à l'inquisiteur de la marche de Trévise d'avoir à les livrer au messager spécial qui allait être envoyé par les inquisiteurs *in regno Franciae;* ce messager les ferait conduire à leurs frais[1]. Or, les inquisiteurs de Carcassonne et de Toulouse portaient à cette date le titre de *inquisitores in regno Franciae*. Les hérétiques qui allaient être ramenés étaient vraisemblablement des Languedociens; et ce sont les inquisiteurs de Carcassonne et de Toulouse qui avaient obtenu du pape cet ordre souverain : conjecture confirmée par la présence dans les archives de l'Inquisition de Carcassonne de l'original de cette bulle[2]. Enfin, je me reprocherais de ne pas signaler un autre acte de Nicolas IV, celui par lequel il prononça que les procès pour hérésie conservaient toute leur valeur juridique à la mort du pape ayant délégué l'inquisiteur qui

pense, qu'Isarn, archiprêtre de Carcassonne, qui fut, au mois d'août 1295, envoyé par Boniface VIII auprès d'Éric, roi de Suède, pour obtenir que l'archevêque de Sund et primat, Jean Grand, fût rendu à la liberté (*Registres de Boniface VIII*, publiés par M. Ant. Thomas, nº 360; Potthast, 24172).

1. Bulle du 10 février 1289 (Doat, XXXII, fol. 155-156).

2. Voy. l'avis du copiste de Doat, qui suit le texte de la pièce (Doat, XXXII, fol. 156 vº).

l'aurait commencé; l'affaire, loin d'être suspendue, pouvait suivre son cours. Cette disposition était virtuellement comprise dans la constitution de Clément IV conservant à l'inquisiteur ses pouvoirs de juge à la mort du pape l'ayant institué. Nicolas IV y revint jusqu'à trois fois, le 29 juin et le 7 juillet 1290 et le 12 juillet 1291[1]. Ainsi l'inquisiteur se trouva rapproché pour la seconde fois du juge ordinaire.

Boniface VIII (1294-1303), on s'y attend, ne faillit pas en présence de l'hérésie, qui, d'ailleurs, prenait un visage nouveau[2]; au contraire[3]. Indépendamment, en effet, des actes témoignant d'une action locale ou particulière, ce pape exerça, quant à la poursuite, une action générale profonde dans toute la chrétienté; il édita, tout le monde le sait, le *Sextus decretalium,* où, au livre V, titre *de haereticis*, il posa des règles de droit appelées à être aussitôt enseignées et mises partout en vigueur. En voici les dispositions principales : dans le cas d'hérésie, l'évêque diocésain peut, quoique seul, procéder à la dégradation d'un clerc coupable[4]; sont excommuniés ceux qui ensevelissent les hérétiques et leurs fauteurs, et les laïques qui disputent publiquement de la foi; ni les hérétiques, ni leurs fils, ni leurs neveux jusqu'à la seconde génération ne peuvent être promus à un bénéfice ecclésiastique; nulle est l'émancipation faite par

1. *Registres,* 2780, 2781, 5722; Potthast, 23302; Doat, XXXII, fol. 158.

2. Avec la secte des spirituels, si répandue dans le Languedoc et sur le littoral de la Méditerranée.

3. Voy., par exemple, Potthast, 24378 (condamnation de la secte des spirituels), 24510 (arrestation des bizoches d'Italie), 25211 (l'inquisition à Padoue et à Vicence doit être faite avec activité et sans faiblesse), Doat, XXXII, fol. 272 v°-274 (main-forte doit être prêtée aux inquisiteurs), etc., etc.

4. Cap. I (décrétale de Grégoire IX).

l'hérétique[1]; ni les fils ni les héritiers d'un [illegible]tique ayant demandé pendant la maladie la « consolation » des hérétiques ne sont admis à faire valoir qu'il n'était point sain d'esprit, si avant sa maladie il était suspect[2]; les relaps seront livrés au bras séculier malgré leur repentir et leur retour à la foi[3]; les excommuniés et les complices d'un crime ne sont plus frappés d'incapacité pour témoigner contre les hérétiques[4]; les évêques ou leurs délégués et les inquisiteurs peuvent faire exécuter leurs sentences par les officiers de la puissance séculière[5]; l'excommunié qui se refuse pendant un an à comparaître pour répondre de l'hérésie se met dans le cas d'être condamné comme hérétique[6], etc., etc.

Il y a là vingt chapitres formés avec des décrétales des papes Grégoire IX, Alexandre IV, Urbain IV[7], Clément IV et Boniface VIII[8], qui témoignent chez leur auteur d'une

1. Cap. II (décrétale de Grégoire IX).
2. Cap. III (item).
3. Cap. IV (item).
4. Cap. V (item).
5. Cap. VI (item).
6. Cap. VII (item).
7. Potthast, 19379.
8. Boniface VIII, cependant, ne se montra pas sans pitié. Son pontificat est un de ceux pendant lesquels furent revisés le plus de procès pour hérésie (*Registres de Boniface VIII*, publiés par MM. Thomas, Faucon et Digard, nos 37, 1673, 2158, 2577; Potthast, 24674, 25043; Doat, XXXIII, fol. 19-21). La bulle fournie par Doat, du 10 février 1301, était adressée à l'évêque d'Elne, à l'abbé de Fontfroide et au prieur de N.-D. de Corneilla (*de Corniliano*), invités à citer l'inquisiteur Pons du Pouget (*de Pogeto*), qui, nonobstant la bulle d'Innocent IV défendant aux inquisiteurs du Languedoc de poursuivre les sujets du roi d'Aragon, avait connu du cas de Pierre de Fenouillet, chevalier. La sentence de Pons du Pouget, inquisiteur, du 5 septembre 1262, condamnant la mémoire de Pierre de Fenouillet et ordonnant l'exhumation de son cadavre pour être brûlé, avait fait l'objet d'un

haute capacité juridique, et qui facilitaient la tâche des inquisiteurs du Languedoc, où des cas douteux se produisaient chaque jour.

appel, qui fut, le lendemain, signifié à l'inquisiteur dans la salle capitulaire du couvent des frères Prêcheurs de Montpellier (Doat, XXXIII, fol. 124). Boniface VIII confia l'affaire au cardinal Jean Le Moine. Le procès en nullité de la sentence de Pons du Pouget commença le 8 novembre 1300. En 1309, il n'était pas encore terminé. On en trouve la suite dans Doat, XXXIII, fol. 1-188. J'ignore si le cardinal a jamais rendu sa sentence. Il mourut en 1312. — Voici, d'après les actes du procès, la sentence prononçant l'exhumation contre Pierre de Fenouillet : « In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Quoniam nos frater Pontius de Pojeto de ordine fratrum Predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in terris et dominio ac districtu regis Francie, qui sunt in provinciis Narbonensi et Arelatensi et diocesibus Albiensi, Ruthenensi, Caturcensi et Petragoricensi, exceptis terris nobilis viri A., comitis Tholosani, authoritate apostolica deputatus, per inquisitionem invenimus, et per testes idoneos in judicio nobis constet quod Petrus de Fenoleto, dominus quondam de Fenoleto, Narbonensis diocesis, jam defunctus, cum viveret, vidit et visitavit hereticos et illos pluries et in multis locis, juxta ritum illorum dampnabilem, adoravit dicendo *Benedicite* ter flexis genibus ante ipsos et addendo : *Domini, rogate Deum pro isto peccatore ut me faciat bonum christianum et perducat ad bonum finem,* hereticis sibi respondentibus more suo, et audivit monitiones eorum et sermones, et quod IIII^or heretici bini et bini venerunt ad hereticandum eum in egritudine qua decessit, hec et alia in dicto crimine committendo, per que constat ipsum Petrum hereticorum erroribus dampnabiliter credidisse, nec quisquam illum deffenderit super his coram nobis, licet nos dies plures ad hoc canonice duxerimus assignandos, nec ipsum Petrum appareat aliquatenus ante ipsius obitum de predicto crimine emendatum, et hoc crimen tam detestabile et enorme propter sui immanitatem non solum in vivos, set in mortuos per jura promptissima vendicetur : habitis super his cum pluribus bonis viris sapientibus et discretis diligenti consilio et tractatu, habendo in hoc pre oculis solum Deum, sacrosanctis Evangeliis positis coram nobis, die hac et pluribus aliis ad ferendam et audiendam diffinitivam sententiam in hoc negotio peremptorie assignatis, predictum Petrum de Fenoleto sententiando diffinitive pronuncia-

Dans cette province, à la vérité, Boniface VIII ne fut appelé à interposer son autorité qu'en de rares circonstances. Par exemple, il donna commission à Bernard de Castanet, évêque d'Albi, d'instituer inquisiteur pour Pamiers et Toulouse l'un des cinq frères Prêcheurs qu'il lui désigna[1]. Il écrivit à l'inquisiteur de Carcassonne pour qu'il se rendît à Béziers, où de graves désordres venaient de se produire à l'occasion de la taille imposée au clergé, et en poursuivît les auteurs[2]. Cet acte ne tendait à rien moins qu'à étendre la compétence des inquisiteurs.

Enfin, il obtint de Philippe le Bel des mandements qui modifiaient ses ordres antérieurs. En 1295 et 1296, le roi, sur des rapports qui venaient de lui arriver, avait ordonné à ses officiers de n'opérer d'arrestation que dans les cas et les

mus credentem hereticorum extitisse et per hoc illum hereticum decessisse, ossa ejus extumulanda, et a cimiterio fidelium, si discerni valeant, separanda, et etiam comburenda nichilominus decernentes. Lata fuit ista sententia dicto modo apud Somedrium, in ecclesia Sancti Pontii, die martis ante festivitatem Nativitatis Beate Marie Virginis, anno Domini M° CC° LXII°, in presentia et testimonio Petri de Lunello, decani Somedrii, domini Guillelmi de Banneriis, jurisperiti, senescalli Bellicadri, Guillelmi de Mora, castellani, Pontii Alamanni, presbiteri, magistri Johannis Provincialis, Stephani de Colo, notarii, Jacobi Albi, notarii, Johannis Bedocii, Jacobi de Agangio, Pontii Grosserii, Pontii Rivelli, notarii, et plurium aliorum burgensium de Somedrio ad hoc specialiter vocatorum, et Guillelmi Caroli, procuratoris predicti, et mei Guillelmi Boteti, notarii Inquisitionis, qui sententiam istam scripsi » (Doat, XXXIII, fol. 122 v°-124).

1. *Registres*, n° 606.

2. *Registres*, n° 2141; Potthast, 24580. Sa bulle est du 12 octobre 1297. Le 7 octobre précédent, il avait écrit à l'archevêque de Narbonne pour lui donner mandat de prononcer l'interdit contre la ville de Béziers et l'excommunication contre les consuls et les conseillers de la ville, qui, à l'occasion de tailles imposées au clergé, s'étaient portés à des violences contre lui (*Registres*, n° 2140).

conditions prévus par lui[1]; en 1298, voulant se conformer à la constitution du pape, il mit d'une manière plus absolue ses officiers à la disposition des inquisiteurs; il est assez piquant de trouver sous le même vidimus (6 février 1299, n. st.) du juge de Carcassonne, Raymond Costa, la constitution du pape et la lettre du roi[2].

Je ne retiendrai des regestes de Benoît XI (1303-1304)[3] que trois bulles. La première est du 2 mars 1304 : elle eut pour destinataires les inquisiteurs de Lombardie; mais les inquisiteurs du Languedoc la prirent certainement pour eux, puisqu'elle s'est retrouvée dans leurs archives. Elle contenait, aussi bien, une disposition qui portait sur le cas fréquent de poursuites exercées à la fois par l'évêque diocésain et l'inquisiteur régional; les deux juges durent se communiquer leur procès respectif[4]. Par la seconde, du 10 mars 1304, Benoît XI conférait à Guillaume Sicard, de Carcassonne, ancien inquisiteur, un canonicat dans l'église d'Albi[5]; et, par la troisième, du 15 avril 1304, il ordonnait l'arrestation de Bernard Délicieux[6], le fameux frère Mineur, ardent

1. Doat, XXXII, fol. 267-271.

2. Ibid., fol. 275 v°-279. Cf. fol. 280. Parmi les actes de Boniface VIII relatifs à l'Inquisition, il faut distinguer et citer sa constitution du 13 juin 1299, ordonnant aux inquisiteurs de rendre publics les noms des témoins et des accusateurs dans les procès des Juifs de Rome (*Registres*, n° 3063).

3. Collection de l'École française de Rome, *Registres de Benoît XI*, publiés par M. Grandjean (Paris, Thorin, 1883-1885).

4. *Registres*, n° 420; Potthast, 25381; Doat, XXXIV, fol. 11-12.

5. *Registres*, n° 746.

6. Doat, XXXIV, fol. 14-15. Commission adressée au provincial des frères Mineurs d'Aquitaine (B. Hauréau, *Bernard Délicieux et l'Inquisition albigeoise*, p. 190, in-12. Paris, Hachette, 1877). Les autres actes de Benoît XI relatifs à l'Inquisition pour d'autres pays que le Languedoc répondent aux numéros suivants des *Registres* : 169, 299, 508, 509, 659, 834 et 835.

ennemi de l'Inquisition, et qui joua un rôle si considérable et si néfaste. L'arrestation cependant n'eut pas lieu.

Clément V (1305-1314), aussitôt élevé sur le siège pontifical, fut saisi de la supplique que les chapitres de Sainte-Cécile et de Saint-Salvi d'Albi, avec l'abbé et le monastère de Gaillac, venaient d'adresser aux cardinaux, les priant d'interposer leur autorité dans le grave conflit survenu entre tout le pays et les inquisiteurs, préparé depuis longtemps par Bernard Délicieux et arrivé à un état d'acuité extrême[1]. Les consuls d'Albi et de Cordes se plaignaient notamment que Bernard de Castanet, évêque d'Albi, et les inquisiteurs eussent poursuivi et condamné des innocents, dont la foi ne laissait rien à désirer et qui cependant étaient soumis à une détention très dure, que l'état des prisons rendait mortelle. Clément V donna donc aux cardinaux Taillefer de la Chapelle, successivement évêque de Carcassonne (1291-1298), de Toulouse (1298-1305) et de Palestrina (1307-1312), et Bérenger Frédol, ancien évêque de Béziers (1294-1305), ordre de pourvoir à l'état des prisons et aux besoins des prisonniers en attendant de faire droit à l'instance en revision du procès contesté[2]. Les cardinaux remplirent exactement leur mandat du 15 avril au 17 mai 1306. La visite des prisons de Carcassonne et d'Albi, faite par eux et dont nous avons l'original, fournit les renseignements les plus intéressants et que l'on peut tenir pour absolument sûrs[3].

1. Doat, XXXIV, fol. 44.

2. Bulle du 13 mars 1306 donnée dans le procès-verbal de la commission remplie par les cardinaux (Arch. comm. d'Albi, GG 1). Cette bulle ne se trouve pas dans le *Regestum papae Clementis V*, publié par les Bénédictins du Mont-Cassin (impr. du Vatican. In-fol., 8 vol. Le dernier volume et les tables n'ont pas encore paru).

3. Il est publié ici, p. 304.

Le cardinal Taillefer de la Chapelle procéda ensuite, sans aucun doute, à l'examen de la cause; nous en avons la preuve dans le *Regestum* de Clément V, où nous voyons d'abord que le même cardinal Taillefer de la Chapelle fut chargé d'informer sur les crimes imputés à l'évêque d'Albi[1], accusation intimement liée à la cause des hérétiques; le pape rendit ensuite, à la date du 12 août 1308, une constitution déclarant que, par la commission donnée aux deux cardinaux, il n'avait entendu déroger en rien aux droits ni aux prérogatives des évêques, admis à connaître des causes des hérétiques leurs diocésains[2]. En même temps, Clément V se préoccupa de trancher le différend qui avait éclaté entre le vidame d'Amiens et l'inquisiteur Geoffroy d'Abluses[3], car la question était double : il fallait apaiser l'opinion et reviser le procès des prisonniers. Bernard de Castanet fut transféré au Puy[4]; le vidame relevé de l'excommunication[5]. Mais nous ne voyons pas que la poursuite contre les hérétiques, commencée par lui en 1286, ait jamais été reconnue comme entachée d'irrégularités. En tout cas, à la date de sa translation au Puy, on n'avait pas statué sur le

1. *Regestum*, nos 1753, 2309.

2. *Regestum*, no 2923; Doat, XXXIV, fol. 112-113.

3. Cette commission fut encore confiée aux cardinaux Taillefer de la Chapelle et Bérenger Frédol, avec le cardinal Étienne de Suisy, archidiacre de Bruges, chancelier de France, au titre de S. Cyriaque. Bulle du 15 juillet 1308 (*Regestum*, no 3569).

4. Le *Regestum* de Clément V contient plusieurs bulles relatives à l'affaire de Bernard de Castanet, évêque d'Albi (nos 1753, 2267, 2268, 2309, 2887, 2893, 3370). Il fut transféré au Puy le 30 juillet 1308, quinze jours après la commission donnée en vue d'en finir avec le différend de Geoffroy d'Abluses et du vidame d'Amiens, dont la main se trouve dans tous les embarras de l'Inquisition languedocienne pendant cette période.

5. Voy. la sentence rendue par les cardinaux susdits (Doat, XXXIV, fol. 114 v°-122).

fond : à preuve, la bulle de Clément V, du 6 septembre 1309, annonçant aux inquisiteurs de Carcassonne qu'il avait donné le sauf-conduit à Aymeric *de Castro,* procureur des plaignants[1]. L'affaire n'était pas terminée en 1310. Probablement elle était restée en suspens à cause du grand âge du cardinal Taillefer de la Chapelle, qui mourut en 1312 âgé de 120 ans. En 1310, elle fut remise au nouvel évêque d'Albi, Bernard Desbordes (1308-1311), très aimé du pape Clément V[2]. Mais celui-ci ne voulut ou ne put point s'en charger; elle était trop délicate. Des pouvoirs furent donc de nouveau donnés à son successeur, Géraud de Farges[3]. Il est probable que les choses en restèrent là : car le pape qui allait succéder à Clément V devait relever Bernard de Castanet et abaisser Bernard Délicieux. Du moins, dans la constitution de Clément V sur l'Inquisition édictée au concile de Vienne, on croit entendre l'écho des agitations tumultueuses du Languedoc, puisqu'il décréta qu'aucune poursuite ne serait faite désormais sans le double concours de l'évêque diocésain et de l'inquisiteur, que les prisons seraient administrées par l'évêque et l'inquisiteur et munies de deux geôliers nommés l'un par l'évêque, l'autre par l'inquisiteur, chacun avec une clef différente, enfin que nul

1. Douais, *les Manuscrits du château de Merville,* p. 51, note 1, où se trouve le texte de cette bulle, dont le *Regestum,* n° 4754, n'a donné que le résumé.

2. Le 8 février 1310, le pape lui mande, ainsi qu'aux inquisiteurs, de faire conduire à Albi les prisonniers détenus à Carcassonne depuis huit ans, et qu'il nomme, pour que leur cas soit examiné juridiquement (*Regestum,* n° 5238; Doat, XXXII, fol. 60-62). Bulle attribuée faussement à Clément IV par le copiste de Doat et par Mahul (*Cartulaire,* V, 628), qui l'a suivi. Publiée par M. Hauréau (*Bernard Délicieux et l'Inquisition albigeoise,* p. 194).

3. Bulle de Clément V du 19 avril 1313 (*Regestum,* n° 9163).

ne pourrait recevoir la délégation inquisitoriale qu'il n'eût quarante ans révolus[1].

Jean XXII (1316-1334), aussitôt pape, créa cardinal-évêque de Porto Bernard de Castanet (1316-1317), qui, s'il eut l'honneur d'être de la première promotion, ne jouit pas longtemps de sa dignité, où il pouvait voir une réparation, avec la justification de toute sa conduite. Le 3 septembre 1319 s'ouvrit à Castelnaudary le procès de Bernard Délicieux, que le pape, par sa bulle du 16 juillet précédent, avait ordonné et confié à l'archevêque de Toulouse, Jean Raymond de Comminges, assisté de l'évêque de Pamiers, Jacques Fournier (1317-1326), le futur Benoît XII, et de l'évêque de Saint-Papoul, Raymond de Mostuéjols (1319-1329)[2]. Ce procès, qui se termina le 8 décembre suivant par une sentence de condamnation à la prison perpétuelle rendue sur la place du marché du Bourg de Carcassonne[3], ne peut être attribué à l'Inquisition en ce sens qu'il ne fut pas conduit par les titulaires du fameux tribunal; mais les actes qui le composent appartiennent à son histoire, car il n'y a peut-être pas de document qui puisse mieux servir à reconstituer

1. *Clementinarum* lib. V, tit. III, *de haereticis*, cap. I-II. — On peut dire que, en dehors de cette constitution générale, l'œuvre de Clément V, relativement à l'Inquisition, se résume en ce qu'il a fait pour le Languedoc. Il ne s'occupa qu'en passant de l'Inquisition à Langres (*Regestum*, n° 5813), à Lyon et à Besançon (*ibid.*, n°s 8766, 8767). Nous ne voyons pas qu'il soit intervenu dans aucune des autres contrées de l'Europe.

2. L'archevêché de Toulouse avait été créé deux ans auparavant, en 1317, l'évêché de Pamiers en 1297 et l'évêché de Saint-Papoul en même temps que l'archevêché de Toulouse. La bulle de Jean XXII se trouve dans les Actes du procès de Bernard Délicieux (Bibl. nat., ms. lat. 4270, fol. 4).

3. M. Hauréau (*op. cit.*, p. 198) a publié cette sentence d'après le ms. lat. 4270 de la Bibl. nat. On la trouve aussi dans Bouges, *op. cit.*, p. 610-620.

la suite des longues agitations dont Carcassonne, Albi et même Toulouse furent le théâtre, pendant près de dix ans (1295-1304), grâce à ce franciscain et à ses complices. Nous ne les avons que d'après une copie du XVIIe siècle[1]. C'est un regret pour l'éditeur. Ils restent curieux et importants pour l'historien, aux yeux duquel ils sont une preuve éclatante de la réaction que la mollesse de Clément V ne put manquer de produire.

Nous trouvons d'ailleurs une autre preuve de cette réaction dans la bulle du 30 mars 1317[2], par laquelle Jean XXII révoqua le sauf-conduit concédé par son prédécesseur à Aymeric *de Castro,* bourgeois de Carcassonne, et à quelques autres, qui avaient obtenu également la protection des cardinaux; il engagea par là même les inquisiteurs de Carcassonne à entamer des poursuites contre eux[3]. Les consuls d'Albi, en leur nom et au nom de la ville, durent exprimer publiquement leur regret du passé et donner une satisfaction à l'Église[4]. Tout cela était très significatif. D'autant que Jean XXII, en combattant tout mouvement qui se rattachait à Bernard Délicieux, croyait avec raison frapper du même coup les spirituels, les fraticelles, les bizoches et autres théoriciens de la pauvreté universelle; car Bernard Délicieux n'avait cessé de se réclamer de son frère en religion, Pierre-Jean d'Olive, qu'il avait souvent rencontré dans les couvents du midi, à Narbonne notamment, où ses

1. Bibl. nat., ms. lat. 4270. Vol. de 307 feuillets, et feuillets A, B préliminaires. Papier, 209^{mm}×321^{mm}. Ancien Baluze 280 et Reg. 4267[4].

2. 1318 (?). *III° kls. aprilis, anno secundo.*

3. Doat, XXXIV, fol. 138-140.

4. Le 11 mars 1320 (n. st.). L'évêque d'Albi et l'inquisiteur leur en octroyèrent l'absolution publique dans le cimetière de Sainte-Cécile (Doat, XXXIV, fol. 170-180).

adeptes et admirateurs, se rendant à son tombeau, célébraient déjà sa fête[1]. Tout le monde sait combien fut vive et opiniâtre la lutte qui s'engagea entre ces nouveaux hérétiques et Jean XXII, lequel déplorait leur extrême diffusion dans le midi, où ils pullulaient[2]. Nous verrons, quand nous parlerons des actes des inquisiteurs, que les spirituels et les fraticelles leur donnèrent assez de besogne. Ils ne furent pas alors les seuls à les occuper. Le néo-dualisme et le catharisme avaient baissé, mais pour se fondre dans le mysticisme anti-social de Joachim de Flore ou s'effondrer dans de honteuses pratiques, sortilèges, sacrifices aux démons, simulation des sacrements. Jean XXII voulut que les inquisiteurs poursuivissent sans relâche de tels crimes contre la religion, qui, en effet, se rencontraient fréquemment dans le Languedoc[3]; et ainsi, sans étendre leur

1. Doat, XXVII, fol. 13-14-15. — On lui attribuait des miracles (Doat, XXVII, fol. 18). Voy. Douais, *Sculptures Bitterroises du XIVe siècle*, mémoire communiqué au Congrès des Sociétés savantes, le 13 avril 1898.

2. Jean XXII, par sa bulle du 23 janvier 1317 (1318?), condamna les spirituels, dont il énuméra les nombreuses erreurs (Doat, XXXIV, fol. 154 vo-167). Par une autre bulle du 6 novembre de la même année, il fit poursuivre les meneurs, religieux de l'ordre de saint François, qui n'en avaient que le nom, et qui se trouvaient alors en Provence (Doat, XXXIV, fol. 143-146). Le 17 février 1331 (1332?), il fit dénoncer par l'inquisiteur et l'évêque de Carcassonne comme excommuniés les fraticelles, si répandus dans les diocèses de Carcassonne, de Toulouse, de Narbonne (Doat, XXXIV, fol. 147 vo-153).

3. Nous avons une lettre du cardinal Guillaume-Pierre de Godin, évêque de Sabine, qui, écrivant à l'inquisiteur de Toulouse au nom de Jean XXII, le 22 août 1320, lui ordonnait de poursuivre tous les devins, adorateurs des démons et autres faiseurs de sortilèges. Le 4 novembre 1331 (?), le pape, reproduisant cette lettre, réitéra ses ordres à l'archevêque de Toulouse et à l'inquisiteur (Doat, XXXIV, fol. 181 vo-183).

compétence — car, à cette date, ils en con[illegible]aient déjà — il porta leur attention et leur activité sur cette autre forme de l'hérésie, qui tendait, malgré son ridicule, à détruire, comme l'autre, l'unité chrétienne.

Quelques autres actes du pape Jean XXII méritent encore d'être cités, bien qu'ils n'aient rapport qu'à des cas particuliers. Le 21 mars 1327, il mandait à l'inquisiteur de Provence, Michel Lemoine (*Michael Monachi*), des frères Mineurs, de remettre entre les mains de Jean du Prat, inquisiteur de Carcassonne, Pierre Trencavel, de Lieuran-Cabrières, qui s'était évadé des prisons de Carcassonne, et Andrée, sa fille[1]. Le même jour, il donnait ordre à Guillaume Astre, aussi inquisiteur de Provence et religieux Mineur, d'envoyer à Jean du Prat, qui l'avait demandée, une copie des aveux de Bernard Maurin, prêtre de Narbonne, abandonné au bras séculier[2]. Le 16 septembre 1330, il adressait une bulle à l'inquisiteur de Carcassonne pour qu'il rendît au procureur général des frères Mineurs l'habit religieux de Barthélemy Brugère, expulsé de l'ordre, condamné comme hérétique et actuellement en prison[3]. Il était naturel que l'ordre des Mineurs protégeât son habit, c'est-à-dire son honneur.

On ne recueillera pas, à ma connaissance, dans le bullaire des successeurs de Jean XXII, des actes ou des faits notables ayant modifié ou même accéléré la marche de l'Inquisition[4]. Au contraire, elle va décliner, les causes faisant

1. Doat, XXXV, fol. 18-19.
2. Doat, XXXV, fol. 46-47. Voy. dans ce même volume de Doat, fol. 21 et suiv., les actes de la procédure ouverte contre cet hérétique.
3. Doat, XXXV, fol. 87.
4. Voici quelques-uns de leurs actes : 30 mars 1353. Inno-

de plus en plus défaut. Il faut donc s'arrêter. J'en ai assez dit, ce me semble, pour faire sentir l'intérêt spécial des décrétales. L'impulsion vient du saint-siège, qui arrête les formes du droit — nomination du juge et sa compétence, procédure et pénalité, — et qui seul a qualité pour recevoir les appels et réformer les sentences. Parmi les papes qui ont le plus fait pour l'Inquisition languedocienne, il faut compter Grégoire IX, Innocent IV, Alexandre IV, Clément IV, Clément V et Jean XXII. Si j'excepte Jean XXII, leurs *Regesta* sont publiés en partie ou en totalité. Celles de leurs bulles qui sont encore inédites, en petit nombre, se trouvent dans Doat. Je n'ai pas manqué de les signaler à l'attention du lecteur.

II. Actes des évêques.

A première vue, ce titre peut sembler surprenant, car l'inquisiteur, étant un juge délégué par le pape, dont il tenait tous ses pouvoirs, n'avait rien à faire, ce semble, avec l'évêque diocésain, qui devait tout au moins l'ignorer, sinon le combattre. C'est une impression assez commune chez les savants et parmi le vulgaire que l'évêque et l'inquisiteur

cent VI mande à l'inquisiteur de Carcassonne, Amedon de Langres, *de Lingonis,* de faire conduire *ad Romanam Curiam* Jean de Castillon et François *de Arquata,* religieux Mineurs, coupables de crime d'hérésie (Doat, XXXV, fol. 130-131). — 19 octobre 1363. Urbain V donne à l'évêque et aux inquisiteurs de Carcassonne la délégation pour entendre et poursuivre plusieurs prévenus, dont il leur avait déjà confié la cause (Doat, XXXV, fol. 132-133). — 14 mai 1370. Grégoire XI ordonne à l'inquisiteur de Carcassonne de libérer de la prison Bidon de Puyguilhem (Dordogne), qui a exactement accompli sa pénitence (Doat, XXXV, fol. 134-135). — 20 avril 1276. Grégoire XI ordonne aux inquisiteurs de procéder contre tous ceux qui empêcheront la poursuite contre les hérétiques (Doat, XXXV, fol. 163-164).

ne cessèrent de se jalouser et de lutter l'un contre l'autre; quelques conflits, notamment l'excommunication de l'archevêque de Narbonne par l'inquisiteur, justifient pour plusieurs cette opinion.

Que des divergences sur des points de détail se soient produites, c'est assez naturel, et je n'y contredirai pas. Qu'on ait, à un moment, poussé les évêques à prendre en main la poursuite, c'est certain[1]. Mais les évêques du Languedoc ne montrèrent pas d'hostilité à l'égard de l'Inquisition; au contraire, ils lui furent sincèrement favorables : ils exercèrent même sur ses destinées une influence réelle, que l'historien doit retenir. Pour l'apprécier, en mesurer l'étendue et en saisir les effets, il est nécessaire de suivre les évêques dans les conciles provinciaux qui se sont tenus à l'occasion de la poursuite de l'hérésie et aussi de relever les actes de chacun d'entre eux en particulier. Qu'a fait l'épiscopat languedocien? Qu'a fait chaque évêque pris à part et considéré individuellement? La réponse à ces deux questions donnera la clef de leur conduite.

1. *Action collective des évêques.*

En 1229, les évêques des trois provinces de Narbonne, de Bordeaux et d'Auch se réunirent à Toulouse, où le cardinal de Saint-Ange les convoqua. Je l'ai déjà rappelé; si j'y reviens, c'est pour faire remarquer simplement qu'à cette heure, certainement solennelle pour la province, les évêques s'opposèrent d'autant moins à la poursuite de l'hérésie qu'il n'était point question de créer un juge qui fût investi de pouvoirs extra-diocésains; les évêques présents furent invités à entendre les témoins produits par l'évêque de

1. « Tempore quo prelati tenebant inquisitionem, » lit-on dans plusieurs dépositions (Doat, XXVI, fol. 297, 308, 310 v°).

Toulouse, Foulques, et à recevoir leurs dépositions, qui devaient être consignées par écrit[1]. Les statuts proposés par le légat et qui sont tout ce concile[2] furent pleinement approuvés par eux; ils trouvèrent la poursuite opportune ou même nécessaire; tout le monde, d'ailleurs, pensait de la sorte. Guillaume de Puylaurens, prêtre à la vérité, mais aussi chapelain du comte de Toulouse, et, à ce titre, favorable autant aux institutions locales qu'à l'esprit régnant dans le comté, donne bien la note de cette entente, qui réunit tous les esprits dans l'unité du but supérieur à atteindre.

En 1235, les évêques s'assemblèrent à Narbonne, sous la présidence de l'archevêque de la ville, Pierre Amelius, qui avait déjà montré le plus grand zèle. Cette fois, les évêques, laissés à leur propre impulsion, légiférèrent directement et par eux-mêmes; ils y furent provoqués par les inquisiteurs eux-mêmes. Dans l'intervalle, un grand fait s'était produit : Grégoire IX avait nommé des juges délégués, il avait confié au prieur provincial des frères Prêcheurs le soin de les choisir, et, bien que je regarde comme une erreur de croire

1. Guillelmus de Podio Laurentii, *Chronicon*, cap. XL.

2. Labbe, *Acta concil.*, VII, p. 176 et suiv. Bibl. nat., ms. lat. 10405, fol. 207, copie du concile de Toulouse ainsi annoncée: *Ex bibliotheca Illmi et Rmi Philippi Carlis Filouardi accepta a Rmo Fran. Peña, nuper Rotte Romane decano, qui in aliquot capita concilii Tolosani prolixa commentaria conscripserat ad materiam et causam Inquisitionis pertinentia.* — Le concile d'Arles de 1234 (*ibid.*, 235 et suiv.) toucha au cas particulier du crime d'hérésie reconnu seulement après la mort. Il décida (can. XI) que le cadavre serait exhumé et livré au juge séculier, *si eorum corpora vel ossa ab aliis discerni potuerint, extumulentur et saeculari judicio relinquantur.* A remarquer cependant que l'exhumation ne fut pas alors imaginée, pas plus qu'elle n'a été introduite à l'occasion de l'hérésie. On se borna à appliquer à l'hérésie une vindicte déjà admise pour les crimes de droit commun.

que jamais l'Inquisition ait été dominicaine[1], cependant il faut reconnaître que, par le fait de cette commission, le juge délégué fut le plus souvent pris parmi les frères Prêcheurs. Or, il arriva que les frères Prêcheurs, les supérieurs de la province ou les inquisiteurs eux-mêmes, se trouvant en présence de cas nouveaux, éprouvèrent des difficultés de plusieurs sortes quant à la pénalité, au pouvoir de la diminuer, à la culpabilité des relaps, etc. Le concile, répondant aux inquisiteurs eux-mêmes, *dilectis et fidelibus in Christo filiis, ordinis Praedicatorum fratribus, inquisitoribus haereticorum,* dirima les doutes, *dubitationes vestras, prout possumus, amputantes*, et fixa des règles qui sont contenues en vingt-neuf canons[2], et dont il convient de faire tout au moins remarquer la convenance, puisqu'elles se retrouvent dans la législation postérieure des papes.

Il ne s'agissait pas de poursuivre un fait de conscience pure, mais des actes tendant à troubler l'ordre chrétien. Quels étaient ces actes cependant parmi les pratiques néo-dualistes ou vaudoises, fort variées ou sans rapport étroit avec l'hérésie? Il y fut répondu au canon XXIX; on n'a qu'à rapprocher ce canon des interrogatoires ou aveux faits postérieurement, et qui nous sont parvenus en très grand nombre, pour voir que l'inquisiteur s'en inspira toujours.

Chaque inquisiteur avait des pouvoirs égaux, et il arriva que la poursuite fut exercée dans les mêmes lieux par plusieurs inquisiteurs, les uns étant pontificaux, les autres dio-

1. On trouve parmi les inquisiteurs délégués par le pape de nombreux frères Mineurs. De plus, il y eut encore les inquisiteurs diocésains ou épiscopaux, qui souvent se joignirent aux premiers. Nous en rencontrerons de nombreux exemples dans le Languedoc.

2. *Acta concil.,* VII, 251 et suiv.

césains. Le concile voulut qu'un prévenu n'eût à répondre qu'à un seul juge et il fit un devoir à l'inquisiteur de communiquer les charges pesant sur ce prévenu à ceux des inquisiteurs *quibus idem culpabilis sit astrictus* (can. xxi). C'était plus sûr, et l'œuvre de salubrité sociale y trouvait son compte, *tutius et salubrius est, ut quisque culpabilis in quibuscumque locis deliquerit, uni et illi tantum inquisitori permaneat obligatus* (can. xx)[1].

La modération cependant était fort recommandée : la condamnation ne devait être prononcée qu'à la suite d'un aveu formel ou en présence de preuves claires ou catégoriques, *lucidis et apertis probationibus*, car il est de beaucoup préférable de laisser un crime impuni que de frapper un innocent (can. xxiii) : recommandation qui empruntait une valeur spéciale au canon suivant, aux termes duquel tout homme, quelle que fût sa situation juridique, était admis à déposer contre l'hérétique. Il convenait de tout peser rigoureusement pour éviter toute erreur judiciaire et toute injustice, mal aussi grand, sinon plus grand que le crime poursuivi.

A la vérité, il n'entra nullement dans la pensée du concile de Narbonne de formuler des règles ayant une valeur absolue et décisive; les inquisiteurs n'avaient-ils pas leurs

1. Il semble que l'évêque de Pamiers, Jacques Fournier, et les abbés réunis à Carcassonne le 22 février 1325 (n. st.), pour une consultation inquisitoriale, se réglèrent, pour un cas, sur ce canon du concile. L'inquisiteur Jean du Prat demanda s'il ne devait pas surseoir à la sentence contre Bérenger Hulart, de Narbonne, par la raison que celui-ci avait été interrogé par les vicaires de l'archevêque avant de l'être par lui. L'évêque et les abbés répondirent qu'il devait surseoir; et le cas de Bérenger Hulart ne fut pas traité dans la consultation qui suivit (Doat, XXVIII, fol. 101 v°-102).

lumières propres et ne fallait-il pas réserver les droits souverains du siège apostolique? Du moins, il voulait aider les juges délégués, qui, aussi bien, portaient une part, non la moins délicate, de l'*onus* épiscopal, et, sans aucun doute, ses « conseils » furent écoutés[1]. Les inquisiteurs et les évêques marchaient vers le même but : le *negotium* des premiers était le *negotium* des seconds, *in ipso nostro negotio;* c'est sur ce mot que finit la réponse des évêques de Narbonne[2].

1. Les évêques disaient en terminant : « Haec vobis scribimus, non ut vos velimus nostris obligare consiliis vel arctare, cum non deceat concessam vobis discretam arbitrii libertatem, aliorum consiliis, formis seu regulis, quam Sedis Apostolicae, in ipsius negotii praejudicium coarctari; sed vestram devotionem cupimus adjuvare, sicut et nobis et ab ipsa Sede Apostolica est mandatum : ut qui nostra portatis onera, consilium a nobis et auxilium in ipso nostro negotio caritate mutua reportetis. »

2. Dans Doat, XXXI (fol 155 v°-168, copie d'après un registre en parchemin trouvé aux archives de l'Inquisition de la cité de Carcassonne), la réponse aux questions posées par les inquisiteurs est envoyée aux noms de feu Pierre [Amelius], archevêque de Narbonne, de C[larin], évêque de Carcassonne, B[ernard Berge], évêque d'Elne, Jean [de Montlaur], évêque de Maguelonne, G[uillaume de Cazouls], évêque de Lodève, P[ierre-Raymond Faure], évêque d'Agde, Raymond [d'Amaury], évêque de Nîmes, Durant, évêque d'Albi, P., évêque élu de Béziers, Pons, abbé de Saint-Gilles, G., abbé de Saint-Aphrodise de Béziers, et G., abbé de Castres. D'après le recueil des conciles, cette réponse aurait été expédiée par les archevêques de Narbonne, d'Arles et d'Aix. Il faut noter ici cette variante, qui sans doute n'est due ni au hasard ni à une erreur. Pourquoi n'admettrions-nous pas que la réponse des évêques de Narbonne fut renouvelée avec le concours d'une partie de l'épiscopat languedocien? Il se trouve que quatre des évêques nommés ci-dessus ne furent évêques que plusieurs années après le concile de Narbonne et à peu près au même moment : Guillaume de Cazouls, évêque de Lodève en 1241, Pierre-Raymond Faure, évêque d'Agde en 1242, Raymond d'Amaury, évêque de Nîmes en 1242, et P., élu de Béziers en 1242 ou peut-être en 1244.

En 1246, au mois d'avril, les évêques se réunirent en concile à Béziers sous la présidence de l'archevêque de Narbonne, Guillaume de la Broue. C'était après le concile général de Lyon et à la suite d'une lettre de l'évêque d'Albano écrite au nom du pape Innocent IV à l'archevêque, pour lui mander de renouveler aux inquisiteurs la règle établie déjà de n'exercer la poursuite qu'avec le concours de l'évêque diocésain. A cette occasion, les évêques rédigèrent trente-sept articles relatifs à la procédure : *Consilium concilii provincialis archiepiscopi Narbonensis et suffraganeorum suorum, qualiter sit in inquisitione procedendum contra haereticos*. Temps de grâce rendu obligatoire, confessions reçues par les inquisiteurs, transcrites, mais ne devant pas être renouvelées, si ce n'est dans le cas de circonstances nouvelles, citation contre les prévenus, examen des hérétiques « parfaits ou revêtus » avec le concours de personnes discrètes, bonté à l'égard de ceux qui se convertissaient, retard dans le prononcé de la sentence pour amener les prévenus à se convertir, — ce qui constituait un avantage pour eux, — et leur en donner le temps : *converti nolentes, ubi commode poteritis, damnare tardetis, ipsos frequenter tam per vos, quam per alios ad conversionem monentes* (cap. XVII), situation juridique des héritiers du criminel mort avant sa réconciliation, qui devaient satisfaire, *ne tantum ac tale crimen remaneat in aliquibus impunitum* (cap. XIX), cautions, pèlerinages, service en Terre Sainte : tels furent les principaux points que le concile traita. Il ne s'arrêta point à la question des dépenses, frais d'entretien des prisonniers et

La liste épiscopale de Béziers est fort confuse à cette date. Il reste acquis cependant qu'il faut placer vers 1242 ou 1244 la réponse renouvelée par les évêques.

émoluments des inquisiteurs : un précédent concile de Montpellier avait réglé ce point. Mais, en ce qui regarde les prisons, il tint à se conformer aux prescriptions pontificales qui avaient imposé le régime des cellules séparées (cap. XXIII); et, la prison temporaire étant écartée, il admit des adoucissements à la prison perpétuelle, comme l'élargissement temporaire dans l'intérêt des enfants ou des parents, ou même la remise complète de la peine moyennant une satisfaction, par exemple le service en Terre Sainte. Il voulut que le mari ou la femme, selon les cas, jouît toujours du libre accès de la cellule (cap. XXV)[1].

Le concile tenu à Albi, en 1254, par les soins de Zoën Tencarari, évêque d'Avignon, légat apostolique, s'occupa assez de la poursuite et de ses conditions pour qu'il ait droit à être signalé ici[2]. Il renouvela les principales dispositions du concile de Toulouse de 1229; il ordonna notamment que, dans chaque paroisse, un prêtre et un laïque fussent chargés de faire une recherche exacte des hérétiques et obligés de les dénoncer au bayle de l'archevêque ou de l'évêque; il n'est pas question des inquisiteurs (can. I). Toute capture d'un hérétique valait à son auteur un marc d'argent, ou tout

1. *Acta concil.*, VII, 415-423; Doat, XXXI, fol. 126-138. Suscription dans Doat : « G., Dei gratia Narbonensis archiepiscopus, dilectis in Christo inquisitoribus contra hereticos in provincia Narbonensi, excepta diocesi Tholosana, et Albiensi, Ruthenensi, Mimatensi et Aniciensi diocesibus, auctoritate apostolica constitutis, fratribus ordinis Predicatorum... » Je pense que la restriction ici faite n'a pour objet que la délimitation de la province ecclésiastique de Narbonne; l'évêque de Toulouse, Raymond du Falga, fut, en effet, un des signataires du concile. — Bibl. nat., ms. lat. 10405, fol. 272, copie du concile de Béziers de 1246, provenant sans doute de la même source que la copie du concile de Toulouse. Plus haut, p. xlvij, note 2.

2. *Acta concil.*, VII, 455-470.

au moins vingt sous tournois (can. II). La maison dans laquelle un hérétique était trouvé était rasée (can. VI). Il dut être fait et tenu un double des registres de l'Inquisition mis en lieu sûr (can. XXI). Le concours ou conseil judiciaire de l'avocat ne fut point admis, disposition déjà prise par le concile de Valence de 1248[1], sous prétexte que la présence de l'avocat faisait toujours traîner l'affaire en longueur, etc. En un mot, le concile provincial d'Albi se proposa de continuer le concile de Toulouse, auquel il se rattacha directement ; de même, l'on peut dire que les conciles de Narbonne et de Béziers, tout en précisant certaines de ces décisions ou en y ajoutant, s'inspirèrent de son esprit. On n'hésitera pas à voir dans ces quatre conciles, tenus dans le court espace de vingt-six ans (1229-1254), le grand monument de la législation inquisitoriale de l'épiscopat languedocien.

Là ne se borna pas cependant l'action collective des évêques. Ils avaient accepté le principe de la poursuite, ils avaient assis la procédure : ils devaient soutenir les juges. Le 14 juin 1245, les évêques de Carcassonne, d'Elne, de Toulouse, d'Uzès, de Lodève, de Nîmes, d'Agde et de Béziers, avec les abbés de Saint-Aphrodise, de Saint-Jacques de Béziers et de Quarante, adressèrent de Béziers au pape Innocent IV, alors à Lyon, et au collège des cardinaux une lettre dont l'importance ne saurait échapper à personne[2], bien qu'elle ne touchât qu'à deux points : l'établisse-

1. *Acta concil.*, VII, 426 (can. XI). Au moyen âge, on n'était pas disposé à croire qu'un avocat, dans un procès de doctrine, pût s'empêcher de partager la foi de son client. De plus, l'Église y voyait un danger immédiat pour l'avocat.

2. Lettre au pape, Doat, XXXI, fol. 113-121 ; *Hist. génér. de Languedoc,* VIII, col. 1173-1175. Lettre aux cardinaux, ibid., Doat, XXXI, fol. 122-125 ; Mahul, *Cartulaire,* V, 627.

ment de l'Inquisition dans la province par le pape Grégoire IX, qui l'avait confiée aux frères Prêcheurs[1], et les inconvénients graves qui avaient été la conséquence immédiate de la cessation de la poursuite; ils voulaient n'y voir qu'une suspension, d'autant qu'à leurs yeux les frères Prêcheurs, juges délégués, n'avaient point excédé; au contraire, ils avaient plutôt montré trop de modération : *hactenus non sine multa mansuetudine et utinam non nimia, servato juris ordine, processerunt.*

Certes, au lendemain, pour ainsi dire, du massacre des inquisiteurs à Avignonet (1242), on ne pouvait faiblir, et les frères Prêcheurs, auxquels appartenait la principale victime, Willem Arnaud, n'eussent été abandonnés qu'au prix des plus graves intérêts. De fait, nous les trouverons à l'œuvre en cette année 1245. Mais il y avait alors une tendance à multiplier les inquisiteurs diocésains, et le registre du notaire ou greffier de l'Inquisition de Carcassonne des années 1250 et suivantes met surtout en action l'évêque de la ville et ses juges délégués[2]. Il est vraisemblable qu'Alfonse de Poitiers, qui venait de trouver le comté de Toulouse dans l'héritage de sa femme par la mort de Raymond VII, jugea cette tendance fâcheuse; il semble

1. Je me réserve de traiter la question des origines de l'Inquisition dans une *Histoire de l'Inquisition*. M. Tanon, *Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*, p. 171 (Paris, Larose et Forcel, in-8°, 1893), m'a fait dire que saint Dominique serait le fondateur de l'Inquisition. Je n'ai jamais professé une semblable opinion, qui serait une énormité. Je n'ai fait que résumer dans le passage discuté la bulle de Sixte-Quint, attribuant la charge d'inquisiteur à saint Dominique. J'ai ajouté, en employant une forme dubitative : « Saint Dominique aurait ainsi reçu une délégation pontificale pour l'inquisition après l'année 1209. » Je discuterai ce point spécial dans l'ouvrage annoncé.

2. Voy. plus bas, p. 115 et suiv., le texte inédit de ce registre.

qu'il ait voulu réagir contre elle. En juin 1252, les évêques de Toulouse, d'Agen, d'Albi et de Carpentras, réunis à Riom auprès d'Alfonse de Poitiers, écrivirent aux frères Prêcheurs pour les confirmer dans le pouvoir de juger les hérétiques de leurs diocèses ; ils déclarèrent s'en rapporter au trésorier de Poitiers ou à Gui Fulcoy pour le choix qui serait fait d'eux, car ils les substituaient à leur place ; ils s'engageaient à ne point faire opposition à leurs sentences qui seraient rendues dans les formes canoniques[1].

Si nous en croyons Gui de Sévérac, il fut encore décidé à Riom que l'on ne prendrait point rançon des hérétiques, lesquels ainsi ne pourraient se racheter à prix d'argent[2]. Des irrégularités s'étaient commises : cette résolution le fait entendre ; cela fut dit, l'année suivante, par l'archevêque de Narbonne, les évêques de Béziers, de Lodève et d'Agde dans une lettre qu'ils adressèrent de Béziers au comte Alfonse, le 26 mai 1253. Ils lui signalaient un abus fréquent dans la région toulousaine notamment, *in partibus Tholosanis inter alia*, où les biens des hérétiques revenaient à leurs héritiers qui les rachetaient, au préjudice de la foi et contrairement aux statuts du pape et du roi[3]. Nous ne savons

1. *Hist. génér. de Languedoc*, VIII, col. 1313, 1314. Cette pièce me paraît avoir une réelle importance à cette date. Elle se trouve aussi dans Doat, copie d'un registre de l'Inquisition de la cité de Carcassonne, XXXI, fol. 177-178.

2. Lettre de Gui de Sévérac au roi : « ... après, sire, je vos fas saver que cum vos à Riom, aveque les prelaz et les baros de la comté de Tolose, ordenasez e establites que des hereges l'en ne preit reemson, mas que l'en lor feit fere la peneence qu'el en devret, selon dreit... » (*Hist. génér. de Languedoc*, VIII, col. 1471). Boutaric a réédité cette pièce d'après l'original qui est conservé au Trésor des chartes, J. 314, n° 69 (*Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 471-475).

3. *Layettes*, n° 4054, III, 182, d'après l'original scellé conservé

pas quelle suite fut donnée à la plainte des évêques par le comte. Si Gui de Sévérac a été bien informé, la résolution de Riom, sorte de réponse anticipée, l'obligea à réprimer l'abus. Vraisemblablement il sévit; mais, dans la suite, cette jurisprudence ne prévalut point; nous verrons la femme et le fils de Guillaume Garric de Carcassonne, professeur de droit, acheter son hôtel de Carcassonne après la saisie qui suivit sa condamnation en 1302[1].

Après 1252, les textes qui nous sont parvenus ne signalent aucun autre fait d'intervention collective des évêques auprès du pouvoir séculier ou pontifical à l'occasion de l'Inquisition. Du moins, ils apparaissent plus tard et en nombre respectable dans les sentences. Par exemple, le 18 décembre 1300, nous trouvons à Carcassonne Bérenger Frédol, évêque de Béziers, Gaucelm de la Garde, évêque de Maguelonne, Raymond Coste, évêque d'Elne, et Bernard Saisset, évêque de Pamiers; ils assistent à la sentence qui livre Arnaud Embrin de Limoux au bras séculier[2]. Le 3 décembre 1318, à Carcassonne encore, Déodat, premier évêque de Castres, Jacques Fournier, évêque de Pamiers (plus tard Benoît XII), Barthélemy, premier évêque d'Alet, siègent au tribunal qui rend la sentence d'exhumation contre Bernard-Arnaud Embrin de Limoux[3]. Le 11 décembre précédent, le même évêque d'Alet, les vicaires de l'archevêque de Narbonne, Bernard de Farges, de l'évêque de Béziers, Guillaume Fré-

au Trésor des chartes, J. 306. Toulouse, III, n° 87. — *Hist. génér. de Languedoc,* VIII, col. 1322-1324. Boutaric (*Saint Louis et Alfonse de Poitiers,* p. 443, note 6) place faussement cette pièce au 7 juin; elle est bien du 26 mai, *VII. kalendas junii.*

1. Voy. mon mémoire *Guillaume Garric, de Carcassonne, professeur de droit, et le tribunal de l'Inquisition,* 1285-1329 (Toulouse, Privat, in-8°, 1898).

2. Doat, XXXII, fol. 113 v°-124, d'après un vidimus de 1331.

3. Ibid.

dol, et de l'évêque de Castres, Déodat, avaient ensemble avec les deux inquisiteurs Henri Chamayou et P. Brun prononcé une commutation de peine en faveur de divers prisonniers appartenant aux diocèses de Narbonne, Béziers, Carcassonne, Castres, Alet, Nîmes et Lodève[1].

Ce fait d'évêques qui, par eux-mêmes ou par leurs vicaires, ne sont plus simplement présents aux sentences, mais encore les rendent de concert avec les inquisiteurs, n'est pas rare sous le pontificat de Jean XXII ; le tome XXVII de la collection Doat en fournit assez d'exemples pour que nous puissions conclure à leur mutuel et universel concours. Nous en avons déjà fait connaître la raison canonique[2].

Les inquisiteurs Henri Chamayou et P. Brun, agissant tant en leur propre nom qu'au nom de l'évêque d'Agde, qui n'a pu se rendre à Carcassonne, Jean Castanier (*de Castanherio*), commissaire de l'évêque de Béziers, imposent des pénitences[3]. De même imposent des pénitences avec ces deux inquisiteurs les commissaires des évêques de Carcassonne, de Maguelonne, d'Albi, de Béziers, de Saint-Pons-de-Thomières[4]. L'évêque de Lodève, Bernard Gui, délègue Henri Chamayou et P. Brun, inquisiteurs, à l'effet de prononcer une sentence d'exhumation contre Manent Rose, femme de B. Sabatier, de Lodève, morte en prison, mais impénitente[5].

1. Doat, XXVII, fol. 3-7.
2. Voy. plus haut, p. xl.
3. Doat, XXVII, fol. 89 v°-91.
4. Doat, XXVII, fol. 91 v°-94.
5. Doat, XXVII, fol. 97-98. Voy. la déposition ou aveux de Manent Rose dans Doat, XXVII, fol. 79 v°-82. — L'official de Castres, au nom de l'évêque de la ville, prononce, avec les inquisiteurs, une condamnation à la prison perpétuelle (Doat, *ibid.*, fol. 98 v°-99) ; de même, les vicaires de l'archevêque de Narbonne et de l'évêque de Carcassonne (Doat, *ibid.*, fol. 99 v°-107, 124, 126, 128). Etc., etc.

Cet exemple est caractéristique, car il montre l'accord des diverses autorités et permet de saisir sur le vif la jurisprudence qui prévaut. Le pape désigne l'inquisiteur, mais l'évêque est lui aussi juge ordinaire. Il ne peut y avoir d'opposition entre ces deux autorités : l'inquisiteur les unit en sa personne; il agit au nom du pape, d'accord avec l'évêque diocésain, qui rend avec lui la sentence. C'est plus qu'un simple concours. Et même les évêques acceptent le principe d'une consultation large avant la sentence; ainsi, l'évêque de Pamiers, Dominique Grima[1], l'évêque de Béziers, Guillaume Frédol[2], l'archevêque de Narbonne, Bernard de Farges[3]. J'ai traité ailleurs la question des consultations inquisitoriales[4]. Je n'y insiste donc pas, d'autant que je viens de toucher à l'action individuelle des évêques languedociens. S'ils prononçaient des sentences, s'ils consultaient les docteurs et les hommes sages, c'est parce que, parmi les prévenus ou les condamnés, se trouvaient de leurs diocésains. Il faut donc maintenant les suivre les uns après les autres et les voir chacun à l'œuvre.

2. *Action individuelle des évêques.*

A la mort du pape Jean XXII, la région que j'étudie ici plus particulièrement comptait vingt-quatre évêchés[5]; pen-

1. Doat, XXVII, fol. 140-146.
2. Doat, XXVII, fol. 157-162.
3. Doat, *ibid.*
4. Voy. mon mémoire : *la Formule « communicato bonorum virorum consilio » des sentences inquisitoriales* (Paris, in-8°, Bouillon, 1898).
5. C'étaient Agde, Agen, Albi, Alet, Béziers, Cahors, Carcassonne, Castres, Lavaur, Lodève, Maguelonne, Mirepoix, Montauban, Narbonne, Nîmes, Pamiers, Perpignan (Elne), le Puy, Rodez, Saint-Papoul, Saint-Pons, Toulouse, Uzès, Vabres. On sait que Boniface VIII avait créé l'évêché de Pamiers et Jean XXII les

dant le siècle qui va de l'année 1229 à l'année 1334 (mort de Jean XXII), cent soixante-dix titulaires environ se succédèrent sur ces différents sièges. Il ne s'agit pas ici de peser, à la balance de l'histoire, la part d'influence qui revient à chacun d'eux dans la marche, le fonctionnement et les destinées de l'Inquisition languedocienne. Il serait vraiment trop difficile de fixer les poids à mettre dans chaque plateau. Les renseignements manquent souvent. Nous ne savons rien des rapports de la plupart d'entre eux avec l'Inquisition. L'état actuel des documents peut seul ici tracer la marche. Je ne m'arrêterai donc à tel ou tel siège qu'autant qu'ils me le permettront.

a. Les archevêques de Narbonne. Narbonne a été la seule métropole du Languedoc jusqu'en 1317, année de la création de l'archevêché de Toulouse. Il est donc assez naturel que ses titulaires aient joué dans la poursuite contre les hérétiques un rôle important aux moments décisifs et dans les affaires ou causes plus considérables[1]. Cela devait être, puisque, au surplus, ils présidèrent les conciles provinciaux dont on a pu apprécier l'esprit[2]. Au début de la poursuite inquisitoriale et dans le concile de 1229, il semble que le premier rôle revienne à Foulques, évêque de Toulouse; il est, du moins, de tous les évêques, celui qui montre le plus

évêchés d'Alet, de Castres, de Lavaur, de Montauban, de Mirepoix, de Saint-Papoul, de Saint-Pons et de Vabres.

1. J'ai essayé d'expliquer ailleurs (*l'Albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au XIIIe siècle.* Paris, Picard, in-8°, 1894) comment la ville de Narbonne fut mise particulièrement à l'abri de l'hérésie. Cependant elle devint, à la fin du XIIIe siècle, un des principaux champs d'action des fraticelles ou spirituels; et alors elle donna asile au catharisme languedocien, qui finit par se fondre dans le mouvement mystique parti de Joachim de Flore et développé sous l'influence de Pierre-Jean d'Olive.

2. Voy. plus haut, p. xlvij et suiv.

d'activité. Mais Pierre Amelius, archevêque de Narbonne, inaugura pour son diocèse l'institution qui était appelée à occuper une place de premier ordre sur la scène du XIIIe siècle. Juge ordinaire, il avait le droit de nommer un juge délégué dans les limites de sa juridiction épiscopale; il usa de ce droit; il confia la poursuite à frère Ferrier, dominicain : c'est du moins l'affirmation qui est contenue dans la déposition ou aveu de dame Florensa, femme de Pierre Forners[1]. Rien ne permet d'y contredire. Ainsi, frère Ferrier fut institué juge délégué par l'archevêque de Narbonne avant de l'être par le pape. Il n'est que juste d'attacher de l'importance à cette initiative, qui était un exemple. Elle ne saurait, d'ailleurs, étonner de la part de Pierre Amelius, qui déploya toujours le plus grand zèle contre l'hérésie; ses *statuts* édictés le 1er octobre 1234 le prouvent surabondamment[2]. Il les rédigea dans l'esprit du concile de Tou-

1. « *Item,* dixit quod, dum ipsa testis et Rda, soror sua, starent apud Narbonam, venerunt ad domum ipsius testis et sororis sue quidam qui vocabatur W. Bertrandi cum aliis IIIIor hominibus, et comederunt in domo ipsius testis; et dicti homines erant nuncii hereticorum et duxerant duos hereticos ad domum Rdi Johannis de Narbona; set ipsa testis neque soror sua sciebant hoc; set postea audierunt dici, quando fuit captus dictus Rdus Johannis; et tunc bailivus domini archiepiscopi Narbonensis cepit ipsam testem et Raimundam, sororem suam, et duxit eas ad curiam domini archiepiscopi; et tunc frater Ferrarius, qui tunc erat inquisitor auctoritate domini archiepiscopi, reconciliavit ipsam testem et Rdam, sororem ipsius testis. » (Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 5 v°). Cette déposition fut reçue le 1er juillet 1245 par Bernard de Caux, inquisiteur; mais le fait en question doit être placé à l'année 1229 ou l'année 1230, puisque le témoin interrogé sur le temps répondit : « Sunt XVI anni vel circa » (Ibid.). C'est vers 1230 qu'il faut placer les poursuites exercées par Ferrier à Limoux et à Saissac (ibid., fol. 18 v°-19). Voy. plus bas, à l'article des inquisiteurs.

2. *Hist. génér. de Languedoc,* VIII, col. 981-983.

louse, dont il adopta plusieurs dispositions, par exemple l'article qui ordonnait la démolition des maisons où les hérétiques seraient capturés. Cependant c'est à son official, non à frère Ferrier, qu'il renvoya les hérétiques et autres prévenus d'hérésie, sans doute parce que déjà, à cette date, Ferrier avait reçu la délégation pontificale. En tout cas, ses officiers de justice semblent, à cette occasion, avoir redoublé de vigilance. Quant à lui, il n'hésita pas à venir déposer dans le procès de Bernard Othon de Niort (Aude), de sa mère et de ses frères, devant l'évêque de Toulouse, le prévôt de Saint-Étienne et l'archidiacre de Carcassonne délégués en la cause par le pape. Il n'hésita pas davantage à dire tout ce qu'il savait d'eux, et sa déposition nous le montre à l'œuvre contre l'hérésie, avec quelle ardeur, le lecteur va en juger.

HEC EST INQUISITIO FACTA CONTRA B. OTHONEM ET FRATRES EJUS ET MATREM.

Dominus Archiepiscopus Narbonensis, diocesanus ipsorum, testis juratus et interrogatus an suprascripti nobiles sint hereticorum publici defensores et an sint publice de heresi infamati, et an a catholicis heretici reputentur, et an maxima pars terre, illorum exemplo, infici timeatur heretica pravitate, dixit quod hec omnia credit firmiter et etiam scit.

Interrogatus quomodo scit, dixit quod sicut diocesanus debet scire, et addidit cum scriptura, quam sub eodem tradidit juramento, hoc modo.

Nos P., Dei gratia Archiepiscopus Narbonensis, testificamur Deo et vobis, domine episcope Tholosane, et vobis preposito ejusdem ecclesie, et vobis archidiacono Carcassone, inquisitoribus datis a domino papa contra matrem B. Othonis et eundem B. Othonem et fratres suos in facto heretice pravitatis.

In primis dicimus, sub vigore juramenti, quod ipsa est heretica perfecta et vestita; set modo propter metum hujus inquisitionis data est sibi licentia quod comedat carnes, et mentiatur

et faciat quecumque voluerit, ita tamen quod circa latus ipsius sta[re]t hereticus qui consolaretur eam, si necesse esset.

De B. Othone et fratribus suis, dicimus quod credentes sunt, fautores et receptatores hereticorum. Omnia ista constant nobis per veridicam relationem multorum bonorum virorum et religiosorum.

Dicimus etiam quod in castro de Aniorto habitant quinque heretici publice et aperte in officiis suis, sicut nos manifeste diximus sepe B. Othoni et G. de Aniorto; et propter hoc non fuerunt remoti.

Dicimus etiam quod in castro de Dorn[h]a manet Navarra de Cerniano (Cerviano?) et illa domina de Caramanh, et cum ipsis bene circa xxx heretici; ad quod sciendum hoc anno misimus exploratores nostros et ita invenimus pro vero esse; et ista omnia B. Othonis et G. de Aniorto nunciavimus, [adicientes] quod eosdem nobis redderent; et facere contempserunt.

Quid autem apud Lauriacum et apud Belsplas de nuntiis comitis Tholosani et vestris, domine episcope, factum fuit et ablatione hereticorum et pluribus aliis circa eorumdem factum, vos melius nobis nostis, quando B. Otho apud Castrum de Viridifolio fuit aliqualiter vulneratus in fronte nec habuit requiem quousque Lauracum venit et habuit ibi congregatos omnes fratres suos, et postmodum quamplures hereticos; et ex relatione multorum bonorum nobis constitit quod ibi publice et aperte cum eo multi heretici fuerunt visi; quod etiam potestis scire per multos in castro de Lauriaco; senescallus Carcassone, Andreas Chaulets nomine, habuit unum de illis hereticis in carcere suo, qui manifeste coram multis dicebat quod ipse fuerat ibi de mandato B. Othonis, et quod ipse B. Otho et mater et omnes fratres ejus de secta eorum sunt, sicut ex testimonio multorum bonorum virorum poteritis hoc scire; unde ille senescallus, quia circumducebat illum hereticum, specialiter fuit propter hoc proditionaliter interfectus.

Testificamur etiam quod B. Otho, petens a nobis consilium quomodo posset uxorem quam habet de Cabareto dimittere, dixit quod uxorem suam, Novam nomine, faceret nobis capi in camera sua propria cum multis hereticis, si propter hoc posset dimittere eam. Requisitus quomodo hoc posset fieri, dixit quod

« facile, quia die noctuque et omni hora in camera mea cum ipsa habitant. »

Audivimus etiam dominum Romanum cardinalem et dominum Carcassone [episcopum] dicentes quod in inquisitione que facta erat Tholose contra hereticos et credentes, multa fuerant sufficienti fine probata contra B. Othonem, que in ipsa inquisitione poterunt inveniri, quam vos, domine episcope, habere debetis. Nos etiam in eadem multa enormia legimus de eo fuisse probata.

Preterea audivimus sepe rixantem dominum Simonem, comitem Montisfortis, bone memorie, cum G. de Aniorto, viro predicte mulieris et patre dictorum maledictorum de Aniorto, imperans (*corr.* : improperantem) ei quod fratrem, vel unum filium, vel unam filiam ad fidem catholicam non confirmasset, qui dicebat se non posse et rogabat eum quod non vexaret eum super materia ista, asserens quod semper erat in pace extra domum propriam.

Testificamur etiam quod nos in propria persona venimus apud Rocafolium, castrum illorum de Aniorto; et ibi invenimus Esclarmundam, matrem B. Othonis et fratrum suorum, nunciantes eidem quod ipsa minus bene faciebat in fide catholica, quod volebamus audire ab ipsa et inquirere utrum nosset articulos fidei, quia multum super hoc fuerat infamata; que respondit nobis quod melius credebat in fide quam nos vel omnes prelati de mundo; et nunquam aliter respondit nobis; et sic supra modum dimisimus eam iratam[1].

Cette déposition écrite paraîtra curieuse. Le meurtre d'André de Chaulet ou Calvet, qualifié sénéchal de Carcassonne, n'a pas sans doute échappé à l'historien de la province[2]. Mais nous y voyons, en termes explicites, que les

1. Doat, XXI, fol. 34-35. L'orthographe de la pièce défigurée par le copiste a été ramenée aux formes du XIIIe siècle.

2. D. Vaissète, *Hist. génér. de Languedoc,* VI, p. 659, d'après Guillaume de Puylaurens, *Chronicon,* cap. XL : « In illis autem diebus fuit interfectus Andreas Calveti, miles strenuus senescallus Regis interceptus ab hostibus in bosco qui dicitur Centena-

Niort avaient trempé dans ce crime, et par là nous comprenons l'importance qu'on attacha à leur poursuite, sans compter qu'ils avaient toujours appartenu à l'hérésie, dont ils partageaient les vues ambitieuses : il est trop clair qu'en soupçonnant et écartant la foi professée par le sacerdoce, elle voulait se substituer à l'Église. Quant à B. Othon, il n'était qu'à moitié convaincu. Il faisait bon marché de ses frères en hérésie, qu'il eût livrés gaiement pour se défaire de sa femme Nova. Il se considérait comme leur prisonnier; et comme Simon de Montfort lui reprochait de maintenir en dehors de la foi catholique son frère, son fils ou même sa fille, il lui répondit qu'il ne pouvait faire autrement.

Cette déposition paraîtra curieuse encore parce que Pierre Amelius y soulève lui-même un peu le voile qui, malgré tout, le cache aux yeux de l'histoire. En relation avec Simon de Montfort avant son élévation à l'épiscopat, il partagea son ardeur contre l'hérésie; archevêque, il eût voulu la refouler loin du Narbonnais. C'est avec une sorte de curiosité inquiète, relevée chez lui par la conscience d'un grand devoir, qu'il en suivait tous les mouvements pour mieux l'atteindre, et peut-être est-ce à lui qu'il faut faire remonter l'arrestation d'Alasac, un hérétique de marque, remuant et trop écouté. Archevêque dès 1226, c'est cependant après le concile de Toulouse qu'il mit en œuvre ses immenses ressources de zèle; s'il s'engagea dans des querelles pénibles avec le Bourg et le vicomte de Narbonne, ce fut pour faire triompher la liberté de l'Église; en soute-

ria. » Ce meurtre arriva en 1230. D. Vaissète a eu tort, on le voit par la déposition de l'archevêque, de faire d'André Calvet un sénéchal de Toulouse. Cf. M. Petit-Dutaillis, *Étude sur la vie et le règne de Louis VIII* (1187-1226), p. 318, note 7 (Paris, Bouillon, in-8°, 1894).

nant la fondation, depuis plusieurs années entravée, du couvent des frères Prêcheurs, il n'eut d'autre but que d'assurer des défenseurs à la foi et d'organiser des troupes contre un ennemi déjà séculaire. Il n'est dès lors nullement surprenant qu'il ait regardé toute l'œuvre de son épiscopat comme ruinée par le meurtre des inquisiteurs à Avignonet (1242); bien que ce lieu se trouvât dans le diocèse de Toulouse, il n'hésita pas à fulminer l'excommunication contre ceux qui avaient tué les inquisiteurs *in Tolosa et diocesi Tolosana*. Bien plus, il frappa comme fauteurs d'hérésie le comte de Toulouse et quelques-uns des plus puissants barons du pays, le comte de Comminges, le comte de Rodez, Olivier de Termes, Aymeric de Clermont, Pons de Villeneuve, Pons d'Olargues et quelques autres. Enfin, il excommunia tout habitant du Minervois, du Narbonnais, du Razès et du Termenès qui désormais recevrait des hérétiques (21 juillet 1242)[1]. Cette mesure, grave sans aucun doute, puisqu'elle frappait des hommes considérables avec lesquels il fallait compter et qu'elle pouvait atteindre des contrées entières, nous donne la note de cette âme ardente, qui, à cette heure, unissait dans la même pensée les intérêts « de l'Église et du Roi, » puisqu'il sévit contre tous ceux qui adhéraient au comte de Toulouse « in prejudicium Ecclesie et Regis. » La .sentence produisit son effet, au moins en ce qui regarde Raymond VII, qui dut mériter de se faire relever de l'excommunication[2] par son dévouement, apparent du moins, au pape Innocent IV[3]. En un mot,

1. *Hist. génér. de Languedoc,* VIII, col. 1090, 1091.

2. Ibid., col. 1145-1146. Trésor des chartes, J. 306, original (14 mars 1244).

3. Voy. l'ouvrage de M. Élie Berger, *Saint Louis et Innocent IV,* p. 14 et suiv., p. 68 et suiv., p. 127, p. 145 et suiv., etc. (Paris, in-8°, Thorin, 1893).

tous les documents que nous avons nous montrent l'archevêque Pierre Amelius absorbé par les pressants besoins de la situation actuelle, troublée et inquiétante, à laquelle il s'efforça de parer jusqu'à sa mort (20 mai 1245).

Son successeur, Guillaume de la Broue (1245-1257), continua cette tradition, qui paraîtra peut-être s'inspirer d'une rigueur excessive. Cela serait particulièrement vrai s'il nous était loisible de lui attribuer en toute certitude la réponse à une consultation des inquisiteurs que le copiste de Doat a mise à tort sous le nom d'Arnaud, archevêque de Narbonne, lequel ne pourrait être qu'Arnaud Amauri, précédemment légat, mort en 1226, avant l'établissement de l'Inquisition. Je serais assez porté à écarter, mais pour une autre raison, Pierre Amelius, car il y est question de dépositions faîtes aux inquisiteurs précédents, et surtout il y est remarqué que les prévenus se plaisaient à dire qu'ils n'avaient pas à répondre sur des faits remontant à vingt ans, sans doute parce qu'à leurs yeux l'Inquisition ne devait connaître que des délits commis depuis son établissement. Et si l'on songe que les évêques la faisaient remonter non au concile de Toulouse, mais à la bulle de Grégoire IX, conférant au provincial des frères Prêcheurs le pouvoir de donner à ses religieux la délégation inquisitoriale, il ne paraîtra pas trop téméraire de placer vers l'année 1253 ou 1254 la réponse à la consultation des inquisiteurs, et, dans ce cas, elle sera de Guillaume de la Broue.

Voici cette pièce inédite, qui, quel qu'en soit l'auteur, présente un réel intérêt :

Arnaldus (*corr. :* Guillelmus), Dei gratia sancte Narbonensis ecclesie archiepiscopus, inquisitoribus heretice pravitatis, etc. Consultationi vestre super facto Alberti de Montecogul sic duximus respondendum quod, si constat vobis quod post heresim

abjuratam in eandem relapsus fuerit, credimus, juxta decretalem *Ad abolendum*[1], etc., *illos quoque*[2], ipsum, sine audientia, seculari curie relinquendum. Si vero non constet quod heresim abjuraverit et postmodum rediens in eandem vere relapsus dici possit, ex quo in heresi deprehensus est et tociens de heresi condempnatus, nec etiam, ut asseritis, adhuc plene confiteatur, si talia per testes idoneos ultra suam confessionem inveniantur probata contra eum, de quibus verisimile sit eum maliciose tacere, credimus eum hereticum judicandum.

Item, si plene suam heresim confiteatur et promittat se mandatis ecclesie in omnibus subjacere, ex quo deprehensus est in heresi credimus, juxta Decretalem *Excommunicamus*[3], eum in perpetuum carcerem detrudendum, maxime tempore (*corr.* : si forte) sua subterfugia et scelera [sint] manifesta.

Circa illos vero qui dicunt se alias suas hereses veteres confessos fuisse aliis inquisitoribus, si modo confessiones hujusmodi haberi non possunt per ipsos inquisitores, vel alias, et dicte persone dicunt se non recordari de commissis, sic credimus distinguendum, quod, si predicte persone sunt suspecte et de heresi infamate, juxta qualitatem personarum per durum carcerem et vitam artam est ab eis confessio extorquenda; et si sic extorqueri non potest, ex quo confitentur quod olim hereses suas confessi fuerint, cum presumatur quod per maliciam veritatem occultent, nec appareat quod penitentiam receperint, credimus eos ad crucem vel carcerem condempnandos, sicut discretioni vestre et qualitati negocii videbitur expedire.

Illos vero qui a xx annis supra vel circiter possunt probabiliter de heresi convinci, non credimus pretextu temporis posse excusari quin procedatur contra eos ad crucem vel ad carcerem, prout qualitas seu quantitas delicti hoc requiret.

Contra illas vero personas que in morte fuerint hereticate vel ab hereticis consolate, non obstante nobilitate vel potentia aliqua, rogamus et consulimus quod sine acceptione persone viri-

1. Decretal. Gregor. IX, lib. V, tit. VII, *De haereticis*, C. 9.
2. Ibid., *Corpus juris canonici*, Pars secunda (t. II), col. 781, éd. de Friedberg. Leipzig, 1881.
3. Decretal. Gregor. IX, lib. V, tit. VII, *De haereticis*, C. 15.

liter, quantum secundum Deum et justiciam ac formam inquisitionis poteritis, procedatis.

Item, domini qui commissa hereticorum recipiunt et bailivi eorum, ex quo emolumentum magnorum et divitum recipiunt compelli possunt et debent, ut et ipsorum et pauperum onus portent.

Datum Narbone, IIII° kls. januarii[1].

Cette réponse à une consultation d'inquisiteurs qui restent inconnus provoque deux ou trois réflexions. D'abord, pour suivre l'ordre adopté par l'archevêque de Narbonne, la formule *seculari curiae relinquendum* avec la conséquence pénale que l'on sait est empruntée à la Décrétale *Ad abolendam*, qui, je le rappelle ici, fut édictée par Lucius III au concile de Vérone en 1184[2]. Et cependant on l'attribue généralement à l'Inquisition qui, dans la réalité, s'est bornée à en faire usage. Elle ne l'a pas inventée.

Ensuite, la Décrétale *Excommunicamus*, prononçant la prison perpétuelle, a pour auteur Grégoire IX, et Raynaldi n'a pas hésité à la placer à l'année 1229[3]. Personne ne songera donc à dire que la prison perpétuelle ait été une peine propre à l'Inquisition. Elle frappait d'une manière générale l'hérétique. Et même nous avons quelques sentences d'inquisiteurs condamnant à la prison temporaire, contrairement à cet esprit.

Enfin, il n'est ici parlé que de la prison et des souffrances

1. Doat, XXXI, fol. 57-59.

2. Jaffé, 9635. Frédéric II plus tard (1224) prononça contre l'hérétique la peine du feu avec cette aggravation qu'il aurait la langue coupée. (Huillard-Bréholles, *Historia diplomatica Friderici secundi*, t. II, p. 421, in-4°. Paris, Plon, 6 vol., 1852-1861.)

3. Ad an. 1228, § 37; Potthast, 9675, cf. 8445. Anathème renouvelé en 1231. *Les Registres de Grégoire IX*, n° 539 (publiés par M. Auvray).

de la détention employées comme moyens d'obtenir l'aveu, et de ces moyens on fait encore un large usage. La torture apparaît dans ce document, *quin procedatur contra eos ad crucem*. Mais j'aurai l'occasion de revenir sur le sujet de la torture, et je passe à une autre consultation et à la réponse qui la suivit.

Cette consultation eut pour auteurs les inquisiteurs Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre, dont je publie ici les sentences connues. Plusieurs cas actuels les troublaient; ils ne savaient comment les résoudre ni quelle issue ils devaient donner à tel procès engagé. Cet embarras venait en partie de ce que plusieurs des registres du tribunal, contenant des dépositions antérieures, avaient été dérobés et livrés au feu, par exemple à Caune et à Avignonet. Les prévenus avaient trouvé commode et facile de taire la vérité. On n'avait plus la preuve que tel fût mort ou non dans l'hérésie, et on ne savait pas s'il fallait ou non prononcer l'exhumation. Voici la réponse de Guillaume de la Broue, du 1er octobre 1248 :

G., Dei gratia sancte Narbonensis ecclesie archiepiscopus, viris religiosis fratribus ordinis Predicatorum B. de Cautio et Johanni de Sancto Petro, inquisitoribus heretice pravitatis in provincia Narbonensi auctoritate apostolica constitutis, salutem in Domino Jhesu Christo. — De Petro Guillelmi, de Aniorto, et uxore ejus, Arnaldo Sabaterii et Rixenda, uxore ejus, Guillelmo Arnaldi penchenerio et Guillelma, uxore ejus, etc., quorum quidam in culpam labis heretice abjuratam relapsi, quidam cum prius culpis suis exigentibus dampnati fuissent, ad cor postmodum redeuntes se mandatis Ecclesie subjecerunt, quidam cum in memorato crimine deliquissent in tantum quod credentes eorum possent merito judicari citati post combustionem librorum generaliter nequaquam infra terminum assignatum curaverunt venire, quidam veritatem de qua vobis vel per testes vel per confessiones proprias ex libris combustis, aut

penitentiarum, aut aliis actis inquisitionis constare potest, suppressisse inventi sunt, consulimus, si corde contriti plenam veritatem de se dicentes et alias humiliter ad ecclesiasticam redire unitatem et vestris voluerint obedire mandatis, eos juxta mandatum apostolicum in perpetuo carcere detrudatis; quod si forte, oblata eis legitime defensionis copia, se non defenderint, aut contumaciter vestris renuerint obedire mandatis, eosdem hereticos judicantes seculari judicio relinquatis. Consulimus etiam ut (*corr.* quod) quantumcumque culpabilem in dicto crimine quemquam inveneritis, si vobis signis conversionis ejus et penitentie in fine habitis canonice constare poterit, ad ipsius defuncti condempnationem nullatenus procedatis, set ab eis ad quos bona devenerint ejusdem, acsi ipse vobis confessus decessisset penitentia non injuncta satisfactionem congruam exigatis. Canonice autem de signis constare intelligimus, si cônfessor deposuerit quod ei confessus fuit defunctus se in dicto crimine deliquisse, vel si, confessoris ejusdem testatione incendio librorum vel aliter amissa, ipso confessore mortuo, notarius qui eam receperat juraverit ipsum confessorem in formam deposuisse predictam. Datum Narbone, kls. octobris, anno Domini M° CC° XLVIII°[1].

On remarquera sans doute la modération ou même la douceur de la partie de cette consultation relative aux exhumations. Pourrait-on en conclure que l'archevêque de Narbonne, qui n'aurait écarté cette peine qu'à la condition de se mettre en opposition avec le droit en vigueur dans les deux juridictions ecclésiastique et séculière, les voulait aussi rares que possible? Il semble ne pas avoir été indifférent aux impressions de la foule et à l'effet produit sur l'opinion. Et, pour ce qui le regarde, on peut dire qu'il s'entoura de précautions minutieuses, autant par amour de la justice que par besoin de paix.

Nous avons de lui une sentence qu'il prononça, le 25 jan-

1. Doat, XXXI, fol. 149-150.

vier 1251, dans son église cathédrale[1] et par laquelle il condamna à la prison perpétuelle deux femmes vaudoises du Bourg de Narbonne. Remarquez qu'archevêque, il avait la juridiction ordinaire, et c'est en vertu de sa qualité de juge ordinaire, *ex jurisdictione ordinaria*, qu'il instruisit leur cause. Cependant il adopta la procédure du juge délégué, en un point qui avait dès lors à ses yeux une sérieuse importance. Les sentences des inquisiteurs de cette date contiennent cette formule : *communicato multorum praelatorum et aliorum virorum consilio;* mais elle reste invariablement aussi simple et sommaire. Dans la sentence rédigée par Guillaume de la Broue, elle est au contraire analytique, et par là même fort instructive : *Assidentibus nobis venerabilibus B. abbate Sancti Pauli Narbone, P. Narbonensi, B. Corbariensi, magistro Helya Reddensi archidiaconis, S. Amelii precentore ecclesie Narbonensis, S. Johannini sacrista, Br. de Narbona succentore Narbone, et B. precentore Sancti Pauli Narbone*. Voilà les *viri* que l'archevêque a consultés, et c'est d'après leur avis qu'il rend la sentence : *de ipsorum et aliorum sapientum et bonorum virorum consilio*. Les inquisiteurs ne devaient pas, ne pouvaient pas prononcer seuls; ils faisaient appel aux lumières diocésaines. Au premier abord, on serait assez porté à croire que cette disposition fut adoptée pour ménager l'autorité du juge ordinaire, qui avait droit à tout respect et qu'on ne pouvait récuser. Il y avait, ce semble, une autre raison. Si la consultation fut admise comme une règle dans les tribunaux de l'Inquisition, c'est sans doute à cause de la nature du délit. Il importait de ne pas se méprendre sur

1. *Hist. génér. de Languedoc*, VIII, col. 1272, 1273.

chaque cause, sur la gravité ou même l'existence de la faute commise contre la foi et l'unité de l'Église, sur la peine ou pénitence qu'elle comportait. Il est intéressant de voir que le principe de la consultation fut introduit dans les tribunaux épiscopaux pour de semblables cas, mais seulement après l'établissement de l'Inquisition, comme si la nouvelle juridiction, en forçant l'attention, eût obligé à plus de prudence.

Les inquisiteurs adressèrent encore des questions à un autre archevêque de Narbonne, Gui Fulcoy (1259), le futur Clément IV (1265-1268). Il ne faut pas s'en étonner, car bien des points restaient incertains, même après les décrétales des papes, et ils désiraient ne pas s'écarter de l'esprit des règles posées. L'archevêque de Narbonne était appelé par sa haute situation à résoudre les doutes. Il n'est que juste d'ajouter que Gui Fulcoy, très apprécié par saint Louis, jouissait comme juriste d'une solide réputation. Sa dignité et ses mérites personnels le désignaient également.

Nous avons de lui quinze *Quaestiones* que Carena a longuement commentées au xviie siècle[1] : conflit de juridiction, temps de grâce[2] et comparutions spontanées, entretien des inquisiteurs et de leurs notaires, délégation, changement de domicile, absents, hérétiques morts avant la pénitence, témoins, etc., etc., tels sont les principaux points abordés ; ils le furent avec une compétence remarquable.

Les réponses faites par Gui Fulcoy aux questions posées

1. *Tractatus de officio sanctissimae inquisitionis*, p. 469-504 (Lyon, in-4°, 1649). — On trouve dans le Vat. lat. 3978 et dans Doat, XXXVI, fol. 204 et suiv., une copie des *Quaestiones* de Gui Fulcoy.

2. Le temps de grâce assurait l'impunité en ce qui regarde la mort, la prison et la confiscation des biens : *observatur impunitas, mortis videlicet, carceris et confiscationis.*

par les inquisiteurs n'avaient pas à ses yeux la valeur d'une décision d'autorité ; il ne voulut pas leur donner cette importance ; c'est le docteur privé et non le juge qui parle : *Sponte judicio meo redeunt*, *Consulerem quod*, *Credo de jure canonico posse pronunciari*, etc. Mais elles se distinguent par la netteté des solutions et la force des raisonnements abondamment documentés. Tout y est rigoureusement précis. Nul doute que les inquisiteurs s'en soient inspirés.

Bernard de Farges (1311-1341), le dernier des archevêques de Narbonne dont j'aie à parler ici, nous transporte au temps du concile de Vienne où Clément V publia la constitution *Multorum querela,* ordonnant entre autres choses que la poursuite inquisitoriale se ferait désormais *tam per dioecesanos episcopos quam per inquisitores a sede apostolica deputatos*[1]. C'est sans doute pour se conformer à cette règle que Bernard de Farges nomma successivement inquisiteurs pour la ville et le diocèse Jean de Beaune (*de Belna*), des frères Prêcheurs, Bertrand d'Auriac et Hugues *de Badafolio,* official de Limoux, puis Germain d'Alanh (*de Alanhano*), archiprêtre de Narbonne et curé de Capestang (Hérault), qui, comme commissaire diocésain, approuva les lettres d'absolution concédées par Jean du Prat, inquisiteur, à Jean d'Avignon, cardeur de draps de Narbonne[2], prononça des exhumations[3] et autres sentences[4] ou même

1. Clementinarum lib. V, tit. III, *De haereticis,* C. 1.
2. Les lettres sont du 1er mars 1325 (n. st.), Carcassonne, et l'approbation du 12 mars suivant, Sigean (Doat, XXVIII, fol. 171-174).
3. Doat, XXVII, fol. 99 v°, 107, 132, 133.
4. Doat, XXVII, fol. 134-135 (11 décembre 1328), fol. 109-112, 128-130, 131-132, 245 v°-247.

délégua ses pouvoirs de juge[1]. D'autres commissaires furent encore nommés par l'archevêque avec mission d'assister à divers *sermones* où le sort d'hérétiques narbonnais devait se décider. Quant à lui, entouré de ses officiers, il tint un *sermo* solennel à Narbonne, dans le cimetière Saint-Félix, le 11 décembre 1328, et, dans cette circonstance, il prononça des grâces, excommunia, comme c'était l'usage, tous ceux qui pourraient oser faire obstacle à l'Inquisition et reçut le serment du vicomte Aymeric de poursuivre les hérétiques[2].

b. Les évêques de Toulouse. Les sources historiques, dans leur état actuel, ne présentent que trois évêques de Toulouse dont l'influence se soit fait sentir dans la poursuite de l'hérésie : ce sont Foulques, Raymond du Falga et Bertrand de l'Ile ; il est vrai qu'avec ce dernier nous descendons jusqu'à l'année 1286.

La conduite de Foulques (1205-1232), le célèbre ami de saint Dominique, revêt deux aspects bien marqués, en apparence assez différents, qui cependant se fondent dans l'unité du but, je veux dire la destruction de l'hérésie considérée comme le grand mal de l'époque. Les pièces les plus anciennes nous le montrent en rapport avec les hérétiques, fort nombreux assurément dans son diocèse. Alors, il n'est préoccupé que d'une chose, non les poursuivre, mais les réconcilier avec l'Église, et cela bien avant le concile de Toulouse. De tout temps, l'hérésie avait été tenue par la société chrétienne comme une faute publique, qui mettait le coupable en guerre contre elle. La faute appelait une péni-

1. Doat, XXVII, fol. 137.
2. Doat, XXVII, fol. 124-127. Cf. mon mémoire : *la Formule « Communicato bonorum virorum consilio » des sentences inquisitoriales*.

tence, moyennant laquelle la réconciliation était accordée. Foulques s'inspira de ces règles et de cet esprit; il le raviva même. Les documents certainement incomplets ou trop rares qui nous sont parvenus fournissent cependant, en assez grand nombre, des exemples de réconciliation canonique faite par Foulques. Deux de ces réconciliations sont datées : ce sont la pénitence imposée à dame Brunissen en 1210[1] et la réconciliation de Bernard de Saint-Martin en 1226[2]. Les autres appartiennent aux temps précédant le concile de Toulouse; j'en ai relevé jusqu'à huit[3] dans les seules dépositions ou aveux reçus en 1245 et 1246, à une époque où beaucoup de « témoins » n'étaient déjà plus, et pour le sud du diocèse de Toulouse seulement. Il y eut beaucoup d'autres réconciliations; nous en connaissons quelques-unes qui furent opérées par saint Dominique[4]. Que d'autres dont le souvenir s'est perdu!

1. Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 118 v°.
2. Ibid., fol. 173.
3. Foulques réconcilia Raymond Gleize (*de Ecclesia*) de Renneville (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 55 v°), Étienne Scolar (ibid., fol. 70), Olivier de Cuc, chevalier, qui se fit hospitalier (ibid., fol. 97 v°), Raymonde, mère de B. Borrel de Labécède (ibid., fol. 119), Ermengars, fille de Bernard de Saint-Félix (ibid., fol. 198 v°), Raymond Martin, de Damiac (ibid., fol. 208), Bernard Blanc, de Cambon (Tarn) (ibid., fol. 243), Pons Vital, de Baziège (ibid., fol. 59). Il faut joindre à ces exemples ceux de Bernarde Targueira, épouse de Pons Gran (Doat, XXII, fol. 2), et de Matfred de Paulhac, qui avait été quatorze ans hérétique « revêtu » à Verfeil (Doat, XXII, fol. 58). Foulques aurait voulu réconcilier Nadal, frère de Willem Raymond de Vaudreuille, mais cet hérétique s'enfuit devant lui (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 232 v°). Les pénitences imposées par Foulques étaient le jeûne le plus ordinairement.
4. Saint Dominique avait réconcilié dame Segure du Mas-Saintes-Puelles (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 20 v°), dame Ermengart, du même lieu (ibid.), dame Raymonde, du même lieu

Quels résultats au point de vue de la lutte contre l'hérésie produisirent ces réconciliations? Foulques dut les juger insuffisants. Ils étaient, en tout cas, individuels; ils manquaient de ce caractère d'ensemble et de cet esprit de suite qui accompagnent toute grande influence. Cela explique un peu qu'il ait joué un rôle prépondérant au concile de Toulouse. Guillaume de Puylaurens ne signale pas d'autre évêque, qui, à son exemple, ait produit des témoins; et si l'examen des dépositions revint aux évêques, mises par écrit, elles furent confiées à sa garde; il les centralisa toutes *ut sic possent multa brevi tempore expedire*[1]. Nous pouvons donc assurer qu'il donna la main aux premières poursuites. Il se montra partisan résolu de la répression. C'est peut-être pour ce motif que le légat assembla le concile dans sa ville épiscopale. Il trouva en lui un appui énergique et un auxiliaire convaincu.

(ibid., fol. 22 v°), P. Baudriga de Lasbordes (Aude) (ibid., fol. 114 v°), Saure, femme de Willem Bonet, de Villeneuve-la-Comtale (Aude) (ibid., fol. 143 r°), Willelme Martine, veuve de Willem Lombard, de Fanjeaux (Aude) (ibid., fol. 160 r°), dame Covinens, de Fanjeaux (ibid., fol. 161 r°), Arnaude de Frémiac, veuve d'Armand de Frémiac (ibid., fol. 160 v°), Pons Autier, de Villepinte (Aude) (ibid., fol. 179 v°), Pons Marcel, de Bram (Aude) (ibid., fol. 189 r°), Willem Autier, de Villepinte, qui habita quelque temps Castelnaudary (ibid., fol. 251 r°), Marquèse, veuve de Bertrand de Prouille (Doat, XXIII, fol. 96). Nous avons les lettres de pénitence que saint Dominique accorda à Pons Roger (Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 394 r°; publiées par Quétif et Echard, *Scriptores ord. Praed.*, I, p. 8, par Mamachi, *Monumenta, Instr.*, XVIII, et par le P. Balme, *Cartulaire ou histoire diplomatique de saint Dominique*, p. 186). Le manuscrit de Combefort (monastère de Prouille) contient la copie de la permission accordée par saint Dominique à Guillaume d'Auterive (Haute-Garonne), d'avoir et de garder chez lui Guillaume Hugotion, auparavant hérétique « revêtu ».

1. *Chronicon*, cap. XL.

Son successeur, Raymond du Falga de Miremont (1232-1270), précédemment prieur provincial des frères Prêcheurs et qui, avec Foulques, avait, après ses aveux, infligé la pénitence canonique à Raymond-Martin de Damiac[1], ne mollit pas, il s'en faut. Cependant, on serait peut-être injuste à son égard, si on le jugeait seulement par la condamnation qu'il porta contre une femme hérétique le jour même où l'on célébra à Toulouse la première fête de saint Dominique qui suivit sa canonisation[2]. S'il opéra des arrestations[3], s'il retint des prévenus dans ses prisons[4] et entendit des aveux[5], il opéra aussi des réconciliations[6]; il ne se montra pas trop rigoureux dans les peines qu'il infligea; nous le voyons imposer des croix simplement (croix extérieures, posées sur le vêtement)[7], même à des hérétiques qui, ayant précédemment reçu la pénitence, eussent pu être traités avec moins de modération; car, qui eût empêché de les assimiler à des relaps? Je cite comme exemple Willem

1. « Anno Domini M° CC° XL° V, VII idus julii, Ramundus Martini, de Damiaco, quondam hospitalarius hospitalis de Regina, quod est inter Vaseiam et Avinionem, testis juratus, dixit quod quadam die cum esset in dicto hospitali positus et institutus, venerunt ad ipsum duo heretici qui rogaverunt ipsum quod ostenderet eis viam versus Montem Esquivum; quod et fecit, licet sciret ipsos esse hereticos; et sunt XX anni. Et de hoc fuit sibi injuncta penitentia a bone memorie Fulcone, episcopo Tholosano et a fratre Ramundo ordinis Predicatorum, priore provinciali, qui nunc est episcopus Tholosanus. » (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 208.) Cette déposition est de 1245. Mais le fait délictueux et la pénitence remontaient à 1220.

2. Guilhem Pelhisso, *Chronicon*, p. 97, 98 (éd. Douais).

3. Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 1 v°, 58 v°. Cf. fol. 64 v°.

4. Ibid., fol. 59 v°.

5. Ibid., fol. 70, 87.

6. Ibid., fol. 70.

7. Ibid., fol. 20, 20 v°, 21, 22 v°, 183 v°, 184.

Gasc, dame Segure, autrefois réconciliés par saint Dominique[1]. J'ai eu déjà l'occasion de mentionner les deux commissions pontificales dont il fut honoré; la première avait pour objet la revision du procès des Niort et la seconde la délivrance de prisonniers; et nous l'avons vu se joindre aux évêques du haut Languedoc qui demandèrent au pape Innocent IV que la liberté la plus large fût laissée aux frères Prêcheurs de poursuivre les hérétiques. Innocent IV, qui travailla activement à pacifier le Midi, le proclama le protecteur et le défenseur de l'Inquisition[2]. Cependant, après l'année 1252, où il assiste, à Montauban, à la promulgation des Statuts contre les hérétiques que Gui Fulcoy et Alfonse de Poitiers viennent d'arrêter, il s'efface; et pendant les dix-huit ans d'épiscopat qui lui restent encore, il semble se réfugier dans l'inaction. Probablement, on mit des entraves à son zèle; et, sans aucun doute, la triple accusation de fratricide, de simonie et d'infamie portée contre lui devant Urbain IV[3] fut loin de l'aider. Il eut de la peine à écarter tout soupçon[4]; cette grave affaire absorba les dix dernières

1. Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 20 v°, 22 v°.

2. *Gall. christ.*, XIII, c. 27.

3. *Gall. christ.*, XIII, c. 28, 29. Cf. *Reg. de Clément IV*, n° 757 (publiés par M. Jordan).

4. On ne peut mettre que sur le compte de ses préoccupations, certes légitimes, ses consultations auprès d'un devin de marque, Raymond Dupuy, de Sorèze, si nous devons en croire ce devin lui-même. D'ailleurs, il paraît que les consultations de ce genre n'étaient pas une chose rare, même de la part des hauts dignitaires de l'Église. On va en juger par les dépositions elles-mêmes de Raymond Dupuy, le 5 juin et le 4 septembre 1277.

« Anno Domini M° CC° LXXVII°, die sabbati post festum Sanctorum Marcellini et Petri, Raymundus de Puteo, de Soricin[i]o, constitutus in judicio, testis juratus, etc., recognovit quod ipse juravit fratribus Johanni et Reginaldo de Carnoto, quondam inquisitoribus, quod ipse deinceps non servaret auguria nec

années de sa vie et le détourna de la poursuite contre l'hérésie.

daret consilium alicui persone, nec officio augurie uteretur ullo modo. Interrogatus si postea servavit auguria, dixit quod sic. Requisitus quotiens, dixit quod non recordatur. Requisitus quibus personis inde postea consuluit, dixit quod pluribus clericis, et religiosis et laicis. Interrogatus de personis, [dixit] quod domino Guillelmo Arnaldo, quondam episcopo Carcassonne, domino P. Raymundi, quondam abbati de Soricin[i]o, domino Uzalgercio, quondam abbati Electensi, et pluribus aliis tam clericis et religiosis quam laicis de quibus modo non recordatur. — *Item,* requisitus quotiens consuluit domino episcopo, dixit quod semel tantum. Requisitus super quo facto, dixit quod super quadam infirmitate. Requisitus de loco ubi fuit locutus cum eo, dixit quod inter Saxiacum et Soricin[i]um in loco ubi vocatur *al fau de Portel;* et venerat ibi de quodam castro suo quod vocatur Lupateria; et fuit nuntius ipsi testi ex parte episcopi Petrus de Podio Siurano, de Saxiaco, postea defunctus. De tempore, dixit quod sunt XII anni elapsi vel circa. De personis, dixit quod plures erant cum episcopo qui viderunt ipsum episcopum loquentem cum ipso teste in loco predicto. Set credit ipse testis quod ignorabant de quo loquebantur. *Item,* requisitus quotiens consuluit predicto abbati Soricini[i], dixit quod quater et pluries. Requisitus super quo, dixit quod super electione que facta erat in abbatem Crassensem de ipso; et dixit ei quod obtineret, et obtinuit. De tempore, dixit quod sunt X anni vel plures. De loco, dixit quod apud Soricin[i]um. Requisitus de personis, dixit quod nullus alius audivit. *Item,* requisitus quotiens consuluit supradicto abbati Electensi, dixit quod bis requisitus; super quo negotio, dixit quod super discordia quam habebat cum domino Olivario de Terminis. Dixit etiam quod predicto abbati Electensi consuluit quod componeret de predicta discordia. Requisitus de loco, dixit quod apud Brugairolas in Redesio. Requisitus de tempore, dixit quod sunt XII anni vel circa. Requisitus de personis, dixit quod nullus alius audiebat. — *Item,* interrogatus si habet aliquem librum de auguriis, dixit quod habet unum tantum qui incipit : *Si vols saber que es cofres.* — *Item,* dixit quod predictus liber est coopertus coopertura de vitulo rubea pilosa; et in fine libri loquitur de observatione ventorum.

« Hec deposuit Tholose, coram fratre Pontio de Parnaco, inqui-

Son successeur, Bertrand de l'Ile (1270-1286), esprit cultivé, très ferme sur les droits de l'Église et la liberté ecclésiastique, consacra son épiscopat à la construction de Saint-Étienne, son église cathédrale; il y employa sa fortune, et c'est à lui que nous devons les quatorze belles chapelles qui se développent majestueusement dans les collatéraux nord et sud du chœur. Les documents sont à peu près muets en ce qui regarde ses rapports avec les hérétiques. Un seul nous en entretient un peu, c'est la déposition d'Arnaud Cimordan, de l'année 1276. Il s'était échappé des prisons de Toulouse, parce que l'évêque négligeait trop son entretien; et pourtant l'évêque ne se fit pas faute de s'entremettre en sa faveur auprès du sénéchal et du bayle. Il y

sitore, in presentia et testimonio fratris Petri Raymundi Baranhonis, Jacobi de Saumeri[o], custodis muri, et mei Athonis de Sancto Victore, publici notarii, qui hec scripsi.

« Anno quo supra, II non. septembris, predictus Raymundus de Puteo, de Soricin[i]o, testis juratus et requisitus *ut supra,* addidit confessioni sue dicens quod ipse testis servavit auguria aliquotiens pro domino Raymundo, quondam episcopo Tholosano, pro negotio quod habebat ulterio (*sic*) in Curia Romana.

« *Item,* servavit auguria pro domino Guidone Fulcodii quondam primo super facto cardinalatus, secundo pro negotio papatus. Ipse vero dominus Guido nunquam fuit loqutus ipsi testi de predictis, set predictus dominus P. Raymundi, factus postea abbas Crassensis loquebatur ipsi testi de premissis. Interrogatus si dominus Raymundus, episcopus Tholosanus, fuit locutus ipsi testi de observatione auguriorum super negotio suo in propria persona, dixit quod sic, apud Tholosam et apud Balmar [ ] et apud Sanctum Martinum de Landa; set nullus alius audiebat. Fuit tamen bis vel ter internuntius Petrus Pictavini, de Soricinio. Hec deposuit Tholose, coram fratre Pontio de Parnaco, inquisitore, in presentia et testimonio fratris Hugonis Amelii, prioris fratrum Predicatorum Tholose, fratris Ermengaudi Lauterii, Jacobi de Saumeri[o] custodis muri, et mei Athonis de Sancto Victore, publici notarii, qui hec scripsi. » (Doat, XXV, fol. 272-274.)

apparaît comme un mélange d'indolence et de bonté[1]. Il

1. Je donne ici cette déposition, malgré sa longueur; car elle est pleine d'indications utiles pour l'histoire.

« Anno et die quibus proximis, Arnaldus Cimordani, de Gasconia, fugitivus de muro Tholose, reversus, assecuratus, testis juratus et requisitus, etc., dixit quod ipse testis fuit confessus omnia que sciebat de heresi primo fratri B. de Caucio, quondam inquisitori, a quo penitentiam habuit de crucibus et peregrinationibus, postmodum fratri Guillelmo Bernardi super eo quod dixit ei quod post predictam penitentiam receptam a fratre B., associavit Raymundum Labegiam hereticum, quoniam predicta associatio fuerat facta per ipsum testem ante predictam penitentiam injunctam ipsi testi a dicto fratre B. et eam tacuit fratri B. propter oblivionem.

« Interrogatus si scit aliquid amplius de heresi quam confessus est predictis inquisitoribus, dixit quod non.

« Interrogatus quare fugit de muro, dixit quod quia non habebat ibi necessaria; non enim providebatur sibi de bonis regis, quia incursus ipsius non pervenerat ad Regem, set ad episcopum; nec providebatur ei de bonis episcopi, quia non habebat nuntium quem posset ita frequenter mittere ad aulam episcopi pro pane, et, quando mittebatur ipsi testi panis de domo episcopi ad murum, mittebatur durus et non poterat comedere. Carebat etiam vestibus et aliis necessariis.

« Interrogatus si, postquam fugit de muro, commisit aliquid in heresi, vel scivit de se vel de aliis, dixit quod non. Dixit tamen quod, quando ipse testis erat in muro, audivit Raymundum Ricardi, de honore Vauri, dicentem quod erant duo dii, qui pugnaverant alter contra alterum in celo, et quod sanguis ascenderat per murum civitatis, et alia verba, de quibus non recolit.

« Hec deposuit Tholose, coram fratre Pontio de Parnaco, inquisitore. Testes frater Bernardus de Villela et ego Atho de Sancto Victore, publicus notarius, qui hec scripsi.

« Postmodum eadem die consulte ad presentiam dicti inquisitoris, exposuit se misericordie et voluntati inquisitoris, et juravit stare mandatis eorum et agere penitentiam quam ei duxerint injungendam sub pena L librarum turon., pro quibus obligavit inquisitoribus omnia bona sua presentia et futura, renuncians omni defensioni et rationi quam posset proponere in contrarium; et fuit absolutus ab excommunicatione quam incurrerat propter

resta sous la mitre le grand seigneur qu'il était; il fut un ami des arts et de la haute culture intellectuelle.

inobedientiam et fugam predictam. Testes frater P. R. Baranbonis ordinis Predicatorum, P. de Vaqueriis et ego Atho de Sancto Victore, publicus notarius, qui hec scripsi.

« Et fuit ei assignata ad audiendum mandatum inquisitoris dies jovis post instans festum sancti Albini. Qua die non comparuit, quia detentus erat in carcere apud Viridefolium; set comparuit coram dicto inquisitore die lune sequenti liberatus a carcere, ut dicebat, dominica proxima precedenti, dicens quod senescallus et baiulus Viridisfolii retinuerunt cultellum suum et obligaverunt eum per juramentum ad solvendum ccx sol. turon. infra dominicam Ramispalmarum; et tenuerunt eum captum per VIII dies postquam sciverunt quod ipse fuerat assecuratus a dicto inquisitore, nec permiserunt eum venire ad diem jovis predictam sibi assignatam ab inquisitore predicto in prejudicium negotii inquisitionis.

« Postmodum dictus inquisitor interrogavit dictum Arnaldum per juramentum ab ipso prius super hoc sumptum quod nominaret personas illas que receperunt eum scientes ipsum fugitivum de muro; qui respondit quod non recordabatur. Et fuit injunctum ei quod recogitaret et mane rediens responderet.

« Rediit igitur mane sequenti, et respondit dicens quod, cum fugisset de muro, venit in Vasconiam, ad grangiam de Gimonte que vocatur Aqua bela; et invenit ibi fratrem Petrum de Fradens (*sic*), qui cognoscebat ipsum testem, set ignorabat statum ipsius testis, sicut credit.

« Interrogatus de personis quibus revelavit statum suum et quod erat fugitivus de muro inquisitor[um], respondit quod P. Binhaco, prior[i] de Benito, cum quo moratus fuit de festo Sancti Petri usque ad festum Omnium Sanctorum, serviens de colligendis messibus, et vindemiis et lignis apportandis cum quodam mulo; et nichil retribuit ipsi testi; imo ipse testis dedit ei ultra dictum servitium x sol. thol.; et hoc totum faciebat ipse testis, quia dictus prior dederat ei spem reconciliandi cum gratia domini episcopi et inquisitoris, vel saltem quod faceret posse suum; de quo nichil fecit, quod ipse testis sciat.

« *Item,* dominus Augerius, dum erat abbas Foliencii, et frater Sancius, de Palineriis, frater Vitalis Hares, et frater Raymundus Sancii, de Foliencio, et frater Adam, cellerarius, tunc cognoverunt

3. *Les évêques de Carcassonne.* Les évêques de ce siège ne m'arrêteront pas longtemps; car, à l'occasion du

eum et sciverunt fugam suam de muro, et nichilominus sustinuerunt eum in servitio domus per VII annos vel circa. Dixit etiam quod promisit et obtulit abbati XV sol. morlanos, si tractaret reconciliationem ipsius testis; ipse noluit recipere; set finaliter respondit ipsi testi quod non videbat sibi remedium nisi de redeundo ad murum. Dixit etiam quod dedit II sol. morlanos fratri Raymundo Sancii ut rogaret abbatem predictum quod reconciliaret ipsum testem inquisitori.

« *Item,* fuit apud Bastidam de Guimonte in diversis hospitiis, et habebat socium Raymundum de Abbas, de Omervilla, fugitivum propter quoddam homicidium, qui se faciebat vocari Raymundum Raversa; et sciebat bene fugam ipsius testis et causam fuge.

« *Item,* fuit apud Albinellum per duos annos vel circa; et nullus scivit ibi statum suum.

« *Item,* fuit in Astaraco apud Podium Lobrinum a festo Omnium Sanctorum usque ad carniprivium; et ibi duxit uxorem; et nullus scivit ibi factum ipsius testis.

« *Item,* stetit incognitus de carniprivio usque ad festum Omnium Sanctorum apud Sanctum Felicem in Astaraco, et ibi Guillelmus de Castronovo attemptavit eum capere, set evasit.

« *Item,* dixit quod fuit apud Banherias in Bigorra et in grangia de Bolbona, que vocatur Inter ambas aquas, et apud Saboneriás in Savesio, et in multis aliis locis, set incognitus apud omnes, exceptis Bernarda, uxore ipsius testis, modo defuncta, et Petro, filio ipsius testis.

« *Item,* dixit quod procurante Bernarda, uxore ipsius testis, ipse testis venit de nocte prope Gasconiam ad ortale quod solebat esse ipsius testis; et ibi fuit locutus cum Arnaldo Escolani, tunc capellano de Gasconia, qui recepit ibi V sol. thol. ab ipso teste ut reconciliaret eum inquisitoribus; et si hoc faceret, debebat habere amplius X sol. et II virgas de panno lineo pro camisiis; set nichil fecit inde.

« Hec deposuit Tholose coram fratre Pontio de Parnaco, inquisitore. Testes frater P. Raymundi Baranhonis, et ego Atho de Sancto Victore, publicus notarius, qui hec scripsi.

« Injunctum est ei per dictum inquisitorem sub virtute juramenti ab eodem Arnaldo prestiti, quod statim redeat ad murum unde fugerat, retenta sibi potestate imponendi sibi majorem peni-

Registre du greffier du tribunal de Carcassonne, que je publie ici, il sera longuement question de deux d'entre eux, Guillaume Arnaud et Guillaume Radulphe. Je me bornerai à dire du premier qu'il m'apparaît comme un des plus ardents partisans de l'inquisition diocésaine, c'est-à-dire faite par les soins de l'évêque lui-même ou de ses délégués. Nous le voyons exerçant les fonctions de juge ordinaire à Carcassonne, à Villalier[1], à Villardonnel[2], et aussi de juge délégué pontifical à Pomars, où il interroge Raymond de Niort[3]. Le Registre de son notaire contient des exemples d'adoucissements de peine significatifs et nombreux; il nous montre aussi l'importance et les bienfaits de la caution moyennant laquelle l'accusé évitait la prison préventive. Il n'est que juste de signaler tout de suite ici ce Registre à l'historien futur de l'Inquisition dans le Languedoc; et cet évêque aura droit à occuper une large place dans son œuvre. Nous le retrouverons plus loin.

Franchissons maintenant plusieurs lustres; nous rencontrons à la date du 4 mars 1328 (n. st.) une pièce intéressante.

Un conflit de juridiction et de compétence venait d'éclater entre l'évêque de Carcassonne Pierre Rodier et l'inquisiteur Jean du Prat, à l'occasion de Barthélemy Albert, notaire

tentiam propter fugam predictam. Testes qui supra, et P. Boneti, capellanus de Gasconia, et Vitalis Faber de eodem loco.

« Postmodum redditus est dicto Arnaldo Cimordani cultellus et remissa obligatio premissa a senescallo et baiulo supradictis, et aliud positum in sufficientia, scilicet de emenda, quia tenuerunt eum in prejudicium inquisitionis. Et hoc factum est ob reverentiam domini episcopi Tholosani et instantiam magistri Bertrandi de Ferreriis, officialis sui » (Doat, XXV, fol. 220-225).

1. D'après le *Registre* lui-même.

2. Doat, XXVI, fol. 293.

3. Voy. plus bas, p. 145.

de l'Inquisition, qui, en raison de ses méfaits, avait été mis en état d'arrestation par moi Pierre Rodier, disait l'évêque, par moi Jean du Prat, alléguait l'inquisiteur; ce dernier ajoutait, au surplus, qu'il lui appartenait de juger le notaire de son tribunal. Il n'y avait pas de raison pour que cette contestation cessât; et cependant le malheureux notaire attendait, en prison, depuis deux ans l'issue du procès pendant, qui ne se terminait pas, uniquement parce qu'on restait indécis sur la question de savoir quel en devait être le juge. Il fallait en finir et ne commettre aucune irrégularité juridique; l'évêque et l'inquisiteur déléguèrent donc ensemble, et chacun pour sa partie, les pouvoirs de juge à Pierre Brun, inquisiteur en résidence à Toulouse.

Nos Petrus, permissione divina Carcassone episcopus, et frater Johannes de Prato ordinis Predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputatus, residens Carcassone, venerabili et discreto viro fratri Petro Bruni ordinis Predicatorum, inquisitori heretice pravitatis in regno Francie auctoritate apostolica deputato, Tholose comuniter residenti, salutem in Domino sempiternam. Cum dudum Bartholomeus Adalberti, notarius inquisitionis heretice pravitatis, pro quibusdam defectibus et delictis in officium suum, uti aliquorum delatio asserebat, commissis, captus fuerit et in muri carcere positus et detentus, nobis episcopo, ex una parte, asserentibus eundem Bartholomeum de mandato nostro et ad requisitionem nostram fuisse per dictum inquisitorem positum in arresto, cognitionemque et punitionem dicti Bartholomei ad nostrum jus ordinarium pertinere, nosque cum eodem inquisitore in cognitione habere et pugnitione concurrere et conjudicare debere; nobis vero inquisitore, ex parte altera, e contrario asserentibus eundem Bartholomeum de speciali mandato nostro specialiter esse captum et ejus correptionem ac pu[g]nitionem ipsius delicti, si quod per eum notarium circa nostrum inquisitionis officium fuerit perpetratum, de jure et stilo, cursu, usu et privilegiis nostro officio et nobis aposto-

lica auctoritate concessis ad nos dumtaxat et in solidum pertinere; et ob hanc discordiam seu controversiam dictus Bartholomeus per duos annos continuos et amplius fuerit in eodem muro detentus, multa occasione detentionis gravamina sui corporis et alia supportando, propter quod sibi compatimur, et, quantum, salvo jure cujuslibet nostrum, facere poterimus, de remedio sibi providere volumus opportuno; potissime quia nos, inquisitor prefatus, de presenti habemus ad Romanam Curiam et in Franciam, dante Domino, necessario proficisci, ne discordia seu controversia hujusmodi et nostri inquisitoris absentia eidem Bartholomeo longius inferat nocumentum, protestato primitus per nos ambos episcopum et inquisitorem simul et equaliter de jure nostro, quod propter infrascripta que vobis committimus in aliquo non sit lesum, nec uni nostrum nec alteri valeat derogare aut etiam prejudicare, prerogativam vel possessionem inducere, nec jus uni plus quam alteri in negotio infrascripto inferre, set salvum remaneat utrique et illesum illi nostrum dumtaxat et in solidum vel ambobus conjunctim et pro indiviso, si competat et competere debeat, de jure aut alias legitimo titulo sive justo; sub premissis protestationibus antedictis et aliis opportunis, discretioni vestre et legalitati, de qua ambo insimul et quilibet in solidum, plenam in Domino fiduciam obtinemus, communi concordia et assensu equaliter simul et semel tenore presentium committimus, ut pro illo nostrum dumtaxat vel ambobus insimul cui vel quibus cognitio et pu[g]nitio hujusmodi pertinere poterat et debebat, eundem Bartholomeum de dicto carcere, si vobis visum fuerit, relaxare, sibique pro arresto et carcere, prestita prius [de] stando juri et mandatis vestris cautione ydonea, locum alium vel certum terminum infra certos limites assignare, sibique postmodum de peritorum consilio absolutionis beneficium a sententia excommunicationis, si quam pro predictis delictis que per ipsum commissa fuisse dicuntur incurr[er]it, impendere, penitentiam quoque salutarem imponere, et alias ad decisionem, declarationem et finalem determinationem dicti negotii sententialiter procedere valeatis, prout vobis de ipsorum consilio peritorum visum fuerit faciendum; in premissis enim et ea tangentibus, premissis et salvis predictis protestationibus, ambo simul vobis equaliter

committimus tenore presentium totaliter vices nostras. In quorum omnium premissorum testimonium, sigilla nostra duximus presentibus apponenda. Datum in civitate Carcassone, die IIII[a] mensis martii, anno ab incarnatione Domini M° CCC° XXV[I]I°[1].

C'est en vertu de ces pouvoirs, Jean du Prat étant déjà nommé évêque d'Évreux et son successeur comme inquisiteur Henri Chamayou (*de Chamayo*) étant déjà arrivé, que Pierre Brun rendit, le 24 novembre 1328, sa sentence; il délivrait de la prison le notaire coupable, mais *per duos annos et amplius in dicto muro jam detentum, gravi infirmitate et diuturna maceratum ab ipso muro;* et, en raison de ses méfaits, il lui imposait le jeûne, l'aumône, des pèlerinages. Il déclarait s'en être préalablement ouvert à Henri Chamayou, de l'avis duquel il avait ainsi prononcé, ayant égard, en même temps, au conseil des *boni viri*[2]. Dans cette sentence, le commissaire diocésain n'apparaît point; sa présence, à la vérité, avait été rendue inutile par la délégation de l'évêque de Carcassonne.

4. *Les évêques d'Albi.* On rencontre fréquemment les évêques d'Albi dans l'histoire de l'Inquisition; c'est qu'ils ont vigoureusement agi dans l'affaire de la poursuite des hérétiques; et même, à la fin du XIII[e] siècle, ce siège porta, un moment, le poids de la lutte engagée entre l'hérésie et l'Église; cela tient en grande partie aux titulaires qui l'occupèrent et aussi à l'état prospère de l'hérésie, dominant tout ce diocèse depuis de trop longues années, enfin à la situation féodale

1. Doat, XXVII, fol. 112, 113. — Je pense que *M° CCC° XXVI°*, donné par la pièce, est une faute du copiste; sinon, il faudrait dire que la sentence destinée à délivrer Barthélemy Albert de ses souffrances n'aurait été rendue qu'un an et demi après, hypothèse peu vraisemblable.

2. Doat, XXVII, fol. 112-118.

des évêques, qui, seigneurs de la ville, avaient, comme tels, qualité pour percevoir les confiscations pour hérésie[1].

Durand (1228-1254) avait vu le concile de Toulouse, ouvert au lendemain de son intronisation. On reconnaît sa main dans le concile d'Albi de 1254, qui en renouvela les dispositions principales. C'est déjà significatif. L'organisation, en octobre 1243, d'une association ou confrérie contre les hérétiques et les Vaudois, dont Doat nous a conservé les statuts[2], n'est pas moins significative; car la pre-

1. *Recueil des ordonnances,* XVI, p. 9.

2. « In nomine Patris, et Filii et Spiritus Sancti. Amen. [Anno] ab incarnatione Domini M° CC° XLIII°, mense octobris. Conoguda causa sia a tots homes presens et endevenidors que nos Durans, per la grace de Dieu avesque d'Alby, pessans et cossirans los endevenimens de las causas, et la malice del segle que creiss cascun dia, et los trebaills que nos et la gleia d'Alby avem sufferts sa enreires per defaillida de cosseill et d'aiuda, et quar non podiam tener drechura aissi coma nos degram, ad honor de Diu et de Ma Dona santa Maria et de Ma Dona santa Cecilia et de santa Fe, ad eissaussament de la fe de Jesus Christ et de la chrestiantat et ad abaissament et encaussament d'eretguia et de Vaudezia et de tota mala error, et a deffendement de drechura, et que nos poscam meils tener drechura al ric et al paupre de la ciutat d'Alby et de foras, agut cosseill de mots savis et de grands homes, avem establida cofrairia et compainnia ab nostres ciutadas en aital forma.

« Al commensament nos avem establit que toig li cofraire que en aquesta cofrairia so ni seran per adenant, prometo amor et fezentat et garda et valenssa et compainnia et aiutori a tot lor poder liaument et a bona fe segon Deu et segon drechura per tots temps l'us à l'autre, et toig essems contra tots homes et contra totas femnas, salva nostra seinnoria et de nostres successors en totas causas; et la nuig de santa Cecilia, cadaus dels confraires aporte o fassa aportar sa luminaria aital com Deus li mettra el coratgue a la gleia de Ma Dona santa Cecilia que es nostre caps, et que toig li confraire que presens seran en la vila sio lo dia a la messa, se per autra necessitat no s'en laissavo.

« Et avem mais establit que se negus dels confraires casia em

mière condition à remplir pour y entrer était la profession de la foi catholique et l'engagement de n'avoir aucune par-

paubretat o em malautia et non ages del seu de ques pogues fornir, que toig li cofraire li valguesso et vida et mort.

« Et avem mais establit que negus hom que sia sospeigz d'eretguia ni de vaudezia no sia receubuts en aquesta confrairia; et se alcus qui fos receubuts n'era sospeigz, desque sera causa saubuda, de mantenent fos fora de la cofrairia; et quant nos ou la gleia de Roma requerram los cofraires, eill nos seran tenguig d'aiudar a tot lor poder a deneaussar eretguia et vaudezia et a far justitia d'eretgues et de vaudes desque serian jutgaig per la gleia et de totz lors valedors et lors deffendedors els enqueredors que seran establig per la gleia a far la enquesitio d'eretguia et de vaudezia, ell seran tenguig de gardar et defendre els coma lor cor meteiss.

« Et avem mais establit que se per aventura per la forsa ou per la malicia d'alcus ou en qualque maneira nos no poguessem tener drechura ni far aver son dreig al paubre[1] coma al ric, li confraire nos y aiudario a lor poder al semoniment que nos ou nostra cortz lor fariam; et se alcus dels cofraires avia plaig ou contrast en alcuna maneira ab autre que no fos confraire et per sa forsa ou per son orguill no volia far al cofraire a conoguda d'amicqs ou dreig en cort, tot li autre confraire li valguesso ad aver son dreg et a garar de forsa; et se l'us cofraire fazia forsa a l'autre et no volia far a conoguda d'amics ou dreig en cort, negus dels cofraires no il fossa tenguts d'aiudar; et se per aventura era contrastz entre deux confraires d'alcuna causa l'us dels no volgues penre de l'autra conoguda d'amics ou dreig en cort far a l'autre, toig li autre confraire li fosse tenguig d'aiudar a son dreig retener contre aquell que no volria far dreig ou acordier desque lo cosseils ni la cofrairia lon auria amonestat. Et tot li cofraire que so ni seran en aquesta cofrairia per adenant an promes et prometon a nos que tot essems et cadaus per si deffendran et aiudaran a deffendre a bona fe nostras drechuras et nostra sennoria contra totz homes enteirament et no la mermeran ni la laissaran mermar a lor poder. Et nos avem lor promes que nos, coma bos senner, lor tengam drechura et los deffendam a dreig contra tots homes et lor et lors causas a[2] nostre poder; et eill an promes et prometran toig essems et cadaus per si que eill ab aiuda de nos deffendran et gar-

1. Ms. : *son dreig aitam de al paubre.*
2. Ms. : *et nostre.*

ticipation avec l'hérésie. Dans cet épiscopat, d'ailleurs, tout se tient. Que l'évêque réconcilie Bernard Jean, d'Albi, vers

daran las franquesas et las drechuras de la ciutat d'Albi dedins et deforas segon Deu et segon dreig a lor poder, salva nostra seinnoria et totas causas ; et nos avem promes ad ells que nos las deffendrem et las lor aiudarem a defendre lialment et a bona fe contre tots homes a nostre poder coma bos seinner.

« Et avem stablit que negus hom que d'aici enant auciza home d'Albi ni degun home que fos d'aquesta cofrairia, negus hom nol pogues guidar ad Albi; et se negus hom raubaba home d'Albi d'aici enant, negus hom nol pogues guidar a la ciutat d'Alby, se nos non o faziam tro que aia emendat la raubaria.

« Et avem establit que qui penra heretgue ni vaudes, el redra a nos et a la cofrairia, nos li farem pagar per nos et per la cofrairia un march d'argent, et toit li cofraire d'aquesta cofrairia que aras so ni per adenant seran an promes et prometran a nos que eill no fasso establiment negu ni neguna convenenssa entrels ni ab autres que sia contra nos ni contra nostra seinnoria ni per que nostre drechura se posca amermar; et se algus los avia faigs, o fos confraira ou autre, al somoniment que nos lui faram no los volia revocar, toig li cofraire ne serian tenguig de valer et d'aiudar a revocar aquels establiments et aquelas convenensas contre totz homes a lor poder; et an promes mai et prometran que ell no fasso negun autre establiment ni neguna autra convenensa entre lor ni ab autras senes nostra saubuda et senes nostra volontat. Et nos avem promes a lor que nos no fassam establiment ni convenenssa ab negun home que os contra lor ni contra lors establiments de la cofrairia que sobre escriut so.

« Et avem establit que cant nos o nostra cortz auria ops dels cofrairas per alcune fazenda o per alcun besoing, que eill s'ajusto toig aqueill que seran preseng la on lo cosseills de la cofrairia los mandara, et lo cosseills es tengutz de lor mandar al somoniment de nos o de nostra cort.

« Et avem mai establit que negus no sia receubutz en aquesta cofrairia d'aquesta hora adenant que aia na leig ad alcus dels cofrairas entro que s'en sia ab luy pauzatz per si o per jutgament, et tot li cofraire que aras so ni per adenant seran en aquesta cofrairia juraran sober santz Evangelis que eill lialment a bona fe a lor poder tot aisso que sobre escriut es gardaran et tendran; et en Durans de Foissenx, et en Peire Laurens, et en Bertrans

1236[1], qu'il assiste comme témoin, en 1245, à l'interrogatoire de plusieurs femmes hérétiques, Arpais, Fays, Philippine, par exemple[2], ou qu'il perçoive les confiscations[3], il obéit à la même idée ; et cet évêque, très méridional de tendances, puisque, contrairement aux habitudes des chancelleries épiscopales qui se servaient du latin, il faisait usage de la langue romane, combattait avec conviction les Vaudois, les Cathares, les hérétiques de tout nom, dont la dis-

de Caramans, et en W. Grezas, et en Peire Boueills, et en Namat lo Fabre, en Cogorla mos fraire, et en Guiraud Audebertz, et en Esteves Coms, et en Johans de Martols, et en W. Salvi, et en Domengue Barraus, et en Ramon de Soeill, et en Gui de Cuc, nos toig essems per nos et per tots los autras cofraires que aras so ni per adenant seran en aquesta cofrairia ab commandament del seinner avesque soberdig, avem jurat sober Sanctos Evangelis tocatz corporalment que nos toig essems et cadaus per si tengam et gardem a bona fe segon Deu et segon drechura a nostre poder aquesta amor et aquesta compaignia per aras et per tots temps, et totz aquetz establimentz et aquestas promissios que sobre escriut so ; et toig aquel que volran esser en aquesta cofrairia faran aquest meteiss sagrament quant volran esser cofraire. Et nos Durans, avesque d'Alby sobredig, veseins et conoissens certanament que aisso es faig ad honor de Deu et de Sancta Gleia et ad eissaussament de la fe et de la chrestientat et a mantenement de drechura, laudam et autorgam et cofermam per nos et per nostres successors aquesta compaignia et aquesta cofrairia aissi co soberdig es, et totz los establimentz que sobre scriut so ; et nos reddem caps et capdels d'aquesta cofrairia et ap durabla fermetat avem sagellada aquesta present carta de nostre sagel » (Doat, XXXI, fol. 47-51).

1. Doat, XXXIII, fol. 273.

2. Doat, XXII, fol. 264, 296 ; XXIV, fol. 203.

3. 30 avril 1248, Albi : quittance faite à W. de Foissenx pour des biens d'hérésie (Doat, XXXI, fol. 143-144). — 30 juin 1248, Albi : autre quittance pour des biens d'hérésie délivrée à W. Roger (ibid., fol. 146-147). Ces deux quittances sont rédigées en langue romane.

parition devait un jour aider à asseoir la puissance royale autant que servir à la pleine liberté de l'Église. Il créa ainsi une tradition qui fut suivie par Bernard de Combret, son successeur (1254-1271)[1], malgré les relations pénibles de ce dernier avec le sénéchal de Carcassonne, et, partant, avec le roi[2]. Cette tradition fleurit surtout sous l'épiscopat de Bernard de Castanet (1275-1308).

J'ai eu déjà l'occasion de parler de Bernard de Castanet, dont les rapports si tendus avec l'hérésie finirent par amener la commission pontificale de 1306[3]; mais alors je n'ai rien dit de son action comme juge ordinaire; car c'est comme tel que, avec l'inquisiteur, il procéda aux interrogatoires des prévenus dans sa maison épiscopale d'Albi. Les interrogatoires faits par lui ou en sa présence s'élèvent au total de cent vingt-neuf, sauf erreur, ce qui ne veut pas dire qu'il ait reçu les aveux de cent vingt-neuf personnes, la même personne revenant plusieurs fois pour compléter l'instruction de l'affaire[4]. Cette réserve faite, les interrogatoires

1. Le 11 mars 1263 (n. st.), dans le cimetière de Lombers, il assiste à la sentence d'exhumation prononcée contre Guillelme, femme de Bernard Carsiprès, de Limoux, d'après un vidimus de 1331 (Doat, XXXII, fol. 113 v°-124).

2. A propos d'une chevauchée faite par cet évêque malgré la défense du sénéchal, il fut ajourné devant la cour du roi saint Louis (1259), bien que l'archevêque de Bourges prétendît en connaître comme métropolitain (*les Olim*, t. I, p. 460, VII). C'est peut-être dans un esprit de représailles qu'à la mort de l'évêque le sénéchal mit la main sur le temporel de l'évêché d'Albi, ce qui ne s'était jamais fait (*Ibid.*, p. 881, I).

3. Voy. plus haut, p. XXXVIII.

4. En réalité, Bernard de Castanet interrogea quarante-sept personnes. — Bernard de Castanet, originaire de Montpellier (« Quia Magalonensi diocesi et villa Montispessulani traxit originem. » Charte ancienne rapportée par le *Gallia christiana*, I, 20, 21; Bernard Gui, dans Baluze, *Vitae pap. Aven.*, I, 719; *Flores*

se distribuent de la manière suivante : dix sont de septembre-octobre 1285 et nous sont fournis par Doat[1]; cinquante-huit appartiennent au ms. lat. 12856 de la Biblio-

chron., dans *Historiens de France*, XXI, 603; Amalric Auger, dans Baluze, *Vitae pap. Aven.*, I, 728), était auditeur du Sacré Palais, quand il fut promu à l'évêché d'Albi, au mois de mars 1276. Trois traits distinguent son long épiscopat : d'abord la magnificence des constructions; Bernard de Castanet bâtit, en effet, la maison épiscopale, véritable palais, véritable forteresse aussi, dominant la rivière du Tarn; il commença Sainte-Cécile, que l'on peut regarder comme le chef-d'œuvre de l'architecture gothique dans le Midi; il posa la première pierre de l'église des frères Prêcheurs d'Albi, qui ne fut pas sans gloire; — ensuite, une fermeté remarquable pour maintenir l'église d'Albi dans ses avantages temporels et assurer à son siège une place éminente dans l'édifice féodal; il fit, en effet, reconnaître par le roi sa juridiction sur un bon nombre de lieux et exigea de la ville l'hommage dû; — enfin, un grand zèle pour la pureté des mœurs chrétiennes et l'intégrité de la foi; il prononça, en effet, des sentences rigoureuses contre un chanoine et un laïque coupables; usant de sa prérogative de juge ordinaire, il montra au sein de l'Inquisition une grande activité contre l'hérésie, encore assez répandue dans son diocèse. Cette fermeté et ce zèle lui valurent bien des tribulations : de la part des hérétiques, une émeute retentissante qui faillit emporter le palais épiscopal et mit l'évêque à deux doigts de la mort, puis des plaintes qui furent suivies d'une enquête ouverte par le pape Clément V; de la part de Philippe le Bel, la demande d'un procès canonique qui amena une suspension de fonctions, mais dont il sortit absous. Il fut transféré à l'évêché du Puy en 1308. Jean XXII, successeur de Clément V, se souvint cependant de ses épreuves; en 1316, il le créa cardinal-évêque de Porto; mais Bernard de Castanet mourut l'année suivante, le 14 août 1317 (*Gallia christiana*, I, 20-22; Bernard Gui, *Flor. chron.*, dans *Historiens de France*, XXI, 703 et suiv.; Baluze, *Vitae pap. Aven.*, I, 134, 152, 165, 718, 719; Gariel, *Series praes. Magal.*, 446; Compayré, *Étude historique sur l'Albigeois*, 75, 246-249; *Hist. génér. de Languedoc*, IV, 660 et suiv.; V, 1347 et suiv.; *Regestum Clementis papae V*, nos 2267, 2268, 2893, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373).

1. XXVI, fol. 245-254, 255, 258, 260, 261, 266, 269, 275.

thèque nationale[1]; ils vont de janvier 1286 à septembre 1287; soixante-un, des années 1299 et 1300, sont contenus dans deux manuscrits originaux, le ms. de Merville, qui est le registre même dressé pour l'évêque, et le ms. lat. 11847 de la Bibliothèque nationale, provenant vraisemblablement du notaire de l'Inquisition[2]. Ces interrogatoires ne se distinguent pas des autres interrogatoires connus; ils sont faits dans la même forme; s'ils portent plutôt sur les accointances de personnes que sur les doctrines, ils présentent un réel intérêt pour l'histoire de l'albigéisme en Albigeois.

Ces interrogatoires furent-ils suivis chacun d'une condamnation? Les rôles des confiscations pour Albi pendant les premières années du xiv[e] siècle (1305-1313) fournissent des noms de condamnés. J'y relève[3] Vital Vinhalz, d'Albi, dont le procès s'ouvrit devant Bernard de Castanet, le 3 mars 1286

1. Titre de ce ms. : *Recueil d'interrogatoires d'hérétiques albigeois faits par l'évêque d'Albi, extraits par Barthélemy Planarutz, archiprêtre de Lauzertz, le 26 octobre 1574, des archives de l'inquisition de Toulouse* (1285-1303). — C'est un vol. in-fol., papier, 142 feuil. Bibliothèques Coislin et Saint-Germain, 396. Copie faite en 1574. D'après le titre, ce recueil descend jusqu'en 1303. C'est qu'il comprend deux parties. La première embrasse les interrogatoires de janvier 1286 à septembre 1287, du fol. 1 au fol. 62. La seconde (fol. 64-141) fournit d'autres interrogatoires de 1299 à 1303, mais se trouve faire double emploi avec les originaux que nous possédons (voy. la note qui suit). La copie de la première partie est assez bonne et pourrait, telle qu'elle est, être publiée.

2. In-fol., parchemin, 305 mill. × 217 mill. Début du xiv[e] siècle. Bibliothèques Coislin et Saint-Germain, 395. Fac-similé dans le recueil des fac-similés de l'École des chartes, n° 98. J'ai décrit le registre du château de Merville : *Manuscrits du château de Merville*, p. 30 (Paris, Picard, in-8°). Ces deux mss. contiennent les nouvelles dépositions de Guillaume de Salavert et de Isarn Coll, en 1319, lesquelles furent reçues par Jean de Beaune, inquisiteur.

3. Doat, XXXIII, fol. 258 v°.

(n. st.)[1], et Pons Nicolas, d'Albi[2], interrogé par l'évêque le 7 mars suivant[3], puis, dans la seconde série des interrogatoires (1299-1300), Bérenger Adémar[4], Bérenger Bros[5], Bérenger Fumet[6], Bertrand de Montégut[7], Galhard Fransa[8], Guillaume Fenassa le Boiteux[9], Guillaume Goulfier[10], Jacques Fumet[11], Lambert de Fouissenx[12], Pierre Rigaud[13], Pierre Taillefer[14], Raymond Auger[15], Raymond Hugues[16] et Raymond Garcias[17], tous bourgeois d'Albi; il faut y joindre

1. Bibl. nat., ms. lat. 12856, fol. 37.
2. Doat, XXXIII, fol. 267 v°.
3. Bibl. nat., ms. lat. 12856, fol. 61.
4. Doat, XXXIII, fol. 230 v°, 253, 264, 271; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 33 v°; ms. de Merville, fol. 33 v°.
5. Doat, XXXIII, fol. 229, 249 v°, 267; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 9; ms. de Merville, fol. 9.
6. Doat, XXXIII, fol. 223, 249; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 24 v°; ms. de Merville, fol. 24 v°.
7. Doat, XXXIII, fol. 227 v°, 254; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 21; ms. de Merville, fol. 21.
8. Doat, XXXIII, fol. 222, 250 v°, 266 v°, 271; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 22; ms. de Merville, fol. 22.
9. Doat, XXXIII, fol. 207, 232, 268; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 26; ms. de Merville, fol. 26.
10. Doat, XXXIII, fol. 224, 252, 266 v°; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 23; ms. de Merville, fol. 23.
11. Doat, XXXIII, fol. 219 v°, 247 v°, 265, 269 v°; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 20; ms. de Merville, fol. 20.
12. Doat, XXXIII, fol. 220 v°, 255; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 36; ms. de Merville, fol. 36.
13. Doat, XXXIII, fol. 226 v°, 267 v°; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 38; ms. de Merville, fol. 38.
14. Doat, XXXIII, fol. 230, 257, 269 v°; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 23 v°; ms. de Merville, fol. 23 v°.
15. Doat, XXXIII, fol. 227, 270 v°; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 8; ms. de Merville, fol. 8.
16. Doat, XXXIII, fol. 255; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 26 v°; ms. de Merville, fol. 26 v°.
17. Doat, XXXIII, fol. 259 v°; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 32 v°; ms. de Merville, fol. 32 v°.

Jean Baudier, dont les biens furent saisis en janvier-février 1300 (n. st.)[1].

Il résulte de cette constatation qu'un bon nombre des prévenus de 1299 et 1300 furent jugés coupables et condamnés à la prison perpétuelle, qui entraînait la confiscation des biens. Par qui furent prononcées les sentences? Il est inutile de le rechercher, puisqu'elles ne nous sont pas parvenues. Probablement l'évêque n'y resta pas étranger, car il fut enveloppé dans l'opposition si résolue faite à Nicolas d'Abbeville, l'inquisiteur que nous trouvons à côté de lui à l'audience et qu'il s'efforça de soutenir[2]; ainsi il appliqua, bien avant le concile de Vienne, le principe de l'union des deux pouvoirs du juge ordinaire et du juge délégué, que Clément V devait rendre obligatoire.

Je n'ai plus à signaler maintenant que trois pièces des années 1300 et 1301, qui nous montrent Bernard de Castanet prenant une part des confiscations, tandis que le roi prenait l'autre[3]; situation délicate à l'égard d'un roi comme Philippe le Bel et qui ne porta pas bonheur au prélat. Encore aujourd'hui son nom évoque de bien sombres tableaux devant l'imagination de plus d'un habitant d'Albi; il est une des trop nombreuses victimes de la légende. Ses ennemis ne lui reprochèrent pas d'avoir livré des hérétiques soit d'Albi, soit de Cordes ou de Castres, au bras séculier; il employa la prison comme moyen d'obtenir les aveux. Un seul hérétique déclara devant un autre évêque d'Albi,

1. Doat, XXXII, fol. 315 v°; Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 25; ms. de Merville, fol. 25.

2. Le 26 avril 1299, Bernard de Castanet, à Carcassonne, est présent aux propositions de Nicolas d'Abbeville de relever le Bourg de l'excommunication et se porte son garant (Doat, XXXII, fol. 283-288; Mahul, *Cartulaire*, V, 651).

3. Doat, XXXII, fol. 189-190, 193-197, 315 v°-323.

Béraud de Farges, le 5 mars 1319 (n. st.), avoir autrefois fait sa confession à Bernard de Castanet et à Guillaume de Morières, inquisiteur, *vi tormentorum*[1], expression légèrement vague, qui ne signifie pas nécessairement la torture, d'ailleurs autorisée à cette date[2]; sans compter qu'Isarn Coll, l'hérétique en question, avait intérêt, pour révoquer cette confession, à dire qu'il n'avait pas été libre en la faisant. Ne se trouvera-t-il donc personne qui entreprenne d'écrire sur Bernard de Castanet une monographie approfondie? Le constructeur de Sainte-Cécile et de la superbe maison épiscopale n'aurait pas trop à craindre de l'histoire impartiale; par la hauteur et l'intégrité du caractère, il a mérité tout au moins son respect. Ce que c'est que de nous et comme les dispositions des hommes sont changeantes! En 1320, les consuls et habitants d'Albi, assemblés au cimetière de Sainte-Cécile, où l'évêque de Castres leur prêcha, acceptèrent de l'évêque de la ville et de l'inquisiteur Jean de Beaune, non seulement l'absolution canonique qu'ils avaient demandée avec instance, mais encore les conditions posées, qui contenaient virtuellement le désaveu de la conduite de leurs prédécesseurs : réparation des torts faits à Bernard de Castanet et aux inquisiteurs, et pour cela et en preuve, édification d'une chapelle dans l'église Sainte-Cécile ou au cimetière, construction du portail de l'église des frères Prêcheurs, une aumône de 50 livres tournois pour être appliquée à la nouvelle église des Carmes, érection de deux monuments

1. Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 43. — Le lendemain, 6 mars, l'évêque d'Albi et Jean de Beaune, inquisiteur, entendirent Guillaume Salavert, de Cordes, qui, au contraire, confirma les aveux faits antérieurement devant Bernard de Castanet, Nicolas d'Abbeville et Bertrand de Clermont, inquisiteurs (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 43; Ms. de Merville, fol. 30 v°).

2. Il sera plus loin parlé de la torture.

funéraires, l'un sur la tombe de Geoffroy d'Abluses au couvent des frères Prêcheurs de Lyon, l'autre sur la tombe de Foulques de Saint-George au couvent des frères Prêcheurs de Carcassonne, car ces deux inquisiteurs « in magna paupertate pro dictis persecutionibus decesserunt[1]. » Plus tard, le 1er février 1349 (n. st.), les consuls de Cordes s'engagèrent à leur tour à construire une porte décente à la chapelle du lieu et à y placer trois statues représentant l'évêque d'Albi et les deux inquisiteurs[2].

1. Doat, XXXIV, fol. 170-180. — Le 21 décembre 1320, Jean de Beaune, inquisiteur, accorda aux consuls d'Albi un sursis d'un an pour remplir leurs engagements (Doat, XXXIV, fol. 185).

2. « In nomine Domini. Amen. Per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod, anno a Nativitate ejusdem M° CCC° XLVIII°, indictione prima, mensis februarii die prima, pontificatus sanctissimi patris domini Clementis divina providentia pape sexti anno sexto, cum Azemarus de Salis et Petrus Raymundi, de Tonaco, domicelli, Benedictus Molinerii et Geraldus Matfredi, Guillelmus de Artallo et Raymundus de Grabdo, consules castri de Cordua, diocesis Albiensis, necnon xii consiliarii secreti secretariique quos dicti consules habere dicuntur, ac etiam nominatim Paulus Molinerii et Petrus Rotberti, consiliarii dictorum consulum, essent litteratorie citati Tholose coram venerabili et religioso viro fratre Petro Sicardi, ordinis Predicatorum, vicario et locumtenenti domini inquisitoris Tholosani heretice pravitatis super quibusdam officium inquisitionis tangentibus responsuri, venerunt et se personaliter presentaverunt coram domino vicario et locumtenente predicto in capitulo fratrum Predicatorum Tholose, in presentia nostrorum notariorum infrascriptorum, videlicet consules superius nominati, necnon Johannes de Nayaco, Johannes Capusii, Paulus Molinerii, Petrus Rotberti et Bernardus de Artallo, consiliarii dictorum consulum castri de Cordua, pro se ipsis et nomine totius universitatis et communitatis et singularium personarum de universitate et communitate castri predicti de Cordua; et pluribus tractatibus habitis inter ipsum et dictum vicarium et locumtenentem, ac etiam religiosos viros fratres Raymundum de Duroforti, priorem provincialem provincie Tholosane, Guillelmum de Bellofario, priorem

5. *Les évêques de Pamiers*. Je ne parlerai ici que de deux évêques de cette ville, Jacques Fournier et Dominique Grima ; leurs prédécesseurs ne paraissent pas s'être directement occupés de la poursuite des hérétiques au moins

conventualem Tholose, Bertrandum de Sancto Michaele, in sacra pagina professorem, ordinis fratrum Predicatorum, et venerabiles viros dominos Guillelmum Montanerii, ordinis Sancti Johannis Jerosolimitani, et Guillelmum Froterii, ecclesie Tholosane canonicum, decretorum doctores, consiliarios dicti domini vicarii et locumtenentis domini inquisitoris Tholosani, ad hoc specialiter vocatos, prefati consules et consiliarii pro se ipsis et nominibus quibus supra, deliberatione provida inter eos super hoc habita, promiserunt, sub ypotheca et obligatione omnium bonorum consulatus et totius universitatis dicti loci de Cordua, dominis episcopo Albiensi et inquisitoribus Tholosano et Carcassone absentibus, et nobis notariis infrascriptis stipulantibus pro eisdem ; et amicabiliter convenerunt facere construere et edificare seu fieri construi et edificari facere cum effectu in capella quam fecerunt claudi in dicto loco de Cordua de mandato superiorum suorum sub penis maximis et gravibus eisdem impositis, ut dixerunt, dominis episcopo Albiensi et inquisitoribus predictis, ad quos hujusmodi capelle ordinatio pertinet minime requisitis, nec ad premissa vocatis, unum portale lapideum decens et honorabile cum tribus ymaginibus lapideis novis et de novo faciendis, una videlicet in forma et figura reverendi in Christo patris domini episcopi Albiensis, et duabus una a dextera parte et altera a sinistra inquisitoris Tholosani et Carcassone in forma et figura et habitu ordinis Predic[a]torum ; que quidem ymagines ibidem in hostio dicte capelle seu supra portale ejusdem perpetuo remaneant in signum et memoriam dominorum episcopi et inquisitoris predictorum, supradicte universitatis et communitatis sumptibus et expensis.

« Fuit etiam actum ibidem et concorditer conventum inter dominum vicarium et locumtenentem predictum ac prenominatos consules et consiliarios, nominibus quibus supra, quod fiat, construatur et edificetur de novo scala seu scalare de lapidibus per quam seu quod habeatur libere ingressus ad dictam capellam ; et quod predicta portale et scalare fiant et edificentur juxta ordinationem, voluntatem et arbitrium dominorum episcopi et inqui-

par l'Inquisition. Bernard Saisset (1297-1308) eut assez à faire pour établir le siège nouvellement créé et se dépêtrer de la lutte ouverte à cette occasion entre Boniface VIII et Philippe le Bel, lutte dont il devait avec raison redouter

sitorum Tholosani et Carcassone predictorum; et si contingeret dictas ymagines seu earum aliquam quocumque casu frangi, rumpi, destrui, aut in aliquo ledi, in vituperium aut vilipendium eorumdem, quod predicti consules et consiliarii, universitas et communitas loci predicti et eorum successores, qui pro tempore fuerint, teneantur predictas ymagines fractas, ruptas, destructas aut in aliquo lesas reficere de novo, seu refici facere dicte universitatis et communitatis sumptibus et expensis, et in loco destinato, scilicet in portali dicte capelle, reponere seu reponi facere honorifice et decenter infra tres menses a tempore fractionis, ruptionis, destructionis et lesionis earumdem seu alicujus ex ipsis computandos, sub pena quingentarum librarum turonensium parvorum danda et aplicanda dominis episcopo Albiensi et inquisitoribus predictis, et per ipsos distribuenda in persequendo hereticos, credentes, fautores et receptatores eorum et inimicos Ecclesie et catholice fidei, et ad alia onera officii inquisitionis predicte supportanda juxta voluntatem et arbitrium eorumdem dominorum episcopi et inquisitorum predictorum; quam penam voluerunt incurrere si in predictis aut aliquo premissorum deficerent, et eandem solvere promiserunt dominis episcopo et inquisitoribus supradictis et nobis notariis infrascriptis, stipulantibus et recipientibus vice, loco et nomine eorumdem et aliorum quorum interest seu interesse potest aut poterit quomodolibet in futurum, sub ypotheca et obligatione omnium bonorum dicti eorum consulatus et universitatis loci predicti de Cordua.

« Promiserunt etiam domino vicario et locumtenenti predicto et amicabiliter convenerunt cum eodem prefati consules et consiliarii nominibus quibus supra dictam capellam decenter et sufficienter dotare pro divino officio ibidem honorifice celebrando ad expensas et sumptus dicti eorum consulatus, universitatis et communitatis castri de Cordua supradicti et providere ministro sacerdoti de necessariis et condescentibus stipendiis victui suo, ut ibidem missas celebrando possit et valeat deservire, taxandas et taxandos per dictos dominos episcopum et inquisitores prout super hoc duxerint ordinandum ad eorum arbitrium, de bono-

les conséquences. J'ai déjà indiqué pourquoi, sous Clément V, il se produisit une certaine accalmie dans la poursuite des hérétiques. Quant à l'autre évêque de Pamiers,

rum ac proborum virorum consilio, et prout in instrumento seu instrumentis super hoc alias confecto seu confectis latius continetur; eandemque capellam teneantur ornare de vestimentis et paramentis sacerdotalibus et altari condecentibus, et de calice et libro missali et aliis ornamentis et picturis congruis seu necessariis, prout in ordinationibus seu instrumentis super hoc dudum factis et habitis plenius etiam et latius continetur.

« Que quidem omnia et singula superius declarata et expressata prefati consules et consiliarii, nominibus quibus supra, eorum spontanea voluntate et dextris manibus versus IIIIor sancta Dei Evangelia elevatis, que dictus dominus vicarius et locumtenens in manu sua dextra tenebat aperta, juraverunt tenere, servare et complere et in nullo contrafacere vel venire, per se vel alium seu alios, aut aliam interpositam personam, aliquo tempore in futurum, sub virtute per eos prestiti juramenti et sub pena predicta per eos, quibus supra nominibus, promissa et per nos infrascriptos notarios solempniter stipulata, quam incurrere voluerunt totiens quotiens deficerent aut contrafacerent in premissis aut aliquo premissorum. Si autem contra premissa aut aliquod premissorum facerent vel venirent publice vel occulte, tacite vel expresse, voluerunt in aliquo non audiri et omne judicium et juris auxilium et audientiam super hoc sibi claudi et denegari super predictis, tanquam venientibus contra proprium juramentum. Et si forte consules et consiliarii predicti aut aliquis ex ipsis de universitate vel communitate castri predicti de Cordua in aliquo defecerunt contra officium inquisitionis Tholosane, quod non credunt, ymo penitus diffidentur, tanquam fideles et dicto officio inquisitionis et ejus preceptis obedientes, super quibus humiliter veniam postularunt, predictus dominus vicarius et locumtenens, attenta eorum devotione et affectione ac humiliatione, volens misericorditer agere cum eisdem, omnem offensam et injuriam, si quam fecerunt vel commiserunt contra inquisitionem Tholosanam vel officium ejusdem, quathenus ad eum spectat et potest et debet, de jure, vice et authoritate predicti domini inquisitoris Tholosani, misericorditer et gratiose remisit. De quibus omnibus tam dictus dominus vicarius et locumtenens cum consilio dictorum prioris et magistri, quam etiam consules et consiliarii prefati

Pelfort (*Pilusfortis*) de Rabastens, il ne fit que passer sur ce siège (1315-1317), tandis que Jacques Fournier y fut appelé (1317-1326) au moment où, avec le pontificat de Jean XXII, la poursuite rendue nécessaire par le mouve-

et superius nominati requisiverunt sibi retineri et fieri unum et plura, publicum seu publica instrumenta ejusdem continentie et tenoris inter eos distribuenda, dictandum seu dictanda, conficiendum seu conficienda per nos notarios infra scriptos cum consilio sapientum veritatis su[b]stantia in aliquo non mutata.

« Acta fuerunt hec in capitulo fratrum Predicatorum Tholose, anno, indictione, die et mense, pontificatu et anno predictis, circa horam meridiei, presentibus venerabilibus et religiosis viris fratribus Guillelmo de Bellofario, priore dicti conventus, magistro Bertrando de Sancto Michaele predicto, Johanne Pasqueti ordinis Predicatorum, ac etiam venerabili et religioso viro domino Guillelmo Froterii, canonico ecclesie Tholose, decretorum doctore, et domino Petro de Vallesor, presbitero, bacallario in decretis, oriundo de diocesi Tholosana, et magistro Roberto Fabri, sacrosancte Romane Ecclesie authoritate ac etiam inquisitionis Tholose heretice pravitatis publico notario et jurato. Et ego Radulphus Valoti, publicus Tholose et officii inquisitionis predicte notarius ac juratus, premissis omnibus et singulis una cum testibus suprascriptis et magistro Rotberto, notario predicto, presens interfui, et omnia premissa et singula una cum dicto notario recepi et stipulatus fui cum eodem, inclito principe domino Philippo, Francorum rege, regnante, et in hanc publicam formam redegi, manuque mea propria scripsi, cum interliniariis dictionibus *teneantur*, alias *fratribus*, *bacallario in decretis*, requisitus atque in testimonium omnium premissorum signum meum apposui sequens.

« Et ego Rotbertus Fabri, clericus, sacrosancte Romane Ecclesie authoritate et officii inquisitionis Tholose heretice pravitatis publicus notarius et juratus, premissis omnibus et singulis una cum eisdem testibus et magistro Radulpho Talati, publico Tholose et officii inquisitionis predicte notario interfui, et predictam stipulationem cum eodem notario recepi, ac presenti publico instrumento per eum recepto et confecto manu propria me subscripsi et signum meum solitum apposui in eodem in fidem et testimonium premissorum, sub anno, indictione, die, mense, pontificatu et loco predictis, vocatus, rogatus et requisitus » (Doat, XXXV, fol. 122 v°-129).

ment des fraticelles allait recommencer de plus belle. Le fait est que le futur Benoît XII déploya une activité fort grande. Du mois d'octobre 1318 au mois d'octobre 1325, il instruisit des procès pour hérésie et entendit des confessions qui remplissent ensemble un énorme registre (Bibliothèque du Vatican, fonds du Vatican, ms. 4030)[1]. Voici d'abord les procès avec les noms des témoins entendus :

Contra JACOBAM D'EN CAROT D'AX :
Bartholomeus de Ecclesia, presbyter de Suriaco.

1. Reliure de bois couvert de veau vieux avec enluminures empreintes; deux anciens fermoirs; à l'intérieur, sur le plat : B. n. 14. Parchemin, 375 mill. × 260 mill.; 314 feuillets à deux colonnes, sans foliotation. Cinq feuillets préliminaires non foliotés, qui contiennent une table des matières et trois lettres de Gilles Aycelin, archevêque de Narbonne (1290-1311), à Bernard Saisset, évêque de Pamiers, et aux abbés, prieurs, etc., portant communication de trois bulles de Clément V : 1° sur la convocation d'un concile général; 2° contre les Templiers, avec les articles de l'enquête à faire sur eux; 3° contre les détenteurs des biens des Templiers. Fol. 1 (après les cinq feuillets préliminaires) : « Confessio Raymundi de Costa, heretici Valdensis et dyaconi in illa secta. » — Explicit, fol. 314 *d* : « Eadem originali transcripsi fideliter et correxi. » Belle écriture du temps; état parfait. Les catalogues anciens de la bibliothèque des papes, à Avignon, signalent deux manuscrits contenant des *processus inquisitionis* instruits par Jacques Fournier : « Item, processus domini Benedicti pape CONTRA HERETICOS, dum erat episcopus Appamiarum, coopertus corio albo, qui incipit in secundo folio post tabulam errorum : *dictus,* et finit in penultimo folio : *in crimine.* » — « Item, processus CONTRA HERETICOS, cooperti corio viridi, qui incipiunt in secundo folio : *suam,* et finiunt in penultimo folio : *capellanos* » (R. P. Ehrle, S. J., *Historia bibliothecae Romanorum pontificum,* I, p. 338 (n° 661), 358 (n° 925). — M. Ch. Molinier a donné une description et une analyse du ms. 4030 : *Études sur quelques manuscrits des bibliothèques d'Italie concernant l'Inquisition et les croyances hérétiques du XIIe au XVIIe siècle,* p. 89 et suiv., 181 et suiv. (Paris, Leroux, 1887, in-8°. Extr. des *Archives des missions scientifiques et littéraires,* t. XIII).

Guillelmus Causo, monerius de Ax.
Gualharda, filia Petri de Canals, de Saurato.
Petrus Rubei, rector ecclesie de Merenchis.

Contra Arnaldum de Savinhaco, de Tharascone :
Bertrandus Corderii, de Appamiis.
Petrus de Maishelaco, de Tarascone.
Johannes Yfortus, de Tarascone.

Contra Berengarium Scola, de Fuxo :
Gentilis, uxor Petri Scola.
Faber de Montealto.
Guilhelmus Bauzelh, procurator rectoris ecclesi Ventenaco.
Gaufridus de Ventenaco.

Contra Guillelmum Austatz, de Ornolaco :
Gualharda, uxor Bernardi Ros, de Ornolaco.
Alazaicis, uxor Petri de Borda, de Ornolaco.
Raymundus Barravi, clericus de Ornolaco.
Julianus, clericus de Ornolaco.
Barchinona, uxor Bernardi de Borda, de Ornolaco
Petrus de Borda, de Ornolaco.

Contra Beatricem, uxorem Othonis de Ecclesia, quonda Adalone :
Guillelmus Rosselli, de Adalone.
Guillelmus de Monte alto, rector de Adalone.

Contra Guillermam, uxorem Bernardi Benet :
Alazaicis, uxor Petri Munerii, de Ornolaco.
Gentilis, filia Guillermi Ros, de Ornolaco.
Raymundus Beneti, de Ornolaco.

Contra Raymundum Valsiera, de Ax :
Johannes Barra, de Ax.
Petrus de Galhaco, de Tarascone.

Contra personas nominatas a predicto Valsiera, contra Si nem Barta :
Guillerma, uxor Pradas Savinha, de Ax.

Contra Bernardum Franca, de Golerio, de Vic de Sos :
Guillelmus Seguelati, de Golerio, parrochia de So
Guillelmus Bertrandi, de Golerio, parrochia de So
Raymundus Mediaville, de Golerio, parrochia de S

Bernardus Maria, de Golerio, parrochia de Sos.
Arnaldus Augerii, de Golerio, parrochia de Sos.
Petrus Babas, de Golerio, parrochia de Sos.
Arnaldus Maurini, de Golerio, parrochia de Sos.

Contra Raymundum de Area, alias Borde de Tinhaco :
Guillermus de Cornellano, de Lordato.
Raymundus Seguini, de Tinhaco.
Arnaldus Laufre, de Tinhaco.

Contra Arnaldum Textorem, de Sellis :
Guillelmus Perdiguator, de Sellis.
Johannes de Sellis.
Arnaldus Bertrandi, de Rupe Ulmesii.
Petrus Gilberti, de Sellis.

Contra Adalaicam, filiam Aicredi Boreti, de Caussone :
Guillelmus d'en Home de Lassur.

Contra Raimundum Sicredi, de Asco :
Bernardus Gumberti, de Ax.
Joan Petri Amelii, de Ascone.
Bernardus Vincentii.
Asco de Podio, de Ascone.
Bernardus Poncii, de Ascone.

Contra Arnaldum Savinhani, de Capite pontis Tarasconis :
Vesianus Textoris, de Capite pontis Tarasconis.
Guillermus Tibaldi, de Tarascone.
Johannes Montanerii, de Tarascone.

Contra Amelium de Rivis, vicarium perpetuum de Unaco :
Nicholaus de Prato, presbyter.
Bartholomeus Ugonis de Savarduno, claverius prioratus de Unaco.

Contra Arnaldum de Vernhola, de Mercatali :
Johannes Ferrerii, de Boregia.
Guillermus Ros, de Rivobuxa.
Guillermus Bernardi Jot, de Gauderiis, diocesis Mirapiscensis.
Guillermus Bonrii, de Plano Vilarii.
Guillermus Pecs, de Rivobuxa.
Frater Petrus Recort, ordinis Carmelitarum.

Omnes studentes Appamiis.



Contra Arnaldum de Vedelhaco :
Bernardus Joan, rector de Vedelhaco.
Ademarius, de Vedelhaco.
Contra Bertrandum de Taxio, militem, de Appamiis :
Margarita Amelii, de Asco.
Guillelmus de Rodesio, de Tarascone.
Johannes Davini, burgensis Appamiensis.
Blanca, uxor Guillelmi de Rodesio.
Guillelmus de Area, de Querio.
Guillelmus Bernardi, de Luzenacho.
Contra Petrum Guillermi seniorem, de Unaco :
Bartholomeus Ugonis, de Savarduno.
Simon Geraldi, mercarius de Ax.
Contra Aycredum Boreti, de Caussone :
Raymundus Bec.
Vitalis Recordi, de Caussone.
Gausia, uxor Bernardi Palerii, de Caussone.
Raymundus Parent.
Bernardus Boreti, de Caussone.
Contra Petrum d'en Hugol, Petrum Petri, Jacobum Tarterii de Querio :
Bernardus Minoris, textor, de Ulmeto.
Guillermus Bernardi, de Ulmeto.
Contra Petrum de Bastida Seronis :
Bernardus Maestre, de Heremo.
Petrus Bernardi de Alavat, de Ugenacho, parrochie de Ganaco.

De plus, l'évêque entendit les confessions ou aveux de quatre-vingt-quinze prévenus, dont l'énumération serait ici fastidieuse. Plusieurs de ces confessions ont une ampleur inaccoutumée. Par exemple, celle de Raymond de Costa, Vaudois et diacre, remplit les dix-sept premiers feuillets du registre[1]; celle de Pierre Maurin de Montaillou compte vingt-huit feuillets. Elles fournissent

1. La copie m'en a été envoyée par M. l'abbé Vidal, du diocèse

d'amples renseignements de toute sorte. Elles présentent aussi, plusieurs du moins, un intérêt véritable pour l'histoire des doctrines. Par exemple, celle de Raymond de Costa montre que les Vaudois ne s'en tenaient plus à la morale : ils avaient dès lors un dogme et un corps de doctrine sur les sacrements diamétralement opposés à la foi de l'Eglise romaine.

Le ms. du Vatican offre une particularité qui me paraît digne d'être signalée, car elle est certainement rare. L'inquisiteur de l'Aragon avait précédemment reçu des dépositions ou aveux de deux des prévenus. Il les adressa aux inquisiteurs de Pamiers dans leur forme authentique. Nous avons ici la preuve que la règle, précédemment fixée, qui imposait la communication des dossiers dans le cas où un prévenu déjà interrogé par un inquisiteur passait sous la juridiction d'un autre inquisiteur, fut effectivement suivie.

Au total, le ms. du Vatican nous fait connaître les dépositions ou charges de cent deux hérétiques : c'est le nombre des prévenus avec lesquels l'évêque de Pamiers eut affaire. A qui voudrait suivre l'issue des procès engagés, il faut signaler les « sermons » publics tenus à Pamiers le 2 août 1321, les 4 et 5 juillet 1322, le 19 juin 1323, que Limborch a publiés[1], les consultations inquisitoriales de l'année 1324 fournies par Doat[2], enfin d'autres consultations inquisitoriales de 1329[3], provoquées par Dominique Grima, succes-

de Pamiers, autrefois élève de l'Institut catholique de Toulouse, maintenant chapelain de Saint-Louis-des-Français. Elle comprend près de 200 pages in-8°. Je dois à M. l'abbé Vidal les principaux renseignements sur le manuscrit lui-même.

1. *Liber sententiarum*, p. 286 et suiv.

2. XXVIII, fol. 43, 46 v°. Publiées dans mon mémoire spécial déjà annoncé.

3. Doat, XXVII, fol. 140, 146 v°. Ibid.

seur de Jacques Fournier, lesquelles, — je parle de celles de 1329, — rendirent à la liberté plusieurs des hérétiques que Jacques Fournier avait condamnés au « mur. »

Je viens de prononcer le nom de Limborch : tout le monde sait que nous lui devons l'édition du *Liber sententiarum* de Bernard Gui. Or, l'évêque de Pamiers a fait avec cet inquisiteur plusieurs actes de poursuite. C'est ainsi que le *Liber sententiarum* nous le montre à l'œuvre.

1°. Le 8 décembre 1319, à Carcassonne, l'évêque de Pamiers et l'évêque de Saint-Papoul, juges dans la cause en vertu d'un mandat apostolique, condamnent Bernard Délicieux à la prison perpétuelle et lui assignent pour cachot « strictum murum qui situs est inter civitatem Carcassonae et flumen Araris[1]. »

2°. Le 2 août 1321, à Pamiers, dans le cimetière Saint-Jean *extra muros*, Jacques, évêque de Pamiers, Bernard Gui et Jean de Beaune, inquisiteurs, prononcent quatre sentences, *de crucibus*, *immurationis*, *contra relapsum*, *contra duos valdenses*[2].

3°. Les 4 et 5 juillet 1322, à Pamiers, dans le cimetière Saint-Jean *extra muros*, Jacques, évêque de Pamiers, avec l'évêque de Mirepoix, Bernard Gui et Jean de Beaune, inquisiteurs, et l'official de Rieux, tient un « sermo publicus, » où ils prononcent des grâces de croix, des délivrances de prison, des pénitences et des condamnations au « mur[3]. »

4°. Le 19 juin 1323, à Pamiers, Jacques, évêque de Pamiers, Bernard Gui et Jean de Beaune, inquisiteurs, font un « sermo publicus[4]. »

5°. Les 4 et 5 juillet 1322, à Pamiers probablement,

1. Limborch, *Liber sententiarum*, p. 268-273.
2. Ibid., p. 286-289.
3. Limborch, *op. cit.*, p. 291-298.
4. Ibid., p. 393. Les noms des intéressés sont seuls donnés.

Jacques, évêque de Pamiers, Bernard Gui et Jean de Beaune, inquisiteurs, rendent une sentence d'exhumation contre deux hérétiques morts dans l'impénitence[1].

Le fonds Doat fournit quelques autres indications utiles pour apprécier l'activité de Jacques Fournier comme juge. Le tome XXVII donne ce simple renseignement qu'il avait entendu le carme Pierre Record[2], que son successeur condamna; mais, dans le tome XXVIII, Jacques Fournier reprend ce grand zèle qui éclate dans le ms. 4030 du Vatican :

1°. Les 7, 8, 9 et 22 août 1324, à Pamiers, *in camera episcopali*, assisté de Jean du Prat, inquisiteur, il entend une dernière fois vingt-trois témoins ou prévenus dont l'instruction touche à sa fin; ils confirment leurs aveux antérieurs[3], contenus, plusieurs du moins, dans le ms. du Vatican.

2°. Les 9, 10 et 11 août 1324, à Pamiers, *in camera episcopali*, assisté du même inquisiteur, il fait, en présence d'un grand nombre de conseillers, une consultation inquisitoriale, qui occupe quatre séances et qui porte sur chacun des divers prévenus dont le sort va se décider[4].

3°. Le 12 août 1324, à Pamiers, dans le cimetière Saint-Jean *extra muros*, l'évêque de Pamiers tient un *sermo publicus* dans la forme ordinaire de ces actes, serment des officiers séculiers, sentence d'excommunication contre ceux qui font obstacle à l'Inquisition, grâce des croix, délivrance de la prison, abjuration des condamnés qui reçoivent un allégement de peine, peine des croix, condamnation au « mur[5]. »

1. Ibid., p. 333. Leur procès se trouve dans le ms. 4030 du Vatican.
2. Fol. 150 v°.
3. Fol. 39 v°-43.
4. Fol. 43-56.
5. Fol. 56-76.

4°. Le 13 août 1324, à Pamiers, dans l'église du Camp, l'évêque de Pamiers et Jean du Prat, inquisiteur, condamnent plusieurs faux témoins « ad standum in scala, » un dimanche, devant l'église du Mercadal ou du Camp, et, un jour de marché, sur la place, et à la prison, qu'ils feront aux Allemans[1]. Même jour, grâce des croix est faite à la femme Gausie; et l'on procède à la dégradation de Guillaume Traver (*Traverii*)[2].

Même jour, sentence contre Bernard Clerc (*Clerici*) et Raymond *de Garanone*, condamnés, le premier, « ad strictum muri Carcassone inquisitionis carcerem in vinculis ferreis ac in pane et aqua, » le second, « ad murum largum de Alamannis[3]. »

5°. Les 22 et 23 février 1325 (n. st.), à Carcassonne, l'évêque de Pamiers est présent et prend part à la consultation inquisitoriale provoquée par Jean du Prat, inquisiteur[4].

6°. Le 24 février 1325 (n. st.), à Carcassonne, Marché couvert, l'évêque de Carcassonne, l'évêque de Pamiers, Jean du Prat, inquisiteur, avec les commissaires des archevêques de Narbonne et de Toulouse, des évêques de Béziers, de Mirepoix et de Saint-Pons, tiennent un *sermo generalis*, où sont intéressés plusieurs hérétiques du diocèse de Pamiers.

Tel est l'exposé très sommaire des actes de Jacques Fournier, poursuivant l'hérésie comme juge, entendant les dépositions, condamnant, graciant ou prenant part aux *sermones* où comme tel il devait paraître. De tous les évêques du Languedoc, il est bien celui qui, sous le pontificat de

1. Fol. 76 v°-86.
2. Fol. 86.
3. Fol. 86 v°-93.
4. Fol. 96-107.

Jean XXII, a déployé le plus de zèle. Le rang suprême auquel il est parvenu et la réputation de haute vertu qu'il a laissée ne donnent-ils pas une valeur particulière à toute sa conduite dans cette affaire? S'il fut un des hommes les plus saints et les plus honorables de son époque, n'est-on pas amené à penser que la poursuite juridique des hérétiques répondait à quelque besoin réel, à quelque idée de justice sociale?

Son successeur, le dominicain Dominique Grima (1326-1347), fut, lui aussi, un homme de valeur. Théologien et exégète, il sut joindre à la science le goût le plus éclairé, puisqu'il fit construire au couvent de son ordre, à Toulouse, la chapelle de Saint-Antonin, dont les lignes sévères et élégantes furent relevées par des peintures du plus grand art[1], que nous admirons encore même dans leur état de dégradation. Il régla ses relations avec les hérétiques sur l'exemple de son prédécesseur et sur le droit public de l'époque, dont il n'eût pu s'écarter sans danger. Cependant, bien que son épiscopat ait duré vingt ans, les documents d'inquisition qui lui appartiennent ne sont rien en comparaison des actes se référant aux neuf années du pontificat de Jacques Fournier : celui-ci aura fait le principal. Voici à quoi se réduisent, dans le fonds Doat, les actes de Dominique Grima :

1°. Les 13 et 14 janvier 1329 (n. st.), à Pamiers, *in aula episcopali*, Dominique Grima, évêque de Pamiers, Henri Chamayou (*de Chamayo*) et Pierre Brun, inquisiteurs, appellent en consultation un grand nombre d'hommes qua-

1. Voy. mon volume : *Organisation des études chez les frères Prêcheurs,* p. 103, 117, 119 (Paris, Picard, 1884, in-8°). A l'époque où j'ai publié ce volume, je n'avais pas vu tous les manuscrits qui nous parlent de ce personnage et je l'avais, avec les Bénédictins, appelé Dominique Grenier. Voy. mon autre volume : *Les frères Prêcheurs en Gascogne,* p. 401.

lifiés de la région auxquels ils proposent des cas avec les extraits des dépositions respectives[1]. On me permettra de ne pas en dire plus long, car je me propose de consacrer un paragraphe spécial aux consultations inquisitoriales.

2°. Le 17 janvier 1329 (n. st.), à Pamiers, *in aula episcopali*, Dominique Grima et les deux mêmes inquisiteurs rendent leur sentence contre le carme Pierre Record, convaincu de sorcellerie; ils le condamnent à la dégradation et à la prison perpétuelle dans le couvent de son ordre à Toulouse[2].

3°. Les 16, 18 et 22 janvier 1329 (n. st.), à Pamiers, dans l'église du Camp et la maison épiscopale, l'évêque et les deux inquisiteurs font un *sermo generalis;* ils prononcent la grâce des croix en faveur de quarante-deux hérétiques; ils délivrent de prison quatorze condamnés, dont ils reçoivent l'abjuration; ils édictent une pénitence simple (*penitencia arbitraria*) *sine crucibus* contre quatre hérétiques, *cum crucibus* contre quatre autres; ils condamnent à la prison huit hérétiques, prononcent l'exhumation contre trois défunts qui sont morts dans l'hérésie, l'échelle contre cinq faux témoins, la dégradation ecclésiastique contre le curé des Allemans[3].

En réalité, est-ce à ces trois actes que se borna tout l'épiscopat de Dominique Grima? Vraisemblablement non. Il n'est pas impossible que d'autres documents soient découverts un jour.

Nous avons vu, à côté de lui, les inquisiteurs Henri Chamayou et Pierre Brun. Avec Jacques Fournier avaient siégé Bernard Gui, Jean de Beaune et Jean du Prat, et, en

1. Doat, XXVII, fol. 140 v°-146.
2. Ibid., fol. 150 v°-156.
3. Ibid., XXVII, fol. 146 v°-149.

outre, d'après le ms. du Vatican, Galhard de Pomiès (*de Pomeriis*), lieutenant de Jean de Beaune, et Guillaume Costa, son lieutenant également. C'est peut-être le moment d'insister sur un fait plusieurs fois énoncé déjà, je veux dire la présence au même tribunal et l'entente juridique nécessaire du juge ordinaire et du juge délégué. Les évêques dont il me reste à parler m'en fourniront encore l'occasion.

6. *Les évêques de Béziers, de Lodève, de Maguelonne, d'Agde*, etc. Quand on parcourt les actes de l'Inquisition dans le Languedoc au XIIIe siècle, on ne manque pas d'être surpris de la petite part qui y est faite aux évêques des diocèses situés aux extrémités nord et est de la province. Les évêques de Cahors y apparaissent rarement, alors cependant qu'au début l'Inquisition s'exerça avec une certaine intensité dans tout le Quercy. C'est à peine si les documents mentionnent quelques réconciliations canoniques, auxquelles ne peut-on encore fixer de date[1]. Nous apercevons, un moment, en 1253, Vivien, évêque de Rodez (1247-1274), à Najac « ubi fecit et adhuc facit fieri inquisitionem, » puis à Rodez, où il appelle six des habitants de Najac, à Villeneuve d'Aveyron, à Millau; du moins un habitant de chacune de ces deux localités est condamné; mais les choses n'y sont pas menées jusqu'à la fin avec la vigueur première, au grand mécontentement du sénéchal du Rouergue[2]. Et c'est tout.

A l'autre extrémité de la province, il en va de même : les renseignements manquent. Un acte de 1260 énonce sans

1. Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 203; Doat, XXIII, fol. 6 v°-7. — Un évêque de Lectoure avait aussi fait des réconciliations (bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 231 v°).

2. Voy. la lettre de Jean d'Arcis (*de Arcisio*) à Alfonse de Poitiers du 21 février 1253 (J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, III, n° 4039[a], p. 581).

doute ce fait que le chapitre et l'évêque de Béziers av
juré que les biens des hérétiques n'iraient point à
héritiers[1], conformément à la jurisprudence du momen
cependant ne réussit pas à s'établir. Mais plus rien dan
le XIIIe siècle. Il faut descendre au 26 avril 1299 pour
contrer l'évêque de cette ville. C'est alors, en premier
Bérenger Frédol (1294-1305)[2], un canoniste de g
réputation. Il apparaît comme une sorte de concilia
puisqu'il exhorte les habitants du Bourg de Carcasso
accéder aux conditions que l'inquisiteur propose ava
les relever de l'excommunication[3]. Le 20 novembre 1
il adresse de Lyon à l'archevêque de Narbonne, en fa
de Raymond Gayraud, d'Arques (Aude), la lettre suiv
contenant l'exposé d'une situation qui n'était pas absolu
unique :

Venerabili in Christo fratri Dei gratia archiepiscopo
bone, vel ejus officiali, Berengarius, miseratione divina B
rensis episcopus, salutem in Domino sempiternam. —
nobis Raimundus Gayraudi, de Archis, vestre diocesis,
presentium, humili et spontanea confessione monstravit
ipse olim, a quibusdam quos credebat orthodoxe fidei zela
seductus, pluries a duobus annis citra participavit Andree Ja

1. *Hist. génér. de Languedoc*, VIII, col. 1468, 1469. — Les
tants de Béziers écrivent au roi pour se plaindre que G.
guesvives, qui se fait appeler G. de Lodève, soit entré en po
sion des biens de son gendre, hérétique.

2. Deux autres Frédol occupèrent le siège de Bézier
XIVe siècle : Bérenger Frédol le jeune (1309-1312) et Guill
Frédol (1314-1349). Ils appartenaient à une famille bitterrois
donna d'autres dignitaires à cette église : Raymond Frédol,
noine en 1249, André Frédol, archidiacre (1323-1346), Be
Frédol, chanoine en 1339, Pierre Frédol, etc. (Bibl. de Bé
Ms. 6, fol. lxvj, lvij, lxxxiij v°, lxxxv, lxxxvij v°.) Ce regist
XVe siècle contient divers règlements de l'église de Béziers.

3. Doat, XXXII, fol. 283-288 ; Mahul, *Cartulaire*, V, 651

de Savartesio, ac quibusdam aliis hereticis loquendo, bibendo, comedendo cum eis; et eorum predicationes audivit, ipsosque adoravit et associavit multotie[n]s genibus flexis, *Benedicite* ter dicendo, ac eis peccuniam et aliqua alia de suo proprio pro eorum necessitatibus ministravit. Que omnia in scriptura coram nobis confecta plenius continentur. Unde errorem advertens quem sub specie recti iidem predicaverant sibi seductores, supplicavit humiliter sibi ab excommunicationis sententia, quam propterea noscitur incurrisse, absolutionis beneficium per Sedem Apostolicam misericorditer impertiri et alias anime sue saluti[1] provideri. Nos autem, ejusdem Raimundi confessione audita, pie matris Ecclesie, que non claudit gremium redeunti, vestigiis inherentes, ipsum Raimundum ab excommunicationis sententia, quam ex predictis causis sponte confessatis apud nos in scriptis remanentibus incurrit, auctoritate domini pape, cujus penitentiarii[2] curam gerimus, duximus absolvendum secundum formam Ecclesie consuetam, abjurata per eum prorsus omni heretica pravitate; sibique penitentiam injunximus, prout secundum Deum et anime sue saluti vidimus expedire; circumspectioni vestre auctoritate committentes prefata quatenus, si bona dicti Raimundi sunt per inquisitores Carcassone vel quosvis alios ex causis arrestata predictis, ipsa eidem Raimundo faciatis restitui indilate, nisi sit aliud canonicum quod obsistat. Datum Lugduni, xii° kls. decembris, pontificatus domini Clementis pape quinti anno primo[3].

Le 5 décembre suivant, Bérenger Frédol accordait des lettres d'absolution à Guillaume Escannier, d'Arques, qui obtenait par là même d'être remis en possession de ses biens[4].

1. Ms. : *salubriter*.
2. Ms. : *paenitentiarius*.
3. Doat, XXXIV, fol. 87-88. Ramenée à l'orthographe du xiii° siècle.
4. Lettre de Bérenger Frédol, évêque de Béziers et pénitencier du pape, à l'archevêque de Narbonne (Molinier, *Études*, p. 179). — Lettre du lieutenant de Pierre Radulphe, procureur du roi pour les confiscations, du 24 décembre 1305 (ibid., p. 179, 180).

Ces lettres n'infirment en rien l'observation déjà faite au sujet de l'action combinée des évêques et des inquisiteurs, car l'évêque agit au nom du pape. Les documents d'inquisition sont rares ici. Sans doute, on peut croire sans témérité que ce silence provient de lacunes trop étendues dans la suite des documents. Il reste vrai cependant que, durant tout le XIII[e] siècle, l'effort principal de la poursuite s'accuse surtout à Toulouse, à Carcassonne et à Albi. Sous le pontificat de Jean XXII, elle s'étend ; il est aisé de la suivre dans le bas Languedoc. J'en ai déjà, à plusieurs reprises, fait pressentir la raison, du moins la principale raison historique. Elle remonte au mouvement fraticelle, qui eut son centre à Narbonne et troubla tout le rivage du golfe du Lion, ou même la chaîne des Cévennes méridionales. Le fait, d'ailleurs connu, n'a jamais cependant été approfondi ; il n'a pas été de la part des historiens l'objet de recherches spéciales. Les tomes XXVII et XXVIII du fonds Doat présenteraient pour ces recherches un intérêt sérieux[1].

1. J'indique ici les principales confessions reproduites dans Doat *in extenso* ou par extraits :

1320. — Confession de Mathieu, curé de Belbèze (Aude) (Doat, XXVII, fol. 85-87).

1319-1322. — Confessions ou fautes (*culpae*) de huit béguins de Clermont-l'Hérault et de Lodève proposées au conseil réuni en consultation à Lodève, le 3 juillet 1323 (Doat, XXVIII, fol. 11 v°-27).

Avant 1325. — Confessions de douze béguins de Narbonne ou du Narbonnais et d'Olargues (Hérault) (ibid., fol. 116-136 v°).

1325. — Aveux de dame Prons Bonet, de Saint-Michel de Lacadière, diocèse de Nîmes. Curieux et importants (Doat, XXVII, fol. 51-79).

1325. — Aveux de Manent Rose, de Lodève (ibid., fol. 79 v°-82).

Février 1325. — Aveux de Bernard Fenassa et de Pierre Astruc, d'Albi (ibid., fol. 32-35).

Septembre et novembre 1325. — Aveux de Jean Orlach, de Montpellier (ibid., fol. 24-26).

On y trouve des dépositions fort circonstanciées de béguins, spirituels et fraticelles, qui, s'ajoutant aux pages consa-

Octobre 1325. — Aveux de Raymond Jean, sorti de l'ordre des frères Mineurs, de Montréal (Aude) (ibid., fol. 35-42).

Octobre 1325. — Aveux de Blaise Boyer, de Narbonne (ibid., fol. 83 v°-85).

Novembre 1325. — Aveux d'Étienne Gramat, de Villeneuve-les-Béziers (ibid., fol. 9-10).

Novembre 1325. — Aveux d'Alissète, habitant Montpellier (ibid., fol. 30-32).

Novembre 1325. — Aveux d'Ermessinde Gros, femme de Jean Castanié, de Lodève, alors à Gignac (Hérault) (ibid., fol. 14-16).

Novembre 1325. — Aveux de Sibile Cazelle, veuve de Guillaume Cazelle, de Gignac (ibid., fol. 16-18).

Novembre 1325. — Aveux de Pierre Massot, de Béziers (ibid., fol. 12 v°-14).

Décembre 1325. — Aveux d'André Bérenger, de Montagnac (ibid., fol. 11).

Décembre 1325. — Aveux d'Agnès, femme d'André Bérenger, de Montagnac (ibid., fol. 11 v°-12).

Août 1327. — Aveux de Guillelme Maze, de Calvairac, diocèse de Castres (ibid., fol. 82-83).

Novembre 1327 et octobre 1328. — Confessions de Raymond Cathala, prêtre, de Roujan, diocèse de Béziers (ibid., fol. 42-45).

1328. — Aveux de Guillaume Molinier, clerc, de Béziers (ibid., fol. 48 v°-51).

Octobre 1328. — Déposition de Durand Bonnet, de Saint-Michel, diocèse de Nîmes (ibid., fol. 26-30).

1325 et 1329. — Confessions de Guillaume Marcon, de Pézénas (ibid., fol. 210-212).

Août 1327, janvier et septembre 1329. — Confessions de Barthélemy Pays, d'Albi (ibid., fol. 198-199).

Janvier et février 1329. — Confessions de Raymond Garrigues, d'Albi (ibid., fol. 199 v°-200).

Juin 1329. — Aveux de Raymond Boyer, de Villemagne (ibid., fol. 200-201).

Juillet 1329. — Aveux de Guillaume Benoit, de Cazouls-l'Hérault (ibid., fol. 212).

Juillet 1329. — Confession de Jean Mauran, de Pézénas (ibid., fol. 212 v°-215).

crées par Bernard Gui à la description de leurs doctrines, permettraient de caractériser l'état d'âme des populations

A titre d'exemple, je place sous les yeux du lecteur les aveux de Bernard Pastou (*Pastoris*), de Marseillan (Hérault), du 19 mai 1329.

« Bernardus Pastoris, de Marcelhano, mercator, habitator Pedenacii diocesis Agathensis, sicut per ipsius confessionem sub anno Domini M° CCC° XXIX°, mense maii, xix[a] die, factam et processum inde habitum apparet, veniens spontanea voluntate, non vocatus nec citatus per episcopum nec inquisitorem, set per aliquos alios complices suos inductus in domo episcopali Bitterris, ubi tunc nos frater Henricus de Chamayo, ordinis Predicatorum, inquisitor Carcassone, eramus, quandam papiri cedulam scriptam nobis presentari et tradi per aliquos de familiaribus dicti domini episcopi procuravit et fecit, cujus tenor sequitur in hec verba :

« Significatur religiose majestati domini inquisitoris heretice pravitatis in senescallia Carcassone, seu ejus locumtenenti, quod, cum eo anno Begguini heretici et de heresi dampnati fuissent combusti juxta castrum de Pedenacio mandato domini nostri Regis et domini inquisitoris, mandato Summi Pontificis et domini episcopi Agathensis, hinc est quod quidam perverso spiritu imbutus, adherens heretice pravitati, animum suum ad fidem eorum perversis operibus ac hereticis et dampnosis suasionibus immittens, eorum perversa opera sequendo, quadam die, post combustionem hereticorum, et specialiter post combustionem cujusdam vocati Fornayro, et ejus sociorum, Bernardus Barleti, notarius, catholice fidei spernens doctrinam, et mandata apostolica et domini nostri Regis et dicta domini Agathensis episcopi, si potuisset, impugnando, et, quod deterius est, sibi adherentes habuisset contra fidem catholicam infringendo (*sic*), accessit ad locum ubi dictus Fornayro et alii superius nominati sunt combusti, et flexis genibus, tanquam adoraret eorum nequitiam, accepit de ossibus dictorum combustorum hereticorum et de heresi dampnatorum et pro heresi justo mandato domini nostri Summi Pontificis ac domini nostri Regis legitime combustorum, et ipsa ossa in pallio sive sindone involvens cum multa reverentia, ac si essent reliquie sanctorum, accepit et secum asportavit; et, cum per quosdam supervenientes peteretur a dicto Raymundo[1] quid faciebat ibi, ipse Raymundus

1. Plus haut : *Bernardus.*

méridionales victimes d'un mysticisme social faux et subversif. Aussi voyons-nous les évêques ne pas connaître de

respondit : « Ego colligo de ossibus istorum combustorum vere martirum, quia pro certo ipsi erant sanioris fidei quam illi qui eos fecerunt comburi, et de hoc habeo fidem meam; et ipsi erant optimi christiani, et cum magno prejudicio et contra jus sunt combusti et credo martires et eorum fidem laudo et credo quod sint in Paradiso. » Sic tunc testes infrascripti ejus vesaniam et incredulitatem ac etiam hereticam pravitatem increpantes, dixerunt dicto Raymundo : « Ut quid talia facitis et talia dicitis ac asseritis in rebellionem catholice fidei, quia certe nos credimus quod quidquid per sanctam Ecclesiam fit digne et juste fiat, quia, si non essent reperti heretici et pro heresi dampnati, jam non devenissent ad talem sententiam. » — Ad que respondens dictus Raymundus Barleti dixit hec verba vel similia : *Vos janglayres pres, que hieu teni per bos crestias et per verays martirs; et d'ayso non poyria mudar que hieu non cresa que sian estatz bos crestias.* Et nichil aliud posset (*sic*) sibi dari intelligi contra suam opinionem predictam. Quare supplicatur vestre magnifice dignitati ut ex vestro officio super premissis, in augmentum et conservationem ac etiam ad evitandum periculum schismatis fidei christiane, super premissis per vos adhibeatur remedium oportunum. Et ad informandum vos nominantur testes : Imbertus de Ruppefixa, domicellus, Johannes Maurandi.

« Qua quidem cedula ut premittitur presentata et per nos recepta, dictum Bernardum ad nostri presentiam fecimus evocari. Qui in judicio constitutus, juratus de veritate dicenda, postmodum recognovit se fecisse fieri et dictari eandem per magistrum Guillelmum Lombardi, clericum et procuratorem, Pedenacii habitatorem, et scribi per Petrum, clericum magistri Arnaudi Vasconis, notarii dicti loci, ad instantiam et instructionem Guillelmi Masconis, de Pedenacio, apotecarii, qui ipsam cedulam seu substantiam facti super quo formata fuit, consentientibus aliquibus aliis complicibus inferius nominandis, primitus scripsit manu propria in vulgari, et postmodum eam sic in vulgari scriptam fecerunt formari et transcribi in forma predicta. Vocatis autem Johanne Morenni, Guillelmo Mascone, Imberto de Ruppefixa, Durando de Podio, Guillelmo de Casulis, a quibus idem Bernardus primo asserebat se audivisse narrare factum predictum in dicta cedula expressum, et quod a principio, ut dixit, credebat fuisse verum,

repos qu'ils n'aient réprimé de tels excès, dans lesquels donnaient tant le clergé séculier que le clergé régulier.

et coram nobis inquisitore predicto uno post alium singulariter in judicio constitutis ac medio juramento interrogatis si sciebant factum, prout in ipsa cedula continebatur, fuisse verum, et primo respondentibus se nichil scire de ipso facto nisi per auditum dici alienum, excepto dicto Johanne Mauranni, qui asseruit ipsum factum fore verum et deposuit de sciencia et de visu; tandem prefatis Johanne Mauranni et Imberto de Ruppefixa in dicti Bernardi presentia affrontatis et in judicio constitutis et de veritate dicenda juratis, negaverunt unus post alium se dixisse predicto Bernardo factum predictum et aliquid scire de ipso facto, excepto dicto Imberto, qui cum dicto Johanne Mauranni finaliter asseruit se scire et vidisse prout in culpa sua inferius postea recitanda plenius est expressum.

« Quibus omnibus premissis sic actis, habita suspitione per nos inquisitorem predictum ex verisimilibus conjecturis et circumstantiis in eisdem tunc notatis, de consilio discretorum ibidem presentium, eosdem Bernardum, Johannem, Guillelmum et Imbertum in carcere fecimus detineri. Qui omnes sic detenti et in carcere reclusi per paucos dies apud Bitterrim fuerunt auditi, interrogati et super premissa cedula plenius examinati; tandemque post multas exhortationes, interrogationes et requisitiones eis factas, falsitatem et machinationem per eos factam inimicabiliter et dolose contra dictum Raymundum apperuerunt unus post alium non tamen ex toto nec clare, donec fuerunt in dicto carcere per dies multos detenti et apud Carcassonam adducti. Dictus tamen Imbertus fuit primus qui predictam falsitatem et machinationem apperuit et detexit, non tamen ex integro, donec omnes predicti IIII^or, scilicet B. Pastoris, Johannes Maurini, Imbertus et Guillelmus fuerunt apud Carcassonam adducti et in ipso muro detenti. Demum vero dictus Bernardus, post multas exhortationes, inductiones et deductiones, effusis lacrimis, modum et seriem totius tractatus et machinationis predicte falsitatis, cedule fabricationis et consentientes in eis corde gemebundo detexit, ac confessus fuit quod, licet a principio dixisset se credere contenta in ipsa cedula fore vera, prout ab ipsis Johanne Mauranni, Guillelmo Mascon et Imberto predictis se audivisse asser[eb]at, finaliter tamen bene perpendit ex dictis predictorum et circumstantiis in dicto tractatu habitis, et ita firmiter credidit quod predicta omnia

L'évêque de Maguelonne, André Frédol (1318-1328), pro-

in ipsa cedula contenta, prout contra dictum Raimundum Barleti proposita erant, non essent vera set falsa, et eidem Raymundo Ba[r]leti imposita falso et mendaciter per malivolentiam et inimicitiam, quam ipse et alii predicti et quidam alii de Pedenatio quos nominat gerebant et habebant contra vel apud ipsum Raymundum Barleti, ex causis quas in sua confessione expressit; et hoc etiam credebat et perpendebat antequam redderet cedulam predictam, sicut dixit; quodque in itinere, dum ipse qui loquitur et dictus Johannes Mauranni ibant apud Bitterrim ad reddendum cedulam predictam, dixit ipse loquens dicto Johanni : *Li cor mi rahuse formant de randre aquesta cedula;* et dictus Johannes Mauran respondit quod bene redderet eam nisi esset ibi pro teste scriptus. Et hoc audito, ipse Bernardus respondit : « Melius est quod sitis testes, et ego ipsam presentabo, quia, quanto erunt plures testes, melius probabitur factum predictum. »

« *Item,* quando fuerunt Bitterris, ipse B. Pastoris fecit dictum Johannem Mauran recedere et reverti Pedenatium, ne, si videretur per dominum inquisitorem, esset suspectus quod se ingereret in testem non vocatus nec citatus; et postea fecit eum cum aliis citari, et eisdem citatis ministravit expensas in cena, non tamen de pecunia sua, set aliorum consentientium in predictis.

« *Item,* quandam informationem seu inquestam que fiebat in curia regia seu vicarii regii Bitterris contra dictum Raymundum Barleti super quibusdam casibus officium inquisitionis minime tangentibus tam ad expensas proprias quam aliorum, pro viribus persequebatur et ducebat in odium et malum dicti Raymundi Barleti, non obstante quod crederet contenta in ipsa cedula non esse vera, et quod etiam dixisset Johanni Mauranni et Guillelmo Mascon predictis se non credere ea fore vera nec adhibere fidem dictis eorumdem, et quod etiam sibi respondissent : *Que vous a que far, si est vray ou non, soul que on vous en porte testimoni ?*

« Interrogatus quare ergo reddebat predictam cedulam ex quo sciebat eam continere falsitatem, respondit quod propter suum malum et *son dezastre,* et quod volebat quod propter illa ipse Raymundus Barleti haberet inde malum et dampnum.

« Interrogatus quare malum credebat inde eventurum dicto Raymundo Barleti, si ipsa cedula vel contenta in ea probarentur, respondit se nescire modum curie domini inquisitoris; tamen sciebat,

cède à des interrogatoires et fait des arrestations[1]; les vicaires généraux de Jacques de Concoz, évêque de Lodève (1318-1322), poursuivent les béguins, qu'ils mettent en prison[2]; à Béziers, les aveux faits « in curia episcopi » se multiplient[3]; à Narbonne, Germain d'Alanh (*de Alanhano*), commissaire délégué de l'archevêque, se porte sur plusieurs points du diocèse; et le petit diocèse d'Agde met en mouvement la police inquisitoriale. Des exécutions de béguins ont lieu à Pézenas[4], à Agde[5], à Béziers, à Capes-

ut dixit, eadem contenta in ipsa cedula fore hereticalia, et quod dictus Raymundus propter hoc caperetur et in carcere poneretur et detineretur, et postmodum remitteretur domino episcopo Bitterrensi, et quod ipse episcopus posset de ipso Raymundo facere *a sa guiza*, sciens tunc, ut dixit, quod dictus dominus episcopus portabat tunc eidem Raymundo Barleti malam voluntatem, et quod non fecisset sibi nisi malum et dampnum, credens tunc, ut dixit, et desiderans quod ipse Raymundus condempnaretur ad perdendum officium suum, scilicet notariatus, et quod perderet magnam vel majorem partem bonorum suorum; et quod hoc sibi dixerant aliqui de complicibus predictis et aliis hujus facti quod talia erant in dicta cedula, que, si probarentur et causa bene duceretur, dictus Raymundus perderet magnam partem bonorum suorum.

« Committens premissa a xix[a] die maii predicta usque ad dominicam subsequentem que fuit xxi[a] dies dicti mensis, et quedam alia que in circumstantiis dicti facti sunt, que tractatum peccunie habende pro dicta causa ducenda et diligentia adhibenda respiciunt et tangunt, que longum et tediosum esset referre, ac principio veritatem negavit et pluries dejeravit, asserens nunc penitere de premissis » (Doat, XXVII, fol. 204-210).

1. Doat, XXVII, fol. 16, 20. — André Frédol, précédemment chanoine de Maguelonne et évêque d'Uzès, était de la même famille que les Frédol de Béziers.

2. Doat, XXVIII, fol. 11 v°, 13, 15 v°, 21 v°.

3. Doat, XXVII, fol. 12 v°, 13 v°, 14.

4. Ibid., fol. 204.

5. Doat, XXVIII, fol. 24 v°.

tang, à Narbonne, à Lodève, à Lunel[1]. Chaque exécution excite la ferveur des adeptes, qui recueillent les restes des condamnés, les transportent dans leurs maisons, où ils les vénèrent comme des reliques, criant à la persécution, louant les vertus des victimes, répétant qu'elles appartenaient à la véritable Église. Cette situation, grave sans aucun doute, explique l'action d'ensemble, fondée d'ailleurs sur une règle de la procédure, des inquisiteurs et des autorités diocésaines, qui déploient une extrême activité. Rien, ce me semble, n'en donnera mieux la sensation que la suite chronologique de leurs actes communs.

11 novembre 1318, Carcassonne (?). — Sentence par laquelle Barthélemy, évêque d'Alet, Henri Chamayou, inquisiteur de Carcassonne, Pierre Brun, inquisiteur de Toulouse, Germain d'Alanh (*de Alanhano*), vicaire de l'archevêque de Narbonne, Jean Castanié (*de Castanherio*), vicaire de l'évêque de Béziers, Bertrand d'Auriac, vicaire de l'évêque de Carcassonne, et Pierre Déodat, vicaire de l'évêque de Castres, commuent la peine en faveur de divers détenus appartenant aux diocèses de Narbonne, Béziers, Carcassonne, Alet, Nîmes et Lodève[2].

10 décembre 1318, Carcassonne. — Jean de Beaune, inquisiteur, écrit à l'évêque de Pamiers pour lui annoncer qu'il délègue auprès de lui comme son lieutenant Galhard de Pomiès, religieux du couvent des frères Prêcheurs de la ville[3].

1322. — Raymond d'Atho, évêque de Mirepoix, Bernard Gui et Jean de Beaune, inquisiteurs, condamnent des béguins au « mur[4]. »

12 septembre 1322, Toulouse. — « Sermo publicus » par Bernard Gui, inquisiteur, assisté des commissaires des diocèses

1. Doat, XXVII, fol. 9, 20, 21, 24, 30, 36; XXVIII, fol. 12, 14, 14 v°, 15, 15 v°, 16, 17, 18, 19, 20, 24 v°, 26 v°.

2. Doat, XXVII, fol. 3-7.

3. Lettre publiée par M. Molinier, *Études sur quelques manuscrits des bibliothèques d'Italie,* p. 175 (Paris, Leroux, 1887).

4. Limborch, *Liber sententiarum,* p. 330-333.

de Montauban, Albi, Toulouse, Rodez, Auch, Mirepoix, Rieux et Saint-Papoul[1].

2 juillet 1323, Lodève. — Jean de Beaune, inquisiteur, et les vicaires généraux de l'évêque de Lodève, Étienne Villatou, de Mende, et Bernard de Montégut, font une consultation inquisitoriale[2].

3 juillet 1323, Lodève, *in cimiterio vel platea ante ecclesiam Beati Andree*. — Les mêmes font un « sermo publicus » : serment des officiers et barons, abjuration des hérétiques graciés, imposition de croix, condamnations « ad murum, » dégradation sacerdotale de Bernard Perrotas[3].

13 octobre 1323, Narbonne. — L'archevêque de Narbonne donne à Germain d'Alanh (*de Alanhano*) ses pouvoirs pour procéder contre les hérétiques du diocèse[4].

Vers 1328, Carcassonne (?). — Henri Chamayou, inquisiteur de Carcassonne, Pierre Brun, inquisiteur de Toulouse, Hugues Auger, official de Narbonne, Durand Catherini, vicaire de l'évêque de Maguelonne, Hugues de Fontenilles, official d'Albi, Bertrand d'Auriac, vicaire de l'évêque de Carcassonne, et Jean Castanié, vicaire de l'évêque de Béziers, reçoivent ensemble et chacun pour sa partie l'abjuration d'hérétiques des diocèses de Béziers, Agde, Maguelonne, Albi et Carcassonne[5].

Vers 1328, Carcassonne (?). — Henri Chamayou et Pierre Brun, inquisiteurs, Hugues Auger, official de Narbonne, Durand Catherini, vicaire de l'évêque de Maguelonne, rendent la sentence par laquelle Na Prons Bonet est livrée au bras séculier[6].

Vers 1328, Carcassonne (?). — Henri Chamayou et P. Brun, inquisiteurs, Bertrand d'Auriac, vicaire de l'évêque de Carcassonne, Hugues Auger, vicaire spécial de l'évêque de Saint-Pons, Durand Catherini, vicaire de l'évêque de Maguelonne, Hugues de

1. Limborch, *op. cit.*, p. 334-372. *Culpae* ou dépositions des condamnés, p. 372-393.
2. Doat, XXVIII, fol. 3-8.
3. Ibid., fol. 8-37.
4. Ibid., fol. 146 v°-147.
5. Doat, XXVII, fol. 87-89.
6. Ibid., fol. 95-96.

Fontenilles, vicaire de l'évêque d'Albi, et Jean Castanié, vicaire de l'évêque de Béziers, fulminent l'excommunication contre divers hérétiques[1].

Vers 1328, Carcassonne. — Henri Chamayou, inquisiteur, en son nom et au nom de Bernard Gui, évêque de Lodève, P. Brun, inquisiteur, prononcent une sentence d'exhumation contre Manent Rose, morte en prison, mais hérétique[2].

Vers 1328. — Henri Chamayou et P. Brun, inquisiteurs, Pierre Déodat, official de Castres, député par l'évêque, condamnent Guillaume Maze à la prison perpétuelle[3].

Vers 1328, Carcassonne (?). — Henri Chamayou et P. Brun, inquisiteurs, Bertrand d'Auriac et Germain d'Alanh (*de Alanhano*), vicaires épiscopaux de Carcassonne et de Narbonne, prononcent des sentences d'exhumation[4].

20 février 1325 (n. st.), Mirepoix. — Raymond d'Atho, évêque de Mirepoix, écrit à Jean du Prat, inquisiteur, pour s'excuser de ne pouvoir assister au « sermo » qui se tiendra le dimanche suivant 24 à Carcassonne; il lui annonce qu'il a nommé son commissaire, qui s'y rendra à sa place, Bertrand de Roumengous (*de Romengosio*)[5].

Même jour, Albi. — Béraud de Farges, évêque d'Albi, écrit pour le même objet; il a désigné pour assister au « sermo » Hugues de Fontenilles, son official, qui procédera avec l'inquisiteur contre certains habitants de la ville épiscopale morts dans l'hérésie[6].

21 février 1325 (n. st.), Saint-Pons-de-Thomières. — Raymond de Roquecorne, évêque de Saint-Pons, écrit à l'inquisiteur pour le même objet : il a nommé son commissaire, qui assistera au « sermo » à sa place, Pierre de Saint-Hilaire, curé de Belbèze[7].

1. Doat, XXVII, fol. 91 v°-94.
2. Ibid., fol. 97-98.
3. Ibid., fol. 98 v°-99.
4. Ibid., fol. 99 v°-107.
5. Doat, XXVIII, fol. 141 v°-142.
6. Ibid., fol. 144-146.
7. Ibid., fol. 143-144.

Même jour, Toulouse. — Les vicaires généraux de l'archevêque de Toulouse nomment commissaire pour assister au « sermo » du dimanche suivant, à Carcassonne, Barthélemy d'Albi, curé de Labège[1].

22 février 1325[2], Béziers. — L'évêque de Béziers, écrivant à l'inquisiteur Jean du Prat, s'excuse de même; il a nommé ses commissaires pour assister à sa place au « sermo » du dimanche suivant, Bernard Chabot, official, et Jean Castanié (*de Castanherio*), préchantre de Saint-Aphrodise[3].

22 et 23 février 1325 (n. st.), Carcassonne. — Pierre Rodier, évêque de Carcassonne, et Jean du Prat, inquisiteur, font une consultation inquisitoriale, en vue du « sermo » du lendemain[4].

24 février 1325 (n. st.), Carcassonne. — [L'évêque de Carcassonne, l'inquisiteur Jean du Prat et les commissaires épiscopaux font le « sermo » annoncé.]

1er mars 1325 (n. st.), Carcassonne, couvent des frères Prêcheurs. — Jean du Prat, inquisiteur, délivre ses lettres d'absolution à Jean d'Avignon, cardeur de draps, de Narbonne, et lui impose des pèlerinages. Le 12 mars suivant, à Sigean, le commissaire épiscopal approuve l'absolution et les pénitences[5].

Décembre 1325. — Henri Chamayou et P. Brun, inquisiteurs, en leur nom et au nom de l'évêque d'Agde, Raymond Dupuy, qui s'est excusé par lettre, et Jean Castanié (*de Castanherio*), commissaire de l'évêque de Béziers, prononcent des peines (croix et pèlerinages) contre six hérétiques[6].

1er mars 1327 (n. st.), Carcassonne, Marché couvert. — « Sermo generalis » fait par les évêques de Carcassonne et d'Alet, les inquisiteurs Jean du Prat et P. Brun, les commissaires épiscopaux de Narbonne, Béziers, Lodève, Castres et Albi[7].

1. Doat, XXVIII, fol. 138 v°-140.
2. Chronologie propre de l'évêque de Béziers, Guillaume Frédol.
3. Doat, XXVIII, fol. 140 v°-141.
4. Ibid., fol. 96-107.
5. Ibid., fol. 171-174.
6. Doat, XXVII, fol. 89 v°-91.
7. Doat, XXVIII, fol. 178-186. Suivent les dépositions des coupables, fol. 189 v°-252.

1328. — Les inquisiteurs Henri Chamayou et Pierre Brun, avec les officiaux des diocèses de Béziers, de Narbonne, d'Albi, de Castres et de Carcassonne, accordent un adoucissement de peine (des pèlerinages au lieu de la prison) en faveur de dix prisonniers[1].

11 novembre 1328, Narbonne (?). — Henri Chamayou, inquisiteur, et Germain d'Alanh (*de Alanhano*), archiprêtre de Narbonne, curé de Capestang et inquisiteur épiscopal pour la ville et le diocèse, font remise à deux condamnés pour hérésie, Blaise Boyer et Matthieu, des peines qu'ils avaient encourues[2].

11 décembre 1328, Narbonne, cimetière Saint-Félix. — L'archevêque de Narbonne, l'inquisiteur apostolique Henri Chamayou et l'inquisiteur diocésain Germain d'Alanh tiennent un « sermo, » où, entre autres, sont condamnés des hérétiques de Capestang et de Cessenon (Hérault)[3].

12 décembre 1328, Narbonne, maison archiépiscopale. — Germain d'Alanh (*de Alanhano*), commissaire diocésain, donne ses pouvoirs à l'inquisiteur de Carcassonne [Henri Chamayou], pour procéder contre Pierre *de Arris,* chartreux[4].

19 et 20 mai 1329, Béziers, *in camera episcopali.* — Henri Chamayou et P. Brun, inquisiteurs, André, abbé de Saint-Aphrodise, commissaire épiscopal, se livrent à une consultation inquisitoriale sur divers cas qu'ils exposent[5].

4 juin 1329, Béziers, *in camera episcopi.* — Autre consultation inquisitoriale tenue par l'évêque et l'inquisiteur[6].

5 juin 1329, Béziers, *in aula episcopali.* — L'évêque de Béziers délègue Henri Chamayou, inquisiteur apostolique, dans la cause de Pierre Roger[7].

6 et 8 juin 1329, Béziers, *in aula episcopali.* — L'évêque de Béziers et Henri Chamayou, inquisiteur, reçoivent l'abjuration de Jean Roger, prêtre, d'Auriac (Corrèze), bénéficier de

1. Doat, XXVII, fol. 193 v°-196.
2. Ibid., fol. 109 v°-112.
3. Ibid., fol. 124-136.
4. Ibid., fol. 137.
5. Ibid., fol. 157-162.
6. Ibid., fol. 163-170.
7. Ibid., fol. 177-178.

Saint-Nazaire de Béziers. L'inquisiteur seul, agissant au nom de l'évêque, lui impose des pénitences[1].

[8 septembre 1329], Carcassonne, Marché couvert. — Les évêques, les inquisiteurs et les commissaires diocésains reçoivent le serment du sénéchal et d'autres officiers; ils accordent des grâces, *graciae de crucibus*[2].

1329. — Les inquisiteurs et les commissaires épiscopaux prononcent des peines contre huit hérétiques appartenant aux diocèses de Maguelonne, de Carcassonne et d'Albi[3].

1329. — Henri Chamayou, inquisiteur, et Bertrand d'Auriac, commissaire de l'évêque de Carcassonne, livrent au bras séculier Adam Baudit de Conques, diocèse de Carcassonne[4].

1329. — Les inquisiteurs de Carcassonne et de Toulouse, Bernard d'Auriac, inquisiteur diocésain de Carcassonne, et Hugues de Fontenilles, official d'Albi, livrent au bras séculier Guillaume Serre, de Carcassonne, et Isarn Rainaud, d'Albi[5].

1329. — Les inquisiteurs Henri Chamayou et P. Brun et Galhard de Saint-Michel, official d'Alet, commissaire épiscopal, livrent Limoux *Nigri* au bras séculier[6].

1329. — Les inquisiteurs et les commissaires diocésains condamnent « ad murum » des hérétiques des diocèses d'Agde et d'Albi[7].

1329. — Les inquisiteurs Henri Chamayou et P. Brun, avec les commissaires épiscopaux de Narbonne et d'Albi, condamnent « ad murum strictum » des hérétiques de ces diocèses[8].

10 septembre 1329, Carcassonne, place du Marché. — Les inquisiteurs et les commissaires épiscopaux d'Albi ordonnent que plusieurs maisons sises à Albi et une métairie près de

1. Doat, XXVII, fol. 171-177.
2. Ibid., fol. 188-190, 192.
3. Ibid., fol. 228-230.
4. Ibid., fol. 231-232.
5. Ibid., fol. 232 v°-234.
6. Ibid., fol. 234-235. Il avait fait ses aveux en avril 1326, à Alet, *in aula episcopi* (ibid., fol. 216-225).
7. Ibid., fol. 241 v°-245.
8. Ibid., fol. 245 v°-247.

Réalmont, où se sont accomplis des rites hérétiques, seront rasées[1].

Cette énumération longue et partant fastidieuse ne laisse pas d'être éloquente. Dans tout le Languedoc, du nord au sud, l'entente entre les évêques ou leurs délégués et les inquisiteurs est constante[2] et de droit[3]. On dirait qu'il n'y a plus qu'un seul tribunal. De fait, on peut conclure à une seule justice, la justice inquisitoriale.

Nous allons voir maintenant les inquisiteurs à l'œuvre.

III. Actes des inquisiteurs.

1. *Les inquisiteurs.* — Il me paraît utile de donner tout d'abord la liste chronologique des inquisiteurs. La voici telle que j'ai pu la dresser en suivant les documents un par un. Malgré tous mes efforts, elle présente probablement encore des lacunes. Elle est cependant la plus étendue et la moins incomplète de toutes celles qui, depuis Percin, ont été publiées; et si, pour quelques-uns de ces juges, la chronolo-

1. Doat, XXVII, fol. 248-249.

2. La réquisition faite, le 1er juillet 1324, par Jean du Prat, inquisiteur, à Germain d'Alanh, d'avoir à livrer Grégoire Bellou, prêtre et moine d'un monastère du Puy, arrêté à Montels, canton de Capestang (Hérault), ferait, au premier abord, croire à un conflit. Mais il suffit d'une explication pour que l'inquisiteur apostolique se déclarât satisfait : l'inquisiteur diocésain avait déjà commencé le procès de cet homme qu'il détenait (Doat, XXXV, fol. 1-10). Pièce curieuse, qui permet de saisir sur le vif les rapports de l'Inquisition épiscopale et de l'Inquisition apostolique.

3. Par exemple, pour que Henri Chamayou, inquisiteur, pût, seul et sans le concours de l'ordinaire, exercer des poursuites à Montpellier, il dut y être autorisé par un rescrit apostolique. Voy. la bulle de Jean XXII du 27 avril 1330 (Doat, XXXV, fol. 85-86).

gie reste quelque peu flottante, je crois pouvoir assurer qu'il n'y en a pas un seul qui soit sensiblement éloigné de sa place historique. De l'année 1230 à l'année 1349, j'ai pu en compter soixante-quatorze, en comprenant dans ce nombre les lieutenants des inquisiteurs et les inquisiteurs épiscopaux.

Ferrier, frère Prêcheur, d'abord inquisiteur épiscopal pour Narbonne, puis inquisiteur pontifical, 1230-1247.

Pons de Saint-Gilles, frère Prêcheur, créé inquisiteur par l'archevêque de Vienne, légat, 1233.

Arnaud Cathala, frère Prêcheur du couvent de Toulouse, créé inquisiteur pour le diocèse d'Albi, par l'archevêque de Vienne, légat, 1233.

Guilhem Pelhisso, frère Prêcheur, inquisiteur avec le précédent à Albi, 1235.

Pierre Cellani, frère Prêcheur, créé inquisiteur pour le Toulousain et le Quercy par l'archevêque de Vienne, légat, 1233-1245.

Willem Arnaud, frère Prêcheur, 1233-1242.

Étienne de Saint-Thibéry (Hérault), frère Mineur, 1235-1242.

Raymond Scriptor, archidiacre de Toulouse, délégué par Willem Arnaud et Étienne, 12..-1242.

Mascaron, prévôt de Toulouse, 12..-1242.

Willem Raymond, des frères Prêcheurs, 1235-1259.

Le frère Jean de Navarre, 1236.

Maître Arnaud de Campranha 1236.

Guillaume, grand archidiacre de Carcassonne, 1237.

Pierre d'Alais (*de Alesto*), frère Prêcheur, 1237.

Pierre Durant ou Durand, frère Prêcheur, 1243-1248.

Pons Garin, frère Prêcheur, 1243-1246.

Bernard de Caux, frère Prêcheur, 1243-12...

Jean de Saint-Pierre, frère Prêcheur, 1243-1256.

Arnaud Chancelier (*magister Ar. Cancellarius*), 1245-1253.

Maître Bernard, curé de Ladignac (Haute-Vienne), délégué par Bernard de Caux, 1246.

Amelius, curé de Saint-Étienne de Toulouse, 1250-1256.

Rainaud de Chartres, frère Prêcheur, 1250-1256-1263.

Maître Radulphe, inquisiteur épiscopal de Carcassonne, 1251-1254.

Maître Raymond David, inquisiteur épiscopal de Carcassonne, 1251-1254.

Guillaume de Montreveil (*de Monterevelli*), frère Prêcheur, inquisiteur, vers 1250 (?)-1267.

Guillaume de Puylaurens, lieutenant de l'inquisiteur, vers 1250.

Maître S., 1253.

Raymond Resplandi, 1253-1255.

G., 1254.

Pierre Aribert, inquisiteur épiscopal de Carcassonne, 1254.

Maître Arnaud de Gouzens, inquisiteur épiscopal de Toulouse, 1255.

Arnaud de Brassac, inquisiteur épiscopal de Toulouse, 1256.

Bernard de Montaren (*de Monte areno*), chanoine de Lodève, inquisiteur d'Albi, 1256-1258.

B[ernard] de Roquessels (*de Rocossels*), chanoine de Lodève, inquisiteur d'Albi, 1258.

Pierre Auger, frère Mineur, inquisiteur, vers 1255.

Baudouin de Montfort (*Baudouinus de Monteforti*), 1259.

Maître Arnaud Pelhisso, inquisiteur avec Amelius, curé de Saint-Étienne de Toulouse, vers 1255.

Guillaume Bernard, de Dax, frère Prêcheur, inquisiteur, 1258-1263-1267.

Pons du Pouget (*de Poieto*), frère Prêcheur, inquisiteur, 1262 et années suivantes.

Étienne de Gastine (*de Vastino*), frère Prêcheur, inquisiteur, 1264-1270-1276.

Ranulphe de Plassac (*de Placiaco*), frère Prêcheur, inquisiteur, 1273-1275.

Guillaume *de Barda*, frère Prêcheur, lieutenant de Ranulphe, inquisiteur, 1273.

Pons de Parnac (Lot), frère Prêcheur, inquisiteur, 1274-1276-1277-1278-1279.

Hugues de Boniols (*de Boniolis*), frère Prêcheur, inquisiteur, 1276-1277-1278-1279.

Hugues *de Bonetis*, le même que le précédent sans doute, 1276.

Hugues Amelius, frère Prêcheur, lieutenant des inquisiteurs Pons de Parnac et Hugues de Boniols, puis inquisiteur lui-même, 1277-1278-1279-1280.

Pierre Arsin, frère Prêcheur, inquisiteur, 1277-1278.

B[ernard] de l'Ile, lieutenant de l'inquisiteur, 1278.

Jean Galand, frère Prêcheur, inquisiteur, 1278-1284-1286-1293.

Jean Vigouroux, frère Prêcheur, inquisiteur, 1285-1286-1288-1289.

Guillaume de Saint-Seine (*de Sancto Sequano*), frère Prêcheur, inquisiteur, 1286-1288-1289-1290-1292.

Foulques de Saint-George, frère Prêcheur, d'abord *socius* de Guillaume de Saint-Seine, inquisiteur, puis inquisiteur lui-même, 1290-1300.

Arnaud Jean, inquisiteur, 1298.

Bertrand de Clermont, frère Prêcheur, inquisiteur, 1292-1304.

Guillaume *de Albariis*, frère Prêcheur, inquisiteur, 1293.

Nicolas d'Abbeville, frère Prêcheur, inquisiteur, 1299.

Geoffroy d'Abluses, frère Prêcheur, inquisiteur, 1287 (?)-1303-1308-1309.

Sicard Faure, frère Prêcheur, lieutenant de Geoffroy d'Abluses, inquisiteur, 1303.

Bernard Gui, frère Prêcheur, inquisiteur, 1306-1323.

Géraud de Blumac, frère Prêcheur, lieutenant de l'inquisiteur de Carcassonne, Geoffroy d'Abluses, 1308.

Jean du Faugoux (*de Falgosio*), frère Prêcheur, lieutenant de l'inquisiteur de Carcassonne, Geoffroy d'Abluses, 1308.

Jean de Beaune (*de Belna*), frère Prêcheur, inquisiteur, 1318-1323.

Galhard de Pomiès (*de Pomeriis*), frère Prêcheur, lieutenant de Jean de Beaune, 1318-1323.

Guillaume Costa, lieutenant de Jean de Beaune, inquisiteur, 1323.

Germain d'Alanh (*de Alanhano*), inquisiteur épiscopal pour le diocèse de Narbonne, 1320-1329.

Hugues *de Badafolio*, official de Limoux, inquisiteur épiscopal pour le diocèse de Narbonne, 1318.

Jean du Prat, frère Prêcheur, inquisiteur, 1320 (?)-1328.

Bernard Brice, frère Prêcheur, lieutenant de Jean du Prat, 1325.

Henri Chamayou (*de Chamayo*), frère Prêcheur, inquisiteur, résidant à Carcassonne, 1318-1329.

Pierre Brun, frère Prêcheur, inquisiteur, résidant à Toulouse, 1318-1329.

H. Nigri, frère Prêcheur, inquisiteur, 1340.

Aymon de Caumont, frère Prêcheur, inquisiteur de Carcassonne, 1346.

Étienne de l'Église (*de Ecclesia*), frère Prêcheur, résidant à Carcassonne, 1357.

Durand Salvanh, frère Prêcheur, inquisiteur de Carcassonne, 1370.

Pierre Sicard, frère Prêcheur, lieutenant de l'inquisiteur de Toulouse, 1349[1].

1. Les dates données dans ce relevé résultent des documents. Il peut se faire que plusieurs des inquisiteurs nommés ici soient entrés en leur charge avant, ou l'aient continuée après l'année que j'ai marquée.

A ne consulter que les apparences, on pourrait être tenté de voir un inquisiteur dans Bertrand de Galhac, qui, vers 1240, avait reçu les aveux de G. de Na Lena et de W. Vezat (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 117 v°, 170). Mais ce Bertrand de Galhac n'était que le baile du comte de Toulouse; il avait, comme tel, arrêté ces deux hérétiques, qui avaient avoué tout de suite.

Bernard Gui, dans l'histoire des couvents de son ordre, donne comme ayant été inquisiteurs :

P. Regis, deux fois prieur du couvent de Carcassonne, d'abord en 1264, puis en 1276 : « Frater P. Regis predictus secunda vice successit fratri Petro Arssini predicto; prior fuit hac vice annis X; fuitque absolutus in capitulo provinciali Brageriaci, anno Domini M° CC° LXXXVI°. Hic fuit prior Pruliani et Tholosanus et INQUISITOR hereticorum Carcassonensis » (*Priores in conventu Carcassonensi*, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 157);

Arnaud du Prat, inquisiteur de Toulouse en 1304 (*Priores in conventu Tholosano*, ibid., fol. 121. Douais, *Les frères Prêcheurs en Gascogne*, p. 365);

Guillaume de Morières (*de Moreriis*), inquisiteur en 1302 : « Hic inquisitor existens obiit apud Perusium in Curia, ubi tunc agebat pro officio et negocio inquisicionis contra vicedominum Ambianensem et alios qui se opponebant inquisitoribus, IIII° nonas julii, anno Domini M° CCC° IIII° » (*Priores in conventu Albiensi*, ibid., fol. 217 v°; Douais, *ibid.*, p. 368);

Jean des Moulins (*de Molendinis*), inquisiteur en 1344 (Douais, *ibid.*, p. 439);

Raymond de Durfort, de Villasavary (Aude), inquisiteur vers 1335 (Douais, *ibid.*, p. 473).

Je n'ai retrouvé aucun des actes de ces inquisiteurs.

Cette liste des inquisiteurs connus, où l'on ne remarque aucune interruption chronologique, donne par elle-même l'idée de l'esprit de suite qui régna dans la justice inquisitoriale, tandis que, nous l'avons vu, le tableau de la poursuite de l'hérésie par les évêques présente de nombreuses intermittences. A ce seul point de vue, elle est d'un grand prix. Car, à s'en tenir aux documents qui nous sont parvenus, on serait porté à croire que le tribunal procéda par à-coups, plutôt qu'il n'exerça une poursuite constante, ininterrompue, uniformément active dans les mêmes circonstances et les mêmes lieux. On se tromperait fort. C'est le manque de prévenus et de causes qui, seul, mit les juges au repos.

Les documents provenant directement des inquisiteurs forment, même dans leur état fragmentaire actuel, la partie la plus abondante de toute la série des pièces inquisitoriales. On ne saurait s'en étonner. Cependant, il y a quelques inquisiteurs dont nous ne connaissons que le nom, par exemple Pons de Saint-Gilles[1], Arnaud Cathala, Guillem Pelhisso[2]; d'autres n'apparaissent que dans des actes trop

Percin (*Monumenta conventus Tholosani ord. ff. Praedicatorum*, Inquisitio, p. 109) a donné une liste des inquisiteurs fort incomplète, dans laquelle cependant sont nommés comme inquisiteurs Lambert, Pierre ou Pons de Monts (*de Montibus*), 1242, Pierre de Mauléon, 1289, et Étienne Barrau (*Baravi*), 1320, dont je n'ai trouvé la mention nulle part ailleurs.

Bouges (*Histoire ecclésiastique et civile de la ville et diocèse de Carcassonne*, p. 470-471) a dressé une liste des inquisiteurs, qui contient des noms nouveaux : Pierre de Letha, Bernard de Beaux, Pierre Leroy, Guillaume de Albani, Pierre de Mays. Mahul (*Cartulaire*, V, p. 693) a repris cette liste en y ajoutant. Je me borne ici à signaler ces deux tentatives.

1. Douais, *Les frères Prêcheurs en Gascogne*, 466.

2. Guillem Pelhisso, *Chronicon*, p. 89, 90, 96, éd. Douais.

rares, par exemple Raymond Scriptor[1], Mascaron[2], Jean de Navarra[3], Arnaud de Campranha[4], Guillaume, grand archidiacre de Carcassonne[5], Pierre d'Alais, Arnaud Chancelier[6], Bernard, curé de Ladinhac[7], Guillaume de Puylaurens[8], Arnaud de Gouzens[9], Bernard de Montaren[10], Bernard de Roquessels[11], Pierre Auger[12], Arnaud Pelhisso[13],

1. Il avait, à Auriac, réconcilié W. Julien (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 89).

2. Il avait réconcilié Raymonde, mère de dame Flors, qui retomba dans l'hérésie (ibid., fol. 22).

3. En 1236, il reçoit les aveux de Pons Grimoard, autrefois sénéchal de Cahors pour le comte de Toulouse (Doat, XXII, fol. 37).

4. Compagnon de Jean de Navarra dans cet acte (ibid.).

5. Le 13 février 1237, avec Willem Arnaud, il condamne B. Othon (Doat, XXI, fol. 163-164), le 2 mars suivant, Guillaume Bernard, Géraud de Niort et Esclarmonde leur mère (ibid., fol. 166-167), et G. de Niort (ibid., fol. 164-166. Cf. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1014-1015; Mahul, *Cartulaire,* V, p. 626). Même jour, lettre de Raymond VII, lui ordonnant de saisir les biens des condamnés (Arch. nat., JJ 19, fol. 93).

6. En novembre 1245, il met sa confession sous les yeux de R. Gros, d'Avignonet (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 136). Il avait condamné Raymond de Cuc (ibid., fol. 253 v°).

7. Le 28 juillet 1246, à Toulouse, il reçoit la déposition d'un habitant de Pexiora (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 173).

8. Vice-inquisiteur, il avait reçu les aveux de B. de Montesquieu (Doat, XXV, fol. 162). C'est probablement l'auteur de la *Chronique.*

9. Les 7 et 14 novembre 1255. Il entend la déposition de dame Saurine Rigaude (arch. de la Haute-Garonne, H Dominicains, 85).

10. En 1256, il reçoit la déposition de Guiraud d'Auterive et de Lombarde, sa femme (Doat, XXXII, fol. 241-242). Le 14 février 1258 (n. st.), avec Bernard de Roquessels, il impose des pénitences comme inquisiteur d'Albi (Doat, XXXI, fol. 256-257).

11. Voy. la note précédente.

12. A une date qui n'est pas donnée, il avait entendu la déposition d'Isambard, de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), et lui avait imposé une pénitence (Doat, XXV, fol. 206 v°-208).

13. A une date inconnue, mais après 1250, il avait, avec Ame-

Guillaume *de Barda*[1], Bernard de l'Ile[2], Guillaume *de Albariis*[3], Sicard Faure[4], Galhard de Pomiès[5], Guillaume Costa[6], Hugues *de Badafolio*[7], H. Nigri[8], Étienne de l'Église[9], Arnaud Jean[10], Bernard Brice[11],

lius, curé de Saint-Étienne de Toulouse, entendu Raymond Arquier, auquel ils avaient ensemble imposé une pénitence (Doat, XXV, fol. 275-283).

1. Le 15 juin 1273, il reçoit les aveux de Pétronille de Castanet de Verfeil, diocèse de Rodez (Doat, XXV, fol. 5-7).

2. Le 27 mars 1278 (n. st.), comme lieutenant de l'inquisiteur, il entend la suite des aveux de Jean Clerc, de Sorèze, alors en prison (Doat, XXVI, fol. 4 v°-5).

3. Avec Bertrand de Clermont, il reçoit, le 16 juillet 1293, de Pierre d'Aragon, la déclaration comme quoi celui-ci renonce aux avantages de la lettre d'Adam, inquisiteur de Rome (Doat, XXVI, fol. 150 v°-151). Cette lettre se trouve dans ce même volume, fol. 148 v°-150, et dans Mahul, *Cartulaire,* V, 649.

4. Lieutenant de Geoffroy d'Abluses, inquisiteur, il entend Guillaume Salavert, de Corde, qui s'en rapporte à sa confession précédente (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 44).

5. Il siège souvent avec Jacques Fournier, évêque de Pamiers (Bibl. du Vatican, ms. 4030). Voy. un acte de lui dans Molinier, *Études,* p. 177. Prieur du couvent de Pamiers en 1320 (Douais, *Les frères Prêcheurs de Pamiers,* p. 52, in-8°, 1889).

6. Délégué par l'inquisiteur, il siège une fois ou deux avec l'évêque de Pamiers, en 1323 (ibid.).

7. Il prononce l'exhumation contre Bernard Arnaud Embrin, le 3 décembre 1318, avec Jean de Beaune et Bertrand d'Auriac (Doat, XXXII, fol. 113 v°-124).

8. Le 10 mai 1340, il cite le vicaire de Grenade, diocèse de Toulouse (Bibl. de Toulouse, ms. 388, fol. 103 v°).

9. En 1357, il délègue Étienne Delher, prieur du couvent des frères Prêcheurs de Montpellier, pour faire, avec le vicaire général du diocèse de Maguelonne, une consultation inquisitoriale (Germain, *Une consultation inquisitoriale au XIVe siècle.* Montpellier, 1857, in-4°).

10. Le 2 mars 1298 (n. st.), il concède à la communauté des Juifs de Pamiers qu'ils jouissent de la liberté aux mêmes conditions que les Juifs de la province de Narbonne (*Hist. gén. de Languedoc,* X, 347, 348).

11. Le 28 octobre 1325, à Carcassonne, Bernard Brice entendit

Aymon de Caumont[1], Durand Salvanh[2], Pierre Sicard[3].

Enfin les inquisiteurs agissent le plus souvent deux par deux; du moins l'inquisiteur est escorté d'un « compagnon. »

2. *Ferrier, Willem Raymond, Pons Garin et Pierre Durand.* — Nous avons de Ferrier[4] des interrogatoires et des sentences; il a reçu des confessions ou aveux; il a infligé des peines, tantôt seul, tantôt avec Willem Arnaud, qui fera l'objet d'un article spécial, Pierre d'Alais, déjà signalé, Pons Garin et Pierre Durand. Délégué à la première heure par l'archevêque de Narbonne, il ne tarda pas à recevoir les pouvoirs apostoliques. Et alors c'est toujours avec la qualité de juge délégué pontifical qu'il se présente. Ici se place une pièce assez curieuse, du 23 octobre 1237. Elle est relative à l'Inquisition à Narbonne; nous y voyons que les

Jean Manent et Jacques Gormond, religieux du couvent des frères Prêcheurs de Carcassonne, au sujet de Pierre Tournemire, prêtre de Montpellier, mort le 8 octobre précédent dans la prison de Carcassonne (Doat, XXXV, fol. 11-17). Plus tard, en 1357, la mémoire de ce prêtre, qui aurait partagé les doctrines de Pierre-Jean d'Olive, fut l'objet d'une consultation juridique (Germain, *Une consultation inquisitoriale au XIVe siècle.* Montpellier, 1857, in-4°. Cf. le même, *Inventaire inédit concernant les archives de l'Inquisition de Carcassonne,* p. 15. Montpellier, 1856, in-4°).

1. Le 16 avril 1346, il convoque l'official d'Albi pour un « sermo » qui se tiendra à Carcassonne le dimanche après l'octave de Pâques (Doat, XXXV, fol. 120-121).

2. Il apparaît en 1371 dans une transaction avec les consuls de Carcassonne au sujet de l'exemption des tailles, dont les officiers de l'Inquisition jouissaient (Doat, XXXV, fol. 136-161).

3. En 1349, il reçoit des consuls de Cordes l'engagement qu'ils prennent de faire construire un portail pour la chapelle du lieu et de l'orner des statues de l'évêque d'Albi et des deux inquisiteurs (Doat, XXXV, fol. 122 v°-129). Voy. plus haut, p. xcviij.

4. Voy., sur Ferrier, Douais, *Acta capitulorum provincialium ord. frat. Praed.,* p. 46, 47, 58, 66; *l'Albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne,* p. 36 et suiv.

consuls du Bourg, qui avaient d'abord fait opposition à la poursuite, la désirèrent ensuite; l'inquisiteur, à la demande de l'archevêque et du vicomte, promet l'impunité à ceux qui viendront avouer. Cette impunité en ce qui regarde la peine afflictive (la prison) et les biens (la confiscation) fut appelée plus tard, nous l'avons vu, le temps de grâce.

Letra testimonial de fraire Ferier, enqueridor.

Noverint universi et singuli presentes litteras inspecturi quod, cum ego frater Ferrerius de ordine Predicatorum, datus inquisitor contra hereticos et Valdenses et eorum credentes, fautores, defensores et receptatores in Narbonensi et Helenensi diocesibus, auctoritate Summi Pontificis, olim inquisitionem incepissem in burgo Narbone; nec homines dicti Burgi permisissent eandem inquisitionem in Burgo fieri memorato, et hac de causa me transtulissem pro facienda inquisitione ad partes diocesis Helenensis, consules civitatis Narbone, videlicet Raimundus Petri, et Petrus de Cruce, et Guillelmus Rubeus, et Raimundus de Porta Regia et Petrus de Crassa, michi suum nuncium destinarunt supplicantes et humiliter requirentes quod pro inquisitione facienda accederem ad eandem personaliter civitatem.

Cum vero non pro inquisitione facienda prenominatam villam Narbone processu temporis adiissem, prefati consules et quidam alii probi homines civitatis Narbone, pro tota universitate ejusdem civitatis ad meam accedentes presentiam, michi devote et humiliter supplicarunt ut inquisitionem modis omnibus in eadem facerem civitate, exponentes sine conditione qualibet se et totam universitatem civitatis memorate Ecclesie et meis mandatis universis et singulis obedire et facere quecumque eisdem preciperem vel injungerem aliquatenus facienda; ideoque ego jam dictus frater Ferrerius, videns et attendens devotionem et instanciam non tantummodo consulum predictorum, sed etiam fere tocius universitatis civitatis sepedicte volentium a se repellere hereticam pravitatem et adherere ecclesiastice unitati; attendens nichilominus quod, cum eandem

inquisitionem in eadem differem facere civitate, consules et quidam alii probi homines ejusdem civitatis a me non tantum semel et secundo, sed etiam tertio atque quarto et amplius ut inquisitionem ibi facerem cum instancia postularunt, asserentes se de me querimoniam coram superiore propocituros, nisi eam curarem incipere et complere, ad inquisitionem in eadem civitate Narbone processi studiosius faciendam et eandem prout potui curavi effectui mancipare, plurium confessiones et depositiones tunc temporis audiendo, aliis nichilominus injunjendo quod coram me deponerent quandocumque a me reciperent in mandatis. Et ego de auctoritate venerabilis patris P., Dei gratia Narbonensis archiepiscopi, et nobilis viri A., vicecomitis Narbone, inspecta et nichilominus considerata fidelitate et devotione quam universitas predicte civitatis Narbone semper et ubique erga Deum et Ecclesiam et negocia pacis et fidei potenter et viriliter habuerunt, omnibus qui plene deponerent et plenam veritatem coram me de se et de aliis revelarent promisi impunitatem tam in corporibus quam in rebus, et eosdem tam a pena corporali quam a rerum jactura reddidi in perpetuum liberos et immunes. Actum fuit hoc apud Caunas, x kalendas novembris, anno Domini M° CC° XXX° VII°. In cujus rei testimonium, ego frater jam designatus presentes litteras sigillo meo munitas duxi eisdem concedendas.

(Original, parchemin, archives municipales de Narbonne[1].)

Les autres actes de cet inquisiteur sont contenus dans la collection Doat, dans le ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse et dans l'*Histoire générale de Languedoc.*

1° La collection Doat :

Tome XXI, fol. 313, 315.

Tome XXII, fol. 35, 108, 140, 148 v°, 154, 172, 199, 201 v°, 211 v°, 214, 229, 233, 238, 243 v°, 247 v°, 250, 258 v°, 288.

1. Dans les anciens inventaires des archives de Narbonne, cette lettre est cotée sous le titre : Inquisition, Caisson 2°, Liasse 1re. L'en-tête est la cote écrite au revers de la pièce.

Tome XXIII, fol. 1, 9, 50 v°, 57 v°, 65, 70, 76, 79 v°, 86, 88, 94, 100, 102, 106, 116, 119, 121, 125, 127, 141, 144, 150, 152, 154, 157 v°, 162, 180 v°, 186, 197, 201, 226, 233 v°, 237 v°, 239 v°, 243, 250 v°, 257, 260, 274, 292, 304 v°, 309 v°, 312 v°, 336, 344 v°.

Tome XXIV, 1, 7 v°, 11 v°, 15, 19, 23, 38 v°, 83, 102, 103, 108, 117, 123, 125 v°, 135, 144, 155 v°, 160, 182 v°, 193, 197, 204, 208, 210 v°, 224 v°.

Cette série de pièces fort importante commence au 5 octobre 1237 et finit au 3 mai 1245.

Tantôt Ferrier est seul[1]; tantôt il apparaît avec d'autres inquisiteurs, Pierre d'Alais[2], Pierre Cellani[3], Willem Raymond[4], Pierre Durand[5], Pons Garin[6], lesquels ne se montrent plus après.

2° Le ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse.

Ce manuscrit contient les dépositions reçues par Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre. Il en sera plus amplement

1. Doat, XXI, fol. 313; XXII, fol. 85, 154, 233, 288; XXIII, fol. 1, 57 v°, 70, 116 v°, 144, 150, 226, 233 v°, 238, 239 v°, 243, 250 v°, 274, 344; XXIV, fol. 11 v°, 15, 19, 35, 123, 125 v°, 135, 144, 155 v°, 160, 182 v°, 193, 197, 204, 210 v°, 224 v°.

2. Doat, XXIV, fol. 108.

3. Doat, XXIII, fol. 260 v°. Déposition de Raymond Jean, d'Albi, où il est fait mention d'un livre des hérétiques appelé *Textus*.

4. Doat, XXIV, fol. 83 v°, 102. En 1235, Guillaume ou Willem Raymond fut créé inquisiteur pour le diocèse d'Albi (Doat, XXI, fol. 313).

5. Doat, XXI, fol. 315; XXII, fol. 108 v°, 140, 148 v°, 201 v°, 211 v°, 214, 229, 243 v°, 247 v°, 258 v°; XXIII, fol. 65, 76, 79 v°, 86, 106, 127, 154, 157 v°, 180 v°, 186, 238, 247 v°, 250, 257, 312 v°, 336; XXIV, fol. 1, 7 v°.

6. Doat, XXII, fol. 172 v°, 199 v°; XXIII, fol. 50 v°, 86 v°, 88, 94, 100, 102 v°, 119, 121, 125, 141, 152, 162, 197, 201, 257, 292, 304 v°, 309, 312 v°, 336; XXIV, fol. 7 v°, 9, 23, 103, 117, 208.

parlé à l'article de ces deux inquisiteurs. Je n'ai à marquer ici que l'utilité qu'il présente pour apprécier la carrière de Ferrier inquisiteur.

Et, en effet, si ces dépositions commencent en 1245, les « témoins » ont été amenés à remonter la série des années, car les inquisiteurs ne manquaient pas d'interroger sur le temps; ils voulaient connaître le moment auquel le délit d'hérésie avait été commis. C'est ainsi qu'on y trouve de très nombreux faits de cette nature : bien des « témoins » ont dit, entre autres choses, qu'ils avaient avoué à fr. Ferrier, inquisiteur. Renseignement en lui-même fort utile; malheureusement, il n'est pas toujours aisé de préciser le moment avec la dernière rigueur. Nous pouvons toujours assurer que ces faits de poursuite ne sont pas antérieurs à l'année 1230; la plupart appartiennent aux années 1235 à 1243[1]. Ferrier y opère à Laurac, Fanjeaux, Alet, Conques, Saissac et Limoux[2].

3° Enfin l'*Histoire générale de Languedoc.*

Ici trois pièces seulement :

1243. — Ferrier et G. Raymond, inquisiteurs, fulminent

1. Comme la date de la plupart d'entre eux reste, malgré tout, incertaine, je suis ici l'ordre des feuillets du ms. 609. Ferrier est mentionné aux feuillets suivants : fol. 1, 1 v°, 2, 2 v°, 3, 5, 5 v°, 6, 6 v°, 7, 7 v°, 8 v°, 9 v°, 10, 10 v°, 11 v°, 12, 12 v°, 13, 13 v°, 14, 14 v°, 15, 16, 16 v°, 17, 17 v°, 18, 18 v°, 19, 19 v°, 20, 20 v°, 21, 21 v°, 22, 22 v°, 23, 24, 24 v°, 25, 25 v°, 26, 26 v°, 28, 28 v°, 29, 29 v°, 30 v°, 31, 31 v°, 32, 32 v°, 33, 33 v°, 34 v°, 35, 35 v°, 36, 38, 38 v°, 39, 39 v°, 40 v°, 41 v°, 42.

2. Dans mon opuscule *L'albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au XIIIe siècle,* p. 36-44, j'ai établi un classement des faits de poursuite appartenant à Ferrier d'après les dates déterminées (quatre années seulement sont connues), d'après les lieux et années indéterminés, d'après les années indéterminées et les lieux déterminés.

l'excommunication contre le comte de Toulouse comme fauteur des hérétiques[1].

21 avril 1244. — Ferrier et Pierre Durand, inquisiteurs, entendent la confession ou les aveux de Bérenger de Lavelanet[2].

21 février 1245 (n. st.). — Ferrier, inquisiteur, reçoit la déposition ou les aveux de Pons Carbonel du Faget[3].

L'activité de Ferrier comme inquisiteur cessa vers 1247, époque à laquelle il était prieur de Prouille. Puis il devint prieur des couvents de Carcassonne et de Béziers. Il serait mort à Perpignan, « ut audivi dici, » écrit Bernard Gui[4]. Au xive siècle, son nom seul inspirait encore de la frayeur aux hérétiques : « Nomen ejus qualiter gladiosum in auribus hereticalium resonat usque hodie[5]. »

Il faut ajouter, en ce qui regarde plus spécialement Pierre Durand, inquisiteur, que du 3 mars 1244 (n. st.) au 3 mars 1245 (n. st.), il reçut les dépositions de six « témoins[6]. » La bulle d'Innocent IV absolvant Guillaume Fort, de Pamiers, lui fut adressée en même temps qu'à Guillaume Raymond; ensemble, ils furent chargés de l'exécuter[7]. Cependant, l'acte de l'absolution canonique ainsi accordée ne nous est pas parvenu. Le 3 mars 1245 (n. st.), Pierre Durand reçut les aveux de Gui de Castillon, chevalier[8].

1. VIII, col. 1143-1144.
2. VIII, col. 1149-1150. Dans Doat aussi (XXIV, fol. 38 v°-68).
3. VIII, col. 1147-1149. Dans Doat aussi (XXIV, fol. 35-38).
4. *Prior. in conv. Carcassonensi,* Bibl. de Toulouse, ms. 480, fol. 156. Cf. fol. 259. — *Acta capitulorum provincialium ord. frat. Praed.,* p. 46 (éd. Douais).
5. Bernard Gui (ibid.).
6. Doat, XXII, fol. 276; XXIII, fol. 209, 218, 224 v°; XXIV, fol. 68, 158.
7. Doat, XXXI, fol. 103. Bulle du 24 juin 1245.
8. Doat, XXIII, fol. 220 v°-224.

3. *Willem Arnaud, Étienne de Saint-Thibéry.* — Les sources de la poursuite inquisitoriale exercée par Willem Arnaud[1] et son « compagnon, » frère Étienne de l'ordre des Mineurs, sont à peu de chose près les mêmes que pour Ferrier : la collection Doat, le ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse, l'*Histoire générale de Languedoc*, les archives de la Haute-Garonne. La *Chronique* de Guillem Pelhisso[2] fournit une première indication qu'il faut noter tout de suite; en 1233, Willem Arnaud fut nommé inquisiteur pour le Toulousain et le Quercy par l'archevêque de Vienne, légat; c'est en 1235 que frère Étienne lui fut adjoint comme « compagnon. » Caractérisons maintenant chacune de ces sources.

1° Collection Doat. Trente-sept pièces, qui se distribuent de la manière suivante : audition de témoins, condamnations, excommunication, lettres de pénitence, mutations de pèlerinages, réconciliations.

Tome XXI, fol. 147 v°, 149, 153, 155 v°, 158, 163, 164, 166, 167 v°, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 176 v°, 177, 177 v°, 178, 178 v°, 179, 181, 182 v°, 183 v°.

Tome XXII, fol. 76 v°, 78, 265.

Tome XXIII, fol. 72, 114 v°, 124, 143, 148, 155, 273 v°, 311 v°.

Le plus souvent, Willem Arnaud opère avec Étienne; il est quelquefois seul. Les sentences prononcées l'ont été à Carcassonne, place du Marché; à Toulouse, maison épiscopale, devant la porte de l'église de Saint-Étienne, au cloître des frères Prêcheurs. Parmi les pénitences imposées, il faut signaler le jeûne au pain et à l'eau le vendredi, une aumône en nature pour cinquante pauvres, l'obligation de fournir

1. *Acta capitulorum*, p. xc, 20, 23.
2. P. 89, 95, 108 (éd. Douais).

des briques, de la chaux et du sable pour la construction des prisons des hérétiques[1].

La collection Doat présente un autre intérêt, qui se porte à peu près tout entier sur Willem Arnaud. De nombreux « témoins, » déposant plus tard devant d'autres inquisitions, ont dit avoir déjà précédemment avoué à Willem Arnaud :

Doat, XXII, fol. 5, 13 v°, 38, 44, 47, 56, 73, 74, 80, 85, 88; XXIII, fol. 105 v°, 143, 179 v°, 223, 335, 337, 338, 339 v°, 340; XXIV, fol. 6, 15, 34 v°; XXV, fol. 298; XXVI, fol. 60.

Parmi les lieux où Willem Arnaud opéra, je relève Castelsarrasin[2], Moissac[3], Toulouse[4].

Ce genre d'intérêt est commun aux pièces de la collection Doat et au ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse.

2° Le manuscrit 609 de la Bibliothèque de Toulouse.

Encore cette fois, je dois renvoyer à un autre paragraphe ce que je me propose de dire de spécial sur cet important manuscrit. Je me borne à indiquer les feuillets où Willem Arnaud apparaît soit seul, soit avec son « compagnon, » frère Étienne, ou avec ses « compagnons, » dont le nom n'est jamais donné, mais qui devaient être Bernard *de Rupe Forti*, Garcias *de Aura* et Raymond de Carbonières (*de Carboneriis*), enveloppés avec lui dans le massacre d'Avignonet : fol. 2 v°, 19, 30 v°, 31, 31 v°, 32, 32 v°, 33, 33 v°, 34, 34 v°, 35, 35 v°, 36, 38, 39 v°, 40 v°, 41 v°, 43, 43 v°, 44 v°, 46 v°, 48 v°, 49, 50, 50 v°, 52, 52 v°, 53, 55 v°, 56 v°, 57, 58 v°, 59, 60, 62, 64 v°, 65,

1. Doat, XXI, fol. 172, 173 v°, 177.
2. Doat, XXII, fol. 44, 47.
3. Ibid., fol. 47.
4. Ibid., fol. 88.

65 v°, 66, 66 v°, 67 v°, 68, 69, 70, 74 v°, 75, 87 (cf. fol. 117, 117 v°, 118), 87 v°, 91, 93 (cf. fol. 94), 93 v°, 97 v°, 108 v°, 126. Grâce aux indications fournies par les « témoins, » on suit Willem Arnaud à Toulouse, Laurac (Aude), Castelnaudary (Aude), Saint-Martin-de-Lalande (Aude), Renneville (Haute-Garonne), Villemur (Haute-Garonne), Lavaur (Tarn), Auriac (Haute-Garonne), Gaja-la-Selve (Aude), Montesquieu-Villefranche (Haute-Garonne), Labécède (Aude), Saint-Félix (Haute-Garonne), Fanjeaux (Aude) et Avignonet (Haute-Garonne). Il y est fort souvent question du massacre d'Avignonet, notamment aux fol. 6, 37, 66, 85, 91, 130 v°, 134, 136, 140. Mais, pour étudier ce fait particulier, il faudra consulter, de plus, les dépositions de Jean Vital (Doat, XXII, fol. 10 v°-12), d'Arnaud Roger, chevalier, de Mirepoix (Ariège) (ibid., fol. 108 v°, 140), et de Pierre Vinol (ibid., fol. 250-258). L'impression qui, pour moi, résulte de la lecture de ces différentes pièces, c'est qu'elles pourraient permettre de reconstituer sûrement les circonstances du complot qui se termina par la scène de sauvagerie où succombèrent les inquisiteurs.

3° Les archives de la Haute-Garonne.

Ce riche dépôt possède (série H, Dominicains) un registre ayant pour titre : *Acta Romam missa pro fratribus inquisitoribus*. C'est l'ensemble des pièces envoyées par les frères Prêcheurs pour obtenir du saint-siège la reprise du culte des martyrs d'Avignonet. Trois ont trait à Willem Arnaud, inquisiteur : le 10 novembre 1235, il fulmine l'excommunication contre les consuls (plus tard capitouls) de Toulouse[1]; le 24 juillet 1237, frère Étienne et Willem Arnaud, inqui-

1. Cette pièce se trouve aussi dans Bouges, *Histoire ecclésiastique et civile de la ville et du diocèse de Carcassonne*, p. 552, 555 (Paris, 1741, petit in-4°).

siteurs, fulminent l'excommunication contre le viguier et les consuls de Toulouse; le 1er mars 1238 (n. st.), Willem Arnaud et frère Étienne, inquisiteurs, rendent une sentence de condamnation contre plusieurs hérétiques.

4° Enfin l'*Histoire générale de Languedoc.*

Ici, six pièces à signaler : le 29 mars 1236, frère Étienne et Willem Arnaud imposent une aumône et des pèlerinages à Pons Grimoard, précédemment sénéchal de Cahors pour le comte de Toulouse[1] ; le 2 mars 1237, le grand archidiacre de Carcassonne et Willem Arnaud écrivent au comte de Toulouse qu'il ait à occuper les biens de B. Othon, de Niort (Aude), de ses frères et de leur mère, condamnés à la prison perpétuelle[2]; les 2 et 29 mars 1237, procédures des inquisiteurs[3]; en 1238, aveux de Jean d'Albi[4]; le 12 mars 1241, aveux de Roger Bernard, comte de Foix, qui bénéficie du temps de grâce[5] ; le 2 juin 1240 et le 12 mars 1241, aveux du comte de Foix, son absolution[6].

Tel est l'ensemble des documents qui nous font connaître les principaux travaux de Willem Arnaud et de ses compagnons, tués dans la nuit du 28 au 29 mai 1242[7].

4. *Pierre Cellani.* — Pierre Cellani, celui-là même qui avait cédé à saint Dominique l'immeuble appelé plus tard et encore aujourd'hui la maison de l'Inquisition à Toulouse,

1. VIII, col. 1015-1016. Aussi dans Doat, XXII, fol. 38 v°-40.
2. VIII, col. 1014-1015. Aussi dans Mahul, *Cartulaire*, V, p. 626; encore Arch. nat., JJ 19, fol. 93.
3. VIII, col. 1014-1017 (trois actes). Arch. nat., JJ 19, fol. 84 a.
4. VIII, col. 1016-1017.
5. VIII, col. 1034-1037. Aussi dans Doat, CLXX, fol. 126.
6. VIII, col. 1034-1037. Aussi dans Doat, CLXX, fol. 112, 126.
7. « In nocte Ascensionis Domini. » (*Acta capit. provinc. ord. frat. Praed.*, p. 20, note 7.) La fête de Pâques tomba le 20 avril en 1242, et l'Ascension le 29 mai.

fut, en 1233, créé inquisiteur par le légat pour le Toulousain et le Quercy[1]. Nous le rencontrons à Renneville (Haute-Garonne)[2] et à Cahors[3], où il reçoit des aveux. Le tome XXI du fonds Doat est la principale, j'allais dire l'unique source à consulter sur cet inquisiteur. Les fol. 185 et suivants jusqu'à la fin du volume font connaître les résultats des interrogatoires relatifs au Quercy, région sur laquelle nous sommes imparfaitement renseignés. En 1241, la semaine avant l'Ascension (28 avril-4 mai), et pendant l'Avent (1er-22 décembre), en 1242 (n. st.), au Carême (9 mars-13 avril), il imposa des pénitences à sept cent trente-deux personnes coupables de fautes commises dans l'hérésie, qu'elles avaient désavouée, et appartenant aux localités suivantes : Gourdon, Aumont, Montcuq (Lot), Sauveterre, Montauban, Moissac, Montpezat-du-Quercy (Tarn-et-Garonne) et Belcaire (Aude). Ces pénitences sont énumérées simplement avec les noms des coupables. Il ne faut pas chercher ici les sentences elles-mêmes. Ce n'est qu'un état ou tableau des peines avec le nom de chaque personne frappée.

5. *Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre.* — Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre durent être donnés pour successeurs à Willem Arnaud, puisqu'ils apparaissent sur la scène dès le 30 novembre 1243. Leurs travaux comme inquisiteurs se déroulent dans Doat, dans le ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse, dans un fragment de

1. Guillem Pelhisso, *Chronique*, p. 89, 95, 109. Son nom a été fort défiguré par le copiste de Doat, qui l'appelle *Sillanus*, *Silvanus* ou même *Seilla* (XXI, fol. 185; XXII, fol. 38, 42; XXIII, fol. 17; XXVI, fol. 63). Voy. sur ce religieux, *Fratres qui cum beato Dominico regulam elegerunt*, par Étienne de Salagnac et Bernard Gui, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 39 v°.

2. Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 55 v°.

3. Doat, XXIII, fol. 217.

registre d'Inquisition appartenant à M. Bonnet, de Béziers, et dans le ms. lat. 9992 de la Bibliothèque nationale, qui est un recueil de leurs sentences. Comme ces sentences font partie des documents publiés dans le présent ouvrage, je me réserve de présenter ce recueil dans la seconde partie de l'Introduction. Je ne veux parler ici que des deux autres sources que je viens de signaler, le fonds Doat et le ms. 609 de la ville de Toulouse.

1° Le fonds Doat. Il contient soixante-trois pièces, qui se répartissent de la manière suivante : dépositions, aveux, lectures faites aux témoins de leurs confessions antérieures.

Elles se trouvent :

Tome XXII, fol. 1, 4, 13 v°, 26, 27, 30, 31[1], 32, 33 v°, 40 v°, 43, 44 v°, 46 v°, 52 v°, 56 v°, 58, 62, 65, 69 v°, 71, 72, 76, 76 v°, 78, 80 v°, 82 v°, 84, 85 v°.

Tome XXIII, fol. 85 v°, 93, 256 v°, 309, 343.

Tome XXIV, fol. 15, 19, 196, 240, 246 v°, 249, 250 v°, 255[2], 255 v°, 257, 260, 261 v°, 264, 266, 271, 272, 273 v°, 276 v°, 278 v°, 281.

Tome XXXII, fol. 113 v°.

En outre, il faut signaler la bulle adressée, le 19 mars 1248, par Innocent IV à Bernard de Caux et à Pierre Durand, pour leur enjoindre de ne pas avoir à citer les sujets du roi d'Aragon[3], dont les terres avoisinaient Narbonne, et nous avons vu plus haut quelle importance elle eut dans un appel célèbre, auquel elle servit de base. Relevons encore neuf dépositions contre Pierre Garciàs, que je

1. Confession de *R. de Rodolos*, qui se trouve aussi dans l'*Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1147.

2. Déposition de R. de Montlaur, frère de l'abbé de Pamiers.

3. Doat, XXXI, fol. 94.

publie ici[1], et enfin, une sentence rendue à Pamiers, le 21 avril 1247, par laquelle les deux inquisiteurs condamnèrent à la prison perpétuelle Raymond Guillaume, de Larnat (Ariège), Raymond et Guillaume d'en Brenguier, Pierre Faure, Pierre Arnaud, Arnaud de Rabat, de Château-Verdun (Ariège), et Guillaume Daras, de Rabat (Ariège). Cette sentence complète la série des sentences connues de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre; mais, comme elle n'appartient pas au ms. 9992 de la Bibliothèque nationale, elle n'a pu prendre place dans la seconde partie de cet ouvrage; je la donne donc ici :

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° VII°, XI° kls. maii. Nos fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana authoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Raymundi Guillelmi, de Larnato, Raymundi d'en Brenguier, Guillelmi d'en Brenguier, Petri Fabri, P. Arnaldi, de Narapa, et Arnaldi, de Ravato, de Castro Verduno, et Guillelmi Daras[2], de Ravato, Tholosane diocesis :

Quod prenominatus R. Guillelmi, de Larnato, vidit et adoravit multotiens hereticos, et audivit predicationem eorum, duxit eos, dedit eis de suo pluries, cre[di]dit hereticos esse bonos homines, et, postquam fecit confessionem suam coram aliis inquisitoribus et abjuravit heresim et juravit persequi hereticos, vidit, duxit, credidit et adoravit hereticos, et audivit predicationem eorum, et dedit eis de suo, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Raymundus d'en Brenguier vidit et adoravit multotiens hereticos, et audivit predicationem eorum, comedit cum eis et de pane benedicto ab eis, pacem ab eis rece-

1. P. 90.
2. Ms. : *Dajas*.

pit, apparellamentis hereticorum interfuit, credidit hereticis et eorum erroribus, et, postquam fecit confessionem suam de heresi coram aliis inquisitoribus et abjuravit heresim et juravit persequi hereticos, vidit et credidit et adoravit hereticos, et audivit predicationem eorum, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Guillelmus d'en Brenguier vidit et adoravit multotiens hereticos, duxit et receptavit eos in domum suam, credidit hereticis et eorum erroribus, et, postquam abjuravit heresim coram aliis inquisitoribus et juravit persequi hereticos, credidit et adoravit hereticos, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Petrus Fabri vidit et adoravit multotiens hereticos, et audivit predicationem eorum, recepit eos in domum suam, et dedit eis de suo, credidit hereticis et eorum erroribus, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam P. Arnaldi de Narapa vidit, duxit et receptavit multotiens hereticos, dedit et recepit ab eis, predicationem eorum audivit multotiens, comedit et bibit cum eis; credidit hereticos esse bonos homines et reddidit reverentiam multotiens capite inclinato; et, postquam abjuravit heresim coram aliis inquisitoribus et juravit persequi hereticos, vidit, duxit, receptavit, credidit hereticos esse bonos homines et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Arnaldus de Ravato vidit et adoravit hereticos, et credidit eos esse bonos homines et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Willelmus Daras vidit et adoravit multotiens hereticos et audivit predicationem eorum, duxit et recepit hereticos, comedit cum eis et de pane benedicto ab eis; apparellamento hereticorum interfuit, pacem ab eisdem recepit, credidit hereticis et eorum erroribus, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum, et, postquam hoc anno coram nobis abjuravit heresim, vidit et duxit hereticos;

Ipsos nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus secundum formam Ecclesie a vinculo

excommunicationis qua ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint; et, quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos coram nobis comparentes, die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti; si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum apud Appamias, in ecclesia de Mercadali, in presentia venerabilium patrum Appamiensium et Fuxensium abbatum[1], magistri Arnaldi de Campranha, et cellararii Bolbone, prioris de Scossa, monachi, B., cellararii Sancti Anthonini, Arnaldi Gras, capellani, B., capellani de Ravato, B. de Salvola clerici, P. Ariberti, B. de Sanis, publicorum notariorum, et plurium aliorum in communi sermone[2].

La collection Doat fournit enfin la mention de plusieurs confessions reçues par Bernard de Caux seul[3] ou avec son « compagnon » Jean de Saint-Pierre[4], et par Jean de Saint-Pierre seul[5], la mention encore de croix et de pèlerinages imposés à Arnaud Cimordan, de Gascogne[6]. Elle nous apprend un fait intéressant : Bernard de Caux avait fait interroger par son notaire Guillaume *de Clues*, à Montpellier, « ubi captus detinebatur[7]. » Ce qui indique que les

1. Ms. : *Albiensium*.
2. Doat, XXXI, fol. 139 vo-142.
3. Doat, XXIII, fol. 217; XXVI, fol. 60.
4. Doat, XXV, fol. 64.
5. Doat, XXVI, fol. 7 vo.
6. Doat, XXV, fol. 220.
7. Doat, XXIII, fol. 217.

inquisiteurs avaient tout pouvoir pour donner à distance commission à l'effet d'entendre des « témoins. »

2° Le ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse.

Ce manuscrit (milieu du XIII[e] siècle, papier, 254 feuillets, 290 mill. × 230 mill.)[1] nous apporte les dépositions de cinq mille six cents « témoins » environ appartenant à cent six localités de la Haute-Garonne, de l'Aude, du Tarn et de Tarn-et-Garonne[2], mais, dans leur très grande majorité, à l'ancien Lauraguais. Les critiques y ont vu une sorte d'enquête sur l'état religieux du pays; elle aurait été faite par les deux inquisiteurs Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre. Je l'ai moi-même écrit. Actuellement, y ayant regardé de plus près, après avoir suivi les dates des dépositions, je serai moins affirmatif. Car d'abord, c'est au cloître de Saint-Sernin de Toulouse que presque toutes les dépositions ont été reçues; d'ordinaire, une enquête se faisait sur place. Ensuite, les dépositions qui ont commencé le 15 avril

1. M. Ch. Molinier, *l'Inquisition dans le midi de la France*, p. 163-195 (Toulouse, 1880, in-8°), a décrit et analysé le manuscrit, en forçant toutefois beaucoup le nombre des personnes entendues par les inquisiteurs. M. Aug. Molinier, *Manuscrits de la bibliothèque de Toulouse*, p. 358 (Paris, Impr. nat., 1883, in-4°), l'a de même décrit. Dumège, dans son édition de l'*Histoire générale de Languedoc*, t. VI, *Additions*, p. 5-9, 13-34, a donné la table trop souvent fautive des personnes entendues, nobles ou prétendues telles. — Dusan, *Revue archéologique du midi de la France* (Toulouse, 1867), en a publié les onze premiers feuillets, et M. le baron Desazars des extraits, *Histoire authentique des inquisiteurs tués à Avignonet en 1242* (Toulouse, 1869, in-8°). Je l'ai utilisé moi-même dans un court mémoire ayant pour titre : *Les hérétiques du comté de Toulouse dans la première moitié du XIII[e] siècle* (Paris, Picard, 1891, in-8°).

2. La liste en a été dressée par M. Baudouin, ancien archiviste de la Haute-Garonne, et placée en tête du manuscrit.

1245[1] se sont multipliées, dans des proportions paraissant parfois invraisemblables, jusqu'au 17 juillet suivant, pour reprendre, après une interruption de trois mois et demi, le 30 octobre suivant[2], et alors se poursuivre avec la même intensité en novembre, décembre, janvier et février. N'est-ce pas la preuve que les inquisiteurs avaient accordé le *tempus graciae* d'avril à juillet d'abord, puis de la fin d'octobre jusqu'en février? Les habitants, voulant en profiter pour s'assurer l'impunité, accouraient en masse et exigeaient du notaire de l'Inquisition que leur déposition fût inscrite à l'effet de se précautionner contre l'avenir et d'infirmer d'avance des accusations toujours possibles. Ces considérations sont corroborées dans une certaine mesure par ce fait que la poursuite contre des prévenus présumés coupables ne commence qu'en mars 1246 (n. st.) : la formule *in judicio constitutus* est étrangère aux dépositions d'avril à juillet et d'octobre à février. Il faut ajouter que, dans ces cas, non plus seulement un inquisiteur, mais les deux inquisiteurs conduisent l'interrogatoire ou remettent la déposition sous les yeux du prévenu. C'est alors la preuve d'une action judiciaire. Je serais donc porté à voir dans le ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse le recueil des aveux faits spontanément pendant le *tempus gratiae;* ils en composent la plus grande partie, les neuf dixièmes. Quelques-uns de ceux qui étaient venus avouer ayant été poursuivis dans la suite, le notaire a mis ensemble les aveux remontant au temps de grâce et les dépositions intervenues au cours de la poursuite, ce recueil ayant été formé postérieurement à l'année 1258[3].

1. Fol. 143.
2. Fol. 144.
3. Fol. 127 : complément des aveux de Pons Garrigue.

Voici, en effet, l'indication de quelques-uns des actes qui ont suivi :

27 juin 1250, Toulouse. Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres, inquisiteurs, font lire à Bertrand de Quiders ses aveux des 6 et 7 février 1246[1].

23 février 1256 (n. st.), Toulouse. Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres, inquisiteurs, font de même lire à Bernard de Scaupon ses aveux, qui étaient du mois de mai 1245[2].

4 décembre 1256, Toulouse. Jean de Saint-Pierre entend Pons Aigra, de Montauriol (Haute-Garonne), qui, en novembre 1245, avait déjà avoué[3].

Bernard de Caux disparaît après 1248, tandis que Jean de Saint-Pierre continue à travailler huit ou dix ans encore; mais ce n'est plus l'activité d'autrefois, ce semble, quoi qu'on puisse conclure d'un fragment de registre de l'année 1256, dont la description suit.

3° Fragment de registre d'inquisition appartenant à M. Bonnet, de Béziers.

M. Louis Bonnet, de Béziers, pendant son séjour à Toulouse comme étudiant, il y a quelque trente ans, eut la très heureuse idée de recueillir, sur le marché volant de la place du Capitole, deux feuillets de parchemin du XIII[e] siècle, épave d'un registre d'inquisition, qui, à n'en pas douter, était volumineux. Ces deux feuillets (342 mill. × 254 mill.) sont, en effet, les feuillets CCLXII et CCLXXI de ce registre, qui se continuait après le feuillet CCLXXI; sans compter qu'ils sont écrits page pleine sur une justification de 170 mill.

1. Fol. 140 v°.
2. Fol. 246 v°.
3. Fol. 142.

Le titre courant du premier porte : *De Monte auriol;* celui du second : *Dels Fortenenx. De Montegalhardo.* Plusieurs lieux et communes répondent aujourd'hui au nom de Montauriol : Montauriol, comm. de Gabre, cant. du Mas-d'Azil (Ariège); Montauriol, cant. de Céret (Pyrénées-Orientales); Montauriol, cant. de Castillonnès (Lot-et-Garonne); Montauriol, cant. de Pampelonne (Tarn); Montauriol, cant. de Salles-sur-L'Hers (Aude); Montauriol, comm. de Drémil-Lafage-et-Montauriol, cant. de Lanta (Haute-Garonne); Montauriol, château, comm. de Villemur (Haute-Garonne). Nous écartons tout de suite les Montauriol autres que ceux de l'Aude et de la Haute-Garonne comme étant trop éloignés; encore faut-il rejeter le Montauriol de la commune de Villemur, qui n'appartient pas au Lauraguais; car, dans les interrogatoires, comme nous le verrons tout à l'heure, les inquisiteurs entendirent des habitants du Lauraguais. Enfin notre document dit : *de Monte auriol Lauraguesii, de Monte auriol de Bello podio domini episcopi Tholosani.* Et par là se trouve écarté Montauriol (Aude). Il s'agit donc ici de Montauriol formant aujourd'hui une seule commune avec Drémil-Lafage.

Quant à Fourtanens, qui apparaît dans le second de nos deux feuillets, c'était un consulat situé dans le voisinage de Mourvilles-Basses et des Varennes, arrondissement de Villefranche-de-Lauraguais (Haute-Garonne). Et par là même se trouve déterminé Montgaillard, canton de Villefranche-de-Lauraguais. D'ailleurs, s'il pouvait y avoir une hésitation, il suffirait, pour la dissiper, de rapprocher notre interrogatoire du ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse, où nous voyons que les inquisiteurs entendirent les habitants de Montgaillard (Haute-Garonne). Parmi ceux-ci,

je relève le nom de Bertrand de Roqueville, chevalier[1], que nous retrouvons dans un des interrogatoires dont je m'occupe en ce moment. C'est un renseignement dont on verra tout à l'heure le prix.

Les inquisiteurs nommés sont Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres. Nous connaissons le premier; le second écrivit, le 31 janvier 1257, à Alfonse de Poitiers, une lettre qui suffirait à rendre sa mémoire chère à la postérité. Il dénonçait à Alfonse, comte de Poitiers et de Toulouse, les faits suivants : Jean de Saint-Pierre et lui, exerçant l'inquisition dans le diocèse de Toulouse, avaient trouvé que, sous leurs prédécesseurs, le juge séculier s'emparait des hérétiques condamnés simplement à la prison perpétuelle et les livrait au bûcher; et cependant les inquisiteurs ne réclamaient point. Pour eux, après avoir pris conseil, ils protestent, bien que l'on dise déjà que ne pas se prêter aux volontés du bras séculier c'est favoriser l'hérésie et détruire l'Inquisition; ils ont envoyé une consultation au pape; et, en attendant que la réponse arrive, ils se refuseront à livrer les hérétiques retenus dans leurs prisons[2].

Rien n'était plus juste ni plus humain; vraisemblablement, plusieurs des hérétiques auxquels Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre avaient infligé la prison échappèrent ainsi au bras séculier. Nous avons le droit de penser que Rainaud de Chartres, que cette lettre nous montre si ferme et si exact observateur des règles et de la loi, ne se départit point de cet esprit de justice. Il dut apporter dans l'exercice de ses fonctions toute la modération requise.

Nos deux feuillets contiennent des interrogatoires d'habitants de Montauriol, Fourtanens et Montgaillard. Ces inter-

1. Ms. 609 de la ville de Toulouse, fol. 43.
2. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1409, 1410.

rogatoires ressemblent par l'ensemble de leur teneur à ceux du ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse. Mais il me paraît qu'il faut y voir des pièces appartenant à une poursuite proprement dite. Car, d'abord, les douze personnes entendues, dont cinq étaient de Montauriol, deux de Fourtanens et cinq de Montgaillard, avaient été précédemment compromises. Rixendis avait même déjà fait des aveux devant Ferrier, à Conques (Aude)[1]; Esclarmonde, de Saint-Amadou (Ariège), avait été interrogée par les inquisiteurs de l'évêque de Toulouse, au Mas-Saintes-Puelles (Aude)[2]; et Bertrand de Roqueville avait, le 1er juillet 1245, fait une première déposition[3]. S'il fut rappelé par Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres, le 2 novembre 1256[4], s'il subit un nouvel interrogatoire, auquel il ne put se dérober, ce fut en raison d'une poursuite proprement dite, de nouvelles charges pesant sur lui; et, en effet, en 1256, il ne s'enferma pas dans la déposition de 1245. Enfin, Bertrand de Roqueville reconnut avoir nié, une première fois, devant Bernard de Caux et son compagnon, une seconde fois, devant Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres[5]. On ne comprendrait pas un troisième interrogatoire en dehors d'une poursuite judiciaire.

Par là même, nous saisissons le rapport qui existe entre les interrogatoires de 1256 et les actes antérieurs des inquisiteurs.

1. Montauriol, n° 2.
2. Montauriol, n° 3.
3. Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 43.
4. Le ms., Montgaillard, n° 3, porte : *V° non. novembris*, par erreur sans doute; car, pour le mois de novembre, les nones ne comprenaient que quatre jours, du 2 au 5. Il faudrait donc lire : *IIII° non. novembris*.
5. Montgaillard, n° 3.

Le second feuillet fournit la date du 2 novembre 1256. Or, le premier feuillet, qui ne contient aucune indication d'année, donne le 2 octobre : *sexto nonas octobris;* entre les deux il y a une lacune de neuf feuillets seulement, LXII-LXXI. Nous pouvons admettre, avec vraisemblance, qu'on n'y est point passé à une autre année; et que les douze interrogatoires fournis par les deux feuillets sont les uns et les autres de l'année 1256. Ils se placent aux jours suivants :

1256 (?),	. . . . . .,	Montauriol.
	2 octobre,	Montauriol.
	7 octobre,	Montauriol.
	12 octobre,	Montauriol.
	24 octobre,	Montgailhard.
1256,	2 novembre,	Montgailhard.
	25 novembre,	Montgailhard.
	. . . . . .,	Fourtanens.
	1er décembre[1],	Fourtanens.

Nous n'aurions pu nommer le lieu où ces dépositions ont été reçues que si le registre nous fût parvenu en entier. Les deux feuillets ne nous fournissent à ce point de vue que des renseignements très incomplets. C'est à Gaillac (Tarn) que Jean de Saint-Pierre reçut la déposition de Bérenger de Saint-Amadou, et celle de Pierre Bermond, de Montauriol, datée du même jour; c'est à Toulouse qu'il interrogea et entendit Raymonde, femme de Pierre Fargues, de Fourtanens. A Gaillac encore, Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres interrogèrent Arnaud Capella, de Montgailhard, et, vraisemblablement, Bertrand de Rocqueville, Galhard de Rocqueville et India, femme de Bertrand de Roqueville.

Les notaires s'appellent Bérenger Vernet (*de Verneto*),

1. *In crastinum sancti Andree.*

Bertrand du Solier (*de Solerio*) et Pierre[1], curé de Dreuilhe.

Au bas de chaque déposition, ils eurent soin de ranger sur plusieurs colonnes les noms de ceux qui se trouvaient compromis dans la déposition. Le même nom revient à la suite de la même déposition, par la raison que, prononcé plusieurs fois par le témoin, il pouvait donner lieu à plusieurs recherches. C'est à titre de renseignement, en effet, que les noms furent de la sorte mis en vedette. Comme personnes notables, je n'ai relevé que dame Blanche, femme de Bernard de la Tour, Pons-Guillaume de la Tour, Pierre *de Resengas*, Pierre de Mazeroles. Parmi les témoins, il n'y a à retenir que les noms de P. Blegier (*Blegerii*), dominicain, mort en 1269[1], de Gilles, clerc du comte de Toulouse, et de Jean de Saint-Benoît, dominicain.

Un dernier renseignement à noter : Esclarmonde de Saint-Amadou déclara avoir comparu devant les inquisiteurs de l'évêque de Toulouse à Belpech : *fuit coram inquisitoribus domini episcopi Tholosani apud Bellum Podium*. Ces inquisiteurs s'appelaient Ar. de Gouzens et Ar. de Brassac[2]. C'est deux ans auparavant, en 1254, qu'ils avaient entendu Esclarmonde. A cette date, l'évêque de Toulouse était Raymond du Falga[3], dominicain, qui n'avait cessé jusque-là de déployer un grand zèle contre l'hérésie[4].

6. Radulphe et Raymond David, inquisiteurs diocésains de Carcassonne.

Les travaux de ces deux inquisiteurs sont exposés tout au long et uniquement dans le Registre du greffier de l'Inquisi-

1. *Acta capit. provinc. ord. frat. Praed.*, p. 145 (éd. Douais).
2. Montauriol, n° 3.
3. 1232-1270.
4. Voy. plus haut, p. lxxvij.

tion de Carcassonne. Mais comme ce Registre fort important se trouve publié ici, je renvoie à la description et à l'analyse que j'en devrai donner plus bas; et je passe aux inquisiteurs qui suivent dans l'ordre chronologique.

7. *Amelius, curé de Saint-Étienne de Toulouse, Raymond Resplandi, maître Ar. de Gouzens.*

Nous avons déjà rencontré Ar. de Gouzens, délégué diocésain de Toulouse. Raymond Resplandi jouit du même titre, tandis qu'Amelius se présente comme le lieutenant des inquisiteurs Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres; mais il opère principalement à Toulouse. Pour les suivre dans leurs travaux, il faut consulter d'abord le ms. 609 de la Bibliothèque de Toulouse, où ils entendent des confessions, remettent leurs dépositions sous les yeux des prévenus, ou infligent des peines[1]; puis Doat, qui, à la vérité, ne fournit ici qu'une indication[2], enfin et surtout le Registre qui se trouve aux archives de la Haute-Garonne, sous la cote H Dominicains, 85.

Les archives de la Haute-Garonne, H Dominicains, 85, gardent dix feuillets de parchemin en une écriture du milieu du XIIIe siècle, qui, cousus, forment ensemble un cahier et sont numérotés de 1 à 10. On lit sur le premier les dates de *1674 et 1675;* sur le troisième, *N° 25;* sur le cinquième, *N° 36;* sur le septième, *N° 544;* sur le neuvième, *1674 et 1675, N° 197;* ici et là se lisent des noms de lieux ou d'hommes et des relevés de sommes d'argent. Ces indications diverses méritent d'être retenues : elles permettent de

1. Pour Amelius, voy. aux fol. 31 v°, 55 v°, 88 v°, 116, 253 v°; pour Raymond Resplandi, voy. aux fol. 55 v°, 215, 232, 253 v°, 254 v°.

2. Tome XXV, fol. 275-283, confession ou déposition d'Arnaud Arquier, qui déclare avoir été entendu déja par Arnaud Pelhisso et Amelius.

déterminer la provenance de ces feuillets, qui, en effet, d'après la note laissée par M. Baudouin, archiviste de la Haute-Garonne, « servaient de couverture à divers registres du contrôle des Exploits, » aux dates marquées. Cette destination doit être notée, car elle explique l'état de ces dix feuillets et permet de déterminer leur provenance primitive.

Au premier abord, parce qu'ils présentent une grande similitude dans l'écriture, on se croirait autorisé à penser qu'ils appartenaient au même registre. En réalité, il n'en est rien. Les marges ont été rognées; il reste cependant encore un moyen matériel de vérifier ce point : c'est d'abord la justification ou longueur des lignes, c'est ensuite le nombre de lignes à la page. Ce critérium paraîtra suffisant à tous ceux que l'étude des manuscrits a mis au courant des principes suivis par les scribes du moyen âge : les manuscrits et registres présentent la même régularité que le livre moderne pour la justification de la ligne et le nombre de lignes à la page. Voici maintenant, à ce double point de vue, l'état des dix feuillets conservés aux archives de la Haute-Garonne :

Fol. 1,	justification	152 mill., 48	lignes à la page.
Fol. 2,	id.	152 mill., 48	id.
Fol. 3,	id.	152 mill., 48	id.
Fol. 4,	id.	152 mill., 48	id.
Fol. 5,	id.	148 mill., 45	id.
Fol. 6,	id.	148 mill., 45	id.
Fol. 7,	id.	141 et 144 mill., 45	lignes à la page.
Fol. 8,	id.	144 mill., 45	lignes à la page.
Fol. 9,	id.	165 mill., 45	id.
Fol. 10,	id.	155 et 165 mill., 45	lignes à la page.

D'après la règle posée, nous aurions donc ici des frag-

ments de quatre registres : fol. 1-4, un premier registre ; fol. 5-6, un second registre ; fol. 7, un troisième registre ; fol. 8, un quatrième registre. Cependant il faut joindre les fol. 7 et 8, l'irrégularité dans la justification du fol. 7 tenant à un simple accident ; ce qui réduit à trois le nombre des registres démembrés ; quant aux feuillets 8 et 9, ils appartenaient au même registre, puisqu'ils forment une seule feuille repliée, comme les fol. 1 et 2, les fol. 3 et 4, les fol. 5 et 6 et les fol. 7 et 8. Mais je n'oserais pas affirmer qu'il faille les séparer des registres précédents, ou les joindre à l'un ou à l'autre de ces registres ; car ils ne contiennent que des listes de noms débordant sur les marges. Les fol. 3 et 4 n'ont pas été écrits de la même main que les fol. 1 et 2 ; il y a même des différences dans les caractères, les abréviations[1], et l'encre est ici plus noire. Je serais porté à les rattacher à un registre différent.

En résumé, trois registres certains ; un quatrième et un cinquième probables.

Cette constatation n'est pas dépourvue d'intérêt, puisque, au temps où le P. Benoît composa l'*Histoire des Albigeois et des Vaudois ou Barbets*, qui parut en 1691, on conservait, dans le couvent des frères Prêcheurs de Toulouse, « douze anciens registres, » où l'on voyait « les procédures que les inquisiteurs firent en différentes occasions contre les Albigeois et l'aveu de leur doctrine[2]. » Nos feuillets ayant servi à recouvrir des registres du contrôle des Exploits, datés de 1675, nous pouvons en conclure que déjà, à cette date, la dilapidation des documents d'Inquisition avait non seulement commencé, mais fait de nombreux ravages.

1. Par exemple, l'abréviation de *m* indiquée par un signe ayant la forme d'un ² et non par le trait horizontal : *Lūbarda²*, fol. 3.
2. T. Ier, p. 44.

Quelques-uns des dix feuillets sauvés ont conservé leur foliotation primitive : LXXXIX, XC, pour les fol. 1 et 2; LXXVI, pour le fol. 4; CIII, pour le fol. 6; CXCVI, pour le fol. 7; CLIIII, pour le fol. 9; CXLV, pour le fol. 10. On le voit, les fol. 1 et 2 sont les seuls qui se suivent, de telle façon que, si nous avons ici des fragments de trois, et peut-être de quatre ou même de cinq manuscrits, le texte s'en trouve beaucoup plus coupé encore. Une première coupure comprend les fol. 1 et 2. Huit autres coupures sont formées par chacun des huit feuillets suivants. Dix folios nous apportent donc neuf fragments de textes; un seul paraît ne pas être tronqué, c'est la *Confessio Guillermi Furnerii, de Tholosa, conversi*, fol. 8.

Je viens de dire *Confessio* en reproduisant le titre du fol. 8. Je pense, en effet, que la teneur des autres morceaux nous autorise à les regarder comme autant de confessions faites et obtenues au cours de la poursuite; car souvent le témoin interrogé revient, les jours suivants, pour ajouter à ses aveux et les compléter; et il ne revient pas spontanément : car cette circonstance eût été indiquée, selon l'usage et la pratique ordinaire des inquisiteurs, qui, voyant un indice de sincérité dans la spontanéité de l'aveu, en faisaient prendre bonne note par le notaire.

Les inquisiteurs qui reçoivent les confessions, ou du moins qui se trouvent nommés dans quelques-unes d'entre elles, sont Raymond Resplandi, maître Ar[naud] de Gouzens, Jean de Saint-Pierre et Rainaud de Chartres. Amelius, curé de Saint-Étienne de Toulouse, remplace, un moment, Rainaud de Chartres; il entend la confession de Guillaume Fournier; il avait donc une sous-délégation. Vraisemblablement, Arnaud de Gouzens agit ici comme inquisiteur de l'évêque de Toulouse; nous lui avons déjà

reconnu ce titre. Raymond Resplandi aura été de même juge délégué de l'évêque. Les notaires sont Bomassip, de Péyriac-Minervois (Aude), et Philippe Polier.

Voici, en suivant l'ordre des feuillets dans le cahier des archives de la Haute-Garonne, les dates de jours ou d'années qu'on y relève :

12..	15 novembre.
	27 novembre.
	8 décembre.
1256	. . . . .
1254	8 juin.
12..	25 juin.
1256	5 juillet.
—	4 août.
—	Lundi avant la fête de saint Laurent (7 août).
—	Octave de la fête de saint Laurent (17 août).
—	20 novembre.

Il faut signaler, parmi les témoins, Étienne Clavel, archiprêtre de Laurac (Aude), et P. de Gouzens, diacre, parent sans doute de l'inquisiteur.

Au point de vue géographique, les confessions ou dépositions se distribuent de la manière suivante :

Le Lauraguais : premier, second, troisième et sixième (?) fragments.

Lavaur ou la région de Lavaur : quatrième et cinquième fragments.

Toulouse : septième fragment.

L'Albigeois et le Querci : huitième et neuvième fragments, d'après l'énumération des lieux qui y sont donnés en regard des noms des personnes, plus ou moins accusées dans les dépositions.

Comme derniers renseignements, je retiendrai la présence de Ferrier à Limoux, pour y exercer l'Inquisition et les charges nombreuses que plusieurs dépositions font peser sur les Roqueville. Enfin, je signale la confession de Guillaume Fournier, comme particulièrement curieuse et intéressante pour connaître et mesurer les agissements de l'hérésie à Plaisance, Pise, Crémone et dans la Lombardie. Il est vrai qu'elle n'est pas inconnue : M. Belhomme, ancien archiviste de la Haute-Garonne, l'a publiée[1], avec un autre fragment important, la confession de Guillaume Carrière. Ces fragments mériteraient d'être intégralement édités : ils fournissent quelques faits nouveaux, et contiennent deux listes d'accusés, dont il sera peut-être possible un jour de décrire les destinées grâce à des documents nouveaux.

8. *Rainaud de Chartres et Guillaume Bernard, de Dax.* — Rainaud de Chartres, déjà si avantageusement connu[2], eut pour compagnons, d'abord Jean de Saint-Pierre, nous l'avons vu, puis Guillaume Bernard, de Dax. Quelque célèbres qu'aient été Rainaud de Chartres et Guillaume Bernard, de Dax, il ne nous est presque rien parvenu d'eux. C'est que la période de temps à laquelle ils appartiennent est celle qui répond aux dilapidations postérieures des archives de l'Inquisition, comme le prouvent les fragments de registres conservés aux archives de la Haute-Garonne, le fragment appartenant à M. Louis Bonnet, de Béziers, et un autre fragment resté inconnu, qui est conservé à la bibliothèque de Carcassonne et dont je parlerai en son lieu.

Dans l'état actuel des documents, la lettre de Guillaume

1. *Documents inédits sur l'hérésie des Albigeois*, dans les *Mémoires de la Société archéologique du midi de la France*, VI, p. 101-146. Le texte n'y est malheureusement pas correctement établi.

2. Plus haut, p. clvij.

Bernard à Alfonse de Poitiers est, à n'en pas douter, son meilleur titre. Après, nous ne rencontrons que de rares indications éparses ici ou là. Le 28 octobre 1258, à Toulouse, Guillaume Bernard entend la déposition complémentaire de Pons Garrigue[1]; le 10 juin 1263, Rainaud de Chartres et Guillaume Bernard, de Dax, rendent, avec Philippe de Boissy, sénéchal du Rouergue, et maître Eudes, lieutenant du comte de Poitiers, une sentence arbitrale réglant la perception de la taille pour la construction de l'église de Najac[2]; encore faut-il reconnaître que la poursuite inquisitoriale n'est pour rien dans cette pièce[3]. Enfin, à des dates incertaines, nous apprenons que Guillaume Bernard avait entendu les aveux d'Arnaud Cimordan, de Gascogne[4], ceux d'Emblard Vassal à Castres[5], de la femme Bona, de Prades, près de Puylaurens (Tarn)[6], de Pierre Ferrol, de Trébons (Haute-Garonne)[7]. Un « témoin, » Raymond Hugues, dit avoir comparu déjà devant Guillaume Bernard[8].

9. *Pons du Pouget* (*de Poieto*, *de Pogeto*). — L'observation faite au sujet de Rainaud de Chartres et de Guillaume Bernard s'applique plus directement encore à Pons du Pouget; car une citation lancée par lui et cinq sentences

1. Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 127.

2. Pièce publiée d'après l'original dans les *Travaux pratiques d'une conférence de paléographie à l'Institut catholique de Toulouse*, p. 51-55 (Toulouse, 1892, in-8°).

3. Pièces étrangères à l'Inquisition, de même que celles où Guillaume Bernard et Guillaume de Montréveil sont mêlés aux négociations de la ville de Toulouse avec Alfonse de Poitiers au sujet du fouage (*Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1562-1564).

4. Doat, XXV, fol. 220.

5. Doat, XXV, fol. 183 et suiv. La pièce dit : avec son « compagnon, » Rainaud de Chartres sans doute.

6. Les deux inquisiteurs opérant ensemble (Doat, XXV, fol. 87).

7. Les deux inquisiteurs ensemble (Doat, XXVI, fol. 64-66).

8. Doat, XXV, fol. 114.

qu'il prononça — les seules pièces que nous ayons conservées — sont la preuve d'une poursuite exercée par cet inquisiteur, mais dont le dernier acte seul nous est parvenu. Tout le reste a disparu; il est vraisemblable, en outre, pour ne pas dire certain, que, pendant les trois années embrassées par ces sentences (1262-1264), Pons du Pouget n'avait pas limité son activité à cinq ou six affaires.

Voici le résumé de ces pièces :

14 août 1262, Carcassonne. — Pons du Pouget écrit à l'archiprêtre de Fenouillèdes qu'il ait à citer, pour comparaître à Sommières, *ultra Montempessulanum*, les héritiers de Hugues de Saissac et de Pierre de Fenouillet, son père, le lundi avant la Nativité de la Vierge (Doat, XXXIII, fol. 115 v°-116).

5 septembre 1262. — Pons du Pouget condamne la mémoire de Pierre de Fenouillet comme étant mort dans l'hérésie (Doat, XXXIII, fol. 66 v°, 122 v°-124). Cette sentence donna lieu plus tard, nous l'avons vu[1], à un procès en appel assez célèbre.

11 mars 1263 (n. st.), cimetière de Lombers (Tarn). — Pons du Pouget, inquisiteur, prononce une sentence d'exhumation contre Guillelme, femme de Bernard Carsiprès, de Limoux (Aude). (D'après un vidimus de 1331, Doat, XXXII, fol. 113 v°-124.)

14 mai 1264. — Lettres de Pons du Pouget, inquisiteur, relevant Guillaume du Puy, chevalier, des obligations de son père, mort dans l'hérésie, moyennant les aumônes suivantes : 150 l. t. à l'Inquisition, 25 l. t. à Sainte-Cécile d'Albi, 15 l. t. à Saint-Julien, 10 l. t. à Saint-Salvi, 10 l. t. au couvent des frères Prêcheurs d'Albi (arch. de la Haute-Garonne, H Dominicains, 85; Doat, XXXI, fol. 292 v°-295).

1. Plus haut, p. xxj, note 3, p. xxxiv, note 8.

Date inconnue. — Pons du Pouget impose des croix à Pierre Laurac, de Montgaillard (Haute-Garonne), d'après la déposition de celui-ci (Doat, XXVI, fol. 70-72).

10. *Étienne de Gastine* (*de Vastino*, *de Vlastino*, *Vastinensis*). — Étienne de Gastine, « inquisitor in provincia Narbonensi[1], » est célèbre par ses démêlés avec Roger, comte de Foix. Le 8 décembre 1264, il lui écrivit pour se plaindre que Pierre André, son baile, eût refusé de comparaître; il lui enjoignait de l'arrêter[2]. Le même jour, le comte lui répondait qu'il avait ordonné son arrestation[3]. Et cependant, quatre jours après, le 12, le comte en appelait au saint-siège; il formulait ses griefs contre l'inquisiteur, qui avait, disait-il, occupé la ville de Foix et opéré l'arrestation de Raymond André, indemne cependant de tout soupçon d'hérésie, etc.[4]. Quoi qu'il en soit de la justice de l'appel, nous y trouvons la preuve du zèle d'Étienne de Gastine. Il ressort également de la confession d'Emblard Vassal[5], ainsi que d'une remise de pèlerinages faite à Raymond Sans, de Rabat (Ariège)[6], et enfin d'un fragment de registre dernièrement reconnu dans la bibliothèque de Carcassonne[7].

Ce sont deux feuillets qui se suivent et qui ne portent aucune trace de foliotation ancienne; ils mesurent 373 mill.

1. Bulle de Clément IV du 31 juillet 1265 (Potthast, 19293).

2. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1452, 1453. Aussi dans Doat, CLXXII, fol. 105.

3. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1453.

4. Ibid., col. 1544-1547.

5. D'après sa propre confession, Étienne de Gastine l'aurait fait arrêter, puis relâché moyennant caution (Doat, XXV, fol. 183-192, sa confession entière).

6. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1673. Aussi dans Doat, CLXXIII, fol. 95.

7. Il m'a été signalé par M. Doinel, archiviste de l'Aude.

×278 mill.; l'écriture est de la seconde moitié du XIII[e] siècle, sur une justification page pleine de 192 mill. Arrachés d'un registre des archives de l'Inquisition, ils ont servi, comme les fragments conservés aux archives de la Haute-Garonne, à recouvrir un livre de compte, portant pour cote : *Registre des années* 1701, 1702 *et* 1703. Ils s'ouvrent sur une déposition dont le commencement manque : *de tempore quod supra. Item, dixit quod...* Cette déposition se termine, puis elle est reprise : *Item, anno quo supra, v idus augusti, predictus Guillelmus de Bordaria adjecit testimonio suo dicens...* Cette addition est coupée à la fin du second des deux feuillets. Guillaume de la Borderie (*de Bordaria*) fait ses aveux. C'est un ministre hérétique, puisqu'il va de lieu en lieu avec un compagnon, Guillaume de Muret (*de Murello*), qui ne se sépare pas de lui : on entend leur « prédication, » on les « adore » ensemble; ils bénissent le pain; et c'étaient là tout autant de privilèges ou d'attributions des ministres dualistes. Guillaume de la Borderie en savait long; il avait été appelé par les hérétiques en une multitude d'endroits que les inquisiteurs, pour mieux s'y retrouver sans doute, ont fait noter à la marge et en regard du passage correspondant de la déposition : *Sancta Crux*[1], *mansus de Lacalm*[2], *rupis Sancti Projecti*[3], *mansus de Podio longo, Paulhacum*[4], *Mons acutus*[5], *Rabastenx*[6], *Affiacum*[7], *Romenx*[8],

1. Sainte-Croix, comm. de Castelnau-de-Lévis (Tarn).
2. Lacalm, près de Sainte-Croix.
3. Saint-Projet, comm. de Paulin (Tarn). *Rupis*, château fort.
4. Paulhac, cant. de Montastruc (Haute-Garonne).
5. Montégut, cant. de Revel (Haute-Garonne).
6. Rabastens (Tarn).
7. Fiac, arr. de Lavaur (Tarn).
8. Roumens, cant. de Revel (Haute-Garonne).

Tocille prope Baure[1], *Agrifolium*[2], *Adalbertaria*[3], *Villafranca*[4]. Cependant, ses deux dépositions tronquées ne fournissent rien de spécial sur les pratiques des hérétiques. Elles montrent seulement une extrême activité de leur part dans la région de Lavaur et de Rabastens vers l'année 1268.

Aucune année n'est indiquée; mais nous pouvons déterminer approximativement la date de ce fragment par la mention, parmi les témoins présents à l'interrogatoire, de Raymond Sicred, prieur du couvent des frères Prêcheurs de Carcassonne : *Testis frater Raimundus Sicredi, prior fratrum Predicatorum Carcassone*. Or, Raymond Sicred a été prieur de ce couvent de 1266 à 1270[5]. C'est donc entre 1266 et 1270 qu'il faut placer la déposition de Guillaume de la Borderie.

Le nom de l'inquisiteur qui l'a reçue est resté en blanc : *Hec deposuit Carcassone coram fratre... inquisitore*. A cette date, Étienne de Gastine était inquisiteur « in provincia Narbonensi; » à ce titre, il devait résider à Carcassonne. On ne peut pas assurer absolument qu'il ait entendu Guillaume de la Borderie, mais la chose est infiniment probable,

1. Vaure, comm. de Revel (Haute-Garonne).
2. Aigrefeuille, cant. de Lanta (Haute-Garonne).
3. L'Albertarié, comm. de Graulhet (Tarn).
4. Villefranche-d'Albigeois (Tarn).
5. « Septimus prior [in conventu Carcassonensi] frater Raymundus Sicredi, de Burgo Carcassonensi, successit fratri Guillelmo Garini; prefuit annis quatuor, fuitque absolutus in capitulo provinciali, anno Domini M° CC° LXX°. » (Bernard Gui, *Priores in conventu Carcassonensi*, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 156 v°.) Voy. sur ce religieux, *Acta capit. provinc. ord. frat. Praed.*, p. 46, 117, 148 (note), 151, 174 (note), 177, 195, 196, 225 (note), 228, 233 (note).

d'autant qu'il donnait encore carrière à son zèle en 1276[1].

11. *Ranulphe de Plassac et Pons de Parnac.* — La carrière de ces deux inquisiteurs, qui se déroule principalement entre les années 1273 et 1279, est relativement documentée. Mais leurs actes nous sont fournis uniquement par le fonds Doat, dont ils remplissent, ou à peu près, le tome XXV. Voici, dans l'ordre chronologique, l'indication des pièces qui y sont contenues :

21 mai 1273. — Déposition de Guillaume de Molières, prêtre, fol. 2.

2 juin, 25 juin, 3 juillet 1273. — Dépositions de Pétronille, femme de Deide Bras, de Villefranche-du-Rouergue, fol. 4.

30 juin 1273. — Dépositions de divers Bourguignons demeurant en Rouergue, fol. 9 v°.

25 juin et 1er juillet 1273. — Dépositions de Pétronille de Castanet, de Verfeil, diocèse de Rodez, alors en prison, fol. 6.

9 juillet 1273. — Déposition de Willem Fournier, de Toulouse, « qui manet juxta domum Trinitatis, » fol. 15 v°.

30 août 1273. — Déposition d'Alric, fils de Raymond Saich, de Caraman (Haute-Garonne), fol. 17 v°.

9 octobre 1273. — Déposition de Saint-Saturnin, de Rouffiac (Aveyron), fol. 20 v°.

31 octobre et 3 novembre 1273. — Dépositions de Gaubert *de Aula de Benacio,* diocèse de Cahors, fol. 24.

11 novembre 1273. — Déposition d'Étienne Roger, de Roumens (Haute-Garonne), fol. 27.

1. Le 6 mai 1276, à Carcassonne, il rendit une sentence d'hérésie contre Hugues de Condat, Raymond Delboc et Guillaume Didier, d'Albi (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. G v°). La même année probablement, il livra au bras séculier Raymond Carbonel, de Graulhet (Doat, XXXII, fol. 242).

12 novembre 1273. — Déposition de Guilabert de Saint-Michel, fol. 29.

14 novembre 1273, *die martis post festum Beati Martini*[1]. — Déposition de Barthélemy Jourdain, de Rabastens (Tarn), fol. 35.

11 janvier 1274 (n. st.). — Déposition de Bernard *de Rivali*, prisonnier, fol. 11.

15 janvier 1274 (n. st.), *die martis ante festum Beati Petri ad Cathedram*[2]. — Déposition de Gardouch (*Gardubius*), chevalier, fol. 64.

22 janvier 1274 (n. st.). — Déposition de Guillaume de Rosergue, fol. 36 v°.

7 février 1274 (n. st.), *die mercurii post festum Sancte Agathe*. — Déposition de Guillelmine, femme de Thomas de Saint-Flour, demeurant à Toulouse, île de Tounis, fol. 37 v°.

Même jour. — Déposition de Fabrisse, femme de Pierre Vital, de Limoux, demeurant à Toulouse, île de Tounis, fol. 43 v°.

Peu après le 7 février 1274 (n. st.). — Nouvelle déposition de Fabrisse, fol. 44 v°.

11 février 1274 (n. st.), *in crastino sancte Scolastice*. — Déposition d'Arnaude, femme de Raymond Darasa, de Cordes (Tarn), alors à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), fol. 55 v°.

13 février 1274 (n. st.). — Déposition de Raymond, curé de Cestayrols (Tarn), fol. 61 v°.

Même jour. — Déposition de Raymond Roca, de Cestayrols (Tarn), fol. 62.

7 mars 1274 (n. st.). — Déposition de Guillaume Ber-

1. En 1273, la fête de Pâques tomba le 9 avril.
2. En 1274, la fête de Pâques tomba le 1er avril.

nard, damoiseau, fils de défunt Raymond Durfort, chevalier, de Fanjeaux (Aude), fol. 65.

8 mars 1274 (n. st.), *die veneris ante festum sancti Gregorii*. — Déposition d'Esclarmonde, femme de Raymond de Durfort, fol. 66 v°.

13 mars 1274 (n. st.), *die jovis post festum sancti Gregorii*. — Autre déposition de Guillelmine, femme de Thomas de Saint-Flour, fol. 41 v°.

14 mars 1274 (n. st.). — Autre déposition d'Arnaude, femme de Raymond Darasa, de Cordes (Tarn), fol. 58.

Avril 1274. — Dépositions de Philippine, fille de Fabrisse, femme de Raymond Maurel, demeurant à Toulouse, île de Tounis, fol. 52.

2 avril 1274. — Déposition de Bernard Hugues, frère de Raymond Hugues, de Roquevidal (Tarn), fol. 68, 90.

2 avril 1274. — Déposition de Raymond Hugues, fils de Guillaume Hugues, de Roquevidal (Tarn), fol. 90.

3 avril 1274. — Autre déposition du même, fol. 95.

4 avril 1274. — Autre déposition du même, fol. 108.

Même jour. — Autre déposition de Guillelmine, précédemment entendue, fol. 43.

7 avril 1274. — Autre déposition de Raymond Hugues, fol. 114.

10 avril 1274. — Autre déposition du même, fol. 119.

Même jour. — Autre déposition de Fabrisse, de Limoux, fol. 49.

15 avril 1274. — Déposition de B. Fournier, de Saint-Paul de Capdejous (Tarn), fol. 151 v°.

16 avril 1274. — Autre déposition du même, fol. 153.

Même jour. — Autre confession de Bernard Hugues, fol. 78.

Même jour. — Déposition de Bona, femme de Bernard

Dupuy de Prades, près de Puylaurens (Tarn), fol. 83.

24 avril 1274. — Autre déposition de Bernard Fournier, fol. 155.

27 avril 1274. — Confession de Raymond *de Astanova*, marchand, de Puylaurens (Tarn), fol. 156 v°.

Même jour. — Autre confession de Bernard Dupuy, de Prades, fol. 125 v°.

28 avril 1274. — Autre déposition de Bona, femme du précédent, fol. 84 v°.

2 mai 1274. — Autre déposition de Bona, fol. 85.

7 mai 1274. — Déposition de Bernard de Montesquieu, fol. 159 v°.

8 mai 1274. — Autre déposition de Bernard Hugues, fol. 80 v°.

9 mai 1274. — Autre déposition de Bernard Dupuy, de Prades, fol. 128 v°.

10 mai 1274. — Autre déposition de Bona, femme du précédent, fol. 87 v°.

11 mai 1274. — Autre déposition de la même, fol. 89.

18 mai 1274. — Déposition de Pierre Guillaume de Roqueville, fol. 131.

19 mai 1274. — Déposition de dame Bezersa, fol. 164 v°.

Même jour. — Confession de Bernard Molinier, de Trèbes (Aude), demeurant à Lescout (Tarn), fol. 166 v°.

21 mai 1274. — Déposition de Jean *de Torena*, appelé aussi Jean d'en Hug, fol. 136.

23 mai 1274. — Autre déposition de Bernard Molinier, fol. 170.

Même jour. — Autre déposition de Jean *de Torena*, fol. 138.

12 juin 1274. — Autre déposition de Bernard Molinier, fol. 170 v°.

13 juin 1274. — Autre déposition de Jean *de Torena*, fol. 139.

Même jour. — Autre déposition de Raymond *de Astanova*, fol. 158.

21 juin 1274. — Autre déposition de Pierre Guillaume, de Roqueville, fol. 134.

23 juin 1274. — Déposition de Raymond Baussan, de Lagarde (Haute-Garonne), fol. 140 v°.

Même jour. — Déposition de R. Gombert, de la Cassagne, fol. 147 v°.

29 juin 1274. — Déposition de Jourdain, damoiseau, fils de Jourdain de Saissac, chevalier, fol. 149 v°.

15 juillet 1274. — B. de Montesquieu entend, à Toulouse, la lecture de sa déposition antérieure, fol. 161 v°.

16 juillet 1274. — Déposition d'Isarn Bonhomme, d'Autpoul (Tarn), fol. 172.

Même jour. — Déposition de Rixendis de Miraval, de Graulhet (Tarn), fol. 173.

6 août 1274. — Autre déposition de la même, fol. 176.

Même jour. — Déposition de Guillaume Orset, de Lespinasse (Haute-Garonne), fol. 178.

Même jour. — Déposition de Guiraude, femme de Durand de Roufiac, fol. 181.

7 août 1274. — Autre déposition de Raymond *de Astanova*, fol. 158 v°.

10 août 1274. — Autre déposition de Bernard Fournier, fol. 154 v°.

25 septembre 1274, *quarto die martis post festum sancti Mathei apostoli et evangeliste.* — Déposition d'Emblard Vassal, *de Ruppe Arifat*, fol. 183.

Même jour. — Déposition d'Étienne Vital, de Varagne (Tarn), fol. 193 v°.

25 septembre 1274. — Déposition de Bernard-Raymond Baragnon, marchand, bourgeois de Toulouse, fol. 196 v°.

29 septembre 1274. — Autre déposition d'Emblard Vassal, fol. 192 v°.

26 octobre 1274, *die veneris ante festum apostolorum Simonis et Jude*. — Autre déposition de Rixendis de Miraval, fol. 177.

6 novembre 1274. — Autre déposition de Bernard-Raymond Baragnon, fol. 200.

21 mars 1275 (n. st.). — Déposition d'Aymeric de Castelnau, d'Issel (Haute-Garonne), fol. 202.

25 mai 1275. — Déposition d'Adémar Galofi, fol. 203.

30 mai 1275. — Déposition d'Isambard de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), fol. 206 v°.

1er juin 1275, *sabbato in vigilia Penthecostes*. — Déposition de Bernarde, femme de Guillaume Fontaine, *de Cantaleriis*, fol. 209.

30 septembre 1275, *die lune in crastinum sancti Michaelis septembris*. — Autre confession de Bernarde, fol. 211.

9 novembre 1275. — Déposition de Pierre Raymond, fils d'Isarn, de Saint-Paul-de-Cap-de-Jous (Tarn), fol. 213.

20 novembre 1275, *die mercurii post octavam sancti Martini*. — Autre confession de Bernard-Raymond Baragnon, fol. 201 v°.

10 janvier 1276 (n. st.), *die sabbati post Epiphaniam*. — Déposition de Pierre Engrin, de Puydaniel (Haute-Garonne), fol. 217.

11 janvier 1276 (n. st.), *dominica post octavam Epiphanie*. — Déposition de Pierre de Sella, de Montferrat en Lombardie, fol. 218 v°.

Même jour. — Déposition d'Arnaud Cimordan.

11 janvier 1276 (n. st.). — Déposition de Guillaume Legran, fol. 225 v°.

20 janvier 1276, *die martis post octavam Epiphanie*. — Déposition de Hugues, archiprêtre de Gardouch (Haute-Garonne), fol. 214 v°.

22 janvier 1276. — Déposition de Pierre Perrin, de Puylaurens (Tarn), fol. 216.

20 avril 1276, *die lune ante festum sancti Marchi*. — Confession de Rodrigue Ferrand, prêtre, du Portugal, fol. 227.

11 mai (?) 1276. — Déposition de Bernard *de Lambres*, fol. 243.

21 mai 1276. — Déposition de Raymond Bastier, de Caraman (Haute-Garonne), fol. 229.

21 mai (?) 1276. — Déposition de Raymonde Ferrières, *de Julio*, fol. 241.

11 octobre 1276. — Commission donnée au prieur du couvent des frères Prêcheurs de Montauban pour entendre les témoins appelés à déposer dans le procès de Bernard de Soulac, fol. 231.

13 octobre 1276. — Audition des susdits témoins, fol. 234 v°.

14 avril 1277. — Déposition de Bernard Escolan, de Saint-Paul-de-Cap-de-Jous, fol. 244.

24 avril 1277. — Déposition de Pierre Peytevin le Vieux, de Sorèze (Tarn), fol. 248 v°.

10 mai 1277. — Autre déposition du même, fol. 251 v°.

2 juin 1277. — Déposition de Bernard Dupuy, de Sorèze.

9 juin 1277, *die mercurii ante festum sancti Barnabe*. — Autre confession de Pierre Peytevin, de Sorèze, fol. 255 v°.

4 septembre 1277. — Autre déposition de Bernard Dupuy, de Sorèze.

22 septembre 1277. — Déposition de Raymond Arquier, *aliàs* Baussan, fol. 275.

2 décembre 1277. — Déposition de Bernard Barra, de Sorèze, fol. 292.

10 janvier 1278 (n. st.). — Déposition de Pierre de Benvila, d'Avignonet (Haute-Garonne), fol. 298.

13 janvier 1278 (n. st.). — Autre déposition du même, fol. 300 v°.

Janvier 1278 (n. st.). — Autre déposition du même, fol. 310 v°.

9 mars 1278 (n. st.). — Autre déposition de Raymond Arquier, fol. 283.

13 mars 1278 (n. st.). — Autre déposition du même, fol. 283.

16 mai 1278. — Autre déposition de Pierre Peytevin, de Sorèze, fol. 259 v°.

17 mai 1278. — Autre déposition du même, fol. 265 v°.

18 mai 1278. — Autre déposition du même, fol. 266 v°.

1er juin 1278. — Autre déposition du même, fol. 268 v°.

27 septembre 1278. — Déposition d'Ermengarde, femme d'Isarn Pagès, fol. 288 v°.

15 novembre 1278. — Autre déposition de Pierre de Benvila, fol. 318 v°.

18 novembre 1278. — Déposition de Guillaume d'en Ath, fol. 290 v°.

22 novembre 1278. — Autre déposition de Pierre de Benvila, fol. 318 v°.

27 novembre 1278. — Autre déposition d'Ermengarde, fol. 290.

5 décembre 1278. — Autre déposition de Pierre de Benvila, fol. 324 v°.

6 décembre 1278. — Autre déposition du même, fol. 328.

9 décembre 1278. — Autre déposition du même, fol. 322 v°.

1279. — Autre déposition de Pierre Peytevin, de Sorèze, fol. 271.

10 mars 1279 (n. st.). — Autre déposition de Pierre de Benvila, fol. 331.

Ces pièces, comme on le voit, sont presque toutes des confessions ou aveux. Il semble, à ne s'en rapporter qu'à elles, que Ranulphe de Plassac opéra principalement du côté du Rouergue. Il faut signaler spécialement la présence dans cette région de Bourguignons émigrés qui eurent affaire à lui; on retrouve bien plus tard des Bourguignons dans les sentences de Bernard Gui. Cependant Ranulphe de Plassac poursuit à Toulouse, à Caraman, ou même dans le diocèse de Cahors, à Rabastens, à Saint-Antonin, etc. Il reprend la poursuite de Gardouch de Mauremont, entamée par Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre[1]. Pons de Parnac l'accompagne le plus ordinairement. Ils entendent ensemble plusieurs dépositions; nous apprenons, par l'une d'elles, que les prisonniers non encore condamnés étaient détenus à la Tour-Blanche du Château-Narbonnais, à Toulouse[2]. Quand Pons de Parnac est seul, c'est dans la région de Puylaurens que nous le rencontrons, à Sorèze ou à Toulouse. Empêché de se rendre à Montauban, il donne commission au prieur des frères Prêcheurs de cette ville pour entendre les témoins à charge contre Bernard

1. Doat, XXV, fol. 64.
2. Doat, XXV, fol. 66 v°.

de Soulac : disposition assez rare pour mériter d'être particulièrement notée. Enfin il opère aussi avec Hugues de Boniols (*de Boniolis*).

12. *Hugues de Boniols, Pierre Arsin, Hugues Amelius.* — Le fonds Doat fournit tout ce qui nous reste des actes de chacun de ces trois inquisiteurs, soit qu'ils informent chacun seul et pour sa part, soit qu'ils opèrent deux par deux, ou même avec quelqu'un des inquisiteurs déjà nommés.

D'abord, Hugues de Boniols (1276-1279) : Doat, XXXII, fol. 242 (ensemble avec Etienne de Gastine); XXV, fol. 229, 251 v° (ensemble avec Hugues de Parnac), fol. 255 v°, 259 (ensemble avec Pierre Arsin); XXXII, fol. 113 v° (ensemble avec Jean Galand, que je vais avoir à faire connaître); XXVI, fol. 50.

Ensuite Pierre Arsin (1277-1278) : Doat, XXV, fol. 248 v° (ensemble avec Hugues Amelius, lieutenant des inquisiteurs comme lui), fol. 290, 292, 298; XXVI, fol. 3; XXV, fol. 259, 283, 284 (ensemble avec Hugues de Boniols), fol. 266 v°, 268 v°; XXVI, fol. 8 v°; XXV, fol. 290. Tout se passe à Toulouse, excepté la déposition de Pierre Géraud, de Montjoire (Haute-Garonne), qui fut, le 22 juin 1278, reçue dans la maison du curé de ce lieu.

Enfin, Hugues Amelius, prieur des frères Prêcheurs de Toulouse[1], lieutenant de l'inquisiteur ou inquisiteur lui-même (1277-1280) : Doat, XXV, fol. 248 v° (ensemble avec Pierre Arsin), fol. 275, 310 v° (ensemble avec Pons de Parnac); XXVI, fol. 20, 32, 36 (ensemble avec Jean Galand); XXV, fol. 271, 288 v°, 318 v°, 322 v°, 324 v°, 328, 331 (ensemble avec Jean Galand); XXVI, fol. 1, 2

1. Douais, *Les frères Prêcheurs en Gascogne*, p. 428.

(ensemble avec Jean Galand), fol. 42 v°, 48, 49, 54 v°, 56, 56 v°, 58, 58 v°, 60, 62, 63, 64, 66, 68, 70, 73, 77 v°. Acte à relever : en mai 1279, Hugues Amelius promet la grâce de la prison à tous les détenus de Toulouse qui feront de plus amples aveux (Doat, XXVI, fol. 49) : preuve, entre mille autres, que la prison était le grand moyen employé pour obtenir l'aveu. Avec Hugues Amelius tout se passe à Toulouse ; plusieurs des prévenus qu'il entend appartiennent au Lauraguais.

13. *Jean Galand* (1278-1293). — Cet inquisiteur a fourni une carrière particulièrement longue et laborieuse. C'est à Carcassonne et à Albi qu'il a le plus ordinairement siégé. Le fonds Doat nous le montre à Carcassonne principalement, le ms. latin 12856 de la Bibliothèque nationale à Albi.

Doat, XXVI, fol. 36 ; XXXII, fol. 113 v° (ensemble avec Hugues de Boniols) ; XXVI, fol. 44 ; XXXII, fol. 125 (et aussi dans Mahul, *Cartulaire*, V, 630) ; XXVI, fol. 80, 98, 191, 193 (et aussi dans Mahul, *Cartulaire*, V, 637) ; XXVI, fol. 140, 157, 160, 162 v°, 177 (cf. Mahul, *Cartulaire*, V, 635), fol. 194 v°, 197, 203, 211 v° (cf. Mahul, *Cartulaire*, V, 638), 228 v°, 233 v°, 236 v°, 242 v°, fol. 217 (Mahul, *Cartulaire*, V, 635), fol. 100 (Mahul, *Cartulaire*, V, 633), fol. 254 (Mahul, *Cartulaire*, V, 641), fol. 255, 266, 269, 271 v° (cf. Mahul, *Cartulaire*, V, 643), fol. 276 v° (cf. Mahul, *Cartulaire*, V, 643), fol. 280 v° (cf. Mahul, *Cartulaire*, V, 643), fol. 215 v° (ensemble avec les inquisiteurs Guillaume de Saint-Seine et Jean Vigouroux), fol. 220 v°, 289 (Item), fol. 155 (Mahul, *Cartulaire*, V, 650).

Le 13 septembre 1285, Jean Galand est à Albi, dans la

maison épiscopale neuve, où il fait prendre connaissance de sa déposition à Bernard Lagarrigue, l'évêque d'Albi étant présent (Doat, XXVI, fol. 254, 266).

Mais c'est le ms. latin 12856 de la Bibliothèque nationale qui contient les indications les plus amples sur la part prise par Jean Galand à la poursuite des hérétiques d'Albi, en 1286 et 1287, de concert avec l'évêque de la ville. Il faut nous y arrêter quelque peu.

Ce ms. (papier, copie du XVII[e] siècle, 303 mill. × 210 mill., 142 feuillets, reliure parchemin) provient de la bibliothèque Coislin. On y a transcrit, au XVII[e] siècle, les interrogatoires de Bernard de Castanet, évêque d'Albi, en 1286 et 1287, en 1299 et durant les années suivantes. Les interrogatoires de 1299 nous sont parvenus d'après deux manuscrits originaux, le ms. de Merville et le ms. lat. 11847 de la Bibl. nat. Il en sera question plus loin. Quant aux interrogatoires de 1286 et 1287, ils ne nous sont connus que par le ms. lat. 12856, où ils remplissent les feuillets 1 à 62. Le commencement manque : un cahier a été probablement arraché entre les feuillets 4 et 5. Les interrogatoires sont précédés de la liste des personnes sur lesquelles les « témoins, » au nombre de onze, ont fait peser des charges (fol. 1-4). La fin de cette liste déplacée se trouve au feuillet 142 et dernier du manuscrit.

Ces « témoins » sont déjà des accusés ; et c'est comme prévenus qu'ils subissent l'interrogatoire pour lequel ils ont été cités ou amenés de la prison épiscopale. Voici leurs noms avec la date des interrogatoires successifs subis par chacun d'eux :

Ramundus de Baffinhaco.
18 janvier 1286 (n. st.).
20 janvier 1286 (n. st.).

21 janvier 1286 (n. st.).
22 janvier [1286] (n. st.).
25 janvier [1286] (n. st.).
2 février [1286] (n. st.).
3 février [1286] (n. st.).
5 février [1286] (n. st.).
7 février [1286] (n. st.).
9 février [1286] (n. st.).
10 février [1286] (n. st.).
15 février [1286] (n. st.).
1er avril 1287.
3 septembre 1287.

Arnaudus Agassa.
1er février 1286 (n. st.).
2 février 1286 (n. st.).
3 février 1286 (n. st.).
16 mars 1286 (n. st.).

Ramundus Brin de Albia.
6 février 1286 (n. st.).
8 février 1286 (n. st.).
9 février 1286 (n. st.).
25 février 1286 (n. st.).
15 mars 1286 (n. st.).
1er janvier 1287 (n. st.).

Arnaldus Canaix.
11 février 1286 (n. st.).
12 février 1286 (n. st.).
13 février 1286 (n. st.).
15 février 1286 (n. st.).
20 février 1286 (n. st.).

1er mars 1286 (n. st.).
19 mars 1286 (n. st.).

Ramundus Vinhalz.
13 février 1286 (n. st.).
14 février 1286 (n. st.).
19 mars 1286 (n. st.).

Aymericus Grosset.
14 février 1286 (n. st.).
15 février 1286 (n. st.).

Vitalis Vinhalz de Albia.
3 mars 1286 (n. st.).
5 mars 1286 (n. st.).
7 mars 1286 (n. st.).
15 mars 1286 (n. st.).
19 mars 1286 (n. st.).
5 mai 1286.
28 mars 1287.
17 avril 1287.
30 avril 1287.

Raimundus Cogorla.
15 mars 1286 (n. st.).
16 mars 1286 (n. st.).
23 mars 1286 (n. st.).
26 mars 1286.
1er avril 1286.
5 mai 1287.

Ramundus Fumeti de Albia.
3 mars 1287 (n. st.).
5 mars 1287 (n. st.).

7 mars 1287 (n. st.).
8 mars 1287 (n. st.).
9 mars 1287 (n. st.).
11 mars 1287 (n. st.).
22 mars 1287 (n. st.).
21 avril 1237.
19 septembre 1287.

Poncius Nycolai de Albia.
3 mars 1286 (n. st.).
7 mai 1287.

Rixendis de Belvezer.
17 avril 1287.

Du 18 janvier 1286 au 17 avril 1287, Bernard de Castanet entendit les dépositions des onze prévenus déjà nommés avec les inquisiteurs dominicains Jean Galand, Jean Vigouroux et Guillaume de Saint-Seine (*de Sancto Secano*); avec eux, se trouvait présent à l'interrogatoire le juge ordinaire d'Albigeois qui n'est pas nommé.

Jean Galand est qualifié du titre de « Inquisitor in regno Francie auctoritate apostolica deputatus. » Jean Vigouroux était un des religieux les plus considérables de l'ordre des frères Prêcheurs, puisque, peu de temps après la mort de saint Thomas d'Aquin, il avait reçu du chapitre général mission de se rendre en Angleterre pour y faire une enquête sur l'enseignement antithomiste[1]. Quant à Guillaume de Saint-Seine, il se trouvait dans le pays encore en 1292, année où le maître général de l'ordre l'honora de communications pour la province[2].

1. Douais, *Essai sur l'organisation des études dans l'ordre des frères Prêcheurs*. — *Acta capit.*, à l'Index les nombreux renvois.
2. Douais, *Acta capit.*, 370.

Sont présents aussi aux interrogatoires : Jean Molinier, archiprêtre de Castres, Guillaume de Montclar (*de Monte claro*), prieur du couvent des frères Prêcheurs d'Albi, dont Bernard Gui a écrit une notice dans son histoire de ce couvent[1], Guillaume de Peyrelate, lecteur ou professeur dans ce même couvent, religieux d'une carrière honorable et d'un mérite reconnu[2]. D'autres frères Prêcheurs figurent parmi les témoins, par exemple Jean du Faugoux (*de Falgesio*), où je pense qu'il faut voir Jean du Faubet (*de Falbeto*)[3], sous-prieur à cette date du couvent d'Albi.

Les notaires nommés sont Pierre Radulphe, qualifié du titre de notaire de l'Inquisition de Toulouse, Raymond *de Malveriis* (*de Molières*), notaire de l'Inquisition de Carcassonne, un Guillaume Terrein (?) et Jean de Roucoules (*de Rocolis*), qui retient les dépositions.

L'évêque s'entoure donc de personnages qui donnent de l'éclat au tribunal et en imposent; l'audience est solennelle. L'interrogatoire de Raymond Fumet, homme de lois, *jurisperitus*, fait connaître la procédure suivie, et peut être présenté comme un procès type. Jean Carratier, huissier, *nuncius*, a fait la citation légale. Raymond Fumet comparaît au jour fixé. L'évêque avait proclamé le temps de grâce; mais Raymond Fumet n'avait pas cru devoir en profiter, d'abord parce qu'il se savait convaincu par témoins, ensuite parce qu'il s'était proposé d'aller à Rome pour demander la pénitence. Il est interrogé dans la maison

1. Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 490. — Bibl. de la ville de Bordeaux, ms. 780. Cf. *Acta capit.*, 175, 332 (note), 372 (note), 383 (note), 389 (note), 395 (note).

2. Douais, *Acta capit.*, 103, 115, 162, 189, 192, 327, 332 (note).

3. Douais, *Acta capit.*, 296, 306, 325, 335, 353, 361, 384, 403, 458, 479.

inquisitorem, in presentia fratris P. Regis, prioris, fratris Johannis de Falgosio et fratris [Hugonis] Archembaudi, quod de cetero non tenea[n]t scriptorem aliquem in muro nec equos, nec ab aliquo immuratorum recipiant, nec donum aliquod. *Item*, nec pecuniam illorum qui in muro decedunt retineant, nec aliquid aliud; set statim inquisitoribus denuncient et reportent.

Item, quod nullum incarceratorum et inclus[or]um extrahat de carcere.

Item, quod immuratos pro aliqua causa extra primam portam muri nullo modo extrahat, nec domum intrent, nec cum eo comedant.

Item, nec servitores qui deputati sunt ad serviendum aliis occupent in operibus suis, nec eos nec alios mittant ad aliquem locum sine speciali licentia inquisitorum.

Item, quod dictus Radulphus non ludat cum eis ad aliquem ludum, nec sustineat quod ipsi inter se ludant.

Et si in aliquo de predictis inveniantur culpabiles, ipso facto incontinenti de custodia muri perpetuo sint expulsi.

Actum coram predicto inquisitore in testimonio predictorum et mei Pontii Prepositi, notarii, qui hec scripsi.

(Doat, XXXII, fol. 125-126.)

14. *Guillaume de Saint-Seine* (*de Sancto Sequano, Seccano*) (1286-1292). — Plusieurs fois déjà j'ai nommé cet inquisiteur. Le principal de son œuvre se trouve conservé dans Doat, XXVI, fol. 215 v°, 220 v°, 292, 301 v°, 302 v°, 303, 309 v°, 311 v° (Mahul, *Cartulaire*, V, 643), fol. 190, 314 v° (Mahul, *Cartulaire*, V, 646), fol. 102, 108, 112, 114 v°, 221, 224, 287 (Mahul, *Cartulaire*, V, 647), fol. 140 (Mahul, *Cartulaire*, V, 648), fol. 142 v°, 146 (cf. Mahul, *Cartulaire*, V, 648); XXXII, fol. 241, 251 (Mahul, *Cartulaire*, V, 649).

Presque au début de la carrière de Guillaume de Saint-Seine se place un acte du 16 avril 1286, qui, à cette date, indique une préoccupation curieuse; Guillaume de Saint-

Seine, Jean Galand et Jean Vigouroux ensemble publient les dépositions de Bernard Agassa d'Albi[1]. Pourquoi? Le motif est à noter : c'est pour enlever tout soupçon d'interpolation. Déjà on accusait l'Inquisition de dénaturer les aveux pour mieux atteindre les prévenus. L'Inquisition se précautionne.

Autre remarque : Guillaume de Saint-Seine soumet un prévenu, Bernard Benoît, à la prison pour qu'il avoue[2]. Voilà encore une fois le grand moyen d'obtenir l'aveu, qui n'est pas la torture.

Troisième remarque : le 25 juin 1292, à Carcassonne, Guillaume de Saint-Seine fait faire, à la demande du procureur du roi, des extraits ou copies dans les archives de l'Inquisition. La cour de Philippe le Bel est saisie de plusieurs plaintes. Le roi veut savoir ce qui se passe de ce côté, où un vent d'orage semble prêt à souffler.

15. *Bertrand de Clermont et Nicolas d'Abbeville* (1293-1302). — La première partie de la carrière de ces deux inquisiteurs est assez faiblement documentée. Encore faut-il ajouter que les trop rares pièces qui lui appartiennent ont été publiées à l'exception de deux; elles sont connues. J'ai eu, au surplus, l'occasion de signaler la lettre d'Adam, des frères Mineurs, inquisiteur de la province romaine, à Bertrand de Clermont, en faveur de Pierre d'Aragon de Carcassonne[3]. Les aveux de Bernard de Palairac et de Raymond Martin de Roquefère faits à Bertrand de Clermont, en août 1293, avaient attiré l'attention de Mahul[4], et déjà D. Vaissète et D. Martène avaient, chacun pour son compte, publié la sen-

1. Doat, XXVI, fol. 215 v°-216.
2. Doat, XXVI, fol. 292.
3. Doat, XXVI, fol. 148 v°-150, 150 v°-151 (cf. Mahul, *Cartulaire,* V, 649).
4. Doat, XXVI, fol. 151-154; Mahul, *Cartulaire,* V, 650.

tence par laquelle, à Carcassonne, le 8 octobre 1299, Nicolas d'Abbeville obligea les consuls et les habitants du Bourg à faire bâtir une chapelle en l'honneur de saint Louis dans la maison des frères Prêcheurs de la ville, moyennant quoi il leur accorda l'absolution de l'excommunication qu'ils avaient encourue[1]. Le fonds ne contient que trois ou quatre autres actes de Nicolas d'Abbeville qui soient peu ou point connus. Ce sont la sentence du 18 décembre 1300, par laquelle, avec Foulques de Saint-George, il livra au bras séculier Arnaud Embrin, de Limoux[2]; la lettre par laquelle, le 30 août 1301, il nomma ses procureurs en cour de Rome pour l'affaire de Pierre de Fenouillet, à savoir Pierre d'Orvieto, procureur général des frères Prêcheurs, Jacques de Casals, camérier du cardinal Jean de Maine, et Hugues *de Altaribus*, médecin et chapelain du susdit cardinal[3]; la poursuite d'un hérétique fort répandu, Bernard Benoît, qui, en 1289, avait fait des aveux[4]; enfin deux sentences de condamnation *ad perpetuum carcerem stricti muri*, prononcées le 28 janvier et le 7 mars 1300 (n. st.), à Albi, contre vingt et un hérétiques[5], qu'ils avaient précédemment entendus.

Le ms. lat. 11847 de la Bibliothèque nationale nous informe, en effet, assez amplement sur les poursuites inten-

1. *Hist. gén. de Languedoc*, t. IV, LXXVIII, 48 (éd. princeps); D. Martène, *Amplissima collectio*, VI, 892; Doat, XXXII, fol. 299-307.

2. D'après un vidimus de 1331 (Doat, XXXII, fol. 113 v°-124).

3. Doat, XXXIII, fol. 15-18.

4. Doat, XXVI, fol. 312-313. — L'appel fait au saint-siège par les frères Mineurs de Carcassonne contre Nicolas d'Abbeville, qui voulait exhumer Castel Faure, enterré dans le couvent, comme étant mort dans l'hérésie (Doat, XXXIV, fol. 123-130), appartient à l'histoire de cet inquisiteur.

5. Doat, XXXV, fol. 71-75.

tées par ces deux inquisiteurs en 1299 et 1300. J'en ai déjà dit un mot en parlant de Bernard de Castanet; il est indispensable d'y revenir.

Du mois de décembre 1299 au mois de mars 1300, Nicolas d'Abbeville et Bertrand de Clermont, inquisiteurs, entendirent, avec Bernard de Castanet, évêque d'Albi, les dépositions de trente-sept hérétiques, dont quinze furent plus tard condamnés. Deux notaires reçurent ces dépositions, dont la minute fut ensuite transcrite au moins en deux exemplaires : le ms. lat. 11847 de la Bibliothèque nationale et le manuscrit qui aujourd'hui se trouve au château de Merville.

Deux des procès engagés en 1299 furent repris, vingt ans plus tard, en 1319. Voici, d'ailleurs, l'ordre chronologique des interrogatoires avec le nom des prévenus ou accusés :

1299,	2 décembre, Guillaume de Mauran.
	20 décembre, ...
1300 (n. st.),	18 janvier, ...
1299,	4 décembre, Raymond Auger.
	17 décembre, ...
1299,	4 décembre, Bérenger Brosa.
	20 décembre, ...
1300 (n. st.),	17 janvier, ...
1299,	4 décembre, Jean Constant.
	19 décembre, ...
1299,	4 décembre, Guiraud Delort.
	16 décembre, ...
	18 décembre, ...
1299,	5 décembre, Raymond Constant.
	12 décembre, ...
1300 (n. st.),	17 janvier, ...

1300 (n. st.), 17 janvier, Étienne Mascot.
1300 (n. st.), 18 janvier, Guillaume de Landas.
1300 (n. st.), 20 janvier, Guiraud Austor.
1300 (n. st.), 2 mars, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Raymond Calvier.
1300 (n. st.), 25 janvier, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Jacques Fumet.
1300 (n. st.), 5 février, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Bertrand de Montaigut.
1300 (n. st.), 30 mars, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Galhard Fransa.
1300 (n. st.), 2 mars, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Guillaume Golfier.
1300 (n. st.), 2 mars, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Pierre Talhafer.
1300 (n. st.), 25 janvier, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Bérenger Fumet.
1300 (n. st.), 6 février, ...
1300 (n. st.), 20 janvier, Jean Beaudier.
1300 (n. st.), 5 février, ...
1300 (n. st.), 21 janvier, Guillaume Fenasse.
1300 (n. st.), 26 janvier, ...
1300 (n. st.), 21 janvier, Raymond Hugues.
1300 (n. st.), 2 mars, ...
1300 (n. st.), 23 février, Durand de la Sale.
1300 (n. st.), 23 février, Isarn Cardelhac.
1300 (n. st.), 1er mars, Garnier.
1300 (n. st.), 1er mars, Bérenger Sabbatier.
1300 (n. st.), 2 mars, Guillaume Salavert.
1303, 6 août, ...
1319 (n. st.), 5 mars, ...
1300 (n. st.), 2 mars, Bernard Audiguier.

1300, 30 mars, ...
1300 (n. st.), 2 mars, Raymond Garsie.
1300 (n. st.), 5 mars, Bonet *de Carvas*.
1300 (n. st.), 9 mars, Bérenger Adémar.
1300, 30 mars, ...
1300 (n. st.), 9 mars, Guillaume Torayl.
1300, 29 mars, ...
1300 (n. st.), 9 mars, Lambert de Foyssens.
1300, 29 mars, ...
1300 (n. st.), 9 mars, Pierre Adémar.
1300, 30 mars, ...
1300, 28 mars, Pierre Rigaud.
1300, 29 mars, Raymond Pagut.
1300, 29 mars, Sicart Delort.
1300, 30 mars, Sicard de Frayssenenx.
1300 (n. st.), 2 mars, Guillaume de Mauran.
1319 (n. st.), 5 mars, Isarn Col.

La « déposition » de Pierre Tailhefer, d'Albi, peut être présentée comme le type de ces « confessions » : car les particularités principales de la plupart des autres s'y rencontrent. Le témoin nie d'abord toute participation à l'hérésie ; puis il se ravise, et, quelques jours plus tard, il vient dire ce qu'il sait des hérétiques. Il les a vus en tel endroit et en tel autre ; il les a « adorés ; » il a assisté à une initiation, et il en expose en détail le rite, qui se fait toujours sur un malade. Le plus ancien des hérétiques qui entourent le malade tient ses mains jointes dans les siennes, pendant que les hérétiques prononcent les paroles ; puis ils font devant lui les génuflexions liturgiques. Ce rite n'est pas absolument invariable. Par exemple, maître Pierre *de Medenco*, procureur du roi pour la sénéchaussée de Carcassonne et de

Béziers, malade dans sa métairie de Choart, près de Réalmont (Tarn), fut reçu dans la secte par les hérétiques, dont un se tenait à la tête et l'autre aux pieds, pendant que les autres prononçaient les paroles. Le plus souvent le témoin ne spécifie pas les paroles du rite, qu'il déclare ne pas avoir comprises. Deux ou trois fois, c'est l'Évangile de saint Jean qui est lu, le livre étant ouvert sur la tête du malade. Deux fois il est question d'un cordon imposé au malade comme symbole de la secte. On n'y trouve rien de nouveau sur le rituel de l' « adoration, » qui se faisait « flexis genibus, ter dicendo : *Benedicite*, » l'ancien répondant : « Dominus vos benedicat, sive *Diaus vos benesiga.* »

Je signalerai la cérémonie de la bénédiction du pain, que les hérétiques mangeaient debout, et les mets dont leur repas se composait ordinairement : des poissons, des légumes, des fruits; les viandes, pour les chefs du moins, étaient hors d'usage, sinon interdites.

Je noterai ensuite l'opinion favorable que, dans un certain milieu, l'on avait des hérétiques, je veux dire des ministres dualistes, qui étaient réputés pratiquer le jeûne, avoir la vraie foi, suivre la règle des apôtres, etc.

Du reste, ils ne laissaient à personne le soin de recommander la secte. Ils vantaient beaucoup et élevaient très haut leur genre de vie, qu'ils rattachaient à saint Jean-Baptiste. Ils promettaient l'insensibilité dans les souffrances et un miracle en faveur des prisonniers, pour lesquels les portes des prisons devaient s'ouvrir. On ne peut avoir une confiance plus exaltée.

Sicard Delort, de Réalmont, raconta la pénitence qui lui fut infligée, non par les inquisiteurs, mais par Arnaud, frère Mineur « grossus et antiquus » du couvent de Castres, qui l'obligea aux pèlerinages du Puy, de Vienne, de Montma-

jour, des Saintes-Maries-de-la-Mer, de Saint-Gilles, de Vauvert, de Notre-Dame-des-Tables à Montpellier et de Sérignan, preuve évidente qu'au XIIIe siècle comme auparavant bien des pénitences, imposées à titre de pénitences publiques, n'appartenaient pas en propre à la pénalité inquisitoriale.

Sicard Delort était issu de la bourgeoisie d'une petite ville. Guillaume de *Landas*, Bérenger Brosa, Guillaume Dufour, de Graulhet (Tarn), Raymond Laval, de Lautrec (Tarn), Gailhard Sabbatier, de Lombers (Tarn), Gailhard Lavilate, de Lautrec, Bernard Réveilhe, de Réalmont, Vital Vinhal et la plupart des autres hérétiques nommés dans les « dépositions » appartenaient de même à la bourgeoisie terrienne et commerçante du Castrais et de l'Albigeois. On peut dire qu'entre les interrogatoires de 1287 et ceux de 1299, dans cet intervalle de douze ans, la situation de l'hérésie ne s'était pas sensiblement modifiée. A la fin du XIIIe siècle, la grande noblesse, qui l'avait d'abord soutenue, l'abandonnait. En revanche, l'hérésie continuait à avoir des appuis, des partisans et même des apôtres dans la classe intermédiaire entre la noblesse et la petite bourgeoisie, les notaires et les légistes par exemple. Le prévôt de Réalmont, le viguier d'Albi, le juge du seigneur évêque étaient inféodés à l'albigéisme.

Enfin, je signale dans la « déposition » d'Étienne Mascot le curieux récit du voyage qu'à l'instigation de Bertrand de Montégut, revendeur ou marchand albigeois, il fit en Lombardie.

Ces « dépositions » renferment des indications sans nombre et de haute valeur pour l'histoire religieuse du Languedoc; publiées, elles feraient bonne figure parmi les textes méridionaux.

16. *Geoffroy d'Abluses*, ***inquisiteur***, ***Géraud** de Blumac et Jean du Faugoux*, ***lieutenants de l'inquisiteur*** (1308-1309). — Bernard Gui fait remarquer, à la fin du récit qu'il nous a donné des troubles d'Albi, que l'opposition faite à l'Inquisition pendant les premières années du XIVe siècle amena une recrudescence de l'hérésie; pour lui, cela résultait des dépositions qui suivirent. Il ne pouvait, en parlant de la sorte, vouloir désigner les aveux reçus par Jacques Fournier, évêque de Pamiers, de 1318 à 1325, puisque la première rédaction de l'histoire du couvent d'Albi est de 1309 (ms. 490 de la bibl. de Toulouse) et la seconde de 1316 (ms. 780 de la bibl. de Bordeaux). C'est donc des dépositions de 1308 à 1309 qu'il voulait parler, d'autant plus qu'il n'y fut pas complètement étranger, puisqu'en une de ces dépositions il est nommé comme présent, et que les frères Prêcheurs qui les entendirent purent bien lui en donner communication. Comme inquisiteur, il y avait droit.

Ces dépositions sont contenues dans le ms. lat. 4269 de la Bibliothèque nationale.

Titre mis au XVIIe siècle sur le feuillet de garde et répété tant au haut du fol. II qu'au dos du volume : *Acta inquisitionis Carcassonensis contra Albigenses ann. 1308 et 1309.*

Ms. en papier, $340^{mm} \times 253^{mm}$, reliure veau plein aux armes de France.

« Volume de 66 feuillets. Manquent les cotes VII-IX, XXV, XXVIII, XLVIIII, LV, LXI; les feuillets XX, LXV sont mutilés; les feuillets XLIX, L, LIII sont blancs » (note mise sur le feuillet de garde par les soins de l'administration de la Bibliothèque nationale, le 18 juillet 1894).

Ce ms. a été démembré. Il contenait primitivement un bien plus grand nombre de dépositions et au moins

142 feuillets. On lit sur les marges les renvois suivants :

Fol. v : *Infra CXXX.*

Item CXXXII.

Fol. xvii v° : *Infra CXXXI.*

Fol. xxvii v° : *Infra CXLII.*

Fol. xxxi v° : *Infra CXLI.*

Fol. xxxv v° : *Infra CXXXIII.*

Ces renvois sont du temps même du ms., c'est-à-dire des années 1308 et 1309.

Ce ms., en effet, est un original. Cela résulte de ce double fait que divers notaires ont transcrit de leur propre main les dépositions reçues par les inquisiteurs, et que Pierre Galhac, notaire de Tarascon, interrogé, a écrit lui-même sa propre déposition (fol. liiii, lvi v°) : « Que omnia et singula supradicta per me Petrum de Galliaco predictum confessata et manu mea scripta in presenti libro. » (Fol. lxi v°.)

Les hérétiques interrogés sont au nombre de dix-huit; ils le furent aux dates suivantes :

I. — 1308, 10 mai, *Geraldus de Rodesio de Tarascone,* fol. ii-v.

25 juillet, le même, fol. v.

II. — 1308, 21 mai, *Philippus de Larnato*, fol. vi (déposition mutilée).

III. — 1308, 12 juin, *Raymundus Auterii de Ax,* fol. x-xii.

24 octobre, le même, fol. xii.

IV. — 1308, 13 juin, *Guillelmus de Rodesio, de Tarascone*, fol. xiii-xvi.

26 juillet, le même, fol. xvi.

22 octobre, le même, fol. xvi.

24 octobre, le même, fol. xvii.

V. — 1308, 13 juin, *Arnaldus Piquerii, de Taraschone*, fol. xviii-xix.

23 juillet, le même, fol. XIX.

26 juillet, le même, fol. XIX.

23 octobre, le même, fol. XIX-XX (mutilation).

VI. — 1308, 15 juin, *Guillelma alias vocata Guillamona*, fol. XXI-XXIII.

1309 (n. st.), 29 janvier, la même, fol. XXIII-XXIV (mutilation).

VII. — 1308, juin (?), *Raymundus Valsieyra*, fol. XXVI (mutilation).

1309 (n. st.), 30 janvier, le même, fol. XXVI-XXVII.

9 avril, le même, fol. XXVII.

VIII. — 1308, 26 juillet, *Blanca, uxor Guillelmi de Rodesio*, fol. XXVIII-XXXI.

1309, 19 avril, la même, fol. XXXI.

IX. — 1308, 2 août, *Alamanda, uxor condam Arnaldi de Sos*, fol. XXXII-XXXIII.

1309, 8 avril, la même, fol. XXXIII.

X. — 1308, 11 juillet, *Petrus Tinhac, de Ax*, fol. XXXIIII-XXXV.

XI. — 1308, 12 août, *Raymundus Issaura*, fol. XXXV-XXXVII (mutilation), XXXIX-XL.

1309 (n. st.), 21 mars, le même, fol. XL-XLI.

XII. — 1308, 16 août, *Petrus Issaura, de Lernato*, fol. XLII-XLIIII.

1309, 4 avril, le même, fol. XLIIII-XLV.

XIII. — 1308, 21 août, *Arnaldus Issaura, de Lernato*, fol. XLVI-XLVII (mutilation).

XIV. — 1308, août (?), *Atho de Castro*, fol. LI.

1309, 6 août, le même, fol. LI-LII.

1319, 23 juin, le même, fol. LII.

XV. — 1308, 23 octobre, *Petrus de Galhaco*, fol. LIIII (mutilation), LVI.

23 octobre, le même, fol. LVI-LVII.

24 octobre, le même, fol. LVII.

1309, 18 avril, le même, fol. LVII-LVIII.

18 avril, le même, fol. LVIII.

13 mai, le même, fol. LIX.

27 septembre, le même, fol. LIX.

XVI. — 1309 (n. st.), 26 janvier, *Jacobus Garsendis*, fol. LX-LXI (mutilation).

XVII. — 1308, 28 novembre, *Citatio Petri de Luzenacho*, fol. LXII.

1309 (n. st.), 19 janvier, *Comparutio ejusdem*, fol. LXIII-LXIIII.

XVIII. — 1308 (?), X, fol. LXVI.

Cet état des hérétiques interrogés nous montre que chacun d'eux le fut au moins deux fois. D'abord les lieutenants de l'inquisiteur les entendirent; ce fut ensuite l'inquisiteur lui-même. Lieutenants de l'inquisiteur : *Geraldus de Blumato* (Nos I, II, III, IV, V, VI, VII, X, XI, XII, XIV), *Johannes de Felgosio* (Nos I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV). Inquisiteurs : *Gaufridus de Ablusiis* (Nos I, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, XI, XII, XIV, XV, XVI, XVII), *Bernardus Guidonis* (N° VII), *Johannes de Belna* (N° XIV).

Du Cange a connu ce ms., dont il a reproduit, au mot *Cauna* = *fovea*, un passage du fol. XVI.

Aux marges se trouvent, à l'usage des inquisiteurs, des *notules* placées en regard du fait visé : *Adoratio, associatio, reverentia, visio, hereticatio, contra Bm Turnerii, etc.*

Ces dépositions furent reçues d'abord dans le couvent des frères Prêcheurs de Pamiers, puis à Carcassonne, soit dans le couvent des frères Prêcheurs, soit dans l'appartement (*in camera*) de Jacques *de Polomacho*, curé de Caunes, gar-

dien de la prison, soit même dans la salle appelée *audientia* de la maison de l'Inquisition.

Les principaux notaires sont Guillaume Raymond, d'Alairac (Aude) (*de Alayracho*), chanoine de Saint-Aphrodise de Béziers, Jacques Marquès et Barthélemy Adalbert.

La plupart des témoins appartiennent à l'ordre des frères Prêcheurs. Ce fait est caractéristique. Car l'opposition menée contre eux par Bernard Délicieux ne tendait à rien moins qu'à leur enlever l'Inquisition. Philippe le Bel s'y refusa, et, après une sorte d'arrêt, qui avait duré sept ou huit ans, ils reprirent la poursuite contre l'hérésie. Les sentences de Bernard Gui sont la preuve qu'ils la conduisirent vivement, plus encore que les dépositions du ms. lat. 4269 de la Bibliothèque nationale.

Cependant ce n'est pas au dépouillement de ce manuscrit qu'il faut se borner si l'on veut connaître l'œuvre de Geoffroy d'Abluses. Le fonds Doat fournit plusieurs de ses actes comme inquisiteur, si nous remontons en arrière de quelques années. Le 10 août 1303, il faisait une déclaration d'après laquelle les consuls et les habitants du Bourg de Carcassonne n'avaient été ni excommuniés ni absous, bien que plusieurs d'entre eux fussent coupables d'avoir fréquenté les hérétiques ; ils n'étaient donc obligés à aucune peine ni pénitence[1]. Le 10 février 1304 (n. st.), il avait appelé Jean de Roucoules, curé de Notre-Dame de la Platée, à Castres, pour l'interroger sur l'arrestation dont celui-ci avait été victime : sur les ordres de l'inquisiteur, il avait déclaré excommunié le vidame d'Amiens[2]. Le 21 juillet 1304, agissant au nom de l'évêque d'Albi, il conférait la cure de Saint-Pierre-

1. Doat, XXXIV, fol. 21-24.
2. Pièce curieuse où Bernard Gui apparait comme témoin (Doat, XXXIV, fol. 26-36).

d'Avit à Jacques Marquès, notaire de l'Inquisition[1]. Le 29 septembre 1305, il iustituait ses lieutenants Jean du Fau-goux et Géraud de Blumac, et excitait leur zèle, les agissements de l'hérésie réclamant ailleurs tous ses soins[2]. Et, le 19 novembre suivant, il reconnaissait pour ses propres officiers Geraud *de Cortareyo* et tous autres officiers que ses lieutenants nommeraient[3]. Le 30 mai 1306, il déclarait résulter des documents contenus dans les archives de l'Inquisition que Bernard Faure, de Pezens, aïeul de Guillaume de Pezens, actuellement viguier d'Albi, avait, le 6 septembre 1251, fait à l'évêque de Carcassonne les aveux les plus formels au sujet de sa participation à l'hérésie; plusieurs membres de sa famille avaient de même pactisé avec elle[4]. Cette déclaration dut produire son effet, car Guillaume de Pezens ne conserva pas la charge qu'il avait à Albi[5].

17. *Bernard Gui* (1306-1323). — Bernard Gui, que nous retrouverons plus loin, est sans contredit le plus connu des inquisiteurs languedociens, grâce à sa carrière littéraire, qui a été des plus brillantes[6]. Je suis par là même dispensé de le

1. Doat, XXXIV, fol. 38-40. Saint-Pierre-d'Avit, comm. de Castres (Tarn).

2. Doat, XXXIV, fol. 83-84.

3. Doat, XXXIV, fol. 85-86. Sa lettre est datée de Lyon. — Doat, XXXIV, fol. 94-102, renferme quatre dépositions allant de 1301 à 1305, mais ne donnant le nom ni des « témoins, » ni de l'inquisiteur ou des inquisiteurs. Il n'y est question que des doctrines dualistes. 144,000 anges seraient descendus en terre avec le fils de Dieu pour en ramener les âmes fidèles; les âmes iraient de corps en corps jusqu'à la pénitence achevée; l'âme de saint Paul serait passée par trente-deux corps, etc.

4. Doat, XXXIV, fol. 104-107.

5. Doat, XXXIV, fol. 109-111.

6. Voy. la notice que j'ai placée en tête de mon édition de la *Practica* (Paris, Picard, 1886. In-4°).

présenter ici au lecteur. Il suffira de rappeler les travaux de l'inquisiteur.

Nous avons de lui trois œuvres qui intéressent directement l'histoire de l'Inquisition : les sentences qu'il prononça comme juge délégué, la *Practica inquisitionis heretice pravitatis*, ou manuel de l'inquisiteur, que mieux que personne il était à même de composer, et un récit des troubles qui éclatèrent à Carcassonne et à Albi à la fin du XIIIe siècle, à l'occasion de la poursuite contre les hérétiques. Pour le moment, il n'est question que des sentences.

Éditées par Limborch[1], mais d'après une copie mauvaise, elles sont contenues encore dans le ms. lat. 11848 de la Bibliothèque nationale, le seul que nous en ayons, copie défectueuse d'ailleurs, qui a été exécutée, au XVIIe siècle, pour Baluze. J'ai eu la curiosité de collationner ces deux textes. Les variantes sont numériquement assez considérables. Au fond, cependant, je serais fort embarrassé si je devais me prononcer entre eux deux. Ils se valent.

Bernard Gui a rempli les fonctions d'inquisiteur pendant dix-sept ans. Il a rendu les sentences qui nous sont parvenues dans dix-huit « sermones, » dont le premier se place à la date du 3 mars 1308 (n. st.) et le dernier à la date du 19 juin 1323. En 1314, il ne prononça aucune condamnation, en 1315 non plus, ni en 1317, 1318, 1320. Pendant cette longue carrière, il eut affaire à neuf cent trente coupables, dont deux faux témoins, quatre-vingt-neuf morts et quarante fugitifs. Il livra quarante-deux hérétiques au bras séculier. Pour simplifier cet exposé, je mets sous les yeux du lecteur le tableau de ses sentences.

1. A la suite de son *Historia inquisitionis*, où elles remplissent 394 pages (Amsterdam, cIↃ IↃ c xcII (1692). Gr. in-8°).

	1308, 3 mars.	1309, 25 mai.	1309, 23 octobre.	1310, 5 avril.	1310, 9 avril.	1312, 23 avril.	1312, 30 avril.	1313, 20 septembre.	1316, 7 mars.	1319, 30 septembre.	1319, 28 novembre.	1319, 8 décembre.	1321, 29 juin.	1321, 14 juillet.	1321, 2 août.	1322, 3 et 4 juillet.	1322, 12 septembre.	1323, 19 juin.	
Ad gratiam de crucibus	»	4	»	3	»	11	1	»	21	20	»	»	»	»	»	11	61	»	= 1[illegible]
Ad peregrinationes sine cruce. . . .	»	»	»	»	»	»	1	»	»	5	»	»	»	»	»	»	3	»	= [illegible]
Educti de muro	2	6	»	1	»	3	16	»	5	57	»	»	»	»	»	8	41	»	= 1[illegible]
Crucesignati	»	16	»	20	»	50	»	»	15	20	»	»	»	»	2	1	7	12	= 14[illegible]
Immurati.	»	59	»	62	»	88	»	»	21	28	»	1	»	»	6	20	13	9	= 30[illegible]
Immurandi, si viverent	»	»	»	»	»	10	»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	= 1[illegible]
Relicti curie seculari	3	1	1	17	1	5	»	1	1	4	»	»	»	»	3	»	5	»	= 4[illegible]
Relinquendi cur. sec., si viverent. .	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	= [illegible]
Exhumandi et comburendi	2	5	»	6	»	36	»	»	9	3	»	»	»	»	»	2	6	»	= [illegible]
Fugitivi, condemnati ut heretici . .	»	»	»	»	»	5	»	»	3	14	»	»	»	»	»	1	16	1	= 4[illegible]
Exponendi in scala.	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	= [illegible]
Degradandi.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	= [illegible]
Exulatus	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	= [illegible]
Domus diruende	2	»	»	4	»	16	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	= [illegible]
Talmutz comburendi.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	= [illegible]
Reconciliatio castri de Cordua. . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	= [illegible]
	9	**91**	**1**	**113**	**1**	**225**	**19**	**1**	**76**	**161**	**1**	**2**	**1**	**1**	**11**	**43**	**152**	**22**	= [illegible]

En outre, M. Ch. Molinier a publié l'acte par lequel Bernard Gui et Jean de Beaune témoignèrent à Arnaud Cicre, d'Ax, leur satisfaction pour la manière dont il était parvenu à leur remettre Guillaume Belibasta, hérétique parfait : il l'avait amené de Catalogne dans la vicomté de Castelbon, où il l'avait arrêté[1].

18. *Jean de Beaune, Jean du Prat, Henri Chamayou et Pierre Brun* (1318-1330). *Les consultations inquisitoriales.* — Le moment serait venu de décrire l'œuvre connue de chacun de ces quatre inquisiteurs, si je ne l'avais fait déjà, ou à peu près, en parlant des rapports des évêques du Languedoc avec l'Inquisition, sous le pontificat de Jean XXII[2]. Ils furent alors mêlés, nous l'avons vu, à tous les actes du tribunal et aussi aux diverses consultations inquisitoriales qui se produisirent; ce fait, je me borne encore à l'énoncer ici, car j'ai essayé d'exposer le mécanisme de ces consultations dans un mémoire spécial ayant pour titre : *La formule* COMMUNICATO BONORUM VIRORUM CONSILIO *des sentences inquisitoriales.* Je me permets d'y renvoyer le lecteur pour ne pas allonger davantage une Introduction qui atteint déjà des proportions considérables. Je me contenterai de mentionner, d'abord, les actes de Jean du Prat, du 5 avril 1732, à Conques (Aude), où il invitait les parents et héritiers de Comtesse, femme de Robert de Sens, à venir défendre sa mémoire entachée d'hérésie[3]; puis j'analyserai une pièce

1. *Études*, p. 178. Cette pièce est du 14 janvier 1322 (n. st.). Voy. le pacte passé avec Arnaud Cicre pour cet objet (*Ibid.*, p. 177). Voy. encore l'extradition de Guillaume Maurs, de Montaillou (Ariège), réfugié en Catalogne (1321) (*Ibid.*, p. 176).

2. Voy. plus haut, p. cxxiij et suiv.

3. « Dum vitam duceret in humanis, multa gravia et enormia

que j'ai passée sous silence dans le susdit mémoire, et qui m'est fournie par Doat, XXXII, fol. 164-240.

Cette pièce se place, au plus tôt, en 1330, après la Saint-Martin d'hiver, car il y est dit qu'Henri Chamayou, inquisiteur, donna aux héritiers des hérétiques, dont la mémoire était poursuivie, toute facilité pour les défendre en 1330, le lundi après l'Exaltation de la sainte Croix (17 septembre) et qu'on acheva d'entendre les défenses dans l'octave de la Saint-Martin d'hiver qui suivit[1]. Ces hérétiques appartenaient aux diocèses de Narbonne et de Carcassonne; ils étaient au nombre de dix-huit; les dépositions remontaient à quarante et quarante-six ans, à 1284 et 1290[2]; ce qui permet de dater cette pièce de la fin de l'année 1330 ou des premiers mois de l'année 1331. Cette pièce débute ainsi : « Ad clariorem intellectum habendum eorum que in libro nobis tradito per inquisitorem Carcassone DE MANDATO SANCTITATIS VESTRE continentur, sunt aliqua premittenda. » C'est donc le pape qui avait envoyé le *liber* de l'Inquisition de Carcassonne à une commission spéciale, et ce pape était Jean XXII.

contra fidem catholicam comiserit in heretica pravitate, de quibus non apparet emendata penitens aut confessa fuisse, quin ymo presumitur et virisimiliter creditur in secta hereticorum dampnabiliter, pro dolor! velut heretica impenitens decessisse » (Doat, XXXV, fol. 62. Pour les actes de Jean du Prat, ibid., fol. 61-66).

1. « Liberis autem, heredibus, propinquis et possessoribus bonorum predictorum defunctorum fuerunt date deffensiones per fratrem Henricum de Chamayo, nunc inquisitorem Carcassone, anno Domini M° CCC° XXX°, de mense septembris, die lune post festum Exaltationis Sancte Crucis, et fuerunt finite et terminate omnes, ac renunciatum et conclusum in causis dictarum deffensionum eodem anno de mense novembris infra octabas Beati Martini hiemalis » (Doat, XXXII, fol. 165 v°).

2. Les délits remontaient à 47, ou même à 62 ans en arrière.

Les commissaires ne se sont pas nommés. Ils adressèrent leur rapport au pape lui-même.

Ce rapport n'est autre chose qu'une consultation provoquée par l'inquisiteur Henri Chamayou, dont l'embarras est évident. L'éloignement où l'on était des dépositions reçues par Jean Galand, Guillaume de Saint-Seine, inquisiteurs, et Bernard de Castanet, évêque d'Albi, formait une première difficulté. Geoffroy d'Abluses, en 1309, Jean de Beaune, en 1320, avaient entendu à nouveau certaines dépositions qui n'avaient rien ajouté aux dépositions antérieures. L'inquisiteur actuel avait lui-même, en 1330, reçu des aveux, qui n'avaient point mis l'accord entre ces divers témoignages. De telles divergences ne laissaient pas de l'inquiéter, comme de raison. Il avait donc fait faire la copie des originaux, intitulés *Liber* DECIMUS ET UNDECIMUS *diocesis Carcassone*, qui avaient autrefois soulevé tant de murmures et qui avaient été mis sous les yeux de Clément V[1]. Il demandait une consultation sur la valeur de ces dépositions. On ne peut nier que les commissaires les aient soumises à un examen minutieux, voire même subtil; ils multiplièrent les *advertenda;* ils groupèrent les témoignages d'après les circonstances, si bien que la preuve juridique parut insuffisante. La mémoire des dix-huit accusés y gagna d'en sortir indemne; du moins, c'est vers cette conclusion qu'incline le rapport. Elle n'y est cependant pas formulée, puisqu'une décision définitive et

1. « Qui supradicti libri *Decimus* et *Undecimus* Carcassone sunt illi libri, prout idem inquisitor asserit, de quibus a longo tempore est murmuratum, et qui, ut dicitur in principio instrumentorum positorum in principio libri nobis traditi, fuerunt ostensi felicis recordationis domino C[lementi] pape quinti et per eum signati signo *Dominus* in quolibet folio » (Doat, XXXII, fol. 168 v°).

ferme ne pouvait être donnée que par le pape. J'ignore si Jean XXII se prononça. Du moins nous avons dans cette pièce une nouvelle preuve de la réaction qui se produisit sous son pontificat contre l'indulgence excessive de Clément V à l'égard des hérétiques de Carcassonne. Cette réaction, remarquons-le, ne fut point aveugle; elle voulut rester juste. L'inquisiteur Henri Chamayou s'inspira des conseils d'une sage modération, et les commissaires n'eurent garde de conclure à une culpabilité qui ne leur parût pas établie[1].

1. Le début du rapport expose les cas et donne les noms des accusés : « Primo est sciendum quod in dicto libro continentur depositiones testium receptorum in officio inquisitorum Carcassone contra decem et octo personas defunctas diocesum Carcassone et Narbone, que, ut dicitur, dum vivebant, in crimine heresis commisserunt et non confesse in judicio, nec penitentes quod appareat de his que commiserant decesserunt. Quarum quatuordecim commiserunt, ut dicitur, in dicto crimine, quia presentes fuerunt in hereticatione aliquarum personarum et ibidem hereticos adoraverunt; tres vero commiserunt, ut dicitur, in dicto crimine, quia in infirmitate de qua obierunt hereticate fuerunt et in sectam hereticorum recepte; unus vero hereticatus fuit, ut dicitur, in infirmitate de qua convaluit, et postmodum fuisse dicitur in hereticationibus aliorum et hereticos adorasse.

« Illi autem qui commiserunt, ut dicitur, in heresi eo quod interfuerunt hereticationi et ibidem hereticos adoraverunt, sunt isti :

Arnalotus, olim serviens de Cabareto,
Peronella, uxor Philippi de Montevilla, de Pisenchis,
Bernardus de Lercio, de Ripperia Caboroti (*sic*),
Petrus Raynaudi, de Tribus Bonis,
Raymundus Regalis, olim rector ecclesie de Pradalis,
Bernardus Regina, de Furnis,
Raimundus Richardi, olim rector ecclesie de Querio Serverio.

« Omnes isti sunt de diocesi Carcassonensi :

Stephanus Cultellerii, de Caunis, quondam rector ecclesie de Villa Lambert,
Guillerma, mater Isarni de Caunis.

« Isti duo sunt Narbonensis diocesis :

IV. Actes de la puissance séculière.

En droit et en fait, la puissance séculière était tenue à l'écart de la question d'hérésie, car elle n'avait pas qualité pour connaître de la doctrine. Son rôle était plus modeste, tout en restant considérable encore. D'abord elle était dans l'obligation de ne pas s'opposer à la répression de l'hérésie, et même elle devait obéir à la puissance ecclésiastique pour

Bernardus Egidii, de Furnis,
Bernarda Savortesia, de Bastida de Preverencha,
Arnaldus Savortesii, filius dicte Bernarde,
Arnaldus Regina, de Furnis.

« Isti sunt Carcassonensis diocesis :
Petrus Bernardi, de Laurano, diocesis Narbonensis.

« Tres vero infrascripti commississe dicuntur in heresi, qui fuerunt hereticati in infirmitate de qua decesserunt :
Jacobus, quondam rector de Insulis,
Raymundus Gayraudi, quondam rector ecclesie de Rippefera, in Cabardesio diocesis Carcassonensis.
Rogerius de Mansas, de Caunis, diocesis Narbonensis.

« Ille qui hereticatus fuisse dicitur in infirmitate de qua convaluit et postmodum interfuisse hereticationi aliorum et hereticos adorasse, est Philippotus de Montavilla, qui tamen ponitur secundus in serie dicti libri » (Doat, XXXII, fol. 164-165 v°).

Ce même volume de Doat (fol. 289-298) contient une autre consultation non datée. Elle est relative au cas de Pierre Aymeric, d'Albi, dont la mémoire était l'objet de poursuites. Les dépositions remontaient aux années 1285 et 1287. Mais elles ne s'accordaient point quant au temps, par exemple, du délit reproché. La conclusion fut la même : le délit ne pouvait être tenu pour prouvé. Seulement cette consultation émanait de deux jurisconsultes, Arnaud Nouvel (*Novelli*) et Astruc Julien (*Austrugus Juliani*). Elle dut être vraisemblablement provoquée par la famille de Pierre Aymeric. Elle fut rédigée pour venir en aide aux inquisiteurs. A remarquer le début : « Cum sacerdotes judices zelo Dei et fidei crimen se prosequi profitentes indiscrete id agunt, sacrilegii incurrunt facinus... »

quelques actes de la poursuite, les arrestations à opérer, par exemple. Si elle avait du zèle, elle demandait l'établissement du tribunal; elle signalait volontiers les délinquants au juge délégué. En tout cas et en principe, elle réprouvait l'hérésie; elle prenait toutes les mesures en son pouvoir qui pouvaient contribuer directement à l'extirper par la voie légale du sein de la société chrétienne. C'était pour elle un devoir étroit.

Ensuite, elle avait des charges : elle pourvoyait à l'entretien des inquisiteurs; elle fournissait les maisons d'arrêt, dont l'administration cependant dépendait de l'Inquisition; et enfin, si l'hérétique lui était livré comme un homme dont on ne peut plus rien tirer, elle lui infligeait la peine du feu, qu'elle avait elle-même édictée. En revanche, elle percevait les biens provenant des confiscations pour hérésie. La poursuite n'apportait à l'Église qu'un bénéfice moral; l'État y trouvait, selon les cas, un bénéfice matériel. C'est donc à lui que revenait toute la dépense.

Tels sont les points principaux auxquels touchent les actes de la puissance séculière, et, quand je dis la puissance séculière, j'entends tout seigneur laïque ou ecclésiastique, roi, comte ou baron jouissant du haut domaine sur une terre, car c'est à ce seigneur que les biens confisqués faisaient retour.

Dans le Languedoc, la puissance séculière est, au XIII[e] siècle, et indépendamment des seigneurs terriens, représentée par le roi et ensuite par les comtes de Foix et par les comtes de Toulouse. Seulement la dynastie des Raymond s'éteignit avec Raymond VII. Alfonse de Poitiers, qui, par sa femme Jeanne, hérita du comté, étant mort sans enfants, ce comté entra par voie d'héritage dans le domaine royal. Nous devons donc distinguer ici les actes des comtes et les actes des rois.

I. *Les actes des comtes.*

1. D'abord Raymond VII. — Le malheureux comte Raymond VII n'eut qu'une idée, celle de refaire la fortune de sa famille. Le fait est qu'il essaya de tous les moyens pour y réussir. Mais il n'y apporta pas, chose singulière, un parfait esprit de suite. Croyant peut-être trop avoir besoin de ses vassaux, favorables, en grande partie, au mouvement dualiste, il oscilla sans cesse entre l'Église et les influences hérétiques, sinon l'hérésie. C'est par là que s'expliquent, d'une part, son zèle ardent contre elle, et, d'autre part, ses froideurs à l'égard de l'Inquisition ou même ses démêlés avec elle. Le 20 avril 1233, il introduit l'Inquisition dans ses domaines[1] et édicte des statuts contre les hérétiques[2]. Et cependant neuf ans après, le 1er mai 1242, presque à la veille du massacre des inquisiteurs à Avignonet, il en est réduit à protester de son inébranlable résolution de vouloir chasser les hérétiques de ses terres[3]. Il faut même que l'évêque d'Agen, Arnold de Galard, vienne à son secours et lui prête l'appui d'une déclaration directe dans ce sens[4]. Dans l'intervalle, des soupçons de mollesse ou même de complicité s'étaient fait jour, et la conduite d'Alfaro, son bayle à Avignonet (il fut l'âme du complot qui emporta les inquisiteurs) l'avait en quelque sorte compromis. C'est alors que, pour dissiper tous les bruits fâcheux, il en vint à adresser aux évêques du comté une sorte de sommation d'avoir à poursuivre l'hérésie, à exercer l'Inquisition[5]. Sa

1. Trésor des chartes, J 306, n° 66.
2. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 963-969. — *Acta concil., loc. cit.,* 203 et suiv.
3. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1088; Doat, XXXI, fol. 40.
4. Doat, XXXI, fol. 40-42.
5. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1121-1122; Doat, XXXI, fol. 44 v°-45.

tion? En cela, Alfonse répondait, à n'en pas douter, aux intentions du roi saint Louis, son frère.

Il y a cependant un point du gouvernement d'Alfonse de Poitiers dont je n'ai rien dit encore; je veux parler de la saisie des biens des hérétiques et de l'administration financière des biens confisqués, qui en était la conséquence.

Nous le voyons, le 18 novembre 1254, mander au viguier de Toulouse, Oudard de Pomponne, de saisir les biens meubles et immeubles des hérétiques condamnés comme tels dans toute l'étendue du diocèse de Toulouse, alors très vaste[1]. Et, à partir de ce moment, nous pouvons décrire, à l'aide des comptes de confiscations, cette branche de l'administration financière. En 1255, la recette « de heresibus de Tholosano » s'éleva à 541 liv. 9 s. 8 d. t.[2]. Du 6 mai 1255 au 2 février 1256, les recettes furent de 820 liv. 14 s. 6 d. et les dépenses de 832 liv. 19 s. 3 d.[3]. Les comptes du 22 mai 1259 donnèrent : recettes, 244 liv. 11 s. et 1 obole;

1. Arch. nat., JJ C, fol. 2; Doat, XXXI, fol. 238. Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 450, note 1. L'inventaire des biens saisis devait être toujours dressé. Quelques exemples prouvent qu'on n'y manquait pas. Le 15 mai 1261, l'inventaire des biens meubles saisis dans la maison de P. Bernard, de l'Isle, et d'autres hérétiques se monta à la valeur de 1,413 liv. tourn. (Trésor des chartes, J 306, n° 85). Voy. aussi le Supplément du Trésor des chartes, J 1040, n° 22, J 1041, n° 7, où se trouvent d'autres inventaires.

2. « De heresibus de Tholosano per vicarium de toto anno : v^c XLI l., IX s., VIII d. Tur. » (*Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1284).

3. Compte dressé par Gilles Clerc (J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes,* III, n° 4231, p. 284). En juillet 1251, Alfonse de Poitiers avait fait donation d'un fief à Gilles Clerc, « inquisitori de heresi in partibus Tholosanis » (Doat, XXXI, fol. 171). — — Pour l'année 1256-1257, nous n'avons qu'une simple indication (J. de Laborde, III, n° 4311, p. 343).

veil, inquisiteur, il assigne lui-même six deniers tholsas au notaire de l'Inquisition, et au sergent (*servienti*) quatre deniers par jour[1]. Quant à la peine infligée aux hérétiques, pèlerinages ou prison, elle devra être subie rigoureusement; il écarte toute idée de rançon ou de compensation pécuniaire[2]. Il fournit aux inquisiteurs les prisons nécessaires. Deux pièces nous édifient pleinement à ce sujet : la première, du 13 janvier 1269, est une réponse à Jacques du Bois, son clerc, aux yeux duquel, à Lavaur, les prisons entraîneraient moins de frais; si les prisons de Toulouse au château Narbonnais ne suffisent point, il mettra donc à leur disposition le *castrum* de Lavaur[3]. La seconde pièce, du même jour, est une lettre du comte aux inquisiteurs Pons du Pouget et Étienne de Gastine, approuvant que le *castrum* de Lavaur soit approprié pour l'incarcération des hérétiques[4].

Ces actes d'Alfonse de Poitiers sont caractéristiques. Comment eût-il pu se montrer plus favorable à l'Inquisi-

1. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1573-1574.

2. Cela résulte : 1° de la lettre du sénéchal de Rodez à Alfonse de Poitiers du 21 février 1253 : le sénéchal se plaint de l'évêque, qui dans plusieurs cas s'est contenté d'une compensation en argent (J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, III, n° 4039ª, p. 581. Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 454, 455, note 1); 2° de la lettre de Gui de Sévérac à Alfonse de Poitiers, se plaignant de l'évêque de Rodez, qui a fait lever sur les hérétiques des rançons s'élevant à plus de 50,000 sous, contrairement aux ordonnances du comte et des évêques, aux termes desquelles chaque hérétique doit subir sa peine (J. de Laborde, *Ibid.*, n° 4663, p. 570; *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1471). Lettre écrite vers 1260.

3. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1584-1585; Aug. Molinier, *Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers,* t. I, p. 610 (Collection des Documents inédits).

4. Aug. Molinier, ibid., p. 611; Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers,* p. 456, note 1.

tion? En cela, Alfonse répondait, à n'en pas douter, aux intentions du roi saint Louis, son frère.

Il y a cependant un point du gouvernement d'Alfonse de Poitiers dont je n'ai rien dit encore; je veux parler de la saisie des biens des hérétiques et de l'administration financière des biens confisqués, qui en était la conséquence.

Nous le voyons, le 18 novembre 1254, mander au viguier de Toulouse, Oudard de Pomponne, de saisir les biens meubles et immeubles des hérétiques condamnés comme tels dans toute l'étendue du diocèse de Toulouse, alors très vaste[1]. Et, à partir de ce moment, nous pouvons décrire, à l'aide des comptes de confiscations, cette branche de l'administration financière. En 1255, la recette « de heresibus de Tholosano » s'éleva à 541 liv. 9 s. 8 d. t.[2]. Du 6 mai 1255 au 2 février 1256, les recettes furent de 820 liv. 14 s. 6 d. et les dépenses de 832 liv. 19 s. 3 d.[3]. Les comptes du 22 mai 1259 donnèrent : recettes, 244 liv. 11 s. et 1 obole;

1. Arch. nat., JJ C, fol. 2; Doat, XXXI, fol. 238. Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 450, note 1. L'inventaire des biens saisis devait être toujours dressé. Quelques exemples prouvent qu'on n'y manquait pas. Le 15 mai 1261, l'inventaire des biens meubles saisis dans la maison de P. Bernard, de l'Isle, et d'autres hérétiques se monta à la valeur de 1,413 liv. tourn. (Trésor des chartes, J 306, n° 85). Voy. aussi le Supplément du Trésor des chartes, J 1040, n° 22, J 1041, n° 7, où se trouvent d'autres inventaires.

2. « De heresibus de Tholosano per vicarium de toto anno : v^e xli l., ix s., viii d. Tur. » (*Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1284).

3. Compte dressé par Gilles Clerc (J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes,* III, n° 4231, p. 284). En juillet 1251, Alfonse de Poitiers avait fait donation d'un fief à Gilles Clerc, « inquisitori de heresi in partibus Tholosanis » (Doat, XXXI, fol. 171). — — Pour l'année 1256-1257, nous n'avons qu'une simple indication (J. de Laborde, III, n° 4311, p. 343).

dépenses se décomposant comme il suit : pour la capture et le brûlement d'hérétiques, 60 s. 10 d.; pour les inquisiteurs, 11 liv. 5 s. 6 d.; pour l'entretien des prisonniers, 17 liv. 17 s.[1]. Du 12 juin 1263 au 24 juin 1264, les comptes s'élevèrent à 216 liv. 9 s. 8 d. tholsas, à 100 liv. t., à 1,700 setiers de grains (*omnium bladorum*), à 23 muids de vin[2].

La gestion de tels revenus n'exigeait pas, ce semble, une grande administration. Cependant il y avait tout un personnel; à sa tête se trouvait le surintendant général des confiscations, duquel dépendaient, dans l'espèce, le viguier de Toulouse, qui les percevait à Toulouse, et le sénéchal, qui les percevait dans les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire[3]. Cette administration s'inspirait des principes, dont nous trouvons l'exposé dans un « Mémoire » à Jacques du Bois, surintendant général[4] : les sénéchaux assistaient aux ventes; les revenus devaient être soigneusement notés, et le tout était fait en deux exemplaires, l'un pour l'intendant général, l'autre pour le sénéchal. Les ventes ou les cessions ne devenaient définitives que par l'approbation du comte et de la comtesse, comme héritière de son père. Par exemple, en juin 1268, Alfonse de Poitiers et Jeanne, son épouse, approuvent ensemble la vente des biens de Raymond Pellipier et de Guillaume, son frère, de Cordes, provenant des confiscations pour hérésie[5]. En janvier 1269,

1. J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, III, nº 4489, p. 463-464. On trouve dans cette pièce l'énumération des biens à vendre avec les noms des hérétiques.

2. Trésor des chartes, J 192, nº 19.

3. Voy. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 450-451.

4. Ce mémoire est de l'année 1263. On le lit dans Boutaric, p. 450.

5. Doat, XXXII, fol. 46-47.

Alfonse concède à titre définitif à Gilles Camelin, son clerc, les biens de Raymond de Lavaur, hérétique, avec l'approbation de Jeanne, son épouse[1]. Au mois d'avril de cette année, il accorde, Jeanne le voulant bien, à Ispa de Mourèze (*de Morosio*) les biens de Pierre-Arnaud Alaman, sis à Lescure, les droits du seigneur éminent ou du haut domaine restant réservés[2], etc.

Plusieurs des documents relatifs aux confiscations n'ont trait qu'à des affaires particulières, sans parler du mandement d'Alfonse aux sénéchaux et aux inquisiteurs d'établir un état des biens perçus ou à percevoir[3]; ce sont, par exemple, la commission au juge de Lavaur et de Puylaurens de faire une enquête sur les confiscations opérées à Monestiès et à Montirat (Tarn) (mars 1257)[4]; le mandement à Pierre de Landreville, sénéchal du Rouergue, de restituer à l'évêque d'Albi les décimes de Penne-du-Tarn échues *pro haeresi* et de reconnaître à l'évêque d'Albi son droit sur les confiscations à Monestiès et à Montirat[5] (15 novembre 1258); le don à Guillaume *de Chogesio* de l'héritage d'Amaury de Mons (*de Montibus*) confisqué pour hérésie[6] (mai 1261);

1. Doat, XXXII, fol. 57-59.

2. Ibid., fol. 55-56. — Voy. quelques autres exemples, Doat, XXXII, fol. 67-68, 72-73, 74-76, 77-79, 80-82, 83-84. Cf. XXXI, fol. 237 : vente de biens d'hérésie à Pons Targen de Rabastens; XXXI, fol. 254 : confirmation à Sicard Alaman de la donation des biens d'Hélie d'Aigrefeuille (*De Egrifolio*).

3. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1454. Ce mandement se place vers 1260.

4. J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes,* III, n° 4332, p. 586.

5. J. de Laborde, ibid., III, n° 4452, p. 438. Boutaric (*Saint Louis et Alfonse de Poitiers,* p. 449) semble ne pas avoir exactement compris le sens de cette pièce.

6. Trésor des chartes, reg. C, fol. 6 v°.

demandait à rechercher les hérétiques de la seigneurie de Castelbon. Le comte ne se prêta pas à cette poursuite. L'évêque le frappa d'excommunication, sans pouvoir s'assurer cependant que cette peine produirait l'effet voulu : car le comte pouvait infirmer virtuellement cette sentence en entretenant de bonnes relations avec l'Inquisition languedocienne. L'évêque apprit bientôt que, malgré sa lettre à l'évêque de Toulouse, l'archevêque de Narbonne, Pierre Amelius, l'évêque de Carcassonne, Clarin, et les inquisiteurs eux-mêmes, Ferrier et Willem Arnaud, n'avaient pas rompu avec l'excommunié ; il s'en plaignit au légat du pape à Toulouse[1]. Cependant Roger de Foix, fils du comte, finit par consentir à ouvrir aux inquisiteurs la vicomté de Castelbon : ils y condamnèrent quarante-cinq hérétiques et y prononcèrent dix-huit exhumations. Quant à Roger-Bernard, prétendant qu'ayant remis la vicomté à son fils, il ne pouvait se considérer comme sujet de l'évêque d'Urgel[2], il demanda à être relevé de l'excommunication. Une trêve fut conclue vers 1238[3], et le comte se tira de cette affaire épineuse.

Cependant, en ce qui regarde les terres de Foix, il continua, tout en louvoyant, à se montrer réfractaire à toute idée de répression ; il se plaisait à y voir l'annonce de la domination du nord ; il entra dans la ligue de Ray-

XIVe siècle, t. II, Pièces justificatives, p. 109). (Paris, Picard, 1896, in-8o.)

1. Sa lettre au légat du pape du 29 décembre (1238 probablement) a été publiée d'après les archives d'Urgel par Villanneva (*Viage literario á las iglesias de España*, t. XI, p. 229).

2. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1010-1014. Textes curieux.

3. Baudon de Mony, *op. cit.*, t. II, p. 111. Voy. (t. I, p. 167-171) l'exposé de ce démêlé.

y trouver un grand bénéfice moral. Déjà, en 1244, le chapitre provincial des frères Prêcheurs tenu à Cahors avait pris des mesures de prudence inspirées par la crainte des calomnies : il avait interdit toute aumône faite à l'ordre avec des biens provenant de confiscations[1].

3. Les comtes de Foix. — Les comtes de Foix avaient, on le sait, établi leur domination sur les deux versants des Pyrénées, où ils possédaient, au nord, le comté de Foix, compris dans le Languedoc, au sud, la seigneurie de Castelbon, qui les rattachait à la juridiction spirituelle de l'évêque d'Urgel. Cette double situation de comtes de Foix et de seigneurs de Castelbon les mit en contact, pour la répression de l'hérésie, à la fois avec les juges du Languedoc et les juges de Catalogne, d'autant que Roger-Bernard II accordait assistance aux hérétiques dans ses terres de Catalogne comme dans celles du comté de Foix. Les débuts de leurs rapports avec l'Inquisition se signalent par un conflit entre Roger-Bernard II et l'évêque d'Urgel, Pons de Vilamur (1230-1257). L'évêque, exposé aux injures et aux insultes[2],

1. « Item, quod inquisitores non sustineant quod aliquid detur fratribus de negocio, quia possemus infamari » (*Acta capitulorum provincialium ord. frat. Praed.*, p. 27). — Voy. *Introduction*, p. LXIII, et, à l'Index, le mot *inquisitio* pour les renvois. Les prescriptions des chapitres provinciaux en ce point témoignent toutes d'une extrême prudence (éd. Douais. Toulouse, Privat, 1895).

2. Il le fut notamment à Eguils, comme il le dit dans un mémoire à Pierre de Albalat, archevêque de Tarragone : « Item, cum essemus in terra eorum aput Eguils, causa visitationis, homines illius ville insurregerunt (*sic*) contra nos cum armis et expugnaverunt in quadam domo nos et familiam nostram, volentes interficere nos et vulneraverunt quemdam filium militis, consanguineum nostrum, quam injuriam nollemus sustinuisse pro mille marchis argenti » (Baudon de Mony, *Relations politiques des comtes de Foix avec la Catalogne jusqu'au commencement du*

hérésie, avait possédée[1]; en même temps Guillaume de Son

1. Voici cette permission donnée par le roi :

« Attendentes preces quas vos Rogerius, Dei gratia comes Fuxensis, fecistis nobis pro G. de Sono, filio Bernardi de Alione quondam, super commendatione terre que fuit quondam ipsius Bernardi de Alione, de consilio et voluntate fratris Petri de Cadireta, inquisitoris heretice pravitatis in regno et dominio nostro auctoritate Sedis Apostolice deputati, volumus et permittimus vobis quod possitis commendare sive deponere penes dictum G. de Sono totam terram que fuit quondam patris sui predicti, quam vos nunc tenetis, recepta securitate ab ipso, sub hoc pacto quod statim cum nos vel inquisitores qui pro tempore fuerint voluerimus, dictus G. de Sono terram predictam vobis, sicut modo eam tenetis, dimittere et desemparare sine conditione aliqua teneatur. Datum Ilerde, III non. julii, anno Domini M° CC° LXIIII° » (Arch. de Barcelone, Corona de Aragon, reg. 7, Jacobi I, 2-13, fol. 194).

Permission donnée à Guillaume de Son de recevoir la terre de son père :

« Per nos et nostros indulgemus et concedimus tibi G. de Sono, filio Bernardi de Alione quondam, quod tu, nonobstante labe criminis heretice pravitatis in quam pater tuus predictus incidit et sententialiter extitit condempnatus, nec etiam obstante quod Esclarmunda, mater tua, heretica sit perfecta, de nostre plenitudine potestatis possis capere omnes hereditates et successiones parentum, sicut restituantur, et proximorum tuorum ac etiam extraneorum, que tibi deferuntur (?) ex nunc ex testamento vel ab intestato, et omnia quoque justo titulo a quibuscumque personis poteris adipisci; possis etiam admitti ad honores et militaria sacramenta; possis etiam testari et contractus alios inire; restituentes te in presenti de plenitudine nostre potestatis ex certa scientia ad omnia supradicta et etiam ad famam integram et omnes legitimos actus, non obstante lege illa sive jure, que pro hujusmodi crimine filios jubet paterno supplicio perire, in hiis in quibus paterni, hoc est hereditarii, criminis exempla merentur, nec aliquo alio jure, constitutione vel consuetudine, sententia qualibet, scriptura publica vel privata; predictam indulgentiam tibi dicto Guillelmo facimus ad instantiam et preces fratris P. de Cadireta, inquisitoris heretice pravitatis in toto

était rétabli dans tous ses droits. Il bénéficia lui-même de la bienveillance, intéressée peut-être, du roi d'Aragon : celui-ci lui abandonna ses droits sur la vicomté de Castelbon, à raison du crime d'hérésie imputé à Arnaud de Castelbon et à Ermessinde, sa fille, ainsi que tous les droits à provenir d'une condamnation éventuelle. Cet abandon de droits, en effet, est du 11 mai 1269, et, le 2 novembre suivant, les inquisiteurs Pierre de Cadreyta et Guillaume de Colonge (*de Colonico*) déclaraient hérétique Ermessinde et ordonnaient l'exhumation de ses cendres, après citation et comparution de Roger-Bernard de Foix, son héritier[1].

En somme, les comtes de Foix surent entretenir avec l'Inquisition languedocienne de bonnes relations, bien que tout le comté fût ouvert à l'hérésie. Ils ne furent inquiétés que par l'Inquisition aragonaise, qu'ils finirent par rendre inoffensive à leur endroit, grâce à l'intérêt que le roi d'Aragon avait à les ménager.

II. *Les actes des rois.*

Avec les rois nous n'allons guère sortir du cadre déjà tracé par les actes d'Alfonse de Poitiers. Ils ont, et à plus forte raison, touché aux mêmes points, dirimant les litiges de détail avec une autorité plus souveraine encore. Et

regno et dominio nostro auctoritate Sedis Apostolice deputati, qui de hoc ductus misericordia nos rogavit. In cujus rei testimonium, presentem cartam nostri sigilli pendentis munimine fecimus roborari. Datum Ilerde, III non. julii, anno Domini M° CC° LXIIII° » (Ibid., fol. 194). — Voy., dans l'ouvrage de M. Baudon déjà cité (t. II, p. 114, 115), les lettres de Jacques Ier, roi d'Aragon, remettant Guillaume de Son en possession des châteaux de Son et de Cheragut, confisqués pour hérésie.

1. Baudon de Mony, *op. cit.*, t. I, p. 212-215; t. II, p. 135, 140.

d'ailleurs, de saint Louis à Philippe VI, si l'on aperçoit dans l'administration une anarchie progressive, les principes ne changent point. Une unité vraie règne dans l'ensemble de la conduite des rois à l'égard de l'Inquisition du Languedoc.

1. Saint Louis. — Le statut *Cupientes*, édicté en 1228 par le gouvernement du jeune roi, a servi de fondement à toute la législation postérieure. Les articles II, III et IV sont particulièrement importants ici; car ils contiennent toute la poursuite inquisitoriale avant l'institution du juge délégué, je veux dire qu'ils font entrer en scène la puissance séculière, qui, pour ce qui la regarde, prend le ton de l'autorité souveraine : extirpation de l'hérésie et châtiment immédiat des hérétiques, « postquam fuerint de haeresi per episcopum loci, vel per aliam ecclesiasticam personam, quae potestatem habeat, condemnati; » défense de recevoir ou favoriser les hérétiques, sous peine d'être exclu des charges, de perdre le droit de tester ou d'hériter, de voir ses biens confisqués; ordre aux barons et officiers de rechercher les hérétiques, de les livrer à la puissance ecclésiastique et de faire « quod debebunt » dans le cas de condamnation[1]. Le traité de paix passé le 12 avril 1229 entre saint Louis et Raymond VII contenait l'engagement formel, de la part du comte, d'obéir aux ordres du légat apostolique en tout ce qui pourrait intéresser l'extirpation de l'hérésie[2]. Cependant, dans l'état actuel des documents, la main de saint Louis ne se montre qu'assez longtemps après le statut *Cupientes*. En juillet 1246, il met à la disposition des inquisiteurs ses prisons de Carcassonne et

1. Labbe, *Acta concil.*, VII, col. 171.
2. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 883, 884.

de Béziers[1]. Alfonse de Poitiers avait ordonné au sénéchal de Carcassonne de contraindre, par la confiscation des biens et l'arrestation des personnes, ceux qui étaient excommuniés à rentrer dans le sein de l'Église (8 avril 1254). Saint Louis adoucit ces dispositions de rigueur par ses instructions aux enquêteurs (juillet 1259)[2]. Il apporta aussi quelque tempérament au statut *Cupientes*, tout en maintenant l'exclusion des charges publiques à l'égard des héritiers des condamnés *ad murum*[3]. Il revint même sur ce dernier point. Les enquêteurs envoyés dans le Languedoc furent invités à rendre les biens confisqués pour hérésie, excepté dans trois cas : 1° hérétique dûment condamné; 2° hérétique en fuite; 3° hérétique ayant donné asile à des hérétiques condamnés. Quant à la femme, en aucun cas elle ne pouvait être privée de ses biens. Exception était faite en faveur des héritiers de l'hérétique qui embrassaient la vie religieuse : ses biens leur revenaient alors[4]. Nous avons déjà rencontré la disposition relative aux biens de la femme. Les autres mesures font soupçonner certains abus que le saint roi se préoccupa de corriger, tout en maintenant la poursuite et la vindicte contre les hérétiques[5]; il revint même sur l'article des prisons avec une précision qui ressemble à une sorte de disposition nouvelle. Le 14 oc-

1. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1206; Mahul, *Cartulaire*, V, 627; Doat, CLIV, fol. 236.

2. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1326, 1440-1441.

3. *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1440-1441; Doat, XXXI, fol. 263 v°-270.

4. *Recueil des Ordonnances*, I, p. 62; *Hist. gén. de Languedoc*, III, *Preuves*, col. 494 (éd. princeps).

5. En 1255, il renouvela ses ordonnances (*Hist. gén. de Languedoc*, VIII, col. 1360).

tobre 1258, il écrivit au sénéchal de Carcassonne pour lui ordonner de pourvoir à l'entretien des inquisiteurs et d'achever les prisons. Et, à ce propos, il posa la règle suivante que l'entretien des prisonniers restait à la charge des seigneurs bénéficiant des confiscations pour hérésie[1].

Et, en effet, Philippe de Montfort les percevait[2]; Pierre des Voisins les perçut « in ballivia Carcassone » jusqu'en juin 1260[3]; l'évêque d'Albi eut le droit de s'emparer des biens des hérétiques de son diocèse qui ne seraient point vendus dans l'année après la condamnation[4] : les saisies faites à Monestiès et à Montirat, en particulier, lui furent adjugées par sentence du sénéchal du Rouergue (2 juin 1260)[5]. Enfin, pour ne pas prolonger cette énumération, le sire de Mirepoix, jouissant du droit « comburendi hereticos terrae suae, » était par là même en droit de s'emparer de leurs biens[6], et c'est en vertu de ce droit que restitution fut faite à Gui de Lévis, maréchal d'Albigeois et seigneur de Mirepoix, des ossements des hérétiques qui furent brûlés sur la grève de l'Aude, à Carcassonne, en 1270[7].

1. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1435-1436; Mahul, *Cartulaire,* V, 627; Doat, XXXI, fol. 260 v°-261. L'article relatif aux prisons ne se trouve pas dans le texte de Doat.

2. Doat, XXXII, fol. 258-260.

3. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1466.

4. Doat, XXXIV, fol. 132.

5. J. de Laborde, *Layettes,* III, n° 4608, p. 523.

6. « Item, cum dictus marescallus, dominus de Mirapiscis, proposuisset se fuisse in possessione pacifica comburendi hereticos terre sue, condempnatos ad ignem per inquisitores Carcassonenses, et habendi eciam earum mobilia, si in terra Regis existant... » (Beugnot, *les Olim,* I, p. 317. Enquêtes de 1269).

7. Archives de Léran, fonds Lévis. Deux pièces communiquées par M. Pasquier, aujourd'hui archiviste de la Haute-Garonne, et publiées dans l'*Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1674-1676.

Le comte de Foix afficha plus tard les mêmes prétentions[1].

Que le gouvernement de saint Louis ait eu pour les biens confisqués une comptabilité spéciale, cela va sans dire[2]. De là des opérations diverses : saisies, ventes, enquêtes, donations, restitutions de biens, dont on trouvera les actes dans l'*Histoire générale de Languedoc*[3], dans les *Layettes du Trésor des chartes*[4], dans le *Cartulaire de Carcassonne*[5] ou même aux Archives du château de Léran[6].

2. Philippe le Hardi. — Le règne de Philippe le Hardi ne fournit point d'acte important. Le seul qui soit un peu considérable se place au début; encore faut-il reconnaître que Philippe le Hardi reproduit simplement et confirme l'ordonnance de son père relative aux émoluments des inquisiteurs, à l'aménagement des prisons, qu'il importe d'achever, à l'entretien des prisonniers[7]. Les autres pièces de ce règne sont des lettres de sauvegarde en faveur des

1. *Hist. gén. de Languedoc,* X, 484-489, 659. En 1313, le vicomte de Lomagne, Bertrand de Got, obtint concession des confiscations pour hérésie (*Ibid.*, 937).

2. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers,* p. 451.

3. VIII, col. 974, 1308 (Doat, CIII, fol. 67), 1360 (Doat, CLIV, fol. 59), 1361 (ibid., fol. 63 v°), 1421 (ibid., fol. 122).

4. T. III, n° 4097, p. 208. Cf. n° 4282, p. 314.

5. T. V, 628.

6. Le 5 octobre 1268, Guillaume de Cohardon, sénéchal de Carcassonne et de Béziers, vend à Aymeric de Boussagues, à Raymond de Senegra et au sacristain de Villemagne, pour le prix de 30 liv. tourn., 40 sous tourn. de rente à percevoir sur le fief de Clairac, confisqué sur Bernard de Clairac pour crime de félonie et hérésie. (Pièce communiquée par M. Pasquier, qui connaît à merveille les archives de Léran.)

7. *Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 1436; Mahul, *Cartulaire,* V, 629; Doat, XXXI, fol. 261 v°-262.

inquisiteurs ou de recommandation aux archevêques et évêques pour ceux des frères Prêcheurs que le prieur du couvent de Paris désignera comme juges délégués, et envers lesquels il commande l'obéissance[1]. C'est bien peu, et cependant c'est assez pour pouvoir caractériser l'action du règne : Philippe le Hardi a continué saint Louis son père ; il s'est montré favorable à l'idée que l'Inquisition fût confiée aux frères Prêcheurs. Il n'en fallait pas davantage pour ne pas contrarier le bon fonctionnement de l'institution.

3. Philippe le Bel. — Je puis en dire autant de Philippe le Bel. Il suit la politique de son aïeul en ce qui regarde la poursuite des hérétiques. Cependant le monde a marché, et quelques points semblent nouveaux. Au début, Philippe le Bel montre qu'il entend ne pas fléchir : il prive du notariat Raymond Vital, d'Avignonet (Haute-Garonne), parce qu'il est le petit-fils de Roger Isarn, qui a été condamné pour hérésie et brûlé[2]. La poursuite des Juifs date d'hier ; nous avons vu les papes l'ordonner. Philippe le Bel s'y prête ; il veut que le sénéchal de Carcassonne obéisse aux inquisiteurs dans la cause[3]. Quand éclate le conflit entre Carcassonne, Albi et l'Inquisition, il prend une attitude plutôt digne que malveillante. Jusqu'alors les rapports des officiers royaux avec les inquisiteurs avaient été réglés par cette formule à peu près invariable : ils devaient simplement

1. Doat, XXXII, fol. 85-86, 86-87, 87-88, 88-89.

2. Lettres du 2 août 1288, transcrites par les soins de Jean Vigouroux, inquisiteur, le 3 décembre de cette année (Doat, XXXII, fol. 151).

3. Doat, XXXII, fol. 254 v°-255. Lettre du 3 décembre 1293. Cf. la lettre du sénéchal de Carcassonne au vicomte de Narbonne (1er février 1294, n. st.), qu'il ait à exécuter les lettres de Philippe le Bel et la bulle de Grégoire X contre les Juifs (Doat, XXXII, fol. 254-257).

leur obéir. Maintenant ces rapports se modifient légèrement. Philippe le Bel a déterminé les cas dans lesquels ses sujets pourront être arrêtés pour hérésie ; il faut au moins une véhémente présomption ; il exige qu'on ne s'écarte point de la forme qu'il prescrit, car il a appris qu'on a fait des arrestations arbitraires[1]. C'était, sous des apparences de justice, contrarier la poursuite, ou du moins la gêner. Le sénéchal de Carcassonne, Henri, seigneur *de Elisia*, crut peut-être trop à un changement dans la politique royale, d'autant qu'il reçut de la part de Philippe le Bel l'assurance que les inquisiteurs n'obtiendraient de lui que des réponses conformes aux siennes en tout ce qui regardait les arrestations[2]. Le sénéchal devenait, pour ainsi dire, le maître. Les inquisiteurs firent valoir tout ce que cette situation contenait d'arbitraire et de méfiance. Boniface VIII intervint. Il faut bien avouer que, si le roi eût pu à son gré, même sous le facile prétexte des droits supérieurs de la justice, fixer les conditions auxquelles seules une arrestation dût se faire à l'occasion d'un délit d'hérésie, il eût par là même connu indirectement de l'hérésie, cause qui n'appartenait en aucune façon à la juridiction séculière. Philippe le Bel le comprit : le 5 septembre 1298, il manda à ses barons et officiers d'obéir à l'évêque et à l'inquisiteur pour les arrestations à opérer, conformément à la constitution du pape Boniface[3]. Le sénéchal n'était donc plus le juge des arrestations à faire.

1. Doat, XXXII, fol. 266-269; *Hist. gén. de Languedoc,* X, col. 273-281.

2. Doat, XXXII, fol. 269 ; Mahul, *Cartulaire*, V, 650 ; Cf. Doat, XXXII, fol. 269 v°-271 ; Mahul, *Cartulaire,* 650.

3. Doat, XXXII, fol. 280-281. Autre lettre du 15 septembre 1298 dans le même sens (Doat, XXXII, fol. 278-279).

S'il finit par modifier son attitude, c'est sans doute parce qu'il comprit que les difficultés soulevées contre l'Inquisition donnaient de l'audace aux partis; les intérêts de sa couronne ne pouvaient qu'en souffrir. En 1304, il se préoccupa de fortifier l'Inquisition[1]; en 1305 et en 1306, il dépouilla de leurs charges les officiers convaincus d'hérésie; il défendit qu'on fît des ligues ou qu'on levât des tailles pour s'opposer à l'Inquisition[2]. Malgré tous les agissements de Bernard Délicieux, il se refusa absolument à demander que les frères Prêcheurs en fussent désormais écartés.

L'administration financière des biens confisqués sous Philippe le Bel reste ce qu'elle était précédemment. Cependant on peut relever quelques faits particuliers assez curieux : par exemple des saisies et des ventes faites, à part égale, par les agents du roi et de l'évêque d'Albi, Bernard de Castanet[3]; car l'évêque était déjà en possession des biens saisis dans son diocèse, et le roi lui confirma cette possession, même pour les cas où il n'aurait pas fait procéder à la vente dans l'année suivant la condamnation[4].

Il existe des rôles de confiscations et des comptes : 1° de 1302 à 1305[5]; 2° de 1305 à 1309[6]; 3° de 1309 à 1310[7].

1. *Hist. gén. de Languedoc,* X, 428-431.
2. Doat, XXXIV, fol. 81-82, 109-111.
3. Doat, XXXII, fol. 300, 315, 315 v°; XXXIII, fol. 193.
4. Doat, XXXII, fol. 132-133. Lettre du 17 août 1306. Ce point fut maintenu, sous Louis X, hormis le cas d'empêchement légitime à procéder à la vente. Ordonnance du sénéchal de Carcassonne du 20 août 1316 (Doat, XXXIV, fol. 135-136). L'évêque d'Albi fut maintenu dans le droit sur les confiscations opérées dans son diocèse par Philippe VI (Doat, XXXV, fol. 70, 80, 83). Voy., pour les arrangements survenus avec Alionor de Montfort, ibid., fol. 49, 100.
5. Doat, XXXIII, fol. 207-231.
6. Ibid., fol. 232-260.
7. Ibid., fol. 261-272.

On peut par eux apprécier la fortune de chaque condamné : car c'est le revenu provenant des biens de chacun qui compose ces comptes. Pierre Radulphe (*Radulphus*) les dresse, comme procureur du roi pour les confiscations; il a pour lieutenant Guillaume Bernard[1].

Le nom des condamnés ajoute beaucoup à l'intérêt de ces comptes. Un certain nombre avaient été interrogés par Bernard de Castanet; par exemple, en 1285, Pons Nicolas, d'Albi[2], et Vital Vinhols, d'Albi[3]; en 1299, Raymond Hugues[4], Bérenger Adémar[5], Bérenger Brossa[6], Bérenger Fumet[7], Bertrand de Montégut[8], Galhard Fransa[9], Guillaume Fenassa le Boiteux[10], Guillaume Goulfier[11], Jacques

1. Pierre Milhau était le procureur de l'évêque d'Albi (quittance du 29 janvier 1301, n. st.; Doat, XXXIII, fol. 189). Philippe le Bel avait, par ses lettres du 17 novembre 1296, constitué Pierre de Pradines, curé de Saint-Étienne de Toulouse, son agent pour les biens d'hérésie; à ce titre, celui-ci procéda à la vente d'un pré et d'une vigne ayant appartenu à Pierre Rigaud, condamné (Doat, XXXIII, fol. 193-197). — A signaler spécialement parmi ces pièces la vente faite par Rainaud *de Dugniaco* et Pierre Imbaud de Plaigne (*de Planhano*), frères, de la seigneurie de Pechluna (Aude), confisquée à Pons Magrefort, Pons Guillaume et Pierre Roger de la Tour; vente approuvée par Eustache de Beaumarchais, sénéchal, le 4 février 1293, n. st. (Doat, XXXII, fol. 244 v°-250).

2. Doat, XXXIII, fol. 267 v°.

3. Ibid., fol. 258 v°.

4. Ibid., fol. 255.

5. Ibid., fol. 230 v°, 253, 264, 271.

6. Ibid., fol. 229, 249 v°, 267.

7. Ibid., fol. 223, 249.

8. Ibid., fol. 227 v°, 254.

9. Ibid., fol. 222, 250 v°, 266 v°, 270.

10. Ibid., fol. 207, 232, 268.

11. Ibid., fol. 224, 252, 266 v°.

Fumet[1], Lambert de Fouissenx[2], Pierre Rigaud[3], Pierre Taillefer[4], Raymond Auger[5], Raymond Garcias[6], tous d'Albi. A défaut des sentences, cette simple indication permet de dire dans quelle mesure les interrogatoires de l'évêque d'Albi siégeant avec les inquisiteurs furent suivis de condamnations; celles-ci, au dire de Bernard Gui, se seraient élevées au nombre de vingt-cinq[7].

Sous les règnes des fils de Philippe le Bel, Arnaud Assalit est le procureur du roi pour les confiscations. Le tome XXXIV de Doat fournit une quittance de 496 liv. 6 s. 2 d. t. qui lui est délivrée par Lotherius Blanc, trésorier du roi, à la date du 24 septembre 1317 (fol. 141-142), les comptes des recettes s'élevant à 2,219 liv. 7 s. 10 d., et celui des dépenses à 1,168 liv. 11 s. 4 d., du 24 juin 1322 au 24 juin 1323 (fol. 189-213)[8].

1. Doat, XXXIII, fol. 219 v°, 247 v°, 265, 269 v°.
2. Ibid., fol. 220 v°, 255.
3. Ibid., fol. 226 v°, 267 v°.
4. Ibid., fol. 230, 257, 269 v°.
5. Ibid., fol. 227, 270 v°.
6. Ibid., fol. 259 v°.
7. *Priores in conventu Albiensi*, bibl. de Bordeaux, ms. 780, fol. 97; bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 217 v°.
8. Le 5 mai 1322, Charles IV le Bel mande au sénéchal de Carcassonne et au procureur des confiscations de prendre sur les revenus des confiscations pour parfaire les émoluments dus à frère Ubert, inquisiteur, depuis l'année 1315 (Doat, XXXIV, fol. 232 v°, 233). Ce frère Ubert, confesseur du roi, a dû être inquisiteur ailleurs qu'en Languedoc. Philippe VI s'occupe de la réparation des prisons à Carcassonne, à laquelle le comte de Foix refusait de contribuer (*Hist. gén. de Languedoc*, X, 693-694). Il fait donation à Jacques de Boulay, son notaire, des biens de Pierre d'Aragon, condamné pour hérésie (ibid., 705-706). Jean, évêque de Beauvais, ministre du roi, dispose des biens de Guillaume de Berens (*de Berenchis*), condamné pour hérésie (ibid., 917-919).

Je relève parmi les condamnés le nom de Guillaume Garric (fol. 193) : une pièce importante retrouvée aux archives de l'Aude, et jusqu'à ce jour ignorée, est l'acte de vente de son hôtel, sis à Carcassonne, en 1329; cet acte contient, avec les lettres royales, le rôle de l'encan et des indications précises sur la procédure suivie en pareil cas[1].

V. Manuels inquisitoriaux.

Quelle que soit l'importance des manuels à l'usage des inquisiteurs, on comprendra que je ne m'étende pas longuement sur les deux traités spéciaux que nous devons aux inquisiteurs du Languedoc; car il faut se borner. L'un se place presque au début, l'autre vers la fin de la période étudiée; le premier est court, le second très ample. Leur origine certaine leur donne une valeur très grande : car, non seulement ils ont servi, mais encore ils ont été composés avec des pièces ayant un caractère historique et par les inquisiteurs.

1. *Processus inquisitionis* (1244-1254).

Le premier pourrait être intitulé *Processus inquisitionis*. Il se compose des pièces suivantes :

1° Lettre de Pons de Saint-Gilles, provincial des frères Prêcheurs, instituant inquisiteurs, en vertu de pouvoirs apostoliques, Guillaume Raymond et Pierre Durand, religieux de son ordre (Narbonne, 21 octobre 1244).

2° Lettres de citation : d'abord la citation collective contre les habitants de tel endroit âgés au moins de quatorze ans, ou

1. J'ai publié cette pièce dans le travail ayant pour titre : *Guillaume Garric, de Carcassonne, professeur de droit, et le tribunal de l'Inquisition* (*Annales du Midi*, année 1898, p. 5 et suiv.).

de douze ans, selon le sexe; ensuite la citation individuelle contre tel ou tel.

3° Mode d'abjuration avant l'interrogatoire.

4° Formule de l'interrogatoire.

5° Formule de la réconciliation et de la pénitence pour ceux qui rentrent dans l'unité ecclésiastique.

6° Lettre de pénitence.

7° Formule de sentence pour livrer l'hérétique au bras séculier.

8° Formule de sentence contre ceux qui sont morts dans l'hérésie.

Le tout se termine par un avertissement sur la nature des preuves admises et sur la conduite à tenir par les juges qui entendent ne s'écarter en rien de la ligne tracée par les constitutions apostoliques.

Ce traité, fort court d'ailleurs, peut donc être regardé comme un formulaire : pour chaque cas, le juge n'avait qu'à introduire un nom dans la pièce. Il a été composé après 1244, date de la lettre de Pons de Saint-Gilles, et avant 1254, date de la mort d'Innocent IV; cela résulte du texte lui-même, où les inquisiteurs disent : « Testium non publicamus nomina propter ordinationem sedis apostolice sub domino Gregorio provide factam et *ab Innocentio, beatissimo papa nostro*, postmodum innovatam. » Il a été rédigé dans le Languedoc par Guillaume Raymond et Pierre Durand, inquisiteurs, selon toutes les probabilités, ou par Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre.

Il est permis d'y voir une réponse à une consultation. Les inquisiteurs disent : *facimus*, *injungimus*, *dampnamus*, etc., comme s'ils répondaient à des questions qui leur auraient été posées.

Il est plus difficile de nommer l'auteur ou les auteurs de

ces questions. Ce traité, cependant, se trouve à Madrid, bibliothèque de l'Université, ms. 45[1]. On n'en connaît que ce manuscrit. Il semble qu'il aura été fait pour l'Espagne et pour les inquisiteurs de ce pays, je veux dire les inquisiteurs d'Aragon. L'Aragon et le Languedoc, en effet, échangeaient des consultations. Le traité rédigé par saint Raymond de Peñafort, sous le nom de l'archevêque de Tarragone, en 1242, sur la résolution de certains doutes, en est la preuve suffisante : il appartenait aux archives anciennes de l'Inquisition de Carcassonne, d'où il est passé dans Doat (t. XXXVIII). Les inquisiteurs du Languedoc, désireux de l'avoir, l'avaient donc demandé; ils le conservèrent pour les lumières qu'ils pouvaient y trouver. Les titres des chapitres suffiront à édifier le lecteur : *Queritur qui dicantur heretici, qui suspecti, et sic de singulis. — Queritur de hereticis dogmatisantibus et relapsis in credentiam quid sit agendum. — Queritur de forma abjurationis. — Queritur de forma purgationis. — Qualiter compurgatores jurare debeant. — Qualiter sacerdos debet inquirere in confessionibus de facto heresis*[2].

Trouvé par le R. P. Balme, des frères Prêcheurs, le formulaire languedocien a été publié dans la *Nouvelle Revue historique de droit français* (t. VII, p. 669 et suiv.); et M. Ad. Tardif l'a présenté dans une sorte d'avertissement substantiel sur la procédure *per inquisitionem*[3]. Je ne

1. C'est le numéro du manuscrit qui a été donné par le P. Balme. Mais je l'y ai fait rechercher sans résultat.

2. A Castres, un frère Mineur avait imposé des pèlerinages à la suite de la confession auriculaire (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 41). — Je prépare l'édition du traité de saint Raymond de Peñafort.

3. Le texte ne me paraît pas irréprochable. Je n'ai pas encore

m'arrêterai plus que sur le dernier mot de ce *Processus* : « Si bene fieret justitia de dampnatis et relapsis, et bona publicarentur fideliter, *et incarceratis provideretur in necessariis competenter*, in fructu inquisitionis gloriosus Dominus et mirabilis appareret. » L'Inquisition produirait de meilleurs résultats, si l'on pourvoyait exactement à l'entretien des prisonniers. Que peut signifier un tel langage? L'auteur exprime, à n'en pas douter, un regret. Les prisons ou ne sont pas encore édifiées, ou ne peuvent recevoir les condamnés. Les condamnés ou les prévenus sont laissés en liberté ou confiés à la garde de mains étrangères[1] : d'où résulte le mépris de la poursuite. Peut-être est-ce là le motif ou l'un des motifs de l'activité que nous avons vue, à plusieurs reprises, régner autour des prisons : il était urgent de les construire ou de les rendre habitables.

2. « *Practica* » *de Bernard Gui.*

Le second des traités dont j'aie à parler ici est la *Practica* de Bernard Gui. Dans ses grandes lignes, la *Practica* se présente comme un écrit théorique, puisqu'elle donne la suite méthodique des actes constituant la poursuite. Mais chacune des pièces qui en composent les trois premières parties est sortie du greffe même de l'Inquisition : elle a servi. Il faut, comme pour le traité précédent, lui reconnaître un caractère

réussi à en obtenir une collation sérieuse. Il est assez important pour mériter les honneurs d'une réédition le jour où on en aura un texte bien établi.

1. La législation inquisitoriale ne s'opposait nullement à un tel arrangement. Par exemple, Pons Garrigue avait reçu à Labécède (Haute-Garonne) deux femmes hérétiques, dont la garde lui fut confiée. Mais il les laissa aller (bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 127).

historique; ce caractère est fortement accusé. Dès lors, nous pouvons dire : voilà comment on procédait dans le Languedoc au commencement du xive siècle. Aux yeux de l'historien, c'est un document d'un grand prix; le témoignage qu'il apporte lui paraîtra décisif. Quant à la cinquième partie, elle fait admirablement connaître ceux que l'on poursuivait. Bernard Gui y a exposé les doctrines hérétiques, et, qu'on le remarque, dans leur rapport avec la poursuite. Il ne faut pas voir en lui, à proprement parler, un hérésiologue, comme le fut avant lui Benoît d'Alignan, l'auteur du *Tractatus contra errores catholicae fidei obviantes*[1]. Son objet est d'ordre tout pratique. Il veut fournir à l'inquisiteur pour lequel il écrit des précisions doctrinales qui l'éclairent dans la recherche de l'hérétique et servent de base à ses interrogatoires futurs. Il donne, si je puis ainsi parler, le corps du délit, et il décrit l'hérésie aux formes multiples, mais en tant qu'elle tombe sous le coup des constitutions apostoliques. C'est ainsi qu'on explique qu'il consacre un chapitre aux Pseudo-apôtres, un chapitre aux Béguins, un chapitre aux Juifs, *de perfidia Judaeorum*, un chapitre aux devins et ouvriers de sortilèges. Le lecteur en a, sans doute, plusieurs fois fait la remarque : dans les premiers temps, le juge délégué se bornait à poursuivre les Manichéens et les Vaudois; à la fin du xiiie siècle, il poursuivait encore ceux que je viens de nommer.

En un mot, et pour tout dire sommairement, la *Practica*

1. Bibl. nat., ms. lat. 4224. J'en ai donné quelques extraits dans un article de mélanges intitulé : *les Hérétiques du midi au XIIIe siècle* (*Annales du Midi*, t. III (1891), p. 367). Parmi ces extraits, à signaler : 1° *Sub qua forma juret de heresi inquirendus;* 2° *Super quibus fiant interrogationes;* 3° *De ydolatris et ydolatriis.*

de Bernard Gui doit être mise au premier rang des manuels à l'usage des inquisiteurs, soit que l'on considère le fond des choses, soit que l'on s'arrête à la personne de l'auteur. Et, comme elle est l'expression fidèle de la procédure inquisitoriale dans le Languedoc au XIVe siècle, époque à laquelle celle-ci a atteint son apogée, elle constitue un des documents principaux dans toute la série, fort étendue malgré les lacunes, des pièces, registres et manuscrits dont j'ai parlé[1].

3. *La torture.*

La *Practica* de Bernard Gui est muette au sujet de la torture. Ce silence peut d'abord paraître assez naturel, puisque le juge d'église ne pouvait arracher la vérité aux clercs *per tormenta*, et aux laïques *nisi per quaestionarium vel demandando civili judici*. Cependant, il ne peut laisser de surprendre, car nous n'avons aucune sentence remettant un *reus* au juge civil pour lui infliger la question; aucun acte ne nous est parvenu par lequel, directement ou indirectement, le juge délégué aurait édicté la torture avec obligation pour le juge civil de l'appliquer. Et, cependant, Bernard Gui a voulu prévoir chacun des cas de la procédure et y répondre par avance. Encore une fois, il ne fait aucune allusion à cette voie de contrainte : car il s'agit, on le comprend, de la torture employée comme moyen d'obtenir l'aveu.

Je n'ai pas à traiter ici la question des origines de la torture. Les auteurs les plus autorisés admettent qu'elle est

1. Je l'ai publiée en 1886 (Paris, Picard, in-4°). J'en prépare une seconde édition. On en trouve dans Doat (t. XXIX et XXX) une copie qui s'arrête à la constitution de Clément IV : *Cum adversus hereticam pravitatem*, Ve partie, p. 304 de mon édition.

étrangère au droit canonique[1]; en même temps, ils affirment qu'il en fut fait usage, au XIII[e] siècle, dans la recherche du crime d'hérésie. « La torture, dit M. Esmein, devint un moyen ordinaire d'instruction. Ce fut le droit romain qui servit ici d'autorité. Le crime d'hérésie était regardé comme *crimen laesae majestatis divinae*, et, à partir du XIII[e] siècle, on appliqua dans ces sortes de procès les règles du Digeste et du Code sur la mise à la question des accusés et des témoins dans le *crimen majestatis*[2]. » Il est certain que la constitution d'Innocent IV, *Ad extirpanda*, du 15 mai 1252, autorisa l'emploi de la torture *citra membri diminutionem et mortis periculum*[3]; cette constitution fut renouvelée et confirmée le 30 novembre 1259 par Alexandre IV[4] et le 3 novembre 1265 par Clément IV[5]. Et d'ailleurs, comme, dans l'intervalle, le 4 août 1262, Urbain IV donna aux inquisiteurs et à leurs *socii* le pouvoir de se relever mutuellement de tous les cas d'irrégularité qu'ils pourraient avoir encourus[6], M. Tanon en conclut que le seul obstacle, à savoir l'irrégularité canonique, pouvant s'opposer à ce que les inquisiteurs « fissent administrer

1. Par exemple Biener, *Geschichte des Inquisitions Processes*, p. 55, 87 ; Paul Fournier, *les Officialités au moyen âge*, p. 249, 280 (Paris, Plon, 1880, in-8°); Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 19, 77 (Paris, Larose et Forcel, 1882, in-8°). M. Tanon (*Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*, p. 362 et suiv.) a exprimé une opinion opposée. Mais son argumentation ne m'a point convaincu.

2. *Op. cit.*, p. 77, 78.

3. Potthast, n° 14592. — M. Esmein l'attribue par erreur à Alexandre IV.

4. Ibid., n° 17714.

5. Ibid., n° 19433.

6. Ibid., n° 18390.

eux-mêmes la question[1], » était levé ; et M. Esmein déclare, comme on l'a vu tout à l'heure, que la « torture devint un moyen ordinaire d'instruction. »

Pour le Languedoc, cette affirmation est certainement outrée. La prison, telle était la voie de contrainte ordinairement employée. C'est le seul moyen d'obtenir l'aveu qui apparaisse soit dans le registre du greffier de l'Inquisition de Carcassonne[2], soit dans les *Sentences* de Bernard Gui[3]; c'est le seul moyen d'aveu que Bernard Gui énonce dans la *Practica*[4]. Et par là les inquisiteurs du Languedoc donnaient la main aux inquisiteurs d'outre-Rhin[5].

Cependant, nos documents locaux contiennent quelques cas de torture. D'abord, un peu avant 1243, Arnaud Bordeler, de Lauzerte (Tarn-et-Garonne), « fuit levatus in eculeum; set nichil dixit, nec potuit ab eo extorqueri[6]. » Après 1243, R. de Na Richa « fuit tractus Tholose et revelavit eis[7]. » Isarn Coll dit avoir avoué « vi tormentorum, » à Bernard de Castanet, en 1299[8]. Je n'ai relevé que ces trois cas[9]. Encore faut-il ajouter que les deux premiers constituent une ano-

1. *Op. cit.*, p. 374.
2. Plus bas, p. 115 et suiv.
3. Par exemple, p. 105, 114, 120, 145.
4. P. 107, 302.
5. « Si autem recuset hoc facere (scilicet confiteri), recludatur in carcere et incuciatur ei timor, quod testes contra ipsum habeantur, et si per testes convictus fuerit, nulla fiat ei misericordia, quin morti tradetur; et sustentetur tenui victu, quia timor talis humiliabit eum, et non permittatur aliquis accedere complicium suorum, ne roboret eum... » (David d'Augsbourg, *Tractatus de inquisitione hereticorum*, p. 43. Éd. Preger, Mayence, 1878).
6. Déposition de Guillaume Faur (Doat, XXII, fol. 7).
7. Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 134.
8. Bibl. nat., ms. lat. 11847, dernier feuillet.
9. M. Tanon, qui les a ignorés, a prétendu en relever trois autres

malie : la torture rendait irrégulier tout juge d'église qui l'ordonnait[1]; car la torture, prohibée dans les tribunaux d'Église, ne fut autorisée pour le cas d'hérésie qu'en 1252 et à la condition qu'elle fût appliquée par le juge séculier. Son emploi dix ans plus tôt, sans être considéré comme impossible, ne laissera pas de paraître étrange[2]. Ne faudrait-il pas plutôt l'attribuer à l'initiative du sénéchal? En 1274, le sénéchal Eustache de Beaumarchais, ayant capturé Bernard Hugues, de Roquevidal (Tarn), le soumit aussitôt à la question lui-même et sans s'en entendre avec l'inquisiteur; il voulait que Bernard Hugues révélât en quel lieu les hérétiques se cachaient[3], sans doute pour exciter le zèle du juge ou

dans la correspondance de Philippe le Bel (*op. cit.*, p. 375, notes 1, 2 et 3). Dans le premier, les expressions *tormenta de novo exquisita* ne peuvent signifier la question ou torture, qui était fort ancienne. Dans le second, le roi reproche à Foulques de Saint-George d'avoir agi contre le droit, *terminos juris excedens et canonicas sanctiones super hec editas non observans* (*Hist. gén. de Languedoc,* VIII, col. 379). Mais en quoi et comment? Dans le troisième, il s'agit des prisonniers déjà condamnés, et non des prévenus que l'on veut faire parler.

1. « His a quibus Domini sacramenta tractanda sunt, judicium sanguinis agitare non licet... Quod si quisquam horum immemor praeceptorum aut in ecclesiae suae famulis, aut in quibuslibet personis tale aliquid fecerit, concessi ordinis privetur honore et loco... » (Decret. Gratiani, secunda pars, causa XXIII, quaest. VIII, cap. XXX).

« In ipso causae initio non est a quaestionibus inchoandum. » Le titre du chapitre enlève toute équivoque à ce texte : « Tormenta, judiciis non praecedentibus, inferenda non sunt » (Decret. Gregor. IX, lib. V, tit. XLI, cap. VI).

2. On dira peut-être qu'en 1252 Innocent IV se borna à sanctionner un moyen d'aveu déjà en usage et à en donner les formes. Sa constitution n'autorise point cette hypothèse. Il n'y a pas la moindre allusion à cet usage.

3. « Fuit captus et questionatus per dominum Eustachium,

le prendre en défaut. Raymond Hugues, frère du précédent, passa de même par les affres de la torture, mais parce que le sénéchal l'y appliqua[1]. Encore une fois, il faudrait plus que s'étonner de l'emploi de la torture par le juge désigné en 1243 et en 1244. En tout cas, même en admettant ces deux exemples, nous sommes en droit de dire que l'usage en fut rare dans le Languedoc.

VI. Les récits.

Le midi de la France est pauvre en chroniques ; le Languedocien loquace n'a cependant jamais aimé à écrire, à faire des récits, à raconter. Si cette observation est juste, il faut avouer qu'elle comporte, dans une certaine mesure, une exception pour ce qui touche la poursuite inquisitoriale. Et dès lors on serait autorisé à voir dans ces récits une preuve nouvelle de l'ébranlement profond qui, un moment, désorienta l'âme méridionale. Seulement c'est dans les rangs de l'Église que l'émotion aurait le plus gagné, à ne considérer que les auteurs de ces récits.

1. *La « Chronique » de Guillaume de Puylaurens.*

C'est d'abord Guillaume de Puylaurens, chapelain de Ray-

senescallum Tholosanum, quia non revelabat ei ubi erant heretici » (Doat, XXV, fol. 78).

1. « Fuit captus et positus ad questionem per dominum senescallum » (Doat, XXV, fol. 113). — Faure Raseire, d'Auriac (Haute-Garonne), dit, dans sa déposition du 1er mars 1246, qu'arrêté à Toulouse « stetit in Castro Narbonensi captus per tres septimanas pro heresi ; et fuit crucesignatus in fronte cum ferro calido » (bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 97 v°). Cela remontait à quatre ans. Je n'ai vu nulle part ailleurs que les hérétiques aient été marqués au fer rouge au front.

mond VII, mort en 1270, mais dont la curieuse *Chronique* remonte jusqu'aux premiers grands événements où la lutte entre l'Église et l'hérésie s'engagea corps à corps. Au chapitre XL, abordant le concile tenu à Toulouse en 1229 et dont nous avons parlé, il dit ce qu'il avait appris des premières poursuites : l'examen des témoins confié aux évêques, qui devaient tout renvoyer à Foulques, de Toulouse; le refus par le légat de communiquer les noms des témoins, etc. Si nous en savons quelque chose, c'est par ce chroniqueur seul. Ce chapitre XL, si court cependant, a une valeur très grande.

2. *La « Chronique » de Guilhem Pelhisso.*

Guilhem Pelhisso est un frère Prêcheur du couvent de Toulouse et vraisemblablement toulousain par sa famille : car son nom apparaît plusieurs fois dans les documents toulousains du XIII[e] siècle. Procureur ou économe de son couvent, il a laissé deux écrits : dans l'un, il donne l'état des achats d'immeubles pour son établissement dans le quartier Saint-Sernin, et Bernard Gui l'a introduit dans la notice qu'il a écrite du couvent et des prieurs de Toulouse[1]; l'autre est le récit des incidents dramatiques qui se produisirent à Toulouse à la suite des premières poursuites des inquisiteurs contre les hérétiques, qui se sentaient soutenus par l'autorité municipale. Les frères Prêcheurs de la ville furent dispersés. Guilhem Pelhisso, témoin et victime, raconta ce qu'il avait vu, en marquant le rapport existant entre l'intervention des pouvoirs locaux et les premiers procès de l'Inquisition.

La chronique de Guilhem Pelhisso est contenue dans le ms. 1437 (229, ancien fonds) de la bibliothèque d'Avignon,

1. Bibl. de Toulouse, ms. 490; bibl. de Bordeaux, ms. 780.

fol. 11-14, où elle se trouve placée entre les deux écrits de Bernard Gui : *Priores in monasterio Pruliani* et *Fundacio conventus Tholosani*. C'est à lui, sans aucun doute, que nous en devons la conservation. Le manuscrit est des premières années du XIV[e] siècle; il en fournit une copie excellente.

Cette chronique, pittoresque, vivante, émue même, est de tous points curieuse. Sans doute, les faits relatifs à la poursuite des hérétiques ne sont racontés que tout autant que les frères Prêcheurs s'y trouvèrent mêlés. Du moins, par cela même, l'auteur a élargi son cadre géographique. Après les incidents de Toulouse, il rapporte ceux d'Albi; il expose l'Inquisition à Moissac, dans le diocèse de Cahors; et c'est par lui que nous savons que Pons de Saint-Gilles, provincial de son ordre, alla à Rome avec Raymond de Foix, pour exposer au pape Grégoire IX les travaux des premiers inquisiteurs. La *Chronique* s'arrête à l'année 1235. L'on voit sans peine de quel prix elle est[1].

3. *Les Albigeois jettent l'inquisiteur dans le Tarn*, par un anonyme (1234).

Je signale en troisième lieu un anonyme, dont le récit des événements d'Albi en 1234 a pour titre (dans Doat, XXXI, fol. 29 v°) : *Albienses impediunt, capiunt, verberant et trahunt ad Tarnum inquisitorem*. L'auteur appartient vraisemblablement à l'ordre des frères Prêcheurs, circonstance qui explique comment cette narration se trouve placée à la suite de la *Chronique* de Guilhem Pelhisso dans le

1. J'ai publié cette chronique en 1881. Je prépare une édition des deux chroniques de Guilhem Pelhisso avec une notice biographique.

manuscrit d'Avignon. C'est, d'ailleurs, un morceau extrêmement vivant. Tout moyen critique de contrôle nous fait défaut; je veux dire que ce récit n'est corroboré par aucun témoignage direct. Du moins on y remarque un ton de sincérité; et Bernard Gui, en le reproduisant, a suffisamment marqué combien il lui inspirait confiance[1].

4. *Troubles de Carcassonne et d'Albi*, par Bernard Gui.

Enfin, Bernard Gui a lui-même laissé un récit des troubles de Carcassonne (1295-1305) et d'Albi (1300-1304). C'est dans la notice des prieurs du couvent de chacune de ces deux villes qu'il a introduit sa narration, mettant à la suite de la notice de chaque prieur l'exposé des faits arrivés sous ce prieur : *Notandum hic posteris incidenter...* C'est ainsi que le récit des troubles de Carcassonne, pour parler du premier, se compose de cinq morceaux : le premier placé sous le priorat d'Odon de Caussens et se rapportant à l'année 1295; le second appartenant au priorat de Bernard Gui lui-même, qui y parle comme témoin, et de l'année 1297; le troisième compris dans le priorat de Bertrand de Clermont (Dordogne) et de l'année 1303; le quatrième, fort court, du priorat de Pons de Torreilles, de Villemartin (Aude), et de l'année 1304; le cinquième du priorat de Géraud de Blomac et de l'année 1305. Les troubles racontés par Bernard Gui eurent leur origine immédiate dans les poursuites exercées contre Guillaume Garric et Guillaume Brunet, de Carcassonne, professeurs de droit, *legum pro-*

1. Ce morceau se trouve à la suite de la *Chronique* de Guilhem Pelhisso dans l'édition que j'en ai donnée. Il est aussi dans Doat, XXXI, fol. 29 v°-32, d'après un manuscrit autre que celui d'Avignon. Copie bonne.

fessores, qui ouvrirent la lutte contre l'Inquisition; une première répression ne calma pas les esprits. Avec Jean de Piquigni, vidame d'Amiens, Bernard Délicieux, qui soufflait le feu, et Hélie Patrice (*Helya Patricii*), qui dominait Carcassonne, la situation empira beaucoup. Bernard Gui montre très bien le caractère politique de l'opposition faite à l'Inquisition, ou plutôt aux frères Prêcheurs, juges délégués; en 1304, quarante habitants de Limoux furent pendus à Carcassonne « propter proditionem in qua consenserant contra regem Francie, ut terram redderent regi alteri. » Pour le même motif, Hélie Patrice et quatorze de ses complices subirent le dernier supplice à Carcassonne l'année suivante[1].

Le récit des troubles d'Albi ne comprend qu'un morceau et s'étend à quatre années (1300-1304), Guillaume de Morères (*de Moreriis*), de Toulouse, étant prieur du couvent de cette ville. C'est l'exposé, sous une forme dramatique, des faits établissant la collusion des villes d'Albi et de Cordes avec Carcassonne contre l'Inquisition. A Albi notamment, les esprits s'élevèrent au diapason le plus inquiétant : les biens de l'évêque, Bernard de Castanet, furent occupés; et, comme il rentrait dans sa bonne ville, la foule proféra des menaces de mort : *Ad mortem! Ad mortem! Moriatur proditor! Moriatur proditor!* Les frères Prêcheurs, à leur tour, subirent toute sorte de sévices[2].

1. *Priores in conventu Carcassonensi*, bibl. de Bordeaux, ms. 780, fol. 71, 72; bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 157 v°, 158. — *Historiens de France*, XXI, 743, 744. — Douais, *l'Albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au XIIIe siècle*, 132-135. — Ce récit a été reproduit par Compayré, *Études historiques sur l'Albigeois*, 237-239, d'après un extrait déposé aux archives du Tarn (Albi, 1841, in-4°).

2. *Priores in conventu Albiensi*, bibl. de Bordeaux, ms. 780,

Ces divers récits, depuis la *Chronique* de Guillaume de Puylaurens jusqu'aux notices de Bernard Gui, ont un rapport direct avec la poursuite exercée contre les hérétiques par voie judiciaire. Leur intérêt, il me le semble, est des plus grands pour l'historien ; car ils répandent la vie à travers les pièces officielles, constitutions apostoliques, actes des évêques, interrogatoires et sentences des inquisiteurs, mandements royaux, opérations fiscales des agents des confiscations et manuels de procédure inquisitoriale. Sans doute, ils peuvent être considérés comme un simple appendice dans la longue série des documents d'inquisition, dont j'ai essayé d'esquisser le tableau ; mais c'est un appendice qui m'a paru nécessaire.

fol. 97 v°, 98 ; bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 217 v°, 219 v°. — *Historiens de France,* XXI, 747-749. — Douais, *op. cit.,* 135-140.

DEUXIÈME PARTIE.

Liste et description des manuscrits ou des pièces publiés ici pour la première fois.

Les pièces relatives à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc rempliraient plusieurs volumes si on les publiait intégralement. Le tableau, bien que très sommaire, qui vient d'en être présenté, le prouve; et peut-être le lecteur leur attribue-t-il indistinctement, après cet exposé, une sérieuse valeur. Cependant, pour répondre au projet de la Société de l'Histoire de France, il a fallu se résigner à faire un choix. Un choix dans une série de documents qui se tiennent comme les anneaux d'une chaîne ne laisse pas d'être une chose délicate. J'espère cependant justifier celui auquel on s'est arrêté, en parlant maintenant de chacun de ceux qui en ont fait l'objet.

I. Sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre (1244-1248).

Les deux inquisiteurs Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre, de l'ordre des frères Prêcheurs, ne sont pas des inconnus, bien que nous ignorions leur patrie[1]; car, indé-

1. Sans doute, au XIIIe siècle, le second nom désigne le plus souvent le lieu d'origine. Mais il y a sept ou huit villages portant le nom de Caux dans autant de départements, Hérault, Aude, Corrèze, Lot, Puy-de-Dôme, Haute-Vienne, Somme. Quant aux localités du nom de Saint-Pierre, elles foisonnent. Peut-être ces deux frères Prêcheurs n'étaient-ils pas méridionaux, car leurs noms ne se rencontrent pas dans les *Acta capitulorum ordinis fratrum Praedicatorum* de la première province de Provence (1239-

pendamment des *Sentences*, nous avons de nombreux actes témoignant de leur activité comme inquisiteurs, à partir de l'année 1244[1]. L'année suivante, ils entendirent les dépositions des habitants de cent quatre localités du Lauragais, environ quatre mille cinq cents personnes[2]. Les circonstances à la suite desquelles ils furent nommés juges délégués expliqueraient au besoin tant de zèle, puisque ce fut au lendemain du massacre des inquisiteurs, Willem Arnaud et ses compagnons, à Avignonet (Haute-Garonne), événement qui émotionna diversement, mais très profondément, tout le comté de Toulouse[3].

Le titre de leur délégation n'a pas été retrouvé; de telle façon que nous ne pouvons pas dire avec la dernière précision pour quel pays ils la reçurent et à quelles limites géographiques elle s'étendait. Dans les sentences, ils prennent le plus ordinairement le titre de *Inquisitores hereticae pravitatis in civitate et dioecesi Tholosae;* mais aussi ils s'intitulent *Inquisitores hereticae pravitatis in Tholosana et Caturcensi civitate et dioecesi* (n° 12), et encore *Inquisitores hereticae pravitatis in Agennensi et Caturcensi dioecesibus, de Villamuro et de Villalonga archidiaconatibus* (n° 16). Et cependant les deux archidiaconés de Villemur et de Villelongue appartenaient au diocèse de Toulouse. C'est que les condamnations prononcées par eux frappaient dans chaque cas des hérétiques de l'un ou de l'autre des trois diocèses de Toulouse, de Cahors ou d'Agen. Par là

1302), que j'ai publiés (Toulouse, Privat, 1895). De plus, plusieurs des inquisiteurs du midi étaient venus du nord de la France.

1. Voy. plus haut, p. CXLVIII et suiv.

2. Ms. 609 de la bibl. de Toulouse.

3. C'est dans la nuit avant l'Ascension de l'année 1242 que ce massacre fut perpétré avec la complicité probable, ou tout au moins tacite, de Raymond VII, comte de Toulouse.

même, nous ne pouvons pas assurer que leurs pouvoirs fussent délimités à ces diocèses.

La première en date de leurs sentences est du 26 août 1244 (n° 16). C'est faire entendre tout de suite que ces sentences n'ont pas de rapport direct avec les aveux reçus l'année suivante. Mais on ne peut en dire autant des actes des prédécesseurs de Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre. Il était plus que naturel qu'aussitôt entrés en charge ils prissent connaissance des procès engagés, des interrogatoires faits, des dépositions entendues. C'était leur devoir de juge; et, sans songer à présenter les faits suivants comme la preuve que plus d'une fois ils achevèrent un procès commencé, cependant on ne peut s'empêcher d'appeler l'attention sur une coïncidence assurément remarquable. Par exemple, nous avons une déposition de W. Donadeu, de Mazac[1], qui avait servi de compagnon aux hérétiques jusqu'en Lombardie; nous avons aussi la sentence par laquelle, relevé de l'excommunication, il fut condamné à la prison perpétuelle[2]. Bernard Alzen, le jeune, subit la même peine ou pénitence; il avait caché la vérité aux prédécesseurs de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre[3]; sa déposition nous est parvenue, et Bernard de Caux, avant de procéder contre lui, la remit sous ses yeux[4]. Isarn Bonhomme, d'Hautpoul, chevalier, interrogé, avait nié autant devant Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre que devant frère Ferrier[5]; et ce mensonge judiciaire, deux fois répété, s'ajoutant à d'autres délits, lui valut une condamnation[6].

1. Doat, XXIII, fol. 209.
2. N° 12.
3. N° 13.
4. Doat, XXIII, fol. 304 v°-309.
5. Ibid., fol. 226-233.
6. N° 29.

Frère Ferrier et frère Pierre Durand, inquisiteurs, avaient entendu Bertrand d'Alamans, une première fois, le 18 décembre 1243, une seconde fois, le 19 février 1245 (n. st.)[1]. Ainsi, par le fait de son propre aveu, et aussi parce que divers témoins avaient déposé contre lui, il était juridiquement suspect; contumace, il fut condamné comme hérétique et excommunié le 4 novembre 1247[2]. Pons Botier avait menti en célant la vérité devant les uns et les autres inquisiteurs. Interrogé le 18 décembre 1243[3], cinq ans après, le 23 mars 1248, il subit sa peine[4]. Dans l'intervalle, sa cause avait été reprise. De même, des dépositions déjà reçues fournirent à Bernard de Caux et à Jean de Saint-Pierre la base de poursuites nouvelles, par exemple contre Austorge[5], Estolt de Roqueville, chevalier[6], Willem de Saint-Nazaire[7] et les Bressols, qui étaient une famille d'hérétiques[8]. Nous les trouvons parmi les condamnés[9].

Ainsi, le rapport général des sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre, avec les poursuites commencées par leurs prédécesseurs, semble bien démontré; ce qui, d'ailleurs, ne les empêcha pas d'informer contre de nouveaux prévenus. Par exemple, Pierre Garcias, contre lequel plusieurs témoins déposèrent en août[10] et en décembre[11] 1247, fut condamné par eux comme suspect d'hérésie le

1. Doat, XXIII, fol. 65-70.
2. N° 32.
3. Doat, XXIII, fol. 100-102.
4. N° 40.
5. Doat, XXIII, fol. 325 v°.
6. Ibid., fol. 223.
7. Ibid., fol. 309 v°.
8. Doat, XXII, fol. 10 v°, 38.
9. N°s 2, 7, 13, 16.
10. Doat, XXII, fol. 92-106.
11. Ibid., fol. 89-92.

16 février 1248[1]. Qu'ils eussent, en entrant en charge, écarté les poursuites antérieures et déterminé les procès à engager, c'eût été évidemment leur droit; ces actes ne pouvaient à aucun titre les obliger strictement; car ils n'étaient responsables que des poursuites qu'ils conduisaient. C'est la raison pour laquelle il m'a paru bon de montrer les relations des sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre avec les dépositions antérieures à leur délégation; car, au lieu de ce perpétuel recommencement avec chaque juge nouveau, qui ressemble quelque peu à l'arbitraire, ou le laisse craindre et même soupçonner, nous constatons l'esprit de suite, une tradition inquisitoriale, qui, au contraire, se présentent comme une garantie d'impartialité et de justice; sans compter que parfois il se passait bien du temps entre le début de l'instruction et le prononcé de la sentence.

Cinquante-deux des sentences prononcées par Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre nous sont parvenues. Elles sont contenues dans le ms. lat. 9992 de la Bibliothèque nationale. Ce manuscrit ($324^{mm} \times 222^{mm}$) compte douze feuillets de parchemin numérotés de 2 à 13. L'ancienne numérotation en chiffres romains de CLI à CLXII prouve que nous n'avons ici qu'un fragment d'un registre qui, à en juger par l'écriture, avait été établi vers le milieu du XIII[e] siècle, vraisemblablement sous les yeux de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre, et par les soins de P. Aribert, leur notaire, *scriptor dictorum inquisitorum*. Le fragment a été sauvé par l'abbé Magi, membre de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, qui lui consacra un travail dans le tome IV des *Mémoires* de cette Académie sous le titre : *Mémoire his-*

1. N° 36.

torique sur l'Inquisition de Toulouse au sujet de quelques registres originaux de ce tribunal du XIII[e] siècle, au moyen desquels on établit des faits inconnus aux historiens[1]. Les marges du manuscrit portent des annotations de sa propre main, entre autres celle qui se trouve placée à la marge du feuillet CLI (feuillet 2) : *Cayer que j'ai retiré de chez un libraire qui s'en servait pour couvrir des alphabets, d'après lequel j'ai fait un mémoire imprimé dans le 4[e] vol. de l'Académie des sciences de Toulouse.*

Le registre ne contenait-il que les sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre? N'y avait-on pas inséré des sentences antérieures d'autres inquisiteurs, de Ferrier par exemple, qui déploya une activité remarquable? Il est impossible de répondre à ces questions. Plus tard, on y admit les lettres d'inquisiteur général données par les cardinaux, en 1643, au frère Jean-Dominique Rey, vicaire général de la congrégation réformée de Saint-Louis, ordre des frères Prêcheurs[2]. On ne peut que regretter vivement la

1. P. 14-43. Toulouse, 1790, in-4°. Ce travail fut lu en séance ordinaire de l'Académie le 24 avril 1788.

2. Voici les lettres :

« Julius tituli sancte Praxedis Roma[1], Alphonsus tit. S. Balbinae de la Cueva[2], fr. Antonius tit. S. Mariae Transtyberim Barberinus[3], Bernardinus tit. S. Petri ad vincula Spada[4], Joh. Baptista tit. S. Eusebii Pamphilius[5], Hieronymus tit. S. Agnetis in Agone Varospius[6], fr. Vicentius tit. S. Clementis Maculanus[7],

1. Jules Roma, mort en 1652.
2. Alphonse de la Cueva, mort en 1655.
3. Antoine Barberini, mort en 1646.
4. Bernard Spada, mort en 1661.
5. Jean-Baptiste Pamphili, plus tard Innocent X.
6. Jérôme Verospi, mort en 1652.
7. Vincent Maculano, mort en 1667.

perte des parties disparues de ce registre ; on n'a plus qu'un vague espoir de les retrouver jamais, car, en 1781, l'abbé

presbiteri, Franciscus S. Laurentii in Damaso Barberinus[1], et Martius S. Angeli in foro Piscino Ginettus[2] diaconi, miseratione divina S. R. E. cardinales in universa republica christiana, adversus hereticam pravitatem generales inquisitores a sancta sede apostolica specialiter deputati, dilecto nobis in Christo fratri Jo. Dominico *Reggio*, ordinis Praedicatorum, vicario generali congregationis Sancti Ludovici ejusdem Ordinis, salutem in Domino sempiternam.

« Cum nobis potissimum curae sit ut fides catholica ubique floreat et augeatur, atque omnis haeretica pravitas e cunctis mentibus depellatur, nostrae diligentiae studium diligenter adhibemus ut qui a causa Dominici gregis diabolica fraude seducantur, ad eam, aspirante Deo, reducantur, vel, si eorum damnato proposito obstinato animo pertinaciter perseverare intendant, ita... puniantur ut eorum pena aliis transeat in exemplum. Idcirco ut haeretica pravitas eo efficacius propellatur, quo illius inquisitores majori fuerint auctoritate suffulti, te fratrem *Jo. Dominicum Reggium*, de cujus doctrina, pietate et prudentia plane confidimus, auctoritate apostolica nobis in hac parte commissa tenore presentium, *nostrum* et apostolice sedis in negotio inquisitionis hujusmodi in civitate, diocesi ac tota dictione Tolosana ac aliis locis solitis et consuetis, *Inquisitorem generalem creamus*, instituimus et deputamus, concedentes tibi in praemissis facultatem et potestatem et auctoritatem contra quoscumque haereticos et a fide christiana apostatas, aut cujusvis damnatae heresis sectatores, sortilegia heresim sapientia, seu de heresi, vel de apostasia a fide suspectos, divinationes et incantationes, aliaque diabolica maleficia, et prestigia contractantes, aut magicas et necromanticas artes exercentes, illorumque credentes, sequentes, acceptatores, fautores et defensores, vel eis opem, consilium, auxilium, favorem directe vel indirecte, publice vel occulte praestantes, vel eorum libros vel scripta legentes aut retinentes, cujuscumque status, etiam regularis conditionis, dignitatis et praeminentiae fuerint, inquirendi et procedendi ac, praecedentibus legitimis conditiis, eos comprehendendi seu capi, et comprehendi, atque carceribus mancipari

1. François Barberini, mort en 1679.
2. Martini Ginetti, mort en 1671.

Magi sauva ce qui en restait des mains d'un libraire de Toulouse qui en recouvrait des alphabets. Mais que sont devenus ces alphabets?

et, prout juris fuerit, rigoroso examini subjici et torqueri faciendi, et demum, servatis servandis, etiam per sententiam desuper canonice ferendam, si innocentes seu non culpabites reperti fuerint, in toto vel ab instantia judicii absolvendi et liberandi; si vero culpabiles deprehendantur, juxta canonicas sanctiones, prout qualitas exegerit excessuum, condemnandi ac debitis poenis coercendi et puniendi, necnon procuratorem fiscalem et notarios publicos, aliosque in his necessarios officiales, etiam clericos saeculares seu quoscumque ordinum regulares deputandi, ac eis, ut onus illis injunctum, diligenter exequantur et peragant in virtute sanctae obedientiae praecipiendi et injungendi ac mandandi et, si necesse fuerit, aliquem clericum etiam in sacris et praesbiteratus ordinibus constitutum propter praemissa degradari, ad ejus actualem degradationem per quemcumque catholicum antistitem, gratiam et communionem sanctae sedis apostolicae habentem, quem ad id duxeris deputandum, nisi ordinarius loci ad id requisitus deputationem hujusmodi facere maluerit, procedendi et demum sic degradatum curie seculari relinquendi; contradictores autem quoslibet et rebelles ac tibi in praemissis non parentes per censuras ecclesiasticas et poenas ac aliis juris remediis opportunis compescendi atque in his ac praemissis omnibus et singulis auxilium brachii secularis invocandi et implorandi et ad veritatis lucem redire volentes (si alias relapsi non sint), accepta prius ab eis heresum et errorum suorum abjuratione, publice vel privatim, arbitrio tuo juxta heresum, factorum, locorum et personarum qualitatem facienda, prestito per eos juramento quod talia deinceps non committent, nec talia vel eis similia committentibus seu illis adhaerentibus opem, consilium, auxilium et favorem per se vel alium seu alios praestabunt, aut alias in forma ecclesiae consueta, ab eisdem haeresibus et erroribus ac quibuscumque sententiis, censuris, ac poenis ecclesiasticis ac etiam temporalibus in quas praemissorum causa et occasione qualibet incurrerant, injuncta inde eis pro modo culpae publica vel, si tibi videbitur, privata penitentia salutari, absolvendi et in gremium Sanctae Matris Ecclesiae admittendi, recipiendi et reconciliandi, absolutionis receptionem et reconciliationem hujusmodi cum solemnitatibus a jure requisitis faciendi, ipsosque sic absolutos, receptos et recon-

Le fragment ne laisse pas de présenter un solide intérêt: il fournit les renseignements les plus variés; quelques-uns même sont importants pour l'histoire de la justice inquisitoriale.

Voici d'abord la date des sentences, rangées dans notre édition sous cinquante-deux numéros d'ordre :

1244, 26 août, 16.
1246, 18 mars, 1.
26 mars, 2.
11 avril, 4.
6 mai, 3.
17 mai, 5.
25 mai, 6.
28 mai, 7.
3 juin, 8.
10 juin, 9.
24 juin, 10, 11.

ciliatos communioni sacramentorum ac unitati fidelium admittendi, omniaque et singula alia quae ad hujusmodi hoereses et sortilegia, maleficia, divinationes et incantationes ac magicas seu necromanticas artes exercentes reprimendum et radicitus extirpandum juxta juris ordinem necessaria cognoveritis et opportuna et quae ad officium inquisitionis hujusmodi pertinent faciendi, gerendi, ordinandi, exercendi et exequendi, non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque; in quorum omnium et singulorum praemissorum fidem ac testimonium inter litteras gratis expeditas per infrascriptum nostrum et dictae sanctae Inquisitionis notarium factas et manibus nostris suscriptas sigilli ejusdem S. Inquisitionis quo in talibus utimur, jussimus et fecimus apponi et muniri. Datum Romae in Congregatione Generali S. Inquisitionis, nonis februarii, Anno a Nativitate Domini nostri Jhesu Christi millesimo sexcentesimo quadragesimo tertio, pontificatus sanctissimi Domini A. papae anno vigesimo. »

Au dos de cette pièce est écrit : « Provision du Reverend Pere Rex pour l'Inquisition de Toulouse. »

1246, 8 juillet, 12.
15 juillet, 13.
27 juillet, 14, 15.

1247, 11 août, 17.
18 août, 19.
22 août, 18.
25 août, 20.
1er septembre, 21, 22.
8 septembre, 23.
15 septembre, 24.
29 septembre, 25, 26.
7 octobre, 27.
13 octobre, 28.
20 octobre, 29, 30.
3 novembre, 31.
4 novembre, 32.
10 novembre, 33.

1248, 24 janvier, 34.
2 février, 35.
16 février, 36, 37.
15 mars, 38.
22 mars, 39, 40.
29 mars, 41, 42.
5 avril, 43.
24 mai, 44, 45, 46, 47.
28 mai, 48.
31 mai, 49.
14 juin, 50, 51, 52.

On voit par ce tableau que les sentences se suivaient de ès. Les inquisiteurs employaient à les préparer de longs ois, ou même des années, et, quand ils en avaient un cer-

viri[1] et à de nombreux *praelati*[2], c'est-à-dire que, préalablement, ils avaient pris l'avis des jurisconsultes et des supérieurs ecclésiastiques. Et si la sentence n'avait pas besoin de leur approbation pour être légalement valable et sortir tout son effet, elle recevait de cette consultation une grande valeur morale. Il convient d'ajouter que si les aveux faits spontanément pendant le temps de grâce, *tempus gratiae*, adoucissaient la rigueur inquisitoriale[3], le mensonge, le refus d'accomplir une pénitence jurée ou même écrite[4], le parjure l'armaient impitoyablement contre ces relaps volontaires. La simple profession de l'hérésie n'exposait qu'à une pénitence assez douce comme étaient les pèlerinages mineurs; il en allait tout autrement, si l'on retombait dans l'hérésie après l'avoir abjurée avec serment.

Les sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre peuvent être, quant à la pénalité, distribuées de la manière suivante :

1° Condamnation comme hérétique, *ipsum hereticum condempnamus*[5]. La qualification juridique d'« hérétique » entraînait l'excommunication. Ici cependant cette conséquence n'est pas énoncée.

2° Excommunication[6].

3° Condamnation comme hérétique avec sa double conséquence, confiscation des biens et excommunication[7], ou seulement la confiscation des biens[8].

1. Nos 1, 2, 3, 4, etc.
2. Nos 2, 3, 4, etc.
3. Nos 7, 12, 13, 18, 20, 27.
4. No 47.
5. Nos 44, 47 et 50.
6. No 37.
7. Nos 1, 14, 19, 23, 25, 30, 32, 35.
8. Nos 38, 39, 41.

mune[1], le bayle du comte[2] et de hauts seigneurs ecclésiastiques, le prévôt de Saint-Étienne de Toulouse[3], qui se trouve à la tête d'une administration considérable[4], le prévôt de Sainte-Cécile d'Albi[5], l'abbé de Montauban[6], le prieur de Saint-Sernin[7], le prieur de la Daurade[8], l'official de Toulouse[9], l'archidiacre de Villelongue[10], l'abbé d'Idrac[11], le prieur de Lavaur[12], les consuls de Cahors[13], etc., etc.

Plus d'un parmi les témoins portait probablement intérêt à l'un ou l'autre des accusés. Nulle part cependant nous ne trouvons de témoignage direct de cette sympathie. Les amis ou même les parents se tenaient à l'écart, ou du moins n'osaient pas manifester leurs sentiments. La cause était mauvaise, en effet, car non seulement les inquisiteurs avaient fourni aux prévenus les moyens de se tirer d'affaire en leur remettant la *carta* de l'accusation et en les invitant à se défendre[14], mais encore ils n'avaient prononcé la sentence définitive qu'après l'avoir communiquée aux *boni*

1. Nos 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12, etc.
2. No 1, 4.
3. No 32.
4. Voy. le *Livre du prévôt* que j'ai publié pour la première fois. (Paris, Picard, 1897, in-4o.)
5. No 6.
6. No 5.
7. Nos 1, 3, 4, 5.
8. Nos 1, 2.
9. No 1.
10. No 2.
11. No 13.
12. No 10.
13. No 16.
14. Nos 5, 36, 48. — Cependant, les sentences nous fournissent un cas de condamnation sur le témoignage unique des témoins. Mais les inquisiteurs ont soin de dire qu'il « conste » du délit, no 46.

viri[1] et à de nombreux *praelati*[2], c'est-à-dire que, préalablement, ils avaient pris l'avis des jurisconsultes et des supérieurs ecclésiastiques. Et si la sentence n'avait pas besoin de leur approbation pour être légalement valable et sortir tout son effet, elle recevait de cette consultation une grande valeur morale. Il convient d'ajouter que si les aveux faits spontanément pendant le temps de grâce, *tempus gratiae*, adoucissaient la rigueur inquisitoriale[3], le mensonge, le refus d'accomplir une pénitence jurée ou même écrite[4], le parjure l'armaient impitoyablement contre ces relaps volontaires. La simple profession de l'hérésie n'exposait qu'à une pénitence assez douce comme étaient les pèlerinages mineurs; il en allait tout autrement, si l'on retombait dans l'hérésie après l'avoir abjurée avec serment.

Les sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre peuvent être, quant à la pénalité, distribuées de la manière suivante :

1° Condamnation comme hérétique, *ipsum hereticum condempnamus*[5]. La qualification juridique d' « hérétique » entraînait l'excommunication. Ici cependant cette conséquence n'est pas énoncée.

2° Excommunication[6].

3° Condamnation comme hérétique avec sa double conséquence, confiscation des biens et excommunication[7], ou seulement la confiscation des biens[8].

1. Nos 1, 2, 3, 4, etc.
2. Nos 2, 3, 4, etc.
3. Nos 7, 12, 13, 18, 20, 27.
4. No 47.
5. Nos 44, 47 et 50.
6. No 37.
7. Nos 1, 14, 19, 23, 25, 30, 32, 35.
8. Nos 38, 39, 41.

4° Condamnation comme relaps; peine, la prison perpétuelle[1].

5° Sentence de réintégration dans l'unité de l'Église (*ad ecclesiasticam unitatem*), avec injonction de pénitence, la prison perpétuelle[2].

6° Sentence relevant de l'excommunication et prononçant la réintégration dans l'unité de l'Église, moyennant une pénitence qui est la prison perpétuelle[3], ou la prison « quandiu videbitur Ecclesie expedire[4], » la prison pour quinze ans[5], la prison pour dix ans[6].

7° Deux sentences méritent d'être spécialement signalées à cause des particularités qu'elles présentent. La veuve de Bernard de la Tour, de Toulouse, religieuse du couvent de Lespinasse (Haute-Garonne), retombée dans l'hérésie, avait été enfermée dans une chambrette séparée « in aliqua camerula separata, » de telle façon qu'elle ne pût voir personne ni rien recevoir du couvent, si ce n'est par une communication extérieure. Les inquisiteurs firent à la prieure de Lespinasse « mandement » d'y pourvoir : « Mandamus priorisse de Lespinassa quod sibi juxta predictum modum faciat provideri[7]. » — Alaman de Roaix, précédemment condamné comme hérétique par les deux inquisiteurs Étienne et Willem Arnaud, est depuis six ans sous le coup de cette condamnation; injonction lui est faite de commencer le jour même sa prison, qui sera perpétuelle. En même temps, les

1. N° 22.
2. N° 49.
3. N°s 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 24, 26, 27, 29, 30, 33, 40, 42, 43, 48.
4. N° 2.
5. N° 2.
6. N° 2.
7. N° 11.

Sentence	12	4	condamnations.
—	13	6	—
—	14	3	—
—	15	4	—
—	16	1	—
—	17	2	—
—	18	8	—
—	19	4	—
—	20	9	—
—	21	3	—
—	22	1	—
—	23	2	—
—	24	2	—
—	25	2	—
—	26	2	—
—	27	1	—
—	28	1	—
—	29	5	—
—	30	2	—
—	31	1	—
—	32	1	—
—	33	1	—
—	34	1	—
—	35	1	—
—	36	1	—
—	37	1	—
—	38	4	—
—	39	5	—
—	40	3	—
—	41	3	—
—	42	1	—
—	43	1	—

Sentence	44	1	condamnation.
—	45	1	—
—	46	1	—
—	47	1	—
—	48	1	—
—	49	1	—
—	50	1	—
—	51	1	—
—	52	1	—

Je ne m'arrêterai plus maintenant qu'à quelques indications d'ailleurs très rapides.

Parmi les condamnés nous relevons les grands noms des Alamans, de Roaix, de Roqueville, de Latour, de Beaufort, de Unaud, du seigneur de Taravel, de Pons de Gameville, d'Auger de Verfeil, chevalier, de plusieurs femmes, magnifiquement alliés avec les Villeneuve, les Rosengue ou Rosergue, les Mons, etc.

Nous voyons les hérétiques s'évader de prison[1] ou s'enfuir de Toulouse[2].

Ils rachètent leurs prisonniers[3]; ils obtiennent que tel qui a été pris soit délivré, moyennant la modique somme de deux sous[4]. Ils font des levées de deniers[5]; ils se promettent mutuellement de ne rien révéler aux inquisiteurs[6]. Ils se font accompagner en Lombardie[7], qui reste le centre de la vie hérétique. Ils ont et distribuent des *encennia*[8]; ils

1. N° 38.
2. N° 47.
3. N° 4.
4. N° 35.
5. N° 4.
6. N° 7 par exemple.
7. N° 12.
8. N° 8.

Sentence	12	4	condamnations.
—	13	6	—
—	14	3	—
—	15	4	—
—	16	1	—
—	17	2	—
—	18	8	—
—	19	4	—
—	20	9	—
—	21	3	—
—	22	1	—
—	23	2	—
—	24	2	—
—	25	2	—
—	26	2	—
—	27	1	—
—	28	1	—
—	29	5	—
—	30	2	—
—	31	1	—
—	32	1	—
—	33	1	—
—	34	1	—
—	35	1	—
—	36	1	—
—	37	1	—
—	38	4	—
—	39	5	—
—	40	3	—
—	41	3	—
—	42	1	—
—	43	1	—

II. Dépositions contre Pierre Garcias, du Bourguet-Nau, de Toulouse, 1247.

Pierre Garcias, du Bourguet-Nau, de Toulouse, dont le frère était religieux du couvent des frères Mineurs de la ville, professait publiquement l'hérésie. Fréquentant beaucoup dans ce couvent, il ne craignait pas d'y soutenir des doctrines fortement dualistes. Il finit par être poursuivi, et plusieurs frères Mineurs furent appelés à témoigner de ce qu'ils savaient ou avaient entendu. Ce qu'ils dirent est assez piquant : ils mettent sous nos yeux l'état du néo-dualisme à Toulouse au milieu du xiiie siècle. L'on verra combien on s'y passionnait. Il faut ajouter que, si les frères Mineurs se montraient plus tolérants que les frères Prêcheurs, ce fut une divergence qui devint une cause d'animosité, et, plus tard, de rivalité acharnée entre les deux ordres.

Il m'a semblé que ces dépositions avaient ici leur place. Nous ne les avons, à la vérité, que d'après la copie de Doat. Elle n'est pas cependant tellement défectueuse qu'on ne puisse s'y fier. On s'est contenté de ramener le texte à l'orthographe du xiiie siècle. C'est avec la plus grande discrétion et la plus sévère prudence que je me suis décidé à admettre ici ce texte de la fameuse collection languedocienne, dont tout le monde dit du mal tout en l'utilisant. J'espère qu'on ne me le reprochera pas.

III. Le registre du notaire ou greffier de l'Inquisition de Carcassonne, 1249-1258.

Ce registre d'une extrême importance n'est autre aujourd'hui que le manuscrit 160 de la bibliothèque de Clermont-Ferrand (papier, 185 mill. × 133 mill., reliure moderne,

reçoivent des legs[1]. « L'adoration » hérétique se fait non seulement *flexis genibus*, pratique universelle, mais encore *prostratis in terram manibus*[2], cérémonial très rare.

Nous rencontrons les inquisiteurs à Saint-Félix de Caraman (Haute-Garonne)[3], et nous retenons la formule *ad unitatem Ecclesie redire*, qui revient si souvent : elle prouve, à sa manière, l'unité de l'Église étant alors la loi et comme le premier article du pacte social, que les inquisiteurs ne poursuivaient pas des faits de simple conscience.

Des cinquante-deux sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre une a été publiée, mais assez mal, par Dumège[4]; c'est celle qui est placée sous le n° 48. Deux autres se trouvent dans le *Mémoire historique sur l'Inquisition de Toulouse* de l'abbé Magi[5] : ce sont les n[os] 11[6] et 48[7]. L'abbé Magi donna encore les extraits qui convenaient à son travail, mais avec plus d'une fausse lecture, par exemple *Cancio* pour *Caucio* (*Bernardus de Caucio*). M. Ch. Molinier a réédité le n° 11[8] et fait de même quelques courtes citations dans l'étude du ms. qui contient les sentences[9].

1. N° 48.
2. N° 48.
3. N° 48.
4. Dans son édition de l'*Histoire générale de Languedoc*, t. VI, *Preuves des additions et des notes*, p. 104. Toulouse, Paya, 1843, grand in-8°.
5. T. IV des *Mémoires de l'Académie des sciences de Toulouse*.
6. *Ibid.*, p. 21, note 2.
7. *Ibid.*, p. 32, 33, 34.
8. *L'Inquisition dans le midi de la France*, p. 71, note 2.
9. *Ibid.*, p. 56 et suiv.

II. Dépositions contre Pierre Garcias, du Bourguet-Nau, de Toulouse, 1247.

Pierre Garcias, du Bourguet-Nau, de Toulouse, dont le frère était religieux du couvent des frères Mineurs de la ville, professait publiquement l'hérésie. Fréquentant beaucoup dans ce couvent, il ne craignait pas d'y soutenir des doctrines fortement dualistes. Il finit par être poursuivi, et plusieurs frères Mineurs furent appelés à témoigner de ce qu'ils savaient ou avaient entendu. Ce qu'ils dirent est assez piquant : ils mettent sous nos yeux l'état du néo-dualisme à Toulouse au milieu du XIIIe siècle. L'on verra combien on s'y passionnait. Il faut ajouter que, si les frères Mineurs se montraient plus tolérants que les frères Prêcheurs, ce fut une divergence qui devint une cause d'animosité, et, plus tard, de rivalité acharnée entre les deux ordres.

Il m'a semblé que ces dépositions avaient ici leur place. Nous ne les avons, à la vérité, que d'après la copie de Doat. Elle n'est pas cependant tellement défectueuse qu'on ne puisse s'y fier. On s'est contenté de ramener le texte à l'orthographe du XIIIe siècle. C'est avec la plus grande discrétion et la plus sévère prudence que je me suis décidé à admettre ici ce texte de la fameuse collection languedocienne, dont tout le monde dit du mal tout en l'utilisant. J'espère qu'on ne me le reprochera pas.

III. Le registre du notaire ou greffier de l'Inquisition de Carcassonne, 1249-1258.

Ce registre d'une extrême importance n'est autre aujourd'hui que le manuscrit 160 de la bibliothèque de Clermont-Ferrand (papier, 185 mill. × 133 mill., reliure moderne,

1250 (n. st.),	9 mars, nos 59, 60.
1251,	30 mars, no 61.
—	3 avril, nos 62, 63.
—	9 mai, no 64.
—	12 mai, no 65.
—	20 mai, no 66.
—	15 juin, no 67.
—	4 septembre, no 68.
—	5 septembre, no 69.
—	8 septembre, nos 70, 71, 72.
—	9 septembre, nos 73, 74.
—	11 septembre, no 75.
—	16 septembre, no 76.
—	2 octobre, nos 77, 78.
—	5 octobre, nos 79, 80, 81.
—	27 septembre, nos 82, 83.
—	29 septembre, no 84.
—	6 octobre, nos 85, 86, 88.
—	9 octobre, nos 87, 89.
—	14 octobre, no 90.
—	20 octobre, no 91.
—	28 octobre, nos 92, 93.
—	2 novembre, no 94.
—	8 novembre, no 95.
—	9 novembre, nos 96, 97, 98.
—	17 novembre, no 99.
—	20 novembre, no 100.
—	23 novembre, no 101.
—	26 novembre, no 103.
—	29 novembre, no 104.
—	3 décembre, nos 102, 105, 106.
—	5 décembre, no 107.

1251,		14 décembre, n° 108.
—		15 décembre, n° 109.
1252	(n. st.),	16 janvier, n° 110.
—	—	19 janvier, n° 111.
—	—	21 janvier, n° 114.
—	—	22 janvier, n° 112.
—	—	23 janvier, n° 113.
—	—	28 janvier, n° 115.
—	—	2 février, n° 116.
—	—	6 février, n° 117.
—	—	9 février, nos 118, 119.
—	—	10 février, nos 120, 121.
—	—	23 février, nos 122, 123.
—	—	24 février, nos 123, 124.
—	—	1er mars, n° 125.
—	—	9 mars, n° 126.
—	—	11 mars, n° 127.
—	—	15 mars, n° 128.
1252,		28 mars, nos 129, 130.
—		14 avril, n° 131.
—		15 avril, n° 132.
—		17 avril, n° 133.
—		19 avril, n° 134.
—		22 avril, nos 135, 136.
—		25 avril, nos 137, 138, 139, 140, 141, 142.
—		27 avril, n° 143.
—		22 mai, n° 144.
—		14 juin, n° 146.
—		17 juin, n° 147.
—		18 août, n° 148.
—		25 août, n° 149.
—		26 août, n° 150.

1252, 3 septembre, n°s 150 *bis*, 151, 152.
— 2 octobre, n° 153.
— 9 octobre, n° 154.
— 11 octobre, n°s 155, 156, 157.
— 30 octobre, n° 161.
— 6 novembre, n° 158.
— 9 novembre, n° 159.
— 11 novembre, n° 160.
— 23 décembre, n° 162.
1253 (n. st.), 3 mars, n° 163.
— — 7 mars, n° 164.
— — 8 mars, n° 165.
— — 13 mars, n° 166.
— — 18 mars, n° 167.
— — 19 mars, n° 168.
— — 21 mars, n° 169.
1253, 29 mars, n°s 170, 171.
— 1er avril, n° 172.
— 12 avril, n° 173.
— 16 avril, n° 175.
— 17 avril, n° 174.
— 14 juin, n° 169 *bis*.
— 5 août, n° 176.
— 17 août, n°s 177, 178.
— 2 septembre, n° 179.
— 30 septembre, n° 180.
— 12 octobre, n°s 181 à 186.
— 19 octobre, n°s 187, 188.
— 20 octobre, n° 189.
— 5 novembre, n°s 190, 191, 192, 193.
— 20 novembre, n°s 194, 195.
1254 (n. st.), 15 janvier, n°s 196, 197.

1254,		5 avril, n° 198.
—		9 avril, n° 199.
—		2 mai, n° 200.
—		16 juin, n° 202.
—		1er juillet, n° 201.
—		29 octobre, n° 204.
—		1er novembre, n° 203.
—		2 novembre, n° 205.
—		4 novembre, nos 206, 207.
—		18 novembre, n° 208.
—		19 novembre, n° 209.
—		17 décembre, nos 201 *bis*, 210.
1255	(n. st.),	5 janvier, n° 211.
—	—	7 janvier, n° 212.
—	—	19 janvier, n° 213.
—	—	19 février, n° 214.
—	—	18 mars, n° 215.
—	—	20 mars, n° 216.
1255,		28 avril, nos 217, 218.
—		27 mai, n° 219.
—		2 juin, n° 220.
—		13 août, n° 221.
—		21 août, n° 222.
—		17 octobre, n° 223.
—		20 novembre, n° 224.
1256	(n. st.),	19 février, n° 225.
—	—	23 février, n° 226.
—	—	7 mars, n° 226 *bis*.
—	—	11 mars, n° 227.
—	—	24 mars, n° 145.
1256,		28 mars, n° 228.
—		6 avril, n° 229.

1256,		10 avril, n° 230.
—		18 avril, n° 231.
—		19 avril, n° 232.
—		21 avril, n° 233.
—		2 juin, n° 234.
—		9 juin, n°s 235, 236, 237, 238, 239.
—		16 juin, n° 241.
—		23 juin, n° 242.
—		24 juin, n° 243.
—		27 juin, n° 244.
—		9 juillet, n° 240.
—		16 juillet, n° 245.
—		15 novembre, n° 246.
1257,		9 septembre, n° 247.
—		19 [septembre ?], n° 248.
1258	(n. st.),	23 janvier, n°s 249, 250.
—	—	24 janvier, n°s 251 à 258.
—	—	27 janvier, n° 263.
—	—	30 janvier, n° 259.
—	—	31 janvier, n°s 260, 261.
—	—	5 février, n° 262.

C'est à Carcassonne que la plupart de ces nombreux actes ont été passés. Le lieu n'est pas exprimé cependant; mais cela résulte de l'*Actum : Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensis, in presencia magistri Petri, officialis Carcassonensis,* et aussi de la situation sociale des témoins, chanoines de Carcassonne, curé de Saint-Vincent de Carcassonne, geôlier de la prison épiscopale, enfin de ce fait que, dans un grand nombre d'actes, on fournit une caution pécuniaire pour obtenir la sortie de la prison de Carcassonne en faveur de tel ou tel prisonnier. Les

actes sont rédigés sur place, à Carcassonne, par conséquent, s'il n'est pas fait mention d'un autre lieu. D'ailleurs Carcassonne apparaît quelquefois[1] et aucun autre lieu n'est nommé dans l'*Actum*. Les notaires sont Bomassip (*Bonus mancipius*)[2] et P. Aribert (*P. Ariberti*)[3]. A coup sûr, le registre que nous étudions provient directement d'eux.

La prison des condamnés était la prison même de l'évêque; par exemple Pierre Benoît, Raymond Roquefère, G. Pagès et P. de Tornadors, de la Tourette[4], se portent caution pour Guillaume Saleg, de la Tourette, *capto in carcere domini episcopi*[5]. Deux geôliers sont nommés : ce sont Brun (*Brunus*), *custos immuratorum*[6], et Raymond, *carcerarius*[7].

Mais ce qui donne un grand intérêt à ce registre, c'est qu'il nous renseigne sur les juges. D'abord, il faut faire remarquer que nous ne trouvons parmi eux ni les frères Prêcheurs ni les frères Mineurs; il n'y a que des membres du clergé séculier. La chose vaut la peine d'être notée. Ensuite — à tout seigneur tout honneur — le premier juge apparaissant ici est l'évêque de Carcassonne[8], et cela explique que l'action en justice ne s'étende point au delà des limites mêmes de ce diocèse et que nous trouvions les condamnés dans la prison épiscopale.

Entre les dates extrêmes du registre, 1249-1258, Carcassonne eut deux évêques, Guillaume Arnaud (1248-1255) et Guillaume Radulphe (*Radulfus*) (1255-1264). D'après le

1. Nos 40, 150 *bis*, 203.
2. Nos 8, 9, 11, etc.
3. Nos 26, 27, 28, 29, 30, etc.
4. Aude.
5. No 89.
6. Nos 27, 29.
7. No 48.
8. Nos 1 à 76 notamment.

chanoine de Vic[1], le premier serait mort le 4 septembre 1255: « His peractis moritur Guillelmus Arnaldi, episcopus Carcassonensis, 4 die septembris anno Christi 1255, prout fidem facit vetus Martyrologium vel Necrologium ecclesiae Carcassonensis. » Date fausse, c'est avant le 11 avril précédent qu'il était mort[2]. Il resta donc étranger aux actes survenus après cette date. Quant aux actes antérieurs, il apparaît seul comme juge dans les soixante-seize premiers et dans quelques-uns seulement des suivants; car, à partir du 2 octobre 1251, les inquisiteurs, nous verrons lesquels, agissent pour leur compte. C'est donc du mois d'avril 1249 au mois de septembre 1251 que Guillaume Arnaud a montré le plus d'activité dans l'office de juge; il joue alors à Carcassonne le premier rôle. Il est en effet juge ordinaire; c'est à ce titre qu'il poursuit; ce qui le prouve, c'est que le pape l'a délégué pour l'affaire de Raymond de Niort, qui s'était rendu à Rome[3].

Si nous en croyons de Vic[4], Guillaume Radulphe lui aurait succédé l'année même de sa mort. Il aurait donc été élu tout de suite. Après le 21 août 1255, il y a interruption dans les actes, qui reprennent le 17 octobre suivant. Il est vraisemblable qu'à cette seconde date Guillaume Radulphe était intronisé. Mais il n'apparaît dans aucun des actes suivants, qui vont du 17 octobre 1255 au 5 février 1258

1. *Chronicon historicum episcoporum ac rerum memorabilium ecclesiae Carcassonis*, p. 105. Précédemment, cet évêque était archidiacre mineur du chapitre de Carcassonne. Voy. Mahul, *Cartulaire et archives des communes de l'arrondissement de Carcassonne*, t. V, 417, où l'on voit réédité le sceau de cet évêque. Cet évêque appartenait à la famille noble de la Tour (nº 230).

2. V. la seconde partie, nº LI.

3. Nº 51.

4. Ibid., p. 105.

(n. st.). Les inquisiteurs seuls y sont désignés, dans des formules générales d'ailleurs. Il est donc vraisemblable que Guillaume Radulphe ne continua pas la tradition de son prédécesseur, et qu'il se borna à proroger les pouvoirs des inquisiteurs pour les affaires engagées. Il apparaîtra sans doute une fois ou deux dans la seconde partie du registre[1]; mais ce sera exceptionnel. Aussi bien, l'état du registre, où des feuillets blancs attendaient la suite, montre bien que la cour épiscopale laissa, après 1258, aux inquisiteurs dominicains tout le poids de la poursuite, dévolue précédemment aux inquisiteurs épiscopaux, qui agissaient avec l'évêque[2].

Ces inquisiteurs épiscopaux s'appelaient Radulphe, Raymond David et P. Aribert[3]. Ils ne nous sont d'ailleurs connus que par leurs fonctions de juges délégués épiscopaux, à moins qu'il ne faille voir dans Radulphe l'évêque lui-même, dans Raymond David le curé de Saint-Vincent du même nom[4], et dans P. Aribert le notaire lui-même[5]; ces trois identifications sont admissibles; mais on ne peut rien

1. N° 26.

2. L'évêque Guillaume Radulphe est celui dont on voit le magnifique tombeau dans la chapelle adossée au flanc sud de Saint-Nazaire de la Cité. On y lit l'inscription suivante :

✝ TITVLVS. MONVMENTI. VENERABILIS. PATRIS. GVILLELMI. RADULPHI. DEI. GRATIA. CARCASSONENSIS. EPISCOPI. QVI. PRESETEM. CAPELL

AM. CONSTRVXIT. ET. IN. EA. SACERDOTEM. INSTITVIT. SEDIT. AVTEM. IN. EPISCOPATV. ANNIS. XI. DIEBVS. XXV. ET. DEFICIENS.

OBIIT. IN. SENECTVTE. BONA. ET. MISERICORDIA. VBERI. ANNO. DOMI NI. MCCLXVI. VI. FERIA. KAL. OCTOB. HORA. VESPERTINA.

3. N° 77 et suiv., n° 89 et suiv.

4. N° 23. M. Ch. Molinier (*l'Inquisition dans le midi de la France*, p. 279) l'appelle à tort Déodat. Le sigle dd = David.

5. P. Aribert est qualifié *Inquisitor in dyocesi Carcassonensi*.

assurer. Il est du moins certain que les trois inquisiteurs n'appartenaient à aucun ordre religieux; autrement, chacun eût été appelé *frater*, tandis qu'ils sont qualifiés chacun du titre de *magister*[1]; ce qui fait penser avec juste raison qu'ils étaient gradués en théologie ou en droit canon et qu'ils appartenaient au clergé séculier du diocèse de Carcassonne. Dans nos actes, quand ils sont nommés, ils agissent tantôt deux ensemble[2], tantôt séparément[3]. Le protocole : *promisit obedire mandatis Inquisitorum*, qui revient si souvent, désigne un engagement à l'égard de chacun d'eux, conjointement ou séparément, avec cette restriction qu'il n'y eut pas trois inquisiteurs épiscopaux exerçant en même temps l'office de juge; la délégation était donnée à deux juges. Et, en effet, P. Aribert apparaît quand Radulphe disparaît[4].

Les actes qu'ils ont laissés et qui sont contenus dans le manuscrit de Clermont-Ferrand ont une extrême importance pour l'étude de la procédure et de la pénalité inquisitoriale. Cependant ce n'est pas ici le lieu d'en exposer les règles, ce qu'il serait aisé de faire par le rapprochement et la comparaison du registre du notaire de l'Inquisition de Carcassonne avec les traités spéciaux ou généraux. Il suffira, au surplus, pour faire connaître la nature de ces actes, de les présenter dans un classement méthodique; du même coup on en verra l'intérêt.

La plupart sont des cautions pécuniaires données et

1. Nos 150 *bis*, 163, 173, 216, 230, etc.
2. Nos 111, 150 *bis*, 163, 173.
3. Nos 123, 124, 135, 148, 150, 153, 169, 216, 230.
4. Ces inquisiteurs ont été inconnus de Bouges, *Histoire ecclésiastique et civile de la ville et diocèse de Carcassonne*, p. 470-471. In-4°, Paris, 1741.

garanties par des tiers en faveur d'un accusé ou d'un prisonnier; et cela dans plusieurs cas.

L'accusé, par exemple, s'engage à obéir aux mandements de l'évêque ou des inquisiteurs : il se rendra au jour, ou aux jours qui seront fixés, pour entendre la sentence ou recevoir la pénitence[1]; moyennant caution, il est libre. Un autre promet de revenir à la simple monition de l'évêque[2]. Un autre enfin qui est sorti de prison y rentrera à tel moment déterminé[3], la caution promise lui ayant permis d'en sortir.

La caution est donc admise en principe et en fait; les juges doivent, en effet, s'assurer que la justice ne perdra aucun de ses droits et suivra son cours régulier.

Cela obtenu, ils accordent facilement en faveur du condamné la sortie de prison, sortie temporaire, bien entendu. Nous voyons dans le Registre du notaire de l'Inquisition de Carcassonne que cette sortie fut obtenue moyennant caution : 1° pour cause de maladie ou d'infirmité[4], à l'effet

1. Nos 1, 3, 4, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 31, 32, 33, 35, 39, 40, 41 *bis*, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 65, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 84, 89, 91, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 112, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 125, 127, 128, 132, 133, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 144, 146, 151, 152, 154, 164, 166, 167, 168, 170, 173, 175, 177, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 190, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 228, 229, 233, 234, 241, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 262, 263.

2. Nos 11, 20.

3. Nos 14, 61, 62.

4. Nos 14, 22, 24, 25, 63, 92, 94, 166, 176, 177, 178, 179, 200, 221, 246, 247.

de se faire soigner ; 2° pour faire un travail d'un caractère religieux ; — par exemple, Ar. Narbonne, maçon, reçut un congé de deux ans pour aller se mettre à la disposition du monastère de Rieunette[1], où il y avait des constructions à faire[2] ; — 3° pour accoucher[3] ; 4° à la simple demande d'un tiers[4]. Quelquefois même le motif n'est pas exprimé[5]. On se montrait donc facile pour autoriser cette sortie ; et la prorogation de temps s'obtenait sans trop de peine[6].

La défense, au cours de toute accusation, est de droit. Mais on sait, et j'ai déjà fait remarquer, qu'à ce point de vue la procédure inquisitoriale présentait deux exceptions à la règle commune : l'avocat n'était pas admis, et le prévenu était privé de toute assistance judiciaire ; les noms des témoins à charge, restant secrets, n'étaient point communiqués à l'accusé. Il ne s'ensuit pas qu'il y eût dans cette double disposition un double déni de justice. Car, d'abord, l'invitation à se défendre était adressée à l'accusé, qui acceptait[7] ou refusait[8]. On invita même, par exemple, le fils à défendre son père ou sa mère[9], le frère à défendre sa sœur[10]

1. Comm. de Saint-Hilaire, Aude.
2. N° 159.
3. N° 208.
4. N° 29.
5. Nos 61, 62, 64, 67.
6. N° 66. Il serait inutile de faire remarquer que la caution était exactement payée dans les cas où elle devait l'être, si ce n'était pour expliquer par là les articles barrés par le notaire. Nos 1, 29, 64, 65, 66, 67, 123, 149, 165, 166, 171, 172, 181, 182, 187, 189, 191, 192, 193, 198, 199, 200, 202, 213, 216, 221, 244.
7. Nos 18, 30, 38, 41, 129, 135, 154, 210.
8. Nos 37, 90, 111, 123.
9. Nos 85, 86.
10. N° 232.

comme ayant cause, car la condamnation pouvait entraîner la confiscation des biens[1] ; et encore, dans ce cas, l'offre était acceptée[2] ou refusée[3]. Ensuite, on demandait invariablement à l'accusé s'il avait des ennemis[4]. S'il répondait que oui, il devait les déclarer et faire connaître les motifs de l'inimitié existant entre lui et celui qu'il nommait. Le motif de cette demande de déclaration d'inimitié saute aux yeux. Le témoignage de l'ennemi « mortel » était impitoyablement écarté. En tout cas, l'accusé recevait la *carta accusationis*, et jour lui était assigné « ad proponendum exceptiones et deffensiones suas legitimas[5]. » Il se trouva des accusés qui jugèrent fort inutile de recevoir, encore moins de prendre les accusations écrites[6].

Le Registre du greffier de Carcassonne ne nous fournit rien de spécial sur l'interrogatoire, bien qu'il contienne plusieurs exemples dignes d'attention[7] ; on sait que le texte de la confession était remis sous les yeux de l'accusé, qui devait déclarer s'il la reconnaissait pour vraie ou non[8]. Il ne nous dit non plus rien d'absolument particulier en ce qui regarde les dépositions des témoins[9]. Mais tout ce qui est relatif à la pénalité mérite d'être noté et retenu.

Les peines infligées, *penitentiae*, sont :

1° La prison[10] ;

1. Nos 85, 86.
2. Nos 87, 231, 232.
3. Nos 18, 30, 38, 41, 129, 135, 154, 210.
4. Quelquefois la preuve était faite, nos 37, 200, 210.
5. No 69.
6. No 111.
7. Nos 155, 156, 157, 230.
8. Cf. no 40 *bis*.
9. Nos 53, 53 *bis*, 53 *ter*, 53 *quater*.
10. Nos 133, 146, 204, etc.

2° La visite des églises du bourg de Carcassonne, *nudis pedibus, in camisia et braccis*[1];

3° Les croix apparentes sur l'habit[2];

4° Des pèlerinages[3];

5° Le service en Terre Sainte, *passagium, transitus ultramarinus*[4]. Les sentences étaient prononcées dans l'église Saint-Michel ou l'église Saint-Vincent de Carcassonne[5].

Ce sont là toutes les peines énumérées dans le Registre du notaire de l'Inquisition de Carcassonne (première partie). On avouera qu'elles ne sont pas tellement épouvantables ou odieuses. Encore faut-il ajouter qu'il fournit nombre d'exemples de grâce, *gracia de crucibus*[6], *gracia de peregrinationibus*[7]. Si, d'ailleurs, le condamné était empêché légitimement de faire la peine ou pénitence, le juge se montrait accommodant, pourvu que satisfaction fût donnée, que le droit de la justice fût reconnu. Ainsi, Raymonde Barbaisane n'avait point accompli les pèlerinages, la mort étant survenue : ses héritiers consentirent *ut bona ipsius Barbaisane annotarentur et scriberentur*[8]. De même, pour le service en Terre Sainte, les exemples de *recompensatio*

1. N°s 2, 163.
2. N°s 81, 101, 143, 153, 163, 203, etc.
3. N°s 160, 161, 162, 165, 168, 199, 225, 226, 229. Le pénitent devait fournir des lettres testimoniales du pèlerinage accompli. Cf. n° 36. — De même on donnait des lettres *de purgatione*. Voy. une curieuse affaire à ce sujet, n° 126.
4. N°s 81, 130, 147, 148, 149, 151, 164, 168, 169, 172, 173, 174, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 191, 192, 193.
5. N°s 40 *ter*, 41 *ter*, 81.
6. N°s 36, 88, 165, 216, 235, 236, 237.
7. N°s 240, 244.
8. N° 225. Cf. n° 199.

passagii ne sont pas rares[1]. La *gracia* et la *recompensatio* étaient accordées moyennant une amende dont le taux était fixé chaque fois.

En outre, les inquisiteurs ne se refusaient pas à commuer la peine. Par exemple, P. Brice, de Montréal, fit demander par l'archevêque de Narbonne d'être autorisé à passer en Terre Sainte au lieu de faire la prison, et il l'obtint[2]. Pour les pèlerinages, l'amende pouvait en tenir lieu[3]. Ou même par ce même moyen : l'amende considérée comme aumône, il était possible d'écarter une peine infamante : par exemple, Jean de Montaigut s'engagea à payer la somme de cinquante livres tournois, « ita tamen quod penitentia muri vel alia penitentia non injungatur patri suo pro crimine heretice pravitatis[4]. » Enfin, la peine ou pénitence était parfois retardée à la simple demande d'un haut personnage sans caution ni amende. Par exemple, c'est à la prière de l'abbé de Montoulieu que Raymonde, femme de R. Maurel, avait vu l'imposition des croix, *crucesignatio*, différée, et par reconnaissance elle avait fait don à l'abbaye de pierres taillées *ad opus janue faciende*[5]. Pierre Pelha de Coufoulens obtint la faveur de se dévêtir des croix, *quousque redierit de Francia ubi vult ire*[6].

Les adoucissements de peine étaient, on le voit, nombreux, variés, de tous les jours, pour ainsi dire. C'est à se demander si l'évêque de Carcassonne ou les inquisiteurs n'auraient pas fléchi, se seraient maintenus à la hau-

1. Nos 130, 148, 149, 169, 199.
2. No 151.
3. Nos 171, 216.
4. No 164.
5. No 238.
6. No 36.

teur de leur mission. Le Registre nous fournit, du moins, un exemple d'intégrité assez remarquable. Bernard de la Tour, chevalier, raconta que, moyennant cent sous melgoriens et un cens annuel de six deniers *propter homagium*, il s'était engagé envers Raymond Sabatier, condamné à porter les croix, *crucesignatus*, à intercéder auprès de l'évêque, son parent, pour en obtenir la remise, *quod faceret ipsum decrucesignari*. Mais l'évêque resta sourd, et P. Aribert refusa l'argent que Raymond Sabatier lui fit offrir pour le même objet, *pro negocio antedicto*[1]. Cet exemple permet de croire à l'honnêteté des juges d'inquisition, qui, étant du pays, se voyaient très souvent sollicités. Il ne semble pas qu'ils se soient laissé circonvenir.

Deuxième partie. — La dénomination de deuxième partie n'est pas arbitraire, car cette partie correspond à des dates dont quelques-unes sont postérieures aux dates de la première, et si dans la première nous rencontrons, à la date du 20 juin 1249, une caution fournie avec engagement que Guillaume Curt de Rieux-en-Val reste à la disposition de l'évêque[2], dans la seconde, à la date du 14 mars 1250 (n. st.), il comparaît après citation et subit un interrogatoire[3].

La deuxième partie comprend vingt-six feuillets, l'ancien feuillet XIIII manque et le texte en cet endroit présente une lacune[4]. En avant se trouve un tableau dans lequel le nom du lieu est suivi du nom des personnes poursuivies ou plutôt

1. N° 230. L'abbé de Montoulieu refusa aussi l'argent offert par P. Barte pour qu'il obtînt grâce *super peregrinationibus*, n° 235.

2. N° 12.

3. N° 11.

4. Cf. n° 24.

interrogées, car cette seconde partie se compose uniquement d'interrogatoires[1]; il y en a cinquante-un. Les voici présentés dans leur ordre chronologique :

1249(?),		27 mars, n° 26.
1250 (n. st.),		12 mars, n°s 30, 31, 32.
—	—	14 mars, n°s 1, 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14.
—	—	15 mars, n°s 4, 5, 6, 14 *bis*, 24.
—	—	16 mars, n°s 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 27.
—	—	17 mars, n°s 23, 24 *bis*.
1250,		9 avril, n°s 33, 34, 35.
—		11 novembre, n° 36.
1251 (n. st.),		21 et 22 février, n° 37.
1251,		— n°s 38, 39.
—		11 avril, n° 40.
1253,		6 mai, n° 27 *bis*.
—		7 mai, n° 27 *ter*.
1254,		1er mai, n° 6 *bis*.
1255,		22 août, n° 38 *bis*.
1259,		7 avril, n° 9 *bis*.
—		1er septembre, n° 9 *ter*.
—		24 septembre, n° 9 *quater*.
—		20 octobre, n° 9 *quinquies*.
—		31 octobre, n° 25 *bis*.
1267,		6 octobre, n° 37 *bis*.

Date non exprimée, n°s 25, 28.

Les prévenus appartiennent tous au diocèse de Carcassonne. Les interrogatoires sont faits :

1. Titre mis au dos de la reliure moderne : *Interrogatoires d'hérétiques albigeois,* 1250-1251. Ce titre ne répond qu'au contenu de cette deuxième partie; mais les dates extrêmes sont fautives.

1° par l'évêque Guillaume Arnaud à Carcassonne même[1] et à Villariès[2];

2° par son official, à Coufoulens[3];

3° par B. Martin, archiprêtre, et maître Robert, qui reçoivent une déposition d'Alaïs (*Aladaidis*) de Bax, *de mandato domini episcopi*[4];

4° par les inquisiteurs épiscopaux Radulphe, P. Aribert et R. David[5];

5° par frère G. (nom indéterminé)[6], inquisiteur;

6° par frère Baudouin[7] (le même, je pense, que Baudouin de Montfort[8]), inquisiteur.

L'abbé de Fontfroide occupe dans un interrogatoire[9] le second rang après l'évêque. Probablement, il y assista simplement.

Les notaires ou scribes sont Radulphe, clerc[10], Bomassip[11], Guir. Trépas (*Trepaci*)[12] et Raynaud de Castres[13]. Témoins de marque, B. Martin, archiprêtre[14], Robert, médecin[15], R. David[16].

Ces interrogatoires fournissent, avec le nom des prévenus

1. Nos 1, 8, 9, 14, 22, 23, 25, 27, 36, 38.
2. No 6 *bis*.
3. Nos 23, 24 *bis*.
4. No 26.
5. Nos 38 *bis*, 41.
6. No 9 *quinquies*.
7. No 9 *ter*.
8. No 25 *bis*.
9. No 23.
10. No 1.
11. Nos 6 *bis*, 25, 27, etc.
12. No 9 *quinquies*.
13. No 25 *bis*.
14. Nos 9, 24.
15. No 9.
16. No 36.

et les charges contenues dans leurs aveux, des renseignements utiles.

A Carcassonne, les inquisiteurs autres que les inquisiteurs épiscopaux, qui citaient les prévenus à la maison épiscopale, et dès lors les inquisiteurs dominicains Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre, siégeaient dans la maison du maréchal, *in domo marescalli, ubi inquisitores stabant et inquirebant*[1].

La présence de Ferrier, dominicain et inquisiteur, est signalée à Caunes (Aude)[2] et à Limoux (Aude), où il reçoit une abjuration[3].

Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre, que nous connaissons, imposent une pénitence, étant à Caunes[4], et nous rencontrons plusieurs fois Jean de Saint-Pierre à Carcassonne[5].

Enfin, ces interrogatoires font mention de nombreux cas d'abjuration faite en présence des « inquisiteurs[6] » ou même entre les mains du curé de Saint-Michel de Carcassonne[7].

Comme fait curieux, et qui n'est pas dépourvu d'intérêt, citons le nom de Pierre Pollan, qualifié du titre d' « évêque des hérétiques, » et en même temps l'existence d'un capital faisant masse recueilli au sein de l'hérésie et restant la propriété des hérétiques. Pierre Pollan, ayant fui clandestinement, avait caché ce trésor, qui fut retrouvé dans le bois de Mata (Mota, Lamothe?) et remis entre les mains de Bernard de Montoulieu et de Bernard Acier, alors à Cazalre-

1. N° 25 *bis*.
2. N° 10.
3. N° 6. Cf. n° 38 *bis*.
4. N° 10.
5. Nos 12, 14, 24.
6. Nos 3, 4, 5, 13, 17, 21, 23, 28, 30, 31, 32, 37.
7. N° 7.

noux (Aude)[1]. On rencontre souvent dans les documents mention de levées faites par les hérétiques, tant pour soutenir Trencavel dans sa révolte contre saint Louis que pour venir en aide aux hérétiques réfugiés à Montségur (Ariège) et entretenir le culte, le service et les ministres.

De ce rapide exposé du contenu du manuscrit 160 de la bibliothèque de Clermont-Ferrand, il résulte avec évidence qu'il l'emporte en intérêt sur tout autre pour l'histoire de l'Inquisition à Carcassonne.

M. Ch. Molinier, qui l'a étudié longuement[2], lui a fait de nombreux emprunts. En éditeur consciencieux, je dois faire le relevé de ces extraits. La chose est rendue facile par l'insertion des numéros d'ordre, qui rendent les citations commodes.

Emprunts faits à la première partie :

N° CCXXXVI,	en partie,	page 300, note.
— CCXLIII,	entier,	— 301, note.
— CCXLIV,	entier,	— 302, note.
— CCXLI,	entier,	— 303, note.
— CCXLII,	entier,	— 304, note.
— XCIX,	en partie,	— 313, note 3.
— CCVI,	entier,	— 321, note 1.
— XXIX,	entier,	— 325, note.
— XXXVII,	en partie,	— 340, note 1.
— CCVIII,	entier,	— 342, note 1.
— CXXIV,	entier,	— 343, note 1.
— XXVIII,	entier,	— 345, note 1.
— CXXVI,	entier,	— 347, notes 3, 4.
— CXI,	en partie (*fin*),	— 348, note 1.

1. N° 25 *bis*.
2. *L'Inquisition dans le midi de la France*, p. 261 et suiv.

N° CXXXV,	en partie (*fin*),	page	348, note 1.
— XVIII,	entier,	—	350, note 2.
— CLIV,	entier,	—	351, note 1.
— CXI,	entier,	—	352, note 1.
— CXII,	entier,	—	352, note 3.
— CCXIII,	entier,	—	354, note.
— XXX,	entier,	—	356, note 2.
— XXXVII,	entier,	—	357, note 1.
— CCLXX,	entier,	—	362, note 7.
— CCXXXVII,	entier,	—	362, note 3.
— CCXXXVIII,	entier,	—	364, note 2.
— CLXX,	entier,	—	364, note 1.
— CXLVIII,	entier,	—	364, note 1.
— CCXXX,	entier,	—	365, notes 1, 2.
— CCXXXII,	entier,	—	366, note 1.
— CCXVIII,	en partie,	—	369, note 5.
— CCXXVII,	entier,	—	370, note 2.
— XI,	entier,	—	370, note 2.
— XX,	en partie,	—	370, note 2.
— XVII,	entier,	—	373, note 2.
— CLXVI,	en partie,	—	373, note 3.
— XL,	en partie,	—	380, note 1.
— CLXXIV,	en partie,	—	386, note 2.
— CLXXV,	en partie,	—	386, note 3.
— CXLIII,	entier,	—	388, note 2.
— CCL,	entier,	—	391, note 1.
— CI,	en partie,	—	391, note 3.
— CXXX,	entier,	—	392, note 6.
— CCXXXIII,	en partie,	—	394, note 2.
— CCXLVI,	entier,	—	394, note 3.
— CCI,	en partie,	—	395, note 1.
— CLX,	en partie,	—	396, note 1.

N° XXXVI,	en partie,	page 401, note 2.
— CLXI,	entier,	— 403, note 2.
— CCXXXV,	en partie,	— 403, note 4.
— LXXXI,	entier,	— 404, note 1.
— CXCXIII,	entier,	— 408, note 1.
— CLXXIV,	en partie,	— 408, note 2.
— CLXXV,	en partie,	— 408, note 2.
— CLXXVI,	en partie,	— 409, note 2.
— CXLVII,	en partie,	— 409, note 3.
— CLIV,	entier,	— 412, note 3.
— XXXVI,	en partie,	— 415, note 1.
— LXXXVIII,	en partie,	— 416, note 1.
— II,	entier,	— 416, note 2.
— CLXIV,	entier,	— 418, note 1.
— CLI,	en partie,	— 431, note 2.
— XIV,	entier,	— 443, note 1.
— XXII,	entier,	— 443, note 2.
— LXI,	entier,	— 444, note 1.
— LXII,	entier,	— 444, note 1.
— LXIII,	entier,	— 444, note 1.
— LXIV,	entier,	— 444, note 3.
— XCXII,	en partie,	— 445, note 2.
— CCXI,	entier,	— 445, note 3.

Emprunts faits à la seconde partie :

N° I,	en partie,	page 328, note 3.
— XLIII,	entier,	— 329, note 2.
— XXIX,	en partie,	— 336, note 1.
— XXXIV,	en partie,	— 387, note 3.

Mais ces emprunts, qui, par leur nombre, représenten comme une demi-édition de la première partie, n'ont pas ét faits d'une manière irréprochable, il s'en faut. C'est un véritable édition que je voudrais donner ici.

IV. Commission pontificale (1306).

Les troubles de Carcassonne et d'Albi et le procès contre les hérétiques poursuivi par Bernard de Castanet, Nicolas d'Abbeville et Bertrand de Clermont, eurent leur épilogue, qui dura sept ans, et probablement tourna à la confusion des hérétiques. A peine Clément V eut-il été élevé au souverain pontificat, en effet, que les communautés de Carcassonne, d'Albi et de Cordes se plaignirent des injustices, des violences, des rigueurs excessives de Bernard de Castanet et des inquisiteurs envers les hérétiques emprisonnés. Les cardinaux, le siège vacant, avaient été déjà informés. Par ses lettres en date du 12 mars 1306, Clément V chargea les cardinaux Pierre Taillefer de la Chapelle, du titre de saint Vital, auparavant évêque de Toulouse, et Bérenger Frédol, du titre des saints Nérée et Achillée, évêque de Béziers, d'ouvrir une enquête sur les faits reprochés à l'évêque d'Albi et aux inquisiteurs. Mais ils ne purent s'en acquitter immédiatement, à cause de l'opposition de droit faite par Bernard de Castanet. En attendant, ils procédèrent à la visite des prisons et des prisonniers de l'Inquisition suivant les termes mêmes de leur commission.

Le procès-verbal de cette visite faite à Albi et à Carcassonne nous est conservé aux Archives municipales d'Albi. C'est un rouleau de parchemin mesurant 255 millimètres en largeur et 7 mètres 75 en longueur et classé GG 1., celui-là même qui a servi au copiste de Doat (XXXIV, fol. 45 v°-80)[1].

Voici la série des actes et des pièces contenus dans ce document, qui présente un intérêt majeur :

1. « Extrait et collationné des copies en parchemin, scellées, trouvées aux archives de l'hostel de ville d'Alby, » dit-il (fol. 80).

1304, 14 mars. — Procuration donnée par les syndics et consuls de Carcassonne à Arnaud Terrier, Aymeric de Castres et Bernard Jean.

1306, 24 janvier. — Procuration donnée par les consuls et les syndics d'Albi à Philippe Olric, Bernard Fenasse, Isar Raynaud, Bérenger Molinier, Jean Viers, Barthélemy Maurel, Philippe Sobeiran et Guiraud Coll.

1306, 26 janvier. — Procuration donnée par Bernard de Castanet, évêque d'Albi, à Guillaume Revel.

1306, 13 mars. Charolles. — Bulle de Clément V aux cardinaux Pierre Taillefer de la Chapelle et Bérenger Frédol, leur donnant commission de faire une enquête sur le fait de l'Inquisition.

1306, mars-avril. — Les cardinaux, étant à Carcassonne, visitent les prisons et les prisonniers de l'Inquisition.

1306, 27 avril. — Maître Jacques, principal geôlier, est seul maintenu parmi les officiers et serviteurs de la prison. Il prête serment.

1306, 28 avril. — Le cardinal Bérenger Frédol s'excuse : il ne pourra être présent à Albi pour entendre les intéressés ou plaignants.

1306, 3 mai. — Lettre du même à l'abbé de Fontfroide pour le prier de désigner un moine de l'abbaye, lequel sera chargé de poursuivre l'affaire des plaignants.

1306, premiers jours de mai. — Barthélemy d'Arlat, clerc, geôlier des prisons de Toulouse, prête serment de remplir exactement son office de gardien.

1306, 4 mai. — A Albi, le cardinal Taillefer de la Chapelle entend le procureur de l'évêque d'Albi et les procureurs des consuls de Carcassonne.

Le même jour. — Le cardinal visite les prisonniers.

Le même jour. — Les trois geôliers des prisons d'Albi prêtent serment qu'ils rempliront exactement leur charge de gardiens.

1306, 5 mai. — L'inquisiteur Geoffroi d'Abluses nomme ses procureurs en cour de Rome, qui sont Pierre d'Orvieto, procureur général de l'ordre des frères Prêcheurs, Arnaud du Prat, frère Prêcheur, et Guillaume Revel, clerc, curé de Cazevielle.

1306, 7 mai. — L'abbé de Fontfroide désigne et envoie deux religieux, qui sont Bérenger, sous-prieur, et Guillaume Vilar.

1306, 11 mai. — A Montech, les consuls de Cordes présentent leur plainte par écrit et demandent que l'affaire ne se poursuive qu'avec le concours de l'abbé de Fontfroide.

1306, 12 mai. — Les consuls de Cordes nomment leurs procureurs, qui sont Bérenger Faucilhard, Bernard Panat, Bertrand Salvi et Durand Faure.

1306, 17 mai. — Les syndics des consuls de Cordes demandent le sauf-conduit à l'effet d'obtenir que suite soit donnée à leur plainte.

Là s'arrête notre pièce. Pour le moment, l'affaire resta en suspens, Bernard de Castanet faisant toujours les oppositions de droit. Clément V accorda donc, par ses lettres du 6 septembre 1309, les sauf-conduits nécessaires à Aymeric *de Castro*, agent des hérétiques, pour poursuivre l'affaire[1]. Les choses avancèrent peu, si bien qu'Isarn Coll, Pierre Fransa, Jean Delport, Pierre Rayssac, Guillaume Salevert, Guil-

1. J'ai publié cette lettre. *Les Manuscrits du château de Merville*, p. 51, note.

laume Landas, Isar de Cardelhac, Jean Pays, Guillaume Borrel et Bernard Cases, d'Albi, toujours prisonniers, adressèrent une nouvelle réclamation au pape, qui s'empressa de donner des pouvoirs *ad hoc* au successeur de Bernard de Castanet, Bertrand Desbordes (1308-1311), et aux inquisiteurs[1]. Celui-ci ne bougea pas, si bien que le pape, par une troisième lettre en date du 19 avril 1313, dut renouveler la commission pour son successeur. Mais, un an après, le 20 avril 1314, Clément V descendait dans la tombe. Les réclamants durent se résigner à leur sort, si triste fût-il, mais légal apparemment. Tout le monde sait, aussi bien, que Jean XXII, successeur de Clément V, ordonna le procès de Bernard Délicieux, qui fut condamné à la prison perpétuelle[2]; il avait déjà donné la pourpre à Bernard de Castanet.

La commission pontificale est publiée ici d'après l'original.

1. *Regestum Clementis papae V*, nº 9163.
2. Voy. plus haut, p. xlj.

CONCLUSION GÉNÉRALE.

Le lecteur voit maintenant quel est l'objet du travail que nous lui présentons. Ce n'est pas une histoire de l'Inquisition dans le Languedoc que nous nous sommes proposé d'écrire, bien que nous ayons plusieurs fois touché aux grandes lignes de cet attachant et curieux sujet. Nous n'avons pas même voulu faire un exposé didactique de la procédure, dont cependant nous avons énoncé plusieurs points fondamentaux. Tout notre but a été de faire connaître la nature, l'importance, la valeur des matériaux dont l'historien devra faire une étude consciencieuse pour établir exactement les faits, les relier entre eux et les présenter en une synthèse qui ne pourra être sûre et lumineuse que si elle est préparée par une minutieuse analyse. Il a nécessairement fallu classer ces matériaux; nous avons donc essayé de le faire d'après un double principe : l'ordre logique et l'ordre chronologique combinés ensemble. Encore avons-nous cru bon ou même nécessaire, en ce qui regarde l'ordre logique, de le déterminer non d'après la nature des matériaux, à l'exception des manuels et des récits, mais en nous attachant à chacune des autorités religieuses et sociales que l'*inquisitio haereticae pravitatis* mettait en mouvement : le pape et ses légats, les évêques et les conciles, le juge délégué, le roi, le sénéchal ou le procureur des confiscations pour hérésie. Puisque les deux pouvoirs, ecclésiastique et séculier, ont regardé comme un devoir impérieux de faire rentrer, par la voie d'un tribunal d'exception, dans l'unité chrétienne tous les dissidents, quels qu'ils fussent, ou du moins de réprimer tout mouvement séparatiste, le critique, l'historien, ou même

un simple éditeur de textes ne pourraient, sans manquer à leur devoir, se limiter aux actes de l'une ou de l'autre de ces autorités, aux actes des inquisiteurs, par exemple. C'est toujours se tromper de quelque manière que de se placer à un seul point de vue ; on ne montre qu'un côté des faits, alors que le tableau d'ensemble est seul objectivement vrai.

Pour arriver à établir le fait de la poursuite contre les hérétiques, en fixer les causes, en circonscrire la base législative, en voir les tenants et aboutissants, il n'y a d'autre moyen que de pénétrer au fond de chacune des pièces qui s'y rapportent, afin d'en dégager, pour ainsi dire, la substance historique. Encore faut-il commencer par savoir où ces pièces se trouvent. Tel est l'objet de la première partie de l'Introduction, où j'ai voulu principalement, sinon uniquement, décrire les sources de l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc de 1229 à 1330. J'ai signalé les matériaux existants, ou aujourd'hui connus, sans m'interdire de rechercher la connexion qu'ils ont entre eux, ou de dire pour quelle raison ils offrent un intérêt spécial.

Mais il était naturel que, publiant quatre manuscrits ou séries de pièces fort capables d'aider l'historien, je m'y arrêtasse ; tel est l'objet de la seconde partie de l'Introduction.

On trouvera peut-être que les sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre sont un document monotone ; mais aucune sentence de juges n'échappe à ce défaut. On ne saurait raisonnablement s'en plaindre. En tout cas, le lecteur leur sera indulgent en considération du registre du greffier de l'Inquisition de Carcassonne et de la commission pontificale, qui, à n'en pas douter, compteront toujours parmi les documents principaux de l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc.

TABLE DE L'INTRODUCTION

DEUXIÈME PARTIE.

LISTE ET DESCRIPTION DES MANUSCRITS OU DES PIÈCES PUBLIÉS ICI POUR LA PREMIÈRE FOIS.

DOCUMENTS

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE L'INQUISITION

DANS LE LANGUEDOC.

IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

A NOGENT-LE-ROTROU.

DOCUMENTS

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE L'INQUISITION

DANS LE LANGUEDOC

PUBLIÉS POUR LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

PAR

MGR DOUAIS

ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

DEUXIÈME PARTIE : TEXTES.



A PARIS

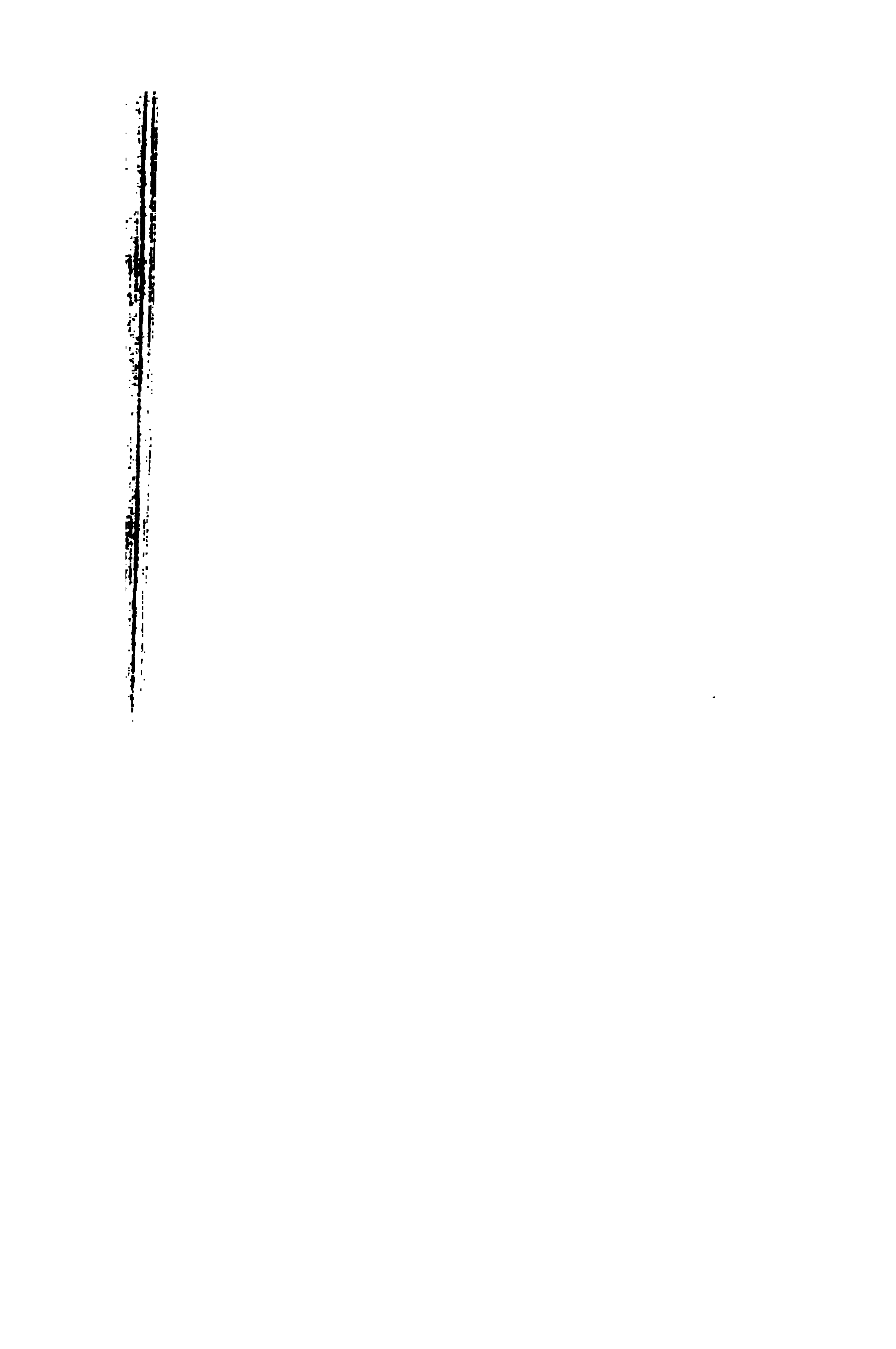
LIBRAIRIE RENOUARD

H. LAURENS, SUCCESSEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

RUE DE TOURNON, N° 6

MDCCCC



EXTRAIT DU RÈGLEMENT.

ART. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que la deuxième partie des DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE L'INQUISITION DANS LE LANGUEDOC, *préparée par* Mgr C. DOUAIS, évêque de Beauvais, *lui a paru digne d'être publiée par la* SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Fait à Paris, le 20 *août* 1900.

Signé : Noël VALOIS.

Certifié :

Le Secrétaire de la Société de l'Histoire de France,

A. DE BOISLISLE.

DOCUMENTS

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE L'INQUISITION

DANS LE LANGUEDOC

I.

SENTENCES DE BERNARD DE CAUX

ET DE JEAN DE SAINT-PIERRE

1244-1248

BIBL. NAT., MS. LAT. 9992.

I. — 18 mars 1246 (n. st.), Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pierre de Roais et Pons de Gameville, bourgeois de Toulouse, refusant ensemble de se soumettre à la pénitence de l'Église, Pierre de Roais étant de plus retombé dans l'hérésie, sont condamnés comme hérétiques, et leurs biens saisis.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° quinto, xv kal. aprilis. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro[1], inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica

1. Pour Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre, inquisiteurs, voy. *Introduction*, deuxième partie, 1. Renvoi fait une fois pour toutes.

deputati. Cum Petrus de Roacxio[1] et Poncius de Gamevila[2], cives Tholose, de heresi plurimum difamati per confessiones proprias in judicio factas, in heresi manifeste deprehensi, et propter hoc ad agendam penitentiam obligati juramento prestito corporali, non velint ad arbitrium Ecclesie penitentiam facere pro crimine memorato; memoratus etiam Petrus de Roacxio, post acceptam ab inquisitoribus penitentiam de crimine heresis, sit relapsus in heresim abjuratam : die sibi ad audiendum diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos, set per contumaciam absentes, per diffinitivam sententiam tanquam hereticos condempnamus, et bona ipsorum decernimus occupanda, excommunicantes eos et omnes qui deinceps scienter eis dederi[n]t consilium, auxilium vel favorem. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia venerabilium Ar. d'Arago, prioris Sancte Marie Deaurate, Helie, prioris Sancti Petri de Coquinis, magistri Ar. de Gozenx, officialis Tholose, Ar., prioris Sancti Saturnini, Ar. Begonis, Atonis Durban et P. de Drudas, canonicorum

1. Les Roais étaient une famille nombreuse et puissante, dont plusieurs membres versèrent dans l'hérésie, celui-ci notamment, et Alaman de Roais, qui recevait les hérétiques dans sa maison, à Toulouse, et fut condamné (*Confessions reçues par Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 58 v°, 80 r°, 101 r°, 102 r°. Voy. la déposition ou confession de Raymond Saur, *ibid.*, fol. 234 r°).

2. Un Pons de Gameville apparaît dans les actes du consulat dès 1180 (*Hist. gén. de Languedoc*, VIII, 356; éd. Privat) et les années suivantes. C'était un ascendant de celui-ci vraisemblablement.

Sancti Saturnini, Bertrandi Rainaldi, et W. de Sancto Paulo, monachorum Sancte Marie Deaurate, Raimundi de Ferreriis, capellani ecclesie Deaurate, Fortis, capellani Sancti Saturnini, Geraldi Arnaldi, Bernardi de Quinibals, Raimundi Berengarii et Raimundi de Sancto Seserto[1], capitulariorum Tholose, et Guillelmi Adam, baiuli pro domino comite Tholosano.

II. — 25 mars 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence condamnant :

1° Austorge, veuve de Pierre de Resengas, Raymond Gaubert et Arnaud Guerrer, de Toulouse, Auger de Verfeil, chevalier, Bernard Donat, Bernard de Saint-Jean et Raymond Calvet, de Verfeil, Jacques, d'Odars, Bernard Daide, de Saint-Aignan, Arnaud Dorbert, de Lanta, relevés de l'excommunication, à la prison perpétuelle.

2° Austorge, veuve du seigneur de Baziège, Raymonde Barrau et Aiceline, sœurs, Willem Mercadier, de Toulouse, Hugues de la Canelle, Raymond de la Canelle, de Lanta, B. Faur, Peytevin le Vieux, Raymond de Suelh, de Toulouse, Bernard de Lanta, Peyrone Escudier et Raymond de Villeneuve, de Toulouse, Raymond Saur, Pons de Fa, Pons Pastre, Pierre du Cabanial, Willem du Cabanial, Bernard Jean, de Saint-Julia, Willem Étienne, de Gaure, à la prison temporaire.

3° Titborgs, femme de Pons de Gameville, de Toulouse, à quinze ans de réclusion.

4° W. Armand, de Toulouse, Raymond Dupuy, Bernard Durand, Bernard Gleise, d'Odars, à dix ans de réclusion.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno M° CC° XLV[I]°[2], VIII kal. aprilis. Nos,

1. Ms. : *de Sancto Serono ;* correction d'une autre main, au-dessus : *de Sancto Seserto.*

2. La faute est évidente, puisque Raymond Saur avait achevé sa confession le 20 décembre 1245 (*Confessions*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 234 r°).

fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati.

Quia constat nobis per confessiones[1] Austorge, uxoris quondam Petri de Resengas[2], Raimundi Gausberti et Arnaldi Guerrer[3], de Tholosa, Augerii de Viridi Folio, militis, Bernardi Donati, Bernardi de Sancto Johanne et Raimundi Calveti de Viridi Folio, Jacobi de Odarcio[4], Bernardi Daide de Sancto Aniano, Arn. Dorbert de Lantario, in judicio factas, ipsos hereticos pluries scienter vidisse, adorasse et eorum erroribus credidisse et, post abjuratam heresim, hereticos vidisse et eos adorasse, nunc vero saniori usos consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, ipsos in primis omni heretica pravitate abjurata absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unita-

1. Ms. : *confessionem*.

2. La famille des Resengas (*Rosengue, Rosergue, Rosergé*), d'où on a fait plus tard *Rosergium, Bernardus de Rosergio*, par exemple, archevêque de Toulouse (1454-1471), était une des principales familles du Lauraguais. Bien des charges pesaient sur Austorge et son mari, qui n'avaient cessé de montrer le plus grand attachement pour l'hérésie (*Confessions*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 200 r°; Doat, XXIII, fol. 325. Voy. sa confession, Doat, XXIV, fol. 1).

3. Voy. la sentence XXXVIII.

4. Ce Jacques d'Odars, appelé aussi Guilabert, avait élevé ses fils, P. Grand et Ar. Guilabert, dans l'hérésie (*Confessions*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 203 v°, 204 r°. Cf. sentence IX).

tem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et in Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos, die sibi ad recipiendum penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communica[to] multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem ipsos retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus.

Cum etiam constet nobis per confessiones Austorge, uxoris quondam domini Vaseia[1], Raimunde Barrave, et Aiceline, sorores (*sic*), Willelmi Mercaderii, de Tholosa, Hugonis de Canela [2] et Raimundi de Canela, de Lantario, in judicio factas, ipsos hereticos pluries vidisse, credidisse et adorasse, et post abjuratam heresim scienter hereticos vidisse et celasse;

Cum etiam constet nobis per confessiones B. Fabri, specier, Pictavini senioris, Raimundi de Suelh, de Tholosa, Bernardi de Lantario, Petrone Escudeira et Raimundi de Vilanova, de Tholosa, Raimundi Sauri[3], Pon-

1. Ce Vaseia était seigneur de Baziège, « Vazega, dominus de Vazega ; » il recevait les hérétiques dans sa maison de Toulouse, d'accord avec Austorge, sa femme (*ibid.*, fol. 58 r°), et aussi dans sa maison de Baziège (*ibid.*, fol. 60 r°) et dans sa maison de Gardouch (*ibid.*, fol. 43 v°).

2. Cet Hugues recevait les hérétiques dans sa maison de Lanta (*ibid.*, fol. 211 v°).

3. Le 20 décembre précédent, il avait complété sa confession (*ibid.*, fol. 234 r°).

cii de Fa[1], Poncii Pastre, Petri dels Cabanils[2], Willelmi dels Cabanils et Bernardi Johannis, de Sancto Juliano, Willelmi Stephani, de Gaure[3], in judicio factas, ipsos hereticos pluries vidisse et eos adorasse et veritatem super heresi celasse contra proprium juramentum, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsos in carcere retrudi volumus et injungimus, quamdiu Ecclesie videbitur expedire, ad penitentiam pro dicto crimine peragendam.

Cum constet nobis per confessionem Titborxs, uxoris Poncii de Gamevila, de Tholosa, in judicio factam, ipsam hereticos pluries scienter vidisse, adorasse et receptasse, pavisse, celasse, conduci fecisse, et post confessionem de heresi factam et heresim abjuratam coram inquisitoribus, ipsam hereticos in domo sua a paucis annis citra scienter vidisse, ascultasse et eos celasse, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, injungimus eidem in virtute prestiti juramenti, quod intret domum carceris, ibidem per XV annos moratura, ad penitentiam pro crimine heresis peragendam.

Cum constet nobis per confessiones Vitalis de Salas et Fabrisse, uxoris Petri Marchesii, de Tholosa, in judicio factas, ipsos hereticos pluries vidisse, adorasse et credidisse bonos homines;

Constet etiam nobis per confessionem W. Arcmandi, de Tholosa, in judicio factam, ipsum a paucis annis citra hereticos vidisse, credidisse et celasse;

1. *Ibid.*, fol. 234 r°. Cf. Doat, XXIV, fol. 30 v°.
2. *Ibid.*, fol. 215 r°, 219 v°. Voy. sa confession, Doat, XXIV, fol. 24.
3. Voy. sentence XIX.

Constet etiam nobis per confessiones Raimundi de Podio[1], Bernardi Durandi, Bernardi de Ecclesia[2], de Hodarcio, in judicio factas, ipsos hereticos scienter pluries vidisse, adorasse, credidisse a paucis annis citra, communicato multorum prelatorum et aliorum proborum virorum consilio, injungimus eisdem in virtute prestiti juramenti quod intrent domum carceris, ibidem per x annos moraturi, ad penitentiam pro crimine heresis peragendam, retenta nobis et aliis inquisitoribus potestate augendi, diminuendi, mutandi et aliam penitentiam injungendi, cum nobis et aliis inquisitoribus videbitur expedire. Actum apud Tholosam, in claustro Sancti Saturnini, in presentia venerabilis Patris R., episcopi Tholosani, Guillelmi Athonis, archidiaconi Ville Longe, Arnaldi, prioris Sancti Saturnini, magistri Arnaldi Pelisso, Vitalis Aurioli, prioris Sancti Stephani, Raimundi Carrigerii, sacriste Sancti Stephani, et fratris Johannis de Cambalhols, notarii domini episcopi Tholosani, magistri Athonis Appamiarum, Willelmi Raimundi, Petri de Drudas, canonicorum, Poncii de Avinione, canonici, Fortis, capellani Sancti Saturnini, Raimundi, capellani Beate Marie Deaurate, B. de Ladinhac et Nepotis de Davinia,

1. Dans sa confession du 15 juillet suivant, Raymond Dupuy fils dit que, quatre ans auparavant, il avait vu les hérétiques dans la maison de son père avec son frère et sa mère (*Confessions*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 204 v°).

2. Quatre ans auparavant, Bernard Gleize étant malade dans la maison de son propre frère Arnaud, à Odars, on amena le ministre dualiste Jean « Sabbater » et ses compagnons. Mais Arnaud ne supporta point qu'il fût « hérétisé ». Leur mère et plusieurs membres de la famille pactisaient avec les hérétiques (*ibid.*, fol. 204 r°).

B. de Gaurs, P. Frezapa, P. Ariberti, scriptorum dictorum inquisitorum, B., prioris de Vauro, et Silvestri, capellani de Viridi Folio.

III. — 6 mai 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pons Bladier, Pierre d'Albigeois, Raymond Sabbatier, Pons Dominique, Raymond Maurin et Arnaude, sa femme, bourgeois de Toulouse, sont condamnés à la prison perpétuelle. Faculté est laissée à Raymond Sabbatier de rester auprès de son père, malade, pauvre et catholique, tant qu'il vivra, à la condition qu'il porte une mante noire avec une croix sur le vêtement.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° sexto, II nonas maii. Nos, fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones Poncii Bladerii, Petri de Albigesio et Raimundi Sabbaterii, in judicio factas, ipsos hereticos pluries scienter vidisse, pluries adorasse, eorum predicationem audivisse, et eos bonos homines credidisse, celasse veritatem contra proprium juramentum et relapsos [esse][1] in heresim abjuratam;

Constat etiam nobis quod Poncius Dominici[2] vidit

1. Ms. : *relapsus in heresim*.

2. Esclarmonde, sa femme, s'était compromise par certaines fréquentations suspectes (*Confessions*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 203 v°). — Pons Dominique avait été quelque temps enfermé au Château-Narbonnais, à Toulouse (« Dixit etiam quod audivit dici a Poncio Dominici, capto in Castro Narbonensi... »), ou peut-être y était-il présentement (confession d'Esclarmonde, femme de Pons Bret, *ibid.*, fol. 62 r°. Voy. sentence IV). Le Château-Narbonnais dut être mis à la disposition des inquisiteurs, qui, en effet, n'avaient pas de prison spéciale à cette date.

pluries hereticos in pluribus locis, credidit esse bonos homines, audivit predicationem eorum, adoravit eos, pluries receptavit eos in domum suam, dedit eis de suo, interfuit hereticationi, comedit cum hereticis et, postquam fecit confessionem suam aliis inquisitoribus et abjuravit heresim, recepit hereticos in domum suam a paucis annis citra;

Quia vero Raimundus Maurini et Arnalda, uxor ejus, viderunt scienter pluries plures hereticos, et in pluribus locis, crediderunt esse bonos homines, audierunt predicationem eorum, et adoraverunt eos, et receperunt eos in domum suam, et comederunt cum eis; et idem Raimundus duxit eos, et accepit pacem ab hereticis et negavit veritatem contra proprium juramentum; dicta vero Arnalda interfuit aparellamento hereticorum, receptavit hereticam que obiit in domo sua, interfuit sepulture ejus :

Ipsos cives Tholosanos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes legitime citatos die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam peni-

tentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Damus tamen licenciam Raimundo Sabbaterii quod maneat cum patre suo, qui valitudinarius est et catholicus et pauper, ut dicitur, quamdiu vixerit pater suus, et interim portet mantam nigram et crucem in omni veste cum duobus brachiis transversalibus, et provideat sicut poterit patri suo. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia W. Bernardi, abbatis d'Idrac, Ar. Aurioli, prioris Sancti Saturnini, Poncii de Albione, Petri de Drudas, canonicorum Sancti Saturnini, Petri, prioris de Caslus Caturcensis diocesis, W., capellani de Manso Sanctarum Puellarum, Ar. de Brassaco, capellani de Besceta, R. Berengarii, et Bernardi d'Escalquenx, capitulariorum, R. P. Ariberti, P. de Montbiza et Bernardi de Gau[r]s, scriptor[um] inquisitorum.

IV. — 13 mai 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Aldrige, sœur de Pierre Laurent, Bernard Duprat, Jeanne, femme de W. du Solier, et Willelme du Mas, de Toulouse, Étienne Garric, de Lavaur, Esclarmonde, veuve de Pons Bret, de Goudourvielle, Arnaud *de na Borgesa*, de Roqueserière, Étienne Faur, Pierre Faur, Arnaud Faur, Pierre Foulc, Jourdain Ugole, Pons Jourdain, Arnaud André, W. de Gouzens, de Saint-Martin-de-Lalande, Willem Sermenha, Pons Piquel, W. Sérignan, de Fanjeaux, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° sexto, III° idus maii. Nos, fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravi-

tatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Aldrige, sororis Petri Laurencii, Bernardi de Prato, Johanne, uxoris W. de Solario, Willelme de Manso, de Tholosa, Stephani Garric de Vauro, Esclarmunde, uxoris quondam Poncii Bret, de Godervilla, Arnaldi de na Borgesa de Roca Sereira, Stephani Fabri, Petri Fabri, Ar. Fabri, Petri Folc, Jordani Ugole, Poncii Jordani, Ar. Andree, W. de Gosenx, de Sancto Martino de Landa, Willelmi Sermenha, Poncii de Piquel et W. de Sirignano, de Fano Jovis, diocesis Tholose,

Quod predicta Aldriga, uxor quondam Bernardi R[i], cambiatoris, vidit pluries hereticos, adoravit pluries, credidit hereticos esse bonos homines, predicationem eorum audivit, comedit de pane benedicto ab hereticis, hereticationi interfuit et celavit veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Bernardus de Prato vidit pluries hereticos, adoravit eos pluries, credidit eorum erroribus, dedit et servivit hereticis, recepit eos in domum suam et, post abjuratam heresim, vidit nuncium cujusdam heretice et eidem nuces emit;

Predicta etiam Johanna, uxor W. de Solario, vidit pluries hereticos, adoravit eos pluries, credidit hereticos esse bonos homines, predicationem eorum audivit et eis servivit, et, post abjuratam h[er]esim vidit et adoravit hereticos, dedit eis de suo, predicationem eorum audivit et comedit cum eis;

Predicta etiam Willelma de Manso vidit pluries hereticos, adoravit eos pluries, credidit esse bonos homines, absolvit maritum suum hereticis et, post

abjuratam heresim, vidit hereticos et celavit eos;

Predictus etiam Stephanus Garric de Vauro vidit pluries hereticos et eos pluries adoravit, credidit hereticos esse bonos homines, mansit cum hereticis et suebat pelles eorum, voluit dare denarios questori hereticorum pro heretico capto redimendo[1], et celavit veritatem contra proprium juramentum;

Prenominata etiam Esclarmunda[2], uxor quondam Poncii Bret de Godervilla, vidit hereticos, adoravit, credidit eos esse bonos homines et credidit salvari in fide eorum, et, si descederet, nisi in manibus hereticorum, crederet dampnari, et comedit cum hereticis, et negavit veritatem aliis inquisitoribus, et postmodum[3] coram nobis contra proprium juramentum;

Predictus Arnaldus de na Borgesa de Roca Sereira vidit hereticos pluries et in pluribus locis, adoravit eos pluries, audivit predicationem eorum, comedit cum hereticis et de pane benedicto ab eis, interfuit hereticationibus, credidit salutem esse cum hereticis et erroribus hereticorum credidit, et veritatem celavit bis contra proprium juramentum;

Predictus etiam Stephanus Fabri[4] vidit pluries here-

1. Ms. : *redimento*.

2. Voy. ses confessions à la date du 1er et du 3 juillet 1245. Le 11 mars 1246, elle comparut et nia tout. Le 11 et le 12 mai, veille de sa condamnation, ses confessions furent remises sous ses yeux, et elle les reconnut pour vraies (*Confessions*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 62 r°, 62 v°).

3. Ms. : *postmotum*.

4. Voy. sa confession à la date du 29 juin 1245 (*ibid.*, fol. 31 r°). — Il avait été, avec d'autres, délégué auprès de l'abbé de Saint-Papoul pour obtenir la délivrance de prisonniers (cf. fol. 34 r°).

ticos et in pluribus locis, adoravit eos pluries, credidit esse bonos homines, audivit predicationem eorum, associavit hereticos et credidit herroribus eorumdem et, post abjuratam heresim, vidit hereticos, adoravit et credidit;

Predictus etiam Petrus Fabri[1] vidit pluries hereticos, credidit et adoravit a quinque annis citra post heresim abjuratam, et mentitus est aliis inquisitoribus;

Predictus etiam Ar. Fabri[2] vidit hereticos et eos adoravit a VI annis citra post heresim abjuratam;

Predictus etiam Petrus Folc[3] vidit pluries hereticos a paucis annis citra, adoravit, associavit, credidit hereticis et eorum erroribus et celavit veritatem aliis inquisitoribus contra proprium juramentum, et, post abjuratam heresim, vidit, celavit, credidit et adoravit hereticos;

Predictus etiam Jordanus Hugole[4] vidit pluries hereticos a paucis annis citra, adoravit, credidit, duxit et celavit veritatem aliis inquisitoribus contra proprium juramentum, et, post abjuratam heresim, vidit hereticos, celavit, credidit et adoravit;

Predictus etiam Poncius Jordani[5] vidit pluries hereticos a paucis annis citra, credidit et adoravit et

1. Pierre Faur recevait les ministres hérétiques dans sa maison de Saint-Martin-de-Lalande (*ibid.*, fol. 31 r°. Voy. sa confession, fol. 31 v°). En regard, à la marge du ms. : *In muro est.*

2. Voy. sa confession à la date du 29 juin 1245 (*ibid.*, fol. 31 v°).

3. Voy. sa confession à la date du 29 juin 1245 (*ibid.*, fol. 32 v°). A la marge du ms. : *In muro est.*

4. Voy. sa confession, même date (*ibid.*, fol. 33 r°). A la marge du ms. : *In muro est.*

5. Voy. sa confession à la date du 5 juillet 1245 (*ibid.*, fol. 37 v°). A la marge du ms. : *In muro est.*

manulevavit denarios ab hereticis et reddidit, et eorum predicationem audivit, et, postquam fecit confessionem suam aliis inquisitoribus et abjuravit heresim, vidit et adoravit hereticos;

Predictus etiam Ar. Andreas[1] vidit pluries hereticos et in pluribus locis a paucis annis citra, adoravit eos pluries, duxit eos pluries, predicationem eorum audivit pluries, et negavit veritatem aliis inquisitoribus contra proprium juramentum, et credidit hereticis et eorum erroribus, et, post abjuratam heresim, vidit et adoravit hereticos;

Predictus etiam W. de Guzenx[2] vidit pluries hereticos, adoravit, credidit hereticis et eorum erroribus, predicationem eorum audivit a paucis annis citra, stetit per quinquennium cum hereticis et post abjuratam heresim vidit, credidit et adoravit hereticos;

Predictus etiam W. Sermenha[3] vidit pluries hereticos a paucis annis citra, adoravit pluries, audivit predicationem eorum, credidit hereticos esse bonos homines;

1. Voy. sa confession à la date du 5 juillet 1245 (*ibid.*, fol. 38 v°). A la marge du ms. : *In muro est.*

2. Dans sa confession à la date du 20 décembre 1245, Raymonde, fille de Raymond Jougla, convertie, énonça plusieurs articulations contre W. de Gouzens, qui jouissait d'une fort mauvaise réputation (*ibid.*, fol. 40 v°). Voy. la confession d'Aimengarde, femme de W. de Gouzens, reçue le même jour (*ibid.*, fol. 41 r°). Voy. surtout sa propre confession (*ibid.*, fol. 30 B). A la marge du ms. : *In muro est.*

3. W. Sermenha s'était compromis depuis longtemps (*ibid.*, fol. 154 r°, 155 v°, 158 v°, 161 r°, etc.). Voy. sa confession, qui lui fut lue le 12 mai 1246, et qu'il reconnut pour vraie (*ibid.*, fol. 161 r°).

Predictus etiam Poncius de Piquel[1] vidit pluries hereticos, adoravit eos pluries et audivit predicationem eorum, pacem accepit ab eis, receptavit, credidit hereticos esse bonos homines, interfuit apparellamento et relapsus est in heresim abjuratam;

Predictus etiam W. de Sirignano[2] vidit pluries hereticos, adoravit eos, audivit predicationem eorum et credidit hereticos esse bonos homines, duxit hereticos, et interfuit hereticationi, et celavit veritatem aliis inquisitoribus contra proprium juramentum, et relapsus est in heresim abjuratam :

Ipsos nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint; et, quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes legitime citatos die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam, in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant

1. Voy. la confession de Pons de Piquel, qui, déjà auparavant, avait comparu devant l'inquisiteur Ferrier, à Limoux. Elle lui fut lue le 12 mai 1246 (*ibid.*, fol. 166 r°).

2. Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 167 r°). Quelques années auparavant, il avait comparu devant Willem Arnaud, l'inquisiteur qui fut tué à Avignonet en 1242.

injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia R., prepositi Sancti Stephani, magistri Ar. Pelisso, canonicorum Sancti Stephani, Ar. Aurioli, prioris Sancti Saturnini, P. de Drudas, W. Ramundi, canonicorum Sancti Saturnini, Amelii, capellani Sancti Stephani, R., capellani Deaurate, F., capellani Sancti Saturnini, R., capellani Beate Marie Dealbate, W. Ade, baiuli domini comitis Tholosani, Poncii Astre, Ramundi de Sancto Ceserto, R. Rainerii, W. Hugonis Pellicerii, Boni Mancipi Maurandi et Jordani de Villa Nova, capitulariorum Tholose, et multorum aliorum.

V. — 17 mai 1246. Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Étienne de Roais, Pierre Esquivat, dame Assaus, femme de Raymond de Castelnau, Raymonde, femme d'Arnaud Onde, de Toulouse, et Pierre de Creissac, de Montastruc, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° sexto, XVI kal. junii. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis, per confessiones in judicio factas Stephani de Roacxio, Petri Esquivat, domine Assaus, uxoris Ramundi de Castro Novo, et Ramunde, uxoris Arnaldi Unda, de Tholosa, et Petri de Creissac, de Monte Astrug,

Quod prenominatus Stephanus de Roaxio[1] vidit et

1. Étienne de Roais est souvent nommé dans les confessions (ms. 609 de la bibl. de Toulouse).

adoravit pluries hereticos, predicationem eorum audivit, hereticationibus interfuit, quesivit hereticos et adduxit ad hereticationem faciendam et veritatem celavit contra proprium juramentum;

Prenominatus autem Petrus Esquivat vidit pluries hereticos, associavit, recepit cartam a fratre W. Ar. et socio suo, olim inquisitoribus, in qua continebatur quod adoraverat hereticos, et, cum tenuisset cartam per quatuor vel quinque dies, recognovit coram dictis inquisitoribus illa que continebantur in dicta carta esse vera et pro illis supposuit se voluntati eorum ad recipiendam penitentiam perpetui carceris vel exilii, vel aliam quam sibi vellent injungere et ad hoc juramento pro posse obligavit, et, postquam abjuravit heresim, participavit sepius cum hereticis condempnatis comedendo, bibendo et eos associando;

Predicta etiam domina Assauts, uxor Ramundi de Castro Novo, vidit pluries hereticos et in pluribus locis, et pluries adoravit eos, et credidit esse bonos homines, et post abjuratam heresim vidit pluries hereticos et pluries adoravit eos et receptavit in domo sua, et audivit predicationem eorum pluries a paucis annis citra;

Predicta etiam Ramunda, uxor Ar. Unda, vidit pluries hereticos, adoravit, credidit et receptavit, hereticationi interfuit, predicationem audivit, dedit, recepit depositum ab hereticis, et comedit pluries cum hereticis et de pane benedicto ab eis et interfuit aparellamentis hereticorum in domo propria;

Predictus etiam P. de Creissac de Monte Astrug vidit pluries hereticos et in pluribus locis, adoravit eos pluries, celavit veritatem contra proprium jura-

mentum, misit hereticos ad quandam personam hereticandam, et fecit sacramentum de non revelanda heresi;

Ipsos, nunc usos saniori consilio, ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et manda[ta] sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes legitime citatos die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Aldofossi, abbatis Montis Albani, Ar., prioris Sancti Saturnini, W. Ramundi, P. de Drudas, Ar. Begonis, prioris de Glisolis, Simonis, prioris de Blanhiaco, canonicorum Sancti Saturnini, F., çapellani Sancti Saturnini, Amelii, canonici Sancti Stephani, R., capellani Beate Marie Deaurate, Ber., capellani de Ladinhaco, Silvestri, capellani de Viridi Folio, Nepotis de Davinia, clerici, Hugonis de Roaxio, Grifi de Roaxio, W. Hugonis Pellicerii, Ramundi Berengarii, Ramundi Rainerii et R. de Sancto Sezerto, capitulariorum Tholose, et mul-

torum aliorum de clero et populo Tholosano in generali sermone.

VI. — 20 mai 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Arnaud Étienne, seigneur de Tarabel, et Willelme de Viviers sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M°CC°XL°VI°, XIII kal. junii. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Arnaldi Stephani, domini de Taravello[1], et Willelme de Vivariis, diocesis Tholosane,

Quod prenominatus Arnaldus Stephani, dominus de Taravello, vidit pluries hereticos et in pluribus locis, adoravit eos pluries, audivit predicationem eorum, pacem accepit ab eis, donavit et recepit ab eis, et duxit pluries hereticos et tenuit depositum eorum, comedit cum hereticis et de pane benedicto ab eis, hereticationibus interfuit, credidit hereticis et eorum erroribus, et relapsus est in heresim abjuratam;

Constat etiam nobis quod Willelma de Vivariis fuit heretica induta per tres annos et, post reconciliationem suam, vidit hereticos et adoravit eos pluries in domo sua;

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Eccle-

1. Longue, dame de Tarabel, la mère peut-être d'Arnaud Étienne, s'était, vers 1229, montrée favorable aux hérétiques, qu'elle soutenait, et auxquels elle envoyait des provisions (*Confessions*, bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 203 r°, 205 r°). Quant à Arnaud Étienne, il est plusieurs fois nommé dans les *Confessions*, par exemple fol. 202 r°.

sie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes legitime citatos die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum [Tholose], in claustro Sancti Saturnini, in presentia B. de Combret, prepositi Sancte Cecilie Albiensis, Ar., prioris Sancti Saturnini, W. Raimundi, P. de Drudas, canonicorum Sancti Saturnini, B., prioris de Vauro, Silvestri, capellani de Viridi Folio, F., capellani Sancti Saturnini, Amelii, capellani Sancti Stephani, B., capellani de Ladinhaco, W. Hugonis Pellicerii, R. Rainerii, capitulariorum Tholose, et multorum aliorum de clero et populo Tholosano in generali sermone.

VII. — 28 mai 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Estolt de Roqueville, Trois-Émines, de Montgiscard, Bernard de Roqueville, des Cassés, Pons Saquit, de Lanta, Pierre Babau, W. Maurin, P. Bernard et Bernard Fournier, des Barelles, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi.

Amen. Anno Domini M°CC°XL°VI°, v kal. junii. Nos, fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Estolti de Rocovilla[1] et domini Tres Eminas de Monte Guiscardo, Bernardi de Rocovilla de Cassio, Poncii Saquit[2] de Lantario, Petri Babau, W. Maurini, P. Bernardi et Bernardi Furnerii, de Berrelis diocesis Tholose,

Quod prenominatus Estoltus de Rocovilla vidit et adoravit pluries hereticos, dedit eis, recepit ab eis munera, duxit et recepit eos in domum suam, hereticationibus interfuit, credidit hereticis et eorum erroribus, et post confessionem factam aliis inquisitoribus et abjuratam heresim vidit hereticos et locutus est cum eis et non cepit eos sicut juraverat;

Prenominatus etiam Tres Eminas[3] vidit et adoravit

1. Les Roqueville, famille considérable, se déclarèrent en général pour l'hérésie. Estolt ou Estort de Roqueville recevait ouvertement les ministres hérétiques dans sa propre maison au Mas-Saintes-Puelles, à Montgiscard et à Toulouse. Son nom revient très souvent dans les confessions ou dépositions de l'époque (bibl. de la ville de Toulouse, ms. 609, fol. 16 v°, 17 r°, 43 r°, 64 v°, 67 v°, 124 r°, 124 v°, 200 v° ; Doat, XXIII, fol. 223, XXIV, fol. 99 v°). Les inquisiteurs reçurent sa confession le 20 juin 1245 (ms. 609, fol. 64 v°). Le 25 mai 1246, ils la remirent sous ses yeux (*ibid.*, fol. 64 v°).

2. Ms. : *Saqt.* Plus bas *Saquit.*

3. Pierre Willem de Roqueville, surnommé Trois-Émines, *Petrus Wmi de Rocovilla, miles, qui vocatur Tres eminas*, frère du précédent. Il s'était battu contre les armées de Simon de Montfort. Voy. sa confession, avec additions, du 1er et du 9 mars 1246 (*ibid.*, fol. 66 v°, 67 r°).

hereticos pluries, credidit esse bonos homines, comedit cum eis, pacem ab eis accepit, hereticationi interfuit, veritatem negavit coram nobis contra proprium juramentum, et post abjuratam heresim vidit scienter hereticum condempnatum et comedit cum eo;

Prenominatus etiam Bernardus de Rocovilla[1] vidit et adoravit pluries hereticos, duxit et associavit eos, dedit eis et recepit ab eis munera, comedit cum eis, predicationem eorum audivit, credidit esse bonos homines, recepit eos in domum suam et negavit tempore gratie inquisitoribus veritatem;

Prenominatus etiam Poncius Saquit[2] vidit et adoravit pluries hereticos, duxit et receptavit eos pluries, apparellamentis et hereticationibus interfuit, credidit hereticis et eorum erroribus, et fuit nutritus cum eis; et postquam abjuravit heresim aliis inquisitoribus, vidit duas hereticas in domo sua, celavit eas a paucis annis citra et non cepit eas, sicut tenebatur proprio juramento;

Prenominatus etiam P. Babau[3] vidit et adoravit hereticos, audivit predicationem eorum, fecit condic-

1. Bernard de Roqueville, seigneur des Cassés, avait, pendant près de quarante ans, tout fait pour se compromettre. Voy. sa confession du 25 mai 1246 (*ibid.*, fol. 228 r°. Cf. sentence XIV).

2. Les Saquit ou Saquet, de Lanta, Arnaud, G. et Pons, frères, surtout, en grande amitié avec les Roqueville, les Resengues, les Roais, les Unaud et Raymond Adémard de Lanta, soutiens avérés de l'hérésie, lui avaient donné tous les gages possibles (*ibid.*, fol. 200 v°, 201 r°, 202 r°, 202 v°, 210 v°).

3. Voy. ses diverses confessions (*ibid.*, fol. 48 r°, 185 r°). Plusieurs témoins avaient déposé contre lui (*ibid.*, fol. 48 v°, 49 r°, 49 v°).

tum de non revelando heresim, negavit scienter coram nobis veritatem et eandem celavit aliis inquisitoribus contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam W. Maurini[1] vidit et adoravit hereticos, negavit veritatem coram nobis et eandem celavit aliis inquisitoribus contra proprium juramentum;

Prenominati etiam P. Bernardi et B. Furnerii[2] viderunt et adoraverunt hereticos, fecerunt condictum de non revelando heresim, negaverunt scienter coram nobis veritatem et eanden celaverunt aliis inquisitoribus contra proprium juramentum;

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint; et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes legitime citatos die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et

1. Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 184 v°).

2. P. Bernard et B. Fournier s'étaient entendus pour ne rien révéler (*ibid.*, fol. 185 r°). Voy. les confessions de P. Bernard (*ibid.*, fol. 48 r°, 185 v°), et de B. Fournier (*ibid.*, fol. 49 v°, 185 v°, 186 r°). Bien des témoins avaient déposé contre eux (*ibid.*, fol. 48 r°-49 v°, 185 r°-186 r°).

heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes legitime citatos die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia A., prioris Sancti Saturnini, P. de Drudas, Ar. Begonis, Poncii, camerarii, canonicorum Sancti Saturnini, B., capellani de Ladinhaco, F., capellani de Rupe, R., capellani Dealbate, F., capellani Sancti Saturnini, R., capellani Deaurate, B., prioris de Vauro, R., capellani de Fano Jovis, Bertrandi de Villa Nova, W. Hugonis, R. Rainerii, capitulariorum Tholose, et multorum aliorum de clero, etc.

IX. — 10 juin 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Jeanne, femme d'Alaman de Roais, W. d'Aurin et Riche, sa femme, de Toulouse, Ségur, femme d'Azémar d'Albiac, de Saussens, Algaia, veuve de François de Loubens, Arnaud du Rival, P. Grand, P. Audibert, Jacques Calvet, d'Odars, Étienne Faur et W. Grimaud, du Falga, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi.

Amen. Anno Domini M° CC° XL° VI°, IIII° idus junii. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Johanne, uxoris Alamanni de Roaxio, W. de Auri et Riche, uxoris ejus, de Tholosa, Secure, uxoris Azemarii de Albiaco, de Sancto Paulo de Bretas, Algaie, uxoris quondam Francissi de Lobenx, Ar. de Rivali, Petri Grandis, P. Audeberti, Jacobi Calveti, de Odarcio, Stephani Fabri et W. Grimaudi, de Felgario, dyocesis Tholose,

Quod prenominata Johanna, uxor Alamanni de Roaxio[1], vidit et adoravit pluries hereticos, predicationem eorum audivit, pluries paravit comestionem hereticis, comedit cum eis et de pane benedicto ab eis, induxit maritum suum ad diligendum hereticos et dedit ei munera ut diligeret et receptaret hereticos, pacem accepit ab hereticabus, apparelhamentis hereticorum interfuit, receptavit eos in domum suam, credidit esse bonos homines et victualia misit eis, negavit veritatem contra proprium juramentum et post abjuratam heresim vidit hereticos condempnatos ;

Prenominati etiam W. de Auri et Rica, uxor ejus, post confessionem factam aliis inquisitoribus et abjuratam heresim, viderunt et adoraverunt pluries hereticos et predicationem eorum audierunt et crediderunt hereticos esse bonos homines;

1. Le fameux Alaman de Roais, qui brava toutes les condamnations, est dit, à la date de cette sentence, avoir pour épouse Lombarde (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 200 v°, 203 r°, 213 v°). Jeanne serait-elle la femme d'Alaman de Roais le jeune ?

Prenominata etiam Secura, uxor Azemarii de Albiaco, vidit et adoravit pluries hereticos, predicationem eorum audivit, pluries comedit cum eis, credidit eos esse bonos homines, recepit hereticas in domum suam, et, postquam fuit citata pro heresi ab aliis inquisitoribus, vidit, credidit, adoravit hereticos;

Prenominata etiam Algaia, uxor quondam Francissi de Lobenx, fuit heretica induta per plures annos et tenuit sectam hereticorum quousque fuit capta;

Prenominati etiam Arn. de Rivali[1], P. Grandis[2], P. Audeberti et Jacobus Calveti[3], de Odarcio, viderunt pluries hereticos et in pluribus locis, adoraverunt eos pluries, duxerunt et associaverunt eos et crediderunt hereticis et eorum erroribus a paucis annis citra;

Prenominati etiam Stephanus Faure et W. Grimaudi, de Felgario, viderunt et adoraverunt pluries hereticos, crediderunt hereticis et eorum erroribus a paucis annis citra, et negaverunt veritatem aliis inquisitoribus contra proprium juramentum :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam

1. Plusieurs fois nommé dans les confessions des habitants d'Odars et présenté comme affilié à l'hérésie (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 203 v°-205 r°).

2. Voy. sa confession (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 203 v°).

3. Même observation que pour Arnaud du Rival, note 1.

Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos itatos coram nobis comparentes die sibi ad recipienlam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam conlignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi olumus [et precipimus] ibidem perpetuo comorari; t quod istam penitentiam compleant, injungimus eis n virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penientiam facere noluerint, ipsos vinculo excommunicaionis innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti aturnini, in presentia Ar., prioris Sancti Saturnini, V. R[1], P. de Drudas, canonicorum Sancti Saturnini, '., capellani ejusdem loci, R., capellani Deaurate, B., apellani de Ladinhaco, R., capellani de Fano Jhovis, V., capellani de Sancto Germerio, Bertrandi de Villa lova, R. Berengarii, R. Rainerii, et multorum aliorum le clero et populo Tholosano in generali sermone, et nei P. Ariberti, qui hec scripsi.

.. — 24 juin 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Ar. d'en Joan le Jeune, Jacques d'en Joan, son frère, de Toulouse, et Sebelia, de Saune, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. men. Anno Domini M° CC° XL° VI°, VIII° kal. julii. Nos, ratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes e Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in ivitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica eputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio ictas Ar. d'en Joan junioris et Jacobi d'en Joan, fratris jus, de Tholosa, Sebelie de Saona diocesis Tholosane,

Quod prenominatus Ar. d'en Joan vidit et adoravit hereticos, dedit eis de suo et comedit cum eis a paucis annis citra;

Prenominatus etiam Jacobus d'en Joan vidit et adoravit hereticos pluries et in pluribus locis, et comedit cum eis a paucis annis citra;

Prenominata etiam Sibilia, uxor quondam Ar. W[i] de Sauna, postquam abjuravit heresim et juravit persequi hereticos, vidit et adoravit hereticos et comedit cum eis :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo [excommunicationis] quo tenebantur astricti ratione predicti criminis, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint; et, quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam compleant penitentiam, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum in claustro Sancti Saturnini, Tholose; testes, Ar., prior ejusdem loci, Fortis, capellanus ejusdem loci, R., capellanus Beate Marie Deaurate, Amelius, capellanus Sancti Stephani, R., capellanus Sancti Juliani, B., prior de

Vauro, Nepos de Davinia clericus, P. Ariberti et P. Frezapa, publici notarii.

XI. — 24 juin 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Jeanne, veuve de B. de Latour, de Toulouse, religieuse du monastère de Lespinasse, est enfermée dans une chambre séparée; la prieure pourvoira à son entretien.

Item, anno et die predictis. Quia Joanna, uxor quondam B. de Turre de Tholosa[1], monialis nunc de Laspinassa[2], vidit et adoravit pluries hereticos et in pluribus locis predicationem eorum audivit, pluries recepit eos, dedit eis de suo, credidit esse bonos homines, dedit elemosinas Valdensibus et negavit veritatem contra proprium juramentum, includatur infra scepta monasterii de Lespinassa in aliqua camerula separata, ne alii ad ipsam nec ipsa ad alios accedat; set ibidem exterius sibi necessaria ministrentur; et mandamus priorisse de Lespinassa quod sibi juxta predictum modum faciat provideri. Testes predicti.

XII. — 8 juillet 1246, Toulouse, dans la maison commune. — Sentence par laquelle Gaubert, de Puylaurens, chevalier, Ermessende, femme de Bernard Mir Arezat, de Saint-Martin-de-Lalande, B.-R. Arquier, de Montauban, et W. Donadieu, de Mazerac, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi.

1. Un B. de Latour figure comme témoin dans plusieurs actes (Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, II, 408, 466, 548; *Hist. gén. de Languedoc*, VIII, 502). Un Bernard de Latour était consul de Toulouse en 1204 (*ibid.*, 506) et en 1205 (*ibid.*, 516, 527).

2. Monastère de l'ordre de Fontevrault, au diocèse de Toulouse.

Amen. Anno quo supra, VIII idus julii. Nos, fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in Tholosana et Caturcensi civitate[1] et diocesi auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Gausberti de Podio Laurencii, militis, et Ermersendis, uxoris Bernardi Mir Arezat, de Sancto Martino de Lalanda, diocesis Tholose, B. R[i] Arquerii de Monte Albano, et W. Donadeu vel Nebias de Mazerac, diocesis Caturcensis,

Quod prenominatus W. de Podio Laurencii vidit et adoravit pluries hereticos et eorum predicationes audivit pluries, comedit et bibit cum eis multociens, associavit eos, recepit ab eis munera, credidit hereticos esse bonos homines et [non] dixit tempore gratie coram aliis inquisitoribus plenariam veritatem;

Prenominata etiam Ermersendis, uxor Bernardi Mir Arrezad[2], militis, vidit et adoravit multociens hereticos, predicationes eorum audivit multociens, credidit hereticis et eorum erroribus, hereticacioni interfuit et negavit coram aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Bernardus R[i] Arquerii de Monte Albano vidit et adoravit multociens hereticos, et eorum predicationes audivit multociens, recepit hereticos in domum suam, fecit eis cabanam et porta-

1. Ms. : *civitatum*.

2. Appelé aussi *en Arrezat* (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, 31 v°, 33 r°, 33 v°, 34 r°). Voy. la confession d'Ermessende (*ibid.*, fol. 35 v°). Elle était la nièce de Roger de Latour, hérétique qualifié (*ibid.*, fol. 140 v°). Voy. la confession de Bernard Mir, *qui vocatur Arezads* (*ibid.*, fol. 30 r°).

vit eis pluries ad comedendum, duxit et associavit hereticos, et post abjuratam heresim vidit hereticos, et liberavit eos, et credidit hereticis et eorum erroribus;

Prenominatus etiam W. Donadeu vel Nebias de Mazerac[1] vidit et adoravit multociens hereticos, credidit eos esse bonos homines, predicationes eorum audivit, comedit cum eis multociens, duxit et associavit hereticos usque in Lumbardiam :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo tenebantur astricti ratione predicti criminis, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod illam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in domo communi, in presentia Ar., prioris Sancti Saturnini, F., capellani ejusdem loci, Amelii, capellani Sancti Stephani, R., capellani Deaurate, Silvestri,

1. Voy. sa confession à la date du 3 mars 1245 (Doat, XXIII, fol. 209).

capellani de Viridi Folio, Ar., capellani de Podio Laurencii, A., capellani dels Casers, Nepotis, clerici, R. Rainerii et Stephani Magistri, capitulariorum, et multorum aliorum, etc.

XIII. — 15 juillet 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Bernard Alzeu, W. de Saint-Nazaire, Ermengard, femme de W. de Gouzens, de Saint-Martin-de-Lalande, Raymond Sicard, de Cambiac, Raymond Saumatier, de Laurac, et Bernarde, femme de Bomacip Maurand, de Toulouse, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini quo supra, idibus julii. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Bernardi Alzeu, filii quondam Ber. Alzeu, W. de Sancto Nazario, Ermengardis, uxoris W. de Gozenx, de Sancto Martino de Lalanda, R[i] Cicardi vel Vassaro de Cambiaco, R[i] Saumaterii de Lauraco, diocesis Tholose, et Bernarde, uxoris Boni Mancipii Maurandi, de Tholosa,

Quod prenominatus Bernardus Alzeu[1] vidit et adoravit multociens hereticos, et audivit predicationem eorum, comedit cum eis et de pane benedicto ab eis, duxit et receptavit eos, credidit eos esse bonos homines, negavit veritatem coram aliis inquisitoribus et relapsus est in heresim abjuratam;

1. Plusieurs témoins, de Saint-Martin-de-Lalande, avaient fait peser des charges sur lui (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms 609, fol. 31 r°, 31 v°, 32 r°, 33 r°, 34 v°, 39 v°).

Prenominatus etiam W. de Sancto Nazario[1] audivit et adoravit multociens hereticos et predicationem eorum audivit, receptavit eos et comedit cum eis, credidit eos esse bonos homines, negavit veritatem coram aliis inquisitoribus et relapsus est in heresim abjuratam;

Prenominata etiam Ermengardis[2], uxor W. de Gozenx, vidit et adoravit multociens hereticos et predicationem eorum audivit, recepit eos in domum suam, comedit cum eis et dedit eis de suo, credidit hereticis et eorum erroribus et relapsus (*sic*) est in heresim abjuratam;

Prenominatus etiam R. Cicardi vel Vasaro[3] vidit et adoravit hereticos, credidit eos esse bonos homines, et negavit coram nobis et aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam R^{us} Saumater[4] vidit et adoravit multociens hereticos, comedit cum eis pluries, servivit et ministravit eis, duxit eos et credidit eos esse bonos homines et relapsus est in heresim abjuratam;

Prenominata etiam Bernarda, uxor Boni Mancipii Maurandi, vidit et adoravit multociens hereticos, et audivit multociens predicationem eorum, comedit cum eis, dedit eis de suo, receptavit eos,

1. L'enquête avait révélé bien des méfaits à sa charge (*ibid.*, fol. 31 r°, 31 v°, 32 v°, 33 v°, 35 r°, 38 r°, 38 v°).

2. Elle avait été accusée dans plusieurs dépositions (*ibid.*, fol. 40 v°, 41 r°). Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 41 r°).

3. Voy. la confession de Raymond Sicard (*ibid.*, fol. 239 r°).

4. Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 72 v°). A la marge du ms. : Relapsus

credidit hereticos esse bonos homines, et non dixit tempore gratie coram aliis inquisitoribus plenariam veritatem :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris ejusdem loci, Amelii, capellani Sancti Stephani, Fortis, capellani Sancti Saturnini, R., capellani Dealbate, Silvestri, capellani de Viridi Folio, Nepotis de Davin[i]a clerici, Boni Mancipii Maurandi[1], Poncii Magistri, Bertrandi d'Esqualquenx, capitulariorum Tholose, et multorum aliorum de clero, etc.

1. Le même sans doute que le Bomacip Maurand, qui est partie dans un acte de 1243 (Teulet, *Layettes*, II, 507).

XIV. — 27 juillet 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence portant condamnation pour hérésie et prononçant la confiscation des biens contre Bernard de Roqueville, seigneur des Cassés, W. Marchant et Cortèse, sa sœur, de Toulouse.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° sexto, XI kal. augusti. Nos, fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Cum constet nobis per confessiones proprias in judicio factas Bernardi de Rocovilla[1], militis, domini dels Cassers, Tholosane diocesis, W. Mercatoris et Cortesie, sororis ejus, civium Tholose,

Quod prenominatus Bernardus de Roco villa viderit et adoraverit pluries hereticos, duxerit et associaverit eos, dederit eis et receperit ab eis munera, comederit cum eis, predicationem eorum audiverit, credidit eos esse bonos homines, recepit eos in domum suam et negavit tempore gratie aliis inquisitoribus veritatem et noluerit facere injunctam sibi a nobis penitentiam pro predictis;

Et quod prenominatus W. Mercator viderit et adoraverit multociens hereticos, comederit cum eis et eisdem servierit, duxerit hereticos ad hereticandam quandam personam, et hereticationi interfu[er]it et relapsus sit in he[re]sim abjuratam;

Et quod prenominata Cortesia, soror W. Mercatoris, viderit et adoraverit multociens hereticos, receptaverit eos, crediderit eos esse bonos homines, dederit eis de

1. Voy. plus haut; sentence VII.

suo et relapsa sit in he[re]sim abjuratam; et propter hoc ad agendam penitentiam obligati juramento prestito corporali non velint ad arbitrium Ecclesie facere penitentiam pro crimine memorato, die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata et aliis rite actis, communicato [multorum prelatorum et aliorum] bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos, set per contumaciam absentes, per diffinitivam sententiam tanquam hereticos condempnamus et bona ipsorum decernimus occupanda, excommunicantes eos et omnes qui deinceps scienter eis dederint consilium, auxilium vel favorem. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ste., archipresbyteri Lauriacensis, W. de Concoutz, capellani Caturci, P., prioris de Narbone Predicatoribus[1], Ar., prioris Sancti Saturnini, F., capellani ejusdem loci, R[i], capellani Deaurate, Amelii, capellani Sancti Stephani et multorum aliorum de clero, etc.

XV. — 22 juillet 1246, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pierre Benoît, Raymond Alboara, Pierre-Raymond de Ravat, de Laurac, et Pons Pagès, de Roumens, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, XI. kal. augusti. Nos, fratres ordines Predicatorum B. de Caucio et Johannes de

1. « Petrus de Caussa Mira Arelatensis dictus Fortis Roboam et predicator bonus. » (Bernard Gui, *Fundacio et priores conventus Narbonensis*, dans mon opuscule : *l'Albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au XIII[e] siècle*, 114 p. Paris, Picard, 1894, in-8°.)

Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Petri Benedicti, R^{i} Alboarra, Petri R^{i} de Ravato, de Lauraco, et Poncii de la Paiesa de Romenx, Tholosane dyocesis,

Quod prenominatus Petrus Benedicti[1], postquam abjuravit heresim, vidit et adoravit multociens hereticos et audivit predicationem eorum, comedit cum eis et de pane benedicto ab eis, dedit eis de suo, accepit pacem ab eis, credidit eos esse bonos homines, et negavit coram aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam R^{us} Alboara[2], filius Petri Alboarra, vidit et adoravit multociens hereticos, audivit predicationem eorum, pacem ab eis accepit, hereticationi interfuit, et credidit hereticos esse bonos homines a paucis annis citra;

Prenominatus etiam P. R^{i} de Ravato[3] vidit multociens hereticos, adoravit eos, audivit predicationem eorum multociens, credidit eos esse bonos homines et negavit veritatem, et post abjuratam heresim vidit pluries hereticos et in pluribus locis;

Prenominatus etiam Poncius de la Pagesa[4], postquam abjuravit heresim, vidit et adoravit hereticos, portavit eis panem et vinum, credidit hereticos esse bonos homines et negavit coram nobis et aliis inqui-

1. Voy. sa confession (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 192 v°).
2. Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 194 r°). Voy. aussi la confession de son père (*ibid.*, fol. 75 r°) et de sa tante (*ibid.*).
3. Les Ravat étaient fort compromis (*ibid.*, fol. 72 r°).
4. Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 220 r°).

sitoribus veritatem contra proprium juramentum :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si vero ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes legitime citatos die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam penitentiam condignam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia testium predictorum.

XVI. — 26 août 1244, Cahors, dans l'église Saint-Étienne. — Sentence par laquelle Aymeric Bressols, de Castelsarrasin, est condamné à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° IIII°, VII° kal. septembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in Agennensi et Caturcensi dyocesi, de Villamuro et de Villalonga archidiaconatibus dyecesis Tholosane auctoritate apostolica deputati. Quia constat

nobis per confessionem Aimerici de Bressols de Castro Sarracenico[1], diocesis Tholose, in judicio factam, ipsum hereticos adorasse, predicationem eorum audivisse et eorum erroribus credidisse, que omnia juratus et requisitus sepius negaverat coram nobis, et postmodum metu probationis predicta omnia recognovit esse vera, coram nobis in judicio constitutus; nunc vero usum saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserit, de corde [bono] et fide non ficta redire volentem, ipsum, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebatur astrictus[2], si tamen ad ecclesiasticam unitatem de bono corde redierit et mandata sibi injuncta servaverit. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere peccaverit, ipsum legitime citatum die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem[3] perpetuo commorari; et quia juravit stare mandatis nostris super premissis, quod istam penitentiam compleat injungimus ei in virtute prestiti juramenti. Si vero ipsam penitentiam facere noluerit, ipsum excommunicationis vinculo innodamus et omnes ipsum recipientes et dantes sibi consilium, auxilium vel favorem. Actum Caturci, in ecclesia Sancti Stephani, presenti-

1. Voy. Doat, XXII, fol. 10, 38, où se trouvent des accusations formulées contre lui.

2. Ms. : *tenebantur astricti.*

3. Ms. : *eundem.*

bus G. de Gordo, priore, Fortanerio, archidiacono de Cornes, Hectore, sacrista, R. Arcambal, Bencher Joan, B. Fabre, B. de Lucs, consulibus[1], W. Austorg, baiulo, W. de Sart, Bertrando de Lart, burgensibus Caturci, W. de Concoutz, R., priore de Castro Sarracenico, Ber. de Ladinhac, et pluribus aliis[2].

XVII. — 11 août 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pons de Latour le Jeune et Sicard de Beaufort, de Laurac, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° VII°, III° idus augusti. Nos, fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Poncii de Turre juvenis, filii quondam Rogerii de Turre, et Sicardi de Bello Forti vel de Insula, de Lauraco, Tholosane diocesis,

Quod prenominatus Poncius[3] vidit et adoravit multociens hereticos, predicationem eorum audivit, comedit cum eis, credidit eos esse bonos homines, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Cicardus[4] vidit et adoravit mul-

1. Ms. : *consulimus*.

2. Ms. : *plures alii*.

3. Voy. sa confession, le 12 juillet 1245 (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 71 v°.

4. Seigneur de Montmaur. Il avait caché chez lui R. Barte, son parent, qui, ayant été arrêté par l'évêque de Lectoure, s'était échappé *ibid.*, fol. 131 v°. Voy. contre R. Barte, fol. 73 r°, 75 r°. Il avait pendu deux sergents de l'archiprêtre du Laura-

tociens hereticos, predicationem eorum audivit, dedit eis de suo, comedit de pane ab eis benedicto, receptavit eos, credidit eos esse bonos homines et relapsus est in heresim abjuratam :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis assignata peremptorie, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum apud Tholosam, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris, R. de Vernaus, P. de Drudas, canonicorum, W., capellani de Manso, magistri P., archipresbyteri de Caramanno, archipresbyteri de Monte Astrug[1], R., capellani Beate

quais parce qu'ils avaient arrêté sa mère avec six femmes hérétiques (*ibid.*, fol. 75 v°. Cf. fol. 76 r°). Voy. la confession de Sicard de Beaufort (*ibid.*, fol. 73 r°).

1. Nom de l'archiprêtre de Montastruc omis.

Marie Deaurate, F., capellani Sancti Saturnini, P. Ariberti, et multorum aliorum.

XVIII. — 18 août 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Raymonde, veuve de R.-Jean, Marie, veuve de Hugues, W. Atho, Bertrand de Latour, Bérengère, veuve d'Assalit de Monts, Lombarde, veuve de Raymond Aymeric de Causses, de Toulouse, Pons Barrau, du Mas-Saintes-Puelles, et Ermengarde, femme de Pons de Latour, de Laurac, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° septimo, xv kal. septembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Raimunde, uxoris quondam R[i] Johannis, Marie, uxoris quondam Hugonis, W. Athonis, Bertrandi de Turre, Berengarie, uxoris quondam Assalliti de Montibus, Lombarde, uxoris quondam R[i] Aimerici de Cossas, de Tholosa, Poncii Barravi, de Manso Sanctarum Puellarum, et Ermengardis, uxoris Poncii de Turre, de Lauraco, Tholosane diocesis,

Quod prenominata Raimunda vidit pluries hereticos et adoravit eos, credidit eos esse bonos homines et celavit veritatem aliis inquisitoribus contra proprium juramentum;

Prenominata etiam Berengaria vidit et adoravit pluries hereticos, predicationem eorum audivit, receptavit eos, hereticacioni interfuit, persolvit legatum cujusdam perfecte hereticate hereticis, credidit hereticos esse bonos homines et celavit aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum;

Prenominata etiam Lombarda de Cossas vidit et adoravit hereticos, hereticationi cujusdam persone interfuit, et non venit tempore gratie coram aliis inquisitoribus;

Prenominata etiam Maria vidit et adoravit multociens hereticos, predicationem eorum audivit multociens, receptavit eos, comedit cum eis, dedit eis de suo, accepit pacem ab eis, credidit eos esse bonos homines, aparellamentis hereticorum interfuit, fecit questum ad emendum pannum cum quo sepeliretur quidam hereticus mortuus, et non venit tempore gratie coram aliis inquisitoribus;

Prenominatus etiam Bertrandus de Turre vidit et adoravit multociens hereticos, audivit predicationem eorum, associavit eos, hereticationi interfuit, credidit hereticos esse bonos homines, celavit aliis inquisitoribus veritatem et non venit tempore gratie coram eis;

Prenominatus etiam Poncius Barravi[1] vidit et ado-

1. Les habitants du Mas-Saintes-Puelles qui firent leur confession ou déposition devant les inquisiteurs chargèrent beaucoup cet hérétique de marque (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 1 r°, 7 r°, 8 r°, 15 r°, 18 r°, 22 v°). Voy. sa déposition, fol. 25 r°. En regard, à la marge du ms. : « Suspectus est, et citior quam aliquis de Manso. » Par ses lettres du 24 décembre 1248 (anno sexto), Innocent IV le fit rendre à la liberté, lui et quelques autres, par son pénitencier : « Venerando in Christo Patri Dei gratia episcopo Tholosano, frater Algisius, domini Pape penitentiarius et capellanus, salutem in Domino. Noveritis nos Domini Pape recepisse litteras in hac forma : INNOCENTIUS Episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio fratri Algisio, penitentiario et capellano nostro, salutem et apostolicam benedictionem. Cum sicut quibusdam ecclesiarum prelatis et aliis fide dignis accepimus intimantibus, Petrus de Sancto Michaele et Michaela filia sua,

ravit hereticos, credidit hereticos esse bonos homines, et negavit coram nobis et aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum;

Prenominata etiam Ermengardis, uxor Poncii de

Bernardus Hugonis et Vesiada, uxor sua, Gaubertus de Podio Laurentio, Pontius Barravi et Arnaldus de Miglos Tholosane diocesis, sponte confessi hereticam pravitatem, ab inquisitoribus pravitatis hujusmodi in illis partibus a Sede Apostolica deputatis fuerint immurati, et aliqui eorum jam sexagenarii asperitatem carceris per quator annos et amplius, quidam non (*corr.* : vero) per annum et dimidium, sustinuerint patienter, nos, eorumdem prelatorum et aliorum supplicationibus inclinati, presentium tibi auctoritate committimus prefatos P. et alios ab hujusmodi liberari carcere facias, ac eis per te vel per alios injungas, sicut animarum suarum saluti expedire videris, penitentiam salutarem, ita quod penam sustinere carceris, vel deferre crucem seu ultra mare proficisci, ex hujusmodi penitentia minime teneantur, inquisitione, si qua contra ipsos auctoritate nostra est habita, non obstante. Datum Lugduni, IX kls. januarii pontificatus [nostri] anno sexto. — Attendentes igitur angustias et langores que patiuntur, et [quod] mundo corde diu sub immurationis duritia sustinendo famam preteriti temporis quorumdam obtractione perditam redemerint, cum super fide et credulitate recta per multos fide dignos laudabilibus testimoniis commendentur, et apud nos Terre Sancte subveniri fecerint competenter, prout in aliis litteris, quas vobis per eosdem mittimus videbitis contineri, ut mandatum apostolicum juxta debitum exequamur, Paternitati vestre auctoritate domini Pape qua fungimur in hac parte, committimus quatenus predictos viros et mulieres a carcere ubi de mandato inquisitorum ipsorum inclusi detinentur facientes educi et eductos proprie libertati donari, eis injungatis que ipsorum saluti et fidei firmitati videbitis expedire, ita tamen quod pena carceris, delatione crucis, transfretandi coactione, bonorum publicatione seu alia pena notabili contra eos nullatenus procedatis, inquisitione vel processu aliquibus nonobstantibus apostolica vel etiam ordinaria habitis contra eos.

Turre, vidit et adoravit multociens hereticos, audivit predicationem eorum et credidit hereticos esse bonos homines, postquam alii inquisitores venerunt apud Lauracum pro inquisitione contra hereticos facienda :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in vir-

Datum Lugduni, v. kls. januarii pontificatus domini Innocentii Pape quarti anno sexto » (Doat, XXXI, fol. 152 v°). — Pierre de Saint-Michel, Michaële, Bernard Hugues et Vesiade avaient été condamnés à la prison perpétuelle par les inquisiteurs Ferrier et Durand, Castres, 16 août 1244 (Doat, XXI, fol. 315). Plusieurs témoins avaient fait peser des charges sur Gaubert de Puylaurens (Doat, XXIV, fol. 128, 136 v°, 147), dont la sœur était hérétique (sa confession, *ibid.*, fol. 135 v°). Pour Armand de Miglos, voy. ses confessions du 24 mai 1244, du 15 décembre 1246 et du 22 mars 1247 (n. st.) (Doat, XXIV, fol. 193, 246 v°, 248 v°). Sa fille Brunissende avait été poursuivie (sa confession du 29 janvier 1248 (n. st.), *ibid.*, fol. 264).

tute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum in claustro Sancti Saturnini, Tholose, in presentia Ar., prioris Sancti Saturnini, Ar., prioris de Savarduno, S., archipresbyteri de Lauraco, F., capellani Sancti Saturnini, R[i], capellani de Fano Jovis, P. Ariberti et multorum aliorum.

XIX. — 18 août 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence déclarant hérétiques Pierre Benoît, de Laurac, P. Babau, des Barelles, W. Étienne, de Gaure, et Pons Pagès, de Roumens, qui, condamnés à la prison perpétuelle, refusent de faire leur peine, et prononçant la saisie de leurs biens.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini quo supra, xv kal. septembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Cum Petrus Benedicti[1] de Lauraco, P. Babali de Berrellis[2], W. Stephani de Gaure[3] et Poncius de na Pagesa de Romenx[4], Tholosane diocesis, de heresi plurimum diffamati, per confessiones proprias in judicio factas in heresi manifeste deprehensi, et propter hoc ad agendam penitentiam obligati et ad murum perpetuum condempnati juramento prestito corporali, non velint ad arbitrium Ecclesie injunctam sibi penitentiam facere pro crimine memorato, die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super cri-

1. Sentence XV.
2. Sentence VII.
3. Sentence II.
4. Sentence XV.

mine heresis peremptorie assignata et aliis rite actis, communicato bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos set per contumaciam absentes, per diffinitivam sententiam tanquam hereticos condempnamus et bona ipsorum decernimus occupanda, excommunicantes eos et omnes qui deinceps scienter eis dederint consilium, auxilium vel favorem. Testes propedicti in alia sententia.

XX. — 25 août 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence condamnant W. Bocadase, Raymond Belicens le Vieux, W., femme de Willem de Calhavel, de Fanjeaux, P. d'Alaman, P. Albaric, du Mas-Saintes-Puelles, P. Donat, de Verfeil, Ar. des Plans, R.-Pierre des Plans, Pons des Plans, frères, de Toulouse, à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, VIII kal. septembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas W. Bocadase[1], R[i] Belicen senioris, W[e], uxoris Willelmi de Calhavello, de Fano Jovis, P. d'Alamans, P. Albaric, de Manso Sanctarum Puellarum, Petri Donati, de Viridi Folio, diocesis Tholosane, Ar. de Planis, R[i] Petri de Planis et Poncii de Planis, fratrum, de Tholosa,

Quod prenominatus W. Bocadase vidit, receptavit et adoravit multociens hereticos et audivit pre-

1. Souvent accusé dans les confessions (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 150 r°, 150 v°, 151 v°, 152 r°, 154 r°, 157 v°). Sa maison était le rendez-vous ordinaire des ministres dualistes.

dicationem eorum, comedit de pane benedicto ab eis, credidit eos esse bonos homines, hereticationi interfuit, negavit veritatem aliis inquisitoribus, et post heresim abjuratam vidit hereticos et non cepit nec revelavit eos;

Prenominatus etiam R^us Belisen senior[1] vidit et adoravit multociens hereticos, receptavit eos, et audivit predicationem eorum, comedit cum eis, pacem ab eis accepit, credidit eos esse bonos homines, dedit eis et recepit ab eis, et post abjuratam heresim vidit hereticos et misit eis multociens neccessaria;

Prenominata etiam Willelma, uxor W. de Calhavello[2], vidit et adoravit multociens hereticos, recepit eos in domum suam, comedit de pane benedicto ab eis, credidit eos esse bonos homines, hereticationibus interfuit et relapsa est in heresim abjuratam;

Prenominatus etiam P. d'Alamans[3] vidit et adoravit hereticos, credidit eos esse bonos homines et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam P. Albaric[4] vidit et adoravit hereticos, audivit predicationem eorum, credidit eos

1. Voy. bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 151 r°, 155 r°. Confession de Raymond Belissens le Jeune, fol. 153 r°.

2. Les Calhavel de Fanjeaux se montraient très partisans des hérétiques (*ibid.*, fol. 154 r°, 155 r°, 155 v°, 156 r°, 162 r°, 163 v°, 166 r°).

3. On trouve aussi la forme « Alamans » (*ibid.*, fol. 12 r°), ou « Alaman » (voy. une de ses confessions, *ibid.*, fol. 13 r°). Les Alamans étaient deux frères, Pierre et Pons, également compromis. C'est Ar. Jorda qui avait arrêté Pons. A la marge du ms. : « Frater Poncii Alaman, quem tenere fecit Ar. Jorda, catholicus. »

4. Il avait comparu précédemment devant Fr. Ferrier, à Saissac, Aude. Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 6 v°).

esse bonos homines et negavit coram nobis veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam P. Donati vidit et adoravit multociens hereticos, recepit eos in domum suam, credidit hereticis et eorum erroribus, et relapsus est in heresim abjuratam;

Prenominatus etiam Ar. de Planis vidit et recepit in domo in qua manebat hereticos, adoravit eos pluries, et audivit predicationem eorum, comedit cum eis et habuit in cura sua quendam hereticum, negavit coram nobis et aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum et non venit tempore gratie coram aliis inquisitoribus pro confessione de heresi facienda;

Prenominatus etiam R^us Petri de Planis[1] vidit in domo in qua manebat multociens hereticos jacentes et comedentes, et audivit predicationes eorum, associavit eos et adoravit eos pluries, credidit hereticis et eorum erroribus, scripsit hereticis pro precio, negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum et non venit tempore gratie coram aliis inquisitoribus pro confessione de heresi facienda;

Prenominatus etiam Poncius de Planis vidit multociens hereticos, adoravit eos, ut credit, comedit[2] cum eis, associavit eos et audivit predicationem eorum, credidit hereticis et eorum erroribus et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum et non venit tempore gratie coram aliis inquisitoribus pro confessione de heresi facienda :

1. Un *Raimundus Petrus de Planis* rédige une charte en 1243, *cartam istam scripsit* (Teulet, *Layettes*, II, 514). Serait-ce le même ?

2. Ms. : *comedis*.

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris Sancti Saturnini, F., capellani ejusdem loci, Ar., prioris de Savarduno, R., capellani Deaurate, P. de Drudas, canonici, P. Ariberti et multorum aliorum.

XXI. — 1er septembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle W. Donat, de Toulouse, et Raymonde, sa mère, et Gauzio, de Cumiers, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, kal. septembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civi-

tate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas W. Donati de Tholosa et Raimunde, matris ejus, et Gauzionis de Cutmerio Tholosane diocesis,

Quod prenominatus W. Donati vidit et adoravit multociens hereticos, credidit eis et eorum erroribus, negavit veritatem coram nobis et relapsus est in heresim abjuratam;

Prenominata etiam Raimunda vidit et recepit hereticos in domum suam, adoravit eos multociens, dedit eis ad comedendum, comedit cum eis in eadem mensa et de pane benedicto ab eis, credidit hereticos esse bonos homines et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominata etiam Gauzio[1] vidit, receptavit et adoravit multociens hereticos et audivit predicationem eorum, dedit eis de suo, comedit de pane ab eis benedicto, hereticationi interfuit, credidit hereticis et eorum erroribus, et, postquam abjuravit heresim coram aliis inquisitoribus, vidit et celavit hereticos in domo sua :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt,

1. Voy. sa confession (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 142 v°). Elle recevait les hérétiques dans sa maison du Mas-Saintes-Puelles (Doat, XXIV, fol. 120 v°).

ipsos legitime citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris, F., capellani Sancti Saturnini, R., capellani Deaurate, A., capellani Sancti Stephani, et multorum aliorum in generali sermone.

XXII. — 1er septembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle injonction est faite à R.-Pierre de Saint-Jean-l'Herm d'avoir à purger sa condamnation à la prison perpétuelle.

Anno et die predictis. Raimundo Petri de Sancto Johanne de Heremo, quia vidit et adoravit hereticos, credidit eos esse bonos homines, fuit condempnatus pro heresi et relapsus est in heresim abjuratam, injungimus quod intret domum carceris, ibidem perpetuo moraturus ad penitentiam peragendam. Testes propedicti.

XXIII. — 8 septembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle W. de Saint-Nazaire, de Saint-Martin-de-Lalande, et R. Saumater, de Laurac, refusant de faire la peine de la prison prononcée contre eux, sont déclarés hérétiques et leurs biens confisqués.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi.

Amen. Anno quo supra, VI° idus septembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Cum W. de Sancto Nazario de Sancto Martino de la Landa et R^us Saumaterii de Lauraco, dyocesis Tholosane, ad murum perpetuum exigentibus suis culpis[1] pro heresi condempnati, et diucius expectati, non velint penitentiam facere sibi datam, ad quam peragendam se obligaverunt juramento prestito corporali, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos, set per contumaciam absentes, per diffinitivam sententiam tanquam hereticos condempnamus, et bona ipsorum decernimus occupanda, excommunicantes eos et omnes qui deinceps scienter eis dederint consilium, auxilium vel favorem. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris, F., capellani Sancti Saturnini, R., capellani Deaurate, et multorum aliorum in generali sermone.

XXIV. — 15 septembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle W. Guitaud, de Belcastel, et Pierre Baret, de Saint-Anatholi, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, XVII° kal. octobris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati.

1. Voy. sentence XIII.

Quia constat nobis per confessiones in judicio factas W. de Guitaud de Bello Castro et Petri Baret[1] de Sancto Anatholio, dyocesis Tholosane,

Quod prenominatus W. vidit, receptavit et adoravit multociens hereticos, et audivit predicationem eorum, duxit et associavit eos, servivit eis, dedit et misit eis de suo, apparellamentis hereticorum interfuit, pacem ab eis accepit, comedit de pane ab eis benedicto multociens, credidit hereticis et eorum erroribus et relapsus est in heresim abjuratam;

Prenominatus etiam Petrus Baret vidit et adoravit multociens hereticos, audivit predicationem eorum, dedit eis de suo, recepit hereticos condempnatos in domum suam, credidit hereticis et eorum erroribus, negavit coram nobis et aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum, et relapsus est in heresim abjuratam :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis, quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad

1. *Barot* (sentence XXX).

peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris, et P. de Drudas, canonicorum, R., capellani Deaurate, Petri Ariberti et multorum aliorum.

XXV. — 29 septembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Isar Mercadier, de Montcabrier, et W. Sedasser, de Laurac, sont déclarés hérétiques et leurs biens saisis.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, III kal. octobris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et diocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Isarni Mercaderii de Monte Caprerio et W. Cedacerii de Lauraco Tholosane diocesis,

Quod prenominatus Isarnus vidit et adoravit multociens hereticos et audivit predicationem eorum, duxit eos et portavit eis ad comedendum multociens, credidit hereticis et eorum erroribus;

Prenominatus etiam W. Cedacerii[1], postquam abju-

1. Bernard Sedasser et chacun de ses quatre fils, Géraud, Bernard, Willem et Raymond, appartenaient à l'hérésie corps et âme (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 76 v°, 78 r°, 79 v°). Voy. la confession de Raymond Sedasser (*ibid.*, fol. 77 v°. Cf. fol. 191 v°). Voy. aussi la confession de Bernard Sedasser le

ravit heresim coram aliis inquisitoribus, vidit et adoravit pluries hereticos, et credidit hereticis et eorum erroribus;

Et propter hoc ad agendam penitentiam obligati juramento prestito corporali et legitime citati ad recipiendam penitentiam super premissis, et assignata sibi die non comparuerint coram nobis, ipsos ad audiendam diffinitivam sententiam pluries peremptorie citatos, set per contumaciam absentes, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, per diffinitivam sententiam tanquam hereticos condempnamus et bona ipsorum decernimus occupanda[1], excommunicantes eos et omnes qui scienter eis deinceps dederint consilium, auxilium vel favorem. Actum in claustro Sancti Saturnini, Tholose, in presentia A., prioris, F., capellani ejusdem loci, P. de Drudas, canonici, R., capellani Deaurate, P. Ariberti et multorum aliorum.

XXVI. — 29 septembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Ar. Orre, de Hautpoul, et Béatrix, femme de Jourdain de Roquefort, de Montjoire, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno et die predictis. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis etc., *ut supra*. Quia

Vieux (*ibid.*, fol. 73 r°), la confession de Bernard Sedasser le Jeune (*ibid.*, fol. 73 v°), et surtout la confession de W. Sedasser, ici condamné, qui avait abjuré l'hérésie entre les mains de Willem Arnaud (*ibid.*, fol. 73 v°).

1. Ms. : *occupata*.

constat nobis per confessiones in judicio factas Ar. Orre de Alto pullo et domine Beatricis, uxoris Jordani de Rupe Forti, de Monte Jovis, Tholosane dyocesis,

Quod prenominatus Ar. Orre[1] vidit et adoravit multociens hereticos, et audivit predicationem eorum, dedit et portavit eis de suo, duxit et associavit eos, comedit cum eis et de pane benedicto ab eis, recepit eos in domum suam, pacem ab eis accepit, hereticationi et apparelhamentis hereticorum interfuit, et fuit credens hereticorum[2], ita quod, si moreretur in secta eorum, crederet salvari, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominata etiam domina Beatrix vidit et adoravit hereticos et hereticas, credidit eos esse bonos homines, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine memorato assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in

1. Voy. sentence XXX.
2. Ms. : *hereticationis*.

perpetuam carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum in dicto loco. Testes predicti.

XXVII. — 29 septembre 1247, Toulouse, maison de l'abbé de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Algaia, femme de noble Pons de Villeneuve-la-Comptal, est condamnée à la prison perpétuelle.

Anno quo supra, nonis octobris. In nomine [Domini] nostri Jhesu Christi. Amen. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis etc. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas domine Algaie [1], uxoris nobilis viri Poncii de Villanova Comitali, Tholosane dyocesis, quod ipsa vidit multociens et in multis locis hereticos, adoravit eos multociens et audivit predicationem eorum, tenuit et receptavit eos multociens, dedit eis ad comedendum et comedit de pane ab eis benedicto, recepit osculum ab hereticabus multociens [2], credidit

1. Les confessions des témoins de Villeneuve-la-Comptal, distribuées en deux sections dans le ms. 609 de la bibl. de Toulouse, fol. 143 r°-144 r°, 183 v°-184 v°, ne fournissent aucun renseignement sur Algaia. Il y a quelque chose dans Doat, XXIV, fol. 105 v°, 106 v°, 137 v°.

2. Après la cérémonie de « l'adoration, » les hérétiques avaient l'habitude de se baiser, les hommes entre eux et les femmes entre elles : « osculabantur sese ad invicem bis in ore ex transverso » (Doat, XXIV, fol. 104 v°). Recevoir le baiser était faire acte d'hérésie.

hereticis et eorum erroribus, et post abjuratam heresim recepit in domum suam quendam hereticum condempnatum et comedit cum eo, et non venit tempore gratie coram aliis inquisitoribus pro confessione de heresi facienda : ipsam, nunc usam saniori consilio, ad unitatem Ecclesie, prout asserit, redire volentem, in primis heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebatur astricta, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierit et mandata sibi injuncta compleverit. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquit, ipsam legitime citatam coram nobis comparentem die ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam compleat, injungimus ei in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerit, ipsam excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in domo [abbatis] Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris, F., capellani ejusdem loci, Amelii, capellani Sancti Stephani, R., capellani Deaurate et P. Ariberti etc.

XXVIII. — 13 octobre 1247, Toulouse, maison de l'abbé de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Ar. Cot, de Lanta, est condamné à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, III° idus octobris. Nos, fratres

ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessionem in judicio factam Ar. Coto de Lantario[1] Tholosane dyocesis, quod ipse vidit et adoravit pluries hereticos, audivit predicationem eorum, credidit eos esse bonos homines et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum; ipsum nunc usum saniori consilio, etc., *ut supra in sententia predicte Algaie.* Actum in predicto loco. Testes predicti et multi alii in generali sermone.

XXIX. — 20 octobre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Isar Bonhomme, de Hautpoul, Pierre Grimaud, de Montjoire, Hugues de Montagnol, de Saint-Aignan, Ar. Ermengaud, de Lanta, Julienne, veuve de Jean Testor, de Toulouse, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, XIII kal. novembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum Ber. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Isarni Boni hominis[2] de Alto Pullo, Petri Grimaudi[3] de Monte Jhovis, Hugonis de Montanhol de Sancto Aniano, Ar. Ermengaudi de Lantario, Tholosane diocesis, et Juliane, uxoris quondam Johannis Testoris, de Tholosa,

1. Voy. sentence XLVII.
2. Voy. sa confession (Doat, XXIII, fol. 226).
3. Voy. sentence XLI.

Quod prenominatus Isarnus Bonus Homo vidit multociens et in multis locis hereticos, audivit predicationem eorum et adoravit eos, comedit cum eis in eadem mensa, dilexit eos et credidit esse bonos homines et negavit coram nobis et aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Petrus Grimaudi[1] vidit et adoravit hereticos, duxit eos et audivit predicationem eorum, tenuit et recepit per VIII° dies hereticos in domum suam, et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Hugo de Montanhol[2] vidit et adoravit hereticos, recepit eos in domum suam, credidit eis et eorum erroribus et relapsus est in heresim abjuratam;

Prenominatus etiam Ar. Ermengaudi vidit et adoravit multociens hereticos, predicationem eorum audivit, comedit de pane ab eis benedicto, multociens apparelhamento eorum interfuit, credidit eos esse bonos homines, tenuit XV diebus hereticos in domo sua et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum;

Prenominata etiam Juliana vidit et adoravit multociens hereticos, recepit eos in domum suam, credidit eos esse bonos homines et negavit veritatem coram nobis contra proprium juramentum :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secun-

1. Voy. sa confession (Doat, XXIV, fol. 15 v°).

2. Un Pierre de Montagnol apparaît comme témoin ou partie dans quelques actes du temps (Teulet, *Layettes*, II, 437, 439).

dum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos legitime citatos coram nobis comparentes die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad pèragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comórari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia F., capellani ejusdem loci, R., capellani Deaurate, P. Ariberti, notarii publici, et multorum aliorum in generali sermone.

XXX. — 20 octobre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Ar. Orre, de Hautpoul, et Pierre Baret, de Saint-Anatholy, refusant de faire leur peine, sont déclarés hérétiques et leurs biens saisis.

Anno et die predictis. In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Cum Ar. Horre de Alto Pullo et Petrus Barot[1], de Sancto Ana-

1. *Baret*, sentence XXIV.

tholio, Tholosane dyocesis, per confessiones proprias in heresi deprehensi, exigentibus culpis suis ad murum perpetuum condempnati pro heresi[1], et diucius expectati non velint facere penitentiam sibi datam, ad quam peragendam se obligaverunt juramento prestito corporali, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos, set per contumaciam absentes, per diffinitivam sententiam tanquam hereticos condempnamus et bona ipsorum decernimus occupanda, excommunicantes eos et omnes qui deinceps scienter eis dederint consilium, auxilium vel favorem. Actum in dicto loco. Testes propedicti et multi alii in dicto sermone.

XXXI. — 3 novembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pons Jean, de Bax, est condamné à la prison perpétuelle.

Anno quo supra, III nonas novembris. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis, etc. Quia constat nobis per confessionem in judicio factam Poncii Johannis de Baucio, Tholosane dyocesis, quod ipse vidit et adoravit hereticos, et audivit predicationem eorum, pacem ab eis accepit, apparelhamento eorum interfuit, credidit eos esse bonos homines et negavit coram nobis et aliis inquisitoribus veritatem contra proprium juramentum : ipsum, nunc usum saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserit, redire volentem, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunica-

1. Voy. sentences XXIV et XXVI.

tionis quo ratione predicti criminis tenebatur astrictus, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierit et mandata injuncta sibi compleverit. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquit, ipsum legitime citatum coram nobis comparentem die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleat, injungimus ei in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam facere penitentiam noluerit, ipsum excommunicationis vinculo innodamus. Actum in predicto loco, in presentia Ar., prioris Sancti Saturnini, F., capellani ejusdem loci, R., capellani Deaurate, P. Ariberti, et multorum aliorum.

XXXII. — 4 novembre 1247, Escalquens. — Sentence par laquelle Bertrand d'Alaman, de Saint-Germier, contumax, est déclaré hérétique et ses biens sont saisis.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, II nonas novembris. Nos, fratres predicti. Quia constat nobis per confessionem in judicio factam Bertrandi de Alamans, de Sancto Germerio, dyocesis Tholosane[1], quod idem Bertrandus de

1. Les Alaman de Saint-Germier, Bernard et Raymond, appartenaient à l'hérésie (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 174 r°. Voy. la confession de Bertrand d'Alaman. Doat, XXIII, fol. 65). Bertrand d'Alaman avait fait une collecte à Cambiac pour le rachat de Raymond Fort, diacre hérétique,

heresi plurimum diffamatus, vidit pluries et in pluribus locis hereticos, et audivit predicationem eorum, adoravit eos, liberavit tres hereticos captos, duxit eos et fuit credens hereticorum per multos annos, ita quod, si moreretur in secta eorum, crederet salvari, et pluries peremptorie citatus in assignatis sibi diebus non comparuerit coram nobis, et de heresi ejusdem per plures testes nichilominus nobis constet, die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, prenominatum Bertrandum legitime citatum, set per contumaciam absentem, per diffinitivam sententiam tanquam hereticum condempnamus et bona ipsius decernimus occupanda, excommunicantes ipsum et omnes qui deinceps scienter ei dederint consilium, auxilium vel favorem. Actum apud Escalquenx, in presentia R., prepositi Tholosani, magistri Ar. Pelisso, canonici Sancti Stephani Tholose, Ar. d'Albihno, officialis Tholose, Ar. prioris, F., capellani Sancti Saturnini, R., capellani Deaurate, W. de Samata, capellani d'Escalquenx, magistri Benedicti, Aldrici Carabordas, P. W. de Sancto Romano, capitulariorum Tholose, et P. Ariberti.

XXXIII. — 10 novembre 1247, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pons Garrigue, d'Issel, est condamné à la prison perpétuelle.

Anno quo supra, IIII° idus novembris. In nomine

captif, et avait toujours montré un grand zèle pour l'hérésie (ms. 609, fol. 237 v°-240 r°).

Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia constat nobis per confessionem in judicio factam Poncii Garriga[1] de Exilio, Tholosane dyocesis, quod ipse vidit et adoravit multociens hereticos, et audivit predicationem eorum, dedit eis et recepit ab eis munera, comedit cum eis, recepit eos in domum suam, heriticationibus interfuit, credidit hereticis et eorum erroribus, celavit aliis inquisitoribus veritatem et relapsus est in heresim abjuratam : ipsum, nunc usum saniori consilio ad unitatem Ecclesie, ut asserit, redire volentem, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebatur astrictus, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierit et mandata sibi injuncta compleverit. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquit, ipsum legitime citatum coram nobis comparentem die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam compleat, injun-

1. Voy. ses confessions, fort intéressantes (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 126 r°-127 v°). Cf. sentence XLI. Ce Pons Garrigue, soldat de Labécède, s'était employé à la délivrance de Willem Vital, diacre hérétique, prisonnier à Saint-Papoul.

gimus ei in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerit, ipsum excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris, F., capellani Sancti Saturnini, R., capellani Deaurate, Ar., capellani Sancti Stephani, et P. Ariberti.

XXXIV. — 19 janvier 1248 (n. st.), Toulouse, dans la maison commune. — Sentence enjoignant à Alaman de Roais d'entrer dans la prison de Saint-Étienne, l'obligeant à servir annuellement 50 sous tholsas pour l'entretien de Pons, compagnon de Raymond Scriptor, et à satisfaire les Hospitaliers de Saint-Jean pour ses rapines et autres dommages.

Anno quo supra, XIIII° kal. februarii. Alamannus[1] de Roaxio, qui fuit de heresi condempnatus[2], quia vidit et

1. Ms. : *Alamanno*.

2. De tous les membres de la famille des Roais qui se dévouèrent à l'hérésie, Alaman fut peut-être le plus actif, soutenant les condamnés, Raymond Roger, par exemple, donnant de son argent et de sa peine (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 47 r°, 58 r°, 62 v°, 205 r°, 205 v°, 206 r°. Cf. Doat, XXIV, fol. 88 v°, 93 v°, 97, 144 v°). Il ne craignait pas, étant condamné, de compromettre par des exigences journalières ses serviteurs et ses vassaux. Sa sentence de condamnation est du 26 mai 1237. Je la donne ici :

« In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Sit cunctis presentibus et futuris manifestum quod nos, frater Guillelmus Arnaldi, de ordine [fratrum] Predicatorum, et frater Stephanus, de ordine fratrum Minorum, judices constituti a venerabili patre Johanne, Dei gratia Sancte Viennensis ecclesie [archiepiscopo], Apostolice Sedis legato, ad faciendum inquisitionem contra hereticos, fautores, deffensores, receptatores hereticorum in Tholosa et in tota diocesi Tholosana. Cum ex officio nobis injuncto inquisitionem faceremus in Tholosa, invenimus Alamannum de Roaxio manifeste ac publice de heresi diffamatum;

adoravit multociens et in multis locis hereticos et hereticas, tenuit et receptavit eos multociens, come-

qui etiam fuit per venerabilem patrem Romanum, Dei gratia Portuensem episcopum, tunc in partibus istis Apostolice Sedis legatum, crucesignatus, et prestito sacramento in signum penitentie salutaris debuit transfretare, in transmarinis partibus statuto tempore moraturus; qui etiam, spreto sacramento predicto, predictam sententiam contempsit adimplere; propter quod est excommunicationis vinculo innodatus. Cum igitur nos predicti inquisitores per diligentem inquisitionem manifeste invenerimus quod dictus Alamannus de Roaxio multotiens et in multis locis, infra Tholosam et extra, ante pacem et post pacem, hereticos in domo sua receptaverit, et eis multotiens ad comedendum donaverit et eorum predicationem multotiens audiverit, et eos pluries et frequenter adoraverit, et ante Natale Domini et in Natali et citra eos diu et in domo sua tenuerit, eisque specialiter latibulum fecerit, et insuper hereticationi faciende ab hereticis consilium et auxilium prestiterit, et litteras hereticorum pro colligendis denariis legatis in testamentis hereticis portaverit, et nomine eorum denarios receperit, et fidem hereticorum approbaverit, et alia multa que ipsum suspectum de heresi reddebant contra ipsum invenerint (*corr.* : invenerimus), quibus motus animi nostri legitime debuit informari; habito diligenti consilio et tractatu, omnibus fideliter et diligenter inspectis et prudenter intellectis, dicto Alamanno de Roaxio legitime citato et nichil rationabile proponente, assidentibus nobis venerabili patre Raimundo, Dei gratia episcopo Tholosano, et domino Raimundo, abbate Moissiacensi, et fratre Johanne, ministro fratrum Minorum in Vasconia, et fratre Poncio, priore fratrum Predicatorum in Provincia, dictum Alamannum de Roaxio absentem et nolentem interesse, per diffinitivam sententiam esse (*corr.* : tanquam) hereticum condempnamus, excommunicantes omnem hominem, tam virum quam mulierem, tanquam fautorem hereticorum et deffensorem, qui ei consilium vel auxilium prestaret occulte vel manifeste aut juvamen. Lata fuit hec sententia in claustro domus fratrum Predicatorum, in presentia et testimonio predictorum assessorum, et Martini, archidiaconi Gimonensis, et magistri Arnaldi,

dit cum eis et de pane benedicto ab eis multociens, multis apparelhamentis et hereticationibus multarum personarum interfuit, duxit et associavit eos multociens, dedit eis et recepit ab eis munera multociens, accepit pacem ab eis multociens, et audivit hereticos predicantes errores de visibilibus quod Deus non fecit ea, quod in baptismo et matrimonio non [est] salus, quod mortuorum corpora non resurgent, et quod sunt duo Dii, unus benignus et alius malignus; et ipse credidit predictis erroribus, sicut heretici dicebant, credidit etiam posse salvari per ipsos, et sunt XXX anni quod credidit hereticos esse bonos homines, et dimisit illam credentiam ultimo die jovis post festum beati Ylarii proximo preteritum; recognovit etiam quod omnia que objecta fuerunt sibi super heretica pravitate a bone memorie fratre Stephano de ordine Minorum et fratre Willelmo Arnaldi de ordine fratrum Predicatorum quondam, inquisitoribus heretice pravi-

precentoris ecclesie Sancti Stephani, et fratris Raimundi, prioris de Pruliano ordinis fratrum Predicatorum, et fratris Raimundi de Paileriis, et fratris Arnaldi Aitii ordinis fratrum Minorum, et Vitalis, prioris ecclesie Sancti Stephani, et... prioris ecclesie Sancti Saturnini, et... prioris de Coquinis, et magistri Nicolay, capellani ecclesie Beate Marie Deaurate, et magistri Raimundi, capellani ecclesie Sancti Stephani, et Fortis, capellani Sancti Saturnini, et capellani de Tauro, et capellani Coquinarum, et quamplurim[or]um aliorum, tam religiosorum virorum quam clericorum, et fratris Raimundi Carbonn[er]ii de ordine fratrum Minorum, publici notarii, qui, mandato predictorum judicum inquisitorum, hoc scripsit, VII kal. junii, regnante Lodoyco Francorum rege, et Raimundo Tholosano comite, et dicto domino Raimundo Tholosano episcopo existente, anno ab incarnatione Domini M° CC° XXXVII°. » (Doat, XXI, fol. 143-145.)

tatis[1], vera erant, exceptis quibusdam que facta fuerant contra pacem, et ibi erat positum quod post pacem facta essent; sustinuit etiam sententiam condempnationis de heresi per x annos et amplius : communicato bonorum virorum consilio, injungimus ei in virtute prestiti juramenti, quod hodie intret domum carceris apud Sanctum Stephanum, ibidem perpetuo moraturus ad peragendam penitentiam pro predictis. Injungimus etiam eidem quod provideat Poncio, qui stetit quondam cum Raimundo Scriptore[2], pro victu et vestitu, quamdiu ipse Poncius vixerit, in quinquaginta solidis Tholosanis annuatim. *Item*, quod satisfaciat Hospitalariis Sancti Johannis super rapina quam ab ipsis habuit, et aliis omnibus quibus dampna et injurias irrogavit. Actum Tholose, in domo communi, in presentia domini episcopi Tholosani, domini comitis Tholose, prepositi Sancti Stephani, W. Isarni, R., prioris fratrum Predicatorum, fratris R. de Paonac, Johannis de Sancto Gaudencio, et P. Ariberti.

XXXV. — 2 février 1248 (n. st.), Toulouse, église Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pons Alaman, de Lescure, et Raymond, son frère, contumax, sont déclarés hérétiques et leurs biens saisis.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, IIII° nonas februarii. Nos fra-

1. Le tome XXI du fonds Doat contient plusieurs des actes de ces deux inquisiteurs, entre autres des sentences de condamnation, fol. 147, 149, 153, 160, 163, 164 v°, 166, 179, 181, 182, 183, etc. Cf. t. XXII, fol. 38 v°. L'inquisiteur Willem Arnaud est celui qui fut tué à Avignonet en 1242.

2. Enveloppé dans le massacre des inquisiteurs, à Avignonet.

tres predicti. Quia Poncius Alamanni del Escura[1], Tholosane dyocesis, diffamatus de heresi plurimum et suspectus vidit hereticos, et rogatus ab eis fecit dari eis ad comedendum et audivit predicationem eorum, et non dixit veritatem aliis inquisitoribus, mansit cum hereticis condempnatis et receptavit eos pluries in domum suam, et dedit eis ad comedendum et comedit cum eis; quia etiam Raimundus, frater dicti Poncii, diffamatus de heresi plurimum et suspectus, vidit hereticos et cum quodam socio suo cepit quandam hereticam quam pro duobus solidis et dimidio postmodum dimiserunt; et constat nobis per plures testes prenominatos Poncium et Raimundum hereticos adorasse et citati non comparuerint, nec se deffenderint coram nobis, die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos, set per contumaciam absentes, tanquam hereticos condempnamus et bona ipsorum decernimus occupanda, excommunicantes ipsos et omnes qui deinceps eis scienter dederint consilium, auxilium vel favorem. Actum Tholose, in ecclesia Sancti Saturnini, in presentia B. W[i], P. Navar., canonicorum Sancti Saturnini, B., capellani de Ladinhac, Berengarii de Promilhac, vicarii Tholose pro domino comite, R[i] Majoris, Johannis de Sancto Gaudencio, P. Ariberti et multorum aliorum.

1. Voy. ms. 609, bibl. de Toulouse, fol. 79 r°.

Prenominatus etiam W. de Vilars vidit in pluribus locis hereticos et adoravit eos, audivit predicationem eorum et credidit hereticos esse bonos homines et habere bonam fidem et negavit veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Durandus Daury stetit cum hereticis per unum annum et adoravit eos multociens, comedit cum eis, predicationem eorum audivit, associavit eos et credidit eos esse bonos homines et habere bonam fidem et quod posset salvari per ipsos; et ipsi legitime citati ad recipiendam penitentiam super premissis, in assignata sibi die non comparuerint coram nobis;

Quia etiam Raimundus de Syolh et Ar. Guerrerii[1] de Tholosa, carceri deputati ad penitentiam pro heresi peragendam, neglecto proprio juramento, sine licentia Ecclesie carcerem exierunt, in suarum perditionem animarum, et diutius expectati et legitime citati in assignatis sibi diebus non comparuerint coram nobis :

Prenominatis omnibus die ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos, set per contumaciam absentes, tanquam hereticos condempnamus, et bona ipsorum decernimus occupanda. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia abbatis ejusdem loci, et prioris ejusdem loci, S., archipresbyteri de Lauraco, Amelii, capellani Sancti Stephani, R., capellani de

1. Voy. sentence II.

Villa Nova, P. Ariberti, et multorum aliorum in generali sermone.

XXXIX. — 22 mars 1248 (n. st.), Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle R. de la Tour, Peyrone, mère de Raymond Barot, et Bernarde, sa femme, R. Baret, de Lapomarède, R. Athon, Peyrone, sa femme, Guillaume Jean, Bernard Crast, Bernarde, sa femme, Pons et Pierre Vinade, Pierre *de Solario*, et Raymonde, sa femme, de Dreuille, contumax, sont déclarés hérétiques et leurs biens saisis.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, XI kal. aprilis. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia R. de Turre, Petrona, mater R[i] Barot et Bernarda, uxor ejusdem R[i] Barot, de Pomareda, R[us] Othonis, Petrona, uxor ejus, Guillelmus Johannis, Bernardus Crasto, Bernarda, uxor ejus, Poncius et Petrus Vinada, fratres, Petrus de Solario et Raimunda, uxor ejus, de Drulia, Tholosane dyocesis, diffamati de heresi et suspecti viderunt et adoraverunt hereticos a paucis annis citra, sicut per testes sufficientes nobis constat, et citati non comparuerint nec deffenderint se coram nobis, prenominatis omnibus die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos, set per contumaciam absentes, per diffinitivam sententiam tanquam hereticos condempnamus, et bona ipso-

rum decernimus occupanda[1]. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris ejusdem loci, A., capellani Sancti Stephani, R., capellani Deaurate, R., capellani Dealbate, P. Ariberti, et multorum aliorum.

XL. — 22 mars 1248 (n. st.), Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Pons Boutier, de Vaure, W. Guimet, de Dreuille, et Bernard Dupuy, de Fanjeaux, sont condamnés à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno et die predictis. Nos, fratres predicti etc. Quia constat nobis per confessiones in judicio factas Poncii Boterii de Bauro, W. de Graissenx vel Guimet de Drula et Bernardi de Podio de Fano Jovis, Tholosane dyocesis,

Quod prenominatus Poncius Boterii[2] vidit et adoravit multociens hereticos et audivit predicationem eorum, comedit cum eis et de pane benedicto ab eis multociens, duxit et associavit eos, dedit eis de suo, credidit hereticis et eorum erroribus, celavit coram nobis et aliis inquisitoribus veritatem et relapsus est in heresim abjuratam ;

Prenominatus etiam W. de Graissenx[3] vidit et adoravit multociens hereticos et audivit predicationem eorum, comedit cum eis in eadem mensa, et de pane ab eis benedicto, receptavit eos in domum suam, dedit eis de suo, et recepit ab eis munera, ivit de

1. Ms. : *occupata*.
2. Voy. sa confession, Doat, XXIII, fol. 100.
3. Voy. *Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 238 r°.

mandato hereticorum apud Montem Securum[1], credidit hereticos esse bonos homines et se posse salvari per eos, et negavit veritatem contra proprium juramentum;

Prenominatus etiam Bernardus de Podio[2] vidit et adoravit multociens hereticos et audivit predicationem eorum, comedit cum eis et de pane ab eis benedicto multociens, duxit eos, apparelhamento eorum interfuit et pacem accepit ab eis multociens, credidit hereticis et eorum erroribus, et relapsus est bis in heresim abjuratam :

Ipsos, nunc usos saniori consilio ad unitatem Ecclesie, ut asserunt, redire volentes, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis, quo ratione predicti criminis tenebantur astricti, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierint et mandata sibi injuncta compleverint. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquerunt, ipsos coram nobis comparentes, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleant, injungimus eis in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerint, ipsos excommunicationis vinculo innodamus. Actum in dicto loco. Testes propedicti.

1. Montségur, Ariège, le dernier refuge des hérétiques albigeois.

2. Cf. *ibid.*, fol. 150 r°, 150 v°, 160 v°, 163 r°, etc.

XLI. — 29 mars 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Arnaud Botier, de Vaure, Alazaïs, femme de Guiraud *Sartor*, de Puylaurens, P. Grimaud, de Montjoire, et Pons Garrigue, d'Issel, contumax, sont déclarés hérétiques et leurs biens saisis.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra[1], IIII° kal. aprilis. Nos, fratres predicti etc. Quia Ar. Boterii de Bauro vidit et adoravit hereticos, et Alazaicia, uxor Guiraudi Sartoris, de Podio, Laurencii, Tholosane dyocesis, diffamata de heresi plurimum et suspecta, vidit et adoravit hereticos a paucis annis citra, sicut per testes sufficientes nobis constat, et relapsa sit in heresim abjuratam; et citati non comparuerint nec deffenderint se coram nobis; quia etiam P. Grimaudi de Monte Jovis et Poncius Garriga de Exilio diocesis Tholosane, muro perpetuo deputati[2] ad penitentiam pro heresi peragendam, neglecto proprio juramento, carcerem exierunt in suarum periculum animarum, et diutius expectati et legitime citati non redierint : prenominatis omnibus die ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsos legitime citatos set per contumaciam absentes per diffinitivam sententiam hereticos judicamus et bona ipsorum decernimus occupanda. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini,

1. Dans le midi, l'année commençait le 25 mars; il faudrait donc substituer à cette formule courante l'année : *Anno Domini M° CC° XLVIII°*.

2. Voy. sentences XXIX et XXXIII.

in presentia Ar., prioris ejusdem loci, Ber. W., sacriste ejusdem loci, R., capellani Deaurate, Ar., capellani de Beceda, W. B[i], capellani de Lager, et P. Ariberti.

XLII. — 29 mars 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Esclarmonde de Sauzet, de Sainte-Apollonie, est condamnée à la prison perpétuelle.

Anno et die predictis. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia Esclarmunda de Sauzet, de parrochia Sancte Malonie, Tholosane dyocesis, vidit et adoravit hereticos, recepit eos in domum suam, coxit eis panem, credidit eos esse bonos homines, non dixit aliis inquisitoribus veritatem, sicut per confessionem ejus factam in judicio nobis constat; ipsam nunc usam saniori consilio, ad unitatem Ecclesie, prout asserit, redire volentem, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebatur astricta, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierit et mandata sibi injuncta compleverit. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquit, ipsam citatam coram nobis comparentem die sibi ad recipiendam diffinitivam sententiam [assignata], in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo commorari; et quod istam penitentiam comp injungimus ei in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerit, ipsam excommunicationis vinculo innodamus. Actum in dicto loco, in presentia predictorum.

XLIII. — 5 avril 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle W. del Eversen, de Montgiscard, est condamné à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno quo supra, nonis aprilis. Nos, fratres predicti, et cetera. Quia W. del Eversen, de Monte Giscardo Tholosane dyocesis[1], vidit multociens et in multis locis hereticos, adoravit eos multociens et audivit predicationem eorum, receptavit eos et accepit pacem ab eis, comedit de pane ab eis benedicto, duxit et associavit eos, munus ab eis recepit, credidit hereticis et eorum erroribus et relapsus est in heresim abjuratam, sicut per confessionem ejus factam in judicio nobis constat; ipsum nunc usum saniori consilio, ad unitatem Ecclesie, prout asserit, redire volentem, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis quo ratione predicti criminis tenebatur astrictus, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierit et mandata sibi injuncta compleverit. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquit, ipsum legitime citatum coram nobis comparentem die sibi ad recipiendam penitentiam super crimine heresis assignata, et aliis rite actis, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ad peragendam condignam peni-

1. Il avait précédemment comparu devant Willem Arnaud (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 64 v°). En regard, à la marge du ms., on lit : « Hic fuit convictus apud Vilamur, et reddidit se ad murum coram episcopo. » Cf. *ibid.*, fol. 65 r°. Voy. sa confession, fort intéressante (*ibid.*, fol. 65 r°).

tentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleat injungimus ei in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerit, ipsum excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris ejusdem loci, Ar., capellani de Beceda, P. Ariberti, Johannis de Sancto Gaudencio, et multorum aliorum.

XLIV. — 24 mai 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle B. Bret, de Lapomarède, est déclaré hérétique.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno domini M°CC°XL°VIII°, IX kal. junii. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia B. Bret, de Pomareda, Tholosane dyocesis, per confessionem propriam in judicio factam in heresi legitime deprehensus, peremptorie citatus ad recipiendam penitentiam non comparuit coram nobis; citatus etiam peremptorie ut veniret, super eodem crimine diffinitivam sententiam audiendus, in assignata sibi die non comparuit coram nobis; communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsum per contumaciam absentem hereticum condempnamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia venerabilis patris Guillelmi, Dei gratia episcopi Agennensis, Ar., prioris Sancti Saturnini, magistri Boneti, canonici Agennensis, magistri W. de Puntis, W., capellani de Manso Sanctarum

Puellarum, B. Martini, Johannis de Sancto Gaudencio, P. Ariberti et multorum aliorum.

XLV. — 24 mai 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle R. Leuder et Ar. Leuder, de Saint-Paul-de-Capdejous, sont déclarés hérétiques.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Nos, fratres predicti, etc. Quia R. Leuder, de Sancto Paulo de Cadajous, Tholosane dyocesis, per confessionem propriam in jure factam, etc. *Omnia ut supra in predicta sententia B. Bret.*

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno et die predictis. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores heretice pravitatis in civitate et dyocesi Tholosana auctoritate apostolica deputati. Quia Ar. Leuder de Sancto Paulo de Cadajous, Tholosane dyocesis, per confessionem propriam, etc. *Omnia ut supra in sententia Bernardi Bret.*

XLVI. — 24 mai 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle W. de Valiers, de Saint-Félix, est déclaré hérétique.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno et die predictis. Nos, fratres predicti, etc. Quia W. de Valeriis[1], de Sancto Felice, Tholosane dyocesis, vocatus ut compareret coram nobis super facto

1. « Dictus Willermus de Valeiras est diffamatus de heresi quamplurimum apud Sanctum Felicem et apud Sanctum Julianum. » (Déposition d'un témoin. Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 215 v°. Cf. Doat, XXIV, fol. 27 v°, 31.)

fidei responsurus, post juramentum negavit se hereticos adorasse et per testes ydoneos contra ipsum receptos legitime nobis constat quod hereticos adoravit, die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine heresis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsum presentem per diffinitivam sententiam hereticum condempnamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia venerabilis patris Guillelmi, Dei gratia episcopi Agennensis, Ar., prioris Sancti Saturnini, magistri Boneti, canonici Agennensis, magistri W. de Puntis, W., capellani de Manso Sanctarum Puellarum, Bernardi Martini, Johannis de Sancto Gaudencio, P. Ariberti et multorum aliorum.

XLVII. — 24 mai 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Ar. Cot, de Lanta, contumax, est déclaré hérétique.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno et die predictis. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, etc. Quia Ar. Coto, de Lantario, Tholosane dyocesis, muro perpetuo deputatus ad penitentiam pro heresi peragendam[1], neglecto proprio juramento contumax et inobediens in anime sue periculum, sine licencia Ecclesie recessit de Tholosa, nolens facere penitentiam memoratam ad quam faciendam se obligaverat per juramentum et publicum instrumentum, et citatus legitime et dyucius expectatus non redierit, die sibi ad audiendam diffinitivam sententiam super crimine here-

1. Voy. sentence XXVIII.

sis peremptorie assignata, communicato multorum prelatorum et aliorum bonorum virorum consilio, ipsum per contumaciam absentem hereticum condempnamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia testium qui sunt in sententia predicti B. Bret.

XLVIII. — 28 mai 1248, Toulouse, cloître de Saint-Étienne. — Sentence par laquelle W. de Valiers, de Saint-Félix, est condamné à la prison perpétuelle.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° VIII°, v kal. junii. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, etc. Quia W. de Valeiras, de Sancto Felice, Tholosane dyocesis, de heresi condempnatus[1], vidit multociens et in multis locis hereticos, visitavit eos, receptavit eos multociens in domum suam, dedit eis ad comedendum et comedit cum eis in eadem mensa, eos associavit multociens, duxit eos ad hereticandum quasdam personas et hereticationibus illarum personarum interfuit, solvit legata hereticis, apparelhamentis hereticorum interfuit, accepit pacem ab eis, predicationem eorum audivit, adoravit eos tocies flexis genibus, prostratis in terra manibus, quod de numero non potest recordari, credidit hereticis et eorum erroribus, et crederet salvari, si moreretur in secta eorum, et postquam abjuravit heresim coram aliis inquisitoribus apud Sanctum Felicem et iterum apud Tholosam in judicio constitutus, vidit et adoravit multociens hereticos et relapsus est in here-

1. Voy. sentence XLVII.

sim abjuratam; postquam etiam recepit acta ab inquisitoribus et obtulit se deffensioni, vidit, credidit, recepit et adoravit hereticos in domum suam apud Valeiras et dedit eis ad comedendum et predicta negavit sepius interrogatus et in judicio constitutus contra conscienciam et proprium juramentum, sicut per confessionem ejus factam in jure nobis constat : ipsum nunc usum saniori consilio ad unitatem Ecclesie, prout asserit, redire volentem, in primis omni heretica pravitate abjurata, absolvimus, secundum formam Ecclesie, a vinculo excommunicationis, quo ratione predicti criminis tenebatur astrictus, si tamen ad ecclesiasticam unitatem de corde bono redierit, et mandata sibi injuncta compleverit. Et quia in Deum et Sanctam Ecclesiam predictis modis temere deliquit, ipsum coram nobis comparentem ad recipiendam penitentiam super crimine heresis, communicato multorum prelatorum et aliorum virorum bonorum consilio, ad peragendam condignam penitentiam in perpetuum carcerem retrudi volumus et precipimus ibidem perpetuo comorari; et quod istam penitentiam compleat injungimus ei in virtute prestiti juramenti. Si vero predictam penitentiam facere noluerit, ipsum excommunicationis vinculo innodamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Stephani, in presentia Ar., prioris Sancti Saturnini, R., capellani Deaurate, magistri P., archipresbiteri de Caramanno, Johannis de Sancto Gaudencio, P. Ariberti, et multorum aliorum.

XLIX. — 31 mai 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Sentence par laquelle Peyrone, mère de R. Baret, de Lapomarède, est condamnée à la prison perpétuelle.

Anno quo supra, II kal. junii. Nos, fratres ordinis Predicatorum B. de Caucio et Johannes de Sancto Petro, inquisitores, etc. Quia Petrona, mater R[i] Barot, de Pomareda, Tholosane dyocesis, que fuit per diffinitivam sententiam de heresi condempnata, postquam abjuravit heresim coram aliis inquisitoribus et juravit persequi hereticos, vidit et receptavit et adoravit hereticos, celavit eos, hereticationi cujusdam persone interfuit, et credidit hereticos esse bonos homines et habere bonam fidem a parvo tempore citra, sicut per confessionem ejus factam in jure nobis constat : ipsam ad ecclesiasticam unitatem redire volentem muro perpetuo deputamus ad condignam penitentiam peragendam. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., prioris ejusdem loci, W., capellani de Monte Albano, P. Ariberti, et multorum aliorum.

L. — 14 juin 1248, Toulouse, cloître de Saint-Sernin. — Trois sentences déclarant respectivement hérétiques Bertrand Criveller, de Lapomarède, Ar. de Lasale, de Roumens, et P.-W. Testor fils, de Montjoire.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno domini M° CC° XL° VIII°, XVIII kal. julii. Nos, fratres predicti, etc. Quia Bertrandus Crivelerii[1], de Pomareda, Tholosane dyocesis, super crimine here-

1. On trouve dans les *Confessions* un *W. Criveler* (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 70 v°); un *Petrus Criveller* (*ibid.*, fol. 229 r°); mais elles ne fournissent rien sur Bertrand.

sis a nobis pluries citatus legitime, se per contumaciam absentavit, receptis et diligenter examinatis testibus et in die ad hoc assignata atestationibus publicatis, die etiam peremptorie assignata ad diffinitivam sententiam audiendam, ipsum perseverantem in sua contumacia secundum ea que de ipso invenimus, communicato prudentium virorum consilio, per diffinitivam sententiam hereticum condempnamus. Actum Tholose, in claustro Sancti Saturnini, in presentia Ar., officialis Tholose, Ar., prioris Sancti Saturnini, Amelii, capellani Sancti Stephani Tholose, W. Petri, capellani Sancti Germerii, Ber. de Canaves, subvicarii Tholose, et P. Ariberti.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno et die predictis. Nos, fratres, etc. Quia Ar. de Sala, junior[1], de Romenx, Tholosane diocesis, super crimine heresis pluries citatus legitime, et cetera, *omnia ut in predicta sententia Bertrandi Crivelerii.*

In nomine Domini, etc. Anno et die predictis. Nos fratres, etc. Quia P. W[i] Textoris, filius P. W. Textoris, de Monte Jovis, Tholosane dyocesis, super crimine heresis, pluries citatus legitime, etc., *omnia ut in predicta sententia Bertrandi Crivellerii.*

1. Il avait précédemment comparu devant Willem Arnaud, à Saint-Félix. Voy. sa confession (*ibid.*, fol. 219 r°. Cf. Doat, XXIV, fol. 31).

II.

DÉPOSITIONS CONTRE PIERRE GARCIAS

DU BOURGUET-NAU DE TOULOUSE

REÇUES PAR BERNARD DE CAUX ET JEAN DE SAINT-PIERRE

22 AOUT-10 DÉCEMBRE 1247[1].

I. — 22 août 1247, Toulouse. — Déposition de fr. Guillaume Cogot, Mineur. — Doctrines dualistes professées par Pierre Garcias.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi crucifixi. Amen. Anno Domini M° CC° XL° VII°, xi° kls. septembris, frater Guillelmus Cogot de ordine [fratrum] Minorum, requisitus super heresi meram et plenam dicere veritatem, testis juratus, dixit quod audivit Petrum Garcia[m], de Burg[u]o Novo Tholose[2], dicentem, cum interrogaretur a fratre Guillelmo Garcia de ordine [fratrum] Minorum utrum essent duo dii, quod cum eo cum quo disputaverat per medium annum de hoc non potuit habere certitudinem usque modo; et tunc dictus P. Garcias et frater Guillelmus memoratus erant in scola fratrum Minorum Tholose[3]; et ipse tes-

1. Ces dépositions sont reproduites ici d'après Doat, à défaut des originaux. On en a ramené l'orthographe à celle du xiii[e] siècle.

2. Voy. plus haut, p. 74, n° XXXVI.

3. La fondation du couvent des frères Mineurs de Toulouse est placée à l'année 1222 par Wadding (*Annales Minorum*, II,

tis erat superius inter tectum et ipsos in loco de quo poterat ipsos audire et videre[1]. De circumstantibus dixit quod secum erant frater Deodatus Ruthenensis et frater Arnaldus de Acio de Tholosa. Requisitus de tempore, dixit quod hoc anno in quadragesima.

Item, dixit quod, cum frater Guillelmus Garcias loqueretur de illa auctoritate[2] Apostoli : « Deus qui sanctificat[3] circumcisionem » [*Rom.*, III, 30], etc., audivit ipse testis dictum Petrum Garciam dicentem quod lex Moysi non erat nisi umbra et vanitas; et ille Deus qui dederat illam legem erat galiator et malignus[4]. Et hoc dixit eodem tempore et loco; et supradicti fratres erant cum eodem teste.

p. 52, xxxix, éd. Fonseca, Rome, 1732). Voy. Catel, *Mémoires*, 217 (Toulouse, 1633, in-fol.).

1. Schmidt (*Histoire et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*, I, p. 328. Paris, 1849) n'a vu qu'un « guet-apens » dans la « conférence » du religieux et de l'hérétique. Le « guet-apens » n'est pas démontré.

2. L'expression *auctoritas* désigne, au XIIIe siècle, un passage de l'Écriture ou même des Saints Pères, mais plus rarement, clair, décisif, faisant autorité. Voy. mon étude : *la Somme des autorités à l'usage des prédicateurs méridionaux au XIIIe siècle*, où j'ai publié cinq *Sommes* (Paris, Picard, 1896, in-8°). Au XIVe siècle, *auctoritas* avait le même sens : « Per auctoritates per eum supra allegatas et expressas » (confession de Raymond de Costa, faite devant Jacques Fournier, évêque de Pamiers en 1319. Bibl. du Vatican, fonds du Vatican, ms. 4030, non folioté).

3. *Justificat* dans notre Vulgate et plus bas.

4. Les néo-dualistes, à l'exemple des premiers manichéens, écartaient l'Ancien Testament, œuvre du dieu mauvais. Voy. *la Somme des autorités*. De même, pour les affirmations dualistes qui suivent, cf. *Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 40 r°, 43 v°, 45 r°, 51 v°, 55 v°, 60 r°, 62 r°, 63 v°, 66 r°,

Item, cum dictus frater Guillelmus Garsias loqueretur de illa auctoritate : « Sine ipso factum est nichil » [*Joan.*, I, 3] cum Petro Garcia prenominato, ipse dixit quod illud nichil supponebat pro rebus visibilibus, que sunt nichil. — Dixit etiam idem Petrus hominem esse peccatum et nichil. De tempore, et loco [et] circumstantibus dixit idem quod supra.

Item, cum requireretur dictus P. Garcias a dicto fratre Guillelmo Garcia si ille qui fuerat positus in cruce fecisset hec visibilia, respondit dictus Petrus quod non, quia ipse erat optimus, et nichil istorum visibilium est bonum. Ergo nichil horum fecit. De tempore, et loco [et] circumstantibus dixit idem quod supra.

Item, cum dictus frater Guillelmus Garcia[s] loqueretur cum dicto Petro Garcia de illa auctoritate : « In ipso condita sunt universa que in celis et in terra sunt, visibilia et invisibilia » [*Col.*, I, 16], dixit idem Petrus quod sic debebat exponi : visibilia corde, et invisibilia oculis carnalibus. De tempore, et loco et circumstantibus idem dixit quod supra.

Item, cum dictus frater Guillelmus Garcia[s] loqueretur cum dicto Petro Garcia de illa auctoritate : « Annunciantes vobis de his vanis converti » [*Act.*, XIV, 14], etc., dixit idem Petrus quod Bertrandus de Roaxio[1] erat in mari, hoc est in carcere ; et habebat meliores oculos interiores quam ipse frater Guillelmus Garcias; et multum commendavit ipsum Bertrandum. De

69 r°, 72 r°, 134 r°, etc. Voy. la confession de Willem Ferant (Doat, XXII, fol. 26) ; celle de R. Centolh (*ibid.*, fol. 32), etc.

1. Voy. sur les Roais, plus haut, p. 2, note 1 ; p. 16, note.

tempore, et loco et circumstantibus, dixit idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod omnes angeli et soli qui ceciderant de celo salvabuntur. De tempore, et loco et circumstantibus, idem quod supra.

Item, audivit dictum P. Garcia[m] dicentem quod Christus et Beata Virgo et beatus Johannes Evangelista descenderant de celo et non erant de ista carne. De tempore, et loco et circumstantibus, idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod Johannes Baptista erat unus de majoribus diabolis qui unquam fuissent. De tempore, loco et circumstantibus, idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem, cum dictus frater Guillelmus Garcias requireret ab eo si caro resurgeret ostendens ei manum suam, dixit quod caro non resurgeret nisi sicut postis, percussiens postem cum manu. De tempore, et loco et circumstantibus dixit idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod Dominus Jhesus neminem extraxit de inferno. De tempore, et loco et circumstantibus dixit idem quod supra.

Item, audivit Petrum dicentem quod matrimonium erat meretricium et quod nemo poterat salvari cum uxore sua, nec ipse cum uxore propria. De tempore, et loco et circumstantibus dixit idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod illud pomum vetitum primis parentibus fuit nichil aliud nisi delectatio carnalis cohitus, et illud pomum

porrexit Adam mulieri. De tempore, et loco et circumstantibus, idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod nullo modo est facienda justicia condempnando aliquem ad mortem[1]. De tempore, et loco et circumstantibus, idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod si officialis judicaret aliquem hereticum et ille occideretur tanquam hereticus, quod officialis erat homicida. De tempore et aliis, idem quod supra.

Item, audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod non erat missa celebrata in Ecclesia usque ad tempus beati Silvestri, nec Ecclesia habuerat possessiones usque ad illud tempus; et quod Ecclesia deficiet citra xx annos[2]; et quod missa nostra nichil valet; et quod omnes predicatores Crucis[3] sunt homicide; et quod crux quam illi predicatores dant nichil aliud est nisi parum de pellia super humerum; idem cordula cum qua ligantur capilli. De tempore, et loco et circumstantibus, idem quod supra.

Item, cum esset dictus [Petrus Garcias] sepe adjuratus et requisitus a dicto fratre Guillelmo Garcia si ita crederet sicut dicebat de predictis, respondit jurando per fidem suam quod ita credebat ut dixerat. De tempore et aliis circumstantibus, idem quod supra.

Item, cum requireretur dictus Petrus a dicto Willelmo Garcia utrum mater ipsius P. fuerat heretica,

1. La négation de la légitimité de la peine de mort est rare dans les dépositions.

2. Cette foi à la fin prochaine de l'Église se rencontre rarement dans les dépositions.

3. La croisade.

dixit quod non; set bene esset heretica, nisi ille Nicholaus, quondam capellanus Beate Marie Deaurate[1], impedivisset. Et hoc fuit hoc anno a Pascha citra. De loco et circumstantibus, idem quod supra. — Requisitus ipse testis quid credit de dicto Petro Garcia, respondit quod propter illa que audivit credit ipsum fuisse credentem hereticorum. Hec deposuit memoratus frater Guillelmus Cogot apud Tholosam coram fratribus B. et Johanne inquisitoribus. Testes frater Guiraudus, gardianus fratrum Minorum Tholose, et frater Stephanus de Lunello ejusdem ordinis, et Petrus Ariberti, publicus notarius, qui hec scripsit.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 92-95.

II. — 22 août 1247, Toulouse. — Déposition de fr. Déodat de Rodez, Mineur. — Doctrines professées par Pierre Garcias. — Croisés à Auvilar. — Frédéric II. — Saint François. — Récit de la Passion en roman.

Anno et die predictis [M° CC° XL° VII°, xi° kls. septembris], frater Deodatus Ruthenensis de ordine fratrum Minorum, requisitus meram et plenam super heresi dicere veritatem, testis juratus, dixit quod vidit et audivit Petrum Garcia[m] de Burgueto Tholose loquentem cum fratre Guillelmo Garcia de ordine fratrum Minorum in scolis eorumdem fratrum Tholose; et cum dictus frater Guillelmus Garcias requireret a dicto Petro Garcia si ipse crederet in sua fide quod esset unus Deus benignus qui creasset omnia, cum hoc inveniretur in Scripturis, respondit ipse Petrus quod hoc non credebat nec crederet; set erat unus Deus

1. La Daurade, Toulouse.

benignus qui creavit incorruptibilia et permansura, et alius Deus erat malignus qui corruptibilia et transitoria [creavit]. Cum etiam dictus frater Guillelmus Garcias loqueretur cum eodem Petro de illa auctoritate : « Deus qui justificavit circumcisionem, » etc. [*Rom.*, III, 30], dixit idem Petrus quod lex Moysi non erat nisi umbra et vanitas; et ille Deus qui dedit illam erat galiator. Cum etiam dictus frater Guillelmus Garcias loqueretur cum dicto Petro Garcia de illa auctoritate : « Sine ipso factum est nichil » [*Joan.*, I, 3], dixit idem Petrus quod omnia visibilia sunt nichil et homo nichil est et peccatum. Dixit etiam idem Petrus quod ille qui fuit positus in cruce nichil fecit istorum visibilium, cum ille sit optimus et ista visibilia non sint [bona].

Item, cum dictus Guillelmus Garcias loqueretur cum dicto Petro de illa auctoritate : « In ipso condita sunt universa, etc., visibilia et invisibilia, » etc. [*Col.*, I, 16], idem Petrus exposuit visibilia et invisibilia de celestibus que sunt visibilia oculis cordis, invisibilia oculis carnis. *Item*, idem Petrus dixit quod omnes illi angeli et soli qui ceciderant salvabuntur, et quod Christus et Beata Virgo et beatus Johannes Evangelista descenderunt de celo et non fuerunt de ista carne; et quod Jhesus neminem extraxit de inferno, et quod matrimonium erat purum meretricium, et quod nemo poterat salvari in matrimonio habendo rem cum uxore, nec ipse cum propria uxore.

Item, de pomo vetito primis parentibus dixit idem per omnia ipse testis quod predictus frater Guillelmus Cogot; et de justicia non facienda idem.

Item, audivit ipse testis dictum Petrum dicentem

quod missa non fuerat celebrata usque ad tempus Silvestri et Ecclesia non habuerat possessiones usque ad illud tempus; et quod Ecclesia deficiet citra xx annos. De predicatoribus Crucis et cruce, dixit ipse testis idem quod predictus frater Guillelmus Cogot.

Item, cum requiretur et adjuraretur sepissime idem Petrus Garcias a fratre Guillelmo Garcia si ita crederet de predictis ut dicebat, respondit ju[reju]rando per suam fidem quod ita credebat ut dixerat. De inquirendo utrum essent duo dii et laborando per medium annum, dixit idem testis quod predictus frater Guillelmus Cogot. Hec omnia audivit ipse testis hoc anno in quadragesima; et erat existens super scolas fratrum Minorum Tholose inter tectum et prenominatos fratrem Guillelmum Garciam et P. Garcia[m] qui loquebantur in scola. Et erant cum ipso teste fratres ordinis Minorum Arnaldus de Acio de Tholosa et Guillelmus Cogot.

Item, alia vice, in eodem loco ipse testis audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod ille qui tenebat crucem in die Parasceves discooperiendo eam ululabat, et ubi dicebat : *Ecce lignum* [*crucis*], deberet dicere : *Ecce lignum*, cum nichil esset ibi de cruce.

Item, dixit idem Petrus quod omnes illi qui ululabant in ecclesia cantando voce non intelligibili decipiebant populum simplicem; et quod ipse habebat Passionem in domo sua in romano[1] sicut fuerat in re. — Dixit

1. Il s'agit sans doute d'une traduction romane, et non d'un mystère de la Passion. Les confessions reçues par Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre, par exemple, mentionnent un texte des Évangiles et des Épîtres que les hérétiques faisaient baiser (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 175 v°). Ils donnaient la

etiam idem Petrus quod illud quod Ecclesia Romana conjungebat, virum scilicet et mulierem, ut se et uxo-

paix avec leur livre (*ibid.*, fol. 185 v°, 230 v°, 242 r°; Doat, XXII, fol. 108 v° et suiv., 238 v° et suiv.). Ils faisaient lire un livre, qu'ils expliquaient ensuite : « Legebant in quodam libro et dicti heretici exponebant illud quod ipsi dicebant » (*ibid.*, fol. 232 v°). Ils se transmettaient ce livre : ainsi Aymersens de Cambiac eut, pendant un certain temps, la garde du livre du diacre des hérétiques de Caraman (*ibid.*, fol. 237 v°). Puis « Bertrandus Alamanni habuit supradictum librum a predictis hominibus (ceux qui viennent d'être nommés); et quesivit illum ex parte Austorge de Resengas, et ipsa Aymersens reddidit tunc dictum librum dictis hominibus; et ipsi tradiderunt illum dicto Bertrando » (*ibid.*). Dans la confession d'Aymersens du 22 décembre 1245, nous lisons : « *Item*, dixit quod bene sunt III anni quod Jordanus Saicius portavit quendam librum ad domum ipsius testis, et dixit Willermo Vicario, viro ipsius testis, quod teneret in comenda dictum librum, et dixit ei quod dictus liber erat domini R. Fortz, diachoni hereticorum; et tunc ipsa testis dixit ei quod nullo modo sustineret quod liber ille remaneret in dicta domo; et dictus Jordanus tunc dixit ipsi testi convicia propter hoc, et commendavit dictum librum P. Vicario, ipsa teste vidente. Dixit etiam quod post unum mensem postea venit quidam nuncius Bertrandi Alamanni ad domum ipsius testis, et dixit ipsi testi quod ex parte Austorge de Resengas petebat unum librum R. Fortis, diachoni hereticorum, a Willermo Vicario, marito ipsius testis; et tunc ipsa testis dixit ei quod quereret P. Vicarium, qui daret sibi consilium de dicto libro; et credit quod inde recuperavit dictum librum » (*ibid.*, fol. 239 v°). Vers 1209, l'abbé de Saint-Papoul avait engagé auprès de Willem Symon, de Castelnaudary, une bible pour la somme de 100 sous tholsas. Willem Symon étant passé à l'hérésie et demeurant alors à Laurac, l'abbé s'empressa de la recouvrer (*ibid.*, fol. 252 v°); il craignait sans doute que celui-ci n'en abusât. Fine, épouse d'Isarn de Tauriac, dit qu'elle avait amené Hugues Poers, « litteratus, ut legeret libros hereticorum et audiret quid dicerent » (Doat, XXII, fol. 65). Les ministres hérétiques

rem suam Aymam, [est meretricium] : nullum est matrimonium nisi inter animam et Deum; et vocavit Ecclesiam Romanam meretricem dantem venenum et potestatem veneno [in] omnes credentes in ea. Et de quadam ecclesia sibi ostensa dixit illam non esse ecclesiam, set domum in qua dicuntur falsitates et tricharie.

Dixit etiam idem Petrus quod non jacuerat carnaliter cum uxore sua duo anni erunt in Pentecoste; et cum diceret Petro frater Guillelmus Garcias quod hoc erat quia ejusdem fidei erat cum ipso, dixit quod non; set erat bestia sicut ipse frater Guillelmus.

Dixit etiam idem Petrus de miraculis quod nullum miraculum quod possit oculis videri aliquid est, et quod beatus Franciscus vel alius nullum fecit miraculum; et quod Deus non voluit justitiam quod aliquis judicaretur ad mortem, vituperans ex hoc quemdam fratrem predicatorem Crucis, qui cruce signaverat apud Altum vilare[1] bene septingentas personas, dicens quod non erat bonum cruce signatos ire contra Fredericum[2] nec contra Sarracenos, vel contra

demandaient avant l'initiation au récipiendaire « utrum vellet se reddere Deo et Evangelio » (voy., par exemple, la confession de Galhard del Congost, Doat, XXII, fol. 154 et suiv. Cf. Doat, XXIII, fol. 4 v°, fol. 57 v°). M. Clédat a publié le facsimilé du ms. de la traduction romane qui nous est parvenue : *le Nouveau Testament traduit au XIIIe siècle en langue provençale, suivi d'un rituel cathare* (Paris, Leroux, 1887, in-8°).

1. Ce fait ne nous est pas autrement connu.

2. Les hérétiques avaient une autre raison de s'opposer à la croisade contre Frédéric : ils espéraient toujours être secourus par lui. Raymond VII leur en avait, semble-t-il, donné l'assurance (voy. la déposition d'Imbert de Sales, Doat, XXIV, fol. 168 v°).

aliquod castrum simile Montisecuro quando erat contra Ecclesiam, vel contra aliquem locum ubi mors posset fieri.

Comendavit etiam idem Petrus Garcias Raimundum Petri de Planis de probitate et sagacitate et prudentia, et quod erat homo celatus et coopertus.

Dixit idem Petrus fratri Guillelmo Garcie quod non loqueretur de hujusmodi dicto Raimundo Petri nisi per modum sabbatati.

Item, dampnavit idem Petrus Garcias omnem ordinem preter ordinem fratrum Minorum. Dixit tamen quod ille ordo nichil valebat, quia predicabat Crucem.

Dixit etiam idem Petrus quod si teneret illum Deum qui de mille hominibus ab eo factis unum salvaret et omnes alios damnaret, ipsum dirumperet et dilaceraret unguibus et dentibus tanquam perfidum et reputabat ipsum esse falsum et perfidum, et spueret in faciem ejus, addens : de gutta cadat ipse[1].

Item, dixit idem Petrus quod tantum angeli qui ceciderunt salvabuntur, set non omnes ut principales et assessores, set simplices tantum; ita quod de mille non dampnabitur unus.

Item, dixit idem P. quod purgatorium non erat, et quod eleemosine facte a vivis non prosunt mortuo, et quod nullus salvatur nisi perfecte fecerit penitentiam ante mortem, et quod spiritus qui in uno corpore non poterat facere penitentiam, si deberet salvari, transibat in aliud corpus ad complendum penitentiam[2].

Dixit etiam idem P. quod pater et mater ejus, et

1. Malédiction : *Qu'il meure de la goutte.*

2. La métempsycose conditionnelle et restreinte à ceux qui seront sauvés se présente rarement dans les dépositions.

Petrus Cauzit[1] et pater Guillelme de Montaigo docuerunt eum talia.

Hec omnia que sunt in illa pagina audivit ipse testis hoc anno, in vigilia Pasche, in loco superius memorato inter tectum et scolas, presentibus fratribus Minoribus Arnaldo de Acio Tholosano, Imberto Ruthenensi et Petro Raimundi de Tholosa, et fratre Guillelmo Garcia inferius in scola cum dicto Petro Garcia loquente.

De heretication matris ipsius Petri, dixit idem ipse testis quod predictus frater Guillelmus Cogot.

Item, dictus Petrus Garcias commendavit multum Bertrandum de Roaxio et vituperavit fratrem R. Gros, et quod idem Raimundus dixerat ipsi Petro et Raimundo Petri de Planis, quod in fraudem fecerat quod fecerat; et quod si prius venissent ad ipsum, per tres dies non remansisset in ordine. Hoc audivit ipse testis hoc anno a Pascha citra in dicto loco, presentibus fratribus Minoribus Willelmo Cogot et Arnaldo de Acio de Tholosa.

Requisitus ipse testis quid credit de dicto Petro Garcia, respondit quod credit ipsum fuisse credentem hereticorum propter illa que audivit ab ipso. Hec deposuit apud Tholosam, coram fratribus B. et Johanne inquisitoribus. Testes propedicti.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 95 v°-100.

III. — 22 août 1247, Toulouse. — Déposition de fr. Guillaume Garcias, Mineur. — Doctrines professées par Pierre Garcias. Il réprouve la croisade et recommande Bernard Lamote, un des principaux ministres de l'hérésie.

Anno et die predictis [M° CC° XL° VII°, XI° kls. sep-

1. Voy. page suivante, note 1.

tembris], frater Guillelmus Garcias de ordine fratrum Minorum, requisitus meram et plenam dicere veritatem super crimine heresis, testis juratus, dixit quod, cum ipse loqueretur in scola fratrum Minorum Tholose cum Petro Garcia, de Burguo Novo Tholose, viro Ayme filie B. de Cauzit[1], quesivit ipse testis a dicto Petro utrum essent duo dii; et ipse Petrus respondit quod sic, unus benignus et alius malignus. — Dixit etiam ipse P. quod lex Moysi erat umbra et vanitas; et Deus qui illam dederat erat galiator et malignus. Et hoc dixit cum ipse testis loqueretur de illa auctoritate « Deus qui justificat circumcisionem » [*Rom.*, III, 30]. Cum etiam ipse testis loqueretur cum dicto Petro de illa auctoritate : « Sine ipso factum est nichil » [*Joan.*, I, 3], dixit idem Petrus visibilia nichil esse, et hominem esse peccatum et nichil. — Dixit etiam idem Petrus quod ille Deus qui fuit positus in cruce non fecit visibilia, arguendo quod ille est optimus et nichil horum visibilium est bonum; ergo nichil horum fecit. — De illa auctoritate : « In ipso condita sunt universa, etc., visibilia et invisibilia, » etc. [*Col.*, I, 16], dixit idem ipse testis quod frater Guillelmus Cogot.

1. Un Raymond Cauzit, du Mas-Saintes-Puelles, fréquentait fort les hérétiques (*Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 1 v°, 6 v°, 10 r°, où se trouve sa confession). Le copiste de Doat peut bien avoir lu *B* pour *R*. Dans ce cas, R. Cauzit serait le beau-père de Pierre Garcias; ainsi s'expliquerait la mention qui est faite ici de lui. Nous aurions, de plus, un indice sérieux sur le lieu d'origine des Garcias, que nous trouvons à Laurac, non loin du Mas, et qui appartenaient à l'hérésie (*ibid.*, fol. 72 r°, 72 v°, 76 v°, 78 r°, 78 v°, 79 r°, 118 r°, 121 v°, 123 r°, 146 r°, 160 r°; Doat, XXII, fol. 62).

Item, de illa auctoritate : « Annunciantes vobis ab his vanis converti » [*Act.*, XIV, 14], et de comendatione Bertrandi de Roaxio, dixit idem ipse testis quod predictus frater Guillelmus Cogot.

Dixit etiam Petrus Garcias quod angeli et soli qui ceciderant salvabuntur ; et quod omnes qui non erant heretici fecerat diabolus in corpore et anima ; et quod Christus et Beata Virgo et beatus Johannes Evangelista descenderunt de celo, et non erant de ista carne ; et Christus adduxerat Beatam Virginem et Johannem Evangelistam in testimonium ; et quod Johannes Baptista fuit unus de majoribus diabolis qui unquam fuissent. De resurrectione dixit idem quod frater Guillelmus Cogot.

Item, dixit dictus P. quod Dominus Jhesus neminem extraxit de inferno. — De matrimonio, et pomo vetito, et justicia, et de officiali judicante hereticos, dixit idem ipse testis quod predictus frater Guillelmus Cogot.

Item, dixit idem P. quod consuluerat Guillelmo de Roaxio, dum esset consul[1], quod nullo modo consen-

1. Des divers membres de la famille de Roais qui furent consuls de Toulouse (membres du chapitre de la maison commune, plus tard capitouls), Pierre, appelé *Grivus*, l'avait été en 1197, Arnaud en 1199, Hugues en 1201, Pierre en 1218, Bertrand en 1222 (*Hist. gén. de Languedoc*, VIII, 447, 456, 466, 709, 757), c'est-à-dire à un moment où il ne pouvait pas être question de la peine de mort. Grifus de Roais exerçait cette charge en 1235 ; il s'opposa avec les autres consuls à l'exercice de l'inquisition et consentit à la dispersion des frères Prêcheurs de la ville (*Chronicon Guillelmi Pelisso*, 102). Quant à Guillaume, il m'est inconnu. Sa présence au consulat doit être placée entre 1236 et 1246, si toutefois il n'y a pas

tiret in judicando in mortem alterius. Addidit etiam quod bene crediderat sibi idem Guillelmus.

Item, de missa et possessionibus Ecclesie, et deffectu Ecclesie et predicatione Crucis, et cruce, dixit idem quod frater Guillelmus Cogot.

Item, ipse testis requisivit dictum Petrum Garciam adjurando sepissime si ita crederet de predictis ut dicebat, et ipse P. jurejurando per fidem suam respondit quod ita credebat ut dixerat. Hec omnia audivit ipse testis dictum Petrum Garcia[m] dicentem in scolis fratrum Minorum Tholose, hoc anno, in quadragesima.

Requisitus de circumstantibus, dixit quod nullus erat in scola nisi ipsi duo, set supra ipsos, inter tectum et ipsos, erant fratres ordinis Minorum W. Cogot, Arnaldus de Acio, de Tholosa, et Deodatus Ruthenensis, et ipse testis sciebat eos esse in dicto loco, et vidit eos ibidem.

Item, alia vice in scola, audivit ipse testis dictum Petrum Garcia[m] dicentem de illo qui tenet crucem in die Parasceves et de illis qui cantant in ecclesia voce non intelligibili, et de Passione in romano, et de matrimonio inter virum et uxorem, et de Ecclesia Romana meretrice et ecclesia sibi ostensa, et quod non jacuit cum uxore sua per aliquod tempus, et de

ici une faute. Les copies de Doat sont assez défectueuses; *Grifus* ou *Grivus*, nom peu répandu, aura été pris pour *Guillelmus*. Dans ce cas, il s'agirait ici de Grifus de Roais, consul en 1235, et excommunié avec les autres consuls et le viguier comme fauteur des hérétiques (Doat, XXI, fol. 147 v°, 160) : ce qui aurait aggravé le cas de Pierre Garcias. — Les consuls de Toulouse jouissaient du droit régalien de haute justice.

miraculis [sancti] Francisci et aliorum, et utrum Deus vellet justiciam, et de cruce signatis apud Altum vilare, et de comendatione Raimundi Petri de Planis, de reprobatione omnium religionum, et de illo Deo qui de mille hominibus unum salvaret, etc., et de salvatione angelorum qui ceciderunt et dampnatione principalis et ascessorum, et de purgatorio, et quod nullus potest salvari nisi penitentiam compleverit ante mortem, et transitu spirituum et de illis qui docuerant eum talia, dixit idem per omnia quod predictus frater Deodatus Ruthenensis, excepto quod ubi posuit « pater Guillelme, » ipse testis posuit « pater Guillelmi. » De tempore, quod hoc anno in quadragesima, fratribus Minoribus existentibus supra ipsum testem et dictum P. loquentes.

Item, audivit ipse testis dictum Petrum Garcia[m] dicentem quod de guta *caja*[1] qui credit quod illi spiritus qui de novo creantur sint creati a Deo. De tempore et loco et circumstantibus, idem quod supra.

Item, audivit dictum P. dicentem quod frater R. Gros obiit in fide hereticorum, et quod miserat Andream Barbitonsorem nuncium ad Raimundum Petrum de Planis, et, cum ipse non posset venire, idem P. venit ad ipsum Raimundum.

Item, ipse testis audivit multotiens dictum Petrum comendantem fidem hereticorum et vituperantem fidem Ecclesie Romane, et quod nolebat mori nec vivere nisi in fide hereticorum.

Item, dixit quod dictus P. Garcia[s] adduxit ad ipsum

1. *Caja* est le mot roman, au lieu du latin *cadat*, comme plus haut, p. 100, et plus bas, p. 107.

testem Raimundum Petri de Planis, qui disputavit cum ipso teste de justicia non facienda et de creatione visibilium quod non erat a Deo, inducendo illam auctoritatem Evangelii : « Non potest bona arbor fructus malos facere, » etc. [*Matth.*, VII, 18] ; et similitudinem de fonte, dicens quod hoc habuerat de Bernardo de Mota, heretico[1], qui multum hoc dicendo turbaverat eum. Hec deposuit apud Tholosam coram fratre B. et Johanne inquisitoribus. Testes predicti.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 100-103.

IV. — 22 août 1247, Toulouse. — Déposition de fr. Imbert, Mineur.

Anno et die predictis [M° CC° XL° VII°, xı° kls. septembris], frater Imbertus de ordine fratrum Minorum, requisitus meram et plenam dicere veritatem super heresi, testis juratus, dixit quod audivit Petrum Garciam, de Burg[u]o novo Tholose, generum Bernardi Causit[2], loquentem cum fratre Guillelmo Garcia de ordine fratrum Minorum in scolis eorumdem fratrum Tholose, et dicentem de illo qui discooperiebat crucem in die Parasceves idem quod audivit frater Deodatus Ruthenensis, excepto quod de Passione in romano nichil audivit.

Dixit etiam tunc dictus P. Garcias quod matrimonium nichil valebat, et quod non habuerat rem cum uxore sua duo anni erant, et quod stulta erat, sicut

1. Un des chefs et des orateurs des néo-dualistes. Il prêcha souvent à Montségur, rendez-vous des hérétiques (Doat, XXII, fol. 1 v°, 4, 9, 13, etc. Cf. *Confessions*, bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 203 r°, 207 r°, 210 v°, 212 v°, 213 v°, 244 r°).

2. Voy. plus haut, p. 102, note 1.

ipse frater Guillelmus Garcias; de miraculis dixit idem ipse testis quod dictus frater Deodatus.

Audivit etiam ipsum Petrum commendantem R. P. de Planis et R. Roger[ii] de heresi condemnatos, quod multum erant sapientes et cooperti, et quod nullus sciebat factum eorum.

Item, audivit ipsum Petrum dicentem quod ipse negabat illum Deum qui creabat mille animas, quarum una salvaretur et omnes alie condempnarentur; et, si teneret ipsum, dilaniaret ipsum, addens quod de gutta cadat[1].

Ipse audivit etiam ipsum Garciam dicentem quod mater sua et Raimundus de Montoti[2] docuerant ipsum talia et quod per XXV annos fuerat in credulitate hereticorum.

Requisitus ipse testis quid credit de dicto Petro, dixit quod credit ipsum fuisse credentem hereticorum propter predicta. — De loco et circumstantibus et tempore, dixit idem ipse testis quod frater Deodatus Ruthenensis predictus. Hec deposuit apud Tholosam coram fratre Johanne inquisitore. Testes frater Stephanus de Lunello et Petrus Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 103-104.

V. — 26 août 1247, Toulouse. — Déposition de fr. Pierre *de Sancto Barcio*, Mineur.

Anno quo supra [M° CC° XL° VII°], VII° kls. septembris, frater Petrus Raimundi de Sancto Barcio de ordine fratrum Minorum, requisitus meram et ple-

1. Voy. plus haut, p. 100, note 1, p. 105, note 1.
2. Voy. plus loin, VII.

nam dicere veritatem super heresi, testis juratus, dixit quod vidit in scola fratrum Minorum Tholose Petrum Garcia[m], de Burgueto Novo Tholose, loquentem cum fratre Guillelmo Garcia de ordine fratrum Minorum; et ipse testis erat inter tectum et ipsos super quodam tabulatu, de quo poterat ipsos videre et audire. Et erant cum ipso teste frater Deodatus Ruthenensis, frater Arnaldus de Acio, de Tholosa, frater Imbertus de ordine Minorum; et audivit dictum Petrum Garcia[m] dicentem : « Si ego tenerem illum qui creavit multas animas et de illis paucas salvat, dilaniarem eum, » et quod angeli qui ceciderunt de celo salvabuntur, set non omnes. Et hoc fuit hoc anno in vigilia Pasche. Et propter illa que audivit credidit ipse testis dictum P. Garcia[m] esse credentem hereticorum. Hec deposuit coram fratre Johanne, inquisitore, apud Tholosam. Testes frater Stephanus de Lunello et Petrus Ariberti.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 104-105.

VI. — 26 août 1247, Toulouse. — Déposition de R. Ferrières, curé de la Daurade. — Pierre Garcias ne se confesse ni ne communie.

Anno quo supra [M° CC° XL° VII°], VII° kls. septembris, R. de Ferreriis[1], capellanus Beate Marie Deau-

1. *Ferreriis*, dans le reg. H *Dominicains*, 85, arch. de la Haute-Garonne; *Ferrairas* dans Doat. Ce curé de la Daurade, peu connu d'ailleurs, apparaît comme témoin dans plusieurs confessions reçues par les inquisiteurs, par exemple dans les confessions de Willem Raymond del Castlar, 28 juin 1246 (Doat, XXII, fol. 76 v°), de Bernard Martin, 30 novembre 1247 (*ibid.*, fol. 82 v°), de Pierre de Saint-Michel, chevalier, 27 août 1243 (Doat, XXIII, fol. 88), de Raimond Brezeg des Cassés, 19 juillet 1246 (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 226 r°), de

rate, requisitus meram et plenam dicere veritatem super heresi, testis juratus, dixit quod habet suspectum de heresi Petrum Garcia[m], de Burguo Novo, quia audivit quod est diffamatus de heresi, nec confessus est, nec communicavit, quod ipse testis sciat, postquam fuit capellanus dicte ecclesie.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 105.

VII. — 26 août 1247, Toulouse. — Déposition de Guillaume *de Montoti*. — Pierre Garcias est tenu pour suspect; il ne voit plus sa femme, son père était hérétique et sa mère vaudoise.

Anno et die predictis [M° CC° XL° VII°, VII° kls. septembris], Guillelmus de Montoti requisitus meram et plenam dicere veritatem super heresi, testis juratus, dixit quod credit Petrum Garcia[m], de Burguo Novo, suspectum de heresi, quia est diffamatus et quia habuit penitentiam pro heresi, ut audivit [dici], et quia pater ejus fuit credens hereticorum[1] et mater fuit credens Valdensium[2] et quia habet cum suspectis et credenti-

Willem Rogas, d'Arnaud de Juzes, de Pierre Piatre, de Bernard Audran, de Guillaume Fort, de Pierre Toter, de Jean Toter, 3 juillet 1245 (*ibid.*, fol. 230 r°), de Guillaume Fournier, 4 août 1256 (arch. de la Haute-Garonne, H *Dominicains*, 85).

1. Les hérétiques sont les cathares, et tous ceux qui s'y rattachent directement, comme les Albigeois.

2. Les Vaudois, repoussés pour leur traduction de la Bible par Alexandre III, excommuniés par Lucius III, au synode de Vérone, en 1184, avaient essayé de se faire reconnaître, en envoyant une députation à Innocent III, en 1212. Celui-ci eût voulu régulariser par la profession des vœux monastiques leur amour de la pauvreté; mais ce fut en vain. Il résulta de cette action du pape que leur situation ne fut nettement définie que plus tard. Pendant assez longtemps, ils furent tolérés, protégés même

bus hereticorum familiaritatem, et quia duo anni sunt quod non tractavit uxorem suam maritaliter, ut dicitur. Hec deposuit apud Tholosam, coram fratribus B. et Johanne, inquisitoribus. Testes R., capellanus Deaurate, et P. Ariberti.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 105 v°.

VIII. — 26 août 1247, Toulouse. — Déposition de Bernard Prima. — Pierre Garcias a subi déjà une peine; il est suspect.

Anno et die predictis [M° CC° XL° VII°, VII° kls. sep-

par l'Église. Ils profitèrent de cette bienveillance pour se répandre dans le comté de Toulouse, où ils vivaient d'aumônes recueillies à la porte des maisons. Ils jouissaient de la liberté la plus entière et montraient le plus grand zèle pour le service religieux et contre les hérétiques. Par exemple, Willem de Saint-Michel, de Castelnaudary, dit dans sa confession « quod vidit apud Castrum Novum Valdenses publice manentes et legentes et cantantes in ecclesia, et quod Willerma de Sancto Michaele, quondam mater ipsius testis, recepit eos in domum suam et dedit eis ad comedendum » (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 252 v°). Michel Verger, d'Avignonet, Haute-Garonne, dit dans sa confession : « Quod Valdenses persequebantur dictos hereticos, et multociens fecit helemosinam dictis Valdensibus, quando querebant hostiatim amore Dei, et quia Ecclesia sustinebat tunc dictos Valdenses; et erant cum clericis in ipsa ecclesia cantantes et legentes; et credebat eos esse bonos homines; et sunt xxv anni vel xxx. » (bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 136 r°). Le premier de ces faits se passait en 1205, le second entre 1215 et 1220. Il est vraisemblable que cette situation se maintint même après 1229, année probable de leur définitive condamnation par Grégoire IX (Potthast, 9676). Car bien des confessions, qui ne remontent pas aussi haut, distinguent les deux moments, la tolérance et la condamnation. Les Décrétales de Grégoire IX, appliquées dans les tribunaux et portant leur condamnation (lib. V, tit. VII, cap. xv), fixèrent définitivement l'opinion. Dans le comté de Toulouse, elle fut lente à se rendre.

tembris], Bernardus Prima requisitus meram et plenam super heresi dicere veritatem, testis juratus, dixit quod habet suspectum P. Garcia[m], de Burg[u]o novo, de heresi, quia est diffamatus, et quia habuit penitentiam pro heresi, et quia habet familiaritatem cum suspectis et diffamatis de heresi. Hec deposuit coram dictis inquisitoribus. Testes predicti.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 106.

IX. — 10 décembre 1247, Toulouse. — Déposition de fr. Arnaud Daitz, Mineur. — Doctrines professées par Pierre Garcias.

Anno Domini M° CC° XL° VII°, IIII° idus decembris, frater Arnaldus Daitz de ordine fratrum Minorum, testis juratus, [dixit] quod vidit Petrum Garcia[m], de Burgueto Novo, in scola fratrum Minorum cum fratre Guillelmo Garcia de ordine fratrum Minorum; et tunc dictus Petrus dixit, ad requisitionem predicti fratris Guillelmi, quod duo dii erant, unus bonus qui fecerat invisibilia, et alius malus qui fecerat visibilia.

Item, dixit dictus Petrus super illa auctoritate, « quem (*corr.* : quoniam) quidem unus Deus qui justificavit circumcisionem ex fide » [*Rom.*, III, 30], etc., de lege Moysi quod non erat nisi umbra et vanitas. — Dixit etiam quod ille qui dederat illam legem erat galiator et malignus.

Item, dixit super illo verbo « sine ipso factum est nichil » [*Joan.*, I, 3], quod omnia visibilia nichil erant, et quod homo erat specialiter peccatum et nichil.

Item, dictus Petrus requisitus a predicto fratre Guillelmo Garcia, utrum ille Deus qui fuit positus in cruce hec visibilia fecisset, respondit arguendo sicut

volens probare quod non, sic dicendo : « Ille erat optimus et nichil horum est bonum. Ergo nichil horum fecit. »

Item, dixit dictus Petrus super illa auctoritate Pauli : « In ipso condita sunt universa, visibilia et invisibilia » [*Colos.*, I, 16], etc., quod debet intelligi de celestibus que sunt visibilia corde et invisibilia oculis carnalibus.

Dixit etiam super illa auctoritate : « Annunciantes vobis ab his vanis converti » [*Act.*, XIV, 14], etc., Bertrandum de Roaxio esse in mari [vocans mare carcerem]; et dixit ipsum habere meliores oculos interiores quam frater Guillelmus Garcias qui loquebatur; et multum collaudavit dictum Bertrandum; et dixit aliam terram esse preter istam[1].

Item, dixit idem Petrus de angelis quod omnes illi et soli qui ceciderant salvarentur.

Item, dixit quod Christus et beatus Johannes Evangelista et Beata Virgo descenderunt de celo et quod non erant de ista carne.

Item, dixit quod beatus Johannes Baptista erat unus de majoribus diabolis qui unquam fuissent; et de carne hominis, quod nunquam resurgeret plus quam postis, percussiens postem cum manu.

Dixit etiam quod Dominus Jhesus neminem extraxit de inferno; et quod matrimonium erat purum meretricium; et nullus poterat salvari habendo rem cum muliere, nec ipse cum uxore propria; et quod pomum vetitum primis parentibus nichil aliud fuit nisi delec-

1. Cet article ne se trouve point dans les *Sommes des autorités*. Plus haut, p. 91, note 2.

tatio cohitus. Addidit quod ipsum pomum porrexit Adam mulieri; et quod nullo modo est facienda justicia aliquem condempnando ad mortem; et quod officialis erat homicida in judicando aliquem esse hereticum, si postea interficeretur; et quod missa nunquam celebrata fuit usque ad tempus Silvestri, nec Ecclesia habuerat possessiones usque ad illud tempus, et quod deficeret Ecclesia citra XX annos; et quod missa nostra et sacrificium nichil valet; et quod predicatores Crucis sunt omnes homicide, et quod crux que predicatur nichil aliud est nisi parum de pellia super humerum.

Et sepissime adjuratus dictus Petrus a predicto fratre Guillelmo Garcia si ita crederet ut dicebat, respondit jurando per fidem suam quod ita credebat, et quod nullo modo aliter crederet quidquid aliter ore loqueretur.

Et hec omnia predicta audivit ipse testis hoc anno in quadragesima predictum Petrum Garciam dicentem in scola fratrum [Minorum] Tholose.

Requisitus de circumstantibus, dixit quod cum ipso teste erant frater Deodatus, frater Guillelmus Cogot de ordine Minorum super quendam parietem super scolas; de quo loco ipse testis videbat et audiebat predictum Petrum Garcia[m] loquentem cum fratre Guillelmo Garcia de ordine Minorum.

Item, vidit et audivit ipse testis memoratum Petrum Garciam alia vice loquentem cum prenominato fratre Guillelmo Garcia hoc anno in vigilia Pasche de illo qui tenebat crucem in die Parasceves, et de illo qui ululabat cantando, et de matrimonio quod Ecclesia Romana conjungebat, et Ecclesia Romana meretrix [erat], et

quod non jacuerat cum uxore sua; et de miraculis, et de illo qui predicabat Crucem, et de justicia facienda, et de comendatione Raimundi Petri de Planis, et quod dilaniaret Deum, et de angelis qui ceciderant, et quod pater et mater docuerant ipsum P., et alia, idem quod frater Deodatus Ruthe[ne]nsis, excepto quod non audivit dictum P. nominantem uxorem suam Aimam. De loco, dixit idem quod supra.

Requisitus de circumstantibus, dixit quod frater Deodatus, frater Imbertus, frater Petrus Raimundi. de Tholosa, de ordine Minorum.

Audivit etiam dictum P. dicentem quod mater ejusdem P. fuisset heretica, nisi esset ille rusticus proditor magister Nicholaus[1].

Item, audivit eum P. dicentem quod, quando veniebat ad confessionem coram capellano suo magistro Nicholao, primo dicebat ei : « Ego sum in mala voluntate. » Et capellanus dicebat ei quod deponeret illam; et ille dicebat quod nullo modo deponeret, et ita licenciabat eum capellanus, et illudebat ita dictus P. capellano suo; et non confitebatur.

Hec deposuit apud Tholosam, coram fratribus B. et Johanne, inquisitoribus. Testes frater B. de Murello de ordine Minorum et Petrus Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

Copie, Doat, tome XXII, fol. 89-92.

1. Nicolas, curé de la Daurade de Toulouse.

III.

REGISTRE DU NOTAIRE OU GREFFIER

DE L'INQUISITION DE CARCASSONNE

1250-1267.

BIBL. DE CLERMONT-FERRAND, MS. 160.

PREMIÈRE PARTIE.

OBLIGATIONS. — ADOUCISSEMENTS DE PEINES.

1250-1258.

I. — 25 novembre 1251, Carcassonne. — G. s'engage à payer, avant Noël, 30 sous melgoriens pour son père Bernard, des Martys[1].

Anno Domini M° CC° LI°, in festo beate Caterine. G., filius Ber. de Martris promisit xxx sol. Melgo-

1. Je crois devoir faire remarquer tout de suite, et une fois pour toutes, que les pièces qui suivent ne représentent que la note du notaire avant l'ordonné. On n'y trouve donc que les parties essentielles : date, objet, nom de l'hérétique, noms du juge et des témoins. C'est ainsi que s'expliquent l'absence des protocoles et la présence de nombreux *etc.* dans beaucoup de ces minutes. — Pour faciliter l'intelligence des *Acta* qui suivent, je place sous les yeux du lecteur le tableau rapide de la procédure. Si des charges pèsent sur quelqu'un à la suite de témoignages reçus ou par le fait de la rumeur publique, ce quelqu'un doit se mettre à la disposition du juge; il le fait et reste libre moyennant des cautions ou *fidejussores*, qui

renses[1] usque ad Nathale pro patre suo; et fidejussit pro ipso, et constituit se debitorem Ber. Segui. Testes Ber. Digon et Ber. Armen, junior, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

II. — 26 janvier 1252 (n. st.), Carcassonne. — Ulysse visitera en pénitent les églises du bourg de Carcassonne le second dimanche du carême prochain.

Anno Domini M° CC° LI°, VII kal. februarii. Injunctum fuit Ulixi in penitentia per inquisitores pro perjurio, quia non resumpsit cruces sicut juraverat, quod dominica post instantem dominicam in LXX[a] veniat Carcassonam visitaturus omnes ecclesias Burgi Carcassonensis[2] nudis pedibus in camisia et braccis, cum

répondent de lui et engagent une somme d'argent. Quand l'instruction est avancée, il est cité pour recevoir communication des témoignages, dire s'il a des ennemis (voy. n° XVIII, note), s'il veut se défendre; alors il est ajourné, soit pour faire la preuve qu'il a des ennemis, soit pour se défendre, soit enfin pour entendre le prononcé de la sentence. Il subit une peine ou pénitence, *pœnitentia*, croix à vêtir, pèlerinages mineurs ou majeurs (voy. n° LXXXI, note) à faire, incarcération. Il peut obtenir des adoucissements, grâce des croix, sortie à temps de prison, et aussi des mutations de peines; par exemple, au lieu de la prison, il prendra passage « pour la Terre-Sainte, » c'est-à-dire ira combattre les Sarrasins pendant tant d'années. Si la peine ne peut être faite pour une raison légitime, une aumône est imposée à la place au condamné, ou à ses héritiers, s'il est mort.

1. Les monnaies en cours dans le comté de Toulouse étaient les monnaies de Toulouse, de Cahors, de Morlaas et de Melgueil. Voy. plus bas, n°s CLXXXVII, CXCIII et CCXV.

2. Le bourg de Carcassonne ou ville basse, fondée par saint Louis, en 1247, en faveur des habitants des faubourgs de la place ou cité dispersés. La nouvelle ville avait au moins

virgis in manu, eundo de una ecclesia ad aliam; et idem faciat in prima dominica mensium singulorum quousque transeat ultra mare. Et hoc fuit ei injunctum in virtute prestiti juramenti.

III. — 17 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Pierre de Caucers, Vital, de Cavanac, Guillaume Aiguebeu, de Malviès, Raymond Tocaire, de Cavanac, se rendent caution devant l'évêque de Carcassonne pour Sicre, de Cavanac, sous peine de 30 livres melgoriennes[1].

Anno Domini M° CC° XLIX°, XVI kls. aprilis. Petrus de Caucers, Vitalis de Cavanaco, qui moratur apud Carcassonam, Guillelmus Aigabeu de Malveriis, et R^ndus^ Tocaire de Cavanaco fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi pro Sicredo de Cavanaco sub pena XXX^a^ librarum Malgorensium, ut veniat ad diem et ad dies secundum mandatum ipsius, et penitentiam faciat quam ei duxerit injungendam; et hoc predicti fidejussores super sancta Dei Euvangelia juraverunt, et quilibet per se in solidum absque parte alterius se et omnia bona sua obligavit.

IV. — 17 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Sicre et Belason, sa sœur, de Cavanac, présentent leurs cautions.

Anno Domini M° CC° XLIX°, XVI kls. aprilis. Idem juravit Sicredus et Belason, soror ejus, de Cavanaco; et dederunt fidejussores Guillelmum Arnaudi, Arnau-

quatre églises en 1252 : les deux églises paroissiales de Saint-Michel et de Saint-Vincent, l'église des frères Prêcheurs et celle des frères Mineurs (Mahul, *Cartulaire*, VI, 1, 324, 374, 447, 451).

1. Voy. la confession de Sicre, deuxième partie, n° XXX. Cf. n° XXXII.

dum de Porta, Bernardum Freserii et Guillelmum Bruneti sub eadem pena.

V. — 17 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Serment de Guillaume Barte, de Villefloure, s'engageant à obéir à l'évêque et à faire la pénitence qu'il lui imposera.

Anno quo supra et die. Guillelmus Barta, de Villaflurano juravit stare mandato domini episcopi seu mandatis, et facere penitentiam quam idem dominus episcopus eidem duxerit injungendam.

VI. — 24 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Guillaume Ferrel et Guiraud, de Palairac, se rendent caution devant l'évêque de Carcassonne pour Arnaud Pierre et Arnaud Garcias, de Preixan, sous peine de 50 livres melgoriennes.

Anno quo supra, IX° kls. aprilis. Guillelmus Ferrelli et Guiraudus, de Palairaco, fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi pro Arnaudo Petri et Arnaudo Garcia, de Prichaino, sub pena L librarum Malgorensium ut veniant ad diem et ad dies secundum mandatum ipsius domini episcopi, et penitentiam faciant quam eis duxerit injungendam; et hoc predicti fidejussores super IIII^or Dei Euvangelia juraverunt; et quisque per se in solidum absque parte alterius se et omnia bona sua obligavit. Et hoc fuit factum in presencia domini episcopi Carcassonensis et plurium aliorum et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

VII. — 24 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Pierre Pagès et Raymond Pagès, le vieux, Bernard Pagès[1], Guillaume Sicre[2], Raymond de Cuxac-Cabardès[3], Raymond Pagès, le jeune, de

1. Voy. deuxième partie, n° XXIII.
2. Voy. deuxième partie, n° XXXI.
3. Voy. deuxième partie, n° XXIII.

Cornèze[1], s'engagent par serment à se tenir aux ordres de l'évêque de Carcassonne et s'obligent *in solidum* à 100 liv. tholsas.

Anno quo supra et die. Petrus Pagesii et R^ndus^ Pagesii senior, Bernardus Pagesii, Guillelmus Scicre, R^ndus^ de Cutciaco et R^ndus^ Pagesii junior, de Cornazano, juraverunt stare mandatis domini episcopi Carcassonensis, et adimplere omnem penitentiam quam eis injunget; et obligaverunt se in solidum in c libris Thol.; et unus tenetur pro alio quod predicta servabunt. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensis et plurium aliorum, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

VIII. — 22 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Guillaume Ferrel se rend caution pour Aladaïs Amiel et Raymonde, femme de Bernard Amiel, de Preixan.

Anno Domini M° CC° XLIX°, xi kls. aprilis. Guillelmus Ferrelli fidejussit domino episcopo C[arca]ssonensi pro Aladaise Amiela et R^nda^, uxore Bernardi Amelii de Prexano, sub pena xxv librarum Malgorensium, ut compareat coram eodem domino episcopo die sabati post Pasquetam[2]. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensis et plurium aliorum, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

IX. — 22 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Bernard Pascal, de Leuc, se rend caution pour Vergelia, femme de Raymond Gilles, du même lieu.

Anno et die quo supra. Bernardus Paschalis de Leuco fidejussit domino episcopo Carcassonensi pro

1. Voy. deuxième partie, n° XXVI.

2. Pasqueta = Quasimodo. Le samedi après Quasimodo tomba, cette année, le 17 avril.

Vergelia, uxore R[ndi] Egidii ejusdem loci, sub pena CC sol. Malgorensium, ut compareat coram eodem domino episcopo, die sabbati post Pasquetam; et hoc juraverunt super IIII sancta Dei Euvangelia. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensi et plurium aliorum, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

X. — 26 mars 1250, Carcassonne. — Cautions pour Raymond Gastaire et Arnaud, de Lairière.

Anno quo supra[1], VII kls. aprilis. Cavaier Portarius, de Carcassona, R[ndus] Goiric, de Claromonte, Guillelmus Bosca, de Vinea veteri, Arnaudus Arquerii, de Termino, Petrus Graudomic, de Laireira, et Guillelmus Leves, vel G. Arnaudi fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi pro R[ndo] Gastaire, et pro Arnaudo de Lareira, sub pena L librarum Malg., quod non exeant civitatem sine licentia nostra; et hoc predicti fidejussores super IIII[or] sancta Dei Euvangelia juraverunt, et quilibet per se in solidum absque parte alterius se et omnia bona sua obligavit. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensis, magistri Petri, officialis Carcassonensis, et magistri R[ndi] David et Mota Castellani de Monteregalii (*sic*) et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

XI. — 26 mars 1250, Carcassonne. — Guillaume Cabane, Bernard Pascal et Pierre Amiel, de Leuc, s'engagent à rendre dans huit jours Raymond Gilles, de Leuc.

Anno quo supra[2] et die. Guillelmus Cabana, para-

1. L'année commençant dans le comté de Toulouse le 25 mars, il faudrait ici : *Anno Domini M° CC° L°*. Cette remarque est confirmée par la teneur du n° XII : *Anno quo supra*.

2. Même remarque que pour le numéro précédent.

tor, et Bernardus Paschalis et Petrus Amelii, omnes de Leuco, quilibet nostrum in solidum te[ne]mur vobis domino G., Dei gratia Carcassonensi episcopo, quod reddemus vobis ad monitionem vestram ad diem et ad dies, et specialiter ab ista die sabbati in octo dies, Raimundum Egidii de Leuco, vel, si ipsum reddere non possemus, reddemus vobis pignora valentia L libras Malgorensium; et hoc juramus super sacrosancta Dei Euvangelia. Testis dominus prior Beate Marie, Bertrandus Blanchi, canonicus, et Philipot, janitor domini Regis, et magister Ber. de Palma, et Guillelmus Poncii.

XII. — 20 juin 1250, Carcassonne. — Cautions pour Guillaume Curt, de Rieux-en-Val-de-Daigne, et pour Pierre David, du même lieu.

Anno quo supra, XII kls. julii. Bernardus Asalbert et Poncius Andree, de Rivo in Valledanie, obligaverunt se et sua, prestito juramento, pro Guillelmo Curt, de Rivo, domino episcopo Carcassonensi, ut veniat ad diem et ad dies, ad mandatum prefati domini episcopi Carcassonensis. *Item*, Guillelmus Curt obligat se pro Petro David, de Rivo, eodem modo quod supra. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensis, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

XIII. — 20 juin 1250, Carcassonne. — Caution pour Bérengère, fille de Bernarde Maurin, de Rieux-en-Val-de-Daigne.

Anno quo supra et die. Guillelmus de Senher, bajulus Termenezii[1], fidejussit domino episcopo Carcasso-

1. Le Termenès, pays commandé par le château de Termes,

nensi pro Berengaria, filia Bernarde Maurine de Rivo, sub pena XXV librarum Malgorensium, ut veniat ad diem et ad dies, secundum mandatum ipsius. Actum fuit hoc in presencia ipsius domini episcopi Carcassonensis, magistri P. de Baure, R^ndi Aban, militis, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

XIV. — 16 avril 1250, Carcassonne. — Cautions pour Bernard Raymond, clerc de Conques, autorisé à sortir de prison « propter infirmitatem. »

Anno Domini M° CC° L°, XVI kls. madii. Augerius de Conchis, Guillelmus Roca, Rogerius Isarni, Berinardus (*sic*) Bardonerii, R^ndus de Solier, Petrus Sagarda et Petrus R^ndi Textoris, fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi pro Bernardo R^ndi, clerico de Conchis, sub pena L librarum Malgorensium, ut veniat ad diem et ad dies secundum mandatum ipsius; qui Bernardus R^ndi exivit carcerem propter infirmitatem quam habebat. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensis, et plurium aliorum, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

XV. — 7 juin 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Tardi, le jeune.

Anno Domini M° CC° L°, VII idus junii. Poncius Margat, Petrus Rogerii de Rupe, et Bernardus Tardi, omnes de Coffolento, fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi pro Petro Tardi, juvene, sub pena XXV librarum Malgorensium, ut impleat penitentiam, quam ei est injungendam (*sic*). Testes magister Bar-

aujourd'hui ruiné. Voy. Spruner-Menke, *Hist. Handatlas*, n° 52.

tholomeus de Podio Nauterio, fr. Guillelmus templarius, et Boni Mancipii, notarius, qui hec scripsit.

XVI. — 13 juin 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Azalbert, de Preixan.

Anno Domini M° CC° L°, idibus junii. R^ndus Amelii, R^ndus Asalbert, et Petrus Mercerii, omnes de Prixano, fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi pro Petro Adalberti de Prixano sub pena L librarum, ut pareat mandatis domini episcopi Carcassonensis. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassonensis, et plurium aliorum, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

XVII. — 20 août 1250, Carcassonne. — Cautions pour Arnaud Faure, de Saissac.

Anno Domini M° CC° L°, XIII kal. septembris. Hugo Durfort, Ber. Ar., Berengarius d'en Obra, de Saxiaco, fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi pro Ar^do Fabro de Saxiaco quilibet in solidum, fide plevita, pro quinquaginta sol. Melg., ita quod, nisi idem Ar. Fabri quem manulevaverunt non pareret mandatis omnibus et singulis domini episcopi, et non veniret ad diem vel ad dies sibi assignatas, omnes predicti tenebuntur solvere dictam peccuniam cui dominus episcopus voluerit. Testes Bonus Mancipius, magister P. de Baure, magister R. David, et P. Ariberti, publicus notarius, qui hec scripsit.

XVIII. — 21 août 1250, Carcassonne. — Pierre Hot, de Villetritouls, déclare vouloir faire entendre sa défense et avoir des ennemis. Jour lui est assigné pour les faire connaître.

Anno quo supra, XII kal. septembris. Comparuit

Petrus Hot, filius R^di Hot, de Villa Tritols, coram domino episcopo Carcassone; et requisitus si velit se deffendere de his que in inquisitione inventa sunt contra eum, dixit quod sic. *Item*, requisitus si habet inimicos, dixit quod sic[1]; et est ei assignata instans feria VI^a in festo beati Antonini[2] ad nominandum suos inimicos, et dicendum causas inimiciciarum contra illos qui in inquisitione deposuerunt contra eum. Testes P. de Baure, magister R. David, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

1. La procédure inquisitoriale est ici et dans la suite adoptée par l'évêque de Carcassonne. Elle présentait une exception par rapport à la procédure ordinaire : les noms des témoins qui avaient déposé n'étaient pas livrés au prévenu. On voit pourquoi : les témoins eussent refusé de parler ou suscité des vengeances. Ce point fut établi dès le premier jour (G. de Podio Laurentii, *Chronicon*, cap. XL) et confirmé par le saint-siège. Nous lisons dans un formulaire de l'époque, en usage dans le comté de Toulouse : « Nulli negamus defensiones legitimas, neque a juris ordine deviamus, nisi quod testium non publicamus nomina, propter ordinationem Sedis Apostolice sub domino Gregorio provide factam et ab Innocentio beatissimo papa nostro postmodum innovatam in privilegium et necessitatem fidei evidentem, super quo habemus testimoniales litteras cardinalium aliquorum » (Madrid, bibl. de l'Université, ms. 53). Le concile provincial de Béziers de 1246 avait aussi fixé ce point (Labbe, *Act. conc.*, VII, 417-418). Le juge demandait donc au prévenu s'il avait des ennemis mortels, qui se trouvaient exclus du procès; il lui livrait, par écrit, les charges qui pesaient sur lui; il l'invitait à se défendre par lui-même. Une décrétale d'Innocent III, édictée avant l'établissement des juges délégués ou inquisitoriaux, interdisait formellement aux avocats et aux notaires d'assister les hérétiques, de leur prêter leur ministère, sous peine d'infamie (Potthast, 2532. — Decret. Gregorii IX, lib. V, tit. VII, *De haereticis*, XI).

2. Saint Antonin de Pamiers, dont la fête se célébrait le 2 septembre, cette année un vendredi.

XIX. — 24 août 1250, Carcassonne. — Cautions pour Arnaud Faure, de Montolieu[1].

Anno quo supra, IX. kls septembris. Poncius Cabos, Bernardus Berengarii, et Bernardus Porcelli, et Arnaudus Cat, de Monte Olivo omnes, fidejusserunt pro Arnaudo Fabro, de Monte Olivo, domino episcopo Carcassone sub pena L librarum Malg., ut veniat ad diem et ad dies secundum mandatum ipsius, et penitentiam faciat quam ei duxerit injungendam; et hoc predicti fidejussores super sancta Dei Euvangelia juraverunt; et quilibet per se in solidum absque parte alterius se et omnia bona sua obligavit. Testes magister Helias, archidiaconus Reddesii, et dominus abbas Montis Olivi, et Bernatus, capellanus de Salsunano, et Bonus Mancipus, notarius, qui hec scripsit.

XX. — 4 juillet 1250, Carcassonne. — Guillaume *Major*, de Ventenac-Cabardès, Raymond, de Camo, et Raymond Folquier, de Pezens, s'engagent à rendre Pons de Pezens vif ou mort.

Anno quo supra, IIII° nonas julii, Guillelmus Major, de Ventenaco, et R^ndus^ de Camo, et R^ndus^ Folquier, ambo de Pizinco, fidejusserunt, prestito juramento, domino episcopo Carcassone, et omnia sua obligaverunt quilibet per se in solidum absque parte alterius pro Bernardo Poncii de Pezinco, quod debent reddere predicti fidejussores ipsum Bernardum Poncii vivum vel mortuum. Testes Petrus, capellanus de Drula, et Arnaudus R^ndi^ de Pezinco, et Bonus Mancipus, notarius, qui hec scripsit.

1. Voy. plus bas, n^os^ CL et CLI.

XXI. — 15 juillet 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Requin, de Villetretouls.

Anno quo supra, idibus julii. Guillelmus Pagesii, et Petrus Pagesii de Crassa et Valguerius de Villatritulis fidejusserunt, prestito iuramento, domino episcopo Carcassone, quilibet in solidum, absque parte alterius, pro Petro Requino de Villatritulis, sub pena L librarum Malg., ut compareat ad diem et ad dies secundum mandatum domini episcopi Carcassone. Actum fuit hoc in presencia domini episcopi Carcassone, et plurium aliorum, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

XXII. — 9 août 1250, Carcassonne. — Cautions pour Bernard Mourgue, de Villarzel-du-Razès, malade, auquel l'évêque de Carcassonne permet de sortir de prison pour se soigner. Huit jours après sa guérison, il devra se reconstituer prisonnier.

Anno quo supra, V idus augusti. Guillelmus Radulfi, de Vilarzello, et Guillelmus de Renterio, senior, de burgo Carcassone, fidejusserunt, prestito juramento, et obligaverunt se et sua in solidum, quilibet per se absque parte alterius, domino episcopo Carcassone sub pena L librarum Malg., pro Bernardo Morgue de Vilarzello, qui est infirmus in carcere[1], cui prefatus

1. L'archevêque de Narbonne, les évêques de Carcassonne, d'Elne, de Maguelonne, de Lodève, d'Agde, de Nîmes, d'Albi et de Béziers (élu), avec les abbés de Saint-Gilles, de Saint-Aphrodise de Béziers et de Saint-Benoît de Castres, répondant à des questions des inquisiteurs, en 1244 probablement, avaient posé en principe qu'il fallait user d'indulgence, tout en réservant, dans le cas de non-nécessité, l'autorité du saint-siège. « A carcere vero nec vir propter uxorem licet juvenem, nec

dominus episcopus dedit licenciam exeundi donec ab ipsa infirmitate esset liberatus, et post convalescenciam infra VIII° dies in statu pristino sine nostra licencia revertatur. Testes fr. R^ndus Barravi, ordinis fratrum Minorum, et fr. R^ndus de Caneto ejusdem ordinis, et Bonus Mancipus, notarius, qui hec scripsit.

XXIII. — 17 juin 1250, Carcassonne. — Cautions pour Bernard Raseire, de Pezens.

Anno quo supra, XV kls. julii. Guillelmus Martini, Guillelmus Bernardi, barbitonsor, et Guillelmus Armen de Pezinco fidejusserunt quilibet per se in solidum absque parte alterius domino episcopo Carcassone pro Bernardo Raseire de Pezinco sub pena L librarum Malg., ut impleat penitentiam quam sibi est injungendum (*sic*). Testes magister Raimundus David,

uxor propter virum, nec quisquam propter liberos seu parentes seu aliter necessarios, aut propter debilitatem vel senium vel aliam liberam causam excusatur absque indulgentia sedis apostolice speciali, sic tamen ut uxori ad virum et e contrario sit liber accessus, ne cohabitatio denegetur eisdem sive ambo incarcerandi fuerint sive alter; et si forte per incarcerandi absentiam evidens mortis periculum immineret liberis vel parentibus, obviare curetis periculo provideri talibus faciendo, si potestis aliunde, aut carceris penitentiam prudenter in aliam commutetis; oportet enim in tali articulo rigorem mansuetudine mitigari » (Doat, XXXI, fol. 155-168). Dans le cas présent, comme dans beaucoup de cas qui suivent, l'évêque de Carcassonne accorde des adoucissements ou des faveurs sans attendre ni faire demander la permission du saint-siège. L'évêque de Rodez Vivien (1247-1274) eut, au contraire, recours au pape pour obtenir un adoucissement de peine dans un moment de rapports difficiles avec le sénéchal (voy. la lettre du sénéchal à Alfonse de Poitiers, J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, III, n° 4039[2], p. 581).

capellanus Sancti Vincencii, et Petrus, capellanus de Drula.

XXIV. — Veille de la Pentecôte (14 mai)[1], 1250, Carcassonne. — Cautions pour Arnaud Brunel, de Couffoulens, malade, auquel l'évêque de Carcassonne permet de sortir de prison. Dans les huit jours qui suivront sa guérison, il devra se reconstituer prisonnier[2].

Anno quo supra, in vigilia Penthecostes. Isarnus Guifre, Guillelmus Seguerii et Guillelmus Gros, omnes de Coffolento, fidejusserunt et omnia bona sua obligaverunt quilibet per se in solidum absque parte alterius, prestito juramento, domino episcopo Carcassone, sub pena L librarum Malg., pro Arnaudo Brunelli de Coffolento, qui est infirmus in corpore[3], cui prefatus dominus episcopus dedit licentiam exeundi donec ab ipsa infirmitate esset liberatus, et post convalescentiam infra VIII° dies in statu pristino, non expectante (*sic*) mandato nostro, in carcere revertatur. Actum fuit hoc in presentia domini episcopi Carcassone, et plurium aliorum, et Boni Mancipii, notarii, qui hec scripsit.

XXV. — 15 août 1250, Carcassonne. — Cautions pour Arnaud Miraud, de Caunes, malade, auquel l'évêque de Carcassonne permet de sortir de prison. Dans les huit jours qui suivront sa guérison, il devra se reconstituer prisonnier.

Anno Domini M° CC° L°, in festo Assumptionis Beate Marie. Bernardus Oliba, de Lauracio, Guillelmus Guiraudi et Petrus Sicardi, de Lauracio, fidejusserunt,

1. En 1250, Pâques tomba le 27 mars.
2. Voy. deuxième partie, n° XIX.
3. Voy. n° XXII, note.

prestito juramento, domino episcopo Carcassonensi, pro Arnaudo Miroaudi de Caunis sub pena C libr. Malgor., qui est infirmus in carcere[1], cui prefatus dominus episcopus dedit licentiam exeu[n]di donec ab illa infirmitate esset liberatus; et post convalescentiam infra VIII° dies in statu pristino, non expectante (*sic*) mandato nostro, in carcerem revertatur. Testes Gervaisa, bajulus Cabardesii[2] pro domino rege Francorum, Guillelmus Stephani, Poncius Ferrolli, et Bonus Mancipus, qui hec scripsit.

XXVI. — 1er septembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Étienne, de Cornèze, qui comparaîtra le samedi avant la fête de saint Michel (24 septembre).

Anno quo supra, kal. septembris. P. Stephani de Cornazano, et pro eo et mandato ejus R. de Gorano, R. Stephani, frater dicti P., Guillelmus de Cornazano, de Carcassona, fidejusserunt domino episcopo Carcassone quod idem Petrus Stephani veniet ad diem et ad dies sibi assignatas, et faciet et complebit omnem penitentiam quam pro crimine heresis dominus episcopus sibi duxerit injungendam; et parebit mandatis omnibus et singulis ejusdem domini episcopi; quod nisi faceret, omnes prenominati obligaverunt se et sua quilibet in solidum, sub pena L librarum Malg., juramento prestito, ab eisdem persolvendarum ad omnimodam voluntatem domini episcopi memorati. Testes Ber. Martini, canonicus, P. de Baure, Bonus Mancipius, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit. Et est

1. Voy. n° XXII, note.
2. Le Cabardès, commandé par le château de Cabaret, comm. de Lastours, cant. de Mas-Cabardès, Aude.

assignatum ei sabbatum ante festum beati Micahelis, ut compareat coram domino episcopo.

XXVII. — 7 septembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Colom, de Rieux-en-Val, qui comparaîtra le samedi avant la fête de saint Michel (24 septembre).

Anno quo supra, VII° idus septembris. Petrus Colombi, de Rivo in Valle Danie, et pro eo et mandato ejus Johannes Fina, de Monte Lauro, Bernardus de Faia, de Rivo, Guillelmus Juliani, de Tauzerano, et Guiraudus Andree, de Serviano, fidejusserunt domino G., episcopo Carcassone, et obligaverunt se et sua quilibet in solidum, prestito juramento, sub pena L librarum Malg. solvendarum ad voluntatem domini episcopi, nisi idem Petrus Columbi veniret ad diem et ad dies sibi assignatas et pareret mandatis omnibus et singulis domini episcopi; et est ei assignatum sabbatum ante instans festum beati Micahelis, ut compareat coram domino episcopo memorato. Testes frater Guillelmus, frater Bonetus, Brunus, custos immuratorum, Poncius, bajulus panis et vini domini episcopi, Bonus Mancipius, et P. Ariberti, publicus notarius, qui hec scripsit. Et hanc obligationem recepit de mandato domini episcopi sepefati.

XXVIII. — 11 septembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Hot, de Villetritouls, auquel la veille de la fête de saint Mathieu (20 septembre) est fixée pour qu'il présente sa défense.

Anno quo supra, III idus septembris. Petrus Hot, filius quondam R^ndi Hot, de Villa Tritulis, et pro eo et mandato ejus Guillelmus Ar. de Tauzerano, R^dus Requini,

et Bernardus Hot[1], frater dicti Petri, fidejusserunt domino G., episcopo Carcassone, et obligaverunt se et sua quilibet in solidum, juramento prestito, sub pena L librarum, quod idem Petrus Hot veniet ad diem et ad dies sibi assignatas et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi et faciet et complebit omnem penitentiam, quam eidem predictus dominus episcopus duxerit injungendam, et ducet causam suam coram eodem domino episcopo; quod nisi faceret, omnes prenominati solvent dictam pecuniam ad voluntatem domini episcopi memorati, ita quod nullus eorum possit pro parte excusari. Et est ei assignata dies vigilia instantis festi beati Mathei ad proponendum omnes exceptiones et deffensiones suas legitimas, si quas habet, coram eodem domino episcopo, contra illa que in inquisitione inventa sunt contra eum. Testes P. de Baure, capellanus, magister P., officialis, R. P., Bonus Mancipius, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

XXIX. — 13 septembre 1250, Carcassonne. — A la demande de Guillaume, abbé de Saint-Hilaire, l'évêque de Carcassonne permet à Alazaïs Sicre, de Cavanac, de sortir de prison jusqu'à la fête de la Toussaint.

Anno quo supra, ydibus septembris. Ad instan-

1. Un Bernard Oth (*Bernardus Othonis*), seigneur de Niort (*dominus de Aniorto*), avait fait sa confession ou aveu devant fr. Ferrier et fr. Willem Raymond, inquisiteurs, à Limoux et à Albi, en 1242, 1245 et 1246 (Doat, XXIV, fol. 83, 98, 102). Probablement, il n'avait de commun avec celui-ci que le nom; car les Hot de notre pièce ne paraissent pas avoir appartenu à une famille de chevaliers ou de seigneurs (voy. n° LIII).

ciam G., abbatis Sancti Ylarii[1], dominus G., episcopus Carcassone, dedit licenciam Alazaicie Sicrede de Cavanacho, Carcassonensis dyocesis[2], excundi carcerem, ubi erat immurata pro crimine heretice pravitatis; et quod possit esse extra carcerem ubicumque voluerit usque ad instans festum Omnium Sanctorum, ita quod in illa die, non expectato mandato ipsius domini episcopi, ad eumdem carcerem revertatur, ibidem moratura perpetuo ad penitentiam pro dicto crimine peragendam. Et hoc se factura et completura juravit supra sancta Dei Evangelia predicta Alazaicia in presencia predicti abbatis, et... monachi ejus, magistri P., officialis, Bruni, custodis carceris, et multorum aliorum, et P. Ariberti, publici notarii, qui hec scripsit.

XXX. — 14 octobre 1250, Villalier. — Pierre *de Garda*, de Conques, à l'audience, déclare vouloir se défendre; il désire avoir par écrit ses accusations. Il nomme plusieurs de ses ennemis. Le vendredi suivant (21 octobre) lui est assigné pour qu'il comparaisse devant l'évêque.

Anno Domini M° CC° L°, II idus octobris. Petrus de Garda, de Conchis, comparuit apud Villarium coram domino G., episcopo Carcassone; et, requisitus si velit se deffendere de his que in inquisitione inventa sunt contra eum, dixit quod sic. *Item*, requisitus si vult ea in scriptis recipere, dixit quod sic. *Item*, requisitus si habet inimicos, dixit quod sic; et tradidit eos in scriptis[3]; et plures inimicos non vult nominare, immo

1. Guillaume Pierre, abbé de Saint-Hilaire, 1237-1263 (*Gallia christ.*, VI, c. 1012).
2. A la marge : *Ista debet procurare interim captum habere.*
3. Voy. plus haut, n° XVII, note.

renuntiat, ut dicit, nominationi inimicorum. Testes dominus Guir[audus], P. de Baure, magister R. David, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

Item, eadem die fuerunt sibi tradita dicta testium in scriptis, qui contra ipsum deposuerunt in inquisitione. Et est ei assignata instans feria VI[a] ut compareat coram domino episcopo ubicumque sit in dyocesi Carcassonensi, ad proponendum, et exipiendum et dicendum quod voluerit ad deffensionem suam. Testes magister R. David, P. de Baure, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

XXXI. — 12 novembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Bernard Jourdain, de Canecaude.

Anno quo supra, II idus novembris. Bernardus Jordani, de Canacalida, et pro eo et mandato ejus, Petrus Daide et Arnaldus Daide et R[dus] Fabri, de Canacalida, obligaverunt se et sua quilibet in solidum sub pena L librarum magistro P., officiali Carcassone, recipienti nomine domini episcopi, quod predictus Ber. Jordani veniet ad diem et ad dies sibi assignatas et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi; et faciet et complebit omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerit injungendam; quod nisi faceret, prenominati solverent dictam pecuniam ad voluntatem domini episcopi per prestitum juramentum. Testes G. Poncii, R. Escuderii, clerici, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XXXII. — 15 novembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Bonafos, de Canecaude.

Anno quo supra, XVII kal. decembris. Petrus

Bonafos, de Canacalida, et pro eo et mandato ejus Guillelmus Ponairer, Ar. Romevi, Ar. Bonafos, de Canacalida, obligaverunt se et sua quilibet in solidum per juramentum et publicum instrumentum sub pena L librarum Petro Ariberti recipienti nomine domini episcopi, quod dictus Petrus Bonafos faciet et complebit omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis dominus episcopus duxerit injungendam, et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi; quod nisi face[re]t, omnes prenominati solverent dictam pecuniam ad voluntatem domini episcopi memorati. Testes Guillelmus Petri de Conchis, capellanus de Fliurano, et Armannus, clericus ejus, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XXXIII. — 15 novembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Aimeric, de Canecaude.

Anno et die predictis[1]. Petrus Aimerici, et pro eo et mandato ejus Guillelmus Poncii Sigui, Guillelmus Micahelis et R^{dus} Gaufre, de Canacalida, obligaverunt se et sua quilibet in solidum sub pena L librarum, modo et forma propedicta. Testes R. Fabri, de Villamostauso, R. Faber, de Canacalida, et multi alii, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XXXIV. — 23 novembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Guillaume Miton, domicilié à Saint-Martin.

Item, anno quo supra, IX kls. decembris. Comparuit Guillelmus Mitonis, quondam de Alsona, nunc stans apud Sanctum Martinum Carcassonensis diocesis; et

1. *De Ca[na]calida*, à la marge.

juravit stare mandatis domini episcopi; et pro ipso Pe. Comte et Guillelmus Textor, ambo de Alsona; et ad hec obligaverunt se et sua unusquisque in solidum usque ad c libras Melgorensium.

XXXV. — 15 novembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Ber. Textor, de Taurise[1].

Anno quo supra, xvii kal. decembris. G. Textor, R. Rog et Rogerius Bernardi, de Tauzirano, se et sua quilibet in solidum iuramento prestito obligaverunt sub pena l librarum pro Ber. Textoris, de Taurizano, quod idem Ber. Textoris faciet et complebit, et cetera, *ut supra*. Testes sunt R. Faber, de Villamoustausso, R. Escuder, clericus, G. R. de Alzona, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

XXXVI. — 30 novembre 1250, Carcassonne. — Permission est donnée à Pierre Pelha, de Couffoulens, de dépouiller les croix jusqu'à son retour de France.

Anno Domini M° CC° L°, ii kal. decembris. Data est licentia Petro Pelha, de Cofolento, deponendi cruces sibi pro heresi impositas[2], quousque redierit de Francia ubi vult ire; et post reditum suum, infra viii° dies debet se presentare domino episcopo Carcassone, et ad omnimodam voluntatem suam debet illas cruces vel alias resumere sine omni nova causa; et de peregrinationibus suis quas perfecerit debet eidem ostendere litteras testimoniales. Et predicta

1. Voy. Deuxième partie, n° XLV.

2. Ces croix d'étoffe recouvraient les vêtements sur la poitrine et les épaules (concile de Béziers de 1246, cap. xxvi. Labbe, *Acta concil.*, VII, c. 420).

servare et se complere juravit supra Sancta Dei Evangelia; et concessit fieri publicum instrumentum; in aliis vero que sibi injuncta sunt nichil est immutatum. Testes sunt dominus Guir[audus], capellanus de Aqua viva, P. de Vicinis, R. Petri, G. Poncii, et multi alii, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XXXVII. — 5 décembre 1250, Carcassonne. — Arnaud Pagès, de Moussoulens, à l'audience, déclare ne vouloir ni se défendre ni recevoir par écrit aucune accusation. Il nomme ses ennemis.

Anno quo supra, nonis decembris. Arnaudus Pagesii, de Mossolenx, comparuit apud Carcassonam coram domino episcopo Carcassone; et requisitus si vult se deffendere de hiis que in inquisicione inventa sunt contra eum, respondit quod nullus pro vero potest aliquid dicere de ipso. Requisitus si velit ea in scriptis recipere, dixit quod non; et aliter non vult se deffendere. *Item*, requisitus si habet inimicos, dixit quod sic, Ber. Gausbert et Martinum Montanerii[1]; set nullam legitimam causam inimicitiarum assignavit; et alios inimicos noluit nominare.

XXXVIII. — 5 décembre 1250, Carcassonne. — R. Vital, de Moussoulens, à l'audience, déclare qu'il veut se défendre; il nomme ses ennemis et recevra par écrit les dépositions des témoins.

Item, eadem die, comparuit R. Vitalis de Mossolenx; et requisitus si volebat se deffendere de hiis que in inquisitione contra ipsum erant inventa, dixit quod sic. *Item*, requisitus si habebat inimicos, dixit quod

1. Voy. plus haut, n° XVIII, note.

sic, Bertrandum Malet, fratrem A. Malet, et Vitalem, sororium ejus, et omnes homines de Caunis pro duello[1] filii sui Vitalis; alios autem inimicos nesciebat nominare, vel nesciebat se habere, ut dicebat. *Item*, requisitus si vult scripta recipere depositionum testium, dixit quod sic.

XXXIX. — 5 décembre 1250, Carcassonne. — G.-Ber. Faure, de Saint-Martin, s'oblige à obéir aux ordres de l'évêque et présente sa caution.

Anno et die predictis. G. Ber. Faber, de Sancto Martino, et Ar. de Na Sicart, de Sancto Martino, pro eo et mandato ejus obligaverunt se et sua sub pena L librarum quilibet in solidum, quod dictus G. Ber. veniet ad diem et ad dies sibi assignatas; et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi.

XL. — 3 décembre 1250, Carcassonne. — Ber. Caune se porte caution pour le même.

Item, anno quo supra, III nonas decembris. Ber. Cauna obligavit se simili modo pro G. Ber. Fabri.

XLI. — 3 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour R. Vital et Arnaud Pagès le jeune, de Moussoulens. Même jour, les dépositions des témoins leur sont données, avec assignation pour le samedi avant la fête de saint Thomas, apôtre (17 décembre).

Anno quo supra, III nonas decembris. Guillelmus Amdieu, Bernardus Chatbert, Guiraudus Ath, filius quondam Bernardi Ath, Poncius Guillelmi, Arnaudus Barravi, G. Barravi, R. Bonet, P. Vaquerii, Bertrandus Cabos, Guillelmus Molinerii obligaverunt

1. Guerre, lutte, conflit.

se et sua, sub pena C librarum, magistro P., officiali, recipienti vice domini episcopi, pro R^{do} Vitalis et pro Ar^{do} Pagesii, juvene, de Mossolenx, quilibet in solidum, per juramentum et publicum instrumentum, quod prenominati R. Vitalis et Arnaudus Pagesii venient ad diem et ad dies sibi assignatas; et parebunt mandatis omnibus et singulis domini episcopi Carcassone; quod nisi facerent, prenominati solvent dictam pecuniam ad omnimodam voluntatem domini episcopi; et super hoc renunciaverunt omni juri scripto et non scripto, quo mediante se possent juvare vel tueri, et specialiter curie domini Regis; et subposuerunt se omnino voluntati domini episcopi memorati. Testes Jordanus Pagani, Guillelmus Gaissias, vascho, Philipot, janitor, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

Item, eadem die, predicti R. Vitalis et Ar. Pagesii comparuerunt Carcassone coram prefato domino officiali; et fuerunt eis dicta testium qui in inquisitione deposuerunt contra eos tradita in scriptis; et fuit eis dies assignata dies sabbati ante instans festum beati Thome, apostoli, ad audiendum sententiam vel mandatum domini episcopi super illis que de heresi inventa sunt contra eos et eisdem tradita in scriptis.

XLII. — 17 décembre 1250, Carcassonne. — R. Vital, à l'audience, ne présente ni exception ni défense. Le prononcé de la sentence est renvoyé au lendemain, dans l'église Saint-Vincent.

Anno quo supra, XVI kal. januarii. Comparuit R. Vitalis coram domino episcopo, et nullam legitimam exceptionem proposuit, nec dixit aliquid ad deffensionem suam legitimam; et fuit dies hodierna

ibidem continuata ad audiendam sententiam memoratam ad diem crastinam in ecclesia Sancti Vincencii.

CCLIII. — 8 décembre 1250, Carcassonne. — Alazaïs, femme de P. Barrau, de Moussoulens, déclare vouloir se défendre, nomme ses ennemis et reçoit par écrit les dépositions des témoins. Jour lui est assigné pour le vendredi après la Sainte-Luce (16 décembre). Elle s'oblige à se tenir à la disposition de l'évêque.

16 décembre 1250, Carcassonne. — Jour lui est assigné pour le lendemain dans l'église Saint-Vincent pour la sentence définitive.

Anno quo supra, VI idus decembris. Alazais, uxor P. Barravi, de Mossolenx, comparuit apud Carcassonam coram domino episcopo; et requisita si vult se deffendere de hiis que in inquisitione inventa sunt contra eam et vult ea in scriptis recipere, dixit quod sic; et requisita si habet inimicos, dixit quod sic, Vitalem, sororium Ar. Malet, et Audiardis Pagesa; set nullam legitimam causam inimiciciarum assignavit; et fuerunt sibi tradite in scriptis depositiones testium qui in inquisitione deposuerunt contra eam; et fuit sibi assignata dies feria VI^ta post instans festum beate Lucie ad proponendum omnes exceptiones et deffensiones suas legitimas, si quas habet. Actum fuit hoc Carcassone, in presentia G., archidiaconi, R., sacriste Sancti Nasarii, magistri R. David, magistri P., officialis, domini Guir[audi], capellani de Aqua Viva, magistri R. de Monte Olivo, et multorum aliorum, et P. Ariberti, notarii, qui hec scripsit.

Anno et die predictis. Predicta Alazais Barrava obligavit se et sua per juramentum proprium et publi-

cum instrumentum, quod ipsa veniet ad diem et ad dies sibi assignatas et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi Carcassone; et quod ita compleat obligavit se et sua pro ea Guillelmus Barrau sub pena L librarum in solidum; et renuntiavit omni juri scripto et non scripto et specialiter curie domini Regis. Testes Johannes Dauas[1], Brunus, vascho, G. Garsias, vascho, P. de Baure, capellanus, et P. Ariberti, notarius qui hec scripsit.

Anno quo supra, XVI[I] kal. januarii, predicta Alazais comparuit Carcassonam coram domino episcopo; et requisita si vult addicere vel proponere ad defensionem suam, dixit quod Martinus Montanerii est inimicus suus pro bono quod fecerat ei, et quia defraudabat eam de quadam laborantia[2]; nichil aliud vult dicere; set petit quod assignetur sibi dies ad nominandum inimicos; et fuit ei assignata dies crastina ad audiendum diffinitivam sententiam super crimine heresis in ecclesia Sancti Vincencii.

XLIV. — 10 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Ermengarde Roger, d'Arquettes. Elle est assignée au lendemain de la Circoncision (2 janvier) pour recevoir par écrit les dépositions des témoins.

Anno quo supra, IIII° ydus decembris. Ermejardis (?) Rogeria, de Archis, et pro ea et mandato ejus P. Stephani, de Favers, P. Vitalis, de Rivo, et R. Fabre, filius dicte Ermejardis (?), obligaverunt se et sua, quilibet in solidum, domino episcopo Carcassone,

1. *Davas?*
2. Terre cultivée (Du Cange, au mot : *Labor*).

-sub pena L librarum, quod ipsa Ermejardis (?) veniet ad diem et ad dies sibi assignatas, et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi; et faciet et complebit penitentiam quam eidem injunget pro crimine heresis; quod nisi faceret, prenominati solvent dictam pecuniam ad voluntatem omnimodam ejusdem domini episcopi; et super hoc abrenunciaverunt omni juri quo mediante se possent juvare vel tueri. Testes magister R. David, dominus Guir[audus], capellanus de Aqua Viva, et multi alii, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit. Et est sibi assignata dies crastinum instantis festi Circumcisionis Domini ad recipiendum in scriptis dicta testium que in inquisitione inventa sunt contra eam.

XLV. — 12 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Ar. Guillaume, de Moussoulens.

Anno quo supra, II idus decembris. Ar. G., de Mossolenx, et pro eo et mandato ejus P. Ath, et Poncius de Mossolenx, et Petrus Oth obligaverunt se et sua, quilibet in solidum, sub pena L librarum, quod dictus Ar. W. parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi; quod nisi faceret, prenominati solvent pecuniam predictam ad voluntatem omnimodam domini episcopi Carcassone; et super hoc renunciaverunt omni juri scripto et non scripto, et specialiter curie domini Regis; et sic servare et complere promiserunt per juramentum proprium et publicum instrumentum. Testes P. de Baure, capellanus, Jo. Dauas, G. Stephani, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XLVI. — 14 décembre 1250, Carcassonne. — G. Bérenger. Ber. Belon et Pierre Belon, d'Arzens, s'obligent à rester à la disposition de l'évêque. Ils sont assignés au lendemain de l'Épiphanie (7 janvier)[1].

Anno quo supra, xix kal. januarii. G. Berengarii, Ber. Belloni, et Petrus Belloni, de Arzinco, obligaverunt se et sua domino episcopo Carcassone per juramentum et publicum instrumentum quod ipsi parebunt mandatis omnibus et singulis domini episcopi, et venient ad diem et ad dies sibi assignatas; et pro eis fidejussit dominus G. Petri sub pena L librarum pro quolibet. Testes Jo. Dauas, Brunus, et G. Gassias, vasco. Assignata est eis dies crastinum Epiphanie instantis.

XLVII. — 20 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Vital Amdieu.

Anno Domini M° CC° L°, xiii kal. januarii. Vitalis Amdeu, filius R^di^ Vitalis, et pro eo et mandato ejus P. R. Ath, G. Barra, R. Massau, Vitalis Stephani, Johannes de Villalonga et Ber. Tholsa obligaverunt se et sua, quilibet in solidum, domino episcopo Carcassone, sub pena L librarum per juramentum et publicum instrumentum, quod idem Vitalis Amdieu veniet ad diem et ad dies sibi assignatas et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi, et faciet et complebit omnem penitentiam quam sibi dominus episcopus pro crimine heresis duxerit injungendam; quod nisi faceret, omnes prenominati solvent pecuniam ad omnimodam voluntatem domini

1. Voy. plus bas, n^os^ CLXXIV, CLXXVI et CXCV.

episcopi; et super hoc renunciaverunt omni juri scripto et non scripto et specialiter curie Regis. Testes frater G. R., G. Stephani, Jo. de Rapassat, Johannes Dauas, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

XLVIII. — 20 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Arnaud Cartel.

Anno et die predictis. Ar^{dus} Cartella et pro eo et mandato ejus obligaverunt se modo et forma propedicta domino episcopo P. Vaquer, G. Barrau, R. Massa, Ber. Tolsani, quod idem Ar. faciet sicut dictum est de Vitali Amdieu. Testes Johannes de Rapassat, G. Gassias, vascho, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XLIX. — 20 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Ar. Rames, G. Rames et P. Rames, frères.

Anno et die quo supra. Ar. Rames, et G. Rames et P. Rames, fratres, et pro eis et mandato eorum obligaverunt se et sua modo et forma superius expressa P. R. Ath, G. Barrau, R. Massa, Vitalis Stephani, Johannes de Villalonga, Ber. Tolsa, et P. Vaquer, pro quolibet ipsorum, sub pena L librarum juxta predictum modum. Testes propedicti, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

L. — 21 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Pierre Astre et Arnaud Martin.

Anno quo supra, XII kal. januarii. Petrus Astre et Arnaudus Martini obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum quod ipsi venient ad

diem et ad dies sibi assignatas; et parebunt mandatis omnibus et singulis domini episcopi; et facient et complebunt penitentiam quam eis dominus episcopus pro crimine heresis duxerit injungendam; et quod ita servent et compleant fidejusserunt pro eis Bartholomeus Martini, P. Rogerii, juvenis, G. Amelii, R. Auriol et R. Massa, sub pena C librarum persolvendarum ad omnimodam voluntatem domini episcopi; et super hoc renuntiaverunt omni juri scripto et non scripto, et specialiter curie domini Regis et omni alii juri quo se possent juvare et tueri. Testes Rainaudus, clericus de Mossolenx, Jo. Dauas, G. Gassias, et Rainaudus, carcerarius, et P. Ariberti, notarius publicus, qui hec scripsit.

LI. — 24 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Bernard Pons, de Pezens.

Anno quo supra, IX kal. januarii. R. Folquerii, R. de Camo, G. Ber., G. Manescot obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum, quilibet in solidum, sub pena L librarum, pro Bernardo Poncii de Pesinco, videlicet quod idem Ber. parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi et veniet ad diem et ad dies sibi assignatas; quod nisi faceret, prenominati solvent illam pecuniam ad omnimodam voluntatem domini episcopi; et renunciaverunt, etc., *ut supra*. Testes magister P. de Baure, G. Gassias, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LII. — 24 décembre 1250, Carcassonne. — Cautions pour Ar. Garcias et Ar. Pierre, de Preixan.

Anno et die predictis. Ar. Garcias et Ar. Petri, de

Preissano, et pro eis et mandato eorum obligaverunt se et sua quilibet in solidum, per juramentum et publicum instrumentum, R. Preissani, de Preissano, et Manescot de Caux, Ber. Roqua, de Alairaco, sub pena L librarum pro quolibet, quod prenominati Ar. et Ar. parebunt mandatis omnibus et singulis domini episcopi; et super hoc renunciaverunt, etc., *ut supra*. Testes G. Gassias, G. de Na Fina, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LIII. — Procès contre Raymond de Niort.

1. — 3 janvier 1251 (n. st.), Pomas. — Interrogatoire de Raymond de Niort, chevalier, par l'évêque de Carcassonne, inquisiteur délégué à la cause.

Anno Domini M° CC° L°, III nonas januarii. R^{dus} de Aniorto[1], miles, requisitus de veritate dicenda tam de se quam de aliis, vivis et mortuis, super crimine heresis et Valdesie, testis juratus, dixit quod nunquam vidit, adoravit hereticos, nec flexit genua sua

1. Déjà quelques années auparavant, un procès pour hérésie avait été fait à l'un des membres de cette famille considérable, Bernard Aton (Doat, XXI, fol. 34-50), qui fut condamné comme hérétique le 13 février 1237 (n. st.) (voy. la sentence dans Doat, XXI, fol. 163). Le 2 mars suivant, Guillaume, son frère, fut condamné à la prison perpétuelle (*ibid.*, fol. 164); et le même jour, sentence contre Guillaume-Bernard de Niort, Géraud de Niort et Esclarmonde, leur mère, condamnés par contumace (*ibid.*, fol. 166). Un Raymond de Niort figure dans plusieurs actes du temps (*Hist. gén. de Languedoc*, VIII, 1062, 1065, 1135, 1141, 1193, 1194, 1263). L'excommunication d'un Raymond de Niort par l'évêque de Carcassonne fut reprochée à ce prélat par le sénéchal (*ibid.*, 1421). Probablement, c'est celui-là même dont le procès se déroule ici. Cf. n° XVIII.

coram eis; nec dixit eis : ***Benedicite;*** nec fecit eis aliquam reverenciam capite inclinato. ***Item***, dixit quod, postquam fuit ad curiam domini Pape, non vidit hereticos, nec dedit eis aliquid, nec misit, nec predicationem eorum audivit, nec recepit, nec recipi fecit, nec vidit nuncium eorum nec literam, nec misit hereticis literam nec nuncium suum; nec participationem nec familiaritatem habuit cum eis, nec cum condempnato aliquo pro heresi. Requisitus de tempore quo fuit ad curiam, dicit quod VII° idus septembris, anno Domini M° CC° XLIX°; utrum vero ante id tempus receperit hereticos in terra sua vel in domo sua, vel dederit eis aliquid, noluit respondere, nisi de adoratione et de [his] que superius continentur, licet esset pluries requisitus. Dicebat enim idem R^ndus^ quod non tenebatur respondere alicui de tempore transacto, scilicet antequam iret ad curiam domini Pape, quia de omnibus illis dicit se fore absolutum per dominum Papam. Hec deposuit apud Pomars, diocesis Carcassonensis, coram venerabili patre G., Dei gratia Carcassonensi episcopo, inquisitore super hoc auctoritate apostolica deputato. Testes dominus Guiraudus, capellanus de Aqua Viva, magister R. David, capellanus de Taurizano, magister Rotbertus, clericus domini episcopi, et Pe., capellanus domini episcopi, notarius publicus, qui hec scripsit.

Item, dixit quod fuit confessus fratri Ferrario, ordinis Predicatorum, tunc inquisitore; et hostendit quandam literam qua dicebat se absolutum fuisse per dominum Papam. Testes propedicti.

2. — 1251, Carcassonne. — Assignation à la femme de Raymond de Niort, pour le jeudi après les Cendres (2 mars).

Dies est assignata uxori R^{di} de Aniorto die jovis post Cineres, qua veniat Carcassonam.

3. — 1249-1250. Dépositions des témoins.

TESTES CIRCA R^{ndum} DE ANIORTO[1].

a. — 1250. — Méfaits commis par Raymond de Niort à Tourreilles et remontant à vingt-cinq ans.

Anno Domini M° CC° L°. ... testis juratus, dixit se vidisse apud Turrelhas in Reddesio, in domo Marcialis, quod R^{ndus} de Aniorto adoravit hereticos Bernardum Poncii et Arnaldum Poncii hereticos, ipso teste et Guillelma, uxore Marcialis, presentibus et videntibus; et adjecit se vidisse quod idem Ar. Poncii hereticus fuit baiulus dicti R^{ndi} de Aniorto in ledda quam consuevit recipere apud Quilanum; et morabatur tunc in domo Johannis de Vite. De tempore, XXV anni vel circiter.

b. — 2 septembre [1250]. — Méfaits commis par Raymond de Niort à Tourreilles et remontant à vingt-cinq ans et au delà.

Anno quo supra, IIII° nonas septembris. ... testis jurata, dixit quod vidit apud Turrelhas, in domo sui ipsius testis, Bernardum Poncii et Ar. Poncii hereticos; et vidit ibi similiter cum dictis hereticis R^{ndum} de Aniorto et Guillelmum de Fontaynas; et ibi idem R^{ndus} de Aniorto, ipsa teste vidente, adoravit dictos

1. On ne manquera pas de remarquer que les noms des témoins dont les dépositions suivent ne sont pas donnés. La raison en a été déjà fournie. Plus haut, n° XVIII, note.

hereticos dicendo : *Benedicite*, ter flexis genibus ante ipsos ; et heretici respondebant in quolibet *Benedicite, Deus vos benedicat;* et prefati heretici recipiebant et colligabant leddam in molendino pro R^{ndo} de Aniorto, secundum quod ipsi narrabant et dicebant ipsi testi. De [tempore], xxv anni et ultra.

c. — 1er mai 1249. — Autres méfaits du même remontant à quinze ans et accomplis dans son propre château (*rupes*).

Anno Domini M^{o} CC^{o} XLIX, kls. madii... testis jurata, dixit quod dum ipsa testis staret apud rupem R^{ndi} de Aniorto cum Blanca de Paracols, avia R^{ndi} de Aniorto, heretica, et cum filia ejus, similiter heretica, vidit ipsa testis pluries dictum R^{ndum} de Aniorto qui tenebat ibi dictas hereticas visitantem dictam Blancam de Paracols, aviam suam, hereticam; et ibi, ipsa teste vidente, adoravit dictam hereticam dicendo ter : *Benedicite*, flexis genibus ante ipsam. De tempore, xv anni vel circiter.

d. — 1er octobre 1250. — Autres méfaits du même remontant à vingt ans, accomplis par le même dans son château (*rupes*) et à Lésignan.

Anno Domini M^{o} CC^{o} L^{o}, kls. octobris... testis juratus, dixit quod vidit apud rupem R^{ndi} de Aniorto in saltu, quam tenebat R^{ndus} de Aniorto, R^{ndum} Agulerium et alios multos hereticos stantes ibidem et tenentes publice domicilia sua ; et ibi idem R^{ndus} de Aniorto, ipso teste vidente et audiente, intrabat in domum dictorum hereticorum, et visitabat eos, et salutabat eos, et loquebatur familiariter cum eis. De tempore, circiter xx annos. *Item*, dixit quod, cum R^{ndus} de Aniorto predictus infirmaretur graviter qua-

dam vice apud Lesignanum, diocesis Narbonensis, in domo ecclesie dicti castri, ipse testis et Guillelmus de Fontaynas accedentes ad castrum de Asilhano assumpserunt inde duos hereticos, et adduxerunt eos apud Lesignanum, et introduxerunt eos in domum prefatam ante predictum R[ndum] de Aniorto; et tunc idem R[ndus] de Aniorto, ipso teste vidente, de lecto surgit.

LIV. — 17 février 1251 (n. st.), Carcassonne. — Pons Guillaume, de Preixan, s'oblige à se mettre à la disposition de l'évêque et fournit sa caution.

Anno Domini M° CC° L°, XIII kal. marcii. Poncius Guillelmi, et pro eo et mandato ejus Bernardus Gili, de Preissano, quilibet obligaverunt se in solidum sub pena L librarum, prestito prius juramento, quod idem Poncius faciet et complebit omnem penitentiam que sibi pro crimine heresis injungetur, et parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi. Testes P. de Baure, Ar. Petri, de Preissano, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LV. — 27 février 1251 (n. st.), Carcassonne. — Pierre Vassal, de Salsigne, s'oblige à se mettre à la disposition de l'évêque et fournit ses cautions.

Anno quo supra, II kal. marcii. P. Vassal, de Salsinhano, et pro eo et mandato ejus obligaverunt se et sua Ber. Miquel vel Sabbater, P. Ermengaudi et Galhardus, frater dicti P. Vassalli de Salsinhano, quilibet in solidum, sub pena L librarum, prestito juramento, quod idem P. Vassalli parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi, et ad diem seu dies sibi assignatas comparebit, facietque omnem penitentiam quam sibi dominus episcopus injunget pro crimine

heretice pravitatis. Testes Johannes Furnerius et Poncius, cellararius domini episcopi, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LVI. — 7 mars 1251 (n. st.), Carcassonne. — Cautions pour G. Garcias, du Bourg de Carcassonne (ville basse).

Anno quo supra, nonis marcii. Amelius de Rabastenx, Ber. Roia, Ber. Esforsat et Ber. Morret, de Conchis, et P. Garcias, de Bordis, obligaverunt modo et forma predicta se et sua per juramentum et publicum instrumentum, sub pena L librarum, pro G. Garcias de Burgo; et idem G. eadem servare juravit. Testes Jo. Furnerius, Chalhau, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LVII. — 8 mars 1251 (n. st.), Carcassonne. — Cautions pour Ar. Mir, d'Arzens.

Anno quo supra, VIII° idus marcii. Ber. Mir et R. Laurencii obligaverunt se simili modo pro Ar. Mir de Arzinco, et idem Ar. eadem se servare juravit. Testes frater G. Porta, Amelius de Arzinco, Chalau, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LVIII. — 8 mars 1251 (n. st.), Carcassonne. — Cautions pour Ber. Bel, d'Arzens.

Anno et die predictis. P. de Rozeriis, P. Faure, R. Uzalgerii obligaverunt se simili modo pro Ber. Bello de Arzinco; et idem Ber. eadem se servare et complere juravit. Testes predicti.

LIX. — 9 mars 1251 (n. st.), Carcassonne. — Cautions pour Ber. Franc, d'Arzens.

Anno quo supra, VII° idus marcii. P. Amelii, Ar. de

Barsa, et R^adus de Mazet obligaverunt se et sua, et modo et forma superius expressa, pro Ber. Franc de Arzinco; et idem Ber. eadem se servare et complere juravit. Testes Jo. de Grasanis, capellanus, Jo., capellanus de Arzinco, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LX. — 9 mars 1251 (n. st.), Carcassonne. — Arnaud Jourdain cautionne pour Ber. Jourdain, d'Arzens.

Anno et die predictis. Arnaldus Jordani obligavit se simili modo pro Ber. Jordani de Arzinco, fratre suo; et idem Ber. eadem se servare et complere juravit. Testes magister R. David, G. Poncii, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXI. — 30 mars 1251, Carcassonne. — Cautions pour R. *de Gordo*, d'Alzonne, prisonnier, autorisé à sortir de prison jusqu'à l'octave de Pâques (23 avril).

Anno Domini, M° CC° LI°, III° kal. aprilis. G. de Gordo, G. Marini, G. Morrificat de Alzona fidejusserunt pro R. de Gordo de Alzona immurato, cui data est licencia exeundi murum et esse extra usque in octabis Pasche; et tunc debet redire in eumdem murum sine omni nova causa, non expectato mandato nostro; et quod ita compleat, omnes predicti obligaverunt se, sub pena L librarum, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum. Testes Ber. de Dozinco, P. de Baure, Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXII. — 2 avril 1251, Carcassonne. — Cautions pour Guillaume-Raymond Moncade autorisé à sortir de prison pour un temps indéfini.

Anno quo supra, IIII nonas aprilis. R. Isarni vel

de Alzona, P. Rogerii, R. Boneti, Ar. Jordani, de Mossolinco, obligaverunt se et sua, quilibet in solidum, sub pena L librarum, pro Guillelmo Ramundi Moncade immurato, cui data est licencia exeundi murum, ita quod reddeat ad eumdem murum quando sibi injungetur vel mandabitur per dominem episcopum vel per alium, de mandato ejusdem vel vice ipsius; et complebit et faciet idem G. R. omnia et mandata et singula prefati domini episcopi. Testes P. de Baure, Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXIII. — 2 avril 1251, Carcassonne. — Raymond Martin, d'Alzonne, malade, est autorisé à sortir de prison jusqu'à l'octave de Pâques (23 avril).

Anno et die predictis. Data est licencia R^do^ Martini, de Alzona, immurato exeundi murum usque ad octabas instantis festi Pasche propter egritudinem; et tunc, non expectato aliquo mandato, debet redire ad eumdem murum ad peragendum penitentiam pro crimine heretice pravitatis. Testes predicti.

LXIV. — 9 mai 1251, Carcassonne. — Guillaume Sabbatier, de Capendu, est autorisé à sortir de prison jusqu'à l'octave de la Pentecôte (11 juin).

Anno Domini M° CC° LI°, VII idus maii. Data est licencia Guillelmo Sabbaterii, de Canesuspenso, exeundi murum et esse extra ubicumque voluerit usque ad octabas instantis festi Penthecostes; et tunc, non expectato mandato domini episcopi, redire debet in eundem murum ad penitentiam pro heresi peragendam, nisi remaneret de ejusdem licentia speciali; et hoc se complere et servare juravit sub pena L librarum, obligans se et sua per publicum instrumen-

tum; et debet adducere sufficientes fidejussores die dominica ad fidejubendum pro se sub eadem pena super premissis. Testes magister P., officialis, P. de Baure, Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hoc scripsit.

LXV. — 12 mai 1251, Carcassonne. — Guillaume Sabbatier donne ses cautions.

Anno quo supra, IIII° idus maii. Comparuit apud Carcassonam Guillelmus Sabbaterii predictus, et dedit fidejussores pro se Pon. de Mora et Bernardum de Mairat de Canesuspenso, qui obligaverunt se per juramentum et publicum instrumentum sub forma predicta. Testes P. de Baure, Berengarius Leonis, Ber. Digon et P. Ariberti.

LXVI. — 20 mai 1251, Carcassonne. — Prorogation de liberté jusqu'au samedi suivant (27 mai) pour Raymond Valguier, de Villar-en-Val.

Anno quo supra, XIII° kal. junii. Comparuit R^dus Valguerii de Vilario Valle Danie coram domino episcopo Carcassone, cui diem assignavit ad diem sabbati proximo venturum ad redeundum in murum unde exiverat de licencia ejusdem domini episcopi; et hec prorogatio est sibi facta ad preces... monachi de Villalonga.

LXVII. — 15 juin 1251, Carcassonne. — Pagane, femme de Pons Arnaud, de Preixan, est autorisée à sortir de prison jusqu'à l'Assomption (15 août). Caution, Pierre G., du Bourg.

Anno quo supra, XVII kal. julii. Data est licencia Pagane, uxori quondam Poncii Arnaldi, de Preissano,

tiam quam sibi idem dictus episcopus duxerit injungendam; quod nisi faceret, prenominati solvent illam pecuniam ad omnimodam voluntatem domini episcopi. Testes magister Ber. de Alairaco, clericus, G. Cucumeris, Ber. Digon, Johannes Furnerius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXI. — 8 septembre 1251, Carcassonne. — Cautions pour Ar. *de Rezes,* de Villemoustoussou.

Anno [et die] quo supra. Ar. de Rezes, et pro eo et mandato ejus Ber. Escuder et Ber. Fabre, de Villamostautione, obligaverunt se modo et forma predicta pro eodem Ar^{do} de Rezes, de Villamostautione. Testes magister Robertus, et Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXII. — 8 septembre 1251, Carcassonne. — Guillaume *de Rezes* s'engage pour Ar. *de Rezes,* son père.

Item, eadem die obligavit se Guillelmus de Rezes eodem modo pro Ar. de Rezes, patre suo.

LXXIII. — 9 septembre 1251, Carcassonne. — Cautions pour G. Raseire, de Pezens.

Anno quo supra, v° idus septembris. G. Razeire, de Pezinco, et pro eo et mandato ejus R. Vitalis, P. R. Vitalis, et Nicohlaus de Pezinco obligaverunt se et sua, quilibet in solidum, per prestitum juramentum, sub pena L librarum, quod ipse G. parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi Carcassone; alioquin prenominati solvent illam pecuniam ad omnimodam voluntatem ejusdem domini episcopi. Testes frater G. Porta, Jo. Furnerius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

ajunctum a domino episcopo vel ab alio, loco seu vice psius domini episcopi; alioquin prenominati quilibet in solidum solvent L libras pacifice et quiete ad voluntatem domini episcopi. Testes magister R. David, B. G., capellanus de Sauzenx, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit. Hoc etiam se servare, facere et complere juraverunt supradicti Ber. Micahelis et Vassallus; et obligaverunt se et sua in presencia testium predictorum et plurium aliorum.

XIX. — 5 septembre 1251, Carcassonne. — Vassal, de Salsigne, à l'audience reçoit communication des charges pesant sur lui et assignation pour la veille de la Saint-Mathieu (20 septembre) pour présenter sa défense.

Item, anno quo supra, nonis septembris. Comparuit Vassallus, de Salsinhano; et fuerunt sibi tradita acta nventa in inquisitione contra ipsum; et fuit sibi assignata dies vigilia instantis festi beati Mathei apostoli, ad proponendum exceptiones et deffensiones suas egitimas, si quas habet. Testes frater G. Porta, frater Boneti, G. Faure, Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit, et multi alii.

XX. — 8 septembre 1251, Carcassonne. — Cautions pour Ar. Narbonne, de Villemoustoussou.

Anno quo supra, VI idus septembris. Ar. Narbona, de Villamostautione et pro eo et mandato ejus obligaverunt se et sua, sub pena L librarum, R. Veziani, privignus dicti Ar., R. de Turribus, R. Auterii, P. Ar. et Pon. Furnerii, de Villamostautione, quilibet in solidum, juramento interposito, quod ipse Arnaldus Narbona parebit mandatis omnibus et singulis domini episcopi, et faciet et complebit peniten-

bronda et Alazais, uxor P. Barroti de Burgo, obligaverunt se pro Guillelma Gasneira, de Villamostautione, simili modo. Testes R. Carbonelli, et R. Petri, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXVII. — 2 octobre 1251, Carcassonne. — Ber. de Bram, domicilié à Conques, détenu pour hérésie, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et à la pénitence. Cautions.

Anno quo supra, VI nonas octobris. Ber. de Bram, de Conchis, qui detinebatur pro heresi Carcassone, juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et facere omnem penitentiam et complere quam sibi pro dicto crimine duxerint injungendam; et quod ita observet fidejusserunt pro ipso R. Bernardonus, R. de Baucio, Pon. Bertrandi, et Martinus de Bram de Conchis, sub pena L librarum, quisque in solidum per juramentum et publicum instrumentum. Testes Ber. Digon, Johannes Furnerius, Rogerius Saumaterius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXVIII. — 2 octobre 1251, Carcassonne. — Ber. *de Curtibus de Rupefera* s'engage comme le précédent.

Eadem die. Ber. de Curtibus de Rupefera juravit idem; et fidejusserunt pro ipso secundum modum et formam predictam P. Oliba, de Rupefera, et Ber. Fabri, de Priveirenga. Testes Ber. Digon, P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXIX. — 5 octobre 1251, Carcassonne. — P. At, de Moussoulens, s'engage comme le précédent.

Item, anno quo supra, III° nonas octobris. Idem juravit P. Ath. de Mossolenx; et fidejusserunt pro ipso secundum modum et formam predictam Bertrandus Malpuel, G. de Castello, P. R. de Ventaio, mili-

tes. Testes Ber. Digon, Tardi, Berengarius Leonis, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXX. — Même jour. — Viguier, de Montolieu, et Bertrand Malpuel s'engagent à payer 150 sous, somme que P. At avait reçue des hérétiques.

Eadem die. Vicarius de Monte Olivo et Bertrandus Malpuel obligaverunt se et sua inquisitoribus in centum L solidis persolvendis in tribus vicibus, videlicet L sol. die jovis proxima, et alios L ad aliam diem jovis sequentem, et alios L ad aliam diem jovis sequentem, pro Petro At, de Mossolinco, qui recepit dictos denarios ab hereticis; et sic servare et complere juraverunt et concesserunt fieri publicum instrumentum. Testes Sancius Morlana, P. R., de Ventaio, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXXI. — Même jour, dans l'église Saint-Michel de la ville basse de Carcassonne. — Injonction à ceux de Preixan, Coufoulens, Cavanac, Cornèze, Leuc et Villefloure qui ont reçu grâce des croix d'avoir à faire les pèlerinages mineurs dans huit jours, les pèlerinages majeurs dans quinze jours, et à passer *ultra mare* avec le premier passage.

Eodem die. Injunctum fuit ab inquisi[toribus] in ecclesia Sancti Micahelis Burgi Carcassonensis hominibus de Preissano, de Cofolento, de Cavanaco, de Cornazano, de Lieuco, et de Villa Fleurano quibus fuerunt imposite cruces pro heresi et quibus facta est gratia de crucibus, quod incipiant facere peregrinationes minores sibi injunctas pro dicto crimine usque ad VIII dies, et majores[1] usque ad XV dies; et in primo passagio transeant ultra mare qui ad hoc sunt obligati.

1. D'après les condamnations contenues dans le tome XXI

LXXXVI. — 6 octobre 1251, Carcassonne. — P. Borcel, d'Alzonne, à l'audience, déclare vouloir défendre Peyrone, sa mère, dont il est l'héritier; il est ajourné du dimanche suivant en huit jours (15 octobre) pour entendre la sentence contre Peyrone.

Anno et die predictis. P. Borceli, de Alzona, comparuit Carcassonam coram inquisitore citatus; et requisitus si volebat deffendere de heresi Petronam, matrem suam quondam, cujus dicebat se esse heredem, dixit quod volebat ipsam deffendere; et fuit ei assignata dies de die dominica in octo diebus ad audiendum diffinitivam sententiam super hiis que in inquisitione inveniuntur contra dictam Petronam.

LXXXVII. — 9 octobre 1251, Carcassonne. — Guillaume Raymond, de Ventenac-Cabardès, renonce à défendre son père.

Anno quo supra, VII idus octobris. Comparuit dictus G. R[di] de Ventenaco; et requisitus si volebat deffendere Ber. de Ventenaco, patrem suum, super hiis que de heresi in inquisitione inventa sunt contra eum, dixit quod non.

LXXXVIII. — 6 octobre 1251, Carcassonne. — Grâce des croix est faite par l'évêque à Ulysse, de Cabaret, jusqu'à Noël.

Anno quo supra, II nonas octobris. Facta est gratia per dominum episcopum Ulixi de Cabareto de crucibus sibi pro heresi impositis usque ad instans festum Nativitatis Domini; et tunc, non expectato mandato ejusdem vel alicujus alterius, debet illas cruces resumere; et sic juravit et concessit fieri publicum instrumentum. Testes Po. Benedicti, Rogerius, canonici Carcassone, et P. Ariberti, qui hec scripsit.

LXXXIII. — 27 septembre 1251, Carcassonne. — *Item*, Ber. Pastre.

Anno et die predictis. Ber. Pastre juravit, etc., *ut supra*, et fidejusserunt pro ipso sub pena L librarum G. de Serra, et Ar. Garric; et obligaverunt se, et cetera, *ut supra*. Testes predicti.

LXXXIV. — 29 septembre 1251, Carcassonne. — P. Bel et Ber. Bel, frères, *de Rupefera*, s'obligent à obéir aux inquisiteurs et donnent leurs cautions.

Anno quo supra, III° kal. octobris. P. Bellus et Ber. Bellus, fratres, de Rupefera, juraverunt stare mandatis inquisitorum, et cetera, *ut supra;* et fidejusserunt pro ipsis sub pena centum librarum Ar. Vitalis, Pon. Vitalis, Ber. Vitalis fratres, P. Aimerici de Insulis, Ber. de Sacumba, Ber. Faber, de Rupefera; et obligaverunt se et sua, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum. Testes Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

LXXXV. — 6 octobre 1251, Carcassonne. — Guillaume Raymond, de Ventenac-Cabardès, demande jour pour délibérer s'il défendra Bernard son père et est assigné au lundi suivant (9 octobre)[1].

Anno quo supra, II° nonas octobris. Guillelmus R^di^ de Ventenaco comparuit citatus apud Carcassonam coram inquisitore; et requisitus si volebat deffendere Ber. de Ventenaco, patrem suum quondam, de heresi, cujus per instrumentum ostendebat se esse heredem, dixit quod volebat diem ad deliberandum; et fuit sibi dies lune assignata.

1. Voy. n° LXXXVII.

Rupefera, juravit stare mandatis omnibus et singulis domini episcopi et inquisitorum, et facere et complere omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, Ber. Combes, Adam de Rupefera, R. Maiofa, Ar. de Cazilhac, de Insulis, quisque in solidum; et per juramentum obligaverunt se et sua, et concesserunt fieri publicum instrumentum. Testes Jo. Furnerius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XCII. — 28 octobre 1251, Carcassonne. — Permission est donnée à Virgilie, de Couffoulens, malade, de sortir de prison et de rester hors jusqu'à sa guérison. Cautions assermentées.

Anno Domini M° CC° LI°, v kal. novembris. Data est licentia Vergilie de Cofolento exeundi murum ubi erat intrusa pro crimine heresis, quousque convaluerit et sit liberata a sua egritudine[1]; et ex tunc, non expectato alicujus mandato, debet redire in eumdem murum ad penitentiam sibi injunctam pro dicto crimine peragendam; et quod ita observet fidejusserunt pro ipsa, sub pena L librarum, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum se et sua obligantes, G. R. Flessada, P. Ber. Carreria, de Burgo[2], G. Ros et Ber. Ros, fratres, filii dicte Virgilie. Testes Ber. Gausberti, Ermengaudus de Monte Claro et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

1. Voy. plus haut, n° XXII, note.
2. Bourg de Carcassonne, par opposition à la Cité ou nouvelle ville.

XCIII. — 28 octobre 1251, Carcassonne. — P. Sanha et Guillelme, sa belle-mère, femme de Jean Bonnel, de Cuxac-Cabardès, s'obligent à obéir à l'évêque et aux inquisiteurs. — Leurs cautions assermentées.

Anno quo supra et die. P. Sanha et Guillelma, socrus ejus, uxor Johannis Bonelli, de Cutsiaco, juraverunt stare mandatis omnibus et singulis domini episcopi et inquisitorum, et facere et complere penitentiam quam sibi pro heresi duxerint injungendam ; et quod ita observent obligaverunt se et sua, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum, sub pena centum librarum, Ber. Clerici, G. Guiraudus, P. Mata, Jocobus de Cutsiaco, Ar. Lebrel et P. Catala, de Cutsiaco, P. Vitalis et P. Chatmar, de Vilardonello, et Guillelmus Clericus, de Villanova. Testes capellanus de Cutsiaco, Johannes Furnerius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XCIV. — 2 novembre 1251, Carcassonne. — Permission est donnée à Guillaume Pagès, *de Rupefera*, gravement malade dans la prison de la Cité, de prendre demeure dans le Bourg, d'où il ne doit point s'éloigner. — Ses cautions.

Anno quo supra, IIII nonas novembris. Cum Guillelmus Pages, de Rupefera, detineretur captus in Civitate et graviter infirmaretur, est data sibi licencia morandi in Burgo in aliqua domo, quousque convaluerit; et inde non debet recedere sine licencia inquisitorum ; et mandatis omnibus et singulis eorumdem parere debet sine fraude ; et quod ita observet fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, Vitalis Pagesii, frater ejus, Guiraudus Aprilis, et Poncius Durandi, de Rupefera, et Ar. Gauzinh, de Insulis, obligantes se et sua,

quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum. Testes Ber. Gausberti, Jo. Furnerius, Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XCV. — 8 novembre 1251, Carcassonne. — P. Roussel, de la Bastide-Rougepeyre, s'oblige à obéir à l'évêque et aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno Domini M°CC°LI°, VI° idus novembris. P. Rosselli, de Bastida Rogerii Petri, juravit stare mandatis omnibus et singulis domini episcopi et inquisitorum et facere et complere omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam ; et quod ita observet fidejusserunt pro ipso Ar. Gaumar et G. Gaumar, fratres, et P. Gauterii de dicta Bastida, per juramentum et publicum instrumentum, quilibet in solidum, sub pena L librarum, se et sua obligantes. Testes G. Stephani, Amelius de Arzinco, et Amelius Garcias, de Pezinco, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XCVI. — 9 novembre 1251, Carcassonne. — Jean Bonel, de Cuxac-Cabardès, s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra, V idus novembris. Johannes Bonelli, de Cutsiaco, juravit idem pro se quod dictus P. Rosselli; et fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum, obligantes se et sua, R^dus^ Bellushomo, Vitalis Rogerius, Johannes Vicarius, Ber. Maury, P. Chatmar, Ar. Barta et Bernardus Clerici. Testes frater G. Porta, Ber. Gedor, Gauterius Morlana[1], clerici domini episcopi et scriptores, Ber. Digon, et Johannes Furnerius et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

1. Voy. plus bas, n° CCXLV.

XCVII. — 9 novembre 1251, Carcassonne. — Pierre Daide, de Canecaude, s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Petrus Daide, de Canacalida, juravit idem; et fidejusserunt pro ipso juxta predictum modum Ber. Jordani, G. Micahelis, de Canacalida, et P. Fabre, de Vilardonello. Testes Ber. Digon, Johannes Furnerius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

XCVIII. — 9 novembre 1251, Carcassonne. — Ber. Gamozenc, de la Tourette, s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Ber. Gamozenc, de Turreta, juravit idem; et fidejusserunt pro ipso juxta predictum modum G. Darros et P. Lanet, de Miravalle, modo predicto. Testes predicti.

XCIX. — 17 novembre 1251, Carcassonne. — Aimeric Faure, d'Alzonne, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et à comparaître, après citation, au simple appel de ses cautions.

Anno quo supra, xv kal. decembris. Aimericus Faber, de Alzona, juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et facere [et] complere omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et quandocumque citetur in ecclesia de Alzona, licet citatio non perveniat ad ipsum, debet comparere coram eisdem inquisitoribus ad vocationem seu mandatum fidejussorum suorum infrascriptorum; et quod ita compleat et observet fidejusserunt pro ipso, sub pena centum librarum, Po. Isarni, P. Bos, Rogerius Segui, Ber. Segui et P. Donuzelli, de Alzona, quisque in solidum, se et sua per juramentum proprium obligantes. Testes P., capellanus de Blu-

maco, G. Capitisville, clericus ejus, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

C. — 20 novembre 1251, Carcassonne. — P. Bellaire, des Ilhes, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, XII° kal. decembris. P. Bellaire de Insulis juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et facere et complere omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et quod ita compleat et observet fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, Ar. Gauzinh, Vitalis Besseda et Ar. Turc de Insulis, quisque in solidum, se et sua per juramentum proprium obligantes. Testes frater G. Porta, Ber. Digon et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CI. — 23 novembre 1251, Carcassonne. — G. Panairer, de Canecaude, déjà condamné à vêtir les croix, s'oblige à obéir à l'évêque et aux inquisiteurs. — Ses cautions[1].

Anno quo supra, IX kal. decembris. G. Panairerii, de Canacalida, pro heresi crucesignatus obligavit se et sua, et juravit stare mandatis omnibus et singulis domini episcopi et inquisitorum, et facere et complere omnem penitentiam quam sibi pro heresi duxerint injungendam; et quod ita observet et compleat fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, P. W. Furnerii, Ar. Hugo, pelliparius de Burgo, quisque in solidum, se et sua per juramentum obligantes. Testes P. de Baure, Johannes Furnerius et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

1. Voy. plus bas, n° CVII.

CII. — 3 décembre 1251, Carcassonne. — Cautions pour le précédent.

Item, anno quo supra, III° nonas decembris. P. Bonafos, Ar. Bonafos, G. Po. Sigui, R. Bonet de Vilardonel, Jo. Sabater, Jo. Neil, R. Gaufre, de Canacalida, obligaverunt se et sua sub dicta pena modo et forma predicta, pro dicto G. Panairerii. Testes Jo. Furnerii, P. Sicard de Vilal[ier], P. Ariberti.

CIII. — 26 novembre 1251, Carcassonne. — Ar. Romeu s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, VI kal. decembris. Ar. Romevi juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et facere et complere omnem penitentiam, quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et quod ita observet fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, quisque [in] solidum se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum, P. Romevi, frater dicti Ar., P. Bonafos, Ar. Bonafos, G. Po. Sigui, de Canacalida. Testes Jo. Furnerius, Berengarius Leonis, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CIV. — 29 novembre 1251, Carcassonne. — Guillaume Vilaudran s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra, III° kal. decembris. Guillelmus Vilaudran juravit stare, et cetera, *ut supra;* et quod ita observet fidejusserunt pro ipso Poncius de Cumba, de Rupefera, senior, Ar. de Delhols, de Manso, G. Clerici, de Priveirenga, sub pena LX librarum, quisque in solidum se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum. Testes magister P., officialis,

Guiraudus, capellanus de Aqua Viva, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CV. — 3 décembre 1251, Carcassonne. — R. Faure, de Canecaude, s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra, III° nonas decembris. R. Faber, de Canacalida, juravit et obligavit, et cetera; et fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, P. Bonafos, G. Po. Segui, Ar. Bonafos, et Ar. Daide, de Canacalida, quisque in solidum se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum. Testes Johannes Furnerius, P. Sicardi, de Vilalier, et P. G., de Burgo, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CVI. — 3 décembre 1251, Carcassonne. — Cautions pour Véziade, femme de Ber. Daide, de Canecaude.

Anno [et die] quo supra. P. Sicardi de Vilalier, Poncius Bernardi, de Ripparia, et G. de Vilario, de Salsinhano, obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum, pro Veziada, uxore Ber. Daide, de Canacalida, quod ipsa parebit mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et faciet et complebit penitentiam quam ei pro crimine heresis duxerint injungendam; quod nisi faceret, prenominati solvent L libras melgorensium ad voluntatem inquisitorum.

CVII. — 5 décembre 1251, Carcassonne. — Cautions pour G. Panairer, de Canecaude[1].

Anno Domini M° CC° LI°, nonis decembris. Micahel P. Aimerici, Ar. Daide, de Canacalida, et Po. Gavauda, de Conchis, obligaverunt se et sua, quisque in solidum,

1. Voy. plus haut, n° CI.

sub pena L librarum, per juramentum et publicum instrumentum, pro G. Panairer, de Canacalida, quod ipse pareat mandatis omnibus et singulis domini episcopi et inquisitorum, et faciet et complebit penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et de hac fidejussione absolvimus Ar. Hug, et P. G. Forner, de Burgo, qui alias fidejusserunt pro ipso. Testes Ber. Goder et G. Amelii, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CVIII. — 14 décembre 1251, Carcassonne. — Audiardis Pagès, de Moussoulens, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, XIX kal. januarii. Audiardis Pagesia, de Mossolenco, juravit et obligavit se et sua, et cetera, *ut supra;* et fidejusserunt pro ipsa G. Barrau, P. Vaquer, Bertrandus Cabos, G. Marti, Guillelmus Boerii, sub pena centum librarum, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum se et sua obligantes. Testes Ber. Digon, Jo. Furnerius, G. Trepati, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CIX. — 15 décembre 1251, Carcassonne. — R. Ratmir, de Cuxac-Cabardès, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, XVIII° kal. januarii. R. Ratmir, de Cutsiaco, juravit et cetera; et sunt pro ipso fidejussores, quisque in solidum, sub eadem pena, per juramentum et publicum instrumentum, G. Radulphi, Ber. Jo., Jacobus Maury, Martinus Rogerii, Ber. Mauri, Ar. Barta, de Cutsiaco, se et sua obligantes. Testes G., archidiaconus Carcassone, G. Cucunerii et P. Ariberti predictus.

CX. — 17 décembre 1251, Carcassonne. — Rixendis, de Bram, et Sicarde, sa sœur, de Conques, s'obligent à obéir aux inquisiteurs. — Leurs cautions.

Anno quo supra, XVI kal. februarii. Rixendis de Bram et Sicarda, soror ejus, de Conchis, juraverunt stare, et cetera; et fidejusserunt pro ipsis, sub pena centum librarum, R. de Baucio, de Villalerio, Martinus de Brom, et R. Bernad, de Conchis, se et sua obligantes, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum, modo et forma predicta. Testes Hugo, capellanus de Villalerio, Jo., capellanus de Conchis.

CXI. — 19 janvier 1252 (n. st.), Carcassonne. — P. Morret, à l'audience, devant les inquisiteurs, déclare ne vouloir se défendre; mais il nomme ses ennemis. Il est assigné au dimanche suivant (20 janvier), dans l'église Saint-Vincent, pour entendre la sentence.

Anno quo supra, XIIII° kal. februarii. P. Morret comparuit coram magistris Radulpho et R^do^ David inquisitoribus, apud Carcassonam; et requisitus si volebat se deffendere de hiis que in inquisitione inventa sunt contra eum, et si volebat ea in scriptis recipere, dixit quod non. *Item*, requisitus, dixit quod habebat inimicos, videlicet Ber. de Brom et sorores ejus, pro eo quod habuit causam cum eis super quadam aissada[1]; tamen postmodum pacificatum fuit inter eos. *Item*, Ber. Seguini est inimicus suus, quia interfecit aliquos de consanguinitate uxoris sue. *Item*, Saurina est inimica sua, quia ipsa dicebat quod habuerat

1. Hache.

rem cum filia sua. Et requisitus si aliud volebat dicere vel proponere ad deffensionem suam, dixit se nichil aliud scire; et fuerunt sibi publicata dicta testium in inquisitione contra ipsum inventa, in presencia domini episcopi et dictorum inquisitorum, magistri P., officialis, P., capellani de Rupefera, J., capellani de Insulis, et P. Ariberti, et multorum aliorum. Et facta publicatione, iterum fuit requisitus semel, secundo et tertio, si volebat aliquid aliud dicere ad deffensionem suam vel aliquas legitimas exceptiones proponere, dixit quod non, nisi sicut dixit. Et fuit sibi assignata dies super hiis que inventa sunt contra eum in inquisitione et sibi publicatis in presencia predictorum, hac instanti die dominica, ad audiendum diffinitivam sententiam in ecclesia Sancti Vincencii in Burgo.

CXII. — 22 janvier 1252 (n. st.), Carcassonne. — P. Morret et Ber. Morret, de Conques, s'obligent à obéir à l'évêque et aux inquisiteurs. — Leurs cautions[1].

Anno Domini M° CC° LI°, xi° kal. februarii. P. Morret et Ber. Morret, de Conchis, obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum quod ipsi parebunt mandatis omnibus et singulis inquisitorum et domini episcopi, et facient et complebunt omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et fidejusserunt pro ipsis, sub pena centum librarum, B. R^{di}, sabaterius, de Burgo, G. Garcias, P. Engarabou, et Poncius Engarabou, de Burgo, se et sua, quisque in solidum, obligantes per juramentum et publicum instrumentum.

1. Voy. le n° suivant.

Testes P. de Brugairolis, capellanus, magister Garcias, Jo. Furnerius et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXIII. — 23 janvier 1252 (n. st.), Carcassonne. — Cautions pour les précédents.

Anno quo supra, x kal. februarii. Ber. Molinerii, R. de Arzinco, Amelius de Rabastenx, P. Roia, de Conchis, obligaverunt se pro dictis fratribus, modo et forma superius expressa. Testes Johannes Fornerii, et P. Ariberti, notarius, in presencia inquisitorum.

CXIV. — 21 janvier 1252 (n. st.), Carcassonne. — P. At, de Moussoulens, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions[1].

Anno quo supra, xii kal. februarii. P. At., de Mossolenco juravit stare mandatis inquisitorum, et facere et complere omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et propter hoc obligavit se et sua sub pena centum librarum per juramentum et publicum instrumentum; et fidejusserunt pro ipso sub eadem pena Bertrandus Malpuelli, miles, Guillelmus Amelii, P. Vaquerii, de Mossolinco, Po. de Mossolinco, de Monte Regali, quisque se et sua in solidum obligantes per juramentum et publicum instrumentum. Testes magister P., officialis, R. Senher, de Arzinco,...[2], capellanus Sancti Vincencii, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

1. Voy. plus haut les nos XLV, LXXIX.
2. Le nom du curé de Saint-Vincent manque dans le ms.

CXV. — 28 janvier 1252 (n. st.), Carcassonne. — Ermengaud de Villatraver, de Montréal, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LI°, v° kal. februarii. Ermengaudus de Villatraverio, de Monte Regali, juravit stare et parere mandatis omnibus et singulis inquisitorum et facere et complere omnem penitentiam quam sibi pro crimine heresis duxerint injungendam; et super hoc obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum, et fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum, R. Senher, de Arzinco, et Guillelmus de Mirapisce, de Monte Regali, quisque in solidum se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum. Testes Sicardus de Vilatraver, Johannes Fornerius et P. Ariberti, qui hec scripsit.

CXVI. — 2 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — Amelius Garcia, de Pezens, s'oblige comme le précédent. Il est cité pour le lundi après *Letare* (11 mars).

Anno quo supra, IIII° nonas februarii. Amelius Garcia, de Pezinco, juravit, et cetera; et obligavit se et sua ad parendum mandatis omnibus et singulis inquisitorum; et fidejusserunt pro ipso, sub pena centum librarum, quisque in solidum, Ber. de Puteo, de Fontiano, et R. de Ulmo, de Fontiano, se et sua per juramentum proprium et publicum instrumentum obligantes. Actum in presencia domini episcopi et inquisitorum, Ber. de Solerio et P. Ariberti, notarii. Et est dicto Amelio assignata dies feria II^a post *Letare Jherusalem* ad comparendum coram inquisitoribus apud Carcassonam, et confitendum super hiis que de heresi inveniuntur contra ipsum.

CXVII. — 6 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — Arnaud et Raymond, d'Aragon, s'obligent à obéir à l'évêque et aux inquisiteurs. — Leurs cautions.

Anno quo supra, VIII° idus februarii. Arnaudus et R^ndus^ Pelat fratres, de Aragone, obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum quod ipsi parebunt mandatis omnibus et singulis inquisitorum et domini episcopi; et facient et complebunt penitentiam quam ipsi pro crimine [heresis] eis duxerint injungendam; et fidejusserunt pro ipsis sub pena centum librarum Martror de Aragone, G. Escafre, magister Ar. R., Ber. Reissavi, Ar. Maur, G. Boneti, de Aragone, et P. Regis, de Caudabronda, quilibet in solidum se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum. Testes Johannes Furnerius et multi alii et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXVIII. — 9 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — Pons Gironde, de Saissac, s'oblige comme les précédents.

Anno Domini M° CC° L° I°, V idus februarii. Poncius Gironda, de Saxiaco, juravit etc.; et fidejusserunt pro ipso sub pena L librarum Ber. Fabre de Grazanis, de Burgo, G. Bonafilha, et Ar. de Caucer, de Saxiaco, se et sua etc. obligantes. Testes [Jo.] Mossairo, Ber. Gausberti, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXIX. — 9 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — G. Martin, de Moussoulens, s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis[1]. G. Martini, de Mossolinco,

1. A la marge : *De Mossolinco*.

juravit, etc.; et fidejusserunt pro ipso sub pena L librarum Ber. Faure, Berengarius Bota, Ber. Martini, Johannes Martini, de Mossolinco, modo et forma predicta. Testes Ber. Gausberti, Johannes Furnerius et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXX. — 10 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — P. Vesola s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra[1], IIII° idus februarii. P. Vezola juravit stare, etc.; et pro eo fidejussit Johannes Mossairo, Ber. Fabri de Grazanis, de Burgo, G. Bonafilia, de Saxiaco, sub pena L librarum modo et forma predicta. Testes Ar. de Caucer, R. Durandi, et Johannes Furnerius.

CXXI. — 10 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — R. *de Caucer* s'oblige comme le précédent.

Item, anno et die predictis. R. de Caucer juravit etc.; fidejussit pro ipso, sub eadem pena et forma, Johannes Mossairo, P. Vezola, Ber. Fabri de Grazanis, G. Bonafilia, et Arde Caucer, et Johannes Furnerius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXII. — 23 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — Gencer, veuve de Ber. Folquier, de Pezens, s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra[2], VII° kal. marcii. Gencer, uxor quondam Ber. Folquerii, de Pezinco, juravit et obligavit se, etc.; et fidejusserunt pro ipsa sub pena L librarum quisque in solidum, se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum Johannes Basser, Ar.

1. A la marge : *De Saxiaco.*
2. A la marge : *De Pezinco.*

Gairais, Stephanus Barrot, de Burgo, et R. Folquerii, filius dicte Gencer. Testes Johannes Fornerius et P. Ariberti.

CXXIII. — 24 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — Ber. Tarassan, mercier du Bourg, à l'audience, déclare ne vouloir pas se défendre; mais il nomme ses ennemis. Il est assigné pour le mardi suivant (26 février).

Anno Domini M° CC° LI°, VI° kal. marcii. Ber. Tarassana, mercerius, de Burgo, comparuit coram magistro R. David, inquisitore; et requisitus si vult se deffendere de hiis que in inquisitione inventa sunt contra eum et vult ea in scripturis recipere, dixit quod non. *Item*, requisitus si habet inimicos, dixit quod sic : Dulciam, uxorem Poncii Gairet, et ipsum Poncium; alios inimicos non dicit se habere. Et fuit sibi dies martis proxima assignata ad proponendum et properandum (*sic*) causas inimicitiarum predictarum, et ad dicendum quicquid dicere voluerit ad deffensionem suam.

CXXIV. — 24 février 1252 (n. st.), Carcassonne. — Étienne Gairaud, de Villegly, non cité, corrige son ancienne confession.

Anno quo supra[1], VI° kal. marcii. Stephanus Gairaudi, de Villaiglino, rediit per se non citatus nec vocatus coram magistro R. David, inquisitore; et dixit quod quondam confessus fuerat seu dixerat in confessione sua que non erant vera, videlicet quod G. Dozil numquam vidit cum hereticis, nec adorantem, nec eorum predicationes audientem, licet in confessione sua ipse testis hoc dixerat ad suggestionem Guillelmi

1. En regard, à la marge : *De Vilaiglino*.

Rogerii, qui dixit sibi in hunc modum : « Dicatis quia ego dixi. » Et predicta revocat ipse testis propter hoc quia, cum idem testis rediisset de confessione sua apud Villaiglinum, dictus G. Dozil quesivit ab ipso teste quid dixerat; cui ipse testis respondit quod posuerat ipsum in scripto; et tunc G. predictus dixit : « Quis seductor potuit me ponere? » Et ipse testis respondit quod hoc fecerat de consilio G. Rogerii. Hec deposuit apud Carcassonam, coram magistro R. David, inquisitore. Testes Johannes Furnerius, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXV. — 1er mars 1252 (n. st.), Carcassonne. — P. Gras, d'Aragon, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, kalendis marcii. P. Grassi de Aragone juravit, etc.; et fidejusserunt pro ipso P. Rogerii, de Vallegosa, R. Daide, Ber. Rogerii, G. Bonet, sub pena L librarum, se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum juxta predictum modum. Testes Jo. Furnerius et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXVI. — 9 mars 1252 (n. st.), Carcassonne. — P. *de Berriaco* refuse de répondre sur l'authenticité de la lettre d'après laquelle Guillaume Nègre aurait purgé sa sentence; retenu dans la prison épiscopale, il la dit fausse. Il est assigné au lundi après la Passion (18 mars).

Anno Domini M° CC° LI°, VII° idus marcii. P. de Berriaco comparuit coram inquisitoribus; et requisitus si credit litteram confectam super purgatione Guillelmi Nigri esse veram, noluit respondere pluries requisitus; et est sibi injunctum, in virtute prestiti juramenti, quod non exeat domum episcopalem quousque res-

ponderit; et post aliquod intervallum respondit et dixit se non credere dictam litteram esse veram; credit tamen duo sigilla appensa esse vera, et scriptorem qui eam scripsit esse verum et legalem; et fuit sibi dies assignata die lune post dominicam de Passione ad probandas causas falsitatis predicte littere.

CXXVII. — 11 mars 1252 (n. st.), Carcassonne. — Vital Amdeu s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions[1].

Anno quo supra, v idus marcii. Vitalis Amdeu, filius quondam R. Vitalis, de Mossolinco, juravit stare mandatis inquisitorum et venire ad diem et ad dies sibi assignatas; et fidejusserunt pro ipso Ar. Vitalis, Bertrandus Cabos et Guillelmus Barravi, de Mossolinco, sub pena L librarum se et sua per juramentum obligantes juxta formam predictam.

CXXVIII. — 15 mars 1252 (n. st.), Carcassonne. — Lombarde et Raymond Roger, de Preixan, s'obligent à obéir aux inquisiteurs. — Leurs cautions.

Anno quo supra, idibus marcii. Lombarda et R^dus^ Rogerii de Preissano juraverunt[2] etc.; et fidejusserunt pro ipsis sub pena et forma predicta P. W. Corralis, de Burgo, Ja. Suola, de Aladerno. Testes W. F., capellanus de Floirano, et P. Ariberti, coram inquisitoribus.

CXXIX. — 29 mars 1252, Carcassonne. — Ar. *de Solerio*, à l'audience, demande jour pour se défendre ou avouer. Il est assigné au lundi après l'octave de Pâques (8 avril).

Anno quo supra[3], v kal. aprilis. Ar. de Solerio

1. Voy. plus haut, n° XLVII.
2. Ms. : *juravit*.
3. L'année commençant le 25 mars, il faudrait : *Anno M° CC° LII°*.

comparuit coram inquisitoribus; et requisitus si vult se deffendere de hiis que in inquisitione inventa sunt contra eum, et si vult ea in scriptis recipere, petiit diem ad deliberandum; et est sibi assignata dies feria IIa post octabas Pasche, vel ad deffendendum vel ad confitendum.

CXXX. — 29 mars 1252, Carcassonne. — Ber. Buade et P. Buade frères, de Salsigne, s'obligent à payer 10 livres pour leur père mort, auquel il avait été ordonné de faire le voyage de Terre Sainte.

Anno et die predictis. Ber. Buada et P. Buada, de Salsinhano, pro se et fratre suo, juraverunt se soluturos X libras pro patre suo defuncto, cui erat injunctus transitus transmarinus, in recompensationem illius transitus; et hoc debent facere usque ad Ascentionem Domini; et fidejussit pro ipsis bona fide Pon. Chatmar, de Rusticanis. Persolverunt totum.

CXXXI. — 14 avril 1252, Carcassonne. — R. Sabatier, du Bourg, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LII°, XVIII° kal. maii. R. Sabaterii, de Burgo Carcassone, juravit stare mandatis inquisitorum, et facere et complere penitentiam quam sibi inquisitores pro crimine heresis duxerint injungendam; et fidejusserunt pro ipso, sub pena centum librarum quisque in solidum per juramentum et publicum instrumentum, Poncius Faber, filius dicti Rdi, G. Ar., petrarius, Ar. de Baba, G. de Masselia, P. Ber., P. Bonus Homo. Testis G. Ar., scriptor, G. Martini, scriptor, Johannes Furnerius, Calhavus et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXXII. — 15 avril 1252, Carcassonne. — Blanche, femme de Ber. d'Alairac, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, XVII kal. maii. Blanqua, uxor Ber. de Alairaco, de Aragone, comparuit coram inquisitoribus et juravit se parituram omnibus mandatis et singulis inquisitorum et facere et complere penitentiam quam sibi pro heresi injungetur; fidejusserunt pro ipsa, sub pena L librarum, per juramentum et publicum instrumentum, Ber. de Alairaco predictus et Ber. Tondeire, de Aragone. Testes R. Helias et P. Cat, de Monte Olivo, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXXIII. — 17 avril 1252, Carcassonne. — Étienne Gayraud, de Villegly, détenu, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, XV kal. maii. Stephanus Gairaudi, de Villaiglino, detentus pro heresi, juravit facere et complere penitentiam quam sibi pro heresi injungetur et parere mandatis omnibus et singulis inquisitorum. Fidejussores G. Gairaudi, Jordanus de Sancto Mameto, R. Quinta, de Villaiglino, G. Pagesii, de Vilari Longo, se et sua, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum obligantes, sub pena L librarum. Testes Jo. Furnerius et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXXIV. — 19 avril 1252, Carcassonne. — G. Arnaud, notaire du Bourg, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, XIII kal. maii. G. Ar., scriptor Burgi seu notarius, juravit parere mandatis omnibus

et singulis inquisitorum et domini episcopi sub pena centum librarum; et sub pena illa fidejusserunt pro ipso quisque in solidum per juramentum et publicum instrumentum, P. Hug, de Tribus Bonis, P. Ar., R. de Gaiano, Johannes Pelliterii et P. Martini.

CXXXV. — 22 avril 1252, Carcassonne. — P. Bernard, de Montégut, à l'audience, déclare vouloir se défendre[1].

26 avril. — Il nomme ses ennemis.

29 avril. — Il reçoit les accusations par écrit, et est assigné au dimanche suivant (5 mai).

4 novembre. — Il déclare s'en tenir à ce qui a été dit. Il est assigné au dimanche suivant (10 novembre), dans l'église Saint-Michel, pour recevoir sa pénitence.

Anno Domini M° CC° LII°, x kal. maii. P. Bernardi de Monte Acuto comparuit coram inquisitoribus; et requisitus si vult se deffendere de hiis que in inquisitione inventa sunt contra eum et si vult ea in scriptis recipere, dixit quod sic.

Item, requisitus si habet inimicos, dixit se nescire, set recordabitur, ut dicit. Et est ei assignata dies veneris ad nominandum inimicos et dicendum causas inimiciciarum et ad recipiendum dicta testium, qui in inquisitione deposuerunt contra eum.

Item, dicta die comparuit P. Ber., et nominavit pro inimico suo Rogerium Bonum Mancipium, de Burgo, pro eo quod quadam vice habuit verba litigiosa secum pro lateribus[2]; et nullum alium inimicum voluit nominare.

Item, requisitus, dixit quod non poterat probare dictas inimicicias.

1. Voy. le numéro suivant.

2. Caractères magiques probablement. Voir le mot *Lateres* dans Du Cange.

Item, requisitus si volebat acta recipere, dixit quod volebat de hoc deliberare. Dixit etiam quod duo anni et dimidius sunt vel III anni, quod ipse habuit dicta verba cum dicto Rogerio. Et est sibi dies lune assignata ad deliberandum utrum velit acta recipere et ad dicendum que dicere voluerit ad deffensionem suam.

Qua die comparuit, et dixit quod volebat se deffendere et recipere acta; et est sibi dies assignata usque ad diem dominicam quod possit dicere quicquid voluerit ad deffensionem suam qualibet die; et infra illam diem non proposuit ad defensionem suam. Et postmodum plures assignationes sibi facte fuerunt ad proponendum quicquid vellet ad defensionem sui. Demum, feria IIII^a post festum Omnium Sanctorum, predictus P. Ber. comparuit coram magistro R. David, inquisitore; et requisitus si aliquid volebat proponere ad defensionem sui contra testes receptos in inquisitione contra ipsum, dixit quod non, nisi ea que superius proposuerat. Et est sibi assignata dies dominica proxima ad recipiendum penitentium super crimine heresis in ecclesia Sancti Michaelis. Et ista assignatio fuit sibi facta sub pena C librarum et prestiti juramenti.

CXXXVI. — 22 avril 1252, Carcassonne. — P. Bernard, de Montégut, s'oblige à obéir à l'évêque et aux inquisiteurs. — Ses cautions[1].

Anno et die predictis. P. Ber., de Monte Acuto, juravit stare et parere mandatis omnibus et singulis domini episcopi et inquisitorum, et facere et complere penitentiam quam ipsi pro heresi sibi duxerint injungen-

1. Voy. le numéro précédent.

dam; et constituerunt pro ipso se fidejussores per juramentum et publicum instrumentum, sub pena centum librarum, G. Ar., notarius, et Johannes de Monte Acuto, quisque in solidum. Testes G. Stephani et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXXVII. — 25 avril 1252, Carcassonne. — Ar. Olier s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, VII kal. maii. Ar. Olerii juravit parere mandatis omnibus et singulis inquisitorum. Fidejussores pro ipso, sub pena L librarum, per juramentum et publicum instrumentum, quisque in solidum, P. Pautus, R. Garini, W. Martini et W. Gairaudi. Testes Jo. Furnerius et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXXXVIII. — 25 avril 1252, Carcassonne. — Ber. Pelat s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Ber. Pelat juravit, etc.; et pro eo, sub eadem pena, modo et forma predictis fidejusserunt R. Bertrit, Poncius de Baure, Ar. Robini. Testes predicti.

CXXXIX. — 25 avril 1252, Carcassonne. — Ar. Benoît, de Villardonnel, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno et die predictis. Ar. Benedicti, de Vilardonello, juravit, etc.; et pro eo fidejussit, sub eadem pena et forma, W. Amelii, P. Faber, Ber. Aosten, et Ber. Moscallo. Testes predicti.

CXL. — 25 avril 1252, Carcassonne. — P. Barrot, de Villemoustoussou, s'oblige comme le précédent.

Anno Domini M° CC° LII°, VII kal. maii. P. Barroti,

de Villamostautione, juravit, etc., ut supra. Fidejussores pro ipso sub pena L librarum, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum, W. Barrot, Ber. Alegre, W. de Rezes, se et sua obligantes. Testes Ber. Digon et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXLI. — 25 avril 1252, Carcassonne. — Roger Gayraud, de Pradelles-en-Val, s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Rogerius Gairaudi, de Pradellis, juravit, etc.; et fidejusserunt pro ipso, sub pena L librarum modo et forma predicta, Ar. Gairaudi, R. de Podio, Micahelis Regafre, Ar. Sirven, Ar. Aolric, P. Gondalbert. Testes R., capellanus de Pradelis, Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXLII. — 25 avril 1252, Carcassonne. — Ber. Airover s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Ber. Airoverii juravit, etc.; et obligavit; et pro ipso fidejussores modo et forma predicta fidejusserunt Ber. Arroverii et omnes prope dicti. Testes predicti.

CXLIII. — 27 avril 1252, Carcassonne. — Imposition de croix à Fornière.

Anno quo supra, v kal. maii. Injunctum est Fornerie quod portet cruces debite quantitatis, secundum quod ei injunctum est; alioquin a die lune in antea abstineat ab ingressu ecclesie.

CXLIV. — 22 mai 1252, Carcassonne. — Barbairan, de la Bastide-Esparbeirenque, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions[1].

Anno Domini M° CC° LII°, XI° kal. junii. Barbairanus

1. Voy. le numéro suivant.

de Preveirenga juravit stare mandatis inquisitorum et venire ad diem et ad dies sibi assignatas, et parere mandatis omnibus et singulis eorumdem inquisitorum. Fidejussores pro ipso, sub pena L librarum, per juramentum et publicum instrumentum, Ar. Faber vel Capdefer, P. Faber, Bernada Fabressa, fratres dicti Barbairani, et P. Cotellerii, de Preveirenga. Testes Jo. Fornerius, Ber. Digon, P. de Brugairolis, capellanus, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXLV. — 24 mars 1255, Carcassonne. — Barbairan s'oblige à accomplir toute pénitence qui lui sera imposée. — Ses cautions[1].

Anno Domini M° CC° LV°, in vigilia Annunciacionis Dominice. Barbairanus juravit, etc., ut supra, et complere omnem penitentiam sibi vice alia injungendam. Fidejussores pro ipso [per] juramentum, P. Faber, nepos dicti Barbairani, et Pon. Molinerii, de Preveirencis, sub pena predicta.

CXLVI. — 14 juin 1252, Carcassonne. — P. Guibert, de la Bastide-Esparbeirenque, détenu, s'engage à accomplir toute pénitence qui lui sera infligée. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LII°, XVIII° kal. julii. P. Guitberti, de Preveirenga, captus et detentus, juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et facere et complere omnem penitentiam quam sibi pro heresi duxerint injungendam. Fidejussores pro ipso, sub pena L librarum, Adalbertus, Pon. Agrefol, P. Johannis, Ber. Candela, se et sua quisque in solidum obligantes. Testes P., capellanus domini episcopi, Hugo, sub-

1. Voy. le numéro précédent.

capellanus de Rupefera, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXLVII. — 17 juin 1252, Carcassonne. — G. Roger, de Villegly, s'oblige à prendre passage pour deux ans. — Ses cautions.

Anno quo supra, xv kal. julii. G. Rogerii, de Villaglino, juravit se transfretaturum in proximo passagio ad duos annos, sub pena centum librarum; et fidejusserunt pro ipso sub eadem pena, per juramentum et publicum instrumentum, G. de Turibus et R., filius ejus, et Ber. Aosten de Podio Nauterio, quisque in solidum se et sua obligantes. Testes Ber. Digon, P. R. et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CXLVIII. — 18 août 1252, Carcassonne. — Pons Vital, de Conques, payera le samedi suivant (24 août) 20 livres tournois pour son oncle, Jean Vital, obligé au passage pour cinq ans.

Anno quo supra, xv kal. septembris. Pontius Vitalis, de Conchis, comparuit coram magistro R. David, inquisitore, et recognovit se esse heredem una cum P. Vitali, fratre suo nunc defuncto, Johannis Vitalis, avunculi sui, cui injunctum fuerat ad quinquennium passagium transmarinum; et mandatum fuit ei quod in sequenti die sabbati satisfaciat pro ipso pro recompensatione ejusdem passagii in xx libris turonensium.

CXLIX. — 25 août 1252, Carcassonne. — Arnaud Aosten, de Villardonnel, s'engage à payer avant la Saint-Michel (29 sept.) 10 livres tournois « pro passagio transmarino. »

Anno Domini M° CC° LII°, VIII° kal. septembris. Arnaudus Aosten, de Vilardonello, juravit solvere pro se usque ad instans festum Sancti Micahelis pro pas-

sagio transmarino x libras turonensium vel melgorensium. Fidejussit pro ipso [per] juramentum Ber. Aosten, frater ejus.

CL. — 26 août 1252, Carcassonne. — Ar. Faure, de Saissac, ajoute à sa confession précédente et déclare vouloir se défendre. Il est ajourné au lendemain[1].

Anno quo supra, VII° kal. septembris. Ar. Faber, quondam de Monte Olivo, nunc de Saxiaco, comparuit coram magistro R. David, inquisitore ; et requisitus si volebat aliquid addere confessioni sue, dixit quod sic, videlicet quod apud Montem Olivum, in domo Ber. Gairveufe, vidit P. Fabrum et socium suum hereticos, presentibus dicto Ber. et Johanna, uxore ejus. Interrogatus dixit se non recordari si ibi adoraverunt dictos hereticos et si vidit alios adorantes. De tempore non recolit.

Item, apud Montem Olivum, in domo Ar. de Rivello, vidit propedictos hereticos, quos ipse testis et dictus Ber. Gairveufa adduxerunt ibi, presentibus dicto Ar. et Willelma, uxore ejus, et Willelma, uxore dicti Ar. Interrogatus dixit se non recordari si vidit se et alios ibi adorantes. De tempore quod supra.

Item, interrogatus si unquam alibi vidit hereticos, dixit quod sic, in domo Petri Beg, propedictis hereticis presentibus, P. Beg et Ermessenda, uxore ejus. Et vidit ibi Ar. Bacia qui adduxit cum ipso teste dictos hereticos, quos Matheus Johannis tradiderat eidem testi apud portam *dels Quatre*.

Interrogatus si adoravit dictos hereticos et vidit alios adorantes, dixit se non recordari. Et post duos

1. Voy. plus haut, n° XIX.

dies ipse testis et dictus Ar. eduxerunt inde illos hereticos et tradiderunt eos Rainerio[1], qui recessit cum eis. De tempore quod supra.

Interrogatus dixit quod alibi non vidit hereticos, nec scit aliud de se vel de aliis, nisi sicut dictum est.

Interrogatus dixit quod numquam vidit aliquam personam hereticam, nec interfuit hereticationi Guillelme Silve, sororis sue, uxoris quondam Willelmi Molinerii; nec aliquo tempore vidit hereticos in domo ejusdem Willelmi.

Requisitus si vult se deffendere de hiis que in inquisitione inventa sunt contra eum, dixit quod sic. Interrogatus si vult ea in scriptis recipere, dixit quod non. Et est dies crastina sibi assignata ad plura dicenda.

CLI. — 3 septembre 1252, Carcassonne. — Arnaud Faure, de Saissac, ajoute à sa confession[2].

Item, anno quo supra, III° nonas septembris. Dictus Ar. testis juratus addidit confessioni sue dicens quod ipse testis et G. Molinerii, sororius suus, adduxerunt quadam vice ad domum ejusdem G., apud Montem Olivum, P. Fabri et socium suum G. Carcasses, hereticos, ad hereticandum Willelmam Silvam, sororem suam, uxorem dicti G.; et ibi dicti heretici hereticaverunt secundum ritum suum eandem G^am in egritudine qua decessit, presentibus dicto Guillelmo et ipso teste, qui faci[eb]at custodiam ad hostium domus ne aliquis posset ibi supervenire. De tempore, circiter XIIII annos.

1. Entre les lignes : *M.*, qui signifie *mortuus*.
2. Voy. le numéro précédent et le n° CLIII.

Item, apud Montem Olivum Matheus Johannis[1] venit ad ipsum testem, quod accederet apud Palumberias ad dictum fratrem suum et Terrenum de Silva hereticos; quod ipse testis fecit; et invenit dictos hereticos et adduxit eos inde in domum Petri de Fontercio[2] et Guillelme Isarne[3], que recepit eos ad preces ipsius testis; et vidit ibi cum eis dictum P. et Isarnam, uxorem ejus, et dictam Guillelmam et Guillelmam Diurnam, ancillam domus; et ibi ipse testis adoravit dictos hereticos et vidit alios adorantes et bibit cum eis. Et post duos dies ipse testis et Willelmus Terreni eduxerunt eos inde et associaverunt eos usque ad vineas de Cabrairissa[4]; et ibi, in recessu, ambo adoraverunt eos; et ipse testis accepit pacem ab eis. De tempore quod supra.

Item, de mandato Ber. Guilaberti, de Saxiaco, ipse testis venit apud Saxiacum ad dictum hereticum, qui tradidit sibi quoddam *rest*[5] de tructis; et ambo iverunt ad domum Ar[di] Poncii ejusdem castri, ubi invenerunt P. Fabri et socium suum hereticos, et dederunt eis dictas tructas, presentibus dicto Ar. et Guillelma, uxore ejus; set ipse testis non adoravit nec vidit adorari; et de nocte ipse testis et dictus Ber. eduxerunt inde dictos hereticos et duxerunt eos ad domum ejusdem Ber.; et eadem nocte, ipso teste ibi remanente, dictus Ber. recessit cum illis hereticis et duxit eos alicubi in villa. De tempore quod supra.

1. Entre les lignes : *M.*, qui signifie *mortuus*.
2. Fonters-du-Razès, Aude.
3. Entre les lignes : *M.*, qui signifie *mortua*.
4. Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse (Aude).
5. Botte, dans Raynouard.

Item, apud Montem Olivum, in domo Mathei Johannis, vidit propedictos hereticos, presentibus dicto Matheo[1] et R^da^ Porcella, uxore ejus; set ipse testis non adoravit, nec vidit adorari; tamen bibit cum eis. Et fuit eodem tempore.

Item, apud Montem Olivum, in domo Marie Boilona, vidit propedictos hereticos, presente dicta Maria[2] et R^do^ de Caux et Rainerio[3]. Set non adoravit, nec vidit adorari. De tempore quod supra. Dixit etiam quod P. Lombardi vidit dictos hereticos in domo ipsius testis, et adoravit eos, et misit per ipsum testem I cucurbitam vini et I punheriam pisorum. De tempore quod supra. Dixit etiam quod ipse testis et Ber. Gourveufa adoraverunt, in domo ejusdem Ber., dictos hereticos. De tempore quod supra. Adjecit etiam se comedisse in domo sua cum dictis hereticis in eadem mensa, dicendo : *Benedicite* in principio cibi et potus et in quolibet genere cibi noviter sumpti, hereticis respondentibus : *Deus vos benedicat*.

Item, audivit monicionem et predicationem dictorum hereticorum, et credit ipsos esse bonos homines et veraces et amicos Dei et habere bonam fidem, et si decederet in secta eorum crederet salvari. Et fuit per quinquennium in illa credencia. Et recognovit quod male fecit, quia olim, apud Montem Olivum, coram aliis inquisitoribus, et alia vice coram domino episcopo Carcassone, et postmodum coram magistris Radulpho et R. David inquisitoribus, multotiens in judicio requisitus, negavit veritatem contra proprium

1. Entre les lignes : *M.*, qui signifie *mortuus*.
2. *Item*.
3. *Item*.

juramentum et scienter dejeravit. Requisitus quare negavit, dixit quod propter verecundiam et timorem, et quia conduxerat cum Guillelmo Molinerio se non revelaturum ea que sciebat de ipso et de uxore ejus Willelma.

Item, dixit quod ante vidit dictos hereticos in domo Ar. de Rivello et in domo P. Beg, sicut dictum est; adoravit eos ut supra. Hec deposuit apud Carcassonam coram magistris Radulpho et R. David inquisitoribus, et P. Ariberti, notario, qui hec scripsit.

CLII. — 3 septembre 1252, Carcassonne. — P. Brice, de Montréal, pour lequel la peine de la prison a été commuée, obtient de prendre passage en mars.

Brice, son frère, s'engage de même à prendre passage[1].

Anno et die predictis. P. Briccii, de Monte Regali, cui facta fuit gratia de muro pro recompensatione passagii transmarini, juravit se transfretaturum in primo passagio marcii. Et ista prorogatio facta est sibi ad preces domini archiepiscopi[2]. Alioquin ex tunc debet redire ad murum.

Item, juravit Briccius, frater dicti P., quod in primo passagio similiter transfretabit. Alioquin redibit ad murum.

CLIII. — 3 septembre 1252, Carcassonne. — Ar. Faure, de Saissac, s'oblige à faire la pénitence qui lui sera imposée. Cautions. Il est assigné du vendredi suivant en trois semaines (27 septembre).

Anno et die predictis. Ar. Faber, de Saxiaco, juravit

1. Voy. plus bas, n° CLXXXIII.
2. L'archevêque de Narbonne, Guillaume de la Broue (1245-1257).

stare et parere mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et facere et complere penitentiam, que sibi injungetur super crimine heretice pravitatis, sub pena L librarum melgorensium; et sunt fidejussores jurati pro ipso, sub eadem pena, Ber. Ar., Berengarius de Opera et P. Borrelli, de Saxiaco, quisque in solidum, obligantes se et sua per juramentum et publicum instrumentum. Testes Poncius de Saxiaco, Ber. Digon, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit. Assignata est sibi dies de die veneris proxima in tres septimanas.

CLIV. — 2 octobre 1252, Carcassonne. — Raymonde Mainfere, de Sauzens, explique comment elle ne porte pas les croix auxquelles elle est condamnée.

Anno quo supra, VI° nonas octobris. R^da Manifaceria, de Sauzinco, uxor quondam R^di Copieri, crucesignata pro crimine heretice pravitatis, comparuit coram magistro R. David inquisitore sine crucibus; et requisita quare non portabat cruces sicut tenebatur proprio juramento, dixit quod in tunica non portabat quia non habebat unde emeret, cum priores essent rupte. Dixit etiam quod in capa sua portabat cruces; set Ava, uxor Laurentii Chatmar, domina sua, cum qua moratur pro nutrice, inhibuit ei quod non portaret dictam capam cum crucibus, et tradidit sibi quamdam aliam capam portandam sine crucibus.

CLV. — 9 octobre 1252, Carcassonne. — P. Gili et Guillaume Gili, de Fournes, à l'audience déclarent vouloir se défendre. Ils feront connaître leurs ennemis. Ils donnent leurs cautions qu'ils obéiront à l'évêque et aux inquisiteurs.

Anno Domini M° CC° LII°, VII idus octobris. P. Gili

et Guillelmus Gili, de Fornas, comparuerunt apud Carcassonam coram inquisitore, et juraverunt se stare mandatis domini episcopi et inquisitorum, et venire ad diem et dies sibi assignatas vel assignandas et ducere causam suam legitime coram ipsis super hiis que obiciuntur eis de crimine hereseos, de quibus dicunt et asserunt penitus se inmunes, licet contrarium ab inquisitoribus contra eos obponatur. Et requisiti si volebant se deffendere super hiis que in inquisitione inventa sunt contra eos et si volunt ea in scriptis recipere, dixerunt quod sic.

Item, requisiti si habent inimicos, dixerunt quod sic, et illos nominabunt ad diem sibi assignatam; et quod predicta compleant dedit fidejussores juratos Petrus Gili, sub pena L librarum, Roquam de Querio Serverio, Ar. Regina, de Fornas, P. Bessart, de Salella, et Ar. Boerii, de Fornas, pro se ipso; et Guillelmus Gili dedit pro se fidejussores juratos, sub pena L librarum, Ber. Petri de Riparia, G. Sabater, de Insulis. Testes Ber. de Dozinco, Adalbertus Clericus et R. Calveti, de Arzinco, et plures alii.

CLVI. — 11 octobre 1252, Carcassonne. — Confession de G. Vilanère, de Salsigne, qui en appelle au témoignage de Pierre Buade et de R. Amiel.

Anno quo supra, v idus octobris. G. Vilaneria, de Salsinhano, testis juratus dixit quod numquam vidit hereticos apud Salsinhanum nec alibi; nec umquam credidit, nec adoravit, nec dedit, nec misit, nec duxit, nec receptavit, nec eorum predicationem audivit. Interrogatus dixit quod tempore illo quo Petrus Pollanus et socius ejus heretici erant apud Salsinhanum,

in domo matris ipsius testis, videlicet tempore guerre Vicecomitis[1], ipse non erat ibi, nec fuit ibi quamdiu illi heretici fuerunt ibi; et hoc probabit, ut dicit, per Petrum Buada, de Vilaneria, et R. Amelii, de Salsinhano. Interrogatus ubi erat illo tempore, dixit quod erat in quadam excubia[2] contra Cabaretum.

CLVII. — Même jour. — R. Amiel, de Salsigne, donne son témoignage.

Anno et die predictis. R. Amelii, de Salsinhano, testis juratus dixit quod Guillelmus Vilaneria, de Salsinhano, fuit bene per tres septimanas cum ipso teste et multis aliis in excubia contra Cabaretum, tempore guerre Vicecomitis; et tunc comedebantur ficus et racemi. Interrogatus si scit quod dictus G. esset in dicta excubia quando P. Pollanus et socius heretici erant apud Salsinhanum in domo Bernarde Vilanerie, matris dicte Guillelme, dixit se nescire.

CLVIII. — Même jour. — Pierre Buade de même.

Anno et die predictis. Petrus Buada, de Vilaneria, testis juratus dixit idem quod proximus.

CLIX. — 6 novembre 1252, Carcassonne. — Ber. Brice, de Montréal, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. Il est assigné au quatrième jour après la Saint-Martin (15 novembre).

Anno quo supra, VIII idus novembris. Ber. Bricci, de Monte Regali, juravit se pariturum omnibus manda-

1. Probablement la levée de boucliers de Trencavel, qui mit le siège devant Carcassonne en 1240, et non la croisade de 1209. (*Hist. génér. de Languedoc*, tome VI, 718 et suiv.; VIII, c. 1042 et suiv. Éd. Privat.)

2. Garde, *excubiare*, faire la garde.

tis et singulis inquisitorum et venire ad diem vel dies sibi assignatas vel assignandas; et est sibi assignata dies feria IIII^ta post festum beati Martini.

CLX. — 9 novembre 1252, Carcassonne. — Ar. Narbonne, détenu, sort de prison pour aller travailler, comme maçon, au couvent de Rieunette. — Ses cautions.

Anno quo supra, V idus novembris. R. Auterii, R. Amelii, de Villamostautione, juraverunt et obligaverunt se et sua pro Ar. Narbona, qui cras debet educi de muro, sub pena XX librarum, quod idem Arnaldus serviet monialibus Rivi Nitidi bene et fideliter per duos annos in operibus earum de officio seu ministerio suo, scilicet massionatus, nisi haberet legitimum impedimentum; alioquin ponerent aliquem loco ipsius, qui sciret et posset complere pro ipso tempus illud. Testes capellanus de Verzela et nepos ejus et P. Ariberti.

Hoc idem juravit Ar. Narbona.

CLXI. — 11 novembre 1252, Carcassonne. — Vilarzel, des Ilhes, jure de commencer ses pèlerinages dans huit jours.

Anno quo supra, III idus novembris. Vilarzellus de Insulis juravit se incepturum peregrinationes[1] sibi injunctas infra VIII° dies et perfecturum pro viribus. Fidejussor R. Chatmar, clericus de Conchis.

CLXII. — 30 octobre 1252, Carcassonne. — Auger, fils de Ar. Auger, de Montolieu, s'engage par serment à faire ses pèlerinages au mois de mars.

Anno quo supra, III kal. novembris. Augerius, filius quondam Ar. Augerii, de Monte Olivo, juravit se fac-

1. Voy. plus haut, n° LXXXI, note.

turum peregrinationes sibi injunctas pro crimine heretice pravitatis mense marcii proximo venienti.

CLXIII. — 23 décembre 1252, Carcassonne. — G. Belon, d'Arzens, s'engage par serment à faire ses pèlerinages au commencement de mars. — Ses cautions.

Anno quo supra, x° kal. januarii. G. Belonis, de Arzinco, juravit sub pena xx librarum turonensium quod in principio mensis marcii incohebit peregrinationes sibi injunctas. Pro eo sunt fidejussores P. Faber, de Arzinco, et R. de Monte Olivo, de Burgo, qui juraverunt. Testes Ber. Digon et Calavus.

CLXIV. — 3 mars 1253 (n. st.), Carcassonne. — Gallard Vassal, de Salsigne, relaps, est condamné à porter deux croix « in capucio » et à visiter en pénitent, chaque dimanche du carême qui vient, les églises du Bourg.

Anno quo supra, v° nonas marcii. Gallardus Vassallus, de Salsinhano, qui est relapsus in heresim hereticos adorando a festo beati Micahelis citra post injunctam sibi alias penitentiam pro hiis que comiserat nequiter in eodem crimine, et qui propria temeritate cruces sibi impositas dimisit, juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et facere et complere quicquid sibi pro dicto crimine injungetur. Et super hoc fidejusserunt pro ipso quisque in solidum, sub pena xxv librarum, se et sua obligantes, P. Cavaerii, de Furnis, R. Abbatis, G. de Vilario, G. Bordas, de Salsinhano. Et fuit injunctum, in virtute prestiti juramenti, dicto Gallardo, quod continuo resumat cruces, quas propria temeritate dimisit; et preterea portet perpetuo pro relapsu, quia recenter peccavit in heresi, duas cruces in capucio, qualibet unius palmi; et non

sit sine capucio induto et crucibus ibidem impositis intra domum vel extra; et per omnes dies dominicos istius quadragesime visitet omnes ecclesias Burgi[1] in camisia et braccis cum virgis in manu, nudis pedibus, et cum capucio induto antedicto. Hec injunctio fuit facta dicto Gallardo per magistros Radulphum et R. David inquisitores, qui instrumentum antedictum receperunt et obligationem. Testes Ber. Digon, P. R., et multi alii, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CLXV. — 7 mars 1253 (n. st.), Carcassonne. — Jean, de Montégut, s'engage à payer 50 livres tournois pour obtenir que son père Pierre Bernard ne soit point condamné à une peine infamante.

Anno quo supra, nonis marcii. Johannes, de Monte Acuto, filius Petri Bernardi, de Monte Acuto, juravit et obligavit se et sua pro eodem patre suo in quinquaginta libris turonensium et constituit se debitorem et persolutorem, ad voluntatem et mandatum domini epicopi et inquisitorum, quocienscumque et quandocumque fuerit ab eisdem requisitus, ita tamen quod penitentia muri vel alia penitentia confusibilis vel publica non injungatur eidem patri suo pro crimine heretice pravitatis. Si autem moreretur idem P. antequam esset sibi penitentia injuncta, vel antequam fieret requisitio denariorum predictorum, nichilominus dictus Johannes pecuniam predictam solvere teneatur. Alioquin si Petrus Bernardi antedictus muro traderetur vel penitentia confusa sibi injungeretur, idem Johannes a solutione dicte pecunie penitus sit inmunis et minime teneatur. Fidejussores constituerunt se G. Ar.,

1. Voy. plus haut, n° II, note 2.

notarius, et Bonetus Constantini, de Narbona, obligantes se et sua per juramentum et publicum instrumentum, quod dictus Johannes predicta compleat et attendat. Testes magister P., officialis, Pon. Benedicti, archipresbiter, G. Stephani, R. P., P. Debraud et P. Ariberti, notarii, qui hec scripsit de mandato domini episcopi.

CLXVI. — 8 mars 1253 (n. st.), Carcassonne. — P. R. At, de Moussoulens, délivré de prison, s'oblige à faire ses pèlerinages dans les deux années qui suivront la fête de Pâques.

Anno quo supra, VIII idus marcii. P. R. At, de Mossolinco, cui facienda est gratia die crastina de crucibus, juravit se complere et perficere peregrinationes suas sicut sibi injunctum est a Pascha proximo venienti[1] usque ad duos annos; et dedit fidejussores pro se R. Hot, de Mossolinco, G. Peraceta, de Podio Nauterio, sub pena XX librarum; et juraverunt et se et sua quilibet obligarunt.

CLXVII. — 13 mars 1253 (n. st.), Carcassonne. — Bernard Borrel, malade, est autorisé à sortir de prison, où ses cautions le feront rentrer à la réquisition des inquisiteurs ou quinze jours après sa guérison.

Anno quo supra, in crastinum beati Gregorii. Bernardus Borrelli, juvenis, P. Pages, G. Sicredi, P. R. Cocellis, de Burgo, Ber. Arcambaudi, de Caunis, obligaverunt se et sua et juraverunt sub pena L librarum quod ipsi facient reddere ad murum Bernardum Borrelli immuratum, cui datur licentia exeundi propter infirmitatem, quando fuerint requisiti vel post XV dies quando

1. Cette année (1253), Pâques tomba le 20 avril.

erit de egritudine liberatus; et Bernardus Borrelli juvenis debet alios predictos super hoc reddere indempnes, qui amore ipsius et mandato se obligaverunt dicto modo.

CLXVIII. — 18 mars 1253 (n. st.) — Vital Pagès s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions le rendront vif ou mort.

Anno quo supra, XV kal. aprilis. Ar. Gauzim, de Sulis[1], P. Manhes, de Salsinhano, Guillelmus Belug, de Recafera, et R. Johannis, de Recaferra, obligaverunt se et sua, sub pena L librarum, quod Vitalis Pajesii pareret mandatis inquisitorum, vel redderent ipsum vivum vel mortuum; et quod veniat ad diem et ad dies; et hoc promisit unusquisque predictorum in solidum juramento prestito corporaliter; et ipse Vitalis promisit idem. Testes P. R. et Pe., capellanus domini episcopi, notarius publicus, qui hec scripsit.

CLXIX. — 19 mars 1253 (n. st.), Carcassonne. — Bernard Armen, le vieux, d'Alzonne, s'oblige à prendre passage. Ses cautions se portent aussi garants pour sa femme qu'elle accomplira ses pèlerinages.

Anno quo supra, XIIII kal. aprilis. Bernardus Armen, senior, de Alzona, juravit stare mandatis inquisitorum super excommunicatione qua erat astrictus quia non compleverat penitentiam passagii transmarini; et illam faciet, complebit, ut dicit, quandocumque sibi mandabitur prout sibi pro crimine heresis est injunctum; fidejussores pro ipso, sub pena L librarum, jurati quisque in solidum, P. Ber., Po. Se-

1. *De Insulis (?).*

guini, R. de Rivo, R. Armen et P. Pollicerii, de Alzona.

Item, predicti fidejussores obligaverunt se similiter pro uxore dicti Bernardi eodem modo, quod peregrinationes[1] sibi injunctas similiter adimplebit. Et hoc ipsum juravit Alazais, uxor dicti Bernardi Armen.

CLXX. 20 mars 1253 (n. st.), Carcassonne. — Les héritiers de Jean Vital, défunt, condamné au passage pour cinq ans, donnent l'estimation de son avoir, 20 livres. Ils sont assignés à huit jours pour la fixation de ce qu'ils devront donner « pro recompensatione passagii. »

Anno quo supra, XIII[2] kal. aprilis, Poncius Vitalis et R[da], uxor quondam Petri Vitalis, de Conchis, comparuerunt coram magistro R. David inquisitore, et recognoverunt se esse heredes Johannis Vitalis defuncti, cui injunctum fuerat ad V annos passagium transmarinum. Verumtamen dicta R[da] non est heres nisi nomine viri sui predicti. Et est eis assignata dies in octabis beati Benedicti, ad respondendum quantum tenent de hereditate dicti defuncti et quod potest valere. Qua die comparuerunt et dixerunt quod hereditas predicta valet XX libras. Et fuit eis injunctum quod infra VIII dies adducant bonos fidejussores ad solvendam extimationem que fiet super recompensatione passagii dicti Johannis Vitalis.

CLXXI. [illegible] 1253, Carcassonne. — Les susdits requièrent [illegible] au sujet de ladite estimation.

Anno quo supra, [illegible] kal. julii. Comparuerunt pre-

1. [illegible] CLXXXI [illegible]
2. [illegible] l'octave de saint Ben[illegible] [illegible] 21 mars [illegible]

nominati Poncius et R[da], et fuit eis injunctum quod infra festum sancti Johannis veniant coram nobis satisfacturi super dicta estimatione; alioquin dimittant totam illam hereditatem.

CLXXII. — 29 mars 1253, Carcassonne. — Guillaume Bernard Fanjaus s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Sa caution.

Anno Domini M° CC° LIII°, IIII kal. aprilis, Guillelmus Bernardi Faniaus juravit coram inquisitoribus se pariturum omnibus mandatis et singulis inquisitorum, et se facturum et completurum penitentiam que sibi injungetur. Fidejussor pro ipso juratus, sub pena L librarum, Ber. R. Faniaus, frater ejus.

CLXXIII. — 29 mars 1253, Carcassonne. — G., de Vieille-Vigne, s'engage à payer 12 livres tournois pour sa pénitence avant la Pentecôte (8 juin).

Anno et die predictis. G. de Vinea Veteri juravit se soluturum XII libras turonensium pro penitentia sua usque Penthecosten. Fidejussores pro ipso bona fide Ber. de Solerio et P. Ar. de Tribus Bonis, notarius.

CLXXIV. — 1er avril 1253, Carcassonne. — G. Bérenger, d'Arzens, s'oblige à prendre passage au mois d'août prochain. — Ses cautions[1].

Anno Domini M° CC° L° III, kal. aprilis. G. Berengarii, de Arzinco, juravit se pariturum mandatis omnibus et singulis inquisitorum; et fuit absolutus ab excommunicatione qua erat astrictus propter contumaciam; juravit etiam et promisit se transfretaturum

1. Voy. plus haut, n° XLVI, plus bas, n° CXCV.

in primo passagio augusti, sub pena x librarum; fidejussores pro ipso, sub eadem pena, Aribertus de Arzinco, Matha, castellarius de Monte Regali, fide prestita, et R. Berengarii, qui juravit; et pena soluta nichilominus compellatur ad transfretandum.

CLXXV. — 12 avril 1253, Carcassonne. — Rey, d'Alzonne, s'oblige à prendre passage au mois d'août prochain[1]. — Ses cautions.

Anno quo supra, II idus aprilis. Rex, de Alzona, juravit se transfretaturum in primo passagio augusti; et fuit absolutus ab excommunicatione. Fidejussor pro ipso juratus, sub pena L librarum, Ber. Gazanha, de Rivo; et ipse Rex obligavit eidem propter hoc omnia bona sua, presentibus magistris Radulpho et R. David, inquisitoribus, et P. Ariberti, notario, qui hec scripsit.

CLXXVI. — 17 avril 1253, Carcassonne. — Ber. Belon et Pierre Belon, d'Arzens, frères, s'obligent à prendre passage d'ici à la Saint-Michel (29 septembre). — Leurs cautions[2].

Anno quo supra[3], XV kal. maii. Ber. Bello et Petrus Bello[4], fratres, de Arzinco, juraverunt et obligaverunt se et sua, sub pena XXX librarum turonensium, se transfretaturos hinc usque ad festum beati Micahelis, nisi remanerent de mandato ecclesie speciali. Fidejussores jurati quisque in solidum sub eadem pena P. de Rozers, R. Ferriolis et R. Bello, de Arzinco. Et soluta pena, nichilominus teneantur transfretare dicti fratres.

1. Voy. plus bas, n° CLXXXV.
2. Voy. plus bas, n° CXCV.
3. A la marge : *Anno Domini M° CC° L° III°*.
4. Voy. plus haut, n° LVIII.

CLXXVII. — 17 mai 1253, Carcassonne. — G. Ber., maréchal, de Saint-Martin, s'oblige à obéir à l'évêque et aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LIII°, XVI kal. junii. G. Ber., faber, de Sancto Martino, juravit se facere et complere, ad voluntatem domini episcopi et inquisitorum, penitentiam sibi injunctam pro heresi; et parebit mandatis omnibus et singulis eorumdem. Fidejussores pro ipso jurati, sub pena L librarum quisque in solidum G. Daide, Ber. Caunas, P. Faber, G. Garcias, de Sancto Martino. Testes Ber. Digon, G. Ber. de Argenteria, et P. Ariberti, notarius, qui hec scripsit.

CLXXVIII. — 5 août 1253, Carcassonne. — P. Bonafos, de Canecaude, est autorisé à rester hors de prison jusqu'à sa guérison.

Item, anno quo supra, nonis augusti. Data fuit licencia P. Bonafos, de Canacauda, esse extra murum quousque convaluerit; juravit se redditurum post convalescentiam.

CLXXIX. — 17 août 1253, Carcassonne. — Raine, femme de P. Albert, de Couffoulens, est autorisée à rester hors de prison jusqu'à sa guérison.

Anno quo supra, XVI kal. septembris. Data est licentia Raine, uxori P. Adalberti de Cofolento, exeundi murum quousque convaluerit de egritudine sua; et tunc sine omni monitione debet redire vel interim, si mandaretur ei. Fidejussores pro ipsa, sub pena L librarum, P. Adalberti, Ar. Guifre, Ar. Willelmi, R. Ber., de Cofolento.

CLXXX. — Même jour. — Même permission pour Willelme Gafuère, de Villemoustoussou.

Item, eadem die fuit data licentia Willelme Gafueira, de Villamostautione, modo et forma predicta; fidejussores pro ipsa eodem modo Adalaicis, filia ejus, et P. Faucet, de Villamostautione.

CLXXXI. — 2 septembre 1253, Carcassonne. — Même permission pour P. G. *de Callavello*, de Montréal[1].

Item, IIII nonas septembris. Data fuit licencia P. G. [de] Callavello, de Monte Regali, exeundi murum quousque convaluerit.

CLXXXII. — 30 septembre 1253, Carcassonne. — R. Siguier, de Moussoulens, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et présente ses cautions.

Anno Domini M° CC° LIII°, in crastino Sancti Micahelis. Ar. Siguerii, de Mossolinco, per juramentum proprium obligavit se et sua inquisitoribus, quod veniret ad diem et ad dies sibi assignatas et pareret mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et faceret penitentiam que sibi pro heresi injungetur. Fidejussores pro ipso jurati sub pena L librarum malgorensium quisque in solidum R. Seguerii de Mossolinco, frater dicti R^{di}, Bernardus de Monte Olivo, de Villasecca Landa, Bernardus de Villanova, laborator de Bram.

1. Dans les Confessions de Fanjeaux reçues en 1245, il est souvent question de Bernard *de Calhavello* et de W. *de Calhavello*, qui s'étaient fort compromis (Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 149 v° et suiv.).

CLXXXIII. — Dimanche, 12 octobre 1253, Carcassonne. — Brice, de Montréal, s'était engagé à fournir ce jour-là ses cautions pour lui et son frère « super passagio. » Il promet par serment d'obéir aux inquisiteurs[1].

Anno quo supra, IIII idus octobris. Briccius, de Monte Regali, juravit se venturum hac instanti die dominica cum fidejussoribus quos decet dare ad voluntatem inquisitorum super passagio sibi et Petro Briccio, fratri suo, injuncto adimplendo. Fidejussores pro ipso Gr. de Arzinco, filius domine Marie. Qua die comparuit dictus Briccius et juravit se pariturum omnibus mandatis et singulis inquisitorum, obligando se et sua pro se et dicto fratre suo; et dedit fidejussorem juratum sub [pena] L librarum W. Vergerii.

CLXXXIV. — Même jour. — G. Barbier s'engage comme le précédent[2].

Anno et die predictis. G. Barberii juravit pro se idem quod predictus. Fidejussor pro ipso bona fide P. Mary, de Burgo.

CLXXXV. — Même jour. — Rey, d'Alzonne, s'oblige à obéir aux inquisiteurs « super passagio[3]. »

Anno quo supra et die. Rex, de Alzona, juratus obligavit se et sua ad parendum mandatis inquisitorum super passagio sibi injuncto. Fidejussores pro ipso jurati, sub pena L librarum, G. Segui, Adam Guilaberti.

1. Voy. plus haut, n° CLII, et plus bas, n° CXC.
2. Voy. plus bas, n° CLXXXIX.
3. Voy. plus haut, n° CLXXV.

obligavit se et sua, sub pena x librarum, pro Rogerio, fratre suo, de Savartesio, per juramentum et publicum instrumentum, quod idem Rogerius, de Preveirenga, parebit mandatis omnibus et singulis inquisitorum; et recipiet et complebit penitentiam que sibi ab inquisitoribus pro crimine heresis injungetur. Quod idem Rogerius juravit se fideliter completurum.

CXCIII. — 5 novembre 1253, Carcassonne. — Injonction est faite à Ber., des Martys, Ber. Armen, le vieux, et P. Dalbars, d'Alzonne, qu'ils aient à prendre passage en mars à Marseille ou à Aigues-Mortes.

Anno et die predictis. Injunctum fuit, sub pena L librarum, et in virtute prestiti juramenti, Ber. de Martris, Ber. Armen, seniori, et P. Dalbars, de Alzona, quod in isto passagio marcii transfretent; et sint parati vel apud Aquas Mortuas, vel apud Massiliam pro isto passagio incipiendo et perficiendo.

CXCIV. — Même jour. — Même injonction à Brice et à Pierre Brice, de Montréal.

Anno et die predictis. Briccio et Petro Briccio, de Monte Regali, fuit idem injunctum, in virtute prestiti juramenti et sub pena predicta.

CXCV. — Même jour. — Même injonction à G. Bérenger, Ber. Bellon et à son frère [1].

Anno et die predictis. Idem fuit injunctum G. Berengario et Ber. Belloni et fratri ejus de Arzinco.

1. Voy. plus haut, nos CLXXIV et CLXXVI.

CXCVI. — 20 novembre 1253, Carcassonne. — P. Chabert, *de Rupefera*, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LIII°, XII kal. decembris. P. Chatberti, de Rupefera, obligavit se et sua per juramentum et publicum instrumentum ad parendum mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et ad recipiendum et faciendum penitentiam ad voluntatem et mandatum inquisitorum. Fidejussores jurati pro ipso, quisque in solidum, sub eadem pena, Johannes Chatbert, Johannes Pastre, de Rupefera.

CXCVII. — Même jour. — Roger Candel, *de Rupefera*, s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Rogerius Candela, de Rupefera, juravit facere et complere voluntatem inquisitorum et recipere penitentiam sibi injungendam et complere pro crimine heretice pravitatis, et parere mandatis omnibus et singulis eorumdem. Fidejussores jurati, quisque in solidum, sub pena L librarum, P. Chatbert, [Rai]naudus Mager, de Rupefera, Poncius Candela.

CXCVIII. — 15 janvier 1254 (n. st.), Carcassonne. — Albert, de la Bastide-Esparbeirenque, s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra, XVIII kal. februarii. Adalbertus, de Preveirenca[1], juravit stare et parere mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et facere et complere penitentiam, quam sibi inquisitores pro crimine heresis duxerint injungendam. Fidejussores jurati pro ipso,

1. Au-dessus, entre les lignes : *de Savartesio*.

quisque in solidum, sub pena L librarum, Bonus Homo, de Manso, et G. Moto, de Manso Cabardesio, jurati.

CXCIX. — Même jour. — Adam *de Arverio*, du même lieu, s'oblige de même.

Anno [et die] quo supra. Adam de Arverio, de Preveirenca, juravit idem pro se. Fidejussor, sub eadem pena, juratus P. Martini, qui dicitur Cotellerius, sororius suus.

CC. — 5 avril 1254, Carcassonne. — Ber. Guilabert, du Bourg, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et donne ses cautions.

Anno Domini M° CC° LIIII°, nonis aprilis. Ber. Guilaberti, de Burgo Carcassone, obligavit se et sua ad parendum mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et ad recipiendum et perficiendum penitentiam sibi injungendam pro crimine heretice pravitatis. Fidejussores jurati pro ipso, sub pena XX librarum, Amelius Boerii, P. Amelii, basterius, de Burgo Carcassonne, quisque in solidum.

CCI. — 9 avril 1254, Carcassonne. — Bernard, des Martys[1], demeurant à Alzonne, s'engage à payer 10 livres « pro recompensatione passagii » et pour les pèlerinages de sa femme Maraude, qui est infirme.

Anno Domini M° CC° LIIII°, V idus aprilis. Bernardus de Martris, de Alzona, obligavit se et sua, per juramentum et publicum instrumentum, se soluturum X libras melg. vel turon., quarum medietatem persolvet in instanti festo beati Johannis, et aliam medietatem in

1. Peut-être le même que celui des n°s I, CLXXXVII et CXCIII.

festo Omnium Sanctorum, pro recompensatione passagii transmarini sibi injuncti et peregrinationibus Maraude, uxoris sue, infirme. Fidejussores pro ipso fide plevita, sub eadem pena, quisque in solidum, Rex, de Alzona, P. Danuselli, juvenis, Ber. Segui, Bertrandus Jordani, Bartholomeus de Andusia, et P. Ariberti, qui hanc obligationem recepit.

CCII. — 2 mai 1254, Carcassonne. — Arnaud Faure, de Saissac, malade, est autorisé à rester hors de prison jusqu'à sa guérison. Il donne ses « fidejussores. »

Anno Domini M° CC° LIIII°, VI nonas maii. Data est licencia Arnaudo Fabri, de Saxiaco, exeundi murum et essendi extra quousque convaluerit de egritudine sua, ita tamen quod post convalescentiam suam ibi revertatur, non expectato etiam mandato inquisitorum, per prestitum juramentum. Fidejussores super hoc pro ipso quisque in solidum, sub pena L librarum, Ber. Andorra, de Burgo, Petrus de Alairaco, de Podio Nauterio, et Ar. Clary, junior, de Podio Nauterio, fide plivita se et sua obligantes. Testes Ber. Gedor, Ber. Digon, Robertus Scriptor et P. Ariberti.

CCIII. — 1er juillet 1254, Carcassonne. — Limoux, de Saissac, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, kalendis julii. Limosus, de Saxiaco, juravit et obligavit se et sua ad parendum mandatis inquisitorum omnibus et singulis, et venire ad diem et ad dies assignatas sibi et facere et complere penitentiam sibi injungendam pro crimine heretice pravitatis. Fidejussor pro ipso Johannes Molsaire, qui debet ejus bona confiscare, si aliter se haberet.

CCIV. — 17 décembre 1254, Carcassonne. — Limoux, qui, cité, n'avait point comparu, s'excuse sur une maladie et fournit à nouveau ses cautions.

Anno quo supra, XVI kal. januarii. Dictus Limosus comparuit coram inquisitoribus; et quia citatus non comparuerat ad diem sabbati proximo transactam ad recipiendum penitentiam sicut juravit superius, fuerunt requisiti iterum fidejussores ab eo propter contumaciam. Ipse vero excusavit se propter infirmitatem. Tamen inquisitores non crediderunt ei super hoc, et ideo fidejussit pro ipso, sub pena C solidorum, juratus, modo et forma predicta Petrus Benedicti, filius Petri Benedicti, de Saxiacho. Testes Isarnus de Pezenx, P. David, R. Buada.

CCV. — 17 juin 1254, Carcassonne. — Déposition des témoins produits par Bernard Pons pour prouver l'inimitié de sa femme pour lui.

Testes quos produxit Bernardus Poncii ad probandum inimicicias inter se et uxorem suam.

Anno Domini M°CC°LIIII°, XV kal. julii. Guillelmus Namdata, subcapellanus de Saxiacho, testis juratus dixit se audivisse dici, et fama est apud Saxiacum et apud Podium Laurentii, quod Arnauda, uxor Bernardi Poncii, fuit capta apud Podium Laurentii per eumdem virum suum cum R^do^ Gueirejat, qui habebat rem secum, et non dimittit pro ipso quin adhuc habeat rem cum pluribus; et etiam quidam tenet eam de Monte Olivo pro meretrice, sicut dicitur, et fama est apud Saxiacum. Nullam aliam causam requisitus inimiciciarum scivit vel potuit assignare inter eos, nisi sicut dictum est.

P. de Opere, [testis] juratus, dixit se audivisse dici a Bernardo Poncii quod quidam de Podio Laurencii recesserat cum Ar^da^, uxore sua, et quod ip... a fuerat ... et propter hoc verberavit eam, sicut ab aliis audivit dici. Dixit etiam se audivisse dici quod dicta Ar^da^ est meretrix et non dimittit pro eodem viro suo quin rem habeat cum pluribus, et quod quidam juvenis de Monte Olivo adhuc tenet eam et cum ea adulteratur. Interrogatus nullam aliam causam assignavit inimiciciarum nisi sicut dictum est.

R. Benedicti, testis juratus, dixit se audivisse dici ab Ar^da^, uxore Bernardi Poncii, quod ipsa vellet quod dictus vir suus esset mortuus, ut posset habere in virum Pugoler de Monte Olivo, et quod etiam leprosam (*sic*) vellet effici, dummodo habere posset ipsum Pugoler in virum. De tempore, hoc anno. De loco, apud Saxiacum in domo Bernardi Poncii. De circumstantibus, dixit quod quidam puer scolaris dicti Bernardi Poncii. De diffamatione ipsius, dixit idem quod alii predicti per auditum. Interrogatus dixit se nichil aliud scire.

CCVI. — 19 octobre 1254, Carcassonne. — Sentence condamnant Guillaume Bérenger, d'Arzens, à 50 livres et à reprendre les croix.

Cum Guillelmus Berengarii, de Arzincho, cui facta fuit olim gratia de crucibus sibi pro heresi impositis, capere seu detinere noluerit nuper apud Limosum in foro R^dum^ Monic, de Arzincho, quem sciebat pro heresi fugitivum; nec etiam ad hoc faciendum prestitit aliquod consilium vel juvamen, sicut per confessionem ejus magistro R[adulpho] et P[etro], inquisitoribus, plene constat, licet super hoc monitus fuerit per ma-

gistrum Bartholomeum de Arzincho in presentia plurimorum, illa hora qua hoc faciliter poterat adimplere; nos predicti inquisitores, veritate diligenter super hoc inquisita et deliberato consilio pleniori, predicto G. citato apud Carcassonam, prius tamen tam ab eo quam a Guillelmo Berengario, filio ejus, et Ariberto de Arzincho, fidejussoribus pro eo, juramento recepto, sub pena quinquaginta librarum et bonorum suorum, propter hoc obligationem injuncximus tanquam ingrato et indigno gratie sibi facte, quod resumat continuo dictas cruces cum brachiis transversalibus in omni veste preter quam in camisia perpetuo deportaturas. Actum fuit hoc Carcassone, XIIII kal. novembris, anno Domini M° CC° LIIII°.

CCVII. — 29 octobre 1254, Carcassonne. — Ber. Amiel, du Puy, détenu, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, IIII kal. novembris. Ber. Amelii, de Podio, qui erat captus, juravit se stare mandatis inquisitorum, etc., et recipere et complere penitentiam, etc., sub obligatione omnium bonorum suorum. Fidejussores pro ipso fide plivita Ber. Massabou, et R. Cavaerii, de Podio, sub pena L librarum, se et sua obligando.

CCVIII. — 2 novembre 1254, Carcassonne. — Ar. Baud, de Montréal, suspect, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, IIII° nonas novembris. Ar. Baud, de Monte Regali, suspectus de heresi pro eo quod mater sua fuit hereticata a parvo tempore citra, unde, quia ipse visitabat eam frequenter, et aliquando ei in neces-

sariis providebat, videtur in ipsius maliciam concenssisse; propter quod juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et obligavit omnia bona sua. Fidejussores jurati pro ipso, sub pena L librarum, P. Amelii, de Pontilio, Engelbertus Benedicti, Johannes Goirici, Bartholomeus Goirici, P. de Casal Ranols, et R[da], uxor dicti Ar. Baud.

CCIX. — 4 novembre 1254, Carcassonne. — P. Amiel, d'Arzens, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et présente ses cautions.

Anno quo supra, II nonas novembris. P. Amelii, de Arzincho, obligavit se et sua per juramentum et publicum instrumentum inquisitoribus super mandatis omnibus et singulis eorum faciendis, et penitentia facienda et recipienda super hiis que de heresi [in inquisitione inventa sunt] juxta voluntatem ipsorum. Fidejussores jurati pro ipso, sub pena L librarum, Ber. Bos, de Monte Regali, et R. de Vallibus, de Gramasia. Testis Jo. Melsaire.

CCX. — 4 novembre 1254, Carcassonne. — P. Raymond de Castillon, d'Arzens, s'oblige comme le précédent.

Item, anno et die predictis. P. Ramundi de Castilione, de Arzincho, obligavit se et sua per juramentum et publicum instrumentum inquisitoribus se recipere et complere penitentiam quam sibi pro heresi duxerint injungendam, et parere mandatis omnibus et singulis eorumdem. Fidejussores jurati pro ipso, sub pena L librarum, Ber. Bos, de Monte Regali et R. de Vallibus, de Gramasia.

CCXI. — 18 novembre 1254, Carcassonne. — Permission est donnée à Rixende de sortir de prison pour faire ses couches. — Ses cautions.

Anno quo supra, xiiii° kal. decembris. G. Megerii, Petrus Yalguerii, P. Pastoris obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum, sub pena L librarum, pro Rixenda, uxore Guillelmi Hualguerii, pro heresi immurata, cui data est licencia exeundi murum et esse extra quousque perper[er]it, ita quod transacto mense post partum, ipsa, non expectato mandato, sine omni contradictione et dilatione, ad carcerem revertetur. Et preterea parebit mandatis omnibus et singulis inquisitorum. Testes Guillelmus et Astruc Gaulassa.

CCXII. — 19 novembre 1254, Carcassonne. — Cautions pour Raymonde, fille de Payane Baude, de Montréal.

Anno Domini M° CC° LIIII°, xiii kal. decembris. Pro Raymunda, filia quondam Pagane Baude, de Monte Regali, obligaverunt se et sua, sub pena L librarum, per juramentum et publicum instrumentum, Ar. Baud, Johannes Goirici, Bartholomeus Goirici, frater ejus, Bernardus Catalani, quod ipsa Raymunda non auffugiat, set pareat mandatis omnibus et singulis inquisitorum super hiis que comisit in crimine heretice pravitatis, et penitentiam sibi injungendam recipiet et complebit. Testes P. de Casals Ranols, Ber. Goirici, senior, G. Boerii et Guillelminus.

CCXIII. — 17 décembre 1254, Carcassonne. — Isarn, de Pezens, à l'audience, demande jour pour nommer ses ennemis; il est assigné au samedi suivant (19 décembre), puis au lendemain de l'Épiphanie; à défaut de cautions, il présente des témoins pour prouver les inimitiés dont il est l'objet.

Anno quo supra, XVI kal. januarii. Isarnus, de Pezinco, comparuit coram inquisitoribus; et requisitus si volebat se deffendere de hiis que inveniebantur in inquisitione super facto heresis contra ipsum, dixit quod non aliter nisi quod tradet nomina inimicorum suorum et causas inimiciciarum exprimet.

Item, requisitus si vult recipere in scriptis ea que inveniuntur contra ipsum, dixit quod non; set petit diem sibi assignari ad nomimandum inimicos et dicendum causas inimiciciarum. Et ad hoc fuit dies sabbati proxima ex parte inquisitorum assignata. Qua die comparuit dictus Isarnus et nominavit pro inimicis Rogerium Isarni, de castro de Conchis, fratrem quondam Petri Isarni, Petrum Regis et R. Regis, fratres de Conchis, et amicos eorum, quia tempore quo idem Isarnus de Pesinco morabatur cum R^da^ de Savarduno simul cum Faure de Biraco, idem Faure fuit captus ab inimicis Ecclesie qui morabantur apud Cabaretum et ibi fuit adductus. Tandem ipse Isarnus ivit ad dictum castrum de Cabareto, et ibi locutus fuit, de mandato dicti R. de Savarduno, [de] redemptione[1] dicti Faure; et eduxit eum inde; et fuit sibi dictum quod Petrus Isarni predictus, armiger tunc R^di^ de Savarduno predicti, vendiderat eum et procuraverat captionem. Et hoc audito, dictus R^dus^ de Savarduno fecit vocari et

1. Ms. : *redemptionem*.

vocavit dictum P. Isarni super hoc de prodicione; et fuit factum duellum; et in illo duello mortuus fuit P. Isarni sepedictus. Unde, cum Isarnus de Pesinco esset tunc pro parte predicti R. de Savarduno contra P. Isarni, credit quod Rogerius Isarni, P. Regis, et R^dus^ Regis, et alii amici dicti P. Isarni sunt inimici sui capitales.

Item, R. Pagesii, de Cabareto, Rog. Gonterii, Poncius de Flassano et R. Durandi et Ulixes sunt inimici dicti Isarni, quia ipse Isarnus, ut dicit, procuravit eis multa mala tempore guerre, quo morabatur cum R^do^ de Savarduno.

Item, requisitus pluries si volebat scripta contra se inventa in inquisitione recipere et cum eis deliberare, dixit quod non.

Item, requisitus si volebat plures inimicos nominare, dixit quod sic; et super hoc petit diem sibi assignari; et fuit eidem assignata dies ad hoc in crastino Apparitionis Domini, et ad probandum et dicendum causas inimiciciarum dictorum inimicorum, et dicendum et proponendum quicquid dicere vel proponere voluerit legitime ad deffensionem suam; et tunc debet dare fidejussores quod non auffugiet, set veniet ad diem et ad dies sibi assignatas et causam suam ducet coram inquisitoribus et parebit mandatis omnibus et singulis eorumdem. Qua die comparuit dictus Isarnus; et requisitus, dixit quod non poterat habere fidejussores, nec scivit nec voluit plures inimicos nominare. Verumtamen ad probandum inimicicias predictas et causas earumdem, produxit hos testes, scilicet G. Picairola, R. Picairola, fratrem ejus, crucesignatum pro heresi, et R. Textoris, de Conchis, qui in presentia

eorumdem juraverunt dicere veritatem. Et idem Isarnus juravit se deffendere legittime et causam suam ducere coram inquisitoribus sine fraude.

CCXIV. — 26 décembre 1254, Carcassonne. — Dépositions des premiers témoins produits par Isarn, de Pezens, qui demande jour pour en produire de nouveaux. Il est ajourné au jeudi suivant (31 décembre).

C. Picairola juratus dixit quod Rogerius Isarni, frater quondam Petri Isarni, P. Regis et R. Regis, consanguinei ejusdem Petri, sunt inimici Isarni, de Pezinco, militis, pro eo quia ipsi credunt quod dictus Isarnus procuravit necem predicti Petri Isarni. Requisitus quomodo scit quod ipse procuraverit, respondit se nescire nec etiam credit. Tamen bene audivit dici. Aliam causam inimiciciarum nescit, ut dicit, inter eos. Vidit tamen quod Petrus Regis et R. Regis salutaverunt postmodum multotiens eumdem Isarnum; et locuti fuerunt [cum eo fa]miliariter multociens. Set dictus Regerius non locutus fuit ei postea.

R. Picairola, testis juratus, dixit idem.

R. Textor, testis juratus, dixit idem. Dixit tamen amplius se credere quod dictus Isarnus procuravit dictam necem; et quod istud audivit dici a multis.

Postmodum, eadem die, dictus Isarnus peciit aliam diem ad producendum super premissis plures testes; que fuit sibi concessa, scilicet die jovis proxima pro secunda produxione. Qua die comparuit et produxit hos testes, videlicet P. Ar. et P. Grazit[1].

1. Dans la marge : *Quere infra in IIº fol.;* aujourd'hui fol. 35 vº.

CCXV. — 14 janvier 1255 (n. st.), Carcassonne. — Dépositions des nouveaux témoins produits par Isarn, d'Arzens, qui est ajourné au lendemain de la Saint-Vincent (23 janvier).

Anno Domini M° CC° LIIII°, XIX kal. februarii. P. Ar., filius quondam Petri Ar., testis juratus, dixit idem quod G. Picairola, excepto quod non vidit P. Regis et R. Regis inter se colloquentes.

Anno et die predictis, P. Grazit, de Conchis, testis juratus, dixit idem quod proximus.

Quibus testibus receptis, fuit assignata alia dies dicto Isarno, scilicet in crastinum festivitatis beati Vincencii pro tercia productione. Requisitus si volebat aliud dicere ad deffencionem suam, dixit quod non.

CCXVI. — 5 janvier 1255 (n. st.), Carcassonne. — Ber. Pierre, d'Arzens, s'oblige à la pénitence « pro hiis que celaverat in crimine hereseos. » — Sa caution.

Anno Domini M° CC° LIIII°, nonis januarii. Ber. Petri, de Arzinco, juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et venire ad diem et ad dies sibi assignatas et facere et complere penitentiam quam sibi inquisitores pro hiis que celaverat in crimine hereseos sibi duxerint injungendam, obligando super hoc se et sua. Fidejussor juratus pro ipso Guir. Rainaud, frater ejus, sub pena C solidorum, se et sua cum juramento propter hoc obligando. Testes Callavus Ribaudus, Guillelminus Clericus et quidam alii.

CCXVII. — 7 janvier 1255 (n. st.), Carcassonne. — Guillaume Clerc, de la Bastide-Esparbeirenque, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions[1].

Anno quo supra, VII idus januarii. Guillelmus

1. Voy. plus bas, n° CCLII.

Clerici, de Preveirenca, juravit facere et complere penitentiam sibi pro heresi injungendam et parere mandatis omnibus et singulis inquisitorum, se et sua per juramentum propter hoc obligando. Fidejussor pro ipso juratus sub pena XX librarum, Petrus..., frater ejus, obligans se et sua. Testes coram inquisitoribus, Guillelminus Clericus, Guillelmus Picairola, Isarnus de Pezenx miles.

CCXVIII. — 19 janvier 1255 (n. st.), Carcassonne. — Roger Seguin, d'Alzonne, s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra, XIIII° kal. februarii. Rogerius Seguini de Alzona juravit se stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et recipere et complere penitentiam quam sibi pro hiis que comisit in crimine heresis inquisitores duxerint injungendam, et venire ad diem et ad dies coram ipsis super eodem facto assignatas. Fidejussores pro ipso Poncius Seguini, frater ejusdem Rogerii, Bertrandus Jordani, Ber. Armen, senior, Ber. de Martris, sub pena L librarum; et super hoc obligaverunt omnia bona sua, vel stabunt Carcassone in hostagiis, ad voluntatem inquisitorum, donec satisfecerit dictus Rogerius inquisitoribus antedictis.

CCXIX. — 19 février 1255 (n. st.), Carcassonne. — Esclarmonde, femme de Raymond Amiel, de Preixan, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et à se soumettre à la pénitence. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LIIII°, XI kal. marcii. Esclarmunda, uxor R^di^ Amelii, de Prixano, juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et venire ad diem et ad dies assignatas, et facere, recipere et complere penitentiam sibi pro crimine heresis ab inquisitoribus injungendam. Fidejussores pro ipsa,

sub pena x librarum, Beatrix, uxor quondam R^dl^ Ramundi, de Alairaco, mater dicte Esclarmunde, et Ber. R., sororius ejusdem Esclarmunde, de Alairaco. Testis P. Othonis.

CCXX. — 18 mars 1255 (n. st.), Carcassonne. — Reine, veuve de P. Albert, de Couffoulens, s'oblige comme la précédente.

Anno quo supra, xv kal. aprilis. Raina, uxor quondam P. Adalberti, de Cofolento, obligavit se juramento prestito et sua de parendo mandatis omnibus et singulis inquisitorum et venire ad diem et ad dies sibi assignatas et facere, recipere et complere quicquid pro crimine heresis inquisitores sibi duxerint injungendum. Fidejussores pro ipsa, sub pena x librarum, Ar. Guillelmi Sarte et Ar. Guifre, filius Egidii Guifredi de Cofolento, obligando super hoc se et sua. Testes Ebrardus, capellanus de Sauzinco, et Ar. et Bartholomeus Fabri et Guillelminus Clericus.

CCXXI. — 20 mars 1255 (n. st.), Carcassonne. — Pons Olmier, en reconnaissance de la grâce des croix, s'oblige spontanément à donner en aumône, à la prieure de Rieunette, 150 sous.

Anno Domini M° CC° LIIII°, xiii kal. aprilis. Poncius Olmerii, de Limoso, obligavit se et sua in centum L solidos, magistro P. Ariberti inquisitori in dyocesi Carcassone, quod ipse persolvet dictam pecuniam, amore Dei et beate gloriose Virginis Marie, priorisse monasterii Rivinitidi, quandocumque ab eadem priorissa vel dicto magistro P. fuerit requisitus, ad opus cujusdam hospicii faciendum in monasterio antedicto. Et sic juravit complere et perficere, sine omni contradictione, ad voluntatem dicti magistri P. et prio-

risse antedicte. Et propter hujusmodi helemosinam quam ex devotione voluit sponte facere, dominus archiepiscopus Narbone comisit vices suas domino episcopo Carcassone super gratia sibi facienda de peregrinationibus, visitationibus, quas, ex injuncta sibi penitentia pro heresi, facere tenebatur. Fidejussor juratus pro ipso dominus Sicardus de Pomariis, capellanus. Testes dominus Vasco canonicus, P. Imbaud (*sic*), sacerdos, R. Artaudi.

CCXXII. — 28 avril 1255, Carcassonne. — R. Morlane, d'Arzens, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et à recevoir la pénitence. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LV°, IIII kal. maii. R. Morlana[1], vel Textor, de Caunis, qui fuit de Sancto Martino de Landa, de Arzinco, obligavit se et sua per juramentum et publicum instrumentum, quod parebit mandatis omnibus et singulis inquisitorum et veni[e]t ad diem et ad dies sibi assignatas, et recipiet penitentiam ad voluntatem eorumdem; et quod sic compleat fidejusserunt jurati pro ipso quisque in solidum, sub pena xxx libr., Ber. Bellonis, G. Bello et Carcassona, fratres, de Arzinco. Testes G. Clerici, Ber. Durandi, P. de Casalranols, Bartholomeus Goiric, et P. Ariberti, qui hec scripsit.

CCXXIII. — Même jour. — Arnaude, femme de Jean Goiric, s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Ar^da^, uxor Johannis Goirici, juravit et obligavit se et sua sicut R^ndus^ Morlana antedictus. Fidejussores jurati pro ipso, ut supra, dictus Johannes Goiric, Bartholomeus Goiric, fratres, P. de

1. Voy. plus bas, n° CCXLV.

Casalranols et R. Baud. Testes Ber. Bello et G. Bello, fratres, et plures alii.

CCXXIV. — 27 mai 1255, Carcassonne. — Jean de Villèle, de la Bastide-Esparbairenque, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et à faire la pénitence. — Ses cautions[1].

Anno Domini M° CC° LV°, VI kal. junii. Johannes de Vilella, de Preveirenca, juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et venire ad diem et ad dies sibi assignatas, et recipere, facere et complere penitentiam sibi pro crimine heresis injungendam; et propter hoc obligavit se et sua. Fidejusserunt jurati pro ipso sub pena L librarum, quisque in solidum, per juramentum et publicum instrumentum obligantes se et sua, Ar. Vitalis de Insulis, Ber. Faber, R. de Vilella, et Ber. de Vilella, fratres dicti Johannis, et P. Gotran de Castanhs; et est assignata dies dicto Johanni usque ad XV dies ad confitendum negata.

CCXXV. — 2 juin 1255, Carcassonne. — Raymond Molière, de la Tourette, s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra, [I]V nonas junii. R^ndus^ Moleira, de Turreta, juravit stare mandatis, etc., ut supra. Fidejussores pro ipso jurati, quisque in solidum, se et sua obligantes, Ber. Faber, de Turreta, et Martinus Gairic, de Turreta, sub pena X librarum. Testes Ber., capellanus de Valleta, Jo., capellanus de Insulis.

CCXXVI. — 13 août 1255, Carcassonne. — Esclarmonde, veuve de Ber. Sabatier, de Canecaude, malade, est autorisée à rester hors de prison jusqu'à sa guérison. — Ses cautions.

Anno quo supra, idibus augusti. Jo. Sabater, de Cana-

1. Voy. plus bas, n° CCXXVII.

cauda, et P. Pages, de Caudabrenda, obligaverunt se et sua per juramentum proprium et publicum instrumentum, pro Esclarmunda, uxore quondam Ber. Sabaterii, de Canacauda, pro heresi immurata, cui data est licentia exire murum ex parte inquisitorum propter infirmitatem et esse extra quousque convaluerit; et tunc, non expectato mandato, debet redire ad murum; quod nisi faceret, predicti sub pena C solidorum fecerunt obligationem modo dictam.

CCXXVII. — 21 août 1255, Carcassonne. — Jean de Villèle s'oblige à obéir aux inquisiteurs[1].

Anno quo supra, XII kal. septembris. Johannes de Vilella juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et propter hoc obligavit omnia bona sua. Fidejussor juratus pro ipso, sub pena XX librarum, Bernardus Vezola, de Cutsiaco. Testes G. Faber, Guillelminus.

CCXXVIII. — 17 octobre 1255, Carcassonne. — P. Faure, qui, ajourné, ne s'est pas présenté pour recevoir la pénitence, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo supra, XVI kal. novembris. P. Faber, filius Petri Fabri, de Prixano, obligavit se et sua inquisitoribus, pro eo quod non venit ad recipiendum penitentiam die sibi assignata, dicens et asserens quod de cetero parebit mandatis omnibus et singulis inquisitorum. Fidejussores jurati pro ipso R. Laboratoris, de Burgo, quondam de Prixano, sub pena XX librarum. Testes R. Escuderii, P. R. Egidii, de Prixano, et R. Artaut.

1. Voy. plus haut, n° CCXXIV.

CCXXIX. — 20 novembre 1255, Carcassonne. — Bernard Candel, *de Ruscas*, s'oblige à obéir aux inquisiteurs et à faire la pénitence. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LV°, XII kal. decembris. Bernardus Candela, de Ruscas, filius Bernarde Candela de parochia de Rupefera, obligavit se et sua per juramentum et publicum instrumentum inquisitoribus ad parendum mandatis omnibus et singulis eorumdem, et ad veniendum ad diem et ad dies sibi assignatas, et penitentiam sibi pro crimine heresis injungendam facere et complere. Fidejussores jurati pro ipso quisque in solidum Petrus Clerici et Bernardus Clerici, consanguineus ejus, sub pena XX librarum. Testes Garinus et Guillelminus.

CCXXX. — 19 février 1256 (n. st.), Carcassonne. — Bernard Algay, Ar. Guillaume, Pons Cerda et Guillaume *de Marcellenx* déclarent vouloir « satisfaire » au sujet des pèlerinages de défunte Raymonde Barbairane, et font connaître ce qu'ils ont reçu d'elle[1].

Anno Domini M° CC° LV°, XI kal. marcii. Bernardus Algay, Ar. Guillelmi, Poncius Cerdani et Guillelmus de Marcellenx citati comparuerunt; qui requisiti super bonis R^de^ Barbairane defuncte, quondam pro heresi crucesignate, quod satisfacerent pro ipsa super eo quod non perfecerat peregrinationes sibi injunctas pro eodem crimine tempore quo vivebat, responderunt quod volebant ut bona ipsius Barbairane annotarentur et scriberentur; et fuit factum in hunc modum.

Ar. Guillelmi juratus dixit se habere I culcitram de pluma, I auriculare et I pulvinar de bonis predictis.

1. Voy. plus bas, n° CCXXXII.

Alia vero bona ipsius habent Bernardus Algai et Poncius Cerdani.

Ber. Algay juratus dixit se habere de bonis predictis I archam, I capam vairiam cum pellibus agnorum, I vanoam blancam, et filatum, II linteos, I saccum, I saumatam vini, III sestarios arraonis, caligas ipsius defuncte, IIII solidos melgorenses et I savenam.

Poncius Cerdani juratus dixit se habere de bonis predictis VII bestias cum lana, II capras, II edos, II agnos.

CCXXXI. — 24 février 1256 (n. st.), Carcassonne. — P. Barbier s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Sa caution.

Anno quo supra, VI kal. marcii. P. Barberii juravit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum, et recipere et complere penitentiam sibi injungendam pro crimine heretice pravitatis et venire ad diem et ad dies sibi assignatas. Fidejussor pro ipso juratus R. Barberii, avunculus ejus, sub pena X librarum. Testes Ber. Fornerii, Jo. Cassaire.

CCXXXII. — 7 mars 1256 (n. st.), Carcassonne. — Algay, de Rennes-les-Bains, Ber. de Cavanac et Amblard Celler s'obligent à donner 40 sous avant Pâques (16 avril) pour les pèlerinages de défunte Barbairane[1].

Anno quo supra, nonis marcii. Algay, de Radolinco, et pro eo et mandato ejus Ber. de Cavanacho, sartor, et Amblardus Celler promiserunt se daturos fide plivita XL solidos usque ad Pascha inquisitionis negotio de bonis Barbairane defuncte, pro eo quod non perfecerat peregrinationes sibi injunctas pro heresi tempore

1. Voy. plus haut, n° CCXXX.

quo vivebat. Verumtamen officialis Carcassone debet habere xx solidos de predicta summa, quia, ut dicit, Barbairana predicta erat sibi debitis obligata; et Algay antedictus debet servare indempnes super hoc fidejussores suos antedictos; et hoc persoluto, bona predicta sint ex parte inquisitionis absoluta.

CCXXXIII. — 11 mars 1256, Carcassonne. — Bonet, de Montbel, donne 100 sous melgoriens aux frères Prêcheurs de Carcassonne.

Anno quo supra, v idus marcii. Bonetus de Montebello promisit gratis se daturum usque ad Pascha centum solidos melgorenses amore Dei fratribus Predicatoribus Carcassone pro adducenda quadam ara que est apud Alzonam. Et hoc juraverunt pro ipso fide plivita Rusticanus de Burgo, sartor, et Ber. de Villaneria, de Salsinhano.

CCXXXIV. — 28 mars 1256, Carcassonne. — Raymond Amiel, de Preixan, s'oblige à la pénitence; il obéira aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno Domini M° CC° LVI°, v kal. aprilis. R^ndus^ Amelii de. Prixano subposuit se omnimode voluntati inquisitorum ad recipiendum et ad faciendum penitentiam quam sibi duxerint propter heresim injungendam; et venire ad diem et ad dies sibi assignatas promisit et stare mandatis omnibus et singulis eorumdem; quod supra sancta Dei evangelia juravit. Fidejussores jurati pro ipso, quisque in solidum, sub pena L librarum, R. Laboratoris, de Burgo, Pon. Berrelli, G. Bonus Hominis (*sic*) et G. Boerii, de Prixano. Testes G. Faber, Guillalminus, et Ribaud et R. Artaudi.

CCXXXV. — 6 avril 1256, Carcassonne. — Bernarde, femme de Nicolas, s'oblige par serment à faire ses pèlerinages d'ici à la Saint-Michel (29 septembre).

Anno quo supra, feria v ante Ramispalmarum. Bernarda, uxor Nicholay, juravit se facere peregrinationes sibi injunctas pro heresi, usque ad instans festum beati Micahelis. Fidejussores pro ipsa, sub pena L solidorum, R. Olmerii, Miletus Johannis, de Pesinco, se et sua obligantes quisque pro toto.

CCXXXVI. — 10 avril 1256, Carcassonne. — Confession de Bernard de Latour, chevalier. Il s'était employé auprès de l'évêque, son parent, à faire relever des croix Raymond Sabatier.

Anno Domini M°CC°LVI°, IIII idus aprilis. Bernardus de Turre, miles, testis juratus et requisitus, dixit se nichil aliud scire super facto heresis nisi quod confessus est coram inquisitoribus Carcassone.

Item, requisitus dixit quod, cum Ramundus Sabaterii esset cruce signatus pro heresi, locutus fuit cum ipso teste cum magna instancia, quia sciebat ipsum esse de parentela domini episcopi, quod tantum intercederet apud eumdem episcopum, quod idem R. amitteret dictas cruces; et promisit sibi propter hoc C solidos melgorenses et amplius VI denarios annui census propter homagium in perpetuum. Que omnia idem testis acceptavit, et fecit pactum cum eodem R., quod faceret ipsum de cruce signari per dominum episcopum antedictum. Et super hoc multum laboravit apud dominum episcopum et inquisitores quod posset hoc impetrare; et fecit quod potuit, set non potuit optinere, licet recepisset idem testis propter hoc XXXIII so-

lidos a R[do] antedicto; de quibus idem testis fecit compositionem postea cum eodem R. quod restitueret sibi xx solidos, quia non potuit impetrare; et mandavit precentori, sorori (*sic*) suo, quod traderet ei I modium ordei; tamen non tradidit ei precentor nisi VIII sestarios ordei et eminam ordei, sicut intellexit.

Item, dixit quod R. Sabaterii predictus tradidit sibi v solidos ut afferret eos magistro P. Ariberti pro negocio ante dicto. Set noluit idem magister recipere. Interrogatus si restituit illos quinque solidos predicto R., dixit se non recordari. Dixit etiam quod sacrista Sancti Nazarii et archidiaconus et precentor ejusdem loci rogaverunt multum dominum episcopum et inquisitores super dicta gratia crucum optinenda ex parte ipsius testis. De tempore II anni vel circa.

Item, dictus Ber. de Turre, miles, subposuit se omnino voluntati venerabilis patris G., permissione divina Carcassone episcopi, et inquisitorum, ad faciendum seu observandum quicquid sibi duxerint injungendum, si in aliquo commisit de predictis; et propter hoc se et sua obligavit per juramentum et publicum instrumentum. Hec deposuit coram dictis inquisitoribus magistro Radulpho et P. Ariberti, inquisitoribus. Testes P. Vasconis et G., capellanus de Querio Serverio.

CCXXXVII. — 18 avril 1256, Carcassonne. — G. de Ventenac, d'Alzonne, et G. d'Espagne déclarent ne pas vouloir défendre, le premier Bernard de Ventenac son père, le second dame Vige, de Villemoustoussou, sa mère. Cependant G. d'Espagne dit que sa mère avait communié avant de mourir.

Anno Domini M° CC° LVI°, XIIII° kal. maii. G. de Ven-

tenaco, de Alzona, heres patris sui Bernardi de Ventenaco, et G. de Yspania, heres de na Viga, de Villamostausso, comparuerunt coram inquisitoribus; et requisiti si volebant prenominatos Bernardum et Vigam defunctos defendere de hiis que in inquisitione super facto heresis inveniuntur contra eos, dixerunt quod non. Tamen G. de Yspania dixit quod mater sua communicavit in morte et capellanus audivit ipsam in confessione. Tamen nescit si fuit sibi confessa super crimine memorato. De hiis que fecit in vita non vult eam defendere.

CCXXXVIII. — 19 avril 1256, Carcassonne. — Pierre Amiel, d'Arzens, renonce à défendre Riche Ferréol, sa sœur, dont il a hérité, et son mari.

Item, Petrus Amelii de Arzinco comparuit XIII kal. maii coram inquisitoribus; et requisitus si volebat Richam Ferriolam, sororem suam, cujus est heres, et Pontium Ferreoli, virum ejus, defendere super hiis que in inquisitione inventa sunt de heresi contra eos, dixit quod non, quia non posset.

CCXXXIX. — 21 avril 1256, Carcassonne. — Adalaïs Panère et Raymonde Faurès, sa sœur, s'obligent à obéir aux inquisiteurs. — Leurs cautions.

Anno quo supra, XI kal. maii. Adalais Paneria, uxor Petri Panerii, et R^da Fauressa, soror ejus, juravit (*sic*) stare mandatis inquisitorum et venire ad diem et ad dies sibi assignandas, et recipere et facere penitentiam sibi pro crimine heresis injungendam; et super hoc obligaverunt se et sua fidejussores jurati pro ipsis, sub pena XX librarum, quisque in solidum, G. Faber et P. Panerii, de Arzinco.

CCXL. — 2 juin 1256, Carcassonne. — Guiraud, fils de Ar. Escarbat, des Ilhes, s'oblige comme les précédentes.

Anno quo supra, IIII nonas junii. Guiraudus, filius Ar. Escarbat, de Insulis, juravit eodem modo ut dicta Adalais. Fidejussores jurati pro ipso sub pena XX librarum, Ar. Escarbat predictus, Ar. Durandi, quisque in solidum, se et sua obligantes per juramentum et publicum instrumentum. Testes R. Gonter, G. Ar. Bornhi, Guillalminus.

CCXLI. — 9 juin 1256, Carcassonne. — Confession de P. Barte.

Anno quo supra, V ydus junii. P. Barta juratus dixit quod ipse presentavit XX solidos domino abbati Montis Olivi, quia rogavit inquisitores de gracia eidem super peregrinationibus facienda; set noluit recipere; et tunc, irrequisito abbate et ipso inscio, dedit illos XX solidos Guillelmo Jordani, nepoti suo. Interrogatus dixit quod numquam fecit pactum cum domino abbate vel cum alio de pecunia danda pro dicta gracia impetranda. Tamen quia audiebat frequenter eumdem abbatem conquerentem et dicentem publice quod ipse laborabat et rogabat pro omnibus et nichil sibi serviebant, idem testis voluit sibi facere servicium antedictum.

CCXLII. — Même jour. — Ber. Saissac, gracié des croix, dit avoir, à sa demande, donné pour cela 20 sous à R. d'Alzan, moine de Montolieu.

Anno et die predictis. Ber. Saxiaci juratus dixit quod, cum dominus episcopus fecisset sibi gratiam de crucibus in quadam dominica Ramispalmarum, ad instanciam domini abbatis Montis Olivi, R. de Alzano mona-

chus petiit ab ipso teste propter hoc xx solidos, quos ei tradidit continuo idem testis.

CCXLIII. — Même jour. — Ar. Cat a donné à Guillaume Ar. Bornhi 20 sous pour avoir été gracié des croix[1].

Anno et die predictis. Ar. Cat juratus dixit quod ipse testis dedit Guillelmo Ar. Bornhi xx solidos et quosdam sotulares, quia sibi gratiam apud inquisitores de crucibus impetravit.

CCXLIV. — Même jour. — R. Maurel dit que sa femme, ayant obtenu un sursis pour l'imposition des croix, a acheté des pierres taillées pour la porte de Montolieu.

Anno et die predictis. R. Maurelli juratus dixit nichil. Dixit tamen quod, quia ad instanciam domini abbatis differebatur crucesignatio R^{de}, uxoris sue, ipsa emit lapides scissos x solidorum ad opus janue faciende; et dedit Guillelmo Jordani, nepoti domini abbatis.

CCXLV. — Même jour. — Guillelme Bonet a donné quatre oies à Bérengère, qui avait promis de lui obtenir la grâce des croix.

Anno et die predictis. Guillelma Boneta jurata dixit quod dedit III anceres Berengarie, uxori P. G. Morlana[2], quia promiserat ei quod faceret sibi cruces auferri a domino episcopo.

1. Voy. Deuxième partie, n° LI.

2. Ce nom rappelle des défections scandaleuses qui allaient se produire avant la fin du siècle. Guillaume-Arnaud Morlane, chanoine de Saint-Nazaire de Carcassonne, prieur du Mas-Cabardès, malade au Mas-Cabardès, se fit « hérétiser » peu avant de devenir évêque (Doat, XXVI, fol. 153 v°-fol. 154). En 1283, Sanche Morlane, grand archidiacre, et Arnaud Morlane, son frère, furent l'âme du complot formé pour dérober les registres des inquisiteurs de Carcassonne (Doat, XXVI, fol. 211 v°-

CCXLVI. — 9 juillet 1256, Carcassonne. — Ar. *de Solerio de Gorneto*, qui a donné pour le reliquaire de saint Antonin de Pamiers, est gracié des pèlerinages.

Anno quo supra, VII idus julii. Facta fuit gratia de peregrinationibus omnibus Ar. de Solerio de Gorneto sibi injunctis pro crimine heretice pravitatis, quia dedit VI libras melgorensium amore Dei operi capse beati martiris Antonini Appamiensis.

CCXLVII. — 16 juin 1256, Carcassonne. — Rixendis, sœur de Jean Sabatier, de Canecaude, s'oblige à obéir aux inquisiteurs pour la pénitence.

Anno quo supra, XVI kal. julii. Rixendis, soror Johannis Sabaterii, de Canacalida, obligavit se et sua per juramentum et publicum instrumentum ad parendum mandatis inquisitorum, ad veniendum ad diem et ad dies sibi assignatas vel assignandas ad recipiendum et faciendum penitentiam quam sibi inquisitores duxerint injungendam. Fidejussores pro ipsa, sub pena XV librarum, G. Faber de Vilardonello et G. Panairer. Et penam similiter solverent si faceret se hereticam.

CCXLVIII. — 23 juin 1256, Carcassonne. — Adalaïs Barrau s'oblige comme la précédente.

Anno quo supra, IX kal. julii. Adalais Barrava jura-

fol. 215, 264, 267 v°, 269). Arnaud Morlane, curé de Penautier, assista à l'initiation dualiste de Castel Faur de Carcassonne (*ibid.*, fol. 258). Il ne jouissait pas d'une bonne réputation (*ibid.*, fol. 287, 288, 289). Il fut « hérétisé » en présence de Bernard et Raymond Morlane, ses neveux, et de son frère l'archidiacre (*ibid.*, fol. 289 et 290; Doat, XXVIII, fol. 129-fol. 132, fol. 147 v°-149). L'exhumation fut plus tard, le 23 février 1325 (n. st.), prononcée contre lui (Doat, XXVIII, fol. 106, fol. 167).

vit stare mandatis omnibus et singulis inquisitorum et alia facere que propedicta Rixendis, obligans super hoc se et sua. Fidejussor pro ipsa juratus, sub pena x librarum, R. Chefol.

CCXLIX. — 24 juin 1256, Carcassonne. — Carcassonne, d'Arsens, s'oblige à obéir aux inquisiteurs pour la pénitence. — Ses cautions.

Anno quo supra, VIII kal. julii. Carcassonna, de Arzinco, obligavit se et sua ad parendum mandatis inquisitorum per juramentum et publicum instrumentum et ad faciendum et ad recipiendum penitentiam, quam iidem inquisitores sibi duxerint injungendam. Fidejussores jurati pro ipsa, sub pena XXX librarum, quisque in solidum, P. G. et R. Bello, fratres, et Ber. Arrufat, filius dicte Carcassone.

CCL. — 27 juin 1256, Carcassonne. — G. Roque, vieux, donnera 50 sous au lieu et place de ses pèlerinages.

Anno quo supra, V kal. julii. G. Roqua juravit se daturum L solidos pro peregrinationibus suis, quas non potest facere propter senectutem.

CCLI. — 16 juillet 1256, Carcassonne. — P. Bertric et Jeanne, sa femme, s'obligent à obéir aux inquisiteurs pour la pénitence. — Leurs cautions.

Anno quo supra, XVII kal. augusti. P. Bertric et Johanna, uxor ejus, obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum inquisitoribus ad parendum mandatis eorum universis et singulis ad veniendum ad diem et ad dies et recipiendum et faciendum penitentiam sibi pro crimine heresis injungendam. Fidejussores pro ipsis quisque in solidum

jurati Ar. Durandi et P. Buada, de Salsinhano, Ber. Aosten, Pon. Pelat, P. Faber, P. Chatmar, P. Batarel et G. Maurel, de Vilardonello, sub pena xxx librarum se et sua obligantes.

CCLII. — 15 novembre 1256, Carcassonne. — Guillaume Clerc, malade, est autorisé à rester hors de prison jusqu'à sa guérison. — Ses cautions[1].

Anno quo supra, xvII kal. decembris. Bernarda Clerica, de Preveirenca, et Rogerius, filius ejus, obligaverunt se et sua per juramentum et publicum instrumentum, sub pena quingentorum solidorum, quod Guillelmum Clerici, filium ejusdem Bernarde, cui data est licencia exeundi murum propter egritudinem, facient redire ad murum post convalescenciam.

CCLIII. — 9 septembre 1257, Carcassonne. — Ber. Guilabert, malade, est autorisé à rester hors de prison jusqu'à sa guérison.

Anno Domini M° CC° LVII°, in crastinum Nativitatis Beate Marie. Fuit data licencia Ber. Guilaberti immurato exeundi murum propter egritudinem; et revertetur ibi post convalescenciam. Et hoc juravit Guillelmus Guilaberti, de Monte Olivo, filius ejus, et obligavit se et sua sub pena c solidorum.

CCLIV. — 19 septembre 1257, Carcassonne. — Raymond Nègre, de Salsigne, s'oblige à obéir aux inquisiteurs. — Ses cautions.

Anno quo [supra], xIII kal. [octobris?]. R[adus] Niger, de Salsinhano, juravit parere omnibus mandatis et sin-

1. Voy. plus haut, n° CCXVII.

gulis inquisitorum et venire ad diem et ad dies sibi assignatas. Fidejussores pro ipso jurati G. Peleti, de Burgo, W. Aimerici, A. Durandi, G. Bordas et G. de Fornas, ita quod in universo tenentur pro XL libris melgorensium quilibet pro parte sua; et obligaverunt omnia bona sua.

CCLV. — 23 janvier 1258 (n. st.), Carcassonne. — G. *de Area* s'oblige comme le précédent.

Anno quo supra[1], X kal. februarii. G. de Area juravit stare, etc. Fidejussores pro ipso, sub pena XX librarum, Silvester Britonis et Ber. Gausinh, quilibet in solidum; et juraverunt et obligaverunt, etc. Testes magister Ber. de Porciano et R. Artaudi.

CCLVI. — Même jour. — Grazide, femme de Pierre Vaquier, de Moussoulens, s'oblige comme le précédent.

Anno et die predictis. Grazida, uxor Petri Vaquerii de Mossolinco, juravit, etc. Fidejussor pro ipsa Guillelmus Vaquerii, sororius suus, sub pena corporis et rerum suarum, de parendo mandatis inquisitorum.

CCLVII. — 24 janvier 1258 (n. st.), Carcassonne. — Ar. Vernière, de la Tourette, s'engage comme le précédent.

Anno Domini M° CC° LVII°, IX kal. februarii. Ar. Verneira, de Turreta, juravit stare mandatis inquisitorum, etc. Fidejussores pro ipso G. Miravallis et P. Dental, sub pena C solidorum; et obligaverunt se et sua propter hoc et juraverunt.

1. C'est-à-dire *anno M° CC° LVII°*. Voy. plus bas, n° CCLVII.

CCLVIII. — Même jour. — G. Gamezenc, comme le précédent.

Anno et die predictis. G. Gamezenc juravit stare, etc. Fidejussores pro ipso P. Vaschonis et R. Escorro, sub pena centum solidorum. Et hoc juraverunt et obligaverunt se, etc.

CCLIX. — Même jour. — Ar. de Tornade, de la Tourette, comme le précédent.

Anno et die predictis. Ar. de Tornade, de Turreta, juravit stare mandatis, etc. Fidejussores pro ipso Ber. de Cavanaco, de Miravalle, et Vitalis Costa, sub pena C solidorum; et obligaverunt se, etc.

CCLX. — Même jour. — Ar. Gauzinh, comme le précédent.

Anno et die predictis. Ar. Gauzinh juravit stare mandatis inquisitorum omnibus et singulis, et facere penitentiam quam sibi duxerint pro crimine heresis injungendam. Fidejussores pro ipso, sub pena L librarum, Ber. Gausinh, R. Abbas, Stephanus Boerii et P. Rosselli de Bastida; et propter hoc obligaverunt se et sua.

CCLXI. — Même jour. — P. Batarel et G. Garin, de Villardonnel, comme le précédent.

Anno et die predictis. P. Batarelli et G. Garini, de Vilardonello, juraverunt stare mandatis inquisitorum. Fidejussores pro ipsis R. Guiraudi, P. Chatmar de Vilardonello et Ar. Maur de Aragone, sub pena XX librarum; et obligaverunt se et sua et juraverunt, etc.

CCLXII. — Même jour. — P. *de Alassac*, converti, comme le précédent.

Anno et die predictis. P. de Alassac, conversus de

heresi, juravit stare, etc. Fidejussores pro ipso P. Batarelli, G. Garini et R. Gauterii, de Vilardonello, sub pena rerum et corporum; et obligaverunt se et sua per juramentum proprium et publicum instrumentum.

CCLXIII. — Même jour. — Mascarel, comme le précédent.

Anno et die predictis. Mascarellus juravit, etc. Fidejussores pro ipso R. Acbert et G. Razeire, et Rog. Petri, de Insulis, sub pena c solidorum; et obligaverunt se et sua, etc., et juraverunt.

CCLXIV. — Même jour. — Ar. de Casillac, des Ilhes, comme le précédent.

Anno et die predictis. Ar. de Casillac, de Insulis, juravit stare mandatis inquisitorum, etc. Fidejusserunt pro ipso Ber. de Casillaco, de Cabrespina, frater ejus, et Jordana, uxor P. Sabaterii, de Miravalle, soror ejus, sub pena rerum et corporum.

CCLXV. — 30 janvier 1258 (n. st.), Carcassonne. — Guillelme Jutge, des Ilhes, et Rixendis, de Roquefère, s'engagent de même.

Anno quo supra, III kal. februarii. Guillelma Jutga, de Insulis, et Rixendis [de] Roquafera, sorores, juraverunt stare, etc. Fidejussor pro ipsis R. Judex, de Preveirenca, obligans omnia bona sua.

CCLXVI. — 31 janvier 1258 (n. st.), Carcassonne. — G. de Villar-en-Val, de Salsigne, comme les précédents.

Anno quo supra, II kal. februarii. G. de Vilario, de Salsinhano, juravit stare mandatis inquisitorum.

CCLXVII. — Même jour. — P. Siguier, comme le précédent.

Anno quo supra et die. P. Siguerii juravit stare mandatis inquisitorum. Fidejussores pro predictis G. de Vilario et P. Siguerii, R. Fornerii, Ber. Baus, G. Bordas, Bartholomeus Richer, P. R., Tozet de Salsinhano, sub pena rerum et personarum; et obligaverunt se et sua per juramentum, etc.

CCLXVIII. — 5 février 1258 (n. st.), Carcassonne. — Pons Candel, *de Ruschas*, comme le précédent.

Anno quo supra, nonis februarii. Pontius Candela, de Ruschas, juravit stare, etc. Fidejussor pro ipso juratus, sub pena x librarum, P. Johannes, de Rupefera; et obligavit se et sua, etc.

CCLXIX. — 27 janvier 1258 (n. st.), Carcassonne. — Ber. de Saint-Sébastien, de Cuxac-Cabardès, s'oblige à obéir aux inquisiteurs, et donne ses cautions jurées.

Anno quo supra, vi kal. februarii. Ber. de Sancto Sebastiano, de Cutsiaco, juravit stare mandatis inquisitorum et venire ad diem et ad dies sibi assignatas vel assignandas et facere quicquid ei preceperint inquisitores antedicti. Fidejussores jurati pro ipso, quisque in solidum, sub pena L librarum, P. Guiraudi, frater dicti Ber., Guillelmus Guiraudi, Ber. Senia, Ar. Martini, P. de Mata; et obligaverunt se et sua. Testes capellanus de Cu[t]siaco et Girardus, filius domine Nove (?).

CCLXX. — 6 mai 1252, Carcassonne. — Ber. Étienne Catala, à l'audience, assure qu'Arnaud Raymond, son frère, dont il est l'héritier, a confessé l'hérésie à son curé. Il est ajourné à huitaine pour en faire la preuve et dire s'il veut le défendre[1].

Anno Domini M° CC° LII°. Ber. Stephani Catalani comparuit II nonas ma[ii] [co]ram magistro R. David, inquisitore; et requisitus si erat heres Arnaudi Raymundi, fratris sui, dixit quod sic; et post mortem ipsius recepit de bonis suis tamquam heres. Et requisitus si fuit confessus super facto heresis, dixit quod sic capellano, ut audivit ab eo. Et est sibi assignatum spatium VIII° dierum ad probandum confessionem dicti Arnaudi et ad deliberandum utrum velit deffendere eumdem fratrem suum super heresi.

1. La pièce se trouve placée à la seconde partie, fol. 22 r°. Elle a été mise ici comme se rattachant par son objet à la première partie.

DEUXIÈME PARTIE.

INTERROGATOIRES[1].

1250-1267.

I. — 14 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Confession de Guillaume Cabane, de Leuc, cité.

G. CABANA, DE LIOCO.

Anno Domini M° CC° XL° IX°, II° ydus marcii. Guillelmus Cabana, de Lioco, testis juratus super IIII^{or} Dei Evangelia quod super facto heresis vel Valdesie[2] tam de se quam de omnibus aliis, vivis et mortuis, puram,

1. Ici se trouve dans le ms. un tableau par noms de lieux des personnes interrogées. Les notaires de l'Inquisition avaient assez l'habitude de dresser de semblables tableaux, qui permettaient aux inquisiteurs de retrouver tout de suite un renseignement utile au milieu des confessions ou dépositions souvent compactes des témoins ou prévenus. Ces tableaux présentaient, ou bien les noms de ceux qui se trouvaient compromis par la confession — c'est le cas du fragment de registre conservé par M. Louis Bonnet, de Béziers, — ou bien les noms de ceux qui avaient déposé, rangés par noms de lieux — c'est le cas des fragments de registres conservés aux archives de la Haute-Garonne (H Dominicains, 85) et du registre du notaire de l'Inquisition de Carcassonne ici publié. Ces tableaux se trouvaient placés ou à la suite des confessions, ou à la fin du registre, ou en avant. Dans le ms. de Clermont-Ferrand, il est en avant.

2. Les interrogatoires distinguent toujours l'hérésie et la *vaudoiserie*.

meram ac plenam diceret veritatem, dixit quod in domo Raymundi Egidii[1] apud Liocum primo vidit Bernardum Egidii hereticum, fratrem dicti R. Egidii. Et dictus R. Egidii venit ad dictum testem et adduxit eum ad domum suam ubi erat dictus Bernardus[2] frater suus, hereticus; et dixit ipsi testi idem hereticus si volebat intrare ordinem hereticorum; et idem testis respondit ei quod pocius vellet quod ipse et cives alii essent suspensi. De tempore, dixit quod tempore comitis Montis Fortis, quando erat in recessu[3]. Et dum idem testis exiret de domo, obviavit Raymundo Amelii, ejusdem castri, qui ibat ad eumdem hereticum; et vidit ipsum intrantem in domo ubi erat hereticus antedictus; et vidit similiter Esclarmundam, uxorem quondam Guillelmi de Lioco[4], intrantem domum antedictam. De tempore, idem quod supra. *Item*, eodem tempore vidit duos Valdenses commorantes in domo Guillelmi Martini, de Lioco. *Item*, vidit in capella dicti castri quod heretici, quorum nomina ignorat, predicabant in eadem. Et erant ibi Bernardus Rogerii[5], dicti castri, Petrus Adalberti[6], Arnaldus Guillelmi, de Lioco[7]. De tempore, idem ut supra. Requisitus si abjuravit heresim et Valdesiam apud Caunas, dixit quod sic; et omnia supradicta fuit

1. Voy. plus bas, nos II, III, V, VI, VII.
2. Voy. nos V, VI.
3. Allusion probable à la campagne de Simon de Montfort sur les bords du Rhône, en 1217, avant le siège de Toulouse, où il fut tué d'un coup de pierre (1218).
4. Voy. no VII.
5. Voy. plus bas, nos VI, VII.
6. Voy. plus bas, no XX.
7. Voy. plus bas, no XXXV.

[confessus] coram inquisitoribus heretice pravitatis nec postea fuit relaxus (*sic*).

Hec omnia fuit confessus Guillelmus Cabana antedictus coram domino episcopo, anno et die quo supra, magistro Berengario de Palma presente et me Radulfo, clerico, qui hoc scripsi de mandato domini episcopi.

II. — Même jour. — Confession de Guillaume *de Liqueraco*, de Leuc, non cité.

G. DE LIQUERACO, DE LIOCO.

Anno quo supra, II ydus marcii. Guillelmus de Liqueraco, de Lioco, non citatus, testis juratus, super IIIIor sancta Dei Evangelia quod super facto heresis et Valdesie, tam de se quam de aliis, vivis et mortuis, puram, meram ac plenam diceret veritatem, dixit quod R. Egidii, de Lioco[1], venit ad domum dicti testis, et dixit ei quod iret a[d] domum suam secum; et ivit. Et quando fuerunt ibi, dictus testis invenit ibi duos hereticos quorum nomina, ut ipse dicit, ignorat; et vidit ibi cum eis in quodam paillerio[2] Alazaidim, uxorem Jacobi Boerii, de Lioco, et Virgiliam[3], uxorem R. Egidii, et ipsummet R. Egidii, et duos filios parvulinos dicti R. Egidii, quorum unus vocatur Bernardus, et Guillelma. Et quam cito vidit eos, tam cito recessit; et non locutus fuit cum eisdem; et postea non vidit eos. De tempore, dixit a IIIIor annis citra et

1. Voy. nos I, III, V, VI, VII.

2. Grenier à paille, ou peut-être cour où il y a des pailles, *pailler*.

3. Voy. no V.

dimidio. Requisitus utrum abjuravit heresim et Valdesiam, respondit quod sic, apud Caunas, coram fratribus inquisitoribus; et postea post abjuracionem factam vidit et audivit predicta. Et interrogatus super aliis, dixit se nichil aliud scire.

III. — Même jour. — Confession de Guillaume Boyer, de Leuc, non cité.

G. Boyer, de Lioco.

Anno quo supra, II ydus marcii. Guillelmus Boyer, de Lioco, non citatus, testis juratus super IIII^or sancta Dei Evangelia, quod super facto heresis et Valdesie, tam de se quam de aliis omnibus, vivis et mortuis, diceret veritatem, dixit quod Raymundus Egidii[1] venit ad ipsum testem, et dixit ei quod iret ad domum suam, quia duo homines erant ibi qui erant parentes uxoris et volebant loqui cum eo; et dictus testis ivit ad domum predicti R. Egidii et intravit domum antedictam et invenit ibi duos hereticos, quorum nomina ignorat, ut ipse dicit. Tamen dixit sibi dictus R. Egidii quod unus illorum vocabatur Arnaldus de Caneto[2], qui fuit de Pomariis; et salutaverunt ipsum, et dixerunt eidem testi quod faceret eis bonum[3], quoniam uxor dicti testis erat consanguinea dictorum hereticorum, ut ipsi dicebant; et dictus testis respondit quod non daret eis aliquid. Interrogatus quis erat cum eis, dixit quod uxor R. Egidii tantum. De tempore requisitus, dixit quod a IIII^or annis citra. *Item*, interrogatus

1. Voy. n^os I, II, V, VI, VII.
2. Voy. n°s XXIII, XLVI.
3. Ms. : *banum*.

si abjuravit heresim et Valdesiam, respondit quod sic, apud Caunas, coram fratribus inquisitoribus; et post illam abjuracionem vidit omnia supradicta. Et interrogatus super aliis, dixit se nichil scire.

IV. — 15 mars 1250 (n. st.). — Confession de Jordane Morel, de Leuc, non citée.

JORDANA MORELLA, DE LIOCO.

Anno quo supra, yd[ib]us marcii. Jordana Morella de Lioco, non citata, testis jurata quod super facto heresis vel Valdesie, tam de se quam de omnibus aliis, vivis ac mortuis, plenam, puram ac meram diceret veritatem, dixit quod a xxx^ta annis citra, postquam rex Francie fuit apud Avinionem[1], non vidit hereticos vel Valdenses; et super hoc quod ante viderat fuit confessa fratribus inquisitoribus apud Caunas et penitentiam recepit ab ipsis; et abjuravit heresim coram ipsis.

V. — Même jour. — Confession de Lombarde, femme de Guillaume Albert, de Leuc, non citée.

LOMBARDA, DE LIOCO.

Anno quo supra, yd[ib]us marcii. Lombarda, uxor Guillelmi Adalberti, de Lioco, non citata, testis jurata super IIII^or sancta Dei Evangelia quod super facto heresis et Valdesie, tam de se quam de omnibus aliis, vivis et mortuis, puram, meram ac plenam diceret veritatem, dixit quod Raymundus Egidii[2] venit ad

1. Il s'agit ici de la campagne de Louis VIII sur les bords du Rhône.

2. Voy. n^os I, II, III, VI, VII.

domum suam et duxit ipsam ad domum ipsius R. Egidii, ubi erat Bernardus Egidii[1], frater dicti R., hereticus, et quidam alius hereticus cujus nomen ignorat; et dictus Bernardus reprehendit dictam testem, quia ad ipsum sine aliquo nuncio non venerat. Interrogata si audivit predicacionem ipsorum, vel eos adoravit, vel aliud bonum eis fecerit, vel ab ipsis aliquid receperit, respondit quod non. De tempore requisita, dixit quod XVII anni possunt esse. De circumstantibus, dixit quod ipsa testis, et R. Egidii, et Virgilia[2], uxor dicti R. Egidii, et Guillelmus Reg, qui mortuus est. Super aliis diligencius requisita, dixit se nichil aliud scire. Interrogata si abjuravit heresim et Valdesiam, dixit quod sic, apud Caunas, coram fratribus inquisitoribus; et super premissis, dictis inquisitoribus celavit veritatem. Dixit tamen quod capellano suo fuit confessa.

VI. — Même jour. — Confession d'Alazaïs, femme d'Arnaud Raymond, de Leuc, non citée.

ALAZAYDIS, UXOR ARNALDI RAYMUNDI, DE LIOCO.

Anno quo supra, yd[ib]us marcii. Alazaydis, uxor Arnaldi Raymundi, de Lioco, non citata, testis jurata super IIIIor sancta Dei Evangelia quod super facto heresis vel Valdesie, tam de se quam de omnibus aliis, vivis ac mortuis, puram, plenam ac meram diceret veritatem, dixit quod, quadam vice, cum domina Esclarmunda, de Lioco, ivit ad domum R. Egidii, de Lioco; et intraverunt domum illam et invenerunt duos hereticos, quo-

1. Voy. nos I, VI.
2. Voy. no II.

rum unus vocabatur Bernardus Egidii; nomen alterius ignorat. Interrogata si audivit predicationem eorum, vel credidit secte eorum, dixit quod non; set statim recessit cum domina sua antedicta. Et cum dicta testis exiret, vidit intrantem Bernardum Rogerii[1]; nesciebat tamen qua de causa intravit. Interrogata de circumstantibus, respondit quod ipsa testis, et domina sua Esclarmunda, R. Egidii et Virgilia[2], uxor sua; super aliis circumstantibus diligenter interrogata, dixit se nichil aliud scire; nec postea vidit hereticos vel Valdenses. *Item*, interrogata si abjuravit heresim vel Vadesiam, dixit quod sic, apud Limosum, coram fratre Ferrario[3]; et confessa fuit eidem super premissis, et recepit penitentiam ab ipso. *Item*, requisita de tempore quando vidit predicta, dixit XVI anni et amplius possunt esse.

VII. — 1er mai 1254, Villariès. — Alazaïs continue sa confession.

Anno Domini M°CC°LIIII°, kalendis madii. Dicta Aladaisis reddiit et adjecit citata infra scripta, dicens quod quando vidit predictos hereticos in domo R. Egidii[4] predicti, erant cum predictis hereticis Esclarmunda,

1. Voy. nos I, VII. — Entre les lignes : *M*, qui signifie *mortuus*.
2. Voy. nos I, V.
3. Voy. nos XV, XLIX. — Voy., sur l'activité de frère Ferrier, inquisiteur, à Limoux, dans le Narbonnais et le Carcassès, mon opuscule, *l'Albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au XIIIe siècle*, notamment p. 41 (in-8°, Paris, Picard, 1894) et l'*Introduction*, première partie, III, Actes des inquisiteurs.
4. Voy. nos I, II, III, V, VI.

uxor quondam Guillelmi de Leuco, Ar. de Podio[1], et Bernardus Rogerii[2], et Raymundus Geli, et Vergelia[3], uxor ejus; et ibi ipsa testis et omnes alii predicti adoraverunt dictos hereticos ter flexis genibus ante ipsos, et in qualibet genuflectione dicebat quilibet per se : *Benedicite;* et heretici respondebant in qualibet benedictione : *Deus vos benedicat;* et addebant post ultimum *Benedicite : Domini, rogate Deum pro ista peccatore, quod faciat me bonam christianam et ducat me ad bonum finem*[4]; et heretici respondebant : *Deus sit rogatus quod faciat vos bonam christianam et perducat vos ad bonum finem*[5]. Et hoc facto, ipsa testis et Esclarmunda predicta exiverunt inde; et heretici remanserunt in domo predicta. De tempore, circa XV annos. Hec deposuit coram domino episcopo Carcassone apud Villalerium. Testes Guillelmus Poncii et Bonus Mancipus, notarius, qui hec scripsit.

VIII. — 16 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Confession de Guillaume de Cornèze, cité.

GUILLELMUS DE CORNIZANO CARCASSONENSIS.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Guillelmus de Cornizano de Carcassona, citatus, testis juratus super

1. Voy. plus haut, nº I.
2. Voy. nºs I, VI.
3. Voy. nº XXXIII.
4. Voy. nº XXXIII.
5. C'était le rite ordinaire de l'*adoration* hérétique. Les confessions contenues dans le ms. 609 de la Bibl. de Toulouse en présentent de très nombreux exemples. Il ne faut pas confondre l'*adoratio* avec l'*hereticatio* ou initiation, dont on trouve de nombreux exemples dans les tomes XXII et XXIII de Doat.

IIII^or sancta Dei Evangelia quod super facto heresis et Valdesie, tam de se quam de omnibus aliis, vivis ac mortuis, puram, plenam ac meram diceret veritatem, dixit quod postquam rex Francie fuit dominus istius terre[1] non vidit hereticos vel Valdenses. Interrogatus si abjuraverat heresim et Valdesiam, dixit quod sic, in manu capellani Sancti Michaelis[2], qui nunc est. Super premissis, tam de se quam de aliis, dixit se nichil scire.

IX. — Même jour. — Confession d'Arnaud Pagès, de Cornèze, cité.

ARNALDUS PAGESII, DE CORNIZANO.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Arnaldus Pagesii, de Cornizano, citatus, testis juratus super IIII^or sancta Dei Evangelia, ut supra de aliis. Respondit super premissis se penitus nichil scire. Hec deposuit coram domino episcopo, testibus domino G. de Aqua Viva et G. Folquini.

X. — Même jour. — Confession de dame Faïs, de Cornèze.

NA FAIS, DE CORNEZANO.

Ista est intrusa.

Anno et die quo supra. Na Fais, de Cornezano[3], citata, testis jurata, dixit quod, cum quadam die iret apud Cofolentum cum Petro de Cornezano[4], idem Petrus cepit requirere ab ea si numquam vidisset ali-

1. Par le traité de Meaux de 1229.
2. Saint-Michel-du-Bourg de Carcassonne, aujourd'hui l'église cathédrale.
3. Voy. nos XI, XII, XIII, XIV.
4. Voy. nos XII, XXIII.

quos de his quos vocabant bonos homines[1], et dicta testis respondit quod non; et tunc dictus P. tantum rastigavit ei quod duxit eam ad domum Petri Adalberti, de Cofolento[2], ad videndum duos hereticos quorum nomina ignorat. Requisita si adoravit eos, dixit quod sic, ter flexis genibus, dicendo : *Benedicite*, secundum morem eorum[3]. Interrogata si dedit eis aliquid, dixit quod sic, unam camisiam. De astantibus, dixit quod dictus P. de Cornezano et P. Adalberti erant presentes, et quod P. de Cornezano adoravit eos cum dicta teste. De tempore, dixit quod in maio erit annus et dimidius. Et hoc fecit post abjuratam heresim apud Caunas[4]. Interrogata per singula, tam de se quam de aliis super his que ad formam inquisitionis pertinent, dixit se nichil amplius nescire. Hec deposuit dicta testis in presencia domini episcopi Carcassone. Testes sunt B. Martini, archipresbiter minor Carcassone, et magister Robertus, medicus.

Item, eadem testis addidit confessioni sue eadem die, videlicet quod supradictus Petrus de Cornezano quadam vice adduxit supradictos hereticos ad domum ipsius testis, et hospitati fuerunt ibi, et comederunt et biberunt de bonis ipsius testis; et ipsa testis in adventu et in recessu adoravit eosdem. Interrogata quis visitavit eos ibi, dixit quod Raymunda[5], uxor

1. C'est-à-dire les hérétiques. Voy. plus bas, n° XIX.
2. Voy. n° XXX.
3. Voy. n° VII.
4. Entre les années 1235 et 1248, les inquisiteurs parurent souvent à Caunes. Mais leurs *Acta* ne nous sont pas parvenus, volés qu'ils furent par les hérétiques.
5. Voy. n°s XII, XXIV.

Ber. Pagesii, visitavit eosdem et adoravit et dedit eis unam anguillam; et ipsa testis dedit eis unam eminam frumenti. Dixit etiam quod dicti heretici predicaverunt eidem testi quod diligeret et adoraret bonos homines; et quesierunt ab ea quare non induxisset maritum suum defunctum ad hoc ut haberet hereticos in morte sua, et ipsa testis respondit quod non credebat quod ipse numquam habuisset fidem suam in eis. Adjecit etiam quod fuit credens hereticorum circa duos annos, quod ante negaverat. Adjecit etiam quod alter eorum vocabatur Arnaldus Gili[1] et alter Catalanus, quorum nomina superius se dixerat ignorare. Interrogata de tempore quo supradicti heretici jacuerunt in domo dicte testis, dixit quod in madio erit annus. Dixit etiam quod Anatabis Gita misit eis unam eminam frumenti per Raymundum Fornerii, de Cornezano, quem sciebat esse familiarem ipsorum. Hec deposuit coram domino episcopo Carcassone apud Carcassonam. Testes magister P., officialis, et magister Robertus, et Ber. de Farico.

XI. — 7 avril 1259. — Dame Faïs, détenue, déclare n'avoir rien à ajouter.

Anno Domini M° CC° LVIIII, VII idus aprilis. Dicta Fays[2] carceri adducta requisita ut supra, testis jurata, dixit nichil aliud scire nisi illa que confessa fuit.

XII. — 1er septembre 1259. — Dame Faïs, revenant, continue sa confession.

Anno quo supra, kalendis septembris. Dicta Fays[3]

1. Voy. n° XXXI.
2. Voyez le numéro précédent et les nos XII, XIII et XIV.
3. Voy. les nos X, XI, XIII et XIV.

adiens, dixit quod, cum Raimunda, uxor Poncii de Cornazano de Limoso, infirmaretur apud Limosum in domo Poncii de Cornazano, mariti sui, illa qua decessit egritudine, vidit ipsa testis in domo predicta retro quoddam postatum Bernardum Acier hereticum[1], et erant ibi simul cum dicto heretico Raimunda[2], uxor Bernardi Pagesii, de Cornazano[3], mater dicte infirme. Et non adoravit eum nec vidit adorari, set ipsa testis salutavit ei. Interrogata si dicta infirma fuit consolata, dixit se non vidisse. De tempore, a duobus annis citra. *Item*, dixit quod cum ipsa testis congregasset aliquam summam pecunie ad dandum hereticis, sicut jamdudum Petrus Cornasani[4] ad hoc induxerat ipsam testem, supponens ipsa testis quod heretici erant in domo Arnaudi Barbionis[5], captata hora qua uxor Arnaudi Barbionis erat absens a domo, ipsa testis, inventa clave dicte domus, aperuit domum et vidit ibi prefatos hereticos, quibus dedit cannam et dimidiam de lecuro (*sic*) et ultra circiter xx solidos melgoriensium. Et hoc facto, ipsa testis abiit viam suam. Et non adoravit eos, set salutavit. De tempore, quod supra. *Item*, dixit quod ipsa testis dedit Bernarde, uxori quondam Guillelmi Pagesii, unam eminam de frumento ad opus hereticorum. De tempore, circiter duos annos. Et recognovit quod omnia predicta comisit postquam abjuravit heresim, et habuit penitentiam de hiis que comiserat; unde fatetur se in abjuratam heresim reci-

1. Voy. n°s XIV, XX, XXX, XXXII, XLVII.
2. Voy. n^os X, XXIV.
3. Voy. n° XXIV.
4. Voy. n^os X, XXIII.
5. Voy. n° XXXII.

de Rivo, citatus, testis juratus super IIIIor sancta Dei Evangelia quod super facto heresis et Valdesie, tam de se quam de aliis, vivis ac mortuis, puram ac plenam et meram diceret veritatem, super premissis dixit se nichil scire diligenter pluries requisitus.

XVII. — Même jour. — Confession de Jean Aubry, de Villetritouls, cité.

JOHANNES ALBERICI, DE VILLATRISTOLX.

Anno quo supra, II ydus marcii. Johannes Alberici, de Villatristolx Vallis Aquitanie, ferens cruces de filero, citatus, testis juratus super IIIIor sancta Dei Evangelia quod super facto heresis vel Valdesie, tam de se quam de omnibus aliis, vivis ac mortuis, puram, meram ac plenam diceret veritatem, dixit quod, postquam fuit confessus fratri Johanni[1] apud Carcassonam, non vidit hereticos vel Valdenses, nec aliquid scit de facto ipsorum; et de hoc quod viderat, a predicto fratre Johanne penitentiam recepit, prout in suis litteris[2] continetur, quas ostendit.

XVIII. — Même jour. — Confession de Guillelme Bonnefille, de Taurize, citée.

GUILLELMA BONFILLA, DE TAURIZANO.

Anno quo supra, II ydus marcii. Guillelma Bonfilla, de Taurizano, citata, testis jurata super IIIIor sancta

1. Jean de Saint-Pierre.

2. C'étaient les lettres ou sauf-conduits que les inquisiteurs délivraient à ceux qui étaient obligés à la pénitence, pèlerinages ou visites des églises. On en trouve de nombreux exemples dans Doat, t. XXI, fol. 169 et suiv.

abjuratam heresim recidisse. Hec deposuit coram fratre G., inquisitore. Testes fratres J. de Capitestagni, subprior fratrum Predicatorum Narbone, et P. Blegerii, ordinis Predicatorum[1], et Guir. Trepaci, notarius, qui hec scripsit.

XV. — 14 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Confession d'Arsendis, de Montlaur, citée.

Arsendis, de Monte Lauro.

Anno quo supra, II ydus marcii. Arsendis, uxor quondam Bernardi Fabri, de Monte Lauro, citata, testis jurata super IIII^{or} sancta Dei Evangelia quod super facto heresis et Valdesie, tam de se quam de omnibus aliis, puram, plenam et meram diceret veritatem, dixit quod a XX^{ti} annis citra nichil de facto heresis vel Valdesie sciebat; et de hiis que vidit vel audivit ultra XX^{ti} annos, fuit confessa coram fratre Ferrario[2] apud Caunas, et postea fratri Bernardo et fratri Johanni[3], et penitentiam recepit ab ipsis; et abjuravit heresim coram predictis fratribus apud Caunas, nec postea nichil vidit.

XVI. — Même jour. — Confession de Guillaume Curt, de Rieux-en-Val, cité.

G. Curt, de Rivo.

Anno quo supra, II ydus marcii. Guillelmus Curt,

1. Mort au couvent des frères Prêcheurs de Castres en 1269. (Douais, *Acta Capitulorum provincialium ord. fratrum Prædicatorum*, 145. In-8°, Toulouse, Privat, 1894.)

2. Voy. n° VI et note.

3. Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre.

dixit quod ipse testis, et Guillelmus predictus; qui Guillelmus monebat dictum testem quod crederet dictis hereticorum, quia boni homines erant. Interrogatus de nominibus eorum, dixit se nescire. Interrogatus quo iverunt vel quid postea fecerunt, dixit se nichil scire, nisi quod dimisit eos ibi. De tempore, dixit quod tres anni possunt esse. Postea circa duos menses, Sycredus de Cavanacho[1] venit ad ipsum testem et duxit ipsum ad domum suam; et dum ipse testis sederet cum familia predicti Sycredi, venit dictus Sycredus cum duobus hereticis qui erant in domo sua, et qui salutaverunt ipsum testem; et ipsi sederunt juxta dictum testem, et predicabant ei et aliis qui erant ibi. Et dicti heretici interrogaverunt dictum testem, si scivisset eos ibi, si venisset; dixit quod non. Interrogatus si placebat ei predicacio eorum, dixit quod non; tamen bene audiebat eos. *Item*, interrogatus si adoravit eos, dixit quod non, nec comedit, nec bibit cum eis; de nominibus ipsorum non recordatur. Interrogatus de astantibus, dixit quod Sycredus, Alazaydis, mater dicti Sycredi, et soror dicti Sycredi nomine Belesen[2], et Guillelmus de Prixenel[3]. *Item*, interrogatus si dedit eis aliquid vel fecit aliquid bonum, ad utrumque respondit quod non. Postea consequenter circa medium annum, cum veniret ad domum dicti Sycredi, invenit in eadem domo duos hereticos de quorum nominibus non recordatur, et audivit predicacionem predictorum hereticorum, que predicacio placuit ipsi; et credidit ipsos esse bonos

1. Voy. nos XX, XXX.
2. Voy. le numéro suivant.
3. Voy. nos XX, XXX, XXXI, XXXII.

homines et credebat in secta eorum se posse salvari. De circumstantibus, dixit quod predictus Sycredus et Alazaydis, mater sua[1], et soror sua nomine Bellesen, et Guillelmus [de] Prixenel, et Arnaldus Brunel, de Confolento[2]; et omnes isti audiverunt predicacionem eorum; qua predicacione audita, dictus testis et Ar. Brunel, et Sycredus et Guillelmus Prixenel eadem nocte associaverunt eos extra villam de Cavanacho per aliquantulum spacium. Et post dictus Arnaldus Brunel, de Confolento, ivit cum eis apud Confolentum. Interrogatus si recepit aliquid ab eis, respondit quod nichil dedit eis vel aliquid non recepit ab eis. *Item*, dixit quod in vindemiis hoc anno preteritis fuit annus quod ipse testis et Sycredus supradictus et Guillelmus de Prixenel iverunt apud Confolentum et intraverunt domum Johannis de Cornudelx[3], et invenerunt ibi duos hereticos; et dicti heretici predicaverunt et monuerunt dictum testem, et Sycredum et Guillelmum de Prixenel; et ibi diligenter audiverunt sermonem predictorum hereticorum. Et audito sermone, dicti heretici dederunt predicto testi et Sycredo et Guillelmo de Prixenel ad manducandum panem et vinum; et dixerunt dicti heretici quod Dominus remuneraret illos qui bonum faciebant ipsi testi et Sycredo et Guillelmo predictis et credentibus eorumdem. Post prandium vero supradictum, predictus testis et alii duo socii sui, junctis manibus, inclinaverunt se dictis hereticis, dicendo : *Benedicite*, hereticis respondenti-

1. Voy. n°s XIX, XXX.
2. Voy. Première partie, n° XXIV, et le n° XXX de celle-ci.
3. Voy. n° XXXI.

bus : *Parcite nobis*[1]. Et dixerunt quod Dominus faceret dictum testem bonum christianum et alios socios suos predictos; et statim ab ipsis hereticis recesserunt et nichil dederunt eis, nec ipsi ab illis hereticis aliquid receperunt, excepto prandio supradicto. Requisitus de circumstantibus, dixit quod ipsi tres supradicti, et Johannes de Cornudelx et heretici supradicti; de nominibus ipsorum hereticorum non recordatur; nec postea vidit eos, nec scit quo iverunt. *Item*, interrogatus si umquam abjuravit heresim, respondit quod sic, apud Caunas, coram fratribus Predicatoribus et inquisitoribus heretice vel Valdesie pravitatis; et postea vidit et fecit omnia supradicta.

XX. — 15 mars 1250 (n. st.). — Guillaume Villandriz ajoute à sa confession.

Yd[ib]us marcii. Idem R^{dus} Villandriz[2] addidit quod in vindemiis preteritis fuit annus quod Sycredus supradictus venit ad dictum testem et dixit ei quod iret secum ad quemdam collum inter Confolentum et Cavanacum, ubi vocatur Mallolium Picace; et cum fuissent ibi, expectaverunt ibi duos hereticos qui debebant venire ad ipsos, sicut Sycredus predictus dixerat ipsi testi, et dicti heretici venerunt ad dictum locum de nocte; et Petrus Adalberti[3] et Guillelmus Tholosa, de Confolento, venerunt cum ipsis, et salutaverunt dictum testem et Sycredum predictum; et postea Petrus Adal-

1. La formule *Parcite nobis* se rencontre rarement. Elle réapparaît au numéro qui suit.
2. Voy. le numéro précédent et le n° XXX.
3. Voy. plus haut, n° I.

berti et Guillelmus Tholosa dimiserunt ibi dictos hereticos et recesserunt; et postea dictus testis et Sycredus[1] venerunt cum dictis hereticis; et dum ibi ibant, per viam predicabant eis; et multum placebat eis dictorum hereticorum predicacio; et interea predicando per viam intraverunt domum dicti Sycredi apud Cavanachum; et cum intrassent domum, dictus testis et Sycredus flexis genibus et junctis manibus adoraverunt eos ibi, dicendo : *Benedicite*, et hoc fecerunt ter; et ipsi respondebant : *Parcite nobis*[2]; et dicebant eis quod Deus faceret eos bonos christianos et teneret eos in sua virtute. Et dictus testis postea recessit. De circumstantibus, dixit quod Alazaydis, mater dicti Sycredi, et Rica, pediseca dicti Sycredi, et Petrus Ar^{i}, dicti Sycredi frater, et soror ipsius Sycredi Bellesen nomine[3]; et omnes isti adoraverunt dictos hereticos, quando idem testis eos adoravit; et dixerunt idem ut supra; et fuerunt ibi per duos dies. Requisitus quis providebat eis in victu vel aliis necessariis, dixit se nescire. De nominibus requisitus, dixit se nescire; nec postea vidit eos. *Item*, dixit quod in introitu messium presentis anni erit annus quod Guillelmus de Prixenel[4] et Sycredus adduxerunt III hereticos apud Cavanachum ad domum dicti Sycredi; et ipse Sycredus venit ad dictum testem et dixit sibi quod faceret sibi fieri unam camisiam, quam ipse testis habebat faciendam; dictus testis sciebat bene quod heretici aptarent dictam camisiam. Et cum dicta camisia fuisset facta,

1. Voy. n°s XIX, XXX.
2. Voy. le numéro précédent.
3. Voy. le numéro précédent.
4. Voy. n°s XIX, XXX, XXXI, XXXII.

ivit dictus testis ad domum dicti Sycredi et invenit ibi illos tres hereticos et salutavit eos et adoravit eos secundum morem ipsorum, ut supradictum est, et omnes illi qui erant presentes, scilicet omnes supradicti de hospicio, et Guillelmus de Prixenel qui erat ibi. Interrogatus si dedit eis aliquid, dixit quod volebat eis dare precium camisie faciende; et Sycredus dixit ei quod nichil daret. Et fuerunt ibi per duos dies. Et postea dictus testis et Sycredus et Guillelmus de Prixenel quadam nocte abstraxerunt eos de dicto castro et associaverunt eos usque ad *corn*[1] de Clausa. *Item*, si sciebat quo ibant, dixit se nescire; et dictus testis dimisit eos ibi cum Sycredo et Guillelmo de Prixenel; et reversus fuit ad dictum castrum. Interrogatus de nominibus ipsorum, dixit quod unus vocabatur Bernardus Acier, de Confolento[2]; de nominibus aliorum duorum non recordatur. *Item*, dixit quod annus potest esse et amplius quod quadam nocte, dictus testis et Sycredus et Guillelmus de Prixenel abstraxerunt duos hereticos de domo dicti Sycredi et associaverunt usque ad mollendinum de Saillenfore; et adoraverunt eos ibi secundum morem eorum ut supra; quo iverunt penitus ignorat. *Item*, dixit postea quod in festo Omnium Sanctorum fuit annus quod dictus testis cum Sycredo sepe dicto iverunt ad quemdam locum qui vocatur ad Olivers Gaufridi inter Cavanachum et Confolentum; et ibi spectaverunt IIII^or hereticos; et venerunt cum eis duo homines quos non cognovit dictus testis. Interrogatus si sciebat

1. Coin, angle.
2. Voy. n°s XII, XIV, XXX, XXXII, XLVII.

unde dicti heretici venerant, dixit quod de Cornizano, ut credit; et dictus testis cum Sycredo adduxerunt eadem nocte duos de illis hereticis apud Cavanacum ad domum dicti Sycredi; et alii duo iverunt apud Vallem Danie, set nescit ad quem locum specialiter irent; et tunc dictus testis dimisit illos duos hereticos in domo predicta. *Item*, de circumstantibus, dixit quod familia dicti Sycredi predicta. De nominibus predictorum hereticorum non recolit. Nec adoravit ibi hereticos antedictos illa vice. *Item*, dixit quod modo potest esse annus quod dictus testis et Guillelmus Prixenel vidit (*sic*) VI hereticos ad ecclesiam de Casalx, et associaverunt eos usque ad passum Sancti Martini versus Villam Florens; et idem testis dimisit eos ibi, et Guillelmus Prixenel associavit eos usque ad Vallem Aquitanie, in quodam nemore ubi dimisit eos, sicut postea dixit dicto testi. Interrogatus unde illi dicti sex heretici venerant illa nocte et qui erant illi qui eos associaverant, dixit se nescire. De nominibus ipsorum non recordatur, nisi quod unus illorum vocabatur Bernardus Acier, de Confolento. Interrogatus si adoravit eos tunc, dixit quod non. Tamen diligenter audivit eorum predicacionem dum irent per viam. De aliis circumstantibus diligenter requisitus, dixit se nichil aliud scire. *Item*, dixit quod citatus apud Carcassonam a fratre Johanne[1], inquisitore, cum aliis de Cavanaco hoc anno in messibus erit annus, eidem de premissis celavit veritatem; tamen quod non juravit, quia ipse erat in Burgo quando alii juraverunt. *Item*, dicit se vidisse duas hereticas apud Vilantritols in

1. Jean de Saint-Pierre.

Valle Danie, in domo Piquerii, quas ostendit filia Piquerii eidem testi, et Sicrede, et Guillelmi de Prissanel. De tempore, II anni et dimidius; et non adoravit eos.

Hec deposuit coram domino episcopo. Testes magister G. Folqui[ni], dominus Bertrandus Blanx (?) et magister Robertus de Farico.

XXI. — 16 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Confession négative de G. Sicre, de Cornèze, cité.

G. SICRE, DE CORNIZANO.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Guillelmus Sycre, de Cornizano[1], citatus, testis juratus super IIII^or sancta Dei Evangelia, ut supra de aliis. Super premissis de se et aliis, dixit se penitus nichil scire.

XXII. — Même jour. — Confession de Pierre Étienne, de Cornèze.

PETRUS STEPHANI, DE CORNIZANO.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Petrus Stephani, de Cornizano, citatus, testis juratus super IIII^or sancta Dei Evangelia, ut supra de aliis. Super premissis diligenter pluries requisitus, dixit se penitus nichil scire.

XXIII. — Même jour. — Confession de Raymond de Cuxac-Cabardès, demeurant à Cornèze.

R., DE CUTCHACO.

Iste est cruce signatus.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. R. de Cuchaco,

1. Voy. n° XXXII.

le Cornizano[1], testis juratus super IIII^or sancta Dei Evangelia, etc., *ut supra de aliis*, dixit quod Bernardus de Lagracce[2], de Confolento, dixit eidem testi quod duo heretici erant in cabana Petri de Cornizano[3] et quod iret secum ad illos et ducerent ipsos extra terminum de Cornizano; quod fecit dictus testis. Et duxerunt illos hereticos usque ad recum[4] de Clausis; et idem testis et socius suus predictus ibi dimiserunt eos. De circumstantibus, dixit quod socius suus predictus tantum. De tempore, dixit quod inter Nathale Domini et carniprivium fuerunt III anni. Interrogatus si abjuravit heresim, respondit quod sic, apud Caunas, coram fratribus inquisitoribus; et postea fecit quod supradictum est. Interrogatus super omnibus aliis que pertinent ad formam inquisicionis, dixit se nichil aliud scire.

Post confessionem suam adjecit quod P. Cornesani, sororius suus, fecit eum venire ad domum suam et ibi ostendit ei duos hereticos, scilicet Ar. de Caneto[5] et Ferier[6]; et adoravit eos ter secundum morem hereticorum. Interrogatus si credebat ipsos esse bonos homines, dixit quod non. Interrogatus de tempore, dixit quod in festo Nativi[t]atis fuerunt III anni.

1. Voy. Première partie, n° VII.
2. Entre les lignes, d'une autre main : *Vel Adalbert, vel filius Poncii Adabert.*
3. Voy. n^os X, XII.
4. Ruisseau.
5. Voy. n°s III et XLVI.
6. Voy. n°s XXX, XXXI.

XXIV. — Même jour. — Confession de Bernard Pagès, de Cornèze, cité.

B. PAGESII, DE CORNEZANO.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Bernardus Pagesii[1] de Cornezano, citatus, testis juratus super IIIIor sancta Dei Evangelia, *ut supra de aliis*. Super premissis pluries requisitus, dixit se nichil scire. Rediit vero et adjecit quod Raymunda[2], uxor sua, misit hereticis unam eminam raonis[3] per Raymundum Fornerii; quod non placuit ei, ut dixit. De tempore, dixit quod a messibus circa.

Hec deposuit coram domino [episcopo]. Testes domini Geraldus, R. David et Guillelmus Fulquini, qui hoc legit.

XXV. — Même jour. — Confession de Guillaume Arnaud, de Cornèze, cité.

GUILLELMUS ARNALDI, DE ELECTO.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Guillelmus Arnaldi, de Cornizano vel Electo, serviens capellani de Cornezano, citatus, testis juratus super IIIIor sancta Dei Evangelia, etc., *ut supra de aliis*. Super premissis diligenter pluries requisitus, dixit se penitus nichil scire.

XXVI. — Même jour. — Confession de Raymond Pagès, de Cornèze, cité.

R. PAGESII, DE CORNIZANO.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Raymundus

1. Voy. Première partie, n° VII, et plus haut, n° XII.
2. Voy. nos X, XII.
3. Mixture, d'où blé de regon.

Pagesii[1], filius P. Pagesii, de Cornizano, citatus, testis juratus super IIIIor sancta Dei Evangelia, etc., *ut supra de aliis*. Super premissis diligenter pluries requisitus, dixit se penitus nichil scire.

XXVII. — Même jour. — Confession de Garsen Pélegrine, de Rustiques.

GARSEN PELEGRINA, DE RUSTICANO.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. Garsendis Pelegrina, de Rusticano, testis jurata quod de se et aliis, vivis et mortuis, super crimine heresis et Valdesie plenam et puram diceret veritatem, dixit se penitus nichil scire super crimine heresis et Valdesie. Dixit tamen quod Christiano de Milano[2] querenti in nomine Domini et sancti Petri multociens dederat helemosinam. Audierat tamen ipsum commendantem Valdenses et dicentem quod ipse hospitabatur eos et sustentabat de pannis quos querebat. Et hoc fuit post abjuratam heresim apud Caunas.

XXVIII. — Même jour. — Confession de Rixendis, de Villefloure, non citée.

RICSENDIS, DE VILLAFLURAINA.

Anno et die quo supra. Ricsendis, de Villafluraina, testis jurata et non citata, dixit quod cum Ber. Ulguier de Vilario, maritus suus condam, positus in infirmitate, cum esset jam prope mortem venerunt circa crepusculum duo homines cum baculis; et dum ipsa procuraret de cena ipsius mariti, intraverunt ubi

1. Voy. Première partie, n° VII.
2. Un Vaudois probablement.

jacebat et locuti fuerant cum eo, ipsa teste absente, et postea recesserunt; et ipsa accessit ad eum, et cum instancia peciit qui erant illi; et tandem ipse respondit ei quod erant heretici et bene caveret sibi ne diceret alicui de villa. De astantibus, dixit quod ipse solus erat. De tempore, dixit quod in vindemiis erunt tres anni.

Hec deposuit coram domino episcopo Carcassone. Testes magister Robertus, Bonus Macip et Bertrandus de Farico[1].

XXIX. — 17 mars 1250 (n. st.), Couffoulens. — Confession de Saisia, de Cavanac, non citée.

SAISIA, DE CAVANACO.

Ista est crucesignata.

Anno quo supra, XVI kal. aprilis. Saisia de Cavanaco non citata juravit super IIIIor sancta Dei Evangelia coram magistro P., officiali, apud Confolentum; et tunc interrogata per sacramentum ut de facto heresis et Valdesie tam de se quam de aliis diceret id quod sciret, celavit penitus veritatem. Postmodum vero cum ducta fuisset apud Carcassonam et ibi aliquanto tempore dententa, dixit per sacramentum quod quadam die, dum a casa veniret ad domum sororis sue Alazaydis Sycrese, vidit ibi duos hereticos, de quorum nominibus non recordatur, et inclinavit se coram eis ponendo manus in terram ter dicendo : *Benedicite;* et dicti heretici respondebant : *Dominus emendet vos*

1. Avant la déposition de Rixendis : *Quere secundam confessionem istius in secundo libro, XLIII fol.*

adversus nos[1]. Interrogata de tempore, dixit quod duo anni possunt esse. *Item*, interrogata de astantibus, dixit quod predicta soror sua tantum. Interrogata si umquam audivit predicacionem eorum vel aliorum, dixit quod non. Interrogata si dedit eis aliquid vel recepit ab ipsis, dixit quod non. Interrogata si soror sua, scilicet Aladaisis Scicreza, tunc adoravit eosdem, dixit quod sic. Interrogata si credebat eos esse bonos homines et credebat se posse salvari in secta et manibus eorumdem, dixit quod non. De aliis breviter dixit se nichil scire diligenter requisita. Interrogata si abjuraverit heresim, dixit quod sic, coram fratribus inquisitoribus apud Caunas.

Hec deposuit coram domino episcopo Carcassone et domino abbate Fontis Frigidi[2], et fratre Petro d'Ortolanas, monacho ejusdem monasterii, et Ber. Martini, archipresbitero Carcassone.

Interrogata dixit quod ipsa testis abjuravit heresim apud Carcassonam, coram fratre Johanne[3], inquisitore, et scienter celavit ei omnia predicta, et scienter dejeravit[4].

XXX. — 15 et 17 mars 1250 (n. st.), Couffoulens. — Déposition de Sycre, de Cavanac.

SICREDUS, DE CAVANACO.

Iste est intrusus.

Anno quo supra, id[ib]us marcii. Sicredus de Cava-

1. Formule qui ne se retrouve pas ailleurs.
2. Arnaud, 1243-1262.
3. Jean de Saint-Pierre.
4. Avant les dépositions de Saisia : *Quere primam confessionem ejus in VI° libro, XI° folio.*

naco juratus dixit se super crimine heresis penitus nichil scire[1].

SYCREDUS, DE CAVANACO.

Iste est intrusus.

Anno quo supra, XVI kal. aprilis. Sicredus[2] de Cavanacho[3] juravit coram magistro P., officiali, apud Confolentum et tunc celavit veritatem. Postmodum vero apud Carcassonam detentus, dixit per sacramentum quod IX anni sunt elapsi quod vidit in domo sua duos hereticos, scilicet Arnardum de Fonterz; de alio non recordatur; quos Bernardus Acier, de Confolento[4], adduxerat in domum predictam; et tunc nichil aliud ibi fecit. *Item*, alia vice in eadem domo vidit eosdem hereticos et tunc comedit cum eis. Interrogatus si tunc adoravit eosdem, dixit quod non et tunc similiter nichil aliud fecit. *Item*, dixit quod alia vice vidit duos hereticos, quorum unus vocabatur Baris nomine, quos Arnaldus Gibelin, de Confolento, adduxit ad puteum de Cavanaco; et ibi idem testis et avunculus suus Petrus Sicredi receperunt eos et duxerunt ad domum Raymunde, socrus dicti Petri Sycredi, que infirmabatur; et tunc heretici locuti fuerunt cum eadem. Interrogatus quid fecerunt vel dixerunt tunc, dixit se non audivisse. Interrogatus de astantibus, [dixit] quod Alazaydis, mater ipsius testis[5], et Raymunda,

1. Entre les lignes : *Quere aliam ejus confessionem, in III° libro, XII fol.*
2. Entre les lignes : *combustus.*
3. Voy. Première partie, n°s III, IV, et ici les n°s XIX et XX.
4. Voy. n°s XII, XIV, XX, XXXII, XLVII.
5. Voy. n°s XIX, XX.

uxor dicti P. Sicredi. Interrogatus de tempore, dixit quod VII anni possunt esse. Dixit etiam quod circa mediam noctem ipse testis solus duxit eos hereticos usque ad collum de Confolento et ibi dimisit eos. Interrogatus si in recessu adoravit eos, dixit quod non. Interrogatus si aliquid dedit eis vel recepit, dixit quod non. *Item*, dixit quod alia vice Arnaldus Brunel, de Confolento[1], adduxit ad ipsum testem alios duos hereticos ad vineam de Picace, videlicet Ar^m^ Egidii[2] et Ferrarium[3]; et ipse testis duxit illos hereticos ad domum suam; et steterunt ibi per duos dies vel tres. Interrogatus si tunc comedit cum eis, dixit quod non. *Item*, interrogatus si dedit eis aliquid, dixit quod non. Interrogatus si recepit ab eis aliquid, dixit quod unus illorum dedit sibi VI denarios, alius tres vel IIII^or^. Interrogatus si tunc adoravit eosdem, dixit quod non[4]. Interrogatus si audivit predicacionem eorum, dixit quod sic. Interrogatus si placebat ei predicatio eorum, dixit quod sic. Interrogatus si aliqui de villa de Cavanaco vel aliunde veniebant ad predicacionem eorumdem, dixit quod non vidit, nisi R^us^ de Villandriz, de Cavanaco, quem ipse testis introduxerat ad eosdem. Interrogatus si dictus R. de Villandriz[5] adoravit[6] dictos

1. Voy. n° XIX.
2. Voy. n° XXXVII.
3. Voy. n°s XXIII, XXXI.
4. En marge : *Postea adjecit et correxit dictum suum, et in adventu hereticorum et recessu adoravit eos, dicendo flexis genibus ter :* BENEDICITE; *et heretici respondebant :* DEUS BENEDICAT VOS. *Et R. de Villandriz et G. de Prizanel fecerunt similiter.*
5. Voy. les n°s XIX et XX.
6. Renvoi à la note 4.

hereticos vel dedit eis aliquid vel recepit, dixit quod non, nisi quod audivit monitiones et predicacionem eorum. *Item*, dixit quod Guillelmum de Prixenel[1] consanguineum suum, adduxit ad hereticos antedictos. Interrogatus si dictus Guillelmus adoravit[2] ipsos hereticos, vel dedit vel recepit aliquid ab eis, dixit quod ipse viderit nisi quia audivit predicacionem eorum. Dixit etiam quod hereticos antedictos reduxit ad locum ubi eos acceperat cum R. de Villandriz, et tradidit Arnaldo Brunelli antedicto. Interrogatus si in recessu dedit eis aliquid vel adoravit[3] eos, dixit quod non. Interrogatus si dixerunt ei aliquid, dixit quod rogaverunt eum testem, ut si forte mitterent ad eum nuncium, quod veniret ad eos; et ipse promisit quod libenter faceret. Interrogatus de tempore, dixit quod IIII^or anni possunt esse. *Item*, alia vice Petrus Adalberti, de Confolento[4], adduxit ad ipsum testem duos hereticos, quorum unus vocabatur Guillelmus Vincencii; de alio non recordatur, et idem testis adduxit eos ad domum suam; et ibi steterunt per duos vel tres dies. Interrogatus si tunc adoravit eosdem, dixit quod non. *Item*, si audivit predicacionem.

. . . . [5].

1. Voy. n°s XIX, XX, XXXI, XXXII.
2. Renvoi à la note 4 de la page précédente.
3. Renvoi à la note 4 de la page précédente.
4. Voy. n° X.
5. La fin de cette déposition manque, le fol. XIIII (ancien), qui la contenait, ayant disparu.

XXXI. — [17 mars 1250 (n. st.).] — Confession de Guillaume Sicre, de Cavanac.

[GUILLELMUS SICREDI.]

. . . . [1].

Item, dixit quod quada n e Cortz Ar. [Geli][2] et Ferra re ; et sunt in quadam area, Verg exi et ipse testis et Vergilia, ux Fer , tr dictos hereticos apud Cortz ; et cum e dicte Vergelie, ipse testis recessit ab eis, et pre a Vergelia cum predictis hereticis intravit d m n. Interrogatus, dixit quod ipse testis a it tos hereticos nec dicta Vergelia, ip e nt. Et hoc facto, ipse testis recessit ab eis. De te , circa dimidium annum.

Hec deposuit coram domino episcopo Carcassone. Testes Bertrandus de Farico, et G. Poncii et Bonus Mancipus.

Item, dixit ipse testis qu quadam nocte abstraxerunt ipse testis et Guillelm s Prichanel[3] duos hereticos quorum nomina ign , a domo ipsius testis ; et duxerunt eos usque ad f m de Villafluras juxta Villafluras ; et invenerunt il Raymundum Juliani seniorem et alium hominem c nomen ignorat ; et ibi ipse testis et alii predicti ad verunt dictos hereticos, sicut dictum est. Quo facto, ipse testis et Guillelmus de

1. Pour la même raison que ci-dessus, le commencement de cette déposition manque. Voy., pour Guillaume Sicre, Première partie, n° VII.

2. Voy. n° X.

3. Voy. nos XIX, XX, XXX, XXXII.

Prichanel recesserunt a predictis hereticis; et heretici remanserunt cum aliis predictis. De tempore, circa II annos et dimidium. Adjecit etiam quod ipse testis et Guillelmus de Prichanel in exitu domus ipsius testis adoraverunt dictos hereticos, sicut dictum est.

Hec deposuit apud Carcassonam, coram domino episcopo Carcassone. Testes magister Guillelmus Folquini, et Guillelmus Poncii et Bonus Mancipus, qui hec scripsit.

Item, dixit quod Johannes de Cornudels et Bernardus de Na Genta, de Coffolento, adduxerunt quadam nocte als Oliviers dels Guiffrezes Ferrarium[1] et Ar. Geli hereticos; et erant ibi ipse et Guillelmus de Prichanel, de Cavanaco; et ibi ipse testis et omnes alii predicti adoraverunt dictos hereticos, sicut dictum est. Et hoc facto, ipse testis et Guillelmus de Prichanel tenuerunt viam suam cum dictis hereticis et duxerunt eos apud Cavanacum et intromiserunt eos in domum ipsius testis; et Guillelmus de Prichanel recessit ab eis. Et steterunt ibi predicti heretici per duos dies et comederunt ibi de bonis ipsius testis et matris ipsius testis. Et erant ibi ipse testis et Aladaicis Scicresa, mater ipsius; et ibi ipse testis adoravit eos. Et cum stetissent ibi per duos dies, ipse testis abstraxit predictos hereticos inde et duxit eos usque ad Collem de Coffolento; et ibi dimisit eos, et reversus fuit apud Cavanacum. Adjecit etiam quod Johannes de Cornudels[2] et Bernardus de Na Genta predicti recesserunt a predictis hereticis de predicto loco. De tempore, circa III annos.

1. Voy. nos XXIII, XXX.
2. Voy. n° XIX.

Hec deposuit coram domino episcopo. Testis Bonus Mancipus, qui hec scripsit.

XXXII. — 31 octobre 1259, Carcassonne. — Guillaume Sicre, arrêté, continue sa confession.

Guillelmus Sicredi, filius Adalaicie Sicrede[1], de Cavanaco, diocesis Carcassonensis, adductus captus, anno Domini M° CC° LVIIII°, II kal. novembris, adjecit testimonio suo, dicens quod Amblardus de Villa Longa missus a Bernardo Acerii, ut dicebat, veniens Cavanacum, duxit inde ipsum testem apud Bellum Videre in domum Guillelme de Gramasia ad videndum hereticos; et ibi ipse testis vidit eundem Bernardum Acerii[2] et socium suum hereticos, presentibus eodem Amblardo et Guillelma de Gramasia, sponsa sive uxore ejus; et ibi ipse testis solus adoravit dictos hereticos; set non vidit alios adorantes. Et tunc prefati heretici quesiverunt ab ipso teste de statu terre sue et credencium hereticorum; et in crastinum ipse testis, adoratis hereticis, et acceptis ab eis ex dono quinque solidis melgoriensium, rediit in sua, dimissis hereticis in domo predicta. De tempore, circiter V annos. *Item*, dixit quod ad dictum dicti Amblardi ipse testis ivit ad castrum de Rivo in Valle Danie in domum Duranti Egidii[3], et vidit ibi P. Fatis hereticum, presentibus dicto Duranto Egidii..., uxore ejus, et... filia ipsius Duranti etatis VIII annorum; et ibi ipse testis in adventu et recessu adoravit dictos hereticos; et prefati heretici rogaverunt ipsum testem quod receptaret eos; et recessit

1. Voy. n° XIV.
2. Voy. n°s XII, XIV, XX, XXX, XLVII.
3. Voy. n° XLVI.

ab eis. Et post lapsum aliquorum dierum, prefati heretici venerunt in domum ipsius testis apud Cavanacum, et fuerunt ibi per duos vel tres dies, presentibus ipso teste et Adalaicia, matre ipsius testis, qui dederunt eis ad comedendum. Et adoraverunt eosdem hereticos quolibet die mane et vespere, ut supra. Et post lapsum dictorum dierum, ipse testis duxit prefatos hereticos apud Cornazanum in domum Arnaudi Barbionis[1], qui receptavit prefatos hereticos, presente Adalaicia, uxore ejus; et ibi ipse testis et alii duo, ipso teste vidente, adoraverunt dictos hereticos, ut supra. Et hoc facto, ipse testis, dimissis ibi hereticis, rediit in propria. Et hoc fuit circa tempus predictum. *Item*, dixit quod, ad dictum Arnaudi Barbionis, de Cornazano, ipse testis exiens obviam prefatis hereticis assumpsit eos et adduxit eos in domum sui ipsius testis, ubi fuerunt per diem et noctem, presentibus ipso teste et Adalaicia, matre ipsius testis, qui receptaverunt eos et dederunt eis ad comedendum; et adoraverunt eos ipse testis et mater ipsius testis in adventu et recessu eorum. Et post lapsum dicti diei, prefati heretici recedentes inde abierunt viam suam versus Vallem Danie. De tempore, circa IIII annos et dimidium.

Adjecit etiam quod post lapsum VIII dierum, prefati heretici, sicut condixerant cum ipso teste, redierunt ad domum ipsius testis apud Cavanacum, et fuerunt ibi per duos dies, presentibus ipso teste et matre ipsius testis. Qui receptaverunt eos et dederunt eis ad comedendum et adoraverunt eos utroque die bis mane et vespere. Et vidit seu visitavit ibi prefatos hereti-

1. Voy. n° XII.

cos Guillelmus de Preixanello[1], set non vidit eum adorantem. Et post lapsum dictorum dierum, ipse testis solus assumens prefatos hereticos associavit eos usque ad locum vocatum Collem de Cavanaco, ubi ipse testis, adoratis hereticis, recessit ab eis. De tempore, quod supra.

Item, dixit quod, ad dictum Arnaudi Barbionis, ipse testis venit juxta aquam de Lieuco, ubi invenit prefatum Bernardum Acerii et socium suum hereticos, quos adorans ibi duxit eos inde apud Cervianum Vallis Danie, in domum Arsendis, que receptavit eos; et in mane ipse testis, sumpto prandio in cellario domus ubi erant heretici et dicta Arsendis cum eis, adoratis hereticis ab ipso et dimissis ibi hereticis, ipse testis rediit in sua. De tempore, circiter III annos. *Item*, dixit quod, ad dictum dicti Arnaudi Barbionis, ipse testis veniens ad aquam de Lieuco, invenit ibi prefatos hereticos, quos adorans duxit apud Comelbas in domum Petri de Comelbis cum uxore dicti Petri de Comelbis; dimissis hereticis in quodam paleirio[2], rediit in propria; et hoc fuit circa tempus predictum.

Adjecit etiam quod post lapsum XV dierum, sicut condixerat, cum hereticis veniens ad passum de Villandriz, invenit ibi prefatos hereticos; et, adoratis eis, duxit eos usque ad callam[3] de Cavanaco, ubi recessit ab eis et adoravit eos ut supra. *Item*, dixit quod, ad dictum Guillelmi de Paulmiano de Vesola, ipse testis venit extra Cavanacum ad quoddam mallolium ipsius testis, ubi invenit Bernardum de Monte Olivo et Ber-

1. Voy. nos XIX, XX, XXX, XXXI.
2. Voy. n° II, note.
3. Sentier, chemin.

nardum Acier hereticos, quos adoravit et duxit in domum sui ipsius testis, ubi fuerunt per diem et noctem, presentibus ipso teste et dicta matre ipsius testis; qui receptaverunt prefatos hereticos et dederunt eis ad comedendum et adoraverunt eos; et post lapsum dicte diei, ipse testis eduxit inde prefatos hereticos et associavit eos usque ad passum de Vilandriz, ubi adorans eos recessit ab eis. De tempore, circa unum annum. *Item*, dixit quod Guillelmus de Vesola, veniens apud Cavanacum, duxit ipsum testem apud Vesolam et inde ad nemus de Mata ad videndum hereticos; et inde ipse testis, ad dictum juvenis predicti, ascendit in montem supra dictum nemus, ubi invenit Bernardum de Monte Olivo, hereticum, et cum eo Vitalem de Paulmiano de Vesola. Qui narraverunt ipsi testi quod Petrus Pollani, episcopus hereticorum, clam recesserat ab eis et absconderat totam pecuniam et totum thesaurum. Quo audito, ipse testis remansit ibidem cum eis per tres dies; et querentes per nemus reppererunt prima die unam botillam subtus terram, ubi erant numero XII vel XIII librorum sterlinge, et secunda die, aliam botillam, in qua erant XIIII librorum sterlinge, et tertia die, tertiam botillam in qua erant XVIII libre millarensium; quibus acaptis, venerunt insimul usque ad Cornasanum, ubi remansit Bernardus de Monte Olivo hereticus simul cum Arnaud[o] Barbionis, qui veniens exiverat ad eumdem hereticum; et ipse testis et Vitalis de Paulmiano cum pecunia venerunt Cavanacum in domum ipsius testis; et post unum vel duos dies, ambo, ipse testis et dictus Vitalis, venerunt cum pecunia apud Casals, ubi invenerunt Bernardum de Monte Olivo et Bernardum Acier et alium hereti-

cum; et adoraverunt eos ambo; et hoc facto et redita eis pecunia, ipse testis solus recessit ab hereticis et a Vitale de Pau[l]miano, qui remansit cum eis. De tempore, circa unum annum. *Item*, dixit quod post lapsum xv dierum, ipse testis, sicut condixerat cum hereticis et cum Vitale, cum duobus libris quos heretici dimiserant in domo ipsius testis, venit apud Cervianum in domum Arsendis; et inde Petrus, filius ipsius Arsendis, duxit ipsum testem apud Rivum in domum cujusdam mulieris, que stat juxta portam ville versus circium[1], cujus nomen ipse testis ignorat; ubi ipse testis et dictus P. comederunt; et sero prefata mulier direxit ipsum testem in quodam vico castri, dicens quod in extrema domo illius vici inveniret quod ipse testis querebat. Quo audito, ipse testis sequens illum vicum aperuit portam domus extreme, ubi invenit Bernardum de Monte Olivo, Bernardum Acier, et Petrum de Camia et duos hereticos, quos primo ipse testis viderat simul cum Petro, filio Arsendis, in quadam vinea juxta Rivum et locutus fuerat cum eis de facto Vitalis de Paulmiano, qui non venerat, sicut promiserat hereticis; et tunc in domo predicta ipse testis adoravit dictos hereticos et dixit eis quod Vitalis de Paulmiano, quem ipse testis de mandato hereticorum iverat visum apud Vesolam, non potuit venire, quia impedimentum habuerat idem Vitalis in genu et mandabat eis quod cogitarent de se ipsis, quia idem Vitalis nichil poterat facere eis; et post aliquantam moram, heretici dederunt ipsi testi xx solidos melgoriensium pro labore quem subierat et fecerat pro eis. Quibus acceptis, ipse testis rediens

1. Le *cers*, c'est-à-dire le sud.

in domum dicte mulieris jacuit et pernoctavit ibi; et promisit hereticis in recessu ab eis quod si presentiret aliqua que possent eis interesse, nunciaret eis.

Adjecit etiam quod in vinea ubi ipse testis vidit prefatos hereticos, ut predictum est, adoravit eos et reddidit eis dictos duos libros. Interrogatus si Petrus, filius Arsendis, adoravit dictos hereticos, dixit quod non, neque vidit eos simul cum ipso teste. *Item*, de tempore, quod supra. *Item*, dixit quod ad dictum Adalaicie, uxoris Arnaudi Barbionis, quam ipse testis invenit in Burgo Carcassone, ipse testis ivit ad domum ipsius Arnaudi Barbionis apud Cornasanum, ubi vidit et visitavit Bernardum de Monte Olivo, Bernardum Acier, Petrum de Camia et alium hereticum, presente Adalaicia, uxore ipsius Arnaudi Barbionis; et ibi ipse testis adoravit dictos hereticos. Et hoc facto, ipse testis, de mandato hereticorum, ivit Vesolam ad Vitalem de Paulmiano, cui ipse testis dixit, ex parte hereticorum, quod, si pecuniam quam simul cum Vitale et quedam alia absconderant, quam heretici invenire non poterant, idem Vitalis sciret, certificaret eos; et idem Vitalis respondit ipsi testi quod postea non fuerat in loco ubi pecunia fuerat absconsa, nec sciebat aliquid de illa pecunia. Quo audito, ipse testis renunciavit hoc et dixit hereticis apud Cornasanum in domo Arnaudi Barbionis, presente dicta Adalaicia, uxore Arnaudi Barbionis; et postmodum adoratis hereticis et dimissis ibidem, recessit ab eis. De tempore, hoc anno circa festum Nativitatis Domini.

Item, dixit quod ad dictum Arnaudi Barbionis venientis apud Montem Olivum, ipse testis venit Cornasanum, ubi invenit Bernardum Acier et Petrum de

mia hereticos in quadam domuncula, quam osten-
ipsi testi Adalaicia, uxor Arnaudi Barbionis ; et ibi
e testis adoravit ipsos hereticos ; et hoc facto, pre-
i heretici rogaverunt ipsum testem quod recederet
n eis et iret in Lombardiam[1]. Quibus ipse testis res-
ndit et dixit se non iturum, quia non habebat dena-
s paratos ; et sic recessit ab eis. De tempore, hoc
no circa mediam quadragesimam. Predictos hereti-
s credidit esse bonos homines, amicos Dei et vera-
t, bonamque fidem habere, seque et alios salvari
se in secta eorumdem ; et hic fuit in ista credencia
usque ultimo recessit ab eis. Et recognovit quod
nia superius adjecta a principio adjectionis fecit et
mmisit postquam fuit eductus de muro ubi intrusus
t pro hiis que primo commiserat in heresi, et etiam
st factam sibi gratiam de crucibus in eductione
uri ; unde confitetur se scienter in abjuratam here-
n recidisse. *Item*, dixit quod Dies et Johanna here-
e fuerunt in domo ipsius testis et matris sue per
num et ultra continue comedentes et bibentes de
oprio ipsarum hereticarum. Verumtamen tam ipse
stis quam mater ejus emondebant bladum eis ali-
ando, et aliquando emebant ab aliis. Et ambo, ipse
stis et mater ipsius testis, multociens adoraverunt
ctos hereticos ; et vidit et visitavit ibi dictos hereti-
s ; Guillelmus de Preixanello pluries et multociens
oravit eosdem hereticos, ipso teste vidente.

Adjecit etiam quod post lapsum dicti criminis, ipse
stis et Guillelmus de Preixanello simul cum Petro Pa-

1. Tout bon hérétique faisait le voyage de Lombardie, qui
it comme une autre terre sainte.

raire et alii heretici eduxerunt inde prefatos hereticos et associaverunt et eduxerunt eos usque ad podium vocatum Carga Sobregii; et ibi ipse testis et dictus Guillelmus de Preixanello, ipso teste vidente, adoratis hereticis, recesserunt ab eis. De tempore, circiter XI annos. Et hoc non dixit, quia non recordabatur quando primo fuit confessus. *Item*, dixit quod, postquam Bernardus Acier hereticus fuit adductus captus Carcassonam et fuit conversus, ipse testis, audita conversione ejus, venit Carcassonam in domum Marescalli, ubi inquisitores stabant et inquirebant: et ibi ipse testis invenit Vitalem de Paulmiano detentum captum, quem ipse testis consuluit de facto Bernardi Acier. Qui dixit ipsi testi quod dictus Bernardus Acier confitebatur et locutus fuerat de ipso Vitale: et fuerat propter hoc captus, et presumebat quod, si nondum locutus fuerat de ipso teste, quod adhuc loqueretur et revelaret ipsum testem et factum ejus; et consulebat ipso testi quod aufugeret et recederet a terra. Quo audito, ipse testis et Guillelmus de Preixanello et Adalaicia, mater ipsius testis, recedentes a castro de Cavanaco, venerunt apud Malverium in domum Adalaicie, sororis ipsius testis, uxoris Guillelmi Aigabeu, ubi dimissa matre ipsius testis, ipse testis et Guillelmus de Preixanello iverunt apud Rupem Amaters visitaturi ecclesiam et oratorium Beate Marie Virginis; et recedentes inde, redierunt ad Forciam[1] Raimundi Ferrandi inter Montem Regalem et Fanum Jovis; et invenerunt ibi Adalaiciam, matrem ipsius testis; et postmodum Adalaicia, soror ipsius testis, et Guillel-

1. La Force, dans l'Aude.

mus Aigabeu, vir ejus, de Malveriis, venientes in domum Bernardi Deodati, sororii Guillelmi Aigabeu, ubi ipse testis et Guillelmus de Preixanello erant, dixerunt et nunciaverunt eis quod Bernardus Acier conversus totum factum ipsius testis et alterius revelaverat, dicentes eis quod aufugerent. Quo audito, ipse testis et Guillelmus de Preixanello, dimissa ibi matre ipsius testis, simul cum sorore et sororio ipsius testis aufugerunt et recesserunt a terra.

Hec deposuit Carcassone, coram fratre Baudouino de Monte Forti, inquisitore. Testes fratres P. Blatgerii et Felix et Guillelmus Escobillo, conversus de ordine Predicatorum, et Rainaldus de Castris, notarius, qui subscripsit.

Et juravit, et abjuravit et fuit reconciliatus.

XXXIII. — 17 mars 1250 (n. st.), Carcassonne. — Confession d'Alasaïs de Bax, de Verzeille.

ALASAIS DE BAX, DE VERZALANO.

Crucesignata est.

Anno Domini M° CC° XLVIIII°, [x]VI kal. aprilis. Aladaidis de Bax, de Verzelano, testis jurata, dixit quod quedam consanguinea sua, Ermesendis nomine, defuncta, mandavit predicte testi ut veniret ad eam apud Leucum; et dicta testis obviavit ei in porta de Leuco; et tunc dicta Hermesendis adduxit dictam testem ad domum R. Guilis[1] de Leuco, et ibi ostendit ei duos hereticos, quorum nomina ignorat; et dicta testis adoravit eos flexis genibus, dicens : *Benedicite*, sicut moris

1. Voy. n° VII et plus bas : *Gilis*.

est hereticorum[1]; et alter eorum quesivit a dicta teste si reciperet eos in domo sua ad minus una nocte; et ipsa respondit quod non auderet pro filiis suis. *Item*, interrogata si comedit vel bibit cum eis, si audivit predicationem eorum, si dedit eis aliquid, si postea vidit eos vel alios hereticos, respondit ad singula quod non. De astantibus, dixit quod dictus R. Gilis et uxor ejus Virgilia[2] erant presentes. De tempore, dixit quod sunt IIII anni et dimidius. *Item*, interrogata si fuit credens hereticorum, respondit quod sic in illo instanti quo adoravit eos. Set statim rediit ad cor et penituit eam intus. *Item*, interrogata si confessa fuit de predictis, dixit quod sic fratribus inquisitoribus apud Caunas, et ibidem abjuravit heresim. *Item*, interrogata si post abjurationem comisit in crimine heresis, respondit quod non.

Hec deposuit coram domino B. Martini, archipresbitero minori, et magistro Roberto, de mandato domini episcopi. Aliam audientiam non habuit, quia quasi innocens reputatur.

XXXIV. — 16 mars 1250 (n. st.). — Confession de B. Carcassès, de Villefloure, non cité.

B. Carcases, de Vilaflorano.

Iste est intrusus.

Anno quo supra, XVII kal. aprilis. B. Carcases, de Vilaflorano[3], non citatus, testis juratus, dixit quod ipse duxit quamdam in uxorem que vocabatur Fabrisa[4];

1. Voy. n° VII.
2. Voy. n° VII.
3. Voy. n°s XXXV et XXXVI.
4. Voy. n° XXXVI.

et ipsa fuerat domisella R. de Casals[1], militis, qui diligebat hereticos et docuerat dicta[m] Fabrisam in secta hereticorum; et ipsa postmodum seduxit dictum testem, rogans ut diligeret hereticos. Dictus vero testis monitioni predicte resistebat. Postea dicta Fabrisa, dicto teste abscente, adduxit in domum suam quemdam hereticum qui vocabatur G. de Casals. Qui testis, cum venisset, iratus super hoc verberavit dictam Fabrissam pro eo quod recepisset dictum hereticum in domo. Dictus tamen hereticus moratus fuit ibi postea per ebdomadam unam, ipso teste presente et sustinente, et per quindenam continue ipso absente, qui ibi eum dimiserat in resessu suo. Interrogatus si dedit heretico ad comedendum, respondit quod dictus R. de Casals, frater dicti heretici, providebat [e]idem heretico in necessariis. *Item*, interrogatus si aliqui de Vilaflorano visitabant dictum hereticum vel dabant ei aliquid, respondit quod non, ipso presente vel quod ipse sciret. Interrogatus de dicto heretico, quo ivit, respondit quod in Lombardiam. De tempore, dixit XX anni possunt esse. Interrogatus si postea vidit hereticos vel Valdenses in domo sua vel alibi, respondit quod vidit in domo sua Rixendam de Amelio heretica[m]; et uxor sua Fabrisa faciebat ei quidquid boni poterat; et stetit dicta heretica cum dicto teste et uxore sua Fabrisa in domo per annum. Postea dicta heretica recessit a domo dicti testis et mansit in domo neptis sue dicte heretisce, que vocabatur Barmonda, quousque fuit capta et combusta cum quibusdam aliis hereticis apud Carcassonam. De tempore, dixit quod tempore Andree

1. Voy. n° XXXV.

Cahuleti, senescalli[1]. Interrogatus de G. de Casals, quas vias tenuit, dixit quod intravit Lombardiam. Postea vero vidi[t] duos hereticos in domo R. Juliani de Vilaflurano, quorum nomina nesciebat; qui dictus testis cum dicto R. Juliano duxit dictos hereticos usque Carcasobrega in terminio de Leuco; qui heretici venerunt versus Cofolentum; set tamen nescit quam domum intraverunt. De tempore, dixit quod annus et dimidius. Postea uxor dicti testis incepit infirmari gravi infirmitate et peciit sibi adduci hereticos qui salvarent eam, quia modis omnibus volebat mori in manibus eorum et facto testamento et recepta Eucaristia[2]. Postea dictus testis addidit quod quidam hereticus tradidit uxori sue Fabrice v solidos quos debebat dare P. Anargila, qui erat hereticus de Vilatritol; et dicta uxor dixit marito suo quod deportaret dictos denarios dicto heretico; quod facere noluit; et tunc dicta uxor tradidit dictos denarios R. Carcassesio, filio suo, ut deportaret eos dicto heretico apud Vilamtritol; et dictus filius tradidit eos dicto heretico. Requisitus de tempore, dixit quod bene sunt VII anni.

XXXV. — 6 mai 1252. — Bernard Carcassès, de Villefloure, continue sa confession.

Anno Domini M° CC° L° secundo, II nonas maii. Bernardus Carcassesii[3], de Villafloirano, testis juratus,

1. Appelé *André Chaulcas* par Mahul. Il aurait été tué vers 1227. (*Cartulaire*, t. VI, première partie, p. 279.)

2. Fait rarement mentionné et curieux mélange des deux cultes.

3. Voy. nos XXXIV et XXXVI.

addidit confessioni sue, dicens quod apud Villafloiranum in domo R[di] de Casals[1] vidit Benedictum de Terminio, G. de Puteo, P. Torron, Stephanum de Cazilhac, R. Aolric, fratrem quondam capellani de Monte Lauro, predecessoris istius, et alios plures hereticos multociens; et vidit ibi cum eis Ber. Willelmi et Ar. Willelmi de Leuco[2], fratres, [Guillelmum] Vallato[3], Aimericum de Solerio et multos alios de quibus non recolit. Set ipse testis non adoravit nec vidit adorari; et tunc Raymundus Aolric predictus decessit, et fuit sepultus in aperio[4], sicut R. de Cazilhac[5], bajulus Raymundi de Casals, et Guillamus[6], nuncius ejusdem Raymundi, retulerunt ipsi testi et hostenderunt sibi locum; et sunt circiter xxx anni. *Item*, Guillelmus Vallato[7] tenuit in quadam domo sua per noctem et diem Alazaiciam d'en Arneil hereticam defunctam, quam heretici ibidem intromiserant de nocte; et dictus G. sepelivit eam in reco de Rippis, sicut idem G. retulit ipsi testi; et R. Vallato hostendit sibi locum; et hoc debent scire Guillelma, uxor dicti Guillelmi Vallato, et Alazaicia, et Fabrissa, filie ejus. *Item*, W. de Vallato fuit hereticatus in obitu, et mater ejusdem similiter, sicut R. de Casillac predictus retulit ipsi testi.

1. Voy. n° XXXIV.
2. Voy. plus haut, n° I.
3. Entre les lignes : *M*, signifiant *mortuus*.
4. Pour *opertorio* sans doute, *tumulus*, *tumba*. Du Cange.
5. Entre les lignes : *M*, signifiant *mortuus*.
6. *Item*.
7. *Item*.

XXXVI. — 7 mai 1253. — Bernard Carcassès, de Villefloure, continue sa confession.

Anno Domini M° CC° L° III°, nonis maii. Dictus Bernardus Carcasses[1] citatus reddiit et adjecit quod ipse testis quadam die ivit apud Coffolentum de mandato Fabrisse[2], quondam uxoris sue, pro querendis hereticis ad opus dicte Fabrisse, que infirmabatur illa infirmitate qua obiit; et intravit domum Bernardi Ros, senioris, et invenit ibi Vergeliam, uxorem Bernardi Ros predicti; et ibi ipse testis locutus fuit cum ea de hereticis; et tunc predicta Vergelia dixit eidem testi si volebat eos videre, et ipse testis respondit quod non; et tunc condixerunt inter se quod in sero sequenti ipse testis esset ad ecclesiam de Cazals et illuc inveniret hereticos; et ipse testis ivit ad predictum locum, et invenit ibi duos hereticos quorum nomina ignorat, et duxit eos apud Villafluranum, et intromisit eos in domum ipsius testis ante Fabrissam, uxorem quondam ipsius testis, que infirmabatur; et cum essent ante dictam infirmam, ipse testis exivit inde et dimisit dictos hereticos cum predicta infirma; et ipse testis clausit hostium cum clave et custodit januam ne aliquis superveniret. Et ibi predicti heretici hereticaverunt dictam infirmam, uxorem ipsius testis, et legavit predictis hereticis vestes suas, quas predicti heretici habuerunt antequam recederent a domo; et jacuerunt ibi predicti heretici per unam noctem; et in mane ipse testis abstraxit dictos hereticos a domo

1. Voy. n°s XXXIV et XXXV.
2. Voy. n° XXXIV.

ipsius testis, et duxit et intromisit eos in domum Arnaudi Scicre, fabri de Villaflurano; et erant ibi quando ipse testis et heretici predicti intraverunt, Raymunda, uxor Arnaudi Scicre, et Ermengardis, uxor G. Ar. quondam. Interrogatus dixit quod ipse testis nec predicte mulieres non adoraverunt dictos hereticos ipso teste vidente; et steterunt ibi predicti heretici per diem et noctem; et cum stetissent ibi per dictum tempus predicti heretici, ipse testis extraxit eos inde et duxit eos usque in locum qui dicitur Cargasobrega prope Leucum; et ibi ipse testis adoravit dictos hereticos ter flexis genibus ante ipsos; et in qualibet genuflectione dicebat ipse testis : *Benedicite;* et heretici respondebant in qualibet benedictione : *Deus vos benedicat;* et addebat post ultimum *Benedicite : Domini, rogate Deum pro isto peccatore, quod faciat me bonum christianum et perducat me ad bonum finem*[1]. Et hoc facto, ipse testis recessit ab eis et reversus fuit versus Villafluranum; et heretici tenuerunt viam suam. De tempore, in festo sancti Johannis Baptiste proxime veniente erunt III anni. *Item*, dixit se vidisse apud Villafluranum in domo Raymundi[2] de Casals, Raymundum Oalric et socium ejus hereticos per tres vices; et erant ibi ipse testis et Raymundus[3] de Casals et Arnaudus[4] Ferroll, et Raymundus[5] de Casolac; et ibi ipse testis et omnes alii predicti qualibet vice et Fabrissa, uxor

1. Voy. n° VII.
2. Entre les lignes : *M*, signifiant *mortuus*.
3. *Item*.
4. *Item*.
5. *Item*.

ipsius testis, et Flandina[1], soror Raymundi de Casals, et Sicredus[2] de Casals, de Carcassona, adoraverunt dictos hereticos, sicut dictum est. De tempore, XL anni. Interrogatus, dixit quod ipse testis abjuravit heresim apud Caunas coram inquisitoribus, et scienter celavit eis veritatem et scienter dejeravit; et postea recidavit et scienter dejeravit. Interrogatus, dixit quod ipse testis abjuravit heresim apud Carcassonam coram fratre Johanne, inquisitore[3]; et scienter celavit ei omnia predicta et scienter dejeravit.

Hec deposuit apud Carcassonam coram domino episcopo Carcassone. Testes magister P., capellanus de Drula, et Bonus Mancipus, notarius.

XXXVII. — [16 mars 1250.] — Confession de Pons Albert, de Couffoulens.

Po. Adalberti, de Cofolento.

Iste est crucesignatus.

Po. Adalberti, de Coffolento, gratis veniens non citatus, testis juratus tam de se quam de aliis, vivis ac defunctis, super facto Valdesie et pravitatis heretisce dicere veritatem, requisitus dixit quod quadam vice Ar. Pela, de Coffolento, major adduxit ad domum ipsius testis duos hereticos, videlicet Ar. Egidii[4] et R. Valent; et ibi tenuit eos per unum diem. Nocte sequenti idem testis reduxit eos ad domum dicti Ar. Pela; quo iverunt postea nescit. Interrogatus [si adoravit],

1. Entre les lignes : *M,* signifiant *mortua.*
2. Entre les lignes : *M,* signifiant *mortuus.*
3. Jean de Saint-Pierre.
4. Voy. n° XXX.

dixit quod [sic] ter flexis genibus discendo : *Benediscite;* et heretici respondebant : *Deus vos benedicat*[1]. Interrogatus si comedit cum eis, vel dedit eis aliquid, vel recepit ab eis, vel comedit de pane ab hereticis benedicto vel audivit predicationem ab ipsis, vel accepit pascem, vel monuit aliquem ad credendum vel benefaciendum hereticis, dixit quod non. Interrogatus si credebat hereticos bonos esse homines et bonam sectam tenere, dixit quod sic; et si tunc moreretur, credebat se posse salvare (*sic*) in erroribus eorumdem. Interrogatus de tempore, dixit quod circa duos annos et dimidium potest esse. Dixit etiam quod alia vice vidit duos hereticos in domo B. Ruffi, de Coffolento. Tamen non fuit locutus cum eis, nec misit, nec dedit eis aliquid. Interrogatus de tempore, dixit quod III anni possunt esse. Interrogatus si abjuravit heresim, dixit quod sic, secundum communem formam, fratribus inquisitoribus apud Caunas.

XXXVIII. — [16 mars 1250.] — Confession de G. Bonfils, de Taurize.

[G. BONUS FILIUS, DE TAURIZANO.]

G. Bonus Filius, de Taurizano, testis juratus super facto Valdesie et heretice pravitatis, dixit se penitus nichil scire.

XXXIX. — 12 mars 1250 (n. st.). — Confession de Pierre Bonfils, de Taurize.

[PETRUS BONUS FILIUS, DE TAURIZANO.]

Anno quo supra, IIII idus marcii. Petrus Bonus

1. Voy. n° VII.

Filius, de Taurizano Vallis Aquitanie, citatus, de veritate dicenda requisitus de se et aliis, etc., testis juratus, dixit se nichil scire penitus super crimine heresis et Valdesie. Interrogatus diligenter super articulis universis et singulis qui debent inquiri, dixit se nichil scire. Dixit etiam quod abjuravit heresim et Valdesiam coram inquisitoribus apud Caunas; et quod ante nec post scivit aliquid de heresi vel Valdesia.

XL. — 12 mars 1250 (n. st.). — Confession de Guillaume Arnaud, de Taurize, cité.

[GUILLELMUS ARNALDI, DE TAURIZANO.]

Anno et die quo supra. Guillelmus Arnaldi, de Taurizano, citatus, requisitus, etc., testis juratus, dixit se super crimine heresis et Valdesie nichil scire. Interrogatus super articulis universis et singulis qui ad crimina pertinent antedicta, dixit se penitus nichil scire. Dixit etiam quod abjuravit heresim coram inquisitoribus apud Caunas, et quod ante nec post scivit aliquid de heresi nec Valdesia.

XLI. — 12 mars 1250 (n. st.). — Confession de Raymond Durand, de Taurize, cité.

[RAYMUNDUS DURANDI, DE TAURIZANO.]

Anno et die quo supra. Raymundus Durandi, de Taurizano, citatus, requisitus, etc., testis juratus, dixit se super crimine heresis et Valdesie penitus nichil scire. Interrogatus super articulis universis et singulis qui ad crimina pertinent antedicta, dixit se penitus nichil scire. Dixit etiam quod abjuravit heresim coram

inquisitoribus apud Caunas, et quod ante nec post scivit aliquid de heresi nec de Valdesia.

XLII. — 8 avril 1250. — Confession de Raymonde, femme de Ber. Brunel Poteluc, de Couffoulens.

[RAYMUNDA, UXOR BER. BRUNELLI POTELUC, DE COFFOLENTO.]

Item, anno Domini M° CC° L°, VI idus aprilis. Raymunda, uxor Ber. Brunelli Poteluc, de Coffolento, testis jurata, dixit quod nunquam vidit hereticos nec Valdenses, nec credidit, nec adoravit, nec dedit eis aliquid, nec misit, nec predicacionem eorum audivit, nec participacionem nec familiaritatem habuit cum eis.

XLIII. — 8 avril 1250. — Confession de Julienne, femme de Pierre de Gaja-la-Selve, de Preixan.

[JULIANA, UXOR PETRI DE GAIANO.]

Item, anno et die quo supra. Juliana, uxor Petri de Gaiano, de Prexiano diocesis Carcassonensis, requisita ut supra, testis jurata, dixit quod nunquam vidit hereticos nec Valdenses, nec credidit, nec adoravit, nec dedit eis aliquid nec misit, nec predicacionem eorum audivit.

XLIV. — 8 avril 1250. — Confession de Riche, femme de Pierre Pagès, du Bourg de Carcassonne.

[RICA, UXOR P. PAGESII.]

Item, anno et die quo supra. Rica, uxor P. Pagesii, de Burgo Carcassone, requisita ut supra, testis jurata, dixit quod nunquam vidit hereticos nec Valdenses,

nec credidit, nec dedit eis aliquid, nec misit, nec predicacionem eorum audivit.

XLV. — 11 novembre 1250. — Confession de Bernard Textor le vieux, de Taurize.

[BERNARDUS TEXTOR, SENIOR, DE TAUZERANO.]

Anno Domini M° CC° L°, III° idus novembris. Bernardus Textor, senior, de Tauzerano[1], testis juratus, dixit quod nunquam vidit hereticos, nec adoravit, nec dedit, nec misit, nec duxit, nec recepit, nec eorum predicationem audivit, nec familiaritatem, nec participationem habuit cum hereticis nisi sicut dictum est; de Valdensibus, dixit se nichil scire.

Hec deposuit coram domino episcopo Carcassone. Testes magister P., officialis, magister R^dus^ David, et P. Ariberti et plures alii.

XLVI. — 21 février 1251 (n. st.). — Confession de R. Vital, de Rieux-en-Val.

[R. VITALIS, DE RIVO IN VALLE EQUITANIE.]

Anno Domini M° CC° L°, IX kal. marcii. R. Vitalis vel Sutor, de Rivo in Valle Equitanie, requisitus ut supra, testis juratus, dixit quod vidit Ber. Gausberti[2], nunc conversum de heresi, Ar. de Caneto[3] et Petrum Cauna, hereticos, in domo Guillelmi Fina apud Rivum; et vidit ibi cum dictis hereticis Guillelmum Fina, dominum domus, Brunam, uxorem dicti Guillelmi

1. Voy. Première partie, n° XXXV.
2. Voy. n°s XLVIII, XLIX, L.
3. Voy. n°s III et XXIII.

Fina, Arnaudam, uxorem Durandi Egidii[1]. Set non adoravit nec vidit adorari quod recolit. De tempore, VI anni vel circa. *Item*, in crastinum adjecit quod adoravit ibi dictos hereticos, flexis genibus; set non recolit si vidit alios adorantes vel dicentes : *Benedicite*[2]. Alibi non vidit hereticos nec unquam credidit esse bonos homines licet adoraverit eos, sicut dictum est; nec familiaritatem, nec participacionem habuit cum hereticis, nisi sicut dictum est; et recognovit quod male fecit, quia, postquam abjuravit heresim apud Caunas coram aliis inquisitoribus, vidit et adoravit hereticos sicut dictum est.

XLVII. — 6 octobre 1267. — Raymond Vital renouvelle sa confession.

Item, anno Domini M° CC° LX° septimo, pridie nonas octobris. Dictus Raymundus Vitalis, veniens Carcassonam, citatus et requisitus ut supra, testis juratus, dixit quod, postquam confessus fuit de heresi, non vidit hereticos, nec dedit, nec misit eis aliquid, nec ab ipsis habuit aliquid nec recepit. Dicit tamen quod, cum ipse testis esset bajulus de Rivo Vallis Danie, Amcelinus de Mainevilla, frater Odoardi, superior baiulus, et qui incursus[3] propter heresim tunc temporis recipiebat pro domino rege, dixit ipsi testi quod ire[t] apud Crassam in domum cujusdam tinctoris, a quo reciperet quasdam caligas Bernardi Acerii[4], heretici, que

1. Cf. n° XXXII.
2. Voy. n° VII.
3. Les biens confisqués sur les hérétiques. Ce bayle n'est pas autrement connu.
4. Voy. n°s XII, XIV, XX, XXX, XXXII.

ibi portate fuerant ad tingendum, satisfacto tinctori primitus pro tinctura; quas caligas dictus Amcelinus dabat ipsi testi. Et postmodum ipse testis ivit apud Crassam et recuperavit dictas caligas ab illo tinctore nomine Bernardo Johannis; et dedit ei pro tinctura VI denarios; et eas portavit ipse testis donec fuerunt usate. Nec aliquis vel aliqua repetiit nomine hereticorum nec etiam alterius illas caligas ab ipso teste. De tempore, VII anni sunt et amplius, sicut credit.

XLVIII. — 1251. — Confession d'Alemande Cat, veuve de Pons Bernard, d'Arzens.

[ALAMANDA CATA.]

Hec fuerunt dicta tempore gratie.

Anno Domini M° CC° LI°. Alamanda Cata[1], uxor condam Pontii Bernardi de Ar[z]inco, testis jurata, adjecit confessioni sue dicens quod vidit Villanerium et socium ejus hereticos in domo Guillelmi Garric[2], de Arzinco, apud Arzincum, et vidit ibi cum eis Bernardum Moncanerium et Guillelmum Garric. Interrogatus si adoravit ibi dictos hereticos, vel vidit alios adorantes, dixit quod non recordatur. *Item*, dixit quod vidit Ber. Gausberti[3], nunc conversum de heresi, apud Arzincum in domo ipsius testis; et vidit ibi cum dictis hereticis Raymudum Cat[4], filium ipsius testis, qui infirmabatur de quadam infirmitate de qua convaluit, et Navarram[5], uxorem dicti Raymundi Cat, et

1. Voy. n° L.
2. Voy. n° L.
3. Voy. n°s XLVI, XLIX, L.
4. Voy. n° L.
5. Voy. n°s XLIX, L.

Guillelmum Garric, qui ad preces dicti infirmi adduxit ibi dictos hereticos. Interrogata, dixit quod ipsa testis non adoravit ibi dictos hereticos, nec alii, ipsa teste vidente. *Item*, interrogata dixit quod dictus infirmus non fuit tunc hereticatus, ipsa teste vidente nec sciente. De tempore, VIII anni fuerunt hoc anno inter Natale Domini et carniprivium.

Hec deposuit Carcassonne coram domino episcopo. Testes P. Ariberti, clericus, et magister Robertus, fisicus, et Petrus, capellanus domini Carcassonensis episcopi, qui hec scripsit.

XLIX. — 22 août 1255. — Confession d'Alemande Cat, suite.

Anno Domini M° CC° LV°, XI° kal. septembris. Dicta Alamanda testis jurata, citata comparuit et adjecit confessioni sue dicens quod apud Arzincum, in domo Raymundi Ariberti, militis, vidit Petrum Pollani et Bernardum Gausberti[1], socium ejus, hereticos, presentibus Navarra[2], uxore Raymundi Cat quondam, Guirauda, uxore Guillelmi Cat, et ipsa teste, que omnes intraverunt in soculum domus per quamdam trapam ad hereticos antedictos; et erat ibi Alamanda, uxor Raymundi Ariberti antedicti; et ibi omnes et ipsa testis adoraverunt dictos hereticos, ut supra. De tempore, XII vel XIIII anni, vel circa. Requisita quare celavit predicta in aliis confessionibus, respondit quod credebat dixisse in confessione fratris Ferrarii[3].

1. Voy. n°s XLVI, XLVIII, L.
2. Voy. n°s XLVIII, L.
3. Voy. n°s XV et VI, note.

Hec deposuit apud Carcassonam, coram magistro Radulpho et P. Ariberti, inquisitore[1].

L. — 22 août 1255. — Confession de Navarre, femme de Raymond Cat, d'Arzens.

[NAVARRA, UXOR Rdi CAT.]

Hec fuerunt dicta tempore gratie.

Anno et die quo supra. Navarra, uxor condam Raymundi Cat[2], militis, de Arzinco Carcassonensis diocesis, testis jurata, dixit quod vidit Ber. Gausberti[3] nunc conversum de heresi, apud Arzincum in domo ipsius testis; et vidit ibi cum dictis hereticis Raymundum Cat[4], maritum ipsius testis, qui infirmabatur infirmitate de qua convaluit, Alamandam Cata[5]; set non adoravit nec vidit adorari. Interrogata dixit quod dictus infirmus non fuit hereticatus ipsa testc sciente vel vidente. Adjecit etiam quod Guillelmus Garric[6] adduxit ibi dictos hereticos usque ad hostium domus ad preces dicti infirmi. De tempore, VIII anni fuerunt inter Natale Domini et carniprivium.

Hec deposuit loco et die predictis. Testes predicti.

1. L'avis placé avant l'article précédent : *Hec fuerunt dicta temporc gratie,* ne s'applique pas au n° XLIX.
2. Voy. nos XLVIII, XLIX.
3. Voy. nos XLVI, XLVIII, XLIX.
4. Voy. n° XLVIII.
5. Voy. n° XLVIII.
6. Voy. n° XLVIII.

LI. — 11 avril 1255. — Confession de Guillaume-Arnaud Bornhi.

[G. Ar. Bornhi.]

Anno quo supra, III idus aprilis. G. Ar. Bornhi, scriptor[1], testis juratus, dixit se nichil scire super facto heresis. Dixit tamen requisitus quod, quia impetravit et optinuit cum domino episcopo bone memorie nunc defuncto[2] et inquisitoribus, quod Ar. Cat, de Monte Olivo, amitteret cruces, seu fieret sibi gracia de eisdem, habuit idem testis XX solidos ab eodem Ar.; de quibus Bernardus Deodati, de Monte Olivo, persolvit sibi partem. Et propter hoc idem testis obligavit se et sua ad parendum mandatis omnibus et singulis domini episcopi et inquisitorum, et ad observandum et tenendum quicquid propter hoc sibi duxerint injungendum. Testis magister R. Gras.

(Ici se trouve dans le ms. le n° CCLXX de la première partie, plus haut, p. 243.)

1. Voy. Première partie, n° CCXLIII.

2. Guillaume-Arnaud, évêque de Carcassonne en 1248, qui apparaît dans les actes précédents et dans ceux de la Première partie.

IV.

COMMISSION PONTIFICALE

EXÉCUTÉE PAR LES CARDINAUX

TAILLEFER DE LA CHAPELLE ET BÉRENGER FRÉDOL.

I.

PLAINTE ADRESSÉE AUX CARDINAUX[1].

DOAT, T. XXXIV, FOL. 44.

Supplique des chapitres de Sainte-Cécile et de Saint-Salvi d'Albi, de l'abbé et du monastère de Gaillac, au collège des cardinaux, le priant d'interposer son autorité dans le conflit survenu entre tout le pays et les inquisiteurs.

Illustrissime dominationis patribus venerabilissimis dominis cardinalibus sacrosancte Romane Ecclesie sacroque cetui eorumdem, capitulum et canonici ecclesie Albiensis, et capitulum et canonici ecclesie Sancti Salvii de Albia, abbasque et monachi monasterii de Galliaco Albiensis diocesis, et alii religiosi quorum sigilla inferius sunt appensa, suarum sublimitatum imperiis subjectionem debitam et devotam. Juste patri

1. Cette pièce ne porte point de date. Mais elle doit être placée entre la mort de Benoît XI (7 juillet 1304) et l'élection de Clément V (6 mai 1305), puisqu'elle fut adressée au collège des cardinaux.

suplicatur a filiis, dum cernunt fluctus tumescere et, undis insiliantibus, ventis et flatibus ex adverso, naufragium imminere formidatur, presertim dum necessariarum exigente qualitate causarum salus non pateat, aut auxilium aliunde verum. Nostra patria quantis sit exposita precipiciis et ruinis propter questiones et discensiones quibus ad invicem se collidunt patria et inquisitores heretice pravitatis, novit Ille qui nichil ignorat; et adeo excrevit turbatio, ut idem populus ad iracundiam concitatus non videtur nichil[1] aliud hanelare, nisi ut discriminibus se committens deducat in ore gladii, nedum quos sibi putat adversarios, set et alios, ac ad talia se convertat, que non poterunt aliquatenus reparari. Vestre igitur Paternitatis pedibus provoluti, humiliter suplicamus ut circa premissa sic salutifere et celeriter succurratis, quod, preclusa via periculis et ruinis, patria restituatur paci debite et quieti. Constat[2] enim nobis[3] quod dictus populus et patria est catholica et fidelis, quantum nos humana fragilitas nosse sinit, et populus civitatis Albie et patrie fidem catholicam corde credensque ore profitetur eandem, ut sic perveniat ad salutem, et bonis operibus astruit et confirmat, pugnantque in istis partibus pro patria[4]... Paternitatem vestram conservet Altissimus Ecclesie sancte sue per tempora longiora.

(Seize sceaux de cire verte, lacs de ruban de fil, et un de cire rouge[5].)

1. Ms. : *et*.
2. Ms. : *constet*.
3. Ms. : *vobis*.
4. Ms. : *propriam*.
5. Note du copiste de Doat.

II.

COMMISSION PONTIFICALE.

15 AVRIL-17 MAI 1306.

ORIGINAL. ARCHIVES COMMUNALES D'ALBI, GG[1].
COPIE, DOAT, XXXIV, FOL. 45 V°-FOL. 80.

I. — 15 avril 1306, Carcassonne. — Bernard Blanc et François Aymeric, de l'ordre des frères Prêcheurs, les syndics, procureurs et consuls de Carcassonne et d'Albi, requièrent les cardinaux qu'ils procèdent à l'enquête ordonnée par les lettres apostoliques.

✝ In Nomine Domini. Amen. Anno ejusdem millesimo trecentesimo sexto, pontificatus domini Clementis pape quinti anno primo, indictione quarta, mense aprilis, die XV, constituti apud Carcassonam coram venerabilibus patribus Dei gratia dominis P. tituli Sancti Vitalis[1] et Berengario tituli Sanctorum Nerei et Achillei[2] presbiteris cardinalibus, executoribus, judicibus seu commissariis ad infrascripta a prefato domino Summo Pontifice deputatis, fratres Bernardus

1. Pierre Taillefer de la Chapelle, promu cardinal-prêtre le 14 décembre 1305 par Clément V, qui avait été élu le 5 juin précédent, auparavant évêque de Carcassonne (1291-1298), puis de Toulouse (1298-1303), plus tard évêque de Palestrina (1307-1312), mort à Avignon en 1312.

2. Bérenger Frédol, promu cardinal-prêtre le 14 décembre 1305 par Clément V, évêque de Béziers (1294-1305), évêque de Frascati en 1309, mort à Avignon en 1323. Fort renommé comme canoniste.

Blanchi[1] et Franciscus Aymerici[2] ordinis Predicatorum, et Arnaldus Terrerii et Aymericus de Castro, sindici seu actores, et B. Saturnini et magister Guir. Manent, consules universitatis hominum Burgi Carcassone, ut dicebant, ac Philippus Oalrici, sindicus, et magistri Arnaldus Gallinerii, P. Pros et Arnaldus Garsie[3], consules seu consiliarii ac prosecutores pro universitate et hominibus de Albia infrascripti negotii, ut dicebant, exhibuerunt et presentarunt tam suo quam dictarum universitatum nomine prefatis dominis cardinalibus, presentibus ibidem fratre Gaufrido de Ablusiis, inquisitore in partibus Carcassonnensibus heretice pravitatis[4], et magistro G. Revelli, procuratore domini episcopi Albiensis, prout in quadam patente littera quam exhibuit, cujus tenor continetur

1. Étudiant de philosophie (*naturalia*) au couvent de Narbonne en 1289; étudiant de théologie au couvent de Carcassonne en 1290, au couvent de Toulouse en 1293; sous-lecteur au couvent de Béziers en 1296; lecteur au couvent de Nîmes en 1299, au couvent de Rieux en 1301; étudiant à l'Université de Paris en 1302 (Douais, *Acta capitulorum provincialium ord. fr. Praed.*, p. 326, 334, 375, 404, 436, 458, 479).

2. Ce frère Prêcheur est peu connu. La seule mention qui soit faite de lui est dans les *Acta capitulorum*, p. 459, où il est nommé comme lecteur de la Bible au couvent de Toulouse en 1301.

3. P. Pros et Arnaud Garsias avaient été très mêlés aux troubles des années précédentes. Voy. le récit de Bernard Gui dans C. Douais, *L'Albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne*, p. 136 et suiv.

4. L'inquisiteur Geoffroy d'Abluses nous est surtout connu par les confessions ou dépositions contenues dans le ms. lat. 4269 de la Bibl. nat., reçues, en 1308 et 1309, par lui et ses lieutenants Géraud de Blumac et Jean du Faugoux.

inferius, plene patet, quasdam litteras apostolicas vera bulla plumbea bullatas, tenorem qui infra sequitur continentes; requirentes instanter ipsos dominos cardinales ac humiliter supplicantes eisdem ut eis, juxta mandatum apostolicum, securitatem prestent et alias mandatum apostolicum celeriter exequantur juxta traditam eis formam. Exhibuerunt insuper prefati sindici quedam instrumenta procurationum, quarum tenores inferius continentur seu transumpta. Tenor autem dictarum litterarum apostolicarum talis est :

II. — 13 mars 1306, Charolles. — Lettres de Clément V aux cardinaux Taillefer de la Chapelle et Bérenger Frédol leur donnant mission d'accorder des lettres de sauvegarde à Bernard Blanc et à François Aymeric, de l'ordre des frères Prêcheurs, ainsi qu'aux personnes de Carcassonne, d'Albi et de Cordes chargées de poursuivre l'affaire pendante, et, en attendant, de visiter les prisons, toute poursuite contre les hérétiques étant suspendue et ne pouvant être faite qu'avec le concours de l'évêque diocésain; l'abbé de Fontfroide est substitué à l'évêque d'Albi, intéressé dans la cause.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis P. tituli Sancti Vitalis et Berengario tituli sanctorum Nerei et Achillei presbyteris cardinalibus, salutem et apostolicam benedictionem. Lacrimosa [querimonia] quorumdam hominum de partibus Carcassonensibus et Albiensibus et Cordue nostrum multotiens propulsavit auditum, quod multi homines illarum partium per venerabilem fratrem nostrum B.[1], episcopum

1. Bernard de Castanet, évêque d'Albi depuis 1276. Nous avons ses interrogatoires comme juge en 1286 et 1287 (Bibl. nat., ms. lat. 12856), en 1299 et 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847,

ensem, et dilectos filios inquisitorem seu inquisi-s, qui sunt aut fuerunt pro tempore in partibus heretice pravitatis, perpetuo muro adjudicati fue-et privati omnibus bonis suis contra Deum et jus-m et inique[1], cum illi homines catholici essent et ac boni christiani communiter usque tunc in illis ibus haberentur, prout dicti proponentes se offe-probaturos, et de iniquis processibus episcopi ac isitorum multorum qui in partibus illis fuerunt, fficienter docturos. Verum, quia, pendente hujus-l questione, dubitant, ut asserunt, de personis equentium dictum negotium, quod graventur ab isitoribus supradictis, quodque nulli ad ferendum nonium contra inquisitores ipsos audeant conpa-qui si conparuerint, quod inquisitores seviant a eos, et quod contra illos de quorum agitur empnatione injusta, qui in dictorum episcopi et isitorum muris seu carceribus[2] detinentur et adeo antur et hactenus sunt gravati carceris angustia, rum inedia et victualium penuria et sevicia tor-arum quod reddere spiritum sunt coacti, adhuc ius agraventur, nos providere illis de oportuno dio curaremus... Licet autem causam seu ques-m de dictorum episcopi et inquisitorum processi-n nostra curia coram venerabilibus fratribus nos-

. du château de Merville; Douais, *les Manuscrits du châ-le Merville*, p. 30 et suiv.).

Semblables plaintes avaient été, à l'instigation de Bernard eux, adressées à Philippe le Bel. Voy. le récit de Ber-Gui dans C. Douais, *L'Albigéisme et les frères Prêcheurs -bonne*, p. 136 et suiv.

Les prisons d'Albi, de Toulouse et de Carcassonne.

tris Ecclesie Romane cardinalibus deputatis ad hoc tam a nobis quam a felicis recordacionis Benedicto papa XI predecessore nostro, agitari velimus, quia tamen de premissis articulis incidentibus vos, qui de personis et negociis illarum partium pre ceteris cardinalibus notitiam obtinetis et per partes illas transire habetis, ex aliquibus justis causis facilius poteritis providere, circumspectioni vestre committimus et mandamus quatinus fratribus Bernardo Blanchi et Francisco Aymerici de ordine Predicatorum, necnon et aliis tribus vel quatuor de quolibet predictorum locorum, Carcassonnensi scilicet et Albiensi et Cordue, qui dictum negotium prosequantur, auctoritate nostra securitatem[1] prestetis negotio supradicto pendente, quodque interim predictis incarceratis et immuratis, si eos videritis indigere, taliter providere velitis quod contra justiciam non graventur. Et quia publice utile est scire veritatem an inquisitores bene processerint, ut optamus, an perperam egerint et inique, quod absit, ut quilibet testes venire possint ad testimonium perhibendum, volumus et mandamus quod, dictorum processuum inquisitione pendente, vel saltem donec Sedes Apostolica aliter duxerit ordinandum, inquisitores heretice pravitatis in illis partibus, aut episcopus Albiensis predictus aliquem pro heresis facto captum vel capiendum duro carceri sive arto non tradant, nec tormentis exponant, nec ad inquisitionem procedant nisi cum diocesano episcopo vel alio bono viro deputato ab eo; loco vero dicti episcopi Albiensis, quoniam de ipsius processu agitur, quantum ad hec dilectum

1. Sauvegarde.

filium abbatem Fontisfrigidi Cisterciensis ordinis[1], Narbonensis diocesis, vel alium bonum virum de quo vobis expedire videatur, per vos volumus subrogari, stilo inquisitionis in ceteris salvo et libero permanente, presertim quod quicumque de heresi suspecti habeantur per inquisitores predictos capi possint. Sane cum de cancellatione, aut suspensione, mutationeque aliquorum librorum inquisitionis factis apud Carcassonam[2] aliquando fuit propositum coram nobis, vobis mandamus quatenus super premissis vos informetis, informationem ipsam, cum ad nos redieritis, relaturi, ne inquisitorem ipsorum ad presentiam nostram deferre oporteat dictos libros. Porro in premissis omnibus et in aliis, si qua circa premissa occurrerint incidenter, auctoritate nostra, non obstantibus quibuscumque privilegiis que contra premissa nulli volumus suffragari, appellatione postposita, solum Deum habentes pre oculis procedatis, facientes quod decreveritis seu ordinaveritis in premissis per censuram ecclesiasticam firmiter observari, procuratoribus seu procuratori dicti episcopi Albiensis ac inquisitoribus sepe dictis, necnon et dictis fratribus B. et Francisco, et aliis impugnatoribus processuum predicto-

1. L'abbaye de Fontfroide avait compté parmi ses religieux Pierre de Castelnau, dont l'assassinat avait déterminé la croisade contre les Albigeois; elle avait alors Jacques Fournier, qui devint évêque de Pamiers en 1317 et plus tard pape sous le nom de Benoît XII, à la mort de Jean XXII.

2. Clément V avait traversé Carcassonne en se rendant de Bordeaux à Lyon; après son élection, le 2 octobre 1305, il se trouvait à Prouille et le 10 à Lésignan (*Regesta Clementis papae V*, n[os] 5, 164, éd. des Bénédictins, in-fol., Rome, 1885 et années suiv.).

rum certum terminum peremptorie prefigentes, quo Burdegalis conpareant coram nobis vel coram cardinalibus antedictis, quibus dictum negotium est commissum, in ipso prout justum fuerit processuri. Datum Carriole, III idus martii, pontificatus nostri anno primo[1].

III. — 15 avril 1306, Carcassonne. — Les cardinaux, procédant à l'exécution des lettres apostoliques, accordent la sauvegarde et leur protection à Bernard Blanc et à François Aymeric, de l'ordre des frères Prêcheurs, et aux représentants, au nombre de quatre pour chacune des villes, de Carcassonne, d'Albi et de Cordes, et déclarent que la poursuite ne se fera, en attendant, qu'avec l'évêque diocésain, l'abbé de Fontfroide, et à son défaut l'abbé de Saint-Papoul, qui est substitué à l'évêque d'Albi. — Ils proposent aux fondés de pouvoirs de Carcassonne, Albi et Cordes de présenter leur plainte devant les commissaires délégués, à Bordeaux, le lendemain de la Saint-Jean-Baptiste.

Quibus quidem litteris apostolicis per dictos dominos cardinales reverenter receptis ac coram eis, in presentia venerabilis patris domini P., Carcassonensis episcopi[2], et nonnullorum canonicorum et clericorum ecclesie Carcassonensis, ac nobilium virorum dominorum Johannis de Enneyo, senescalli Carcassonensis[3],

1. Cette lettre de Clément V a été publiée, assez mal, par Compayré, *Études hist. sur l'Albigeois*, p. 241, ainsi que le début de la commission pontificale et quelques autres morceaux (*Ibid.*).

2. Pierre de Rochefort (1300-1321). Voy. de Vic, *Chronicon historicum ecclesiae Carcassonensis*, p. 116-121, gr. in-8°, Carcassonne, 1667.

3. Jean d'Aunay, sénéchal de Carcassonne et de Béziers (*Hist. gén. de Languedoc*, X, seconde partie, p. 465, 478, 485, éd. Privat). Dans ces pièces, il est appelé « Johannes de Alneto. »

Lamberti de Tureyo, domini de Saxiaco[1], Guillelmi de Tureyo, domini de Saxiaco, Guillelmi de Tureyo, domini de Bisano[2], et quamplurium aliorum nobilium et innobilium, lectis, iidem domini cardinales, volentes mandatum apostolicum predictum exequi, ut tenentur, deliberatione inter se prehabita diligenti, prefatis fratribus Bernardo et Francisco, ac quatuor de Carcassonna et quatuor de Albia superius nominatis, qui se dixerunt hujusmodi negotium velle prosequi, ac aliis quatuor de Cordua, si quos illi de Cordua pro prosequtione hujusmodi negotii duxerint nominandos, securitatem auctoritate apostolica prestiterunt negotio supradicto pendente, recipientes eos sub protectione Sedis Apostolice atque sua; et quia publice utile est scire veritatem an inquisitores bene ac juste [processerint], an perperam [egerint] et inique, quod absit, ut quilibet tute venire possint ad testimonium perhibendum, voluerunt et mandaverunt, ac ordinaverunt prefati domini cardinales quod dictorum processuum inquisitione pendente, vel saltem donec Sedes Apostolica aliter duxerit ordinandum, inquisitores heretice pravitatis in istis partibus, aut dominus episcopus Albiensis predictus[3] aliquem pro heresis facto captum vel capiendum duro carceri sive arto non tradant, nec tormentis exponant, nec ad inquisitionem procedant, nisi cum diocesano episcopo vel alio bono viro deputato ab eo, quod quidem ad ceptas causas et incipiendas, que

1. Lambert de Thury, seigneur de Saissac (*Hist. gén. de Languedoc*, X, seconde partie, p. 125, 128, 131, 152, 284, 364, 465), lieutenant du sénéchal en 1299 (*ibid.*, p. 279).

2. Guillaume de Thury, seigneur de Bise (*ibid.*, p. 152, 278).

3. Bernard de Castanet.

nondum sunt per definiticam sententiam terminate voluerunt et ordinaverunt referri, communicandis mutuo sine difficultate qualibet inter episcopum et inquisitores utriusque processibus quotienscumque alter ab altero duxerit requirendum. Loco vero dicti episcopi Albiensis, quia de ipsius processu agitur, quantum ad hec religiosum virum abbatem Fontisfrigidi Cisterciensis ordinis, Narbonensis diocesis, subrogarunt; et quotiens ipsum abesse, aut alias legitime inpediri contigerit, super quo litteris ejus sigillo sigillatis credi voluerunt, abbatem Sancti Papuli supradictum habere poterit, aut alium virum idoneum loco sui ponendi aut substituendi eodem inpedimento durante, auctoritate apostolica concesserunt eidem abbati Fontisfrigidi potestatem, stilo inquisitionis in ceteris salvo et libero permanente, prout in dictis litteris apostolicis continetur. Verum quia hinc inde fuit propositum, tam ex parte inquisitorum quam illorum conquerentium, quod conspirationes, conjurationes, comminationes, terrores et metus illati fuerant a quibusdam hominibus villarum Carcassone et Albie contra inquisitorem et etiam contra fratres; et e converso dicebant homines villarum predictarum per inquisitorem et ministros inquisitionis et quosdam fratres contra homines earumdem villarum conquerentes aut volentes conqueri; illi per inquisitorem et ministros ejusdem et quosdam fratres, ne quam querimoniam contra processus inquisitionis in posterum audeant deferre, illi contra fratres metu et terrore inducant alios ad deferendum querimoniam qui non proposuerant conqueri nec habebant materiam conquerendi : prefati domini cardinales monuerunt tam inquisitorem

quam volentes conqueri supradictos, eisque inhibuerunt et preceperunt districte, sub excommunicationis pena, quam eos ex tunc si contra facerent incurrere voluerunt, ne talia vel similia in posterum audeant attemptare, utrosque a penis et juramentis quibuscumque vi aut metu qui posset cadere in constantem aut alias in inpedimentum officii inquisitionis aut jurisdictionis Sedis Apostolice cujusve, juste defensionis aut prosecutionis juris sui, illicitis conventionibus interpositis, absolventes, ut, non obstantibus premissis colligationibus et conventionibus, unicuique libere liceat inquisitori videlicet suam defensionem exequi et incusatis per viam juris se defendere, salvis in aliis privilegiis specialibus officio inquisitionis concessis.

Quibus quidem peractis, sepe dicti domini cardinales auctoritate predicta assignaverunt dictis procuratoribus et quibuscumque aliis volentibus querelis insistere supradictis, ut per quatuor procuratores de Carcassona, per alios quatuor de Albia, et per alios quatuor de Cordua, si voluerint, conpareant Burdegalis in crastinum Nativitatis festi beati Joannis Baptiste proximo futuri coram commissariis predicti domini pape, propposituri que juste fuerint proponenda et processuri super eis et prefatis inquisitori et procuratori episcopi Albiensis, ad respondendum eisdem super propositis et proponendis, et defensuri processus inquisitionis, prout fuerit rationis.

IV. — 14 mars 1304 (n. st.), Carcassonne. — Procuration donnée par les syndics et les consuls de Carcassonne à Arnaud Terrer et Aymeric *de Castro*, à l'effet d'obtenir justice pour les emmurés.

Tenor autem dicti transcripti sive transumpti ins-

trumenti procurationis seu sindicatus dictorum Arnaldi Terrerii et Aymerici de Castro, burgentium Carcassone, talis est :

Anno Dominice incarnationis millesimo CCC° tertio, videlicet II idus martii. Noverint universi hoc presens publicum instrumentum inspecturi, quod nos Elyas Patrisii, Raymundus Andree, Raymundus de Podio, Guillelmus Laurentii, Guillelmus de Monte Olivo, Raymundus Beleti, Guillelmus de Sancto Martino, Bartholomeus Cabereti et Petrus Basser, consules universitatis hominum ville Carcassone, pro nobis, et Raymundo Soquerii ac Raymundo Bena, conconsulibus nostris, et etiam nomine consulatus et universitatis dicte ville et singularum personarum eorumdem, habito tractatu, diligenti consilio et deliberatione cum consiliariis nostris juratis infrascriptis et pluribus aliis de dicta universitate et de consensu etiam eorumdem, videlicet G. Petri Cosone, Bertrandi Vitalis, Bernardi Marsilie, Petri Guillelmi de Cornassanis, Petri Beleti, Bernardi Pastoris, Raymundi Proprus, Johannis Andree, Bernardi Johannis Servononi, Petri Catalani, Guillelmi de Podio, Bernardi Ancelli, Petri Raymundi Basser, Guillelmi Poma, Guillelmi Soquerii, Pontii de Monte Olivo, apothecarii, et Pontii Recordii, eligimus, facimus, creamus et etiam ordinamus veros, certos, speciales et generales procuratores, sindicos et actores nostros et dicte universitatis, videlicet Arnaldum Terrerii, conconsulem nostrum, presentem et consentientem ac nobiscum alios infrascriptos constituentem, videlicet Aymericum de Castro, burgensem, et magistrum Bernardum Johannis, jurisperitum, de Carcassona, exhibitores hujusmodi publici instrumenti, omnes aut duos

eorum in solidum generaliter in omnibus et singulis causis, controversiis seu questionibus motis et movendis a nobis et dicta universitate et singulis de eadem contra personas quaslibet et a quibuscumque personis vice versa contra nos seu dictam universitatem et singulos de eadem coram sanctissimo Summo Pontifice et ejus venerabili curia, seu ejus commissariis, et coram quibuscumque aliis judicibus, seu auditoribus, dantes et concedentes, nominibus quibus supra, dictis procuratoribus, sindicis et actoribus nostris et dicte universitatis, omnibus aut duobus eorum in solidum, plenam et liberam potestatem et speciale mandatum agendi et defendendi de calumpnia et de veritate dicenda, sacramentum in animas nostras et dicte universitatis et singulorum de eadem prestandi, et subeundi alterius cujuscumque generis juramentum et supplicandi, contradicendi, impetrandi et obtinendi a dicto sanctissimo Summo Pontifice et ejus venerabili curia privilegia seu litteras jus commune vel gratiam continentes, et judicem vel judices, seu etiam auditores, et, si aliqua contra nos vel dictam universitatem aut singulos proponerentur, obiciendi et contradicendi et omnia genera probationum producendi, judicem vel auditorem, seu judices vel auditores recusandi, expensas petendi et recipiendi easdem, judicium navandi, sententiam, vel sententias audiendi, appellandi quoque, si necesse fuerit, et appellationem seu appellationes prosequendi, et demum omnia alia universa et singula faciendi, dicendi, ordinandi et procurandi que veri et legitimi procuratores, sindici et actores facere possunt et debent, et que nos nomine nostro vel dicte universitatis, vel ipsa universitas et

singuli de ipsa facere possemus et deberemus, si presentes personaliter adessemus in premissis, et que in premissis et circa premissa necessaria vel oportuna videbuntur; promittentes tibi, Raymundo Arnaldi Tererii, notario infrascripto, tamquam persone publice, nomine omnium quorum interest vel interesse potest, seu poterit in futurum solle[m]pniter stipulanti, nos ratum, gratum et firmum perpetuo habituros quicquid per dictos procuratores, sindicos et actores nostros et dicte universitatis, aut duos ipsorum, actum, dictum, defensum, gestum, supplicatum, impetratum, procuratum, vel alias ordinatum fuerit in premissis, ac si nobiscum personaliter et per dictam universitatem et singulos de ipsa actum foret, et judicatum solvi, si necesse fuerit, cum suis clausulis universis, sub ypotheca et obligatione omnium bonorum dicti consulatus et universitatis predicte, et sub omni renunciatione pariter et cautela, dictos procuratores, sindicos et actores nostros et dicte universitatis ab omni onere satisdandi relevando; nosque, nominibus quibus supra, fidejussores constituentes pro eisdem vel duobus eorumdem obligatione consimili repetita. Verum, si per mortem vel aliam evidentem inrecusabilem causam per ipsos omnes tres vel duos ex ipsis non possent predicta fieri vel expediri, per illum supervenientem, vel alias non impeditum possint in solidum fieri ac expediri, sicut per dictos tres vel duos ex ipsis posset, prout supra continetur. Protestamur autem et dicimus quod per presentem constitutionem dictorum procuratorum, sindicorum et actorum nostrorum et dicte universitatis, non intendimus revocare alios procuratores, sindicos et actores nostros et dicte

universitatis per nos et alios conconsules nostros constitutos; immo eos et eorum quemlibet ratificamus, approbamus et etiam confirmamus cum hoc presenti publico instrumento. Que omnia predicta nos, consiliarii predicti, confitemur de nostro consensu fore facta, et etiam dictam constitutionem procuratorum, sindicorum et actorum predictorum fore utilem et necessariam universitati predicte et singulis de eadem. Acta fuerunt hec Carcassone in presentia et testimonio Arnaldi Barravi, Petri Furrini, Guillelmi Barravi, Arnaldi Columbi de Villarzello prope Villarium Longum, et magistri Raymundi Arnaldi Terrerii, notarii publici Carcassone, domini regis Francie, qui hiis interfuit et requisitus hanc cartam et stipulationem predictam recepit, vice cujus et mandato ego, Johannes Rogerii de Carcassona, ejusdem domini regis notarius, eamdem scripsi. Ego idem, Raymundus Arnaldi Terrerii, notarius publicus antedictus, subscribo atque signo, domino Philippo rege Francorum regnante. Ad majorem omnium premissorum firmitatem habendam, nos consules predicti sigillum dicti consulatus huic presenti publico instrumento inpendenti duximus apponendum.

V. — 24 janvier 1306 (n. st.), Albi. — Procuration donnée par les consuls et les syndics d'Albi à Philippe Olric, Bernard Fenassa, Ysar Raynaud, Bérenger Molinier, Jean Vierne, Barthélemy Maurel, Philippe Sobeiran et Guiraud Coll, à l'effet d'obtenir justice pour les emmurés.

Tenor vero sindicatus seu procuratorii civium supra nominatorum de Albia, talis est :

Noverint universi hoc instrumentum publicum inspecturi, quod nos Petrus de Baro, Arnaldus Gallinerii,

Johannes Pairolerii, Johannes Talhaferri, Guilhelmus Amati, Johannes Guidonis, Michael Talhaferri, Guilhelmus Olerii, Guillelmus Pic, Bernardus Isarnici, consules civitatis Albie, pro nobis et aliis consulibus et universitate ejusdem civitatis, de consilio et assensu magistri Gregorii Malerii, jurisperiti, Petri Stephani, Johannis Vierna, Isarni Saladini, consiliariorum nostrorum et dicte civitatis ad hoc presentium, presentibusque et volentibus Bernardo Rigaudi, Guillelmo Brose, Raymundo Talhaferri, Bernardo Amati, Raymundo de Cles, Johanne de Valle, Raymundo de Rodes, Ayssola Donadei, Guillelmo de Landas, Petro Serras, Johanne Martini, Laurentio Espenca, Raymundo Judicis, Bernardo Comitis, Guillelmo Malaville, Petro Ravas, Bernardo Moynes, Olrrico Fabri, Ermengaudo Ravas, Guillelmo Gausberti, Stephani Barravi, Bernardo Astruc, Isarno Gauterii, Petro Rata, Petro Golferii, Jacobo Auriac, Guillelmo Laurs, Petro Bonelli, Guillelmo Folquerii, Guillelmo de Valle, Petro Aimera, Isarno Salva, Duranto Clerici, Johanne Borsa, Petro Cassanhas, Petro Pacinerii, Duranto Ayraldi, Amato de Podio, Johanne Escoda, Raymundo de Caurs, Guillelmo Arnaldi, Guillelmo de Orto, Petro Maurini, Johanne Ginestos, Petro Guidonis Sabbaterio, civibus dicte civitatis, nos omnes prenominati consules, simul facimus, constituimus et creamus certos et indubitatos procuratores, sindicos, iconomos et actores nostros et universitatis dicte civitatis quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, quotiens nos abesse contigerit, Philippum Olrrici domicellum, Bernardum Fanasse, Isarnum Rainaudi, Berengarium Molinerii, Johannem Vierna, Bartholomeum Maurelli,

Philippum Sobeirani et Guiraudum Colli, prefate civitatis, ad negotia et ad lites et ad defendendum libertatem ejusdem civitatis, et in omnibus causis et singulis motis vel movendis per quascumque personas contra nos vel contra universitatem, vel per nos vel per dictam universitatem contra quascumque personas, cujuscumque status, dignitatis, sexus vel conditionis existant, coram curiis seu judicibus quibuscumque, quocumque nomine censeantur, in judicio et extra; dantes et concedentes dictis procuratoribus nostris, sindicis, iconomis, actoribus et dicte civitatis, et eorum cuilibet in solidum plenam et liberam potestatem, speciale et generale mandatum agendi, defendendi, excipiendi, replicandi, conveniendi, reconveniendi, judicem seu judices recusandi, libellum seu libellos petendi vel offerendi, litem contestandi, judicis officium implorandi, litteras seu judices impetrandi, de calumpnia seu de veritate dicenda in animas nostras jurandi, et subeundi cujuslibet alterius generis juramentum, expensas petendi, jurandi, recipiendi, appellandi semel et pluries et, quandocumque eis vel eorum alteri videbitur expedire, interlocutorias seu deffinitivas sententias audiendi et demum universa et singula faciendi, exceptis, salvis et retentis nobis transactione et conpositione, quas per eos vel aliquem eorum posse fieri nolumus sine nobis, que nos faceremus vel facere possemus, si presentes personaliter adessemus, et que veri et legitimi seu veri procuratores, sindici, iconomi seu actores facere possunt et debent, ratum et gratum perpetuo habituri pro nobis et dicta civitate et universitate ejusdem quicquid per dictos procuratores nostros, sindicos,

iconomos seu actores vel alterum eorumdem super premissis vel altero premissorum actum, defensum, procuratum fuerit, vel aliter modo quolibet ordinatum; relevantes dictos procuratores nostros, iconomos, sindicos, seu actores ab omni onere satisdandi et specialiter ab illa satisdatione judicatum solvi cum suis clausulis; promittimus tibi, Guillelmo Gorgaldi, publico dicte civitatis Albié notario, stipulanti et recipienti pro parte seu partibus adversis et omnibus quorum intererit vel interesse poterit sub ypotheca et obligatione bonorum dicte civitatis judicatum solvi cum suis clausulis universis, nos tibi, nomine quo supra, stipulanti et recipienti fidejussorum nomine obligantes ac etiam principali sub omni renuntiatione et cautela; et per hoc procuratorium seu sindicatum non intendimus alios procuratores, seu sindicos, iconomos et actores nostros vel dicte universitatis in aliquo revocare. Actum Albie, nono kal. februarii, anno Domini millesimo CCC° V, in presentia et testimonio magistri Petri Guidonis, magistri Guillelmi Olrrici, Duranti de Salis, Duranti Teulerii de Albia, et mei, Guillelmi Gorgaldi, publici notarii Albiensis, qui dictam stipulationem recepi et hiis omnibus una cum dictis testibus interfui, et a dictis consulibus requisitus de predictis hoc instrumentum recepi, scripsi et in publicam formam redegi, signo meoque signavi. Regnante illustrissimo domino Philippo rego Francorum et domino Bernardo episcopo Albiensi. Et nos Guillelmus de Pezenchis, serviens armorum domini nostri Francorum regis, ejusque vicarius Albie et Albigesii, custos magni sigilli autentici curie Albie et vicarie predicte ejusdem domini regis, ad requisitionem consulum

prefate civitatis, ad fidem habendam quod dictus Guillelmus Gorgaldi est publicus ejusdem civitatis notarius, et ad majorem firmitatem omnium premissorum, huic publico instrumento manu dicti notarii confecto auctoritatem nostram et dicte curie interponimus pariter et decretum et dictum sigillum apponi fecimus inpendenti.

VI. — 26 janvier 1306 (n. st.), Romans. — Procuration donnée par Bernard de Castanet, évêque d'Albi, à Guillaume Revel « ad agendum et defendendum super negotio inquisitionis. »

Tenor procuratorii dicti domini Albiensis episcopi talis est :

Universis presentes litteras inspecturis B., miseratione divina Albiensis episcopus, salutem in Domino. Universitati vestre volumus esse notum quod nos, propter infirmitatem et debilitatem nostri corporis nequeuntes ad presens interesse pluribus quibus vellemus adesse, si accomodum esset nobis, facimus, constituimus et ordinamus procuratorem nostrum providum virum magistrum Guillelmum Revelli exhibitorem presentium, ad agendum et defendendum super negotio inquisitionis pravitatis heretice et illud contingentibus, coram quibuscumque judicibus seu auditoribus conpetentibus datis vel dandis, aut etiam deputandis, super hiis que tam a nobis quam a religiosis viris pravitatis ejusdem inquisitoribus in regno Francie auctoritate apostolica deputatis simul cognovimus et processimus ac sententias protulimus contra quascumque personas dicta labe respersas, et ad processus ipsos et sententias declarandos fideles et legiti-

mos per acta publica, et alia omnia et singula per que de ipsorum veritate et firmitate possit et debeat fieri plena fides, ratum et gratum perpetuo habituri quicquid per dictum procuratorem nostrum agendo vel defendendo in predictis et, sicut predicitur, fuerit procuratum. In cujus rei testimonium presentes fieri jussimus et nostri sigilli munimine roborari. Actum Romanis, in diocesi Vianensi, anno Dominice nativitatis millesimo CCC° VI°, VII kal. mensis februarii.

VII. — Vers le 20 avril 1306, Carcassonne. — Les cardinaux visitent les prisons, où ils trouvent quarante emmurés; ils ordonnent que ceux-ci seront transportés dans les cachots supérieurs, que les gardiens seront renouvelés, que toutes les provisions envoyées aux prisonniers leur seront intégralement remises, que l'évêque de Carcassonne pourra leur accorder la promenade « per carrerias muri largi, » que chaque cachot aura deux clefs, une pour chaque gardien.

Post aliquos vero dies, dicti domini cardinales ad murum Carcassone personaliter descenderunt et captivos de illis partibus nominatis ibidem inclusos, XL numero, scilicet Lambertum de Fuxentio[1], Bertrandum de Monte Acuto[2], Johannem Bauderii[3], Berenga-

1. Nous avons sa confession devant Bernard de Castanet et les deux inquisiteurs Nicolas d'Abbeville et Bertrand de Clermont, faite le 9 mars 1300 (n. st.) et le 29 mars 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 36 r°, et ms. de Merville).

2. Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 20 janvier 1300 (n. st.) et le 30 mars 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 21 r°, et ms. de Merville).

3. Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 20 janvier 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 25 r°, et ms. de Merville).

rium Fumeti[1], Raymundum Augerii[2], magistrum Raymundum Constantii[3], Guiraudum Austortonis[4], magistrum Raymundum Calverie[5], Guiraudum de Orto[6], magistrum Johannem Constantii[7], Petrum Ademarii[8], Berengarium Ademarii[9], Guillelmum

1. Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 20 janvier et le 6 février 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 24 v°, et ms. de Merville).

2. « Magister R^us^ Augerii, civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 4 et le 17 décembre 1299 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 8 A, et ms. de Merville).

3. « Raimundus Constancii, notarius curie officialis domini episcopi Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 5, le 12 décembre 1299 et le 17 janvier 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 12 r°, et ms. de Merville).

4. « Guiraudus Austor, civis Albiensis. » Sa confession faite, devant les mêmes, le 20 février et le 2 mars 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 18 r°, et ms. de Merville).

5. « Raimundus Calverie, notarius curie Albiensis domini regis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 20 et le 25 janvier 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 19 r°, et ms. de Merville).

6. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 4, le 16 et le 18 décembre 1299 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 11 r°, et ms. de Merville).

7. « Magister Johannes Constancii jurisperitus de villa Albie. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 4 et le 19 décembre 1299 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 10 r°, et ms. de Merville).

8. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 9 mars 1300 (n. st.) et le 30 mars 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 37 r°, et ms. de Merville).

9. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 9 mars 1300 (n. st.) et le 30 mars 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 33 v°, et ms. de Merville).

Toraldi[1], Stephanum Mascot[2], Guillelmum Golferii[3], Guillelmum Fenasse[4], Jacobum Fumeti[5], Petrum Talhaferri[6], Petrum Rigaudi[7], Raymundum Gartie[8], Raymundum Vinhalis[9], Guillelmum de Landis[10], Ray-

1. « Guillelmus Torayl, civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 9 mars 1300 (n. st.) et le 29 mars 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 35 r°, et ms. de Merville).

2. « Stephanus Mascoti, civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 17 janvier 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 13 r°, et ms. de Merville).

3. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 20 janvier et le 2 mars 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 23 r°, et ms. de Merville).

4. « Guillelmus Fenassa claudus, civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 21 et le 26 janvier 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 26 r°, et ms. de Merville).

5. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 20 janvier et le 5 février 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 20 r°, et ms. de Merville).

6. « Petrus Talhafer, civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 20 et le 25 janvier 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 23 r°, et ms. de Merville).

7. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession, du 28 mars 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 38 r°, et ms. de Merville).

8. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 2 mars 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 32 r°, et ms. de Merville).

9. « Ramundus Vinhalz, filius Vitalis Vinhalz naturalis, ut dicitur, de Albia. » Voy. sa confession faite, en présence de l'évêque d'Albi et de l'inquisiteur, le 13, le 14 février et le 19 mars 1286, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 12856, fol. 29).

10. « Guillelmus de Landas, civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant l'évêque d'Albi et les inquisiteurs Nicolas d'Abbeville et Bertrand de Clermont, le 18 janvier 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 14 v°, et ms. de Merville).

mundum Paguti[1], Raymundum Cogorla[2], Raymundum Hugonis[3], Rixendis de Belveser de Albia[4], Berengarium Sabbaterii[5], magistrum Garnerium de Talapio[6] et Guillelmum de Mauriano, de Regali Monte[7], Albiensis diocesis. *Item*, magistrum Guillelmum Garrici[8], Raymundum Magistri, Guillelmum Serra, Petrum Rogerii, Raymundum de Casilhaco, Guillelmum Vita-

1. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant les mêmes, le 29 mars 1300 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 39 B, et ms. de Merville).

2. « Frater R^{us} dictus Cogorla. » Voy. ses confessions faites, en présence de l'évêque d'Albi et de l'inquisiteur, le 15, le 16, le 23 et le 26 mars 1286, le 1er avril 1286 et le 5 mai 1287 (Bibl. nat., ms. lat. 12856, fol. 49).

3. « Civis Albiensis. » Voy. sa confession faite, devant l'évêque d'Albi et les inquisiteurs Nicolas d'Abbeville et Bertrand de Clermont, le 21 janvier et le 2 mars 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 26 v°, et ms. de Merville).

4. « Rixendis de Belvezer, uxor quondam Guillermi Huguonis, mercatoris de Albia. » Voy. sa confession faite, en présence de l'évêque d'Albi et de l'inquisiteur Jean Galand, le 17 avril 1287 (Bibl. nat., ms. lat. 12856, fol. 62).

5. « Berengarius Sabaterii de Regali Monte. » Voy. sa confession faite, en présence de l'évêque d'Albi et de l'inquisiteur Nicolas d'Abbeville, le 1er mars 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 29 v°, et ms. de Merville).

6. « Magister Garnerius de Talapio, jurisperitus, de Regali Monte. » Voy. sa confession faite, devant l'évêque d'Albi et l'inquisiteur Nicolas d'Abbeville, le 21 février 1300, n. st. (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 29 r°, et ms. de Merville).

7. « Guillelmus de Mauriano, habitator Regalis Montis. » Voy. ses confessions faites, devant l'évêque d'Albi et l'inquisiteur Nicolas d'Abbeville, le 2, le 20 décembre 1299 et le 17 janvier 1302 (Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 1 r°, fol. 42 v°).

8. Douais, *Guillaume Garric, professeur de droit, de Carcassonne, et le tribunal de l'Inquisition*, 1285-1329 (In-8°, Toulouse, Privat, 1898).

lis, Raymundum Vesola, Guillelmum Talarici, Maraudam, Marchesiam et Gualhardam, mulieres, ante conspectum suum adduci fecerunt; quibus similiter inspectis, quia nonnullos infirmos et senio confractos viderunt lacrimose et quasi una voce conquerentes de malitia quorumdam qui eis lectos et victualia administrant et claudunt et aperiunt eis carceres et eos extrahunt et reducunt, ad tollendum omnem suspicionem, ordinaverunt prefatos amoveri ministros et novos substitui; et custodi principali muri pro inquisitore posito addere alium custodem principalem muri, qui interim auctoritate apostolica sit ibidem pro episcopo Carcassonensi, commissa potestate a dictis dominis cardinalibus eidem episcopo Carcassonensi mutandi auctoritate apostolica custodem pro eo positum vel substituendi alium, prout ei videbitur expedire. Ordinaverunt quoque predicti domini cardinales quod unusquisque custodum habeat suo periculo clavem uniuscujusque conclavis, ut sic in unoquoque conclavi sint due claves, et unusquisque custos ministro suo claves carcerum et ministerium in ministrando fideliter incarceratis super capud suum committat; cui custodi et ministro ejusdem episcopus Carcassonensis ministrabit expensas; et quod dicti custodes tam inquisitorum quam episcopi jurent super sancta Dei IIII^or Evangelia, quod in custodia dictorum inclusorum diligentiam quam poterunt fideliter adhibebunt; et quod unus sine alio alicui incarcerato nihil secretum loquetur quin alter valeat audire; et quod provisionem quam hujusmodi carcerati recipiunt a rege[1], et

1. L'entretien des prisonniers pour hérésie avait été tou-

illud quod ab amicis et parentibus vel aliis personis offeretur eisdem, eis fideliter et absque diminutione aliqua ministrabunt; quibusdam insuper infirmis et senio confractis et alias debilibus preceperunt mutari ex causis justis et rationalibus conclavia[1] dicti domini cardinales et de inferioribus ad altiora ascendant[2], cum dicta conclavia superiora fuerint reparata; que quidem reparari preceperunt, quamcitius comodo fieri poterit, per dictum dominum episcopum Carcassonensem ibidem presentem; aut, si dictis episcopo et inquisitori visum fuerit expedire, intra per carrerias muri largi deambulandi et standi percipiant libertatem. Hoś autem qui tempore adventus dictorum dominorum cardinalium murorum relaxationis ab inclusione conclavium strictorum et deanbulandi intra per carrerias muri largi obtinuerant libertatem, voluerunt dicti domini cardinales, negotio pendente predicto, aut donec de ipso dominus Papa aliter duxerit ordinandum, in eadem relaxatione et libertate manere.

VIII. — 27 avril 1306, Carcassonne et Montolieu. — Les cardinaux révoquent les gardiens et les employés de la prison, à l'exception de Jacques, gardien principal, auquel, sur la présentation de l'évêque de Carcassonne, ils adjoignent Bernard Trencavel, clerc; les nouveaux gardiens prêtent serment.

Post hoc, anno quo supra, v kal. maii, comparuerunt prefati inquisitores et procuratores domini epis-

jours en principe à la charge du roi, qui opérait, à son profit, les confiscations de biens.

1. Conclave, *locus inclusus vel munitus, interior cella* (Du Cange). Cachot.

2. A la cité de Carcassonne, on voit encore la tour dite de

copi Albiensis, ex una parte, in presentia prefati domini Petri, Carcassonensis episcopi, dominorum Guillelmi de Ruppe Fixa, archidiaconi Lunatensis[1] in ecclesia Biterrensi, Pontii de Banholis, archipresbiteri Carcassone, ac Petri Recaudi, canonici Caturcensis, et plurium aliorum ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum[2], et Aymericus Castelli, sindicus, et magister Guiraudus Manent, consul Burgi Carcassone, in monasterio Montis Olivi coram dominis cardinalibus antedictis. Qui quidem domini cardinales predictam ordinationem iterum publicarunt, et custodes et ministros dicti muri Carcassonensis, excepto magistro Jacobo, principali custode, verbaliter ammoverunt. Quibus peractis, ad presentationem domini episcopi Carcassonensis, addiderunt dicto magistro Jacobo pro principali custodia muri predicti magistrum Bernardum Trencavel, de Avinione, Appamiensis diocesis clericum, ibidem presentem, testimonio ejusdem domini episcopi idoneum et fidelem; qui magistri Jacobus et Bernardus, custodes prefati, juraverunt supra sancta Dei quatuor Evangelia ab eis corporaliter manu tacta, quod in custodia dictorum inclusorum et includendorum diligentiam quam poterunt fideliter adhibebunt, et quod unus sine alio alicui incarcerato nichil secretum loquetur quin alter possit audire, et quod provisionem quam hujusmodi carcerati recipiunt a rege, et illud quod ab amicis et parentibus vel aliis

l'Inquisition, à deux étages, ayant servi de prison. Vraisemblablement, il s'agit ici d'une autre prison, qui se trouvait, en effet, entre la place et l'Aude (Douais, *op. cit.*).

1. Lunas (Hérault).

2. Omission rétablie à la fin de l'acte.

ersonis offeretur eisdem, eis fideliter et absque diminatione aliqua ministrabunt, et quod ordinationem upra hujusmodi custodia per ipsos dominos cardinales factam inviolabiliter observabunt. Et ut predicta uperius in toto processu ordinata firmius observenur, dicti domini cardinales in omnes qui scienter ontradictores aut rebelles predicte eorum ordinationi t provisioni extiterint, non episcopos vel archipiscopos, quibus in hac parte voluerunt deferri, in psos interdicti ab ingressu ecclesie, suspensionis, i diu perstiterint, in scriptis excommunicationis entencias protulerunt. Hec facta fuerunt tam Carcassone quam apud Montem Olivi, anno et die quibus upra.

Quibus actis, assignarunt dictis inquisitori et procuratori domini episcopi Albiensis et prenominatis indicis Carcassonensibus diem martis immediate equentem[1] ad comparendum coram eis vel eorum ltero in Albia.

IX. — 3 mai 1306, Albi. — Les parties se présentent devant le cardinal Taillefer de la Chapelle, le cardinal Bérenger Frédol s'étant excusé par ses lettres datées de Saint-Papoul le 28 avril précédent et ayant transmis à son collègue ses pouvoirs de commissaire. Les parties sont renvoyées au lendemain.

Qua die comparentibus predictis inquisitore et procuratore episcopi Albiensis, et Aymerico Castelli,

1. Pâques tomba, en 1306, le 3 avril; par conséquent, le 27 avril, date de l'acte précédent, fut un mercredi, et le mardi suivant le 3 mai. Cf. le n° X (p. 331) : « die mercurii, iii maii. »

sindico universitatis Carcassonensis, necnon et sindicis et consulibus Albie coram reverendo patre domino P., Dei gratia tituli Sancti Vitalis presbitero cardinali, predicto reverendo patre domino Berengario, Dei gratia tituli Sanctorum Nerei et Achillei presbitero cardinali, se legitime excusante, et nichilominus vices suas quoad agenda Albie die assignata et continuatis sequentibus eidem domino P., college suo, per suas patentes litteras, quarum tenor continetur inferius committente, idem dominus P. cardinalis continuavit predictis partibus usque in crastinum mane. Tenor autem litterarum dicte commissionis talis est :

Reverendo in Christo patri domino P. Dei gratia tituli Sancti Vitalis presbitero cardinali, Berengarius, miseratione divina tituli Sanctorum Nerei et Achillei presbiter cardinalis, salutem eternam in Christo. Cum vos et nos auctoritate apostolica nobis in hac parte commissa diem martis proximum assignaverimus procuratori venerabilis patris episcopi Albiensis et inquisitori heretice pravitatis in partibus Albigesii et Carcassone, et sindicis Carcassonensibus tunc coram nobis personaliter constitutis, ut dicta die, apud Albiam, coram nobis vel nostrum altero comparerent, nosque ipsa die infirmitate nostri corporis impediti, nequeamus comode interesse, paternitati vestre super agendis et perficiendis ibidem dicta die et continuatis sequentibus committimus vices nostras. Datum apud Sanctum Papulum, Appamiensis diocesis, IIII kal. maii, anno Domini millesimo CCC° VI, pontificatus domini Clementis pape V^{ti} anno primo.

X. — 4 mai 1306, Albi, dans la chapelle épiscopale. — Lecture du procès est faite aux parties.

Même jour. — Le cardinal visite les prisons. Il ordonne, l'affaire pendante, que les prisonniers seront délivrés des fers, que les cachots seront ajourés, qu'on construira trois ou quatre cellules « in solario, » que chaque cachot aura deux clefs. Aux deux gardiens Pons Testor et Bertrand Austor, il adjoint un troisième gardien, Isar de Sales, moine de Candeil, jusqu'à ce que l'abbé de Fontfroide ait désigné pour cela un moine de son abbaye. — Les gardiens prêtent serment.

Qua die, s[c]ilicet die mercurii, IIII maii, comparuerunt prefati inquisitor et procurator episcopi Albiensis, et sindici et consules supradicti coram dicto domino P., cardinali, in capella episcopi Albiensis. Qui quidem dominus cardinalis, presentibus venerabili patre in Domino P., Dei gratia Carcassonensi episcopo, dominis R° de Pollan., archidiacono Fenoleti in ecclesia Narbonensi, P. de Rosone, preposito, et Belmundo de Calomonte, archidiacono Albiensi, ac pluribus aliis tam clericis quam laicis, legi fecit totum processum supradictum ex integro, ut posset esse omnibus manifestus. Postmodum, eadem die, dictus dominus cardinalis visitavit incarceratos infra muros domini episcopi Albiensis; quibus visis et auditis, aliquos ex eis invenit compeditos, et omnes in carceribus strictis et obscurissimis detentos vel inclusos. Voluit et ordinavit idem dominus cardinalis quod nullus dictorum inclusorum, negotio predicto pendente vel donec Sedes Apostolica aliter duxerit ordinandum, in ferris seu compedibus detineatur, set quod aliter de eis bona et secura custodia habeatur. Ordi-

navit insuper quod dicti carceres obscuri clarificentur, et quod nichilominus tres vel quatuor alie camere seu carceres in solario vel subtus meliores et leviores quam sint carceres in quibus nunc dicti inclusi detinentur, fiant ad longius infra mensem, in quibus possint mutari illi de quibus inquisitori et abbati Fontisfrigidi vel substituto ab eo videbitur expedire, presertim cum dicti inclusi nondum condempnati existant, et v annis vel pluribus fuerint in hujusmodi carceribus detenti, ut dicti incarcerati dixerunt; et quod in quolibet conclavi sint due claves tenende per custodes, prout supra in conclavibus muri Carcassonensis est ordinatum. Et ut predicta sine suspicione procedant, addidit Pontio Testoris et Bertrando Austort, custodibus muri predicti, de quibus predicti detenti non conquerebantur, immo se plurimum commendabant, fratrem Isarnum de Salis, monachum monasterii de Candelio, Cisterciensis ordinis, Albiensis diocesis, testimonio prioris claustralis ac conventus ejusdem monasterii idoneum et fidelem, donec alius per abbatem monasterii Fontisfrigidi, vel per ipsum dominum cardinalem et dominum Berengarium, ejus collegam, ad hujusmodi custodiam fuerit deputatus. Qui quidem tres custodes prefati juraverunt super sancta Dei IIII^or Evangelia ab eis corporaliter manu tactata (*sic*) quod in custodia dictorum inclusorum et includendorum diligentiam quam poterunt fideliter adhibebunt, et quod aliquis de antiquis sine dicto fratre vel illo qui loco ejus ad hujusmodi custodiam deputabitur, aut ipse frater vel alius deputandus pro eo sine altero de dictis antiquis custodibus alicui incarcerato nichil secretum loquetur quin alter

possit audire, et quod provisionem quam hujusmodi incarcerati recipiunt a rege vel episcopo Albiensi, et illud quod ab amicis, vel parentibus, vel aliis personis offerretur eisdem, eis fideliter et absque diminutione aliqua ministrabunt, et quod ordinationem super hujusmodi custodia factam per ipsos dominos cardinales inviolabiliter observabunt. Que quidem omnia suprascripta prefatus dominus cardinalis precepit fieri et servari in omnes qui scienter predicte ordinationi contradictores extiterint aut rebelles, non episcopos vel archiepiscopos, quibus in hac parte deferri voluit, in quos interdicti ab ingressu ecclesie et suspensionis, si diu perstiterint, in scriptis excommunicationis sententias proferendo.

XI. — 11 mai 1306, Montech. — B. Durant, au nom des habitants de la ville de Cordes, proteste qu'ils sont et veulent rester vrais catholiques; qu'ils ne s'inspirent que de l'amour de la vérité et de la justice. Il demande que Guillaume Cavalier, de Cordes, détenu dans les prisons de Toulouse, n'y soit plus maltraité; que le sauf-conduit soit accordé à toute personne voulant venir témoigner; que, l'affaire pendante, toute poursuite ne puisse se faire qu'avec l'abbé de Fontfroide; que revision soit faite des confessions qui ont été extorquées, etc. L'inquisiteur et le procureur de l'évêque font les réserves de droit.

Postque, anno et pontificatu quibus supradictis, XI mensis maii, comparuit in castro de Montogio, diocesis Tholosane, B. Duranti, dicens se consulem ville Cordue, coram dictis dominis cardinalibus, presente magistro G. Revelli, procuratore domini episcopi Albiensis et inquisitore heretice pravitatis, et redidit nomine dicte ville quamdam cedulam tenorem qui sequitur continentem :

In presentia venerabilium virorum domini Raymundi Athonis, abbatis monasterii Sancti Saturnini Tholosani, Arnaudi de Vilario, canonici et operarii Caturcensis, Guillelmi de Rupefixa, archidiaconi Lunatensis in ecclesia Bitterensi, et domini Raimundi de Castronovo, militis, ac plurium aliorum, coram vobis reverendis patribus dominis P., tituli Sancti Vitalis, et Berengario, tituli sanctorum Nerei et Achillei presbiteris cardinalibus, commissariis et auditoribus in hac parte a Summo Pontifice deputatis, protestantur ante omnia homines de Cordua, diocesis Albiensis, quod ipsi tanquam veri catholici et sacrosancte Romane Ecclesie filii et in omnibus obsequentes et obedientiam promptis ac devotis animis exhibentes, parati sunt omnem hereticam pravitatem vitare, et eam totis viribus detestantur; nec intendunt alicui naufraganti in fide aut in via catholica devianti prestare consilium, patrocinium, auxilium vel favorem. *Item*, quod in presenti negotio verbo vel facto partem aliquam facere non intendunt, nec aliquem vel aliquos deferre criminaliter seu civiliter accusare. *Item*, quod in injuriam seu diffamationem alicujus vel aliquorum hec proponere seu dicere non intendunt, set solum ad honorem Dei omnipotentis, ad illuminationem presentis negotii et exaltationem fidei christiane et apertionem veritatis, ac informationem et instructionem vestri dominorum cardinalium predictorum, ac domini nostri Summi Pontificis seu commissariorum suorum; quibus protestationibus premissis, supplicant et requirunt dicti consules de Cordua vobis reverendis dominis cardinalibus supradictis, quod vos, ex vigore diete commis-

sionis, tribus vel quatuor hominibus de Cordua qui negotium hujusmodi prosequuntur et prosequentur securitatem prestetis, auctoritate dicti domini Summi Pontificis, dicto pendente negotio, juxta traditam vobis formam, et litteras vestras eisdem super hoc concedatis. *Item*, suplicant et requirunt quod Guillelmo Cavalerii, de Cordua, qui Tholose in carceribus gravibus et durissimis inquisitionis heretice pravitatis detinetur mancipatus, velitis taliter providere, juxta traditam super hoc vobis formam, quod carceris angustia, vel lecti inedia seu victualium penuria aut tormentorum sevitia contra justitiam non gravetur. *Item*, supplicant et requirunt adeo ut quilibet tute venire possit ad testimonium perhibendum, quod inhibeatis ex vigore dicte commissionis inquisitori heretice pravitatis in senescallia Tholosana et Albiensi, ne, pendente hujusmodi negotio, vel saltem donec Sedes Apostolica aliud duxerit ordinandum, aliquem pro heresis facto captum vel capiendum tradant duro carceri sive arto, nec tormentis aliquatenus exponant, nec ad inquirendum procedant nisi cum abbate Fontisfrigidi, Cisterciensis ordinis, vel alio bono viro ad hoc per vos specialiter deputando. *Item*, cum processus et libri dictorum inquisitorum eisdem merito sint suspecti, tum ratione mutationis, arditionis seu cancellationis scripturarum dictorum librorum, tum etiam ratione confessionum a captis per dictos inquisitores minus canonice et per vim tormentorum extortarum, et alio modo quam res se habeat ut dicitur conscriptarum, et de hiis sit vox et fama publica in Albigesio et locis circumvicinis, supplicant et requirunt dicti consules quod super premissis vos velitis

informare juxta traditam vobis formam. Preterea cum dicatur publice quod nonulli testes cum quibus super mutatione, arditione et cancellatione ac iniquitate dictarum scripturarum et processuum vos potestis clarius informare, prestiterunt ad preceptum dictorum inquisitorum aliqua prejudicialia juramenta, videlicet de non revelando ea que sciunt super premissis, sub pena ignis et relapsi, ob que quidem juramenta si observarentur, posset veritas occultari, supplicant et requirunt dicti consules quod testes cum quibus super premissis vos volueritis informare a vinculo talium juramentorum et aliarum obligationum, si in aliquo sint astricti, auctoritate dicte commissionis, quoad ferendum dictum testimonium absolvatis, ut tute et plene possint in presenti negotio ferre testimonium veritatis et litteras vestras singulis quos indigere videritis, si placet, concedatis, dicto procuratore episcopi Albiensis et inquisitoris petente copiam ejusdem; protestato per eum quod dictum consulem non admittit nec consentit protestationibus contentis in dicta cedula, nisi quatenus de juris necessitate teneretur, immo quantum contra partem suam faciunt contradicit.

XII. — 5 mai 1306, Toulouse. — L'inquisiteur Geoffroi d'Abluses nomme ses procureurs en cour de Rome, qui sont Pierre d'Orvieto, procureur général de l'ordre des frères Prêcheurs, Arnaud du Prat, frère Prêcheur, et Guillaume Revel, curé de Cazevieille, au diocèse de Maguelone.

Et ad faciendam fidem de procuratione dicti inquisitoris produxit quoddam publicum instrumentum, cujus tenor talis est :

In nomine Domini. Amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo CCC° sexto, idus maii, pontificatus sanctissimi patris et domini Clementis pape V anno primo. In presentia mei Petri Boerii notarii et testium subscriptorum, religiosus vir frater Gaufridus de Ablusiis, fratrum ordinis Predicatorum, inquisitor heretice pravitatis in regno Francie a Sede Apostolica deputatus, fecit et constituit procuratores suos religiosos viros fratrem P. de Urbe Veteri, procuratorem fratrum ordinis Predicatorum in Curia Romana, fratrem Arnaldum de Prato[1] ejusdem ordinis, coinquisitorem suum heretice pravitatis in dicto regno a Sede Apostolica deputatum, ac discretum virum magistrum Guillelmum Revelli, rectorem ecclesie Caseveteris, Magalonensis diocesis, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis seu occupantium in omnibus et singulis causis motis et movendis tam pro ipso quam contra ipsum, contra quascumque personas, coram quibuscumque judicibus ecclesiasticis seu secularibus, dans eisdem procuratoribus suis et cuilibet eorum in solidum plenam potestatem et speciale mandatum agendi, defendendi, faciendi quodlibet juramentum a jure concessum tam super principali quam super omnibus accessoriis, petendi et recipiendi expensas, si sibi vel dictis procuratoribus suis aut eorum aliquo adjudicate fuerint, ponendi, positionibus respondendi, juramentum deferendi, delatum suscipiendi, appellandi, appellationem

1. Mort le 16 septembre suivant. (Douais, *Les frères Prêcheurs en Gascogne*, p. 365. Paris, 1885, in-8°.)

prosequendi tam coram domino Summo Pontifice quam coram aliis judicibus quibuscumque, conveniendi, reconveniendi ipsos et eorum quemlibet in solidum, constituens procuratorem tam ad negotia quam ad causas, dans eisdem et eorum cuilibet in solidum potestatem substituendi alium seu alios procuratores loco sui, quotienscumque et quandocumque sibi viderit expedire, et omnia alia faciendi que dictus inquisitor faceret aut facere posset, si presens esset in premissis; promisit etiam se ratum et gratum habere quicquid dicti procuratores, aut eorum alter, vel substitutus vel substituti ab ipsis vel eorum aliquo in omnibus causis suis egerint, seu duxerint faciendum. Actum fuit hoc Tholose, in domo Inquisitionis[1], presentibus religiosis viris fratribus ordinis Predicatorum Bonomasipio Duranti, subpriore, Ramundo de Albeda, conventus Tholose, Alberto Catalani, socio dicti inquisitoris, magistro Jacobo Marquesii, notario inquisitionis ac rectore ecclesie Beati Petri Aiutz, Albiensis diocesis, ad hec testibus vocatis et rogatis. Et ego P. Boerii de Carcassona, publicus imperiali auctoritate notarius ac inquisitionis heretice pravitatis notarius, predictis omnibus interfui et ea recepi et scripsi, anno, die, loco et presentibus supradictis, et in hanc publicam formam redegi, solitoque meo signo signavi, a dicto inquisitore requisitus et rogatus. Et ego frater Gaufridus de Ablusiis, inquisitor predictus, in testimonium premissorum, et quod dictus P. Boerii sit et est publicus imperiali

1. Aujourd'hui couvent des Dames-Réparatrices.

auctoritate ac inquisition heretice pravitatis notarius, sigillum nostrum duxi presentibus apponendum, anno, die et loco predictis.

XIII. — 11 mai 1306, Montech. — Les cardinaux accordent la sauvegarde à quatre des habitants de Cordes, et font droit à leur demande que la poursuite, la cause pendante, ne se fasse qu'avec l'abbé de Fontfroide; ils les ajournent au lendemain de la Saint-Jean-Baptiste, à Bordeaux, et renouvellent leur ordonnance d'Albi.

Postque dicti domini cardinales dixerunt se prestitisse auctoritate apostolica securitatem quatuor hominibus de Cordua, si quos illi de Cordua pro prosecutione hujusmodi negotii duxerint nominandos, pendente negotio supradicto, prout supra in processu plenius continetur, et in presenti nichilominus prestiterunt; super aliis etiam processerunt et procedent, ut dixerunt, juxta traditam eis formam. Voluerunt quoque et ordinaverunt dicti domini cardinales quod, dictorum processuum inquisitione pendente, vel saltem donec Sedes Apostolica aliter duxerit ordinandum, inquisitor heretice pravitatis in partibus Tholosanis, aut episcopus Albiensis predictus, aliquem pro heresis facto captum vel capiendum de Albiensi et Carcassonensi diocesibus duro carceri sive arto non tradant, nec tormentis exponant, nec ad inquisitionem procedant nisi cum predicto abbate Fontisfrigidi, vel alio deputando ab eo, qui abbas est loco domini episcopi Albiensis subrogatus. Deinde dicti domini cardinales auctoritate predicta assignaverunt dicto consuli, et per eum hominibus de Cordua, ut, si querelis volunt insistere supradictis, per

IIII^or de Cordua, si voluerint, compareant Burdegalis in crastina Nativitatis festi beati Johannis Baptiste proxime futuri, coram commissariis predicti domini Pape, propositari que juste fuerint proponenda et processuri super eis, et prefato procuratori ad respondendum eisdem super propositis et proponendis, et defensuri processus inquisitionis prout fuerit rationis.

Quibus sic peractis, lectus fuit coram dictis dominis cardinalibus processus habitus in Albia per prefatum dominum P., cardinalem. Quem quidem processum et omnia per dictum dominum P., cardinalem, facta et ordinata, supradictus dominus Berengarius, cardinalis, approbavit et ratificavit expresse; et nichilominus ibidem ambo dicti cardinales, presentibus dicto procuratore episcopi Albiensis et inquisitoris, et magistro Arnaldo Gallinerii, consule civitatis Albiensis, de novo ordinaverunt et processerunt prout in dicta ordinatione facta Albie continetur.

XIV. — Même jour. — P. Bérenger, sous-prieur de Fontfroide, porteur des lettres du prieur et du couvent, est institué gardien des prisons d'Albi à la place d'Ysar, et Barthélemy *de Arlato* gardien des prisons de Toulouse.

Et ibidem frater P. Berengarii, subprior et monachus monasterii Fontisfrigidi, presentavit, ex parte prioris et conventus ejusdem monasterii, quasdam patentes litteras continentie infrascripte. Quibus lectis coram ipsis dominis cardinalibus, iidem domini cardinales fecerunt jurare dictum fratrem P. Berengarii juxta formam juramenti prestiti per dictum

fratrem Isarnum, qui pro dicta custodia dictorum inclusorum nuper ad tempus fuerat deputatus. Ordinantes iidem domini cardinales quod propter honestatem religionis retineat secum in socium fratrem Guillelmum Vilarii in dictis litteris nominatum; qui quidem monachi ibidem stare debeant ad expensas episcopi Albiensis. Consequenter premissi dicti cardinales fecerunt jurare Barthelemeum de Arlato, clericum, pro custodia muri Tholosani pro inquisitore deputatum, quod in custodia inclusorum ibidem de diocesi Albiensi et includendorum de eadem diocesi Albiensi et Carcassonensi diligentiam quam poterit adhibebit, et provisionem quam hujusmodi carcerati recipiunt a rege vel ab alio quocumque, et illud quod ab amicis vel parentibus seu aliis personis offeretur eisdem, eis fideliter et absque diminutione aliqua ministrabit; et quod ordinationem super hujusmodi custodia factam per ipsos dominos cardinales inviolabiliter observabit; et quod, postquam per dictum abbatem Fontisfrigidi alius custos, si sibi expediens videbitur, additus fuerit, nichil secretum alicui incarcerato loquetur quin alter additus possit audire. Dederunt dicti domini cardinales potestatem domino abbati Fontisfrigidi, quod, si sibi expediens videbitur, possit alium custodem addere pro custodia inclusorum et includendorum de diocesibus Albiensi et Carcassonensi in muris Tholosanis; et quod hujusmodi custos recipiat expensas pro custodia Carcassonensi ab episcopo Carcassonensi, et Albiensi ab episcopo Albiensi.

XV. — 7 mai 1306, Fontfroide. — Lettre du prieur et du couvent de Fontfroide envoyant P. Bérenger, sous-prieur, avec Guillaume Vilar, pour « socius, » en réponse à la lettre des deux cardinaux du 3 mai précédent, incluse.

Tenor dictarum litterarum prioris et conventus monachorum Fontisfrigidi talis est :

Reverendissimo patri et in Christo, si placet, karissimo ac suo domino speciali, domino P. digno Dei providentia tituli Sancti Vitalis presbitero cardinali, frater R., humilis ejus prior, et ejus devotus conventus monachi Fontisfrigidi, Cisterciensis ordinis, se ipsos cum omni humili subjectione reverentie ac honoris ad venerabile manuum osculum beatarum. Noscat vestra sacra Paternitas, nobis quamplurimum reverenda, nos quasdam vestras patentes litteras in die Sancti Johannis ante Portam Latinam recepisse humilitate et reverentia qua convenit, quarum tenor de verbo ad verbum subsequitur in hunc modum :

P., miseratione divina tituli Sancti Vitalis presbiter cardinalis, venerabili et religioso viro abbati monasterii Fontisfrigidi, Cisterciensis ordinis, Narbonensis diocesis, seu, ipso absente, priori et conventui ejusdem monasterii, aut in eodem monasterio locum ejus tenenti, salutem et sinceram in Domino caritatem. Reverendus pater dominus Berengarius, Dei gratia tituli sanctorum Nerei et Achillei presbiter cardinalis, et nos, auctoritate et speciali mandato sanctissimi patris et domini nostri Summi Pontificis, vos, abbatem, loco venerabilis patris episcopi Albiensis in officio inquisitionis heretice pravitatis ex causa et ad tempus duximus subrogandum. Verum, quia quoad custodiam aliquorum carcerato-

rum in muris seu carceribus Albie et incarcerandorum predicto tempore aliqua ordinavimus et adhuc intendimus ordinare, auctoritate apostolica discretioni vestre in virtute obedientie districte precipimus et mandamus quatinus, quibuslibet occasione et difficultate sublatis, unum de monachis vestris fidelibus ad dictum dominum cardinalem et nos, visis presentibus, transmittatis, cui dictam custodiam tenendam et regendam per eum ad expensas Albiensis episcopi, juxta ordinationem a dicto domino cardinali et nobis faciendam super hoc, secure committere valeamus; ita quod die dominica proxime futura aut sequenti die lune ad tardius cum vestris litteris presentium tenorem continentibus conpareat coram nobis vel altero nostrum Tholose, vel ubi fuerimus in diocesi Tholosana vel extra. Et in signum presentis mandati recepti restituatis presentes litteras portitori sigillo vestro sigillatas. Datum Albie, die martis, in festo Sancte Crucis, anno Domini millesimo CCC° sexto, pontificatus domini Clementis pape V anno primo.

Quibus siquidem litteris receptis ac etiam perlectis, habito super contentis in dictis vestris litteris diligenti consilio et tractatu, licet pater et dominus noster abbas, cujus consilio in tanto negotio indigemus, sit et fuerit a dicto nostro monasterio multo tempore absens, nos tamen tanquam filii obedientie preceptis vestris, ut tenemur, volentes humiliter obedire, religiosum virum maturum, providum et honestum fratrem P. Berengarii, monachum et supriorem nostrum, ad vos et ad pedes vestre solite clementie duximus destinandum, ad faciendam et complendam vestram et reverendi patris domini Berengarii, Dei gratia tituli Sanctorum

Nerei et Achillei presbiteri cardinalis, super contentis in dictis vestris litteris in omnibus et per omnia beneplacitam voluntatem. Ceterum, quia scriptum est : « Non est bonum esse hominem solum » [Gen., II, 18], nec deceat religiosum maxime in locis insignibus et populosis solum et absque socio habitare, predicto subpriori nostro fratrem Guillelmum Vilarii, monachum nostrum, sufficientem et idoneum, duximus in socium adjungendum. Dominus Jhesus Christus vos conservet sanum et incolumem cum prosperitate et gaudio Ecclesie sancte sue, precipientem nobis juxta vestram beneplacitam voluntatem. Datum in Fontefrigido, in crastinum Sancti Johannis ante Portam Latinam, anno Domini millesimo CCC° sexto. In cujus testimonium sigillum quo nos prior predictus utimur presentibus duximus apponendum.

XVI. — 17 mai 1306, Marmande. — Bérenger Faucilhard, syndic et procureur des consuls et habitants de Cordes, requiert pour lui et ses trois co-procureurs les lettres de sauvegarde que les cardinaux lui accordent.

Consequenter, anno et pontificatu quibus supra, XVII die dicti mensis maii, presentibus dominis Guillelmo de Rupe Fixa, archidiacono Lunatensi in ecclesia Biterrensi, Petro Beraudi, canonico Caturcensi, ac magistro Cueno Guillotti, rectore ecclesie de Podiotherico, Carcassonensis diocesis, et pluribus aliis testibus, et prefato magistro Guillelmo Revelli, procuratore domini episcopi Albiensis et inquisitorum predictorum, magister Berengarius Faucilhardi, sindicus et procurator consulum et castri de Cordua, Albiensis diocesis, constitutus coram reverendis patribus domi-

nis cardinalibus supradictis in villa de Marmanda, Agennensis diocesis, repetitis protestationibus factis superius per Bernardum Duranti, qui se dicebat consulem de Cordua, in quibus persistere voluit et a quibus recedere non intendit, exhibuit quoddam instrumentum procurationis sigillo dictorum consulum sigillatum, ut prima facie apparebat, cujus tenor inferius continetur, requirens nomine quo supra dictos dominos cardinales, cum instantia supplicando eisdem, ut sibi et tribus comprocuratoribus suis, videlicet Bernardo Panati, Bertrando Salvi et Duranto Fabri, in dicto instrumento procurationis nominatis, qui negotium in suprascriptis litteris apostolicis contentum nomine procuratorio dictorum consulum et universitatis de Cordua volunt prosequi, prout dixit, securitatem prestent juxta traditam a Sede Apostolica eis formam, dicto magistro Guillelmo Revelli nominibus quibus supra protestante ut supra. Et dicti domini cardinales, volentes mandatum apostolicum exequi, predictis magistro Berengario et ejus comprocuratoribus securitatem auctoritaté apostolica prestiterunt, negotio supradicto pendente, si et quamdiu negotium prosequi voluerit sepedictum, recipientes eos sub protectione Sedis Apostolice adque (*sic*) sua.

XVII. — 12 mai 1306, Cordes. — Les consuls de Cordes nomment leurs procureurs, qui sont Bérenger Faucilhard, Bernard Panat, Bertrand Salvi et Durand Faure, à l'effet d'obtenir la revision du procès des condamnés pour hérésie.

Tenor vero dicti instrumenti procurationis seu sindicatus talis est :

Noverint universi quod, in presentia mei notarii et testium subscriptorum constituti, Bernardus Duranti, Raymundus de Resenteriis, Durantus Fabri et Raymundus Bodosquerii, consules castri de Cordua, diocesis Albiensis, pro se ac universitate ejusdem castri et nomine sui consulatus, fecerunt, ordinaverunt et constituerunt certos ac indubitatos generales ac speciales procuratores suos, sindicos, iconomos seu actores, videlicet magistrum Berengarium Faucilhardi, Bernardum Panati et Bertrandum Salvi; necnon et predicti Bernardus Duranti, Raymundus de Resenteriis et Raymundus Bodosquerii, nomine quo supra, constituerunt procuratorem seu sindicum prefatum Durantum Fabri, consocium suum, hujus presentis publici instrumenti exhibitorem seu exhibitores, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis in omnibus et singulis causis seu litibus motis et movendis per ipsos consules nomine sui consulatus ac universitatis predicte contra quascumque personas aut contra ipsos consules vel dictam universitatem, aut singulos de dicta universitate per quascumque personas coram quibuscumque judicibus ordinariis, extraordinariis, delegatis vel subdelegatis, ecclesiasticis vel civilibus, cujuscumque conditionis, gradus seu dignitatis existant; dantes et concedentes predicti consules nomine quo supra predictis procuratoribus suis, sindicis, iconomis seu actoribus et cuilibet eorum in solidum plenam et liberam potestatem et speciale mandatum agendi, defendendi, excipiendi, replicandi, triplicandi, libellum seu libellos petendi, recipiendi, offerendi et tradendi, litem seu lites contestandi et de calumpnia ac

de veritate dicenda in animas suas jurandi et subeundi cujuslibet alterius generis juramentum, ponendi, positionibus respondendi, testes et instrumenta et ceteras probationes producendi, judicem seu judices impetrandi et recusandi, expensas petendi et recipiendi, sententiam seu sententias interlocutorias et diffinitivas audiendi, et, si necesse fuerit, ab ea vel ab eis appellandi, appellationem seu appellationes prosequendi, et deinde generaliter et specialiter omnia alia universa et singula faciendi que veri et legitimi procuratores, sindici, iconomi seu actores, facere possunt et debent, seu que verus et legitimus procurator, sindicus, iconomus sive actor facere potest et debet, et que ipsi constituentes, nomine quo supra, facere possent et deberent, si personaliter presentes adessent; promittentes dicti constituentes, nomine quo supra, per firmam et sollempnem stipulationem et sub obligatione bonorum dicti consulatus et dicte universitatis, michi, Bernardo Rubei, notario infra scripto, ut publice persone sollempniter stipulanti et recipienti pro omnibus illis quorum interest, intererit, vel interesse poterit, se ratum et firmum perpetuo habituros quicquid per dictos procuratores suos, sindicos, iconomos seu actores, vel eorum alterum, super premissis vel aliquo premissorum actum, gestum, petitum, defensum fuerit, vel etiam procuratum, acsi per eosdem constituentes personaliter foret actum, et judicatum solvi cum suis clausulis universis; et pro predictis procuratoribus suis, sindicis, iconomis, seu actoribus et eorum quolibet prefati constituentes nomine quo supra fidejussores se constituerunt penes me notarium supradictum ut supra solle[m]pniter

stipulantes sub obligatione bonorum dicti consulatus et universitatis predicte; volentes dictos procuratores suos, sindicos, iconomos seu actores et eorum quemlibet relevare ab omni onere satisdandi. Acta fuerunt hec apud Corduam Albigesii, IIII idus madii, anno Domini millesimo CCC° sexto, regnante Philippo Francorum rege, in presentia et testimonio Raymundi Rocca, Stephani Fabri, Imberti de Capella, domicelli, et mei Bernardi Rubei, publici notarii Cordue, qui, ad instantiam et requisitionem dictorum constituentium, hoc scripsi et signo meo signavi. Et nos consules predicti ad majorem roboris firmitatem, et in fidem et testimonium premissorum, et quod dictus Bernardus Rubei est publicus notarius dicti castri de Cordua, huic presenti publico instrumento sigillum dicti nostri consulatus duximus apponendum.

Supra scripta omnia coram prefatis dominis cardinalibus acta, acta fuerunt anno, indictione, pontificatu, mensibus, diebus et locis predictis, ac presentibus testibus nominatis.

Et ego Nicolaus Gaytanus, publicus imperiali auctoritate notarius, una cum discreto viro domino Petro Andree, notario publico infrascripto, qui et ego in premissis omnibus de mandato dictorum dominorum cardinalium simul notarii sumus, predictis omnibus coram dictis dominis cardinalibus actatis (*sic*) interfui, et ea omnia in istis decem cartarum petiis simul sutis, signisque prefati domini Petri et meo in juncturis earum signatis, propria manu scripsi rogatus et in hanc publicam formam redegi et proprio signo signavi.

Quod autem superius in quarta decima linea prime petie obmisi, videlicet : « Seu transumpta, » et quod in septima linea quinte petie, scilicet : « In presentia prefati domini Petri Carcassonensis episcopi, dominorum Guillelmi de Ruppe Fixa, archidiaconi Lunatensis in ecclesia Biterrensi, Pontii de Banholis, archipresbiteri Carcassonensis, ac Petri Recaudi, canonici Caturcensis, et plurium aliorum ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum, » hic supplevi et propria manu scripsi.

Et ego prefatus Petrus Andree, clericus Biterrensis diocesis, publicus auctoritate apostolica notarius, huic instrumento publico subscribo, signumque meum consuetum appono.

Ad majorem autem premissorum omnium roboris firmitatem, prefati domini cardinales huic instrumento publico sigilla sua mandaverunt appendi.

(Sceau du cardinal Bérenger Frédol. Attaches pendantes du sceau du cardinal Pierre Taillefer de la Chapelle.)

TABLE ALPHABÉTIQUE

Nota. Les chiffres accompagnés d'un astérisque renvoient à l'Introduction.

A

B

G

H

J

M

Q

R

S

T

U

ADDENDA ET CORRIGENDA.

Page XLI, ligne 13, Moustuéjouls *au lieu de* Mostuéjols.
— LVII, l. 15, Castanié *au lieu de* Castanier.
— LIX, l. 13, 1. *au lieu de* a.
— LXXIV, l. 11, 2. *au lieu de* b.
— LXXXII, l. 3, Baranhonis *au lieu de* Baranbonis.
— — l. 29, P. de Binhaco *au lieu de* P. Binhaco.
— XCI, l. 28, ab *au lieu de* ap.
— XCIV, l. 33, Guillaume Salavert *au lieu de* Guillaume de Salavert.
— CX, après le nº 6 et avant : Tel est l'exposé..., ajouter :

Jacques Fournier, évêque de Pamiers, rendit en outre des sentences. Son *Liber sententiarum* est mentionné à l'occasion de la sentence rendue dans l'affaire Baruc. Voy. M. l'abbé Vidal, *l'Émeute des Pastoureaux, en 1320*, p. 58.

